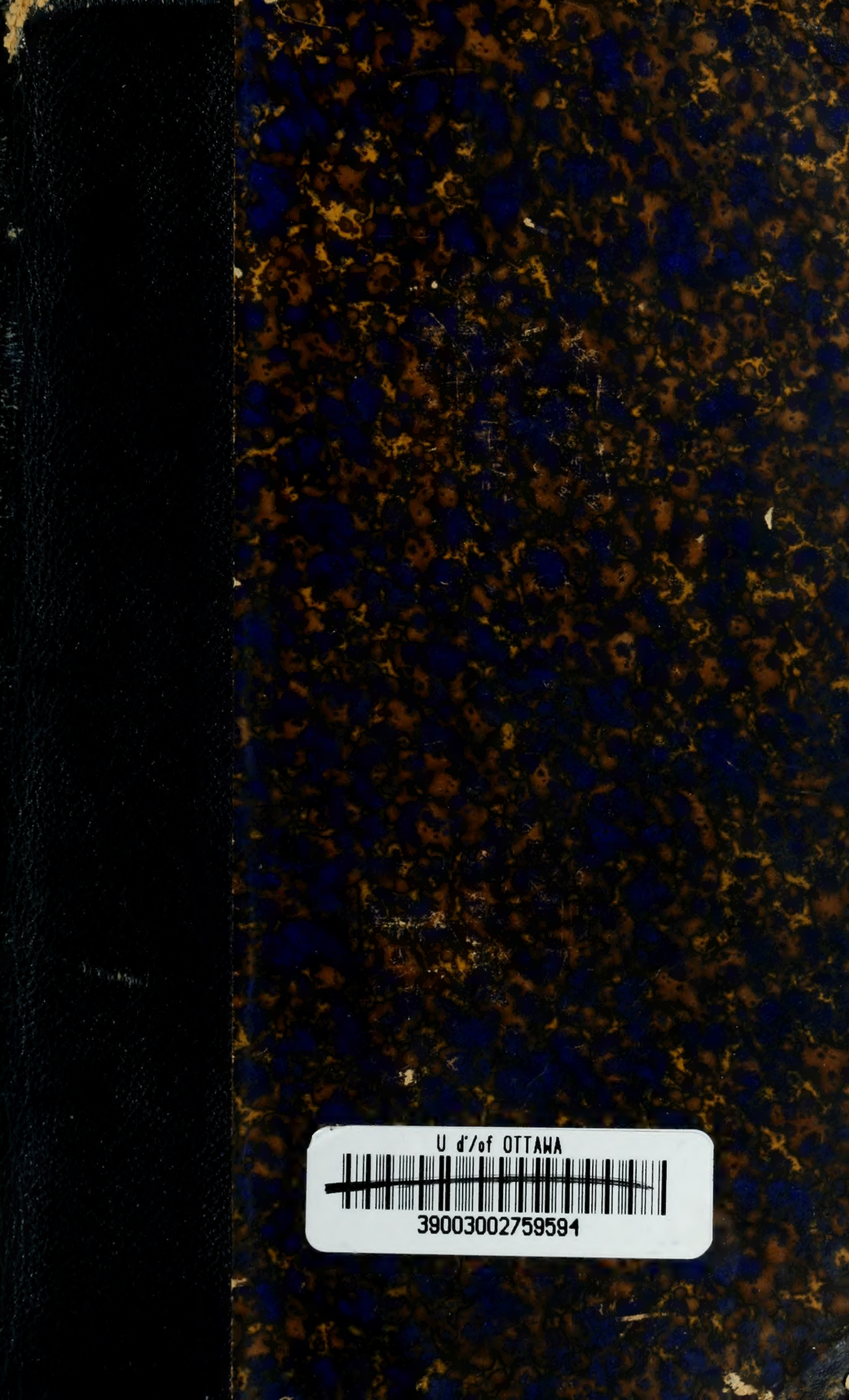
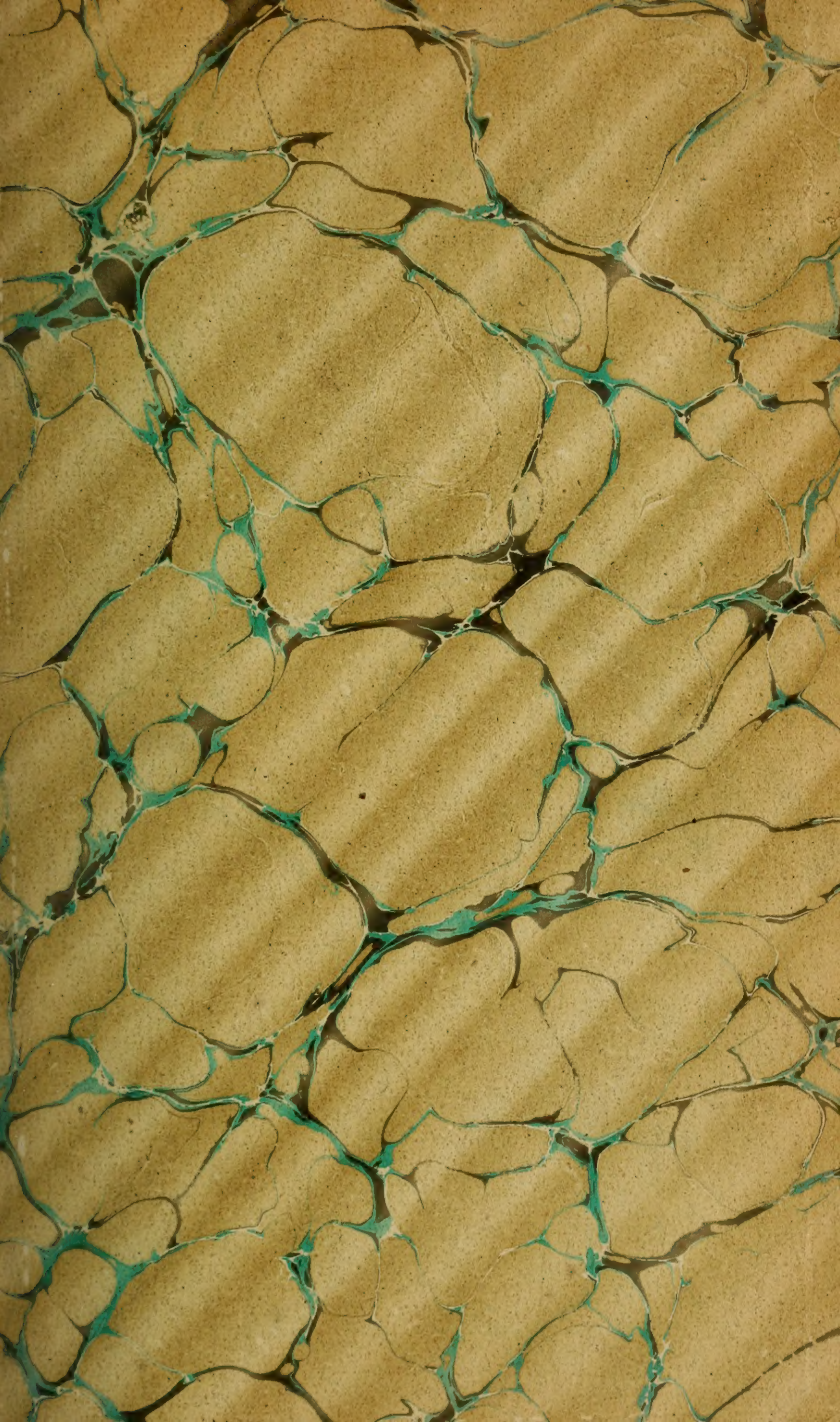

U d'/of OTTAWA
39003002759594



1814

ŒUVRES DE HENRY HOUSSAYE

A LA LIBRAIRIE PERRIN ET A LA LIBRAIRIE CALMANN-LÉVY

1814. 52e édition, revue depuis la 40e. Un vol. . . .	3 50
1815. LA PREMIÈRE RESTAURATION. — LE RETOUR DE L'ÎLE D'ELBE. — LES CENT JOURS. 51e édition, revue depuis la 40e. Un vol.	3 50
— WATERLOO. 54e édition, revue et augmentée depuis la 50e, avec un Appendice nouveau. Un vol.	3 50
— LA SECONDE ABDICATION. — LA TERREUR BLANCHE. 33e édition, revue depuis la 30e. Un vol. . . .	3 50
Les mêmes, 4 volumes in-8. Chaque	7 50
LA CHARGE, TABLEAU DE BATAILLE. Un vol. avec dessin d'Édouard Detaille, 2e édition	1 »
NAPOLÉON HOMME DE GUERRE. Un vol.	(*Épuisé.*)
LA RÉFORME DE LA LOI MILITAIRE. Un vol.	1 »

HISTOIRE D'ALCIBIADE ET DE LA RÉPUBLIQUE ATHÉNIENNE DEPUIS LA MORT DE PÉRICLÈS JUSQU'A L'AVÈNEMENT DES TRENTE TYRANS (*Ouvrage couronné par l'Académie française en 1874 : Prix Thiers*). 5e édition. Deux vol.	(*Épuisé.*)
LE PREMIER SIÈGE DE PARIS, AN 52 AVANT L'ÈRE CHRÉTIENNE Un vol.	(*Épuisé.*)
ATHÈNES, ROME, PARIS, L'HISTOIRE ET LES MŒURS. 3e édition. Un vol.	3 50
MÉMOIRE SUR LE NOMBRE DES CITOYENS D'ATHÈNES AU Ve SIÈCLE AVANT L'ÈRE CHRÉTIENNE. Un vol.	(*Épuisé.*)
LA LOI AGRAIRE A SPARTE. Un vol	(*Épuisé.*)
ASPASIE, CLÉOPATRE, THÉODORA, 7e édition. Un vol. . . .	3 50

LES HOMMES ET LES IDÉES. 2e édition. Un vol.	3 50
L'ART FRANÇAIS DEPUIS DIX ANS. 2e édition. Un vol. . . .	3 50
DISCOURS DE RÉCEPTION A L'ACADÉMIE FRANÇAISE. Un vol. .	1 »

En préparation :

LA LÉGENDE NAPOLÉONIENNE.

LES QUATORZE ARMÉES DE LA CONVENTION.

1814

PAR

HENRY HOUSSAYE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

CINQUANTE-DEUXIÈME ÉDITION

Revue et augmentée depuis la quarantième.

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1907



IL A ÉTÉ IMPRIMÉ DE CETTE ÉDITION

cinq exemplaires numérotés sur papier de Hollande Van Gelder

PRÉFACE

La campagne de France, où l'intrépidité des soldats égala le génie du capitaine, eut trois époques distinctes. La première, qui s'étend du 25 janvier au 8 février, est marquée par les progrès menaçants des Alliés. En vain Napoléon a vaincu à Brienne, en vain il s'est maintenu douze heures à la Rothière contre des forces trois fois supérieures, il bat en retraite. La situation paraît désespérée, le résultat de la guerre proche et certain. Napoléon se sent impuissant à arrêter les armées de Bohême et de Silésie qui ont opéré leur jonction. Il ne compte plus sur ses troupes, à peine s'il compte encore sur lui-même. Son seul, son suprême espoir c'est une faute de l'ennemi.

La seconde période, signalée par tant de victoires, pleine de tant d'espérances, s'ouvre le 9 février et se ferme le 26 février. Tout change. La faute stratégique attendue par Napoléon, les Alliés l'ont commise. Au lieu de marcher sur Paris concentriquement, ils ont marché excentriquement. Les armées alliées sont séparées. L'empe-

reur fond sur Blücher, le bat dans quatre rencontres successives, puis il revient contre Schwarzenberg qui, vaincu à son tour, rétrograde vers Chaumont et Langres. Le 26 février, la situation est celle-ci : les armées de la Coalition sont battues et désunies ; l'armée de Bohême est en retraite vers l'est, l'armée de Silésie est compromise dans une marche de flanc où elle risque d'être exterminée. Vainqueur dans dix combats depuis vingt jours, Napoléon a rétabli l'équilibre. Il a l'offensive, il espère la victoire.

La troisième période commence le 27 février par le combat de Bar-sur-Aube et se termine le 30 mars par la bataille de Paris. Le sort journalier des armes tourne contre l'empereur. Les événements le trahissent. Ses admirables manœuvres, les sublimes efforts de ses soldats n'aboutissent qu'à des victoires « blessées à mort ». Durant cette troisième phase de la guerre, cependant, il y a encore bien des alternatives, il reste encore bien des espérances. Trois fois le génie indomptable de Napoléon est au moment de rappeler la fortune. Trois fois les Alliés sont menacés, perdus peut-être. Mais le hasard se fait leur complice ; il les sert et il les sauve.

C'est principalement cette dernière époque de la campagne, la moins bien connue et la plus dramatique, que nous avons racontée, en prolongeant le récit jusqu'à l'abdication et en mêlant aux détails de l'histoire militaire les développements de l'histoire générale. Nous n'avons point d'ailleurs négligé de montrer les commencements de l'invasion. Dans les premiers chapitres, on suivra les armées alliées depuis le Rhin jusqu'à l'Aube, Napoléon en ses retraites savantes et en ses foudroyants retours, les diplomates de Châtillon au milieu de leurs

laborieuses négociations. On verra la France ruinée et abattue, travaillée par les mécontents et les conspirateurs, saccagée par les Cosaques et les Prussiens, d'abord surprise et patiente, puis révoltée et vengeresse.

Pour ce livre, nous nous sommes servi exclusivement des documents originaux. A dix pages près, nous avons réussi à faire ce récit sans recourir au texte des historiens. Nous disons : « au texte » et non : aux œuvres, car, si nous avons trouvé dans les différentes archives de la France et de l'étranger des documents sans nombre, les historiens allemands et russes nous ont fourni aussi quantité de pièces originales. Le *Krieg in Frankreich* de Plotho, par exemple, n'est à proprement parler qu'un recueil de dispositions et d'ordres de marche.

S'il fallait beaucoup de temps pour réunir cette multitude de documents, il ne fallait qu'un peu de sens critique pour savoir les lire bien. Encore qu'ils soient tous également authentiques, tous n'ont pas le même degré de crédibilité. Entre un ordre écrit le matin d'une bataille, alors que la moindre erreur dans l'indication de l'heure ou du lieu pourrait entraîner les plus terribles désastres, et un rapport rédigé le lendemain de l'action, il est aisé de voir où est la vérité ; de même entre la correspondance d'un ministre et les Mémoires de ce ministre; de même entre un rapport confidentiel et un article de gazette. Il est également manifeste qu'un témoignage pour ou contre l'empire a plus ou moins d'autorité selon qu'il se trouve sous la plume d'un étranger comme Danilewsky, d'un royaliste comme Gain de Montagnac, d'un républicain comme Dardenne ou d'un bonapartiste comme Lavallette. Ajoutons que si, dans nos références, nous citons généralement deux ou trois documents, quand un seul paraîtrait suffire,

c'est en vertu de l'axiome : *Testis unus, testis nullus.*

Nous avons consciencieusement cherché la vérité. Au risque de froisser toutes les opinions, nous avons voulu ne rien omettre, ne rien voiler, ne rien atténuer. Mais impartialité n'est point indifférence. Dans ce récit, où nous avons vu avant tout la France, la grande blessée, nous n'avons pu ne pas tressaillir de pitié et de colère. Sans prendre parti pour l'empire, nous nous sommes réjoui des victoires de l'empereur et nous avons souffert de ses défaites. En 1814, Napoléon n'est plus le souverain. Il est le général ; il est le premier, le plus grand et le plus résolu des soldats français. Nous nous sommes rallié à son drapeau en disant comme le vieux paysan de Godefroy Cavaignac : « Il ne s'agit plus de Bonaparte. Le sol est envahi. Allons nous battre. »

H. H.

Paris, 25 mars 1888.

1814

LIVRE PREMIER

I

LA FRANCE AU COMMENCEMENT DE 1814

Après toutes les gloires, c'étaient tous les désastres. La France de Napoléon, cette France qui avait compté cent trente départements, dont le département du Léman, chef-lieu Genève, le département de Rome, chef-lieu Rome, le département du Zuiderzée, chef-lieu Amsterdam, le département des Bouches-de-l'Elbe, chef-lieu Hambourg, et qui avait eu pour tributaires l'Italie, le royaume de Naples, l'Illyrie, l'Espagne et la Confédération du Rhin, c'est-à-dire : les duchés de Berg, de Hesse, de Bade, le Wurtemberg, la Bavière, la Westphalie, la Saxe et la moitié de la Pologne, la France, son vaste empire démembré et ses armées partout repoussées, voyait l'ennemi, — l'Europe entière, — à l'est, au pied des Vosges et du Jura, au sud, en deçà des Pyrénées.

Les steppes de la Russie avaient englouti la Grande Armée ; les batailles de 1813 avaient détruit une seconde Grande Armée ; et, dès l'automne de cette

année 1813, de nouveaux décrets appelaient encore 796000 hommes sous les armes[1]. Le blocus continental, les champs en friche, les fabriques fermées, l'arrêt complet des affaires et des travaux publics, la retenue de 25 pour 100 sur tous les traitements et pensions non militaires[2], l'énorme augmentation des impôts[3], avaient amené la gêne chez les riches, la misère chez les pauvres. La rente était tombée de

1. Sénatus-consulte du 9 octobre 1813, autorisant la levée de 280 000 hommes : 120 000 hommes des classes de 1808 à 1814 ; 160 000 hommes de la conscription de 1815.

Sénatus-consulte du 15 novembre 1813, autorisant la levée de 300 000 hommes des classes de l'an XI, à l'an XIV, et des années 1806 et suivantes, jusques et y compris 1814.

Décret impérial du 20 novembre 1813, portant à 160 000 hommes la levée des 120 000 conscrits, autorisée par le sénatus-consulte du 9 octobre.

Décret impérial du 17 décembre 1813, ordonnant la formation de 457 cohortes de gardes nationales (évaluées à un total de 176 500 hommes) destinées à seconder ou à remplacer les garnisons de l'intérieur pour la garde des places fortes, la police et au besoin la défense des villes ouvertes.

Deux autres décrets des 30 décembre 1813 et 6 janvier 1814 allaient encore ordonner la formation de légions de gardes nationales actives, qui seraient levées successivement et selon les besoins. On peut évaluer à 140 000 au moins les hommes mis à la disposition de la défense par ces deux décrets.

C'était donc en tout 936 000 hommes qui étaient appelés, ou, à mieux dire, sur le point d'être appelés. En effet, s'il y a l'éloquence il y a aussi l'illusion des chiffres. Par suite des ajournements de certaines levées, de la résistance que présentèrent certaines autres, du manque d'armes, des difficultés de toute sorte, sur ces 900 000 soldats et miliciens, un quart à peine fut organisé et un huitième seulement combattit en rase campagne.

2. Procès-verbaux des conseils des ministres, 17 novembre 1813. Arch. nat., AF, IV*, 99. Bausset, *Mémoires*, IV, 253. — Non seulement les traitements civils se trouvaient diminués ; la solde des officiers et même des soldats était payée en retard, par acomptes, et avec toutes les difficultés. Rapport de Pasquier, 10 février ; Napoléon à Berthier, 2 mars. Arch. nat., AF, IV, 534 et 906 (lettre non citée dans la *Correspondance*). Ségur, *Mémoires*, VI, 265. — Le maréchal Ney, du 1er janvier au 15 mars, n'avait point reçu un sou de sa solde. Ney à Berthier, 16 mars. Arch. de la guerre.

D'après un rapport de Pasquier du 14 janvier, il aurait même été question d'une suspension du paiement des rentes au-dessus de 300 francs.

3. Décret du 11 novembre 1813, frappant de 30 centimes additionnels la contribution foncière, les portes et fenêtres, les patentes, la cote personnelle, surimposant le sel de deux décimes par kilogramme et augmentant d'un décime les droits réunis et les octrois. — Décret du 9 janvier 1814, frappant de 50 centimes additionnels la contribution foncière, doublant la cote personnelle et les portes et fenêtres. *Bulletin des Lois*. — Ces décrets d'ailleurs restèrent à peu près sans effet. Malgré les surimpositions, les contributions directes de 1814 accusent, comme on le verra plus loin, une moins-value de plus de 50 p. 100

87 francs à 51 francs; les actions de la Banque, cotées jadis 1 430 francs, valaient 715 francs; le change sur les billets était de 12 pour 1 000 en argent, de 50 pour 1 000 en or. Le numéraire était si rare qu'on avait dû suspendre jusqu'au 1er janvier 1815 la loi qui fixait l'intérêt à 5 et 6 pour 100; chacun pouvait prêter au taux qu'il voulait[1]. A Paris, sauf les denrées alimentaires, et quelques bonbons le premier de l'an, rien ne se vendait[2]. En province, les armateurs avaient leurs bâtiments au port, les manufacturiers leurs magasins pleins, les vignerons leurs celliers remplis. Ces derniers possédaient, il est vrai, des créances sur l'Allemagne : quand seraient-ils payés? En attendant, on portait au Mont-de-Piété son argenterie, ses meubles, son linge. Partout les faillites étaient nombreuses. Des colonnes mobiles fouillaient les bois à la recherche des réfractaires, les garnisaires s'installaient au foyer de la mère de l'insoumis[3]; dans certaines contrées, c'étaient les femmes et les enfants qui labouraient[4]. D'ailleurs, le ministre de l'intérieur n'allait-il pas bientôt mettre

1. *Bull. des Lois*, 18 janvier; Rapports journaliers de Pasquier, janvier, *passim*

2. Rapports de Pasquier, 1er, 11, 18 et 19 janvier. Cf. note de police, 21 janvier. Arch. nat., AF., IV, 1534 et F. 7, 6 603.

3. Rapports analytiques du comte François à Rovigo, janvier, *passim*; analyses de pièces de la police générale, janvier, *passim*. Rapports de Pasquier, 7 janvier, 19 janvier, 4 février et *passim*. Correspondance des préfets relative à la conscription de 1813-1814. Arch. nat., F. 7, 4 291, F. 7, 3 772, F. 7, 4 290, AF., IV, 1533, F. 7, 3 408², 3 408³ et 3 416².

4. Sous-préfet de Beaune à Montalivet, 17 anvier. Arch. nat., F. 7, 4 290. Cf. Sous-préfet de Vervins à Malouet, 11 janvier : « Il ne reste plus dans l'arrondissement que les vieillards, les estropiés, les nfirmes. » Arch. de Laon. « Dans l'Aisne, écrit Pasquier le 6 janvier, on n'a laissé aucun homme dans les familles pour leur soutien. » « Dans l'Eure-et-Loir, écrit-il le 11, il n'y a plus que les infirmes et les éclopés. » Arch. nat., AF., IV, 1 534. — Il faut bien se rendre à ces témoignages authentiques, venus de tous les points de la France et se confirmant l'un par l'autre. On est en droit néanmoins de les taxer d'une certaine exagération. Le rappel des classes an XI et suivantes, la levée de 1815, l'appel des gardes nationaux mobiles, ne portaient après tout que sur les hommes de dix-neuf à quarante ans. A quarante-et-un-ans, on n'est pas un vieillard.

à l'ordre du pays, par la voie des journaux, que les femmes et les enfants pouvaient utilement remplacer les hommes dans les travaux des champs, et que le labour à la bêche devait suppléer au labour à la charrue, devenu impossible à cause du manque de chevaux[1].

Ainsi ruinée et décimée, la population française tout entière n'avait qu'une seule pensée, ne vivait que dans une seule espérance, ne formait qu'un seul vœu : la paix. Des villes, des campagnes, des états-majors mêmes, cette prière unanime arrivait, résignée et tremblante, au pied du trône impérial[2]. Depuis les campagnes de 1808 et de 1809, et surtout depuis la retraite de Russie, la France était lasse de la guerre. Les désastres de la Bérézina et de Leipzig, la marche de l'ennemi vers les frontières, l'avaient fait revenir de ses rêves de gloire, comme quinze ans plus tôt, les hécatombes de la Terreur et les désordres du Directoire l'avaient désabusée de ses rêves de liberté. Après vingt-cinq années de révolutions et de guerres, la France voulait du repos. Mais la France, et nous entendons par là l'immense majorité du pays, les quatre cinquièmes de la population, ne désirait point la chute de Napoléon. Elle n'y pensait même pas.

A la vérité, l'ancienne noblesse et une partie de la bourgeoisie voyaient les choses d'une autre façon. La noblesse, encore qu'une infinité de ses représen-

1. Instruction rédigée par ordre du ministre de l'intérieur, publiée dans le *Journal de l'Empire*, du 27 mars.

2. « Si l'empereur pouvait réunir toute la France autour de lui, Sa Majesté entendrait crier de toutes parts : « Sire, donnez-nous la paix. » Dejean à Clarke, Anvers, 13 décembre 1813. Archives de la guerre. Cf. Marmont, *Mémoires*, VI, 8-10. Belliard, *Mémoires*, I, 125 sqq. — Quant aux témoignages des préfets, commissaires extraordinaires, commissaires généraux de police, sur le vœu général de la paix, c'est par centaines qu'il faudrait les citer. Arch. nat., AF., IV, 1 534 ; F. 7, 4 291 ; 3 772 ; 3 043 ; 3 737 ; F. 9, 4 290.

tants se fût ralliée à l'empire, n'avait jamais complètement désarmé. Mais en province, les petits conciliabules royalistes s'ajournaient à une date indéfinie si le nom du commissaire de police était inopinément prononcé. Pour le faubourg Saint-Germain, il se contentait de faire la petite guerre, avec des épigrammes comme projectiles. Les beaux esprits disaient, en jouant sur les mots, quand les journaux annonçaient « la dernière victoire de l'empereur » : « — Buvons *à la dernière* victoire de l'empereur ! » C'était inoffensif. Les libéraux étaient plus dangereux parce que beaucoup d'entre eux se trouvaient dans les Chambres et l'administration. Ces derniers avaient rampé dans la servitude lorsque l'empereur était le maître du monde. Quand l'ère des défaites fut ouverte, ils commencèrent à condamner la cruauté de son ambition, la folie de ses rêves, le despotisme de son gouvernement. Ils accusèrent ce sénat servile dont plusieurs étaient membres, cette représentation illusoire dont quelques-uns faisaient partie, cette administration tyrannique où plus d'un avait brillé, ce ministre de la police dont tous serraient la main, et qui, vingt-cinq ans après la révolution française, agissait comme M. de Sartines, expédiant des lettres de cachet, faisant mettre des livres au pilon, reléguant, bannissant et emprisonnant arbitrairement[1]. Cette irritation des libéraux, qui se manifesta avec force dans le rapport de Lainé, était légitime ; la protestation n'en était pas moins tardive et inopportune. C'était deux ans plus tôt que les députés auraient dû faire en-

1. On s'est fort exagéré le nombre de ces exils et relégations arbitraires. L'état des individus exilés ou éloignés de la capitale depuis 1804 jusqu'en 1814 inclus, s'élève en tout à 139, et les deux tiers d'entre eux, qualifiés « anciens révolutionnaires », furent maintenus en exil ou en relégation par ordonnance de Monsieur, lieutenant général du royaume en date du 25 avril 1814. Arch. nat., F. 7, 6 586. — D'ailleurs, au point de vue absolu, le nombre ne fait rien à la chose.

tendre leurs censures et imposer leurs vœux. Alors, ils pouvaient empêcher l'agression ; désormais ils paralysaient la défense.

La prorogation du corps législatif (31 décembre 1813), les paroles courroucées de l'empereur aux députés dans leur audience de congé (1er janvier 1814) augmentèrent le mécontentement de la classe bourgeoise. Les députés restés à Paris ne cachèrent pas la cause de l'ajournement de la Chambre ; ils répétèrent, en en exagérant les termes et les idées, la harangue de l'empereur. Ils firent de même en province où nombre d'entre eux retournèrent dans les premiers jours de janvier. A Bordeaux, à Marseille, dans plusieurs villes, Lainé, Raynouard, d'autres encore répandirent des copies manuscrites du fameux rapport. Les commentaires allaient leur train. L'empereur pouvait faire la paix et il ne le voulait pas ; on accusait son obstination, son orgueil, sa tyrannie[1].

Ces sentiments qui commençaient à régner dans les villes, depuis les salons jusqu'aux boutiques, n'avaient gagné ni les ateliers ni les campagnes. Là, on souffrait cruellement de l'état des choses, on voulait la paix, mais on n'incriminait pas l'empereur. On haïssait la guerre, et l'auteur de tant de guerres n'en devenait point impopulaire. On ne pensait pas à rapprocher la cause de l'effet ni à associer ces deux termes pourtant identiques : la guerre, Napoléon. Les paysans criaient en même temps : « A bas les droits réunis ! » et « Vive l'empereur ! »[2] Le peuple qui, vu la faculté du remplacement, avait été seul à

1. Rapports de Pasquier, 7 janvier. Rapports et notes de police, 12 janvier, 22 janvier, 20 janvier et *passim*. Rapports du comte François, 15 janvier et *passim*. Arch. nat., AF., IV, 1534 ; F. 7, 3043 ; F. 7, 6603 ; F. 7, 3737 ; F. 7, 4291. Cf. Fain. p. 23, note.

2. Fain, *Manuscrit* de 1814. Ségur, *Mémoires*, VI, 256.

payer de son sang la gloire de Napoléon, le peuple avait gardé sa foi à Napoléon. Dans la correspondance des préfets et les rapports de police du commencement de janvier 1814, pièces où cependant rien n'est omis ni dissimulé de la misère et de la prostration régnantes, des placards royalistes, des désertions, des rébellions contre les agents du fisc, des propos malveillants de la bourgeoisie, c'est en vain que l'on cherche, parti des rangs du peuple, un cri de haine ou une menace contre l'empereur. Tout au contraire de nombreux témoignages confirment le mot de Mollien : « La masse de la population ne connaissait que l'empereur et l'empire[1]. » Non seulement l'empereur, si condamnable qu'il pût être, n'avait point perdu l'affection du peuple; si vaincu qu'il fût, il avait gardé le prestige du capitaine invincible. La paix que l'on implorait timidement de lui, on s'imaginait qu'il était le maître de la faire, que c'est lui qui l'accorderait aux alliés. S'il ne la faisait pas, cette paix tant désirée, c'est qu'il était certain de la victoire.

1. Mollien. *Mémoires d'un ministre du trésor public*, IV, 127. — « On dit que tous les moyens de succès sont du côté de l'empereur. » (Note de police, Paris, 21 janvier.) — « La population manifeste une grande confiance dans l'empereur. » (Commissaire général de police de la Lozère à Rovigo, 25 janvier.) — « L'empereur peut compter sur la classe ouvrière. » (Note de police, 21 mars.) — « Grand enthousiasme au Havre pour les victoires de l'empereur. » (Rapport de Pasquier, 13 février.) — « La confiance dans le génie de l'empereur est sans bornes. » (Id., 5 mars.) — « Le peuple est pour l'empereur. » (Note de police, 22 janvier.) Arch. nat., F. 7, 6603; F. 7, 3043; AF., IV, 1534. Cf. Analyses du comte François sur l'esprit public dans les départements, *passim*. Arch. nat, F. 7, 4291. — « Je suis forcé de dire que la majeure partie des citoyens et surtout les négociants tiennent à Bonaparte. On aura peine à le croire quand on pense que sous lui toutes les opérations commerciales ont été anéanties... mais l'amour de l'égalité l'emporte... Ils craignent de voir revenir les privilèges... » Rollac, *la journée du 12 mars à Bordeaux*. Appendice, 205. — « De remonter aux causes de cette guerre, d'en maudire l'auteur, c'est ce que les paysans ne pouvaient faire. » Gain de Montagnac, *Journal*, 8. — « Les derniers cris que Napoléon entendit dans les provinces, ravagées par sa faute, furent des cris de dévouement. » Fabvier, *Journal des opérations du 6e corps*, 8. Cf. Ségur, *Mémoires*, VI, 255 et *passim*; Fain, 69, 134, 185 et *passim*. *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État*, XII, 298; Pougiat, Koch, etc., etc.

La première de ces immenses levées décrétées dans l'automne de 1813 s'opéra facilement[1]. L'empereur demandait 160 000 hommes des classes de 1808 à 1814. La France, épuisée, lui en donna 184 000[2]. La seconde levée (150 000 hommes de la conscription de 1815) ne rencontra pas non plus de résistance, sauf dans quelques départements de l'ouest et du sud-ouest[3]. Mais cette levée, qui ne devait fournir que des hommes de dix-neuf ans en moyenne, ne fut pas, pour ce motif, pressée avec activité. L'administration, les bureaux de recrutement, les magasins d'habillement et surtout les arsenaux ne pouvaient suffire à tant de levées à la fois. Or l'empereur préférait les conscrits de vingt-cinq ans à ceux de dix-neuf. Commencée postérieurement à celle des 160 000 hommes, la levée de 1815 était loin d'être terminée à la fin de la guerre[4].

1. Correspondance des préfets relative à la conscription de 1813-1814. Arch. nat., F. 7, 3 408², 3 408³ et 3 416². — Dans sa lettre du 15 octobre 1813, le préfet du Mans dit : « ... Je ne saurais taire que j'ai trouvé une répugnance extrême pour le service militaire qui s'est manifestée par des doléances et des infirmités supposées. Mais la douceur et la résignation égalent l'apathie. » — La résignation, le mot est juste. C'est le sentiment qui dominait dans l'ensemble des départements.

2. État des levées au 15 janvier et 31 janvier 1814. Arch. nat., AF., IV*, 637 et 638. — De fait, l'excédent était un déficit de 9 000 hommes, puisque, en y comprenant la levée de 30 000 hommes pour l'armée des Pyrénées et les 50 000 conscrits demandés en plus sur le contingent de 160 000 hommes, c'était en réalité 195 000 hommes qui étaient appelés.

3. Correspondance des préfets relative à la conscription de 1813-1814. Arch. nat., F. 7, 3 408², 3 408³ et 3 416². — D'après cette précieuse correspondance, il serait facile de dresser pour l'ensemble de la France un tableau figuratif de l'esprit public en 1814. D'une façon générale, on peut dire que le patriotisme, se traduisant par l'obéissance aux appels sous les drapeaux, la fidélité au gouvernement impérial et, plus tard, les prises d'armes spontanées contre l'ennemi, animait les départements qui correspondent aux anciennes provinces : Picardie, Ile-de-France, Bretagne (moins les environs de Nantes), Saintonge, Auvergne, Haut-Languedoc, Dauphiné, Lyonnais, Bourgogne, Berri, Bourbonnais, Nivernais, Touraine, Orléanais, Franche-Comté, Champagne, Alsace et Lorraine. Dans les Flandres, l'Artois, la Normandie, le Maine, l'Anjou, la Guyenne, la Gascogne (moins le département des Hautes-Pyrénées), le Bas-Languedoc, la Provence (moins Marseille et Toulon), les populations étaient indifférentes à l'invasion et quelques-unes hostiles à l'empire.

4. L'Aisne envoyait son contingent ou partie de son contingent (595 hommes) le 20 janvier ; Seine-et-Marne (2 000 hommes au lieu de 1 538 demandés), le 5 février;

Les difficultés surgirent avec l'appel des 300 000 hommes. Lever encore 300 000 hommes sur les classes de l'an XI à 1814, c'était, comme eût dit Vauban, « tirer plusieurs moutures d'un même sac ». Les hommes des classes de l'an XI à 1807 allaient satisfaire à la conscription pour la seconde fois ; ceux des classes 1808, 1813 et 1814, pour la troisième fois ; ceux des classes de 1809 à 1812, pour la quatrième fois ! Outre les 150 000 hommes de la levée normale, on exigeait de la classe de 1809 et de chacune des trois suivantes le quart de la levée extraordinaire du 11 janvier 1813, soit 25 000 hommes ; le septième de la levée extraordinaire du 9 octobre 1813, soit 38 000 hommes; le treizième de la levée extraordinaire du 15 novembre 1813, soit 24 000 hommes ; en tout : 237 000 hommes. C'était l'entier épuisement d'une génération [1]. Les levées précédentes avaient successivement enlevé les célibataires, puis les veufs sans enfants ; pour la levée des 300 000 hommes, on dut prendre les soutiens de famille et même un certain nombre d'hommes mariés. Les opérations marchèrent lentement et mal. Les listes étaient vicieuses. On y portait des individus déjà enrôlés comme conscrits des levées antérieures, comme remplaçants ou

le Var (1 140 hommes au lieu de 680), le 25 février, la Charente-Inférieure (1 240 hommes au lieu de 1 472), le 21 mars; le Tarn (566 hommes au lieu de 980), le 28 mars, etc. Correspondance des préfets, Arch. nat., F. 7, 3 408², 3 408³, 3 416², et Rapports de police, F. 7, 3 043 et 3 737.

Nous n'avons point trouvé aux Archives de la guerre ni aux Archives nationales le relevé de l'ensemble des contingents fournis par la levée de 1815, qui fut arrêtée dès le 1er avril 1814. Mais d'après un rapport du maréchal Davout (alors ministre de la guerre) à l'empereur, en date du 15 mai 1815 (Archives nationales AF. IV, 1 534), nous savons que cette levée ne donna en tout que 48 000 hommes. Ainsi, d'une façon générale, on peut dire que, sauf une vingtaine de mille hommes incorporés dans la jeune garde en février et en mars, la levée de 1815 ne contribua pas à la défense.

1. Dans la pratique, et autant que le temps et les circonstances le permirent, les préfets s'efforcèrent d'équilibrer les charges entre les différentes classes. Ainsi, on ne prit les veufs sans enfants et les hommes mariés dans les classes 1809 à 1812, les plus éprouvées, que lorsqu'on eut pris tous les célibataires dans les classes antérieures et postérieures. Correspondance des préfets. Arch. nat., F. 7, 3 408², etc.

comme chasseurs et grenadiers des cohortes de la garde nationale. Les forêts s'emplirent de réfractaires. Dans certains chefs-lieux de canton, le quart seulement des appelés se présenta aux mairies [1]. Aussi, tandis que la levée des 160 000 hommes donnait au 31 janvier un excédent de 24 000 hommes, la levée des 300 000 hommes donnait à cette même date un déficit de 237 000 hommes. Jusqu'alors, 63 000 conscrits seulement avait pu être mis en route [2].

Plus impopulaire et plus difficile encore fut l'organisation des légions de gardes nationales, destinées à former des armées de réserve. Cette conscription déguisée, car une fois embrigadées les gardes nationales n'étaient plus distinguées de l'armée active [3], portait à peu près exclusivement sur les hommes mariés ayant échappé aux levées précédentes et sur les hommes au-dessus de trente-trois ans, presque tous mariés aussi, du moins dans les campagnes. On avait la faculté de se racheter, mais les remplaçants coûtaient cher et devenaient rares. La plupart des ouvriers sans travail des grands centres industriels étaient déjà partis en cette qualité [4]. Dans

1. Correspondance des préfets relative à la conscription de 1813-1814. Arch. nat., F. 7, 3 408², 3 408³ et 3 416².

2. État de la levée des 300 000 hommes au 31 janvier. Arch. nat., AF., IV*, 639. Comme pour la levée de 1815, les opérations continuèrent les deux mois suivants. Il faut remarquer aussi que, de même que la levée des 160 000 hommes donnait non pas un excédent de 24 000, mais un déficit de 9 000 hommes, puisque de fait 195 000 hommes étaient appelés au lieu de 160 000, de même la levée des 300 000 hommes donnait seulement un déficit de 116 000 hommes, puisque, en réalité, 178 000 hommes étaient immédiatement appelés au lieu de 300 000.

3. *Correspondance de Napoléon*, 21 185.

4. On acceptait les remplaçants jusqu'à 38 ans quand ils n'avaient pas servi, jusqu'à 42 quand ils étaient anciens militaires. Circulaire aux préfets. Arch. nat., F. 7. 3 416². — Le haut prix des remplacements explique pourquoi il y eut en 1814 si peu d'engagements volontaires : 291 dans tout Paris pendant le mois de janvier. Les hommes dont la famille était dans la misère aimaient mieux remplacer que s'engager.

la classe bourgeoise, nombre de gens quittèrent le département où ils étaient inscrits comme électeurs. Ce mouvement se généralisa au point de forcer l'administration à refuser des passeports jusqu'à la formation définitive des contingents. Les paysans n'étaient pas plus empressés. Ils se disaient prêts à défendre leurs foyers, mais ils ne voulaient point rejoindre l'armée. Sous l'influence des révoltes et des larmes de leurs femmes, ils déclaraient qu'ils ne partiraient pas. Il y eut des attroupements, des rébellions. C'est à peine si l'on put réunir, le 25 janvier, environ 20 000 miliciens dans les différents camps d'instruction [1].

Ces divers contingents des nouvelles levées qui, au milieu de janvier, ne formaient pas un effectif total de plus de 175000 hommes ayant rejoint les armées du Rhin, du Nord et des Pyrénées, ou arrivés dans les dépôts de France depuis Vannes jusqu'à Rome, n'étaient point, par malheur, immédiatement utilisables. Avant de mener ces recrues à l'ennemi, il fallait les instruire, les vêtir, les armer. Le temps manquait pour l'instruction. En janvier 1814, les huit dixièmes des hommes incorporés en étaient encore à l'école du soldat [2]. Quant à l'habillement et à l'ar-

1. Correspondance des préfets relative à la conscription de 1813-1814. Arch. nat., F. 7. 3 048², 3 084³ et 3 416². Rapports journaliers de Pasquier, du 1er au 20 janvier. AF., IV, 1534, et Rapports de police, mêmes dates, F. 7, 3 043 et 3 737. *Correspondance de Napoléon*, 21 056, 21 057, 21 113; Clarke à Malouet, 2 janvier. Arch. de la guerre.

Les gardes nationales, dites actives, furent naturellement portées à un plus grand nombre dans le courant de la campagne; mais en y comprenant les gardes nationales réunies à Lyon, on ne peut guère admettre que ces milices aient jamais dépassé l'effectif total de 40 000 hommes tenant la campagne ou organisés et prêts à marcher. Nous ne comptons pas dans ce chiffre, cela s'entend, les gardes nationales dites urbaines ou sédentaires de Metz, Strasbourg, Paris, Reims, Rouen, etc.

2. Quelques exemples entre tant d'autres. Le 1er janvier, les dépôts de la 1re division militaire comptent 1 910 hommes aux écoles de peloton et de bataillon, 7 285 à l'école du soldat; le 15 janvier, 495 hommes à l'école de peloton, 4 523 à l'école du soldat; le 1er février, 150 hommes à l'école de peloton, 1 563 hommes à l'école du

mement, les magasins et les arsenaux de l'ancienne France n'y suffisaient pas. Depuis 1811, on y avait puisé sans mesure pour remplir ceux des places-frontières d'outre-Rhin où l'on concentrait tout le matériel. Il y avait encore des armes à Hambourg, à Stettin, à Mayence, à Wezel, à Magdebourg; il n'y en avait plus à Metz ni à Paris.

Dans les dernières années, on avait fait rentrer les fusils des gardes nationales de province. Ces fusils, la plupart en mauvais état, constituaient à peu près les seules ressources de la dernière armée impériale. L'empereur, dit-on, répétait sans cesse : « Pourquoi m'a-t-on caché l'état des arsenaux? » Les situations des divisions militaires témoignent. Au mois de janvier 1814, il y avait nombre de bataillons au complet d'effets et d'armes. Mais dans les dépôts, quelle misère! Combien de soldats étaient dans l'état décrit par le général Préval, commandant le grand dépôt de cavalerie de Versailles : « Il vient de m'arriver une compagnie de chasseurs à cheval à laquelle il manque tout, moins les gilets et les pantalons d'écurie[1]. » Deux hommes sur trois, en moyenne, étaient habillés[2], et, chose tout autrement grave, un homme sur deux était armé. Les dépôts de la 1re division militaire (Paris), le 1er janvier comptaient 9 195 hommes présents et 6 530 fusils; les dépôts de la 16e division, 15 789 hommes et 9 470 fusils. A Rennes, à Tours, à Perpignan, dans toutes les garnisons de l'ouest, du centre et du midi, c'était pis encore. Voici le 5e lé-

soldat. Situation des divisions militaires du 1er janvier au 1er février. Arch. nat., AF., IV*, 1 050.

1. Préval à Clarke, 25 mars. Arch. de la guerre.

2. Dépôts de Paris au 1er janvier : 4 797 hommes habillés sur 9 195 ; au 15 janvier, 4 523 habillés sur 6 241 ; le 155e de ligne, 74 hommes habillés sur 330 hommes ; le 8e dragons, 75 hommes habillés sur 150, etc. Situations des divisions militaires du 1er janvier au 1er février. Arch. nat. AF., IV*, 1 050.

ger avec 545 hommes et 150 fusils, le 153e de ligne avec 1088 hommes et 142 fusils, le 142e avec 324 hommes et 41 fusils, le 115e avec 2344 hommes et 289 fusils. Les armes blanches mêmes font défaut. Le 1er régiment de chevau-légers a 202 sabres pour 234 hommes, le 17e de dragons, 187 sabres pour 349 hommes, le 8e de cuirassiers, 92 sabres pour 154 hommes. Cent dix, il est vrai, possèdent des pistolets[1]! Les chevaux manquent à proportion. Au grand dépôt de Versailles, il y a 6284 chevaux pour 9786 cavaliers[2].

Les cohortes actives de la garde nationale, dont l'habillement, l'équipement et, en raison de l'état des arsenaux, l'armement même incombaient à l'administration civile, n'étaient pas mieux pourvues. Ces hommes portaient la blouse, beaucoup le chapeau rond; presque tous marchaient en sabots. Les plus militaires d'aspect avaient un shako, une giberne et un havresac[3]. Au cours de la campagne, l'empereur donna l'ordre d'habiller les milices avec les capotes et les shakos des prisonniers de guerre. On dut y renoncer à cause de la vermine qui infectait ces effets[4]. Dans la garde nationale, moitié de l'armement se composait de mauvais fusils de chasse, obtenus à grand'peine par les réquisitions. Certains bataillons arrivaient absolument sans armes dans les camps de concentration. Le 16 février, 1000 gardes nationaux s'armèrent sur le champ de bataille avec les fusils de l'ennemi[5].

1. Situations des divisions militaires en janvier. Arch. nat., AF., IV*, 1 050.

2. Situation du dépôt de cavalerie de Versailles, au 8 février. Arch. nat. AF., IV, 1670. — Au 10 mars, 3 615 chevaux pour 7 119 cavaliers. AF., IV, 1 667.

3. Correspondance des préfets. Arch. nat., F. 7, 3 408², 3 408³. *Correspondance de Napoléon*, 21 343, 21 409.

4. *Correspondance de Napoléon*, 21 296 ; Clarke à Napoléon, 17 mars. Arch. de la Guerre. — Sur la saleté des troupes alliées, voir *Journal d'un prisonnier anglais*, *Revue britannique*, V. 268.

5. Correspondance des préfets. Arch. nat., F. 7, 3 408², 3 408³, 3 416². Lettres de

En vain l'empereur multipliait les levées, doublait les impôts, abandonnait son trésor privé aux différents services de la guerre[1], hâtait la fabrication des armes, les travaux des forteresses, la confection des munitions, temps et argent manquaient pour tout. Le grand malheur fut la soudaineté de l'invasion. L'entrée précipitée des Alliés sur l'ancien territoire, dans les premiers jours de janvier, surprit la France en flagrant délit d'organisation de défense. Ce coup d'audace arrêta le recrutement et la perception dans le tiers des départements, jeta par tout le pays le trouble et l'épouvante, et contraignit Napoléon à jouer sa couronne sur une seule bataille, lui qui avait gagné cent batailles!

L'invasion terrifia la population, mais la France abattue n'eut pas un frémissement de révolte. L'idée métaphysique de la Patrie violée qui en 92 avait eu, quoi qu'on en puisse dire, tant d'action sur un peuple jeune ou rajeuni par la liberté, cette idée ne souleva pas un peuple vieilli dans la guerre, las de sacrifices et avide de repos. Pour réveiller les colères et les haines, il fallut le fait brutal et matériel de l'occupation étrangère avec son cortège de maux : les réquisitions, le pillage, le viol, le meurtre et l'incendie. Loin que l'invasion, dans les premiers temps, élevât les cœurs et donnât à l'empereur une force morale

Flahaut à Malouet et de Malouet à Flahaut, 19 au 23 janvier. Arch. de Laon. *Correspondance de Napoléon*, 21 113, 21 284. *Correspondance du roi Joseph*, X, 135.

1. Le trésor privé de l'empereur, produit de ses économies sur la liste civile pendant dix ans, se montait en 1813, défalcation faite des sommes avancées aux différents services et établissements de crédit (sommes dont l'empereur fit abandon par l'article XI du traité de Fontainebleau), à 75 millions en or et en argent déposés dans les caves des Tuileries. Or, au mois d'avril 1814, il restait de ces 75 millions, 10 millions qui, au mépris de tout droit, furent saisis à Orléans par les ordres du gouvernement provisoire. Cf. *Correspondance de Napoléon*, 20 962, 21 067, 21 147, 21 537. *Correspondance du roi Joseph*, X, *passim*. Fain, 2 274. Meneval, II, 25, 96, 101. — Hauterive écrivait à Caulaincourt, le 25 février : « Le trésor de l'empereur fournit aujourd'hui à toutes les dépenses ; il s'épuisera. » Arch. des affaires étrangères, fonds France, 670. Cf. Arch. nat., AF., IV, 1933.

sur laquelle il était en droit de compter et dont il avait tant besoin, l'esprit public s'affaissa plus encore. Dans quelques villes, à Dôle, à Chalon-sur-Saône, à Bourg-en-Bresse, les gardes nationales urbaines reçurent les Autrichiens à coups de fusil [1]. Mais presque partout, il suffit aux Alliés d'apparaître. Épinal se rendit à cinquante Cosaques, Mâcon à cinquante hussards, Reims à un peloton, Nancy aux coureurs de Blücher, Chaumont à un seul cavalier wurtembergeois! Langres et Dijon, après avoir fièrement fermé leurs portes, capitulèrent, Langres au deuxième coup de canon et Dijon au deuxième parlementaire [2]. Dans les campagnes, au cri : « Les Cosaques! » nombre d'habitants se sauvaient vers les bois, emportant leurs meubles les meilleurs et poussant devant eux les porcs et les vaches. D'autres, confiant dans les proclamations des Alliés qui promettaient le respect des propriétés et le maintien sévère de la discipline, ne quittaient pas les villages. Ils s'efforçaient d'éviter les violences par leur empressement à satisfaire aux demandes des soldats et aux réquisitions des officiers [3].

Partout, à la vérité, les petits corps français se repliaient devant les grandes armées alliées; les généraux commandant les levées en masse dans les départements frontières n'étaient pas arrivés à destination

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 205. *Moniteur* et *Journal de l'Empire*, 16, 19, 21 janvier. Proclamation de Bubna aux habitants de l'Ain, Bourg, 14 janvier.

2. Mortier à Berthier, 16 janvier. Rapport de Gerbaud, 19 janvier. Arch. de la guerre. Caulaincourt à Napoléon, Lunéville, 8 janvier. Arch. des affaires étrangères. *Lettres historiques* de Dardenne (professeur à Chaumont en 1814), citées par Steenackers, *l'Invasion dans la Haute-Marne*, p. 49. *Moniteur*, 20 février. Fabvier, *Journal des opérations du 6e corps*, 19. Plotho, *Der Krieg in Deutschland und Frankreich in den Jahren* 1813 *und* 1814, III, 38-40, etc.

3. Caulaincourt à Napoléon, Lunéville, 8 janvier; Saint Dizier, 18 janvier; Châtillon, 31 janvier. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668. *L'empereur Alexandre à Bar-sur-Aube*, br. in-8, 1816, 7. Fleury, *le Département de l'Aisne en 1814*. Steenackers, *l'Invasion dans la Haute-Marne*. Pougiat, *l'Invasion dans l'Aube*, *passim*.

quand déjà s'avançait l'ennemi[1]; les préfets et sous-préfets quittaient le pays, d'après les ordres exprès de l'empereur, avec les dernières troupes françaises. Sans chefs, sans organisation et la plupart sans armes, les paysans pouvaient-ils s'opposer à la marche de 250000 soldats? Toutefois, ils étaient peu disposés à combattre. La misère où ils se trouvaient, les sacrifices qu'ils avaient déjà faits, leurs terres en friche et leurs enfants tués à l'ennemi ou morts du typhus les avaient brisés à toutes les résignations. « La soumission des habitants encourage les Alliés », écrit de Châtillon, le 31 janvier, le duc de Vicence. « Il n'y a plus d'énergie en France », écrit-il encore le 3 février. « L'inertie est partout la même », écrit de Chaumont le maréchal Mortier. « Dans la foule, dit le sous-préfet de Vervins, il n'y a que mollesse et lâcheté. Je vois tous les habitants sans émulation et sans énergie, insensibles à la honte d'une invasion[2]. »

La nouvelle du passage du Rhin se répandit à Paris et dans les départements limitrophes les 6 et 7 janvier. Déjà quelques exemplaires de la proclamation de Schwarzenberg y étaient parvenus[3]. Ce très habile manifeste, pour lequel le prince avait pris sa plume de diplomate, n'eut pas seulement comme effet de désarmer, en les rassurant, les populations rurales; perfidement commenté, il excita dans la plupart des villes un sentiment nouveau et redoutable. « Les proclamations des Alliés, écrivait le duc de Vicence le 8 janvier, nous font encore plus de mal que leurs

1. Le décret sur les levées en masse et la nomination des généraux désignés pour les commander sont du 4 janvier. *Correspondance de Napoléon*, 21061.

2. Caulaincourt à Napoléon, Châtillon, 31 janvier et 3 février. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668. Rapports de Mortier à Berthier, 16 et 17 janvier. Arch. de la guerre. Sous-préfet de Vervins à préfet de l'Aisne, 10 janvier. Arch. de Laon.

3. Rapport de Pasquier, 7 janvier. Arch. nat., AF., IV, 1534.

armes[1]. » La proclamation de Loërach, conçue d'ailleurs dans le même esprit que la Déclaration de Francfort, se résumait en ces deux termes : paix à la France, guerre à Napoléon. Les mécontents ne tardèrent pas à exploiter la distinction établie par les Alliés entre le pays et le souverain. Ils rapprochaient de cette Déclaration l'ajournement du Corps législatif. A les entendre, l'empereur en congédiant les représentants de la nation avait lui-même prononcé son divorce avec la France.

Dans cette ligue tacite entre les libéraux et les royalistes, ceux-là, encore sans dessein arrêté, ne mettaient que leurs rancunes; ceux-ci, parfaitement fixés sur le but à atteindre, apportaient leurs espérances. Pour eux, les Alliés n'étaient pas des ennemis, c'étaient des libérateurs. « Les partisans des Bourbons, dit Mme de La Rochejacquelein, ne voyaient jamais Bonaparte entreprendre une guerre sans espérer la défaite. » Le malheur, c'est que les Français étaient toujours vainqueurs. Cette fois, ils étaient battus : les royalistes relevèrent la tête. Peut-on, d'ailleurs, donner le nom de conspiration aux conciliabules et aux manifestations bourbonniennes qui, dans les derniers mois de 1813 et en janvier 1814, s'étendirent à peu près partout en France, sans prendre d'importance nulle part. L'organisation faisait défaut, les moyens de communiquer étaient difficiles, et, les chefs n'étant pas désignés, l'on ne savait à qui s'adresser avec assurance[2]. A Bordeaux seulement, il y avait quelques centaines d'hommes obéissant au même mot d'ordre.

1. Caulaincourt à Napoléon, Lunéville, 8 janvier. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668.

2. Deux faits bien caractéristiques, entre autres : Lynch ayant demandé aux Polignac de lui désigner quelques royalistes zélés de Bordeaux, les deux frères l'adressèrent en effet à des royalistes mais non pas aux chefs de la conspiration. Ils ne les

Les royalistes, en réalité, étaient fort peu nombreux, mais à son insu chacun servait leur cause, celui-ci en déplorant l'état de la France, celui-là en répétant des nouvelles alarmantes, d'autres en écrivant du théâtre de la guerre des récits trop vrais des événements. Cette conspiration, qui n'était que la conspiration de l'opinion, des fonctionnaires eux-mêmes s'en faisaient les complices par leur découragement et leur manque d'énergie. Ils sentaient la terre trembler, et ils pensaient au lendemain : leur zèle se ralentissait. Fallait-il se compromettre davantage pour une cause perdue? Dans la moitié de la France, les préfets ne montraient que faiblesse ; ici, quittant leurs départements, tandis que les troupes s'y maintenaient encore ; là, éludant les ordres d'arrêter les conspirateurs, hésitant à appliquer les décrets sur la conscription, en retardant le plus possible l'exécution et y procédant sans vigueur[1]. « Il est difficile d'être plus mécontent que je le suis de vos préfets, » écrivait Napoléon à Montalivet[2]. Des maires dressaient à dessein des listes d'appel incomplètes ; d'autres abandonnaient leurs administrés à l'approche de l'ennemi ; d'autres cachaient les fusils et refusaient de les délivrer à ceux qui voulaient se défendre ; d'autres, serviles jusqu'à la trahison, en-

connaissaient pas, et Lynch fut mis, par hasard, en rapport avec eux. — Gain de Montagnac partit le 21 mars pour informer les Alliés de l'état de Paris sans savoir que Vitrolles était parti quinze jours auparavant avec la même mission. *Correspondance relative aux événements de Bordeaux* (par Lynch), 15, 17. Gain de Montagnac, *Journal*, 3, 4. Vitrolles, *Mémoires*, 1, 70.

1. « Les préfets ont été très faibles en 1814, lit-on dans un rapport sur l'organisation de la garde nationale, en date du 5 avril 1815 ; il faut les remplacer par des généraux disponibles. » Arch. nat., F. 7, 3 165. Cf. Rapports de police, 6, 10, 17, 20 et 26 janvier, 10 et 28 février 1814. Arch. nat., F. 7, 3 043, 4 289, 4 291. *Correspondance de Napoléon*, 21340, 21341, 21 358. Rovigo, *Mémoires*, t. VI, p. 335. Clarke à Montalivet, 12 mars et 28 mars. Arch. de la guerre. Caulaincourt à Napoléon. Nancy, 6 et 7 janvier, et *passim*. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668 : « Les préfets et sous-préfets ont désorganisé la défense en Alsace et en Lorraine. »

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 340 : « ...Le préfet de l'Aube s'est couvert de boue. »

voyaient au nom des Alliés des ordres de réquisition dans les villages voisins non encore occupés[1]. A Lyon, on chansonnait sur tous les tons le préfet (M. de Bondy), le maire et les conseillers municipaux pour leur inertie et leur pusillanimité. Du sénateur Chaptal, qui ne savait rien organiser et qui avait le tort de manifester trop haut ses inquiétudes, on disait : « Voilà un commissaire extraordinaire fort extraordinaire[2]. »

C'était par découragement, par désir de ne se point compromettre, ou encore, comme le bon Panurge, « par peur naturelle des coups », que nombre de fonctionnaires montraient si peu d'énergie. Plusieurs cependant désiraient la chute de l'empire[3], comme Lynch, maire de Bordeaux, qui conspirait avec La Rochejacquelein, et comme Anglès, bras droit du duc de Rovigo, qui participait aux intrigues de Dalberg[4]. La Tour du Pin, préfet de la Somme, arrêtait le départ des conscrits, choisissait les officiers de la garde nationale parmi les anciens émigrés et nommait chef de

1. Rapports de Pasquier, 17 et 21 février; rapports de police, 25 janvier et 1er mars. Napoléon à Cambacérès, Reims, 16 mars (non publiée). Arch. nat., AF., IV, 1 534, F. 7, 3 737 ; AF., IV, 906. Manuscrit de Périn, Arch. de Soissons. Notes de Defrance, contrôleur des contributions en 1814, Arch. de Laon. Allix à Clarke, 2 mars et 9 mars et lettre de réquisition du maire de Tonnerre, 3 mars. Arch. de la guerre.

Voici comme étaient rédigées les réquisitions : « Le maire de Tonnerre au maire de... Au reçu de la présente et sans autre délai, vous ferez conduire les quantités de... dans les magasins établis à Tonnerre. Faute par vous d'obtempérer à la présente, je serai forcé de noter votre commune aux commandants comme ayant refusé les subsistances, *ce qui emporterait* (*sic*) *à l'exécution militaire*. »

2. Commissaire central de police de Lyon à Rovigo, 26 février. Arch. nat., F. 7, 4 290.

3. « Dans ce département, comme dans tous les autres, écrivait le préfet de la Seine-Inférieure, il y a, même parmi les fonctionnaires, beaucoup d'individus attachés à l'ancien ordre des choses, et qui nuisent, par leur influence et leurs discours, à toutes les mesures que l'on voudrait prendre. Ils ont organisé une force d'inertie qui tue l'administration et paralyse les ordres de l'autorité. Pour être passive, la résistance n'en est pas moins réelle. » Lettre à Clarke, 29 mars. Arch. de la guerre.

4. *Correspondance relative aux événements de Bordeaux* (par Lynch), 9-18. Rovigo, *Mémoires*, VI, 321-324.

cohorte un royaliste notoirement compromis, astreint à la surveillance de la haute police[1]. Un employé supérieur de la préfecture de la Seine déblatérait dans un café contre l'empire, en ajoutant : « Mon opinion est indépendante de ma place. » Un procureur impérial osait dire en plein salon : « Si les Alliés voulaient payer la tête de Napoléon un ou deux millions, on la leur livrerait bientôt[2]. »

Pour peu nombreux qu'ils fussent, les royalistes n'en étaient pas moins fort actifs. Ils s'employèrent d'abord à rappeler aux Français le nom oublié des Bourbons, — ces « revenants », comme disait avec humeur la marquise de Coigny[3]. Chaque jour, dans quelque ville, à Bordeaux le 28 décembre, à Troyes le 29, à Rennes le 4 janvier, à Abbeville le 6, à Cambrai le 8, à Agen le 9, à Dax et à Dieppe le 10, à Évreux et à Toulon le 11, à Marseille le 12, à Amiens le 14, à Paris, à Quimper, à Douai, à Angers, le 15, à Moulins le 17, à Châteauroux le 22, à Rouen et à Laval le 28, on affichait des placards ou l'on colportait des proclamations déclarant que les Alliés combattaient pour les Bourbons et respecteraient les maisons des royalistes, et promettant, avec le retour du roi légitime, la paix, la suppression des droits réunis et l'abolition de la conscription[4]. « Français, lisait-on dans une proclamation de Louis XVIII, n'attendez de votre roi aucun reproche, aucune plainte, aucun souvenir du passé. Il ne veut vous entretenir que de paix, de clémence et de pardon... Tous les Français

1. Lettre du sous-préfet d'Abbeville, citée dans un rapport de police du 17 février. Arch. nat., F. 7, 4 289, et Clarke à Montalivet, 28 mars. Arch. de la guerre.

2. Note de police, 21 mars. Lettre au grand juge, *s. d.* Arch. nat., F. 7, 6 605.

3. Vitrolles, *Mémoires*, I, 45.

4. Dossier Guillon, etc. ; dossier Giboulon ; rapports journaliers de Pasquier et rapports de police, aux dates. Arch. nat., F. 7, 6 603 et 6 598 ; AF., IV, 1 534 ; F. 7, 3 043, 3 725, 3 772.

ont droit aux honneurs et dignités; le roi ne peut régner qu'avec le concours de la nation et de ses députés... Recevez en amis ces généreux Alliés, ouvrez-leur les portes de vos villes, prévenez les coups qu'une résistance criminelle et inutile ne manquerait pas d'attirer sur vous, et que leur entrée en France soit accueillie par les accents de la joie... » « Français, lisait-on dans une proclamation du prince de Condé, Louis XVIII, votre légitime souverain, vient d'être reconnu par les puissances de l'Europe. Leurs armées victorieuses s'avancent vers vos frontières... Vous aurez la paix et le pardon. L'inviolabilité des propriétés sera consacrée, les impôts seront diminués, vos enfants seront rendus à l'agriculture et remis dans vos bras...[1] »

La paix, la suppression des impôts et l'abolition de la conscription, les partisans des Bourbons ne devaient pas se borner à faire valoir ces arguments, les meilleurs qui fussent, selon l'esprit de la population, en faveur du droit divin. Bientôt, comme les Vitrolles, les d'Escars, les Polignac, ils allaient renseigner les états-majors alliés sur l'opinion et les moyens de

1. *Proclamation du roi aux Français* (s. l. n. d.). — *Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé aux Français* (s. l. n. d.). Bibliothèque nationale, L. B, 44 594.

Ce sont ces proclamations ou des paraphrases de ces proclamations, toutes deux écrites en 1813, qui furent d'abord affichées et colportées. En février et en mars, on répandit la nouvelle proclamation de Louis XVIII (Hartwell, 1[er] janvier 1814), la proclamation du comte d'Artois (Vesoul, 27 février), puis celle du duc d'Angoulême (Bordeaux, 15 mars). Quelques passages valent aussi d'être cités d'après les *Pièces officielles relatives à la journée du 31 mars* (Paris, 1814, in-8°) : « Les places seront conservées à ceux qui en sont pourvus, dit Louis XVIII. Le Code souillé du nom de Napoléon restera en vigueur. Le sénat sera maintenu... Le roi prend de nouveau l'engagement d'abolir cette conscription funeste qui détruit le bonheur des familles et l'espérance de la patrie. » — « Plus de tyran, plus de guerre ! dit le comte d'Artois ; plus de conscription, ni de droits réunis ! » — « Les puissances alliées, dit le duc d'Angoulême, convaincues qu'il n'y a de repos pour la France et leurs peuples que dans une monarchie tempérée, ouvrent les voies du trône au fils de saint Louis... Je proclame au nom du roi qu'il n'y aura plus de conscription ni d'impôts odieux ! »

Il est intéressant de rappeler que, par ordonnance du comte d'Artois et de Louis XVIII, des 17 avril et 9 mai, furent maintenues pour cette année 1814 toutes les contributions ordinaires et extraordinaires décrétées par le gouvernement impérial.

défense de Paris ; comme Lynch, comte de l'empire, ils allaient livrer Bordeaux aux Anglais ; comme le chevalier de Rougeville, « plein de zèle pour les Alliés[1] », et comme le chevalier Brunel « prêt à mourir pour les Cosaques[2] », ils allaient guider les colonnes ennemies dans leur marche contre l'armée française.

Les Bourbons, de leur côté, ne restaient pas inactifs. Encouragés par les nouvelles qui leur arrivaient de France, par les articles des journaux anglais et même des journaux allemands qui préconisaient une restauration[3], par les sympathies avouées du prince régent d'Angleterre[4], par l'attitude ambiguë des autres souverains qui, sans rien promettre de certain, étaient loin de détruire leurs espérances, ils se disposaient à seconder personnellement les efforts des royalistes. Le 1er janvier, le comte de Provence écrivait, et signait comme roi de France, la seconde proclamation d'Hartwell. Dans le courant du mois, le duc de Berri arrivait à Jersey où il se trouvait à proximité de la Bretagne, et le comte d'Artois et le duc d'Angou-

1. Le chevalier de Rougeville, qu'Alexandre Dumas a rendu populaire sous le nom de Maison-Rouge, fut fusillé à Reims le 10 mars, comme « atteint et convaincu d'espionnage ». Corbineau à Napoléon, Reims, 10 mars. Arch. nat., AF., IV, 1 670. — Voici, du reste, la lettre de Rougeville au prince Wolkonsky qui motiva la sentence de la cour martiale : « Mon prince, j'ai guidé vos reconnaissances le 17 février à Épernay, le 23 à Villers-Cotterets. Je suis plein de zèle pour vos armées. J'ai guidé volontairement des Cosaques comme ancien officier de cavalerie. Si Votre Altesse a la bonté d'apprécier le zèle et l'ardeur qui me guident pour ses armes... »

2. *Récit des événements de Pont-sur-Yonne*, le 11 février 1814, par le chevalier Brunel, br. in-8°, 1816. « ... Alors, séduit, enthousiasmé au nom des Bourbons, je répondis au prince de Wiggenstein que j'étais prêt à mourir pour les Cosaques et que j'indiquerai le chemin pour tourner Nogent. » — Les habitants de Nogent, qui furent si abominablement pillés, durent se féliciter du dévouement aux Bourbons du chevalier Brunel.

3. *Evening Staar*, *Times*, *Courier*, *Observateur allemand*, etc., 8 janvier, 11 janvier, 22 janvier, etc. « ... La restauration de la monarchie s'impose... Il n'y a pas à négocier avec Bonaparte, le successeur des Robespierre, des Marat et autres bouchers. »

4. Dépêche secrète du comte Liéven à Nesselrode, Londres, 26 janvier, citée dans la *Correspondance de lord Castlereagh*, V, 267-273.

lème s'embarquaient, le premier pour gagner la Franche-Comté par les Pays-Bas et la Suisse, le second pour rejoindre en deçà des Pyrénées le quartier général de Wellington. L'invasion leur ouvrait la France.

Les appels à la rébellion, l'inertie des fonctionnaires et surtout les nouvelles de la marche de l'ennemi, qui gagnait chaque jour du terrain, achevaient de perdre l'esprit public, créaient partout l'agitation et le désordre. Les levées de conscrits et de gardes nationaux rencontraient une résistance extrême. Personne ne voulait plus partir. La cohorte active de Rouen était composée exclusivement de remplaçants; on n'avait même pas pu trouver d'officiers[1]. C'était à qui donnerait l'exemple de l'insoumission. Dans le Nord, le Pas-de-Calais, le Calvados, l'Eure-et-Loir, les Landes, la Haute-Garonne, surtout dans la Mayenne, les Deux-Sèvres, le Maine-et-Loire et la Loire-Inférieure, chaque séance de tirage au sort devenait émeute. Les appelés murmuraient, vociféraient, menaçaient. A Toulouse, ce placard fut affiché : « Le premier qui se présentera pour tirer au sort sera pendu. » Le 20 janvier, sur la demande du préfet de Nantes, qui redoutait un soulèvement, la levée de 1815 fut ajournée de quinze jours. Le préfet de Maine-et-Loire écrivait : « L'insurrection de tout le département est à craindre. » Le préfet du Calvados : « A Caen, tout est prêt pour une révolution[2]. » Malgré les gendarmes, les garnisaires, les colonnes mobiles, déserteurs, réfractaires, insoumis se multipliaient. Un détachement de conscrits de Seine-

1. Préfet de Rouen à Montalivet, 18 janvier. Arch. nat., F. 7, 3 737.

2. Rapports journaliers de Pasquier, rapports de police et analyses de pièces renvoyées à la police, du 10 janvier au 10 février. Arch. nat., AF., IV, 1534, F. 7, 3 787, 3 043 et 4 291.

Inférieure, comptant 177 présents au départ, n'en avait plus que 35 à l'arrivée[1]. Si les soldats manquaient d'armes, les réfractaires savaient en trouver. Des bandes de 50, de 200, de 1 000 et même de 1 500 hommes parcouraient l'Artois, le Maine et l'Anjou comme au temps de la chouannerie, fusillant avec les troupes, arrêtant les diligences, envahissant les villages pour forcer les conscrits à les suivre et pour piller les caisses des percepteurs. D'autres bandes, de dix à vingt réfractaires, dévalisaient les voitures et les malles-postes sur les routes de Lyon, de Marseille, de Toulouse, de Montpellier[2].

Le recouvrement des impôts soulevait les mêmes résistances que l'appel des conscrits. Grande émotion dans l'Orne où le bruit se répand, le 12 janvier, que le gouvernement, à bout de ressources, va faire enlever chez les particuliers l'argenterie, les bijoux, le linge et le drap. Dans le Gers, un ancien page du comte de Provence parcourt les villages en exhortant les paysans à ne point payer les contributions additionnelles. A Marmande, un placard affiché porte que « les employés des droits réunis seront pendus en présence des Anglais ». Dans le Haut-Rhin, dans le Nord, dans la Somme, dans la Loire-Inférieure, on paraît tout disposé à ne pas attendre les Anglais pour procéder à cette exécution ; des employés des droits réunis sont menacés, maltraités, mis en péril de mort. Le préfet d'Angers écrit : « La perception des impôts ne s'opère dans aucune commune[3]. » C'est ainsi que les contributions directes, bien qu'elles

1. Rapport de Hullin, 18 janvier. Arch. nat., AF., IV, 1 534.

2. Rapport de police et analyse de pièces renvoyées à la préfecture, du 10 janvier au 10 février. Arch. nat., F. 7, 3 043. Masséna à Clarke, 26 février. Arch. de la guerre.

3. Rapports de Pasquier, rapports de police et analyses de pièces, 13, 27 et 28 janvier, 3 et 24 février, et *passim*. Arch. nat., AF., IV, 1 534, F. 7, 3 043, 3 737, 4 291.

eussent été presque doublées, donnèrent, dans le premier trimestre de 1814, 33 743 000 francs au lieu de 75 500 000 francs perçus dans la période correspondante de 1810[1].

A Paris, Chateaubriand commençait d'écrire sa brochure : *Buonaparte et les Bourbons*. Le mécontentement allait croissant, et dans les salons, dans les cafés, à la Bourse, au foyer déserté des théâtres, on ne craignait pas de parler librement. On répétait vingt fois par jour le mot attribué à Talleyrand : « C'est le commencement de la fin[2]. » On discutait les chances des Bourbons ; on affirmait que l'intention des Alliés était de rétablir l'ancienne monarchie, que le roi allait être couronné à Lyon qui était déjà au pouvoir de l'ennemi[3]. Des caricatures circulaient où un Cosaque remettait à l'empereur la carte de visite du czar. Un matin, on trouva fixé à la base de la colonne de la Grande-Armée un papier portant ces mots : « Passez vite ; il va tomber[4]. »

Tandis que dans le peuple, qui pourtant n'avait pas grand'chose à perdre, on redoutait le sac et l'incendie, dans la noblesse on attendait avec moins d'effroi « les restaurateurs du trône » ; et dans la bourgeoisie, particulièrement chez les femmes, on

1. Les autres recettes étaient à l'avenant. L'enregistrement donnait 13 millions au lieu de 45 millions ; les postes, 17 000 francs au lieu de 2 750 000 francs. Dans la séance du conseil des ministres du 25 février, il était constaté que « l'administration avait reçu dans un mois 367 000 francs au lieu de 10 millions qu'elle aurait perçus en temps ordinaire. » Procès-verbaux des conseils des ministres. Arch. nat., AF., IV*, 99.

2. *Journal d'un officier anglais pendant les quatre premiers mois de* 1814, *Revue britannique*, 1826, t. IV, p. 91. — Cet Anglais, prisonnier sur parole depuis 1803, était devenu un vrai Parisien, non point de cœur mais d'idées, connaissant tout le monde et familier avec toutes les choses. Son journal, fort curieux et presque impartial, a paru en original d'abord dans le *London Magazine*, puis en volume, à Londres, en 1828, un vol. in-8. (Bibliothèque du Musée Carnavalet, n° 11 571).

3. Rapports de police, 21 janvier ; rapports journaliers de Pasquier, 4, 15 et 21 janvier. Dossier Guillon, Perez, etc. ; Arch. nat., AF., IV, 1 534 et F. 7, 6 603.

4. *Journal d'un officier anglais*, 91

disait, entre deux parties de bouillotte : « Les Cosaques ne sont méchants que dans les gazettes. A leur entrée à Mâcon, les Alliés ont donné des fêtes et dépensé beaucoup d'argent. Ils arriveront fort à propos à Paris, où il n'y a plus un sou, pour rendre à la capitale ses plaisirs et ses richesses[1]. » Néanmoins on enfouissait l'or et l'argenterie au fond des caves[2], et nombre de gens quittaient Paris, à l'exemple des deux filles du duc de Rovigo, que celui-ci avait envoyées à Toulouse avec le beau mobilier de son hôtel de la rue Cérutti[3]. C'était, pour un ministre de la police, une singulière façon de rassurer l'esprit public.

Personne ne croyait aux récits que faisaient les journaux des avantages remportés sur l'ennemi par les garnisons de la rive gauche du Rhin, ni aux tableaux qu'ils traçaient de la faiblesse de l'armée alliée, de l'enthousiasme patriotique des campagnes, des forces innombrables qui se réunissaient à Châlons. En revanche, tout le monde ajoutait foi aux nouvelles répandues par les alarmistes, par les Allemands domiciliés à Paris, que la préfecture de police n'avait pas pensé à expulser, par les journaux étrangers qui pénétraient dans la capitale malgré les mesures prises ou du moins ordonnées[4]. Que ne disait-on pas! Murat avait fait défection ; un million d'hommes avaient passé le Rhin; les Alliés combattaient pour les Bourbons ; Joseph n'était adjoint au conseil de régence qu'afin de surveiller les autres membres, tous

1. Rapport de police, 21 janvier, F. 7, 6 603.

2. Rapports journaliers de Pasquier, janvier, *passim*. Arch. nat., AF., IV, 1534. Colonel Combe, *Mémoires*, 274. — Le père du colonel Combe enfouit dans sa cave, au commencement de 1814, 800 000 francs en or, par sacs de 40 000 francs.

3. *Journal d'un officier anglais*, 90 et 96.

4. Rapports de police, 27 et 30 janvier et 10 février, Arch. nat., F. 7, 6 603. Abbé de Pradt, *Mémoire sur la Restauration*, 40. Rovigo, *Mémoires*, VI, 351.

d'intelligence avec Vienne; si l'empereur était victorieux, la garde nationale saurait lui imposer ses volontés[1]. D'autres propos étaient plus sérieux. Aux gens qui prétendaient qu'un congrès était sur le point de se réunir, où le duc de Vicence conclurait la paix, on répondait, et en vérité l'on voyait bien juste : « Aucune des puissances ne veut la paix; s'il en existait une seule qui y inclinât, lord Castlereagh, qui ne se rend au quartier-général que pour empêcher tout arrangement, croiserait ses vues[2]. » On disait encore, comme si on lisait dans le livre de l'avenir : « Paris est le point de mire des Alliés; c'est là qu'ils vont diriger tous leurs efforts par la raison qu'une fois maîtres de Paris, ils le seront de l'empire[3]. »

En vain les journaux multipliaient les appels au patriotisme, en vain les orgues de Barbarie jouaient, par ordre, la *Marseillaise*[4], si longtemps proscrite, ni paroles ni musique ne trouvaient d'écho. Les demandes de dispense pour la garde nationale de Paris, demandes apostillées par les plus grands personnages de l'empire, s'amoncelaient dans les mairies. « Les hommes les plus valides se déclarent malades, » écrit le baron Pasquier[5]. Trois compagnies d'artillerie de la garde nationale devaient être composées d'étudiants en droit et en médecine. Le général de Lespinasse, chargé de faire l'appel, ayant été accueilli par des huées, on dut renoncer à l'organisation de

1. Rapport de Pasquier, 11 janvier; rapport de police, 21 janvier. Arch. nat., AF., IV, 1 534 et F. 7, 6 603.

2. Rapport de police, 21 janvier. Arch. nat., F. 7, 6 603.

3. Rapport de police, 21 janvier. Arch. nat., F. 7, 6 603.

4. *Journal d'un officier anglais*, 91. Cf. Agenda du général Pelet, carton Brahaut, Arch. de la guerre.

5. Liasse de lettres et rapport de Pasquier, 9 février. Arch. nat., F. 7, 6 605, F. 9, 753, AF., IV, 1 534.

ces compagnies[1]. L'armée elle-même, disait-on dans Paris, ne voulait plus se battre, et l'on citait parmi les jeunes soldats des désertions, des suicides, des mutilations volontaires. On assurait qu'un détachement d'infanterie, traversant le pont de Bordeaux, avait jeté ses armes dans la Gironde. D'après un autre récit, comme un bataillon, se rendant à l'armée, défilait dans la rue Saint-Denis, on cria aux soldats qu'ils allaient à la boucherie. L'un d'eux répondit : « — Nous allons chercher un *louis*. Au premier coup de feu, nous passerons du côté de l'ennemi[2]. » Le fait était-il vrai ? Le rapport de police qui le relate paraît le mettre en doute. Ce dont, malheureusement, on ne peut douter, c'est de la situation lamentable des recrues à leur arrivée au grand dépôt de Courbevoie. Non seulement les conscrits ne trouvaient pas toujours de pain, mais beaucoup d'entre eux ne trouvaient pas de gîte. Et ils étaient mal venus à réclamer auprès des officiers du dépôt, accablés de travail, perdant la tête au milieu de tant de conscrits à incorporer et à pourvoir de tout. On entendait ces réponses : « — F...-moi le camp ; je n'ai pas le temps de m'occuper de vous[3]. »

Or, des cinquante mille conscrits qui, en trois mois, passèrent par cette caserne de Courbevoie,

1. Doyen de la Faculté de médecine à Clarke, et Lespinasse à Clarke, 7 et 8 février. Arch. nat., F. 7, 6 605.

2. Rapports de police, 18 décembre 1813 et 17 et 19 janvier 1814. Arch. nat., F. 7, 3 737, 3 043 et 6 603.

3. Rapports de Pasquier, 9 et 10 février. Rapport de Hullin, 21 février. Arch. nat., AF., IV, 1 534. « Les conscrits de Courbevoie meurent de faim, » dit textuellement Pasquier. — Voici pourquoi beaucoup de recrues ne trouvaient pas de gîte. Le triage des conscrits pour la garde se faisait à la caserne de Courbevoie. Ceux qui n'étaient pas choisis étaient renvoyés, quelquefois très tard dans la soirée et individuellement, à Paris où ils devaient attendre jusqu'au lendemain matin l'ouverture des casernes. Cf. Rapport de police du 16 janvier où il est parlé de conscrits maltraités par les officiers, F. 7, 6 603.

1 pour 100 seulement déserta[1]. Quel témoignage à l'honneur des soldats de 1814! Ces enfants qui, le cœur si gros, avaient quitté la mère esseulée ou la femme allaitant le nouveau-né, se transformaient vite à la vue du drapeau. Ils apprenaient des vieux cadres, hommes de bronze qui avaient conquis l'Europe en chantant, ces grands sentiments d'abnégation et ces heureux sentiments d'insouciance dont est fait l'esprit militaire. Et quand un jour de revue ou un jour de combat, l'empereur avait passé devant eux, ils subissaient sa fascination, et ils en arrivaient à se battre, non plus soutenus par le devoir, non plus animés par le patriotisme, mais bien véritablement pour Napoléon.

On les appelait les Maries-Louises ces pauvres petits soldats soudainement arrachés au foyer et jetés, quinze jours après l'incorporation, dans la fournaise des batailles. Ce nom de Maries-Louises, ils l'ont inscrit avec leur sang sur une grande page de l'histoire. C'étaient des Maries-Louises, ces cuirassiers sachant à peine se tenir à cheval, qui, à Valjouan, enfonçaient cinq escadrons et sabraient avec tant de fureur qu'ils ne voulaient pas faire de quartier. C'étaient des Maries-Louises, ces chasseurs dont le général Delort disait, au moment d'aborder l'ennemi : « Je crois qu'on perd la tête de me faire charger avec de la cavalerie pareille ! », et qui traversaient Montereau comme une trombe, culbutant les bataillons autrichiens massés dans les rues. C'était un Marie-Louise, ce tirailleur qui, indifférent à la musique des balles comme à la vue des hommes frappés autour de lui, restait fixe à sa place sous un

1. Au 2 mars, les dépôts de la garde avaient reçu 50 472 conscrits. 43 422 avaient été incorporés dans la jeune garde ; 6 168 avaient été renvoyés dans les dépôts de la ligne ; 672 avaient déserté. Note du général Ornano, 2 mars. Situations de 1814. Arch. de la guerre.

feu continu, sans riposter lui-même, et répondait au maréchal Marmont : « Je tirerais aussi bien qu'un autre, mais je ne sais pas charger mon fusil. » C'était un Marie-Louise, ce chasseur qui à Champaubert fit prisonnier le général Olsufjew et ne le voulut lâcher que devant l'empereur. Des Maries-Louises, ces conscrits du 28e de ligne qui, au combat de Bar-sur-Aube, défendirent un contre quatre les bois de Lévigny, en ne se servant que de la baïonnette ! Des Maries-Louises encore, ces voltigeurs du 14e régiment de la jeune garde qui, à la bataille de Craonne, se maintinrent trois heures sur la crête du plateau, à petite portée des batteries ennemies, dont la mitraille faucha 650 hommes sur 920[1] ! Ils étaient sans capote par huit degrés de froid, ils marchaient dans la neige avec de mauvais souliers, ils manquaient parfois de pain[2], ils savaient à peine se servir de leurs armes, et ils combattaient chaque jour dans les actions les plus meurtrières ! Et pendant toute la campagne, pas un cri ne sortit de leurs rangs qui ne fût une acclamation pour l'empereur. — Salut, ô Maries-Louises !

Chateaubriand a écrit : « J'avais une si haute idée du génie de Napoléon et de la vaillance de nos soldats qu'une invasion de l'étranger, heureuse jusque dans ses derniers résultats, ne me pouvait tomber dans la tête. Mais je pensais que cette invasion, en

1. Lettre de Bordessoulle, 18 février, citée dans les documents du colonel Brahaut. Arch. de la guerre. Pajol, *Mémoires*, III, 145. Fabvier, *Journal*, 4, 6, 33, 35. Marmont, *Mémoires*, VI, 51. Minot à Macdonald, 10 février. Arch. de la guerre. Chassé à Oudinot, 3 mars. Arch. nat., AF., IV, 1 667. *Mémoires de Ségur*, VI, 320. Journal de la division Boyer de Rebeval. Arch. de la guerre. « — Oh ! s'écriait Marmont, qu'il y a d'héroïsme dans le sang français ! Des conscrits arrivés de la veille se conduisirent pour le courage comme de vieux soldats. »

2. Général Lucotte à Berthier, Nogent, 24 février. Arch. nat., AF., IV, 1668. *Correspondance de Napoléon*, 21 214. Duc de Padoue à Berthier, La Ferté-sous-Jouarre, 4 mars. Arch. de la guerre.

faisant sentir à la France le danger où l'ambition de Napoléon l'avait réduite, amènerait un mouvement intérieur et que l'affranchissement des Français s'opérerait de leurs propres mains. » Faux jugements, espérances chimériques. La paix signée à Châtillon, à quelques conditions que ce fût, l'empereur n'aurait rien eu à redouter de la France délivrée et rendue à ses foyers et à ses travaux. L'ennemi rejeté au delà du Rhin, encore moins l'empereur aurait eu à craindre de la France transportée et enorgueillie par ces nouvelles victoires. Malgré les appels à la rébellion et les belles promesses des placards royalistes, malgré la calamité des événements et la misère des temps, il s'en fallait que tous les Français conspirassent la chute de l'empire et tressaillissent de joie au seul nom des Bourbons. Ce roi inconnu, comment pouvait-il devenir populaire ? Ceux-là mêmes qui prêchaient son retour ne s'entendaient pas sur sa personne. Ici l'on désignait le comte de Provence, mais là c'était le comte d'Artois, ailleurs le duc d'Angoulême [1]. Si le despotisme impérial avait fait des mécontents, ces mécontents n'étaient pas disposés pour cela à se mettre sous le « bon plaisir » royal. Si l'on voulait la liberté, on désirait aussi conserver l'égalité. On n'aimait guère les centimes additionnels et les droits réunis, mais on redoutait fort la dîme, la tyrannie locale des hobereaux, l'influence du clergé, la revendication des biens nationaux. Dans les campagnes, on se plaignait de la guerre et des impôts; pour cela, on ne faisait pas de politique. Que la Chambre fût muette, le Sénat servile, Rovigo arbitraire, que le livre de *l'Allemagne* fût mis au pilon, que « la dame Récamier », ou la « dame de Rohan »,

1. Placard affiché dans l'Eure. Propos des royalistes de Toulon et lettre de Bâle, 22 janvier. Rapports de Pasquier, 11 et 13 janvier. Arch. nat., AF., IV, 1 534.

ou « le sieur de Sabran[1] », fût expulsé par simple mesure administrative, ah ! en vérité, voilà de quoi les paysans s'inquiétaient bien peu !

A Paris, le peuple entier était pour l'empereur[2]. Trois fois, le 24 décembre, le 26 décembre, le 22 janvier, Napoléon parcourut à pied les quartiers populeux. Son visage calme inspirait à la foule la sécurité qu'il semblait exprimer. Il fut acclamé. Des ouvriers s'approchèrent de lui, offrant leurs bras pour combattre. « Seuls, quelques bourgeois, dit un rapport de police, affectèrent, par bon ton, de garder un silence improbateur[3]. » Le 23 janvier, l'empereur reçut en audience solennelle les nouveaux officiers de la garde nationale parisienne. Tous n'étaient point des amis zélés du gouvernement. Bourienne ne portait-il pas les épaulettes de capitaine ? Ces officiers, au nombre de neuf cents, se rangèrent dans la salle des maréchaux. L'empereur parut, et, bientôt après, entrèrent l'impératrice et Mme de Montesquiou, celle-ci portant le roi de Rome dans ses bras. L'empereur dit qu'il allait se placer à la tête de l'armée, et qu'avec l'aide de Dieu et la valeur des troupes, il espérait repousser l'ennemi au delà des frontières. Prenant alors l'impératrice d'une main et le roi de Rome de l'autre, il ajouta : « — Je confie au courage de la garde nationale l'impératrice et le roi de Rome. » « — Ma femme et mon fils, » reprit-il d'une voix émue. A ces derniers

1. État des individus renvoyés de Paris dans les villes et villages de l'empire. Arch. nat., F. 7, 6 586.

2. Rapports journaliers de Pasquier, en janvier et février, *passim*. Rapports de police, 21 janvier, 22 janvier, etc. Arch. nat., AF., IV, 1 534 et F. 7, 6 605 et 6 603. Mollien, *Mémoires*, IV, 127. Cf. Rodriguez, *Relation de ce qui s'est passé à Paris à l'époque de la dechéance de Buonaparte*, 91-95. — En dépit de ses calomnies et de ses réticences, cet Espagnol est contraint de reconnaître l'état d'esprit de la « vile populace », comme il dit.

3. Rapport de Hullin, 23 janvier. Rapport de police, 22 janvier. Arch. nat., AF., IV, 1 534 et F. 7, 6 603. Cf. Bausset, IV, p. 256.

mots, un grand cri de : Vive l'empereur ! « un cri à fendre les voûtes », retentit dans la salle. Les rangs furent rompus. Tous les officiers, plusieurs les larmes plein les yeux, s'approchèrent du groupe auguste, témoignant leur émotion par ce mouvement spontané[1]. Le soir même, une Adresse à l'empereur fut signée dans les légions, encore que le général Hullin, commandant la place, eût tenté de s'y opposer au nom de la discipline. Entre autres protestations de fidélité et de dévoûment, l'Adresse contenait cette phrase caractéristique : « En vain les ennemis ont conçu l'injurieux espoir de diviser la nation. A la haine, à l'animosité que leur inspire la crainte de votre génie, vos fidèles sujets opposeront leur amour et la confiance que les vicissitudes de la fortune n'ont pas détruits. » Le lendemain, l'impression des paroles de l'empereur était restée si profonde, que quelques gens d'esprit prirent à tâche de l'atténuer. A les entendre, la scène grandiose de la salle des maréchaux n'était qu'une comédie dont Talma avait réglé les répétitions[2].

Le départ de l'empereur pour l'armée, le 25 janvier, à quatre heures du matin, ranima l'espérance. On ne pouvait croire que le capitaine si longtemps invincible ne retrouvât pas sa fortune sur le sol envahi de la France. On disait que toutes les chances étaient pour l'empereur, qu'il avait deux cent mille soldats à Châlons, qu'un traité secrètement conclu avec Ferdinand VII allait lui rendre les vieilles troupes d'Aragon et de Catalogne[3], que les alliés effrayés ne

1. Rapport de Pasquier, 24 janvier. Arch. nat., AF., IV, 1 534. *Journal d'un prisonnier anglais*, 93. Cf. Meneval, II, 30, et le pseudo-Bourrienne qui avoue que lui-même « fut vivement ému », IX, 314-316.

2. Rapport de Pasquier, 24 janvier. Arch. nat., AF., IV, 1 534. Giraud, *Campagne de Paris en* 1814, 51, note.

3. Le public était bien renseigné sur ce point. Par les négociations entamées à

demandaient qu'à signer la paix[1]. Aux premières nouvelles des combats de Saint-Dizier (27 janvier) et de Brienne (29 janvier), que les journaux représentaient comme de grands succès[2], la Bourse monta en trois jours de plus de deux francs[3]. Le 1[er] février, à l'Opéra, où l'on donnait la première représentation de l'*Oriflamme*, le public nombreux et enthousiaste s'attendait à voir l'impératrice, le roi Joseph et même le roi de Rome, à entendre sur la scène l'annonce officielle de la grande victoire[4].

Fausse joie, espérances d'un jour. Dès le lendemain, 2 février, la note du *Moniteur*, qui parle du combat de Brienne comme d'une simple affaire d'arrière-garde, répand l'inquiétude. Le 4, les nouvelles de la défaite de la Rothière et de la retraite de l'armée impériale jettent la consternation. La rente tombe à 47.75. Le change monte à 40 et 50 pour 1 000 sur l'argent, à 90 et 100 sur l'or ; encore beaucoup de changeurs ne veulent-ils donner de l'or à aucun prix. La foule se porte à la Banque pour le remboursement des billets, remboursement qui, par arrêté du 18 janvier, ne peut pas excéder 500 000 francs par jour. Au mont-de-piété, le maximum du prêt est fixé à 20 francs, quelle que soit la valeur de l'objet engagé.

Valençay, dès le 19 novembre, l'empereur s'était engagé à rendre la liberté à Ferdinand VII et à reconnaître l'intégrité du territoire espagnol, sous la condition qu'en retour l'Espagne rentrerait dans la neutralité et éloignerait l'armée anglaise. Les admirables troupes de Soult et de Suchet seraient ainsi devenues disponibles. Malheureusement, des défiances mutuelles, des temporisations, des indiscrétions équivalant à des trahisons arrêtèrent tout. Ferdinand ne fut acheminé vers l'Espagne que le 19 mars, alors que la Junte refusait encore de ratifier le traité conclu le 11 décembre entre Napoléon et le captif de Valençay.

1. Rapports journaliers de Pasquier, 26 janvier au 2 février. Rapports de police aux mêmes dates. Arch. nat., AF., IV, 1 534. F. 7, 3 737 et 6 603. Rodriguez, 10, 11.

2. *Journal de l'Empire*, *Gazette de France*, *Journal de Paris*, etc., du 29 janvier au 2 février.

3. Rente : 49 fr., le 26 janvier. 51 fr. 60, le 1[er] février.

4. Rapport de Pasquier, 2 février. Arch. nat., AF., IV, 1 534.

Les employés de la préfecture de police ne suffisent pas aux demandes de passeports ; treize cents sont délivrés dans une seule journée. Beaucoup de magasins se ferment, les autres restreignent leur étalage. Les maçons retrouvent de l'ouvrage : on les emploie à pratiquer des cachettes dans les murailles. De crainte que les routes ne soient coupées par les partis ennemis, on s'approvisionne comme pour un siège. Le décalitre de pommes de terre se vend 2 francs au lieu de 10 sous. Le riz, les légumes secs, le porc salé, doublent de prix. Le peuple, affamé par cette hausse subite, murmure : « Si les riches prennent la nourriture des pauvres, on ira la chercher chez eux[1]. » Au gouvernement, l'inquiétude est extrême. L'impératrice ordonne des prières de quarante heures à Sainte-Geneviève. Le roi Joseph multiplie ses lettres à l'empereur, lui demandant ses instructions pour le cas où l'ennemi arriverait sous Paris. Denon, directeur des musées, sollicite désespérément l'autorisation d'emballer les tableaux du Louvre. Déjà une partie du trésor impérial est chargée dans des fourgons au milieu de la cour des Tuileries[2]. Près des barrières, on entend ces cris : « Les Cosaques arrivent ! Fermez les boutiques ![3] »

La panique dura huit jours. On disait l'armée française en déroute, Troyes en flammes, le maréchal Mortier tué, le prince vice-connétable grièvement blessé. Six cents canons étaient tombés au pouvoir de l'ennemi. Les jeunes soldats avaient lâché pied, et

1. Rapports de Pasquier et de Hullin du 4 au 12 février. Notes de police aux mêmes dates. Arch. nat., AF., IV, 1 534 et F. 7, 3 737. *Journal d'un prisonnier anglais*, 90, 95, 96. *Correspondance du roi Joseph*, X, 43, 60, 90.

2. *Correspondance du roi Joseph*, X, 44, 46, 47, 60, 69, 80. *Correspondance de Napoléon*, 21 226.

3 Rapport de police, 11 février. Arch. nat., F. 7, 6 603.

l'empereur les avait fait sabrer par ses grenadiers à cheval. Les Alliés exigeaient que Napoléon prît le titre de roi et cédât la Belgique, l'Italie, l'Alsace, la Franche-Comté, la Lorraine et la Bresse. La régence, ajoutait-on, a perdu tout espoir ; le roi Joseph, l'impératrice, les ministres sont au moment de partir pour Blois ou pour Tours, la princesse de Neufchâtel, les duchesses de Rovigo et de Montebello sont parties. Si quelqu'un s'avisait d'exprimer ses doutes sur l'entrée imminente de l'ennemi dans Paris, on le soupçonnait d'être payé par la police. Au faubourg Saint-Germain, on précisait le jour de l'arrivée des Alliés. Ce devait être le 11 février, le 12 au plus tard[1].

Le 11 février, ce ne fut pas l'armée alliée qui arriva à Paris, ce fut le bulletin de Champaubert. Joseph reçut le courrier du quartier impérial à dix heures du matin, comme il passait en revue dans la cour des Tuileries les six mille grenadiers et chasseurs de la garde parisienne. Les vivats et les acclamations des miliciens furent répétés par la foule qui assistait à la revue sur la place du Carrousel. Les cris redoublèrent quand le petit roi de Rome, en uniforme de garde national, se montra à l'une des fenêtres du palais. La foule, rompant le cordon des troupes, se rua jusque dans les vestibules des Tuileries, aux cris de : « Vive l'empereur[2] ! » A la Bourse, où la rente monta de plus de 3 francs, trois salves d'applaudissements, — une salve par franc, — saluèrent la lecture de la dépêche. Sur les boulevards, dans les rues, aux Champs-Élysées, on écoutait tonner le canon des Inva-

1. Rapports de Pasquier du 4 au 12 février, et Rapports de police aux mêmes dates. Arch. nat., AF., IV, 1 534 et F. 7, 3 737 et 4 290. Cf. *Journal d'un prisonnier anglais*, 95.

2. Rapports de Pasquier et de Hullin, 11 et 12 février, Arch. nat., AF., IV, 1 534. *Correspondance du roi Joseph*, X, 92.

lides, muet depuis si longtemps, et chacun s'abordait pour parler de la bataille et prédire de nouvelles victoires[1]. « Pas un seul étranger, disait-on, ne repassera le Rhin[2]. » Sur la terrasse des Tuileries, la police arracha des mains de la foule un homme qui avait eu l'imprudence de dire « que les affaires se seraient terminées bien plus tôt si l'ennemi était entré dans la capitale[3] ». Le soir, dans tous les théâtres, un acteur fit la lecture publique du bulletin, qu'interrompaient à chaque phrase, à chaque mot, les cris et les applaudissements. A l'Opéra, aussitôt la lecture achevée, l'orchestre entonna l'air : *La Victoire est à nous !* et les chanteurs et les choristes, en costume de chevaliers (on jouait *Armide*) s'élancèrent des coulisses sur la scène, reprenant avec l'orchestre : *La Victoire est à nous*[4] *!* Paris était transformé. La joie qui éclatait dans cette belle journée était bien naturelle : depuis six mois, il n'y avait pas eu de bataille gagnée. On n'était pas habitué à cela sous l'empire.

Au bulletin de Champaubert succédèrent ceux de Montmirail, de Château-Thierry, de Vauchamps, de Nangis, de Montereau, de Troyes. Chaque jour une nouvelle victoire venait raviver l'enthousiasme qu'avait excité la précédente. On disait que la paix ne tenait plus qu'à la médiatisation d'Anvers, et si grande, au reste, était la confiance dans les succès de l'empereur, que l'on déplora la retraite de l'armée autrichienne sur l'Aube, parce que, affirmait-on,

1. Rapports de Pasquier, 11 et 12 février. Arch. nat., AF., IV, 1 534.

2. *Journal d'un prisonnier anglais*, 96.

3. Rapport de Pasquier, 12 février. Arch. nat., AF., IV, 1 534.

4. Rapport de Pasquier, 12 février. Arch. nat., AF., IV, 1 534. *Journal de l'Empire*, 12 février.

Schwarzenberg avait échappé par là à une défaite complète[1].

Le 16 février, une première colonne de 5 000 prisonniers russes et prussiens, escortée par des grenadiers de la garde nationale, entra dans Paris et défila sur les boulevards. La population entière, que les journaux avaient avertie, se porta à sa rencontre ; la Bourse elle-même était désertée. Les généraux russes qui marchaient à cheval et sans épée en tête des troupes, furent reçus aux crix de : « Vive l'empereur ! Vive Marie-Louise ! A bas les Cosaques ! » Dans la rue Napoléon (rue de la Paix), et sur la place Vendôme, on cria : « Vive la colonne ! » protestation patriotique contre le projet que l'on supposait aux Alliés de détruire ce monument. A plusieurs reprises, les gendarmes d'escorte durent faire reculer la foule où quelques individus proféraient des insultes et des menaces[2]. Ces manifestations cessèrent au passage des soldats dont la misère et l'aspect sordide inspiraient la pitié. Vêtus de haillons qui n'avaient plus caractère d'uniforme, presque tous la tête nue ou enveloppée de lambeaux de linges sales, portant de grandes marmites au dos, ils évoquaient plutôt l'idée d'une troupe de bohémiens que celle d'un convoi de prisonniers de guerre[3]. Ils tendaient les mains à la foule et montraient leur bouche ouverte, cherchant par ces gestes désespérés à exprimer qu'ils avaient faim[4]. On courut chez les marchands des boulevards

1. Rapports de Pasquier, 17 et 19 février. Arch. nat., AF., IV, 1 534.

2. Rapport de Pasquier, 16 février et Lettre de Mortemart à Napoléon. Paris, 24 février. Arch. nat., AF., IV, 1534 et AF., IV, 1 669. *Journal d'un prisonnier anglais*, 99, 100. Cf. *Moniteur* et *Journal de l'Empire*, du 17 février.

3. Tel est du moins le caractère que donnent de ces prisonniers les gravures du temps et les aquarelles de Carle Vernet.

4. On n'allouait aux soldats et aux officiers, jusqu'au grade de colonel, que six sous par jour. Cette solde misérable fut l'objet de réclamations du comte de Stadion, plé-

et des rues adjacentes. Bientôt on put distribuer à ces malheureux du pain, des provisions, de l'argent, des vêtements, qu'ils recevaient avec toutes sortes de cris barbares et en portant la main sur leur cœur[1]. Le 17 février, le 18, chaque jour pendant une semaine, de nouvelles colonnes de prisonniers défilèrent par Paris, inspirant la même commisération, provoquant les mêmes charités et affermissant la confiance dans le triomphe final de l'empereur[2]. Cette confiance s'accroissait de ce fait, que les prisonniers russes et prussiens, d'un côté, et les prisonniers autrichiens, de l'autre, se montraient une mutuelle animosité. Les premiers disaient qu'ils devaient leurs défaites à la lenteur des Autrichiens ; les seconds ripostaient que c'était la folle présomption de Blücher qui avait conduit l'armée de Silésie à des désastres mérités. Ils se traitaient de « Cosaques » et de « mangeurs de choucroute », passaient des injures aux menaces et des menaces aux coups. Le général Hullin donna l'ordre de les séparer dans les marches et les cantonnements. On concluait de ces discordes que la mésintelligence régnait aussi aux armées et parmi les états-majors (ce qui était vrai) et on en augurait bien pour la suite des événements[3].

Paris avait recouvré la sécurité. On commençait à

nipotentiaire à Châtillon. Correspondance entre Stadion, Caulaincourt et Clarke, 17 et 19 mars. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668.

1. Rapports de Pasquier, 16 et 20 février. Arch. nat., AF., IV, 1 534. *Journal d'un officier anglais*, 100-101. *Moniteur*, *Journal de l'Empire*, *Gazette de France*, etc., des 16 et 17 février. L. Véron, *Mémoires*, I, 145.

2. Moncey à Rovigo, 16 février. Mortemart à Napoléon, 24 février. Rapports de Pasquier, du 17 au 22 février. Arch. nat., F. 7, 4 290. AF., IV, 1 669 et AF., IV, 1 534. Journaux de Paris, du 18 au 24 février. — Les documents dignes de foi (nous ne parlons naturellement pas des journaux) portent à environ 12 000 les prisonniers qui traversèrent Paris du 16 au 23 février.

3. Mortemart à Napoléon, 24 février, et Rapport de Pasquier, 20 février. Arch nat., AF., IV, 1 669 et AF., IV 1 534.

plaisanter ceux qui avaient envoyé leur mobilier en province ou caché leur or dans les caves. On distribuait aux blessés et aux prisonniers les provisions amassées pendant les jours d'alarme. Les plaisirs, sinon les affaires, reprenaient. Des masques coururent les boulevards pendant les jours gras. Il y eut foule aux derniers bals de l'Opéra qui furent très gais, « bien que, dit assez naïvement le préfet de police Pasquier, la société fût très mal composée en femmes ». Le Palais-Royal reprit son diable au corps. On dansait au Wauxhall, au bal Tarare, au Cirque de la rue Saint-Honoré. Dans les salons, on causait de la mort de Bernardin de Saint-Pierre, de celle de Geoffroy, le célèbre feuilletoniste des *Débats*, et du Mémoire du jeune Villemain : *Sur les avantages et les inconvénients de la critique*, que l'Académie française avait récemment couronné. MM. Aignan et Baour-Lormian, candidats en présence, faisaient leurs visites comme si de rien n'était. M. Denon, qui cumulait les directions du musée et des médailles, ne pensait plus à sauver les tableaux du Louvre. Il s'agissait bien de cela ! on gravait la médaille de Champaubert. Les théâtres retrouvaient leur public. Beaucoup de gens y venaient, comme à la Bourse d'ailleurs, en uniforme de garde national. C'était la mode du jour, comme c'était pour les femmes, la mode de faire de la charpie. On applaudissait les couplets et les tirades patriotiques des pièces de circonstance [1]. L'Opéra donnait l'*Oriflamme* ; le théâtre de l'Impératrice, les *Héroïnes de Belfort* ; les Variétés, *Jeanne Hachette* ; l'Ambigu, *Philippe-Auguste* ; la Gaîté, *Charles-Martel* ; le Cirque français, le *Maré-*

1. Rapports de Pasquier, du 13 au 26 février. Arch. nat., AF., IV, 1 534. *Journal de l'Empire*, *Journal de Paris*, *Gazette de France*, aux mêmes dates. *Journal d'un prisonnier anglais*, 96, 99 et *passim*.

chal de Villars ; le théâtre Feydeau, *Bayard à Mézières :*

Entends le chevalier sans peur !
Des murs de Mézière il te crie :
Viens de ton glaive au champ d'honneur
Faire un rempart à la patrie !

La Comédie-Française annonçait la *Rançon de Duguesclin*, avec Talma et Mlle Georges[1]. Le Vaudeville jouait l'*Honnête Cosaque* de Désaugiers, satire des intentions prétendues pacifiques des souverains alliés et de la prétendue discipline de leurs soldats. Sur toutes les scènes on chantait la *Ronde de la garde nationale*, d'Emmanuel Dupaty :

Gardons-le bien, l'enfant dont la puissance,
A nos esprits doit servir de soutien !
Repose en paix, noble espoir de la France,
Et nous amis, dans l'ombre et le silence.
Gardons-le bien !

Le jour, c'étaient d'autres spectacles : les revues, les défilés de troupes, enfin le dimanche 27 février la présentation à l'impératrice des drapeaux ennemis pris dans les combats de Champaubert, de Montmirail et de Vauchamps. Toute la garnison de Paris était massée sur la place du Carrousel ; le cortège, composé de détachements de la garde nationale, de la garde impériale et de la ligne, avait à sa tête le général Hullin, commandant la première division militaire. Dix officiers de différentes armes portaient les dix drapeaux : un autrichien, cinq russes et quatre prussiens. Les troupes présentèrent les armes, les

1. Il est à remarquer que tous ces sujets de pièces étaient empruntés à l'histoire de l'ancienne France. Or, puisque les joueurs d'orgues étaient autorisés à jouer la *Marseillaise* dans les rues, comment ne pensait-on pas à montrer sur les théâtres des exemples de patriotisme moins anciens : la défense nationale sous la République ? Il semble que tout le monde s'entendît pour faire le jeu des royalistes.

tambours battirent aux champs. L'impératrice, entourée des grands dignitaires et des ministres, reçut les drapeaux dans la salle du trône. Aux paroles emphatiques de Clarke, qui se crut obligé de rappeler Charles Martel et les Sarrasins, Marie-Louise fit cette simple et belle réponse : « Je vois ces trophées avec émotion. Ils sont à mes yeux les gages du salut de la patrie[1]... »

Sans doute, nombre de gens ne jugeaient pas ces victoires décisives et s'attendaient à voir tôt ou tard l'empereur repoussé sur Paris[2]. Mais devant la nouvelle attitude de la population, ils n'osaient plus dire tout haut leur pensée. Les alarmistes faisaient trêve[3]. Les plus sûrs témoignages marquent le relèvement de l'esprit public à l'écho du canon de Champaubert et de Vauchamps. Le baron de Mortemart écrit à l'empereur : « Paris est étonnamment changé. La stupeur dans laquelle je l'avais laissé a fait place à la joie et à l'enthousiasme. On est dans la plus grande sécurité[4]. » Le général Hullin, rebelle à toute illusion, dit dans l'un de ses rapports : « L'esprit public est bon et devient chaque jour meilleur[5]. » Le préfet Pasquier, moins optimiste encore que Hullin, dit de son côté : « Jamais l'enthousiasme n'a été ni plus vif ni plus général[6]. » Les ennemis eux-mêmes constatent la métamorphose de Paris. « Un changement

1. *Moniteur*, 28 février. Rapport de police, 28 février. Arch. nat., F. 7, 3 737.

2. Rapport de police, 21 février. Arch. nat., F. 7, 4 290. Mollien, *Mémoires*, IV, 125. Cf. *Lettres inédites de Talleyrand*, *Revue d'histoire diplomatique*, 1re année, 244, 245.

3. « Il y a quinze jours, les ennemis du gouvernement n'osaient rien dire... » Rapport de police, 21 mars. Arch. nat., F. 7, 6 605.

4. Mortemart à Napoléon, 24 février. Arch. nat., AF., IV, 1 668.

5. Rapport de Hullin, 26 février. Arch. nat., AF., IV, 1 534. Cf. Hauterive à Caulaincourt, 12 février. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 670.

6. Rapport de Pasquier, 16 février. Arch. nat., AF., IV, 1 534.

subit s'opéra dans l'opinion, dit un officier anglais, prisonnier sur parole. Du plus grand abattement on passa à une confiance sans mesure[1]. » « Dès ce moment, dit l'Espagnol Rodriguez (dans un livre qui n'est, de la première page à la dernière, qu'une abominable diatribe contre l'empereur), dès ce moment, la joie et l'allégresse, dont les Parisiens ne peuvent pas se passer bien longtemps, commencèrent à renaître et à se montrer dans les spectacles, dans les sociétés et partout ailleurs[2]. »

Il existe enfin un autre témoignage non moins décisif, celui de la Bourse, de la Bourse que ne guident ni les sentiments généreux ni l'esprit de sacrifice. La rente, qui, à dater du 8 janvier, avait oscillé entre les cours de 48 et de 50 francs, et qui, à la nouvelle de la défaite de la Rothière, le 4 février, était tombée à 47,75, la rente monta, le 11 février, à la nouvelle de la victoire de Champaubert, à 56,50 ; et, jusqu'au 3 mars, les cours se maintinrent entre 57 et 54[3]. Une telle hausse prouve que l'on avait repris confiance dans la fortune napoléonienne, — cette divinité à laquelle les anciens eussent élevé des autels. Le raisonnement, que les succès de l'empereur ne servaient qu'à ajourner sa chute, ne convainquait personne. Si la Bourse eût pensé ainsi, elle eût baissé à la nouvelle des victoires françaises, puisque ces victoires ne faisaient que retarder le triomphe défi-

1. *Journal d'un prisonnier anglais*, 95.

2. *Relation historique de ce qui s'est passé à Paris à la mémorable époque de la déchéance de Buonaparte*, 22.

3. Voir le *Moniteur* de janvier à mars, ou plutot les rapports de Pasquier et les bulletins de police de ces mêmes mois (Arch. nat., AF., IV, 1534, et F. 7, 3 737), où sont rapportées en détail les différentes causes attribuées, à la Bourse même, aux mouvements de hausse : espérances de paix, victoires de l'empereur, arrivée du duc de Vicence à Châtillon, bruit d'armistice, Blücher coupé de sa ligne d'opérations, etc., etc.

nitif des Alliés, c'est-à-dire la paix. Comme la France entière, la Bourse voulait la paix ; mais cette paix, comme tous les Français, elle l'espérait glorieuse ; comme tous les Français, elle la voyait déjà imposée à l'ennemi par l'empereur victorieux.

Tandis que ces batailles gagnées élevaient les cœurs et ranimaient les esprits à Paris et en province[1], dans les départements envahis, les forfaits des Cosaques et des Prussiens[2] excitaient les colères vengeresses. En franchissant le Rhin, les Alliés avaient lancé les plus rassurantes proclamations, et, aux premiers jours de l'invasion, ils avaient en effet maintenu la discipline. Mais déjà la jactance des officiers, leurs propos blessants, leurs façons de dire qu'ils étaient venus pour « museler » la France[3], offensaient les habitants, exaspérés d'ailleurs par l'énormité des réquisitions.

A Langres, outre les denrées nécessaires à la nourriture des troupes, on dut livrer, dans le délai de deux jours, 1 000 chemises, 1 000 paires de guêtres, 500 manteaux de drap blanc pour la cavalerie, 500

1. Biens que moins impressionnable et moins mobile dans ses sentiments que Paris, la province recouvra le calme et la confiance à la nouvelle des victoires de l'empereur. Le bruit courut dans plusieurs provinces que l'ennemi se disposait à évacuer la France. Rapports de préfets, commissaires de police et auditeurs en mission, et rapports du comte François, du 14 février au 6 mars. Arch. nat., AF., IV. 1668 ; F. 7. 3 043, 3 772, 4 290 et 4 291. Préfet de l'Aube à Clarke, 6 mars ; préfet de l'Yonne à Clarke, 2 mars ; général Allix à Clarke, Noyers, 2 mars, etc. Arch. de la guerre.

2. Selon les traditions locales, les Prussiens auraient commis plus d'atrocités encore que les Cosaques eux-mêmes. Mais, d'après l'ensemble des documents authentiques, ils se valaient. Pour le pillage et les violences, les Prussiens et les Cosaques doivent avoir le premier prix (*ex æquo*) ; les Bavarois et les Wurtembergeois, le second. Les Russes réguliers et les Autrichiens n'ont droit qu'à un accessit, mais bien mérité.

3. Caulaincourt à Napoléon, Lunéville, 8 et 24 janvier. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668. Lettres de Dardenne, professeur au collège de Chaumont, citées par Steenackers, 192. — Les habitants ne craignaient pas de riposter à ces paroles. A Bourg-en-Bresse, une jeune femme chez qui logeait un colonel autrichien, lui dit en voyant son drapeau : « Je le connais, j'en ai vu beaucoup de pareils aux Invalides. » Rapport de police, Lyon, 26 février. Arch. nat., F 7, 4 290.

manteaux de drap brun pour l'infanterie et 2 200 culottes, dont 1 000 de drap bleu de ciel. Trois semaines après, les arrondissements de Langres, de Chaumont et de Vassy étaient de nouveau taxés à 26 000 aunes de drap et à 50 000 aunes de toile ; cela sans préjudice des réquisitions particulières imposées aux communes[1]. Vicq, qui comptait à peine 1 000 âmes, fournit en huit jours aux Russes 560 000 livres de pain, 28 000 livres de viande, 360 pièces de vin et d'eau-de-vie, 40 000 livres de pommes de terre, de l'avoine et du fourrage à proportion, enfin 650 cordes *de bois sec* et 500 livres de chandelles[2]. Sur tout le territoire occupé, c'étaient les mêmes réquisitions : dans la Meurthe, dans la Côte-d'Or, dans l'Yonne, dans Seine-et-Marne, dans l'Aube, où Troyes fut taxée par le prince de Hohenlohe à 150 000 francs argent, et à 18 000 quintaux de farine, 12 000 pièces de vin, 3 000 pièces d'eau-de-vie, 1 000 bœufs, 18 000 quintaux de foin, 344 000 rations d'avoine ; dans la Marne, où les caves furent vidées ; dans l'Aisne, où l'ennemi prit 6000 chevaux, 7000 bêtes à cornes et 40 000 moutons[3]. Pour surcroît, les Alliés prétendaient faire payer à leur profit les contributions arriérées de 1813 et les contributions échues de l'année courante. Les percepteurs, ainsi du reste que tous les fonctionnaires publics, étaient tenus de servir les Alliés comme ils avaient servi le gouvernement français. Nombre

1. Documents des archives de Langres, cités par Steenackers, 285.

2. *Tribune littéraire de la Haute-Marne*, n° du 23 août 1855. — A Chaumont, le fameux Radetzky, alors major général, avait laissé la renommée d'un ogre. Il lui fallait chaque jour, pour sa table, trente livres de bœuf, un mouton, un demi-veau, six dindons, oies et poulets, dix bouteilles de vin de Champagne, dix de vin de Bourgogne, trois de liqueurs fines, des tourtes, pâtés, etc.

3. Rapport de police, 14 mars. Arch. nat., F. 7, 4 290. Dépositions des maires et auditeurs en mission, *Moniteur* des 28 février, 5 mars. Lettre du maire de Moret, 27 février. *Journal de l'Empire*, du 3 mars. *Annuaire de l'Aisne pour* 1821, p. 45. Pougiat, *le Département de l'Aube en* 1814, et Fleury, *le Département de l'Aisne en* 1814 *passim*.

d'agents de l'administration étant en fuite, les généraux nommaient à leur place d'autres personnes qui devaient, sous peine de déportation immédiate, accepter les fonctions qu'on leur attribuait[1].

Les réquisitions, c'était bien pour faire vivre et même pour habiller l'armée à peu de frais ; ce n'était pas assez pour contenter les soldats. A mesure que les coalisés pénétrèrent plus avant dans le pays[2] et surtout à leurs premiers revers, ils marchèrent avec le pillage, le viol et l'incendie. « — Je croyais, dit un jour le général York à ses officiers, avoir l'honneur de commander un corps d'armée prussien ; je ne commande qu'une bande de brigands[3]. » Souvent, il faut le reconnaître, la soldatesque agissait à l'encontre des proclamations et des ordres du jour des

1. Arrêtés et nominations du 27 février au 3 mars. Arch. de Laon ; Allix à Clarke, Étivey, 3 mars : « Les percepteurs de l'arrondissement de Dijon ont fui en emportant les rôles. » Arch. de la guerre. Caulaincourt à Napoléon. Châtillon, 16 février. Arch. des affaires étrangères.

« Dispositions générales concernant l'administration des départements conquis ou à conquérir par le feld-maréchal Blücher : Pour préserver les départements de l'anarchie, anarchie produite par l'éloignement des autorités, ordonné par l'empereur Napoléon, et qui pourrait devenir dangereuse, arrête : Les fonctionnaires qui auront pris la fuite seront remplacés ; ceux qui resteront, administreront avec l'intendant prussien. » Signé Ribbentropp, commissaire général des guerres des armées prussiennes. Nancy, 17 janvier. — Rileyew, gouverneur général de Laon, ajoute : « Tout habitant qui, appelé à remplir une place, n'entrerait pas en fonctions dans les vingt-quatre heures, serait transporté dans une forteresse au delà de la Vistule pour y expier l'anarchie dont il serait considéré comme fauteur. » — A Troyes, le prince de Hohenlohe menaçait les récalcitrants non pas de « la déportation au delà de la Vistule », mais tout simplement de la peine de mort.

Voici le serment qui était exigé de ces fonctionnaires malgré eux : « Je promets fidèlement et légalement de ne rien faire publiquement, ni clandestinement, ni directement, ni indirectement, qui soit contraire à la sûreté des puissances alliées. Je promets, de même, de suivre avec zèle et activité les ordres qui me parviendront du quartier général sans restriction ni réserves quelconque ». Arch. de Laon.

2. D'après la déposition du maire de Montereau (*Moniteur* du 28 février), les Alliés disaient : « Nous n'avons commencé le pillage qu'à Chaumont, parce que c'est là que nous voulons reculer les frontières de la France. » Cf. Dardenne, cité par Steenackers, 191-192. — Sur ce projet ou prétendu projet des Alliés, en décembre 1813, d'annexer à l'Allemagne une partie de l'ancien territoire français, voir général Napier, *Guerre de la péninsule*, XII, 281 et la proclamation de Justus Grüdner, Dusseldorf, 13 avril 1815.

3. Droysen, *Leben des Feldmarschalls York*, III, 332.

généraux, et malgré les efforts des officiers[1]. Par malheur, ces belles proclamations et ces sévères ordres du jour étaient imprimés en français. Les Cosaques, les Baskirs, les Kalmouks n'entendaient pas cette langue, et les affiliés du *Tugendbund* affectaient de l'avoir oubliée. D'autre part, au milieu de cette foule d'hommes de différentes nations et en raison des divisions qui régnaient entre eux, les sauvegardes écrites n'étaient point respectées et l'autorité des officiers était presque nulle, souvent même tout à fait méconnue. Après la bataille de Fère-Champenoise, la femme d'un colonel français, tué dans l'action, tomba aux mains des Cosaques. Le propre aide de camp de sir Charles Stewart qui voulut la délivrer fut à moitié assommé et depuis on n'entendit jamais plus parler de la malheureuse[2]. Détail moins tragique, un maire des environs de Pont-sur-Yonne, mandé chez un général, fut dépouillé de ses souliers par le factionnaire, à la porte même du quartier général, et dut entrer nu-pieds dans le salon[3]. Le prince de Metternich affectait de s'apitoyer sur les misères de cette campagne ; il écrivait à Caulaincourt : « Les Mesgrigny ont le bonheur de me posséder dans leur hôtel, bonheur véritable, car je ne les mange pas. C'est une vilaine chose que la guerre,

1. Proclamation de Schwarzenberg, Loërach, 21 décembre, et Troyes, 4 mars, proclamation de Blücher, *s. l. n. d.* (au bord du Rhin, 1er et 2 janvier), et Laon, 13 mars ; proclamation de Bubna, Bourg, 14 janvier ; proclamation de Bulow, Laon, 1er mars ; ordre du jour de Barklay de Tolly, Nogent, 19 février, etc. — Sur les efforts des officiers et notamment des Russes pour empêcher ou arrêter le pillage, voir Pougiat, Fleury, et Steenackers, *passim*.

Blücher, dans sa proclamation du 13 mars, prétend que plusieurs pillards furent, passés par les armes. Pougiat dit aussi que quatre soldats furent condamnés à mort, puis graciés sur la demande du maire de Troyes. Il ajoute : « Si l'on eût fusillé tous les pillards, le prince de Schwarzenberg eût laissé toute son armée à Troyes ». p. 468.

2. Londonderry. *Guerre de* 1813-1814, traduction française, II, 90-91.

3. Déposition du maire de Pont-sur-Yonne, *Moniteur* du 6 mars.

mon cher duc, et surtout quand on la fait avec 50 000 Cosaques et Baskirs[1]. » Les officiers d'une armée rejetaient tous les excès et toutes les violences sur les troupes des autres armées, et ils refusaient d'intervenir quand ce n'étaient pas leurs propres soldats qui étaient en cause. A Moret, un général autrichien répondit au maire, qui le conjurait d'arrêter le pillage de la ville par les Cosaques : « — Ils sont Russes ; je n'ai aucun droit sur eux. » A Chaumont, le grand-duc Constantin, ému par les larmes d'un malheureux jardinier dont on dévalisait la maison, l'accompagna pour chasser les pillards. Il reconnut de loin l'uniforme autrichien : « — Ah ! ah ! dit-il en riant, ce sont les soldats du *papa beau-père !* Je n'ai point à commander ici[2]. »

Que de fois, au reste, c'était par ordre exprès des généraux que cités et villages étaient saccagés ! On portait à la connaissance des troupes que le pillage était autorisé pour deux heures, quatre heures, une journée entière. Les soldats, cela se conçoit, en prenaient toujours plus qu'on ne leur en accordait. Troyes, Épernay, Nogent, Sens, Soissons, Château-Thierry, plus de deux cents villes et villages furent littéralement mis à sac[3]. « Les généraux alliés, disent des

1. Metternich à Caulaincourt, 15 février. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668.

2. Lettre du maire de Moret, *Journal de l'Empire*, du 3 mars. Lettre de Dardenne, citée par Steenackers, 213.

3. Dépositions des conseils municipaux, rapports des auditeurs en mission, lettres de maires. *Moniteur, Journal de l'Empire, Journal de Paris*, du 28 février au 16 mars. *Historique des événements de Pont-sur-Seine*, par le chevalier Brunel, pp. 21-23 ; Pougiat et Fleury, *passim*. « La ville de Troyes a été méthodiquement livrée au pillage pendant trois jours. » Préfet de l'Aube à Montalivet, 13 mars. Arch. nat., F. 7, 4290. « Pendant trente heures environ l'ennemi livra Troyes à un pillage général qu'il restreignit ensuite au quartier bas où il le prolongea pendant onze jours. » Pougiat, p. 208. A Soissons, Winzingerode daigna arrêter le pillage au bout d'une heure.

témoins oculaires, regardaient le pillage comme une dette qu'ils acquittaient à leurs troupes[1]. »

Tantôt les soldats se ruaient à la curée avec des élans sauvages, tantôt ils procédaient de sang-froid, calmement, méthodiquement. Parfois ils daignaient rire. Un de leurs divertissements favoris consistait à mettre nus hommes et femmes et à les chasser à coups de fouet dans la campagne couverte de neige. Ils ne s'amusaient pas moins quand ils faisaient courir autour d'une table, le nez pris dans des pincettes, les notables du village, le maire, le curé, le médecin, ou encore lorsque dans la cour d'un collège, devant les élèves assemblés, ils donnaient la schlague au principal, dépouillé de tous ses vêtements[2].

Simples jeux que tout cela, bons à occuper les loisirs de la garnison. Mais quand le soir d'une bataille gagnée, le lendemain d'une défaite ou même à la suite d'un mouvement quelconque, Cosaques ou Prussiens pénétraient dans une ville, dans un village, dans une ferme, dans un château, toutes les épouvantes y entraient avec eux. Ils ne cherchaient pas seulement le butin ; ils voulaient faire la ruine, le deuil, la désolation. Ils étaient gorgés de vin et d'eau-de-vie, leurs poches étaient pleines de bijoux (on trouva cinq montres sur le cadavre d'un Cosaque), leurs havresacs et leurs fontes étaient bondés d'objets de toute sorte, les chariots qui suivaient leurs colonnes

1. Déposition des maires et adjoints de Montereau et communes avoisinantes, signée de huit personnes dont deux députés. *Moniteur* du 28 février.

2. Déposition des maires de Montereau, Nogent, Provins, *Moniteur*, 28 février et 6 mars. Rapport de Riquetti de Mirabeau, auditeur, et lettre d'un habitant de Sens, *Journal de l'Empire*, 3 mars et 6 mars. Rapport de Desprez, auditeur, *Journal de l'Empire*, 5 mars. Dardenne, cité par Steenackers, pp. 277-278. Lettre du curé de Bucy-le-Long, citée par Fleury, p. 562. Rapport de Vinet, 13 mars. Arch. de la guerre.

étaient chargés de meubles, de bronzes, de livres, de tableaux[1]. Ce n'était pas assez. Comme ils ne pouvaient cependant tout emporter, il fallait que la destruction achevât l'œuvre du pillage. Ils brisaient les portes, les fenêtres, les glaces, hachaient les boiseries, déchiraient les tentures, incendiaient les granges et les meules, brûlaient les charrues et en dispersaient les ferrements, arrachaient les arbres fruitiers et les pieds de vigne, faisaient des feux de joie avec les meubles, cassaient les outils des artisans, jetaient au ruisseau les fioles et les bocaux des pharmaciens, défonçaient les barriques de vin et d'eau-de-vie et en inondaient les caves[2].

A Soissons, 50 maisons furent entièrement brûlées, à Moulins 60, à Mesnil-Sellières 107, à Nogent 160, à Busancy 75, à Château-Thierry, à Vailly, à Chavignon, plus de 100, à Athies, à Mesbrecourt, à Corbény, à Clacy, toutes[3]! Fidèles aux traditions moscovites, les Cosaques commençaient par briser les pompes. La lueur des incendies éclairait des scènes atroces. Les hommes étaient frappés à coups de sabre et de baïonnette. Dépouillés nus et attachés au pied du lit, ils devaient assister aux violences exercées sur leurs femmes et leurs filles ; d'autres étaient torturés, fustigés, *chauffés* jusqu'à ce qu'ils révélassent le secret des cachettes. Les curés de Montlandon et de Rolampont (Haute-Marne) furent laissés morts sur place. A Bucy-le-Long, les Cosaques grillèrent les jambes d'un domestique nommé Leclerc, laissé à la garde

1. Lettre de Vaulay, greffier du tribunal de Nogent, *Journal de l'Empire*, 20 février. Cf. Pougiat, 197, 279. Migneret, *Histoire de Langres*, II, 251.

2. Déposition des maires et rapports des auditeurs en mission, *Moniteur* du 28 février au 16 mars, et Arch. nat., AF., IV, 1 668.

3. Pougiat, 250, 276. Documents de l'enquête ordonnée le 20 mai 1814, cités par Fleury, 554 à 561.

d'un château ; celui-ci persistant à se taire, ils lui emplirent la bouche de foin et y mirent le feu. A Nogent, Hubert, marchand de drap, tiré aux quatre membres par une dizaine de Prussiens, fut quasi écartelé ; une balle bienfaisante termina ses souffrances. A Provins, on jeta un enfant sur des tisons pour faire parler la mère. Ni l'enfance ni la vieillesse ne trouvaient grâce devant la cupidité et la luxure. Une femme de quatre-vingts ans portait un diamant au doigt. La bague était étroite : un coup de sabre trancha le doigt. Des septuagénaires, des fillettes de douze ans furent violées. Pour le seul canton de Vendeuvre, on évalue à cinq cent cinquante les personnes des deux sexes mortes des suites de violences et de coups. Une Lucrèce rustique, la femme Ollivier, prenant en horreur son corps souillé par les Cosaques, alla se noyer dans la Barse[1].

A Château-Thierry, les Russes de Sacken commencèrent le pillage pendant la journée du 12 février ; les Prussiens d'York le continuèrent dans la nuit et la matinée du lendemain. Tout fut saccagé. Comme à Moscou, les Russes ouvrirent les prisons à la tourbe des malfaiteurs pour se faire aider dans leur œuvre infernale. Ils envahirent les maisons, les hospices, les collèges, les couvents, les églises, pillant, violant, massacrant, dévalisant les boutiques, forçant les troncs et les tabernacles, volant les objets sacrés, frappant du fer des lances les prêtres et les religieuses. On compta dix-sept morts. Une femme âgée fut violée sur le cadavre de son mari ; une jeune

1. Rapport de Desprez-Crassier, auditeur en mission ; dépositions des conseillers municipaux de Sens, Nogent, Provins ; lettre de Janson, négociant à Provins. *Moniteur* des 28 février, 4 et 6 mars. *Journal de l'Empire* du 1er mars. *Annuaire du département de l'Aisne* pour 1821, p. 48. *Récit de Magnien*, cité par Steenackers, 280. Rapport de Harel, auditeur en mission, 1er mars. Arch. nat., AF., IV, 1 668. — C'est Pougiat qui porte à 550 les victimes pour le canton de Vendeuvre. Le chiffre nous paraît exagéré.

fille, après avoir subi le même outrage, reçut un coup de lance dont elle mourut le lendemain; d'autres furent jetées dans les écluses. Un homme contraint de servir de guide à un détachement fut mené à coups de fouet et la corde au cou ; à l'arrivée, on lui logea une balle dans la tête. Une nuit, des Prussiens pénètrent dans un pensionnat de jeunes filles. La directrice, les sous-maîtresses, les servantes sont violées. Puis, entendant les lamentations des élèves enfermées au dortoir, les soldats en brisent la porte. Folles de terreur, les malheureuses, presque nues, se réfugient au fond de la salle et s'entassent les unes sur les autres « comme un troupeau de moutons qui ont peur ». Ce spectacle remue au cœur des Prussiens le peu qui y reste de pitié et d'honneur ; ils ont honte d'eux-mêmes : lentement, un à un, ils se retirent, non sans avoir d'ailleurs dévalisé tout le couvent avec la plus grande conscience[1].

A Montmirail, cinquante Cosaques arrivèrent le jour de la foire : « Il y avait beaucoup de monde dans les rues, raconte un habitant, mais chacun se sauva. Le chef fit donner un coup de caisse et expliqua que l'on pouvait circuler librement. Les Cosaques partirent. Une grande heure après, ils revinrent au nombre de quatre ou cinq cents, chargèrent la foule, frappant de la lance et du sabre, piétinant ceux qu'ils renversaient ; plusieurs personnes furent grièvement blessées. Alors ils descendirent de cheval et arrêtèrent une trentaine d'individus. L'un d'eux, dépouillé nu, fut attaché sur une chaise, les pieds dans un baquet de neige fondue, en face de sa maison, dont il assista au pillage et au bris. Les Cosaques prirent

1. Déposition des conseillers municipaux de Château-Thierry, *Moniteur* du 28 février. Lettre de Soulac, maître de poste à Lavallette, *Journal de l'Empire*, 28 février. Cf. Fleury, 104-106.

aussi quinze des notables, les mirent nus et leur donnèrent à chacun cinquante coups de knout. Ils déshabillèrent les hommes et les femmes. Moi-même, j'ai été volé par un chef à qui mes habits et mes bottes convenaient. En majeure partie, les filles et les femmes ont été violées, même dans la rue. Il y en a eu qui se sont jetées par les fenêtres pour se soustraire aux outrages. Des pères eurent les mains coupées à coups de sabre en voulant retirer leurs filles des mains de ces brutaux[1]. » A Crézancy, une reconnaissance de gardes d'honneur débouchant à l'improviste dans le village vit ceci : le maire attaché par le cou à une colonne du lit ; à ses pieds, sa jeune femme violée et évanouie ; sous le berceau de l'enfant, un fagot allumé. Dans le verger voisin, des Cosaques ivres forçaient de malheureuses paysannes à danser avec eux, au son du violon d'un ménétrier dont les épaules saignaient sous le knout[2].

A Sens, le pillage dura neuf jours, du 11 au 20 février. « Ces furieux, rapporte l'adjoint, parcourent la ville de jour et de nuit, pénétrant dans toutes les maisons, enfonçant les armoires, secrétaires, commodes, s'emparant de l'argent, des bijoux, du linge, brisant les glaces et les meubles. Les instruments et outils de toutes professions sont arrachés à leurs propriétaires, cassés, brûlés et dispersés. Des religieuses sont outragées, les temples profanés, les tabernacles forcés, les vases sacrés volés. Des femmes et des filles, à peine nubiles, sont violées sous les yeux de leurs maris et de leurs parents... Ces scènes d'horreur sont répétées tous les jours jusqu'à l'éva-

1. Lettre de Vinet, fabricant de meules à Montmirail, 13 mars. Arch. de la guerre.

2. Ségur, *Mémoires*, VI, 384-385.

cuation de la ville[1]. » Suprême ironie, en quittant cette ville de Sens où il avait présidé au pillage, le prince héritier de Wurtemberg, beau comme un jeune dieu, réquisitionnait vingt-quatre paires de gants blancs[2]!

En exaspérant la population, ces exploits de Bachi-Bozouks et de chauffeurs ramenaient à Napoléon les plus hostiles et armaient les moins belliqueux. Un professeur nommé Dardenne, ardent républicain, écrivait de Chaumont : « Admirez la versatilité de mes opinions. Vous savez combien peu j'aimais ce guerrier farouche à qui, jusqu'à ce jour, ont été soumis les destins de la France... Eh bien! aujourd'hui, je prie les dieux pour la prospérité de ses armes, tant la honte de voir mon pays au pouvoir de ces odieux Cosaques l'emporte sur tous mes autres sentiments[3]. » Le général Allix écrivait d'Auxerre : « L'esprit parmi le peuple va toujours en s'exaspérant, et les fauteurs de l'ennemi n'osent

1. Déposition des conseillers municipaux de Sens, *Moniteur* du 6 mars et *Gazette de France* du 7 mars.

2. Lettres de Lydiar, élève au lycée de Sens, *Journal de l'Empire*, 1er mars. — Sur le prince de Wurtemberg dont Napoléon écrivait : « Le prince de Wurtemberg s'est couvert de boue ; il a volé et pillé partout où il a passé » (*Correspondance*, 21 329). Dardenne (cité par Steenackers, 237) conte cette jolie historiette : « Un paysan qui avait une blouse neuve et une paire de bons souliers est arrêté par deux soldats qui lui prennent ses souliers. Des passants lui conseillent d'aller porter plainte au prince de Wurtemberg : — Dieu m'en préserve! dit-il, le prince me prendrait ma blouse. »

Le prince de Wurtemberg était, comme on sait, allié aux Bonaparte par le mariage de sa sœur, la belle et courageuse princesse Catherine, avec le roi Jérôme. Apres les événements de 1814, le roi Frédéric et le prince usèrent en vain de toutes les prières et de toutes les menaces pour engager celle-ci à se séparer de son mari : « Si j'étais capable d'un pareil procédé, répondit-elle, je ne mériterais pas votre estime. Ma résolution m'est inspirée par le sentiment et par l'honneur. Je suivrai mon mari là où le sort le conduira, n'importe où. » *Briefwechsel der Konigen Katharina*, II, 108.

3. Quatorzième lettre de Dardenne, citée par Steenackers, 193. — Dans une autre lettre, Dardenne écrivait : « La résistance commence donc à s'organiser. On résiste à Bar, on résiste dans nos environs. Ah! puissions-nous bientôt apprendre que l'on résiste partout. »

plus élever la voix[1]. » Enfin, le préfet de Seine-et-Marne, résumait l'opinion générale par ces mots : « Les habitants se consoleront des malheurs passés et sont prêts à de nouveaux sacrifices, pourvu qu'il soit fait justice des Cosaques[2]. »

Et lorsque les paysans, si cruellement désabusés sur les promesses des proclamations, s'écriaient qu'ils étaient prêts « à poursuivre les ennemis comme des bêtes féroces[3] », ce n'étaient point de vaines menaces. Lorrains, Comtois, Bourguignons, Champenois, Picards saisissaient les fourches, les vieux fusils de chasse échappés aux réquisitions préfectorales comme aux perquisitions des Alliés, ramassaient sur les champs de bataille, les fusils des morts[4] et couraient sus à l'ennemi, s'il ne se présentait pas en trop grande force ou s'il battait en retraite. A Montereau, à Troyes, dans la dernière heure du combat, les habitants firent pleuvoir des tuiles, des meubles sur la tête des Autrichiens, les fusillèrent à travers

1. Allix à Clarke, 5 mars. Cf. Allix à Clarke, 7 et 9 mars : « La population est exaltée malgré l'opposition de quelques bourgeois qui font mille politesses à l'ennemi. » Rœderer à Clarke, 2 mars. Capitaine Sion à Clarke, 2 mars. Arch. de la guerre.

2. Préfet de Seine-et-Marne à Montalivet, 9 mars. Arch. nat., F. 7, 4 290. — Cf. rapports du comte François, du 5 février au 10 mars, *passim*. Arch. nat., F. 7, 4 291. Lettre du préfet des Ardennes, 10 février, et rapport du commissaire général de police dans la Côte-d'Or et l'Yonne : « ... Le département de l'Yonne est un de ceux qui ont le plus souffert. En déplorant avec ces malheureux habitants, les maux dont ils ont été accablés, je ne puis cependant m'empêcher de croire, avec tous les fonctionnaires locaux, que l'esprit public a gagné depuis lors, et que la conduite odieuse des ennemis, *en produisant l'effet naturel de les faire abhorrer*, n'a fait que mieux sentir à tous les citoyens le besoin de se serrer étroitement autour du trône de l'empereur, dont le génie vient de les délivrer de ces prétendus libérateurs. » 2 mars. Arch. nat., F. 7, 4 290. Cf. Caulaincourt à Napoléon, Châtillon, 24 février : « ... L'ennemi ravage les campagnes ; aussi l'exaspération des paysans est-elle fort grande », et Bassano à Caulaincourt, Guignes, 16 février : « La conduite de l'ennemi rend la guerre nationale. L'exaspération des habitants est telle qu'ils ont égorgé un grand nombre d'hommes isolés. » Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668.

3. Sous-préfet de Thonon à Montalivet, 8 mars. Arch. nat., F. 7, 6 605.

4. Joseph à Montalivet. Rovigo à Chabrol. Chabrol à Froidfonds, 15, 16 et 20 février. Arch. nat., F. 9, 753.

les volets et les soupiraux des caves. A Château-Thierry, des ouvriers amenèrent sous les balles prussiennes des barques aux soldats de la garde. Pendant le sac de Soissons, une servante blessa deux Prussiens qui lui voulaient faire violence ; et un boucher, s'étant posté, armé d'un coutelas, au bas de l'escalier d'une cave, saignait dans l'ombre les pillards. Les riverains de la basse Marne arrêtèrent en quatre jours 250 Russes et Prussiens. Le lendemain de Champaubert, un enfant de treize ans amena aux avant-postes du 6e corps deux grenadiers russes. « — Ces gaillards-là voulaient broncher, dit-il, en brandissant un grand couteau d'équarrisseur, mais je les ai bien fait marcher. » Sur la route de Chaumont à Langres, un parti de paysans délivra 400 soldats d'Oudinot pris à la bataille de Bar-sur-Aube. Entre Montmédy et Sézanne, sur une étendue de plus de quarante lieues à vol d'oiseau, les villages étaient complètement désertés par leurs habitants, qui faisaient dans les bois la guerre d'embuscade. En Bourgogne, en Dauphiné, dans les Ardennes qui étaient en pleine insurrection, dans l'Argonne dont 2 000 partisans gardaient les défilés, en Nivernais, en Brie, en Champagne, les paysans organisés en compagnies franches ou accourant au son du tocsin, combattaient à côté des troupes régulières[1].

Le curé de Pers, près Montargis, se fit chef de partisans. A la tête d'une dizaine d'hommes armés de fusils à deux coups, il défendait son village, dressait des embuscades au loin, arrêtait les convois. En sa

1. Allix à Clarke, 5 mars. Saint-Vallier à Clarke, 21 février et 10 mars. Commandant de la Ferté-sous-Jouarre, à Berthier, 4 mars. Arch. de la guerre. Mortemart à Napoléon, 4 mars. Lemoine à Rovigo, 5 mars. Rapport de Drouet (s. d.). Arch. nat., AF., IV, 1670 et F. 7, 4 290. Journal de Langeron. Arch. topogr. de Saint-Pétersbourg. Richter, *Geschichte des deutschen Freiheitskrieges*, III, 253. Fabvier, *Journal*, 35, etc.

qualité de commandant, il marchait à cheval, la soutane retroussée, le sabre au côté et le fusil en bandoulière ; mais à la moindre alerte, il mettait pied à terre, et, pour encourager ses hommes, il tirait toujours le premier coup de feu[1]. Dans les environs de Piney, la ferme des Gérandots fut appelée le tombeau des Cosaques. On leur faisait bon accueil, on leur servait à boire à discrétion, et quand ils cuvaient leur eau-de-vie, le fermier, ses fils et ses valets de charrue les fusillaient à travers les croisées. Aucun ne sortit des Gérandots pour raconter ce qui s'y passait[2]. Une jeune veuve qui habitait, non loin d'Essoyes, une grande maison isolée donna à coucher à soixante Cosaques après les avoir enivrés. La nuit venue, elle réunit ses domestiques et se faisant aider par eux, elle mit le feu à sa propre demeure[3]. Près de Bar-sur-Ornain, les paysans massacrèrent un général prussien resté en arrière avec une petite escorte[4]. Un garde-chasse de Sauvage, nommé Louis Aubriot, avise en face de sa maison quatre dragons prussiens dont deux sont descendus de cheval. Il sort armé, abat de ses deux coups de fusil les deux cavaliers et tombe à coups de crosse sur les deux autres dragons, qui restent à demi assommés. « Les quatre chevaux et trois prisonniers sont près de moi, écrit le général Vathiez ; l'autre dragon est mort[5]. » — Un contre quatre ! Horace conquit à moins sa renommée. — L'Egorgeur de Vailly (c'est le surnom que garda un manouvrier du village, ancien soldat d'une force herculéenne) ne

1. Rapport du commandant de Montargis. Arch. nat., AF., IV, 1 670.

2. Ségur, *Mémoires*, VI, 416. Pougiat, 143.

3. Petiet, *Journal du 5e corps de cavalerie*, 47.

4. Rapport à Berthier, 6 mars. Arch. nat., AF., IV, 1 667.

5. Vathiez à Napoléon, Gandelup, 25 février. Arch. nat., AF, IV. 1668.

s'attaquait qu'à trois hommes à la fois. Il s'offrait pour guide aux Alliés égarés quand ils n'excédaient pas ce nombre, et il les tuait chemin faisant. Une servante de Presles éventra avec sa fourche deux Cosaques endormis dans une grange. A Crandelain, les habitants assaillirent pendant la nuit un poste de Cosaques et les exterminèrent[1]. Longtemps dans le Laonnois, les paysans ne voulurent point boire de l'eau des puits où tant de cadavres avaient été cachés.

Les officiers alliés prisonniers avouaient que leurs soldats étaient terrifiés par la prise d'armes des paysans, « les Prussiens surtout qui avaient l'expérience de ce que peut produire l'exaspération patriotique[2] ». Les détachements ennemis n'osaient plus cantonner dans les villages ; ils se faisaient apporter les réquisitions au bivouac. Dans la peur d'être massacrés par les habitants, des soldats restés en arrière vinrent se rendre prisonniers aux avant-postes français[3]. Les bois, les lisières des forêts, les bords des rivières et des étangs, les chemins encaissés, devenaient des coupe-gorge. Des bandes de dix, de vingt, de cinquante, de trois cents individus armés de fusils

1. Fleury, 107, 316, 322, 323, et traditions locales. — Comme on ferait un volume entier avec les traits de férocité des alliés, on en ferait un autre avec les actes de représailles des paysans, souvent non moins féroces. Dans la nuit du 7 au 8 mars les habitants de Paissy, d'Ailles et d'Oulches, hommes et femmes, achevèrent les blessés russes sur le plateau de Craonne. Il faut dire, non pour excuser ce hideux massacre, mais pour expliquer la colère vengeresse qui l'inspira, que l'avant-veille, à l'approche des Cosaques, ces mêmes paysans avaient abandonné leurs villages et s'étaient réfugiés dans les carrières de la montagne. Les Cosaques les enfumèrent comme renards au terrier. Grâce à un puits d'aération, les adultes purent résister à l'asphyxie, mais plusieurs enfants périrent étouffés.

2. Rapports d'officiers russes prisonniers. Corbény, 7 mars. Arch. nat., AF., IV, 1 668. Cf. Rapport de Sion à Clarke, 2 mars. Arch. de la guerre. Journal de Langeron, Arch. de Saint-Pétersbourg, n° 29 103.

3. Rapport à Clarke du capitaine Sion chargé d'accompagner les courriers anglais, 2 mars. Arch. de la guerre. Bassano à Caulaincourt, Guignes, 16 février. Arch. des affaires étrangères, 668.

de chasse, de fourches, de haches, se tenaient en embuscade, prêts à se jeter sur les détachements, prompts à fuir en se dispersant si passaient des colonnes. « Il fallait, dit un historien allemand, des escortes considérables aux convois et cent cavaliers pour accompagner un courrier [1]. » Malheur aux traînards, aux isolés, aux vedettes, aux patrouilles, aux convoyeurs ! La chasse était ouverte.

1. Richter, *Geschichte des deutschen Freiheitskrieges*, III, 254 (Richter a consacré un chapitre à ce qu'il appelle la guerre des Partisans). Cf. Journal de Langeron. Arch. de Saint-Pétersbourg, et les proclamations de Blücher, Laon, 13 mars ; de Schwarzenberg, Troyes, 10 mars ; de Turpin (transfuge français nommé par les Alliés préfet provisoire de la Marne), Châlons, 17 février. Arch. nat., AF., IV, 1668, etc., etc., toutes remplies de menaces contre les paysans qui prennent les armes.

II

L'INVASION. — LES PREMIÈRES BATAILLES POSITIONS DES ARMÉES LE 26 FÉVRIER

La marche des Alliés en France ne fut d'abord qu'une promenade militaire. Après avoir franchi le Rhin en douze ou quinze colonnes, depuis Bâle jusqu'à Coblentz, du 21 décembre au 1er janvier, les armées coalisées refoulèrent sans peine les petits corps français espacés sur la frontière. Marmont, Macdonald, Victor, le prince de la Moskowa, comptaient tout au plus 46 000 combattants[1]. Schwarzenberg, commandant l'Armée de Bohême, et Blücher, commandant l'Armée de Silésie, amenaient en première ligne près de 250 000 soldats[2]. Devant de telles

1. Marmont : 12 726 hommes. Macdonald : 10 200. Victor : 6 300. Ney : 7 240. Cavalerie (1er, 2e et 5e corps) : 9 750. Total : 46 216 hommes. — Situation de la Grande Armée au 1er janvier 1814. Arch. nat., AF., IV*, 1 347, et situations de 1814. Arch. de la guerre. — Nous ne comptons naturellement ici que les corps opposés, en rase campagne, à Schwarzenberg et à Blücher, dans les quinze premiers jours de l'invasion.

2. Armée de Bohême (dite aussi *Grande Armée*), commandée par Schwarzenberg : 1er corps (Colloredo) : 15 708 hommes. 2e corps (prince Aloys Lichtenstein) : 12 708. 3e corps (Gyulai) : 14 732. 4e corps (prince royal de Wurtemberg) : 14 000. 5e corps (de Wrède, Bavarois) : 34 200. 6e corps (Wiggenstein) : 21 066. Divisions légères (Bubna et Moritz Lichtenstein) : 11 240. 6e corps d'Allemagne : 13 250. Réserves autrichiennes (prince héritier de Hesse-Hombourg) : 18 500. Grandes réserves russes et prussiennes (Barclay de Tolly) : 38 696. Cosaques de Platow : 6 000. Total : 200 100.

Armée de Silésie commandée par Blücher : Corps prussien (York) : 19 560. Corps russe (Sacken) : 19 400. Corps russe d'Olsufjew : 5 697 (détachés du corps de Langeron) et 2 000 cavaliers de Korff (détachés du même corps). Total : 46 657.

Total général pour les Alliés entrés en France dans la première quinzaine de janvier 246 757 hommes.

Il faut ajouter à ce chiffre :

masses, qui menaçaient à chaque étape de les déborder, les maréchaux ne purent que se replier, combattant et escarmouchant le plus possible, mais évitant tout engagement sérieux où ils se fussent inutilement compromis. Sauf Dôle, Chalon, Tournus,

1° Pour l'Armée de Bohême : la division Prohaska : 9 000 ; la division wurtembergeoise de Doring : 10 600 ; le 8e corps d'Allemagne (Hochberg) : 10 330. — Ces troupes n'entrèrent en France qu'au mois de février.

2° Pour l'Armée de Silésie : le corps Kleist : 20 000. Le corps Langeron : 19 500 hommes (déduction faite des troupes de ce corps déjà entrées en France et du détachement laissé devant Mayence). — Les corps Kleist et Langeron passèrent la frontière, le premier, à la fin de janvier, le second, en plusieurs fractions, en février et en mars. — 4e corps allemand : 12 000. 5e corps allemand : 9 320. — Ces deux corps n'entrèrent pas en France.

3° L'Armée du Nord, commandée par Bernadotte : Corps de Bülow : 30 000. Corps de Winzingerode : 36 000. Corps du prince de Weymar : 23 000. Corps de Walmöden : 15 000. Corps suédois : 23 000. Corps du duc de Brunswick : 32 000. — Seuls les corps Bülow et Winzingerode, réduits ensemble à 42 800 hommes, entrèrent en France au mois de février.

4° Les armées de seconde ligne, Russes de Beningsen et de Rostowsky, Prussiens de Tauenzien, landwehr, réserves autrichiennes, etc. — Ces diverses troupes, évaluées à plus de 300 000 hommes, firent le siège des places d'Allemagne ou restèrent dans les garnisons. Elles ne prirent pas part à l'invasion.

5° L'Armée d'Italie (Bellegarde) : 74 000, opérant contre le prince Eugène.

6° Anglais, Espagnols, Portugais, Napolitains : 160 000.

Rapport de Barclay de Tolly, 25 décembre 1813 ; tableau de la composition des armées alliées en 1814. Arch. topogr. de Saint-Pétersbourg, n°s 46 692, 22 854 et 22 860. Cf. Plotho, III, annexes, pp. 1-15, 29-40.

En résumé, les Austro-Prusso-Russes envahirent la France au commencement de janvier avec 245 000 hommes, et — s'il n'y avait eu les pertes à défalquer — les nouvelles troupes qui passèrent la frontière de la fin de janvier aux premiers jours de mars auraient élevé ce chiffre à 420 000 hommes, y compris les 72 000 Anglo-Espagnols de Wellington. Si l'on ajoute à ce total les troupes de seconde ligne et de réserve, et les armées des Pays-Bas, d'Espagne et d'Italie, l'on doit compter plus d'un million d'hommes.

Les forces françaises, d'après les états de situation, s'élevaient au milieu de février à 650 000 hommes, y compris, naturellement, les armées de Catalogne, des Pyrénées, d'Italie, des Pays-Bas, les garnisons des places fortes au delà et en deçà du Rhin et de tous les dépôts de la France et de l'Italie, mais non compris les gardes nationales. (Situation générale au 15 février. Arch. nat., AF., IV*, 883 ; situations journalières du 15 au 22 février, et état sommaire des troupes françaises en avril. Arch. de la guerre.)

Il est inutile, sans doute, de faire remarquer que, tant du côté des Alliés que du côté des Français, il y a de la fantasmagorie dans ces chiffres. Les effectifs y sont établis d'après des situations journalières parfois antérieures de deux mois aux tableaux récapitulatifs ; il n'y est tenu compte ni des pertes, ni des désertions, ni des indisponibles. On peut sans crainte réduire ces chiffres d'un quart et peut-être même d'un tiers. En portant à 400 000 hommes pour les Français et à 750 000 hommes pour les Alliés le nombre des soldats présents sous les armes et disponibles par toute l'Europe, on sera dans la vérité.

Bourg, Sain-Jean de Losne, les villes ouvertes se rendirent à la première sommation. Les places fortes, les généraux alliés, instruits à l'école de Napoléon — plus d'un même avait servi sous ses ordres, — ne s'avisèrent pas de s'arrêter à en faire le siège. Ils les tournèrent, laissant devant elles quelques troupes d'investissement, et ils poussèrent droit au cœur de la France. A l'extrême gauche, Bubna s'empara de Genève et s'avança sur Lyon par le Jura et la vallée de la Saône. Au centre, les différentes colonnes de Schwarzenberg, passant par Dôle et Auxonne, par Montbéliard et Vesoul, par Remiremont et Epinal, par Colmar et Saint-Dié, gagnèrent Dijon, Langres, Bar-sur-Aube. A la droite, les deux corps de Blücher, descendant les routes de Lorraine, débouchèrent sur Vassy, Saint-Dizier et Brienne. Le 26 janvier, presque toutes les troupes alliées se trouvaient entre la Marne et les sources de la Seine : leur concentration était pour ainsi dire faite[1].

L'empereur partit ce jour-là de Châlons, espérant prévenir cette concentration et attaquer les Prussiens avant qu'ils ne se fussent réunis aux Austro-Russes. Il réussit à joindre Blücher isolé dans Brienne et à lui infliger une sanglante défaite. Mais Brienne n'est pas loin de Bar-sur-Aube. Le feld-maréchal se replie sur l'armée de Schwarzenberg. Celle-ci ébranle ses masses, se porte en avant, et, le 1er février, s'engage la bataille de la Rothière, où les Français luttent huit heures, un contre trois, sans se laisser acculer à l'Aube, et imposent assez à l'ennemi pour opérer

1. Cf. Plotho, *Der Krieg in Deutschland und Frankreich*, III. 14 à 90. Bernhardi, *Denkwürdigkeiten des Grafen von Toll*, IV. 134 à 258. Schulz, *Geschichte der Kriege in Europa*, XIII, 4, 23, 67. Beitzke, *Geschichte der Deutschen Freiheitskriege*, II, 193-203. Bogdanowitsch, *Geschichte des Krieges* 1814 (traduit du russe, par Baumgarten), I, 49-83.

le lendemain leur retraite sur Troyes par le seul pont de Lesmont[1].

La joie fut immense chez les Coalisés. 50 canons et 2000 prisonniers étaient restés en leurs mains; 4000 morts ou blessés jonchaient la plaine. Mais ce n'étaient pas ces trophées et ces hécatombes qui exaltaient les Alliés. Au reste, 6000 des leurs n'avaient-ils pas été fauchés par la mitraille[2]? C'était une bataille gagnée sur Napoléon en plein territoire français. Le charme rompu à Leipzig ne s'était pas reformé. L'empereur n'était plus invincible : donc, à considérer les forces énormes dont on disposait contre lui, il était vaincu. Alexandre félicitait Blücher en ces termes : « Cette victoire couronne toutes les autres, » et Sacken terminait son rapport par ces mots : « A partir de ce jour, Napoléon cesse d'être un ennemi dangereux, et le czar peut dire : Je donne la paix au monde[3]. » La tête montée par ce facile triomphe, les Alliés s'imaginèrent que nul obstacle désormais ne pouvait les arrêter et qu'ils n'avaient plus qu'à aller dicter la paix dans Paris. La dernière armée française n'était-elle pas, non seulement en retraite, mais dispersée, évanouie? Les officiers Alliés se donnaient rendez-vous à huitaine dans le jardin du Palais-Royal[4], et le czar disait au général Reynier qui rentrait de captivité en vertu d'un échange : « — Nous serons à Paris avant vous[5]. »

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 135, 21 136, 21 140, 21 141, 21 150, 21 160. *Moniteur*, 3 et 6 février. Fain, *Manuscrit de* 1814, 47, 67-87. Marmont, *Mémoires*, VI, 29-39; Plotho, III, 116-130. Danilewsky, *Darstellung des Feldzuges in Frankreich*, I, 49-50.

2. Plotho, III, 126. Bogdanowitsch, I, 126. Koch, I, 186.

3. Journal de Nikitin, Journal de Sacken cité par Bogdanowitsch, I, 126.

4. Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères, fonds Russie, 25.

5. Hauterive à Caulaincourt, 17 février. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 670.

Dans un conseil de guerre, tenu le 2 février au château de Brienne, on résolut de marcher incontinent sur Paris. Afin de donner à Blücher, « le héros de la Rothière », la satisfaction d'opérer seul, comme aussi pour faire plus facilement vivre ces nombreuses troupes, on décida que l'on marcherait en deux colonnes. L'armée de Silésie, après s'être complétée du côté de Châlons, avec les corps d'York, de Kleist et de Kapzéwitsch, qui arrivaient du Rhin, descendrait le long de la Marne; l'armée de Bohême se porterait sur Troyes d'où elle s'avancerait vers Paris par les deux rives de la Seine[1]. Telle était la confiance, tel était l'aveuglement des souverains alliés et de leurs conseillers que, indifférents à toute considération stratégique, ils ne s'inquiétaient plus que de l'amour-propre de leurs généraux et de la commodité de leurs gîtes d'étape!

Le vieux Blücher, qui avait toujours dans les veines du sang de colonel de hussards, se mit aussitôt en mouvement. Le 3 février il était à Braux, le 4 à Sommepuis, le 6 à Goudron, poussant les corps d'York et de Sacken sur Château-Thierry, et suivi à deux journées de marche par les corps de Kleist et de Kapzéwitsch. Pendant ce temps, Schwarzenberg, l'éternel temporiseur, marchait processionnellement sur Troyes. Au lieu de poursuivre avec vigueur l'armée française et de la forcer dans cette ville, il hésite, multiplie les contre-ordres et les contremarches, se laisse intimider par les reconnaissances offensives de quelques partis de cavalerie, et fait si bien qu'il permet à l'empereur de donner du repos à ses soldats, de concentrer de nouvelles troupes, de réorganiser son armée, enfin de se reconnaître dans

1. Plotho, III, 140-141. Varnhagen von Ense, *Biographische Denkmale*, III, *Blücher*, 300.

ce grand désarroi[1]. L'empereur évacua Troyes seulement le 6 février, et en toute tranquillité. Il se retira sur Nogent. Avec un peu d'audace, en attaquant Troyes à l'est par Laubressel et au sud par la route de Bar-sur-Aube, Schwarzenberg pouvait terminer la guerre d'un seul coup.

L'empereur était dans la situation la plus critique. Son entrée à Troyes avait été lamentable. Pas une acclamation, pas un vivat ; le plus morne silence, personne dans les rues, chacun renfermé dans sa demeure. L'armée se trouvait sans vivres, avec des magasins vides et au milieu d'une population qui ne donnait aucun secours, gardant tout afin de satisfaire aux prochaines réquisitions de l'ennemi. Les habitants ne se mettaient en peine que pour provoquer à la désertion ces conscrits abattus par la fatigue, la faim et la défaite. Un grand nombre, 6 000, dit-on, quittèrent les régiments. L'entourage de l'empereur, les états-majors, les troupes étaient dans la stupeur. Les vieux soldats disaient : « Où nous arrêterons-nous[2] ? » Seul de tous, dans l'armée et dans le pays, l'empereur ne désespérait pas. Sans doute, pendant ces quelques jours, ses lettres trahissent d'extrêmes inquiétudes et un décroissement d'assurance. Il donne à son frère Joseph des instructions pour l'abandon éventuel de Paris; il fait écrire au prince Eugène d'évacuer la haute Italie, au général Miollis d'évacuer Rome, au maréchal Suchet d'évacuer Bar-

1. Ordres de marche de Blücher et de Schwarzenberg des 3, 5 et 6 février, cités par Plotho, III, 133, 138, 163. *Correspondance de Napoléon*, 21 171 à 21 192.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 208 : « Ramassez beaucoup de pain, nous mourons de faim. » (N° 21 214, Daure, commissaire ordonnateur). « L'armée meurt de faim. Tous les rapports que vous faites qu'elle est nourrie sont controuvés. Douze hommes sont morts de faim, quoiqu'on ait mis tout à feu et à sang sur la route pour en tirer des subsistances. Bellune n'a rien, Gérard n'a rien, la cavalerie de la garde meurt de faim. » Cf. Fain, 91, 93. Ségur, *Mémoires*, VI, 295-296. Pougiat, 188-189.

celone, au prince Borghèse d'évacuer le Piémont ; il autorise le duc de Vicence, son plénipotentiaire au congrès de Châtillon, à accepter les conditions des Alliés. Mais que de restrictions il met à ces ordres, qui dictés par les circonstances présentes doivent rester subordonnés aux circonstances à venir ! combien il y mêle de brèves exhortations au courage, de rappels à la confiance[1] ! En même temps, l'empereur réorganise ses divisions, détermine leurs emplacements, médite de nouvelles manœuvres, donne des ordres pour les armées de Lyon, des Pyrénées, des Pays-Bas, s'occupe de la situation militaire et politique de Paris, veille à tous les détails d'armement, d'habillement, d'approvisionnement, d'administration, pourvoit aux commandements vacants, signe des décrets sur la presse, réprimande ses ministres, et au milieu de tant de graves soucis, il pense à écrire au roi Joseph : « Tenez gaie l'impératrice, elle se meurt de consomption[2]. » On jurerait, au calme extraordinaire de l'empereur, que la France n'est pas envahie et qu'il est à la veille d'entreprendre quelque lointaine expédition avec deux cent mille soldats !

Les Alliés regardaient déjà la campagne de France comme terminée ; pour Napoléon, elle allait seulement commencer. Tandis que les temporisations de Schwarzenberg laissent à l'empereur la liberté de ses mouvements, Blücher s'engage témérairement dans une marche latérale où il échelonne ses quatre corps d'armée à plus d'une étape les uns des autres[3]. Il

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 176, 21 178, 21 189, 21 190, 21 212, 21 213, 21 216, 21 190, 21 195, 21 204.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 171 à 21 218. Registre de Berthier, du 3 au 8 février. Arch. de la guerre.

3. Ordre de marche de Blücher, 6 février, cité par Plotho, III, 163.

prête le flanc à Napoléon. Dans la nuit du 7 au 8 février, lorsque le duc de Bassano entre chez l'empereur afin de lui faire signer des dépêches pour Châtillon, il le trouve couché à terre sur ses cartes piquées d'épingles. « — Ah ! vous voilà, lui dit Napoléon, en détournant à peine la tête. Il s'agit maintenant de bien d'autres choses. Je suis en ce moment à battre Blücher de l'œil[1]. » Le lendemain, l'empereur donne ses ordres. Le maréchal Victor, ayant le maréchal Oudinot en seconde ligne, restera à Nogent pour disputer aux Austro-Russes le passage de la Seine. Le corps de Marmont, qui a déjà commencé son mouvement, la garde et la cavalerie de Grouchy remonteront par Sézanne pour attaquer l'armée de Silésie en marche sur la route de Châlons à Paris[2]. Au reste, l'empereur ne précipite rien. Il a à cœur de ne pas faire de faux mouvement. Depuis deux ou trois jours déjà il médite sa belle manœuvre, mais avant de commencer d'agir il veut que Blücher soit irrémédiablement compromis. C'est le 9 février seulement que Napoléon quitte Nogent de sa personne ; il couche à Sézanne, et le 10, ayant rejoint à 9 heures du matin le corps de Marmont devant les défilés de Saint-Gond, il lance ses colonnes à l'attaque. Le corps d'Olsufjew, repoussé de position en position au delà de Champaubert, est presque entièrement anéanti. Plus de 2 000 prisonniers dont Olsufjew et deux autres généraux, 15 bouches à feu, des équipages, des drapeaux restent aux mains des Français. 1 500 hommes à peine échappent au désastre. Les soldats enthousiastes appellent le bois de Champaubert : le Bois enchanté[3].

1. Fain, 97.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 208, 21 221, 21 232. Registre de Berthier (ordres des 8 et 9 février). Arch. de la guerre.

3. *Correspondance de Napoléon*, 21 229. Fain, 97-99. Fabvier, *Journal du 6e corps*,

Le beau mouvement stratégique de Napoléon a réussi. La colonne allongée de l'armée de Silésie est coupée en deux tronçons. L'empereur s'interpose entre Blücher, qui arrive de Châlons, et Sacken et York, qui refoulent Macdonald jusque vers Meaux. Ces deux généraux viennent d'être instruits de la marche de l'armée française ; ils rebroussent chemin et se replient en toute hâte sur Montmirail. L'empereur les y devance. Comme la veille à Champaubert, la victoire est complète. Perdant 4 000 hommes, Russes et Prussiens se retirent ou plutôt s'enfuient par la route de Château-Thierry. Les Français les poursuivent et, le lendemain, 12 février, ils leur infligent une nouvelle défaite, leur tuant ou leur prenant 3 000 hommes, les forcent dans Château-Thierry et les rejettent en désordre derrière l'Ourcq[1].

Blücher cependant, s'imaginant que ses deux lieutenants avaient imposé à l'armée impériale, continuait tranquillement sa marche. Le 12 février, il était à Bergères ; le 13, il poussa jusqu'à Champaubert, repliant sans peine vers Fromentière le corps de Marmont que l'empereur avait chargé d'observer les mouvements des Prussiens[2]. Averti par un officier du duc de Raguse, l'empereur quitte Château-Thierry dans la nuit du 13 au 14. A huit heures du matin, il arrive à Montmirail et ordonne à Marmont, qui a repris son mouvement rétrograde, de faire demi-tour et d'attaquer l'ennemi quand celui-ci débouchera de Vauchamps. Vigoureusement chargée et d'ailleurs

33-35. Plotho, 177-178. Bernhardi, IV, 382-383. Schulz, XII, 112. Bogdanowitsch, II, 180-184.

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 231, 21 232. *Moniteur*, 13, 14 et 16 février, Plotho, III, 179-182. Bernhardi, IV, 391-397. Schulz, XII, 117, 122. Bogdanowitsch, II, 187-197.

2. Marmont, *Mémoires*, VI, 55, 56. Muffling, *Kriegsgeschichte der Jahres* 1814, II, 55, 56.

surprise, l'avant-garde prussienne rentre en confusion à Vauchamps, d'où elle sort bientôt dans le même état. Derrière les troupes de Marmont, Blücher voit s'avancer toute la garde. Le cri redouté de : « Vive l'empereur! » poussé par dix mille voix, arrive jusqu'à lui comme un roulement de tonnerre. Il se décide à la retraite. Pendant deux heures ses troupes formées en carrés, par échiquier, se retirent en bon ordre, soutenant calmement le feu de l'artillerie de Drouot et les assauts furieux de la cavalerie de la garde. Mais par un magnifique mouvement tournant, Grouchy, avec la cavalerie de la ligne, a devancé l'ennemi en arrière de Fromentière. Il commande la charge. Ses trois mille cinq cents cavaliers enfoncent et pénètrent cette masse de vingt mille Prussiens, y jettent le désordre et la panique. Ils sabrent presque sans résistance, traçant dans les carrés de sanglants sillons. Culbutés par les fuyards, confondus avec eux, Blücher, le prince Auguste de Prusse, les généraux Kleist et Kapzéwitsch faillirent dix fois être pris, tués, foulés aux pieds des chevaux. La poursuite dura fort avant dans la nuit. Blücher perdit 6 000 hommes et, comme il arrive parfois dans les batailles qui tournent vite en déroutes, l'action ne fut meurtrière que pour les vaincus. L'armée française eut à peine 700 hommes hors de combat[1].

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 248, 21 252, 21 255. Registre de Berthier, 13 février. Arch. de la guerre. Marmont, *Mémoires*, VI, 56-60. *Moniteur*, 16 février; Muffling, 57-61. Plotho, III, 186-187. Schulz, XII, 132-133.

Les historiens allemands ont cherché à diminuer l'honneur de ces belles victoires en disant que les Français s'y battaient deux contre un. Pour prouver la chose, ils diminuent arbitrairement les effectifs des Alliés, et ils grossissent ceux de l'empereur. Or, d'après les situations des archives de la guerre et d'après les chiffres portés pour les corps alliés au passage du Rhin par les rapports étrangers, voici le tableau des troupes combattantes dans ces différentes rencontres: (Il est bien entendu que nous défalquons 20 pour 100 de pertes pour les troupes d'Olsufjew et de Sacken ayant livré bataille à Brienne et à la Rothière, et 10 pour 100 pour celles d'York, de Kleist et de Kapzéwitsch).

A Champaubert : corps d'Olsufjew : 4 700 hommes. — Divisions Ricard et

L'intention de l'empereur était de poursuivre Blücher jusqu'à Châlons, d'en finir avec les débris de l'armée de Silésie, puis de se rabattre par Vitry sur les derrières de l'armée de Bohême [1]. Mais des dépêches lui apprennent que les Austro-Russes ont prononcé leur mouvement offensif, replié Victor et Oudinot, avancé leurs têtes de colonnes sur Provins, Nangis, Montereau et Fontainebleau [2]. Paris est menacé, — plutôt Paris semble menacé, car la nouvelle des défaites de Blücher a déconcerté singulièrement le grand état-major des Coalisés. Ils deviennent fort hésitants. Jomini consulté dit qu'il faut marcher droit sur Paris. Le conseiller ordinaire du roi de Prusse, le général Knesebeck, dont la parole fait toujours autorité, se récrie : « — Paris ! Paris ! c'est pour avoir voulu y marcher que Blücher s'est fait battre. Qu'avons-nous besoin de voir l'Opéra de Paris [3] ? » La marche en avant fut suspendue. Pour les journées des 15, 16 et 17 février, les différents corps alliés reçurent l'ordre de rester dans leurs posi-

Lagrange : 3 200 ; 1er corps de cavalerie : 1 500 ; 2 escadrons de garde impériale : 150. Total : 4 700 Russes contre 4 850 Français.

A Montmirail : corps Sacken : 15 700 ; brigades Pirch et Horn (du corps York), 16 bataillons : 7 000. — Division Ricard : 1 200. Vieille garde (10 bataillons) : 4 000. Cavalerie de la garde : 4 200 ; gardes d'honneur : 900. Divisions de Ney : 2 500. Total : 22 700 Russes et Prussiens contre 12 800 Français.

A Vauchamps : corps Kleist (moins la division Klux) : 13 500 : débris du corps Olsufjew : 1 500 : Kapzéwitsch : 6 500. — Divisions Ricard et Lagrange : 3 000 : 1er et 2e corps de cavalerie : 3 600 ; cavalerie de la garde (moins la division Colbert) : 3 300 : 1 bataillon de vieille garde : 400. Total : 21 500 Prussiens et Russes contre 10 300 Français.

Il est bon de rappeler, d'ailleurs, aux apologistes de Blücher que c'était seulement avec 24 000 hommes, — l'élite de son armée, à la vérité — que Napoléon avait entrepris ces opérations contre les 57 000 hommes de l'Armée de Silésie.

1. *Correspondance de Napoléon*, n° 21 261.

2. Ordres de marches de Schwarzenberg, 11 et 13 février, cités par Plotho, *der Krieg in Deutschland und Frankreich*, III, pp. 146-155. *Correspondance de Napoléon*, 21 244, 21 253, 21 256.

3. Jomini, *Précis politique et militaire des campagnes de* 1813 *et* 1814, publié par le colonel Lecomte (1886), II, 238-239

tions, « afin d'attendre le développement des manœuvres de l'empereur Napoléon[1] ».

Ces manœuvres ne se firent pas attendre. Le 14 février, sur le champ de bataille même de Vauchamps, l'empereur a arrêté son plan. Pour couvrir Paris, il doit abandonner la poursuite de Blücher, son premier objectif ; mais, d'autre part, l'ordre décousu où se trouve l'armée de Bohême, échelonnée sur une ligne de près de vingt lieues, expose cette armée au sort de l'armée de Silésie. Le 15 février, l'empereur atteint Meaux, et le lendemain Guignes, par une marche forcée qu'abrègent pour une partie de l'infanterie des charrettes mises en réquisition. La garde fait sa jonction avec les corps de Victor, d'Oudinot et de Macdonald. Le 17, on débouche de Guignes. Le corps de Victor, qui forme tête de colonne, culbute et extermine à Mormant les huit bataillons et les vingt-quatre escadrons du comte Pahlen. Deux heures après, Victor a un autre engagement heureux, à Valjouan, contre la division Lamothe qu'il rejette sur Donnemarie. Il continue sa marche vers Montereau, replie sur le plateau de Surville les avant-postes du prince de Wurtemberg et s'arrête à Salins avec le gros de ses troupes[2]. En

1. Ordres de Schwarzenberg des 15 et 17 février, cités par Plotho, III, 157-158, 207-211.

2. L'empereur a durement reproché au duc de Bellune de ne pas avoir occupé Montereau ce jour même. *Correspondance*, 21 286, 21 297, et t. XXVII, p. 192. Si, en effet, Victor se fût emparé du pont de Montereau le 17 février, l'empereur, débouchant le lendemain, coupait la retraite au corps Bianchi, et venait prendre à revers les corps de Wiggenstein et de Wrède, à Bray et à Nogent. L'armée de Bohême éprouvait le même sort que l'armée de Silésie. Mais Victor, après avoir marché et combattu toute une journée, pouvait-il enlever, dans un combat de nuit (car il ne fût arrivé devant Montereau qu'entre 6 et 7 heures du soir), cette position à 14000 Wurtembergeois ? La chose est fort douteuse, d'autant plus douteuse que le lendemain 18, il fallut six heures de combat, 4 divisions d'infanterie, 2 divisions de cavalerie, et un grand déploiement d'artillerie pour déloger le prince de Wurtemberg. Ou il faut conclure de l'irritation de l'empereur qu'il croyait Montereau occupé seulement par

même temps, Macdonald, au centre, s'avance sur Bray, Oudinot, à la gauche, sur Provins. L'empereur arrive à Nangis, avec la garde[1].

L'armée austro-russe était partout refoulée, et sa tête qui avait poussé jusqu'à Fontainebleau et jusqu'à Nemours risquait de se voir couper la retraite. Schwarzenberg prit peur. Il s'empressa d'envoyer le comte Paar au quartier-impérial; ce parlementaire était porteur d'une lettre pour Berthier : « Ayant reçu la nouvelle, écrivait Schwarzenberg, que les plénipotentiaires ont dû signer hier les préliminaires de paix à Châtillon, aux conditions proposées par le duc de Vicence et acceptées par les souverains alliés, j'ai arrêté les mouvements offensifs contre l'armée française. Les vôtres continuent. Je vous propose de les faire également cesser[2]. » Dans cette lettre, Schwarzenberg mentait à miracle. Il savait parfaitement que les préliminaires n'avaient pas été signés. S'il avait arrêté son offensive, ce n'était nullement à cause des nouvelles de Châtillon, c'était sous l'effet du retour menaçant de Napoléon. L'empereur ne s'y trompa point. Il lui était trop facile de voir que toutes ces fausses assurances avaient pour unique but de l'amener à conclure un armistice, à la faveur

une partie du corps de Wrède, et non par le corps entier du prince du Wurtemberg, ou il faut penser, comme le dit Fain, que Napoléon avait d'autres griefs contre Victor. Ce maréchal avait montré autant de mollesse que d'imprévoyance dans la défense de l'Alsace. Voir *Correspondance*, 21 066, et lettre de Caulaincourt, Lunéville, 7 janvier. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668 : « Tout le monde s'accorde à dire que le duc de Bellune ne fait rien, ne sort pas de chez lui et ne se donne aucun soin pour avoir des renseignements... »

Disons, en passant, que si un des lieutenants de l'empereur mérita des reproches dans ces glorieuses journées, ce fut assurément Macdonald. En se portant les 10 et 11 février, comme il devait le faire (*Correspondance*, 21 228 et 21 235), de la Ferté-sous-Jouarre à Château-Thierry, il eût coupé la retraite vers l'Ourcq aux corps en déroute de Sacken et d'York, dont pas un seul homme n'eût échappé.

1. Fain, 110, 111. Plotho, III, 211-213. Schulz, XII, 166.

2. Schwarzenberg à Berthier, Bray, 17 février (soir). Archives nationales, AF., IV, 1669.

duquel les Austro-Russes pourraient opérer une concentration en arrière. « Proposition absurde, écrivit-il à Joseph, puisque c'est me faire perdre tous les avantages de mes manœuvres. » L'empereur laissa éclater son indignation dans la lettre à son frère, mais à tout hasard, il s'abstint de l'exprimer au prince de Schwarzenberg. Il différa sa réponse que le comte Paar dut attendre trois jours aux avant-postes[1].

Pendant ce temps, Napoléon poursuivit sa marche offensive. Le 18 février, Gérard avec le 2e corps passé, au milieu de l'action, sous son commandement, par suite de la disgrâce du duc de Bellune[2], et Pajol avec sa cavalerie délogèrent les Wurtembergeois du plateau de Surville, franchirent à leur suite le pont de Montereau et les rejetèrent entre la Seine et l'Yonne. Le même jour, Macdonald repoussa Wrède sur Bray, Oudinot chassa vers Nogent les avant-postes de Wiggenstein et Allix contraignit Bianchi à évacuer Nemours. Il en fallait moins pour décider Schwarzenberg à une prompte retraite. Du coup, il envoie les bagages à Bar-sur-Aube et concentre à Troyes toutes les troupes, fort heureuses d'en être quittes pour la

1. « Le prince de Schwarzenberg vient d'envoyer un parlementaire... Il est difficile d'être lâche à ce point... Ces misérables, au premier échec, tombent à genoux... » *Correspondance*, 21 293. Cf. sur la mission du comte Paar, Bernhardi, IV, p. 486-490, et Bogdanowitsch, I, p. 238-240.

2. Cette disgrâce ne fut pas de longue durée. Quelques heures après avoir été relevé de son commandement, Victor écrivit à l'empereur :

« Bivac près Montereau, 18 février... La lettre que S. A. S. le prince Alexandre m'a écrite cette nuit de la part de Votre Majesté m'a blessé dans mon honneur... Je vais donc chez moi dans une circonstance où je désirais sacrifier ma vie pour le service de Votre Majesté. J'y regretterai que la calomnie et l'imposture m'aient privé du plaisir de faire ce sacrifice. » Arch. nat., AF., IV, 1669.

Qui se ravisa ? L'empereur ou le maréchal ? Fain dit que ce fut Victor. Le duc de Bellune, raconte-t-il, monta au château de Fréville et dit à l'empereur : « Je n'ai pas oublié mon ancien métier. Je vais prendre un fusil. Je trouverai une place dans les rangs de la vieille garde. » Victor reçut aussitôt le commandement des deux divisions de la jeune garde, nouvellement formées, et comptant 10 000 baïonnettes.

peur et pour trois marches forcées[1]. Retardée par de faux mouvements de Macdonald et d'Oudinot et par un encombrement aux passages de la Seine qui en fut la conséquence, l'armée française perdit le contact. Ce fut seulement le 22 février, passé midi, que ses têtes de colonnes débouchèrent dans la plaine de Troyes, tandis qu'à la gauche, la division Boyer débusquait de Méry l'avant-garde de Blücher, qui, après avoir réuni à Châlons ses troupes dispersées, s'était le 19 mis en marche vers l'Aube pour opérer sa jonction avec Schwarzenberg[2].

Devant Troyes, la grande armée alliée était rangée en ligne de bataille, sa droite à la Seine, sa gauche au village de Saint-Germain[3]. Il était trop tard pour que l'empereur pût engager l'action, d'autant que toutes ses troupes n'avaient pas rejoint. Mais la journée du lendemain promettait bien. Le mouvement de Napoléon sur la Seine n'avait qu'à demi réussi puisque des sept corps de l'armée de Bohême, cinq s'étaient dérobés à son épée. Enfin, Schwarzenberg s'arrêtait ! L'empereur allait en finir avec lui d'un seul coup, dans une sanglante et décisive bataille. Les Français, le cœur retrempé au feu des victoires, avaient la confiance et l'ardeur. Si les Austro-Russes étaient, sans doute, en forces bien supérieures, la mauvaise position qu'ils avaient prise, un fleuve à dos, balançait l'avantage du nombre, et quelle était leur démoralisation ! Quant à l'armée de Silésie qui menaçait son flanc gauche, l'empereur ne s'en effrayait pas. Pour franchir la Seine à Méry

1. Ordre de marche de Schwarzenberg, Trainel, 18 février, cité par Plotho, III, 217.

2. *Moniteur*, 27 février. Bogdanowitsch, I, 257. Müffling, II, 68, 69.

3. Ordre de Schwarzenberg pour le 22, Troyes, 21 février, cité par Plotho, III, 223.

où le pont était détruit et où la rive gauche avait une muraille de vieux soldats d'Espagne, il faudrait à Blücher au moins vingt-quatre heures. Dans vingt-quatre heures, l'empereur aurait battu Schwarzenberg, et si l'armée de Silésie débouchait alors, elle courrait grand risque d'être battue à son tour et jetée dans la rivière.

Schwarzenberg, par malheur, pensait comme Napoléon. Il voyait les immenses dangers de cette bataille et il « ne se souciait pas, par crainte de l'opinion publique, de sacrifier une magnifique armée à la gloire de la France[1] ». Le lendemain, 23 février, dès quatre heures du matin, les Austro-Russes commençaient leur retraite sur l'Aube, laissant seulement devant Troyes un rideau de troupes, et vers onze heures, le prince de Neufchâtel recevait une nouvelle proposition d'armistice. Cent cinquante mille hommes refusaient le combat à soixante-dix mille.

Le czar, le roi de Prusse, Knesebeck, d'autres encore voulaient qu'on livrât bataille; Schwarzenberg, lord Castlereagh, Nesselrode, Toll, Wolkonsky, étaient d'un avis contraire. L'empereur d'Autriche, qui avait peu d'idées à lui, pensait comme Schwarzenberg. En attendant qu'on tombât d'accord, Schwarzenberg, dans la nuit du 22 au 23 février, prit sur

1. Lettre de Schwarzenberg, Bar-sur-Aube, 26 février, citée par Bernhardi, IV, 478-479 : « ... Napoléon ayant concentré toutes ses forces pour nous livrer bataille, c'était un premier motif pour lui refuser cette bataille, mais le motif principal était qu'un échec suivi d'une retraite jusqu'au Rhin aurait anéanti toute notre armée... Livrer une bataille décisive contre une armée qui combat avec toute la confiance qu'elle a gagnée dans de petites rencontres et qui manœuvre sur son propre territoire, avec des vivres et des munitions à sa portée, et l'aide des paysans révoltés, c'est une entreprise à laquelle seules les plus extrêmes nécessités pourraient me contraindre... Il me touche peu que les journalistes disent : « Ah ! si un autre se fût trouvé à la tête de cette belle armée, les choses se seraient passées autrement ! » Cela m'est égal. Je ne saurais rester en paix et jouir de mes biens et de mes honneurs, si ma conscience me reprochait d'avoir agi par crainte de l'opinion publique et, pour cela, d'avoir sacrifié une magnifique armée à la gloire de la France. J'ai beaucoup souffert en prenant le parti de refuser la bataille, mais je suis resté inébranlable et personne n'aurait pu me faire changer d'avis. »

lui d'ordonner la retraite[1]. Et il faut rendre justice au général autrichien, cette décision, d'une si excessive prudence qu'elle paraisse au premier abord, était le salut. L'armée n'était pas moralement en état de recevoir la bataille ce jour-là. A la guerre, comme partout, il faut savoir choisir son heure. C'est avec raison que Thielen a dit : « Le prince de Schwarzenberg a fait, de lui seul et contre l'avis de tous, deux manœuvres auxquelles on doit le succès de cette campagne : la première le 23 février, en battant en retraite à Troyes, la seconde le 20 mars, en attaquant les Français à Arcis-sur-Aube[2]. »

Au matin, les ordres de retraite, qui d'ailleurs avaient reçu un commencement d'exécution, furent ratifiés par un conseil de guerre tenu à huit heures chez le roi de Prusse. On arrêta en outre que l'armée prendrait position derrière l'Aube[3]. La veille, le comte Paar était revenu des avant-postes français, porteur d'une lettre de Napoléon pour l'empereur d'Autriche et d'une lettre de Berthier pour Schwarzenberg. Ces deux lettres, bien qu'écrites sur un ton quelque peu comminatoire, laissaient néanmoins percer le désir et la possibilité d'un arrangement[4]. Le conseil décida qu'un nouveau parlementaire serait envoyé au quartier-impérial pour y réitérer la demande d'une suspension d'armes[5]. Affamées, perdues de froid, fatiguées par les marches forcées et les nuits de bivouac, meurtrières en la saison, démo-

1. Ordre de marche de Schwarzenberg, Troyes, 23 mars (1 heure du matin), cité par Plotho, III, 226.

2. Thielen, *Feldzug der verbündeten Heere Europa's 1814*, 295.

3. Plotho, III, 227.

4. *Correspondance de Napoléon*, 21 344 et lettre de Berthier à Schwarzenberg, Nogent, 22 février, citée en note au tome XXVII de la *Correspondance*. — Il sera reparlé de la lettre de l'empereur au chapitre suivant, p. 106.

5. Schwarzenberg à Berthier, Troyes, 24 février. Arch. nat., AF., IV. 1 669.

ralisées par les défaites et par cette retraite de plus de vingt-cinq lieues qui menaçait, disaient tout haut les officiers, de ne prendre fin qu'au delà du Rhin, les troupes alliées « semblaient non point opérer une marche rétrograde, mais être en pleine déroute à la suite d'une bataille perdue[1] ». En ces circonstances, un armistice, convention purement militaire qui n'engageait pas les diplomates de Châtillon, présentait de grands avantages aux Coalisés. Il y avait pour eux nécessité pressante de rétablir l'ordre dans leur armée et de la faire reposer quelques jours dans de bons quartiers.

L'empereur reçut à Châtre, dans l'atelier d'un charron où il avait passé la nuit, l'envoyé de Schwarzenberg. Le prince de Lichtenstein donna les plus grands éloges à la vaillance des troupes françaises, au génie de leur chef et ne dissimula rien de la situation embarrassée où se trouvaient les Alliés. Mis par ces confidences en humeur de causer, l'empereur demanda s'il était vrai que la guerre fût devenue dynastique et que les souverains eussent le projet de rétablir les Bourbons. A ces questions, et à de légitimes représentations sur la présence des princes tolérée en France, Lichtenstein répondit que tous ces bruits étaient faux, que l'Autriche ne se prêterait pas à de pareilles combinaisons et que d'ailleurs les souverains ne poursuivaient qu'un seul but : la paix. Plus ou moins confiant en ces assurances, sincères sans doute mais données par un homme peu clairvoyant, l'empereur congédia Lichtenstein en lui promettant d'envoyer dès le lendemain un officier général aux avant-postes pour négocier l'armistice[2].

1. Bogdanowitsch, I, 271. Cf. Jomini, II, 241 et Plotho, III, 231.

2. Fain, 126-128. Cf. Bogdanowitsch, I, 262 qui se plaint que Lichtenstein ait par ces paroles donné trop de confiance à Napoléon.

Troyes où l'empereur comptait le jour même entrer sans coup férir, était encore occupée par une partie du corps de Wrède. Au moment de l'assaut, ce général envoya un billet à Napoléon portant qu'il évacuerait la ville le lendemain matin, mais que si l'attaque n'était point suspendue à l'instant, Troyes serait incendiée. L'empereur n'hésita pas à sacrifier au salut de Troyes la destruction des Bavarois. Il fit cesser le feu et coucha au faubourg des Noues[1]. L'enthousiasme qui éclata à son entrée dans la ville, le matin du 24 février, fit contraste avec l'accueil glacé et presque méprisant qu'il avait reçu vingt jours auparavant. Les forfaits des Alliés et ses récentes victoires avaient changé et transporté les esprits. Jamais aux retours triomphaux d'Austerlitz et d'Iéna, les acclamations n'avaient été plus nombreuses, plus sincères, plus ardentes. L'empereur put à peine se frayer passage. « C'était à qui presserait ses bottes et baiserait ses mains[2]. » A ces cris de : « Vive l'Empereur ! » se mêlèrent les cris : « A bas les traîtres ! » Pendant le séjour des souverains, deux ex-émigrés, le marquis de Vidranges et le chevalier Gouault, non contents de porter la cocarde blanche et la croix de Saint-Louis, et, raconte-t-on, de fouler aux pieds en pleine rue, sous les yeux des Prussiens, un drapeau tricolore, avaient fait imprimer à mille exemplaires la proclamation de Louis XVIII et l'avaient distribuée par la ville. En outre, ils avaient présenté au czar une adresse ayant pour objet le rétablissement des Bourbons. Vidranges, le plus compromis, avait quitté Troyes afin de se rendre près du comte d'Artois. Son complice, Gouault, paya pour tous deux et pour bien d'autres, plus coupables encore. Dénoncé

1. Fain, 131. Pougiat, 256, 399. Bogdanowitsch, I, 266.

2. Fain, 132. Pougiat, 276.

par la clameur publique, il fut arrêté, déféré à une commission militaire et fusillé, sur la place du marché au blé, moins d'une heure après le prononcé de la sentence. Le chevalier Gouault mourut en brave, la croix de Saint-Louis sur la poitrine, criant : « Vive le roi ! » et commandant le feu. On a dit que son exécution précipitée empêcha l'empereur de lui faire grâce[1].

Les Alliés n'avaient demandé un armistice qu'afin de gagner quelque relâche; ils espéraient que les hostilités seraient suspendues par le fait seul de la réunion des commissaires à Lusigny. Napoléon, on le conçoit, ne l'entendait pas ainsi. Il avait l'avantage, il en voulait profiter. Il lui fallait pour cela rester maître de ses mouvements. Le général Flahaut, arrivé à Lusigny dans l'après-midi du 24 février, déclara que les pourparlers n'interrompraient pas les opérations militaires, lesquelles ne s'arrêteraient qu'après l'échange des ratifications[2]. En effet, ce jour-là même, Gérard et Oudinot poursuivirent les Bavarois sur la route de Bar-sur-Aube jusqu'à Montiéramey, tandis que Macdonald, marchant vers Bar-sur-Seine, repliait l'arrière-garde autrichienne jusqu'à Saint-Pierre-aux-Vaudes[3]. Les coalisés étaient donc vivement menés, et il n'était pas douteux qu'à

1. Lettre de Napoléon à Augereau, Troyes, 26 février (non citée dans la *Correspondance*). Arch. nat., AF., IV, 906. *Journal de l'Empire* du 28 février. *Journal des Débats* du 16 avril. Vidranges, *L'un des derniers forfaits de Bonaparte* (br. in-8°, Paris, 1814), pp. 1 à 9. Fain, pp. 133-139. Montrol, *Histoire de Champagne*, p. 421. Pougiat, pp. 278-287. — D'après Koch, I, 205, qui n'est pas suspect de bonapartisme, le chevalier Gouault s'était rallié à l'empire et s'en était montré très chaud partisan. A la fin de décembre 1813, il avait brigué et obtenu le commandement de la cohorte de gardes nationales de Troyes. Mais ce commandement lui ayant été retiré, il revint aux opinions de sa jeunesse.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 359, et lettre de Flahaut à Napoléon, Lusigny, 24 et 25 février. Arch. nat., AF., IV, 1 669.

3. Registre de Berthier (lettre à Oudinot, Gérard, Macdonald, 24 février). Arch. de la guerre. Bogdanowitsch, I, 268.

moins de se résoudre à une bataille, ils devraient abandonner la ligne de l'Aube, comme l'avant-veille ils avaient abandonné celle de la Seine. A la vérité, Blücher qui occupait Méry et Anglure, sur le flanc des Français, multipliait ses messages, demandant des ordres et s'offrant à opérer une diversion pour dégager la grande armée. Mais, d'un autre côté, Bubna, refoulé sur l'Ain par les lieutenants d'Augereau et menacé de perdre Genève, réclamait instamment des renforts [1].

Le 25 février, à huit heures du matin, les trois souverains tinrent à Bar-sur-Aube un nouveau conseil de guerre, où furent convoqués Schwarzenberg, Metternich, lord Castlereagh, Nesselrode, Hardenberg, Radetzky, Diebitsch, Wolkonsky et Knesebeck. Sur la demande du roi de Prusse, on se réunit dans la chambre même de ce général, soudain tombé malade. « — Nous ne pouvons nous passer, disait Guillaume, des conseils de Knesebeck. » On s'entendit sans peine sur la nécessité d'envoyer des renforts à Bubna. Il fut résolu que le prince de Hesse-Hombourg, réunissant sous son commandement le 1er corps d'armée et le 6e corps d'Allemagne, ainsi que la 1re division des réserves autrichiennes, quitterait incontinent l'armée de Bohême et se porterait sur la Saône afin d'arrêter les progrès d'Augereau, de débloquer Genève et d'assurer cette ligne de communication. La question de la défense ou de l'abandon de l'Aube vint ensuite en délibération. La discussion fut animée, presque violente. Schwarzenberg protestant que l'armée, déjà très affaiblie par le feu et les marches, allait être encore diminuée des troupes envoyées contre Augereau avec le prince de

1. Varnhagen, *Biographische Denkmale*, III, 334-335. Lettre de Schwarzenberg à Blücher, citée par Bernhardi, IV, 497. Bogdanowitsch, I, 261, 273.

Hesse-Hombourg, déclara qu'il n'y avait d'autre parti que la retraite. Le czar qui était toujours pour l'action, et que les récentes lettres de Blücher avaient pénétré de leur feu, combattit l'avis de Schwarzenberg. Il insista longtemps et vivement sur les avantages d'une bataille où l'armée de Bohême, en position derrière l'Aube, contiendrait Napoléon, tandis que l'armée de Silésie l'attaquerait de flanc. Alexandre dut néanmoins céder à l'opinion du conseil. Mais, reprenant aussitôt la discussion, il demanda que l'ordre de retraite ne s'étendît pas aux troupes de Blücher, et que le feld-maréchal fût laissé entièrement libre d'opérer à sa guise soit pour engager une action contre les Français, soit pour marcher sur Paris. Schwarzenberg ne voyait pas sans inquiétude Blücher se commettre en un nouveau mouvement latéral qui, exécuté dans les mêmes conditions que celui des premiers jours de février, pouvait amener les mêmes désastres. Il eût préféré que Blücher se réunît à lui; ou du moins qu'il se concentrât sur la Marne et y restât dans l'expectative [1].

Le czar cependant imposa sa volonté, disant que si sur ce point encore le conseil décidait contre son avis, il quitterait la principale armée avec le corps de Wiggenstein, et toutes les réserves russes pour se réunir à l'armée de Silésie. Le roi de Prusse qui, selon la remarque d'un habitant de Troyes, avait l'air du premier aide de camp d'Alexandre [2], déclara qu'il ferait la même chose avec sa garde royale. On arrêta que l'armée de Bohême se retirerait sur Langres, où elle se préparerait soit à recevoir une bataille si l'empereur continuait sa marche en avant,

1. Lettre de Schwarzenberg à Blücher, 23 février, citée par Bernhardi, IV, 497. Cf. Plotho, III, 266-267.

2. Rapport de Proteau, Troyes, 24 février. Arch. nat., AF. IV, 1 669.

soit à reprendre l'offensive si l'armée de Silésie attirait sur elle l'effort des Français. Pour Blücher, il serait laissé maître de ses opérations; mais comme son armée était réduite à 48,000 hommes, le conseil, sur la proposition du czar, décida que le corps de Winzingerode, qui était aux environs de Reims, et le corps de Bülow, qui arrivait de Belgique, seraient mis sous son commandement. Lord Castlereagh se chargea d'écrire à Bernadotte pour l'informer que, dans l'intérêt général, le conseil de la coalition avait dû renforcer l'armée de Silésie par les corps de Bülow et de Winzingerode, jusque-là appartenant à l'armée du Nord. En dédommagement, Bernadotte recevrait le commandement supérieur des troupes hanovriennes, anglaises et hollandaises qui opéraient dans les Pays-Bas[1].

Le lendemain, 26 février, toute l'armée austro-russe avait repassé l'Aube. Barclay de Tolly se dirigeait de Chaumont sur Langres; Wurtemberg marchait sur Blessonville; Gyulai, sur Arc-en-Barrois; Wiggenstein occupait Colombey. Dans l'après-midi, le corps de Wrède, qui formait l'arrière-garde, était débusqué du pont de Dolencourt et des faubourgs de Bar par les troupes d'Oudinot et de Gérard, tandis que Macdonald s'avançait sur la Ferté-sur-Aube, forçant la garnison autrichienne à évacuer Châtillon[2]. Pour Blücher, dont l'armée avait franchi l'Aube à

1. Protocole de la délibération du 25 février, et lettres d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume à Blücher, citées par Bogdanowitsch, I, 274, 487, II, 314. Cf. Metternich, *Mémoires*, II, 190-191. Jomini, II, 242. Danilewsky, I, 166. Bernhardi, IV, 519-521; Plotho, III, 231-232. — Selon Plotho, généralement si exact, et plusieurs historiens français et étrangers, le conseil aurait été tenu le 24 à Vendeuvre. C'est une erreur. Les documents originaux, protocole de la séance et lettres du roi de Prusse et de l'empereur de Russie à Blücher, portent : *Bar-sur-Aube*, 25 *février*.

2. Ordre de Schwarzenberg pour la journée du 26 (Bar-sur-Aube, 25 février), cité par Plotho, III, 233-235. Oudinot à Berthier, Ailleville, 26 février. Arch. nat., AF., IV, 1669. Registre de Berthier, 26 février. Arch. de la guerre.

Anglure, la veille et l'avant-veille, il prononçait son mouvement vers Paris par la grande route de Coulommiers[1].

La position générale des armées, le 26 février, était celle-ci : Napoléon, maître de Troyes, avait dans sa main, concentrés entre la Seine et l'Aube, 74 000 hommes et 350 pièces de canon[2]. Devant lui, la grande armée coalisée, réduite à environ 120 000 soldats[3], se repliait sur Chaumont et Langres. Vers sa gauche, Blücher avec 48 000 hommes[4] entreprenait une marche de flanc des plus hasardeuses ; le feld-maréchal risquait d'être attaqué sur ses derrières par Napoléon, tandis qu'il serait contenu sur son front

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 367, 21 380. Marmont, *Mémoires*, VI, 197-199. Müffling, *Kriegsgeschichte des Jahres* 1814, II, 73-74.

2. 7e corps (Oudinot) : 17 028 hommes. 11e corps (Macdonald) : 8 797. 2e corps (Gérard) : 6257. 1re et 2e divisions de jeune garde (Ney) : 2 244. 1re et 2e divisions provisoires de jeune garde (Victor) : 12 556. 1re division de la vieille garde (Friant) : 6 000. 1re division de la réserve de Paris (duc de Padoue) à Nogent : 3 430. Grand parc (Sorbier) et réserve d'artillerie de la garde : 2 000 hommes. Total pour l'infanterie et l'artillerie : 58 912 hommes.

Division de cavalerie Roussel : (Brigades Vathiez, Osmert, Grouvel et Sparre) 2 174, 2e corps de cavalerie (Saint-Germain) : 2 380. 5e corps de cavalerie (Milhaud) : 3 351. 6e corps de cavalerie (Kellermann, comte de Valmy) : 3 819. 2e et 3e divisions de cavalerie de la garde sous Nansouty (Exelmans, La Ferrière) : 3 168. Total pour la cavalerie : 15 042 hommes. Total général : 73 954 hommes.

Situations du 21 février au 1er mars. Arch. de la guerre. Cf. (pour l'effectif des corps de Ney et de Victor) : lettre de Ney à Berthier, Arcis-sur-Aube, 26 février et rapport de Drouot à Napoléon, Fismes, 4 mars, Arch. nat., AF., IV, 1 669, et musée des Archives — (pour la composition de la division Roussel) : *Correspondance de Napoléon*, 21 306, et registre de Berthier, 28 février. Arch. de la guerre ; — (pour l'artillerie) : lettres de Dulauloy et de Sorbier à Napoléon, 19 février, Arch. nat., AF., IV, 1 669, et situations des 19 janvier, 25 mars et 1er avril. Arch. de la guerre.

3. Prendre l'effectif de l'Armée de Bohême à son entrée en France (**1814**, p. 60), et défalquer, outre le corps de Bubna et d'Aloys Lichtenstein, les troupes envoyées contre Augereau sous le commandement du prince de Hesse, et environ 20 pour 100 pour les pertes, les malades et les garnisons laissées sur les derrières ; ajouter en revanche les renforts reçus : la division Prohaska et la division wurtembergeoise du général Doring.

4. York : 14 288. Kleist : 9 800. Sacken : 13 700. Rudzewitsch, Kapzéwitsch et Korff (lieutenants de Langeron) : 10 ou 11 000 hommes. Cf. Journal de Langeron. Arch. topogr. de Saint-Pétersbourg, no 29 103. Droysen, *Leben des Feldmarschalls York*, III, 234 ; et Plotho, III, 261, qui porte ces forces à 50 000 hommes en évaluant trop haut les divisions de Langeron.

par les corps de Marmont et de Mortier que des renforts allaient porter à plus de 16 000 combattants[1]. A la droite de l'empereur, le général Allix, l'un des officiers les plus énergiques de toute l'armée, défendait la ligne de l'Yonne avec 2 000 soldats, ralliant autour de lui les paysans de la levée en masse[2]. De Paris, où la France envoyait chaque jour des cadres et des recrues, partaient chaque jour pour les armées des bataillons, des escadrons, des batteries[3]. Enfin les gardes nationales s'organisaient dans toutes les provinces ; et sur le théâtre de la guerre, les paysans prenant les armes dressaient des embuscades, défendaient les villages, combattaient les partis ennemis, arrêtaient les convois, donnaient la chasse aux fuyards et aux isolés[4].

Au sud, Augereau qui avait 28 000 hommes à l'armée de Lyon[5] s'était enfin décidé à prendre l'offensive contre les 20 000 Autrichiens de Bubna et de Lichtenstein. Il avait formé deux colonnes de ses troupes. Celle de gauche, commandée par Pannetier et Musnier, avait rejeté l'ennemi au delà de l'Ain, tandis que celle de droite, commandée par Marchand, se portait sur

1. Marmont : 6e corps et 1er corps de cavalerie : 6 088 hommes. Situation du 28 février. Arch. de la guerre. — Mortier gardes d'honneur de Defrance : 913 hommes. 1re division de cavalerie de la garde (Colbert) : 909. 2e division de la vieille garde : 2 422. Situation du 15 février. Arch. de la guerre, Rapport de Drouot à Napoléon, Fismes, 4 mars. Musée des Archives nationales. — Renforts envoyés de Paris aux deux maréchaux le 28 février : 3e division provisoire de jeune garde (Porret de Morvan) : 4 879 hommes. Division provisoire de cavalerie (Boulnoir) : 1 026. 1 compagnie d'artillerie : 150 hommes. Ornano à Berthier, 28 février. Arch. de la guerre. Situations. — Total pour les deux maréchaux : 16 507 hommes.

2. Allix à Clarke, 2 et 3 mars, et situation des 18 février et 12 mars. Arch. de la guerre. *Correspondance de Napoléon*, 21 232, 21 348.

3. Rapports journaliers de Hullin et de Pasquier, février et mars. Rapport de Mortemart à Napoléon, 2 mars. Arch. nat., AF., IV, 1 534 et 1 669. Correspondance de Clarke, Fririon, Ornano, Préval, février et mars, *passim*. Arch. de la guerre.

4. Correspondance des préfets, février et mars. Arch. nat., F. 7, 3 408² et 3 416², — Sur la guerre des paysans voir les documents cités, pp. 55 à 59 de **1814**.

5. Situation de l'armée de Lyon au 12 février. Arch. de la guerre. — Sur ces 28 000 hommes, 3 728 gardes nationaux restèrent à Lyon.

Genève qu'elle était, le 26 février, au moment d'investir. Augereau avait l'ordre exprès de reprendre cette ville et d'aller s'établir sur la route de Bâle à Langres afin de couper la ligne d'opérations de l'armée de Schwarzenberg[1], — magnifique mouvement conçu par l'empereur et qu'il ne fallait qu'un peu de résolution et de promptitude pour exécuter à coup sûr.

En Espagne, le maréchal Suchet avec 15000 hommes concentrés à Figueras et environ 23 000 hommes occupant Barcelone, Sagonte, Tolède et autres places, tenait en respect les 55 000 Anglo-Espagnols de lord Bentinck et de Copons. Il n'attendait que la ratification du traité de Valençay par les cortès pour ramener en France ces troupes d'élite, bronzées au feu de cent combats[2].

De ce côté des Pyrénées, les 48 000 soldats de Soult, massés à Bayonne et à Orthez, contenaient derrière l'Adour et les deux gaves la grande armée du duc de Wellington, forte de 72 000 Anglais, Espagnols et Portugais[3].

Au delà des Alpes, le prince Eugène, à qui l'empereur venait d'envoyer l'ordre de se maintenir en Italie, occupait la ligne du Mincio. Avec 48 000 combattants, il contraignait les 74 000 Autrichiens du feld-maréchal de Bellegarde à garder la défensive et les Napolitains de Murat à battre en retraite[4].

1. Clarke à Augereau, 13, 18 et 22 février. Arch. de la guerre. *Correspondance de Napoléon*, 21 243, Plotho, III, 255-257, et annexes, 71-73.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 097, 21 213. Koch, II, 309-315. Situations (armées d'Espagne) et état sommaire des troupes françaises en avril 1814. Arch. de la guerre.

3. *Correspondance de Napoléon*, 24 097, 21 365, 21 097. Situations (armées d'Espagne) et état sommaire des troupes françaises en avril 1814. Arch. de la guerre.

4. Rapport de Tascher de la Pagerie reproduit dans la *Correspondance de Napoléon*, XXVII, 192-193. État de situation des armées, au 15 février. Arch. nat., AF., IV*, [illegible]. — A la fin de janvier et au commencement de février, Napoléon avait fait

Sur les anciennes frontières du Nord, le général Maison et ses 15 000 hommes[1] imposaient aux 30 000 Allemands et Prussiens du prince de Saxe-Weymar et du général Borstell, par une habile guerre de chicane, ne livrant que des combats partiels, toujours en mouvement, reculant un jour, le lendemain reprenant l'offensive. A Maëstricht, à Berg-op-Zoom, à Anvers que défendait Carnot, dans les forts du Niew-Diep que défendait l'amiral Verhuell, on répondait à coups de canon aux sommations des Anglais de Graham, des Saxons de Valmöden et des Hollandais du prince d'Orange[2].

Les places fortes d'au delà et d'en deçà du Rhin, Glogau, Custrin, Magdebourg, Wursbourg, Petersberg, Hambourg, Wezel, Mayence, Luxembourg, Strasbourg, Neuf-Brisach, Phalsbourg, Landau, Huningue, Belfort, Metz, Saarlouis, Thionville, Longwy, bien approvisionnées et pourvues de bonnes garnisons, défiaient le blocus et les assauts.

De l'Oder à l'Aube, du Mincio aux Pyrénées, partout les armées ennemies étaient ou contenues ou en retraite.

passer à plusieurs reprises au prince Eugène l'ordre d'évacuer l'Italie, mais après la victoire de Montereau, il lui envoya contre-ordre par une lettre que porta Tascher de la Pagerie.

1. Dans la lettre du 19 février (Arch. Nat., AF., IV, 1 669), Maison ne porte son effectif qu'à 11 617 hommes. Mais ce général oublie de dire qu'il est au moment de recevoir des renforts de Lille où les dépots comptaient 19 780 hommes. Situation du 15 février. Arch. nat., AF., IV*, 883.

2. Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 089, 21 328. *Moniteur* du 24 février. Plotho, III, 200-201. Bogdanowitsch, I, 222-225 et 423-425.

Troupes alliées opérant dans les Pays-Bas : Saxe-Weymar : 23 350 hommes (toutes ces troupes d'ailleurs n'étaient pas encore en ligne à la fin de février). Brigades Borstell et Zeliensky (du corps Bülow entré en France avec 16 900 hommes au lieu de 30 000) : 13 000. Graham : 8 000 hommes. Valmöden : 15 000 hommes. Prince d'Orange : milices.

III

LE CONGRÈS DE CHATILLON

Ce changement de fortune, plutôt cette revanche du génie sur le nombre, paraissait faciliter la paix. Napoléon avait remporté dix victoires, mais il restait dans une situation très critique. Les souverains alliés étaient encore au cœur de la France, mais leurs armées vaincues et démoralisées battaient en retraite. Des deux côtés, il semblait que l'on dût se montrer accommodant. Or, moins que jamais, un accord était possible. La gloire de Montmirail et de Vauchamps, l'espérance de pareilles journées, détournaient l'empereur de souscrire aux humiliantes conditions dictées par les Coalisés. Malgré leurs revers, malgré leur retraite, les Coalisés étaient décidés à repousser les propositions de Napoléon.

Il est douteux que les Alliés désirassent la paix à Prague [1]. Il est plus douteux encore qu'ils s'y fussent résignés à Francfort [2]. Il est certain qu'ils ne la vou-

1. Cf. Metternich, *Mémoires*, I, 139 à 160, II, 467. Gentz, *Dépêches*, I, 19 à 45. — Depuis que ces lignes ont été écrites, le prince Napoléon parait avoir dit le dernier mot sur la question : *Napoléon et ses détracteurs*, pp. 71 à 90.

2. « ... A Francfort, les Alliés déterminèrent les conditions de paix à offrir à la France. Il est agréable au czar de se souvenir jusqu'à quel point il était opposé à une marche rapide des négociations. Il rejeta à plusieurs reprises les propositions de hâter l'entrée en conférence, non qu'il ne désirât pas la paix, mais parce qu'il croyait qu'avec le temps on la ferait plus avantageusement. » Opinion de la cour de Russie sur les réponses de lord Castlereagh et du baron de Hardenberg aux questions posées par le cabinet de Vienne, Troyes, 13 février, citée par Bogdanowitsch, *Geschichte des Krieges* 1814, II, 308-313, d'après les Archives du ministère des affaires étrangères de Saint-Pétersbourg. Cf. Metternich, *Mémoires*, I, 144, 153, 174 et *passim*.

laient pas quand ils envoyèrent leurs ministres à Châtillon. Si même il n'avait dépendu que de la volonté des souverains étrangers, la comédie qui porte dans l'histoire le nom de Congrès de Châtillon n'aurait pas été jouée. Dès l'entrée des armées en France, la perte de Napoléon était tacitement résolue[1]. Il n'y avait divergences d'opinions que sur la forme de gouvernement à donner à la France. L'Angleterre voulait les Bourbons. La régence de Marie-Louise pouvait convenir à l'empereur François comme père ; il la repoussait comme souverain, subissant l'influence de Metternich et de Schwarzenberg. Celui-ci avait dit à Bassano dès le commencement de 1813 : « Napoléon a bien fait un divorce dans un intérêt politique ; pourquoi Marie-Louise ne pourrait-elle pas en faire autant[2] ? » Comme l'empereur d'Autriche et le gouvernement anglais, le roi de Prusse était disposé à prêter la main à une restauration, pourvu toutefois qu'auparavant son armée ivre de vengeance eût mis la France à feu et à sang. Le czar, sans être en principe absolument hostile aux Bourbons, jugeait encore leur retour impossible. La France les réprouvait, pensait-il. Guidé tantôt par un libéralisme vague, tantôt par des amitiés personnelles, Alexandre n'avait point de projet arrêté. Son esprit

1. « Il s'agissait de porter à l'existence de Napoléon (par l'invasion) un coup qui serait décisif. » « La chute de Napoléon était décidément inévitable... Toute paix qui aurait rejeté Napoléon dans les anciennes limites de la France n'aurait été qu'un armistice ridicule... Elle n'aurait pu conduire au but que s'était proposée la grande alliance, un état de paix durable fondée sur l'équilibre entre les puissances. » « La puissance de Napoléon est brisée, elle ne se relèvera plus. » « La chute prochaine de l'empire était indubitable pour tout homme politique qui ne se payait pas d'illusions. » Metternich, *Mémoires*, I, 172, 182, 185 et 188. Cf. II, p. 467 (Rapport de Metternich à François II, 12 juillet 1813). Lord Castlereagh, *Letters and dispatches*, V, 107, 187, 267, et *passim*. Jomini, II, 230-231. Mémoires manuscrits du comte de Langeron. Arch. des affaires étrangères, fonds Russie, 25. Damitz, *Geschichte des Feldzuges* 1814, I, 409-411.

2. Conversation de Bassano, rapportée dans le Journal du général Pelet (Arch. de la guerre).

flottait entre l'empire donné à Bernadotte et la convocation d'une grande assemblée de députés qui eussent eux-mêmes décidé des destinées de la France. La république dût-elle être proclamée, il ne s'en effrayait pas. Le czar était d'ailleurs dominé par une idée fixe : Napoléon était entré à Moscou, lui voulait entrer à Paris [1]. Et il y voulait entrer à cheval, à la tête de sa garde, tambours battant et drapeaux déployés, non point avec les pensées de massacre et d'incendie qui hantaient le cerveau de Blücher et des affiliés du *Tugendbund*, mais pour s'y montrer aux Parisiens, aux Français, au monde entier, dans sa gloire et sa magnanimité.

Ces idées régnant au quartier général de Langres, on y était peu disposé à entamer des négociations qui, si elles réussissaient, feraient avorter ces beaux projets. Mais depuis trois mois les ministres de la coalition mettaient en avant leurs sentiments pacifiques. Après avoir à Francfort, le 9 novembre, proposé officieusement de traiter de la paix sur les bases des frontières naturelles de la France [2]; après avoir déclaré officiellement, le 25 novembre, que l'on « était prêt à entrer en négociation [3] »; après avoir proclamé le 1er décembre, dans la *Déclaration de Francfort*, que « le premier usage que les souverains avaient fait de la victoire avait été d'offrir la paix à l'empereur des Français [4] »;

1. Cf. Metternich, *Mémoires*, I, 172, 182-186, 188. Lord Castlereagh, *Letters and Dispatches*, V, 213-214 et *passim*. Note autographe de l'empereur Alexandre, Troyes, 13 février, citée par Bogdanowitsch, II, 70-72. Gentz, *Dépêches*, I, 61-62. Caulaincourt à Napoléon, Châtillon, 30 janvier. « ... Ce czar veut faire voir sa garde aux Parisiens pour venger Moscou. » Cf. Hauterive à Caulaincourt, 17 février. Arch. des aff. étrangères, fonds France, 668 et 670.

2. Note de Saint-Aignan, Francfort, 9 novembre. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668.

3. Metternich à Bassano, 25 novembre. Arch. des affaires étrangères, 168.

4. Déclaration des Coalisés, Francfort, 1er décembre 1813 — Dans cette pièce, les Alliés disent implicitement que leur offre a été repoussée. Or, le 16 novembre, Bas-

pouvait-on refuser la réunion d'un congrès sans exaspérer toute la nation française et sans choquer même l'opinion de l'Europe, non moins désireuse de la paix que la France elle-même ? Cédant aux représentations de Castlereagh et de Metternich, le czar consentit enfin, le 29 janvier, à laisser ouvrir des conférences, mais sur des bases toutes différentes de celles de Francfort : la France rentrerait dans ses limites de 1789. Il était entendu d'ailleurs que les pourparlers n'arrêteraient pas les opérations militaires, et Razumowsky, le plénipotentiaire russe, reçut du czar des instructions secrètes afin de faire traîner les négociations. Le duc de Vicence qui attendait depuis trois semaines, aux avant-postes ennemis le bon plaisir des Alliés, reçut enfin l'avis que les plénipotentiaires allaient se réunir à Châtillon [1].

sano avait écrit à Metternich que le duc de Vicence était prêt à se rendre pour négocier près des plénipotentiaires alliés « aussitôt que Metternich lui aurait fait connaître le jour fixé pour le congrès ». Bien que cette lettre contînt au lieu des mots : « S. M. adhère aux bases générales et sommaires » ces mots un peu ambigus : « Une paix par l'indépendance de toutes les nations a été l'objet constant de la politique de l'empereur, » ce n'était cependant pas une fin de non-recevoir. Les Alliés n'étaient donc nullement fondés à prétendre que leur offre avait été refusée.

On a dit que si l'empereur « avait pris la balle au bond », il eût obtenu la paix à Manheim sur la base des frontières naturelles. Cela paraît plus que douteux. Si les Alliés avaient eu sincèrement l'intention de faire la paix, ils auraient attendu, avant de lancer la Déclaration de Francfort, que le duc de Bassano eût le temps d'envoyer sa réponse à Metternich qui lui demandait, le 25 novembre, de s'expliquer catégoriquement sur « les bases générales et sommaires » ; et à la réception de la lettre du 2 décembre, de Vicence « l'homme de la paix », où le nouveau ministre disait expressément : « J'annonce à V. E., avec une vive satisfaction, que S. M. adhère aux bases générales et sommaires », ils auraient envoyé leurs plénipotentiaires à Manheim. D'après les *Mémoires* de Metternich et la *Correspondance* de lord Castlereagh, les propositions de Francfort n'étaient qu'une duperie imaginée pour abuser et l'Europe et la France. C'est avec raison que Caulaincourt conseillait à Napoléon de publier toutes les pièces des négociations afin de montrer « le fond du sac de Francfort » et de prouver « sa bonne foi et sa modération ». « Il faut, écrivait-il encore, « proclamer l'engagement public et réciproque pour les Alliés de ne pas exiger plus et pour V. M. de ne pas exiger moins ». 23 décembre. Arch. des affaires étrangères, 668. Cf. Gentz, *Dépêches*, I, 50, 58. Gentz parle des « dispositions pacifiques de Napoléon », et reconnaît que « les bases furent pleinement acceptées par la lettre mémorable du duc de Vicence, du 2 décembre ».

1. Protocole de la conférence de Langres du 29 janvier, cité par Bogdanowitsch, II, 305. Metternich, *Mémoires*, I, 189. Castlereagh, *Letters*, V, 215. Lettre de

Les Coalisés ne risquaient guère en consentant à entamer des négociations. Ils savaient trop bien que Napoléon, qui deux mois auparavant avait hésité devant la proposition de réduire son empire aux frontières naturelles de la France, ne voudrait jamais céder la rive gauche du Rhin, « le pré carré français ». Conséquemment, ils seraient bientôt dégagés dans l'esprit des partisans de la paix[1]. « Les négociations devaient être illusoires, dit très bien le comte de Langeron. Les souverains savaient qu'il fallait détruire le mal dans la racine et anéantir le jacobinisme impérial[2]. »

Au moins, Napoléon n'était pas dupe. Comme les Alliés, il négociait à Châtillon afin de marquer des dispositions pacifiques ; mais, comme les Alliés aussi, il ne croyait pas qu'un accord fût possible. Le 4 janvier, il écrivit au duc de Vicence : « Je pense qu'il est douteux que les Alliés soient de bonne foi et que l'Angleterre veuille la paix. J'ai accepté les bases de Francfort, mais il est probable que les Alliés ont d'autres idées ; leurs propositions n'ont été qu'un masque. » Un mois plus tard, le 4 février, jour de la première séance du congrès, il écrivait de nouveau : « Vous me demandez toujours des instructions lorsqu'il est encore douteux si les Alliés veulent traiter[3]. » « Je ne tiens pas au trône, avait-il écrit encore,

Nesselrode à Razumowsky, Bar-sur-Seine, 6 février, citée par Bogdanowitsch, II, 64. Gentz, *Dépêches*, I, 64. Damitz, I, 410, 411. *Moniteur supprimé* du 20 janvier. — Le duc de Vicence avait reçu ses passeports pour Châtillon dès la nuit du 29 janvier. Mais, comme on le voit, il s'en fallait encore, à cette date, que le czar fût décidé à laisser entamer les négociations.

1. ... « Je lisais trop bien dans la pensée de Napoléon pour ne pas voir de grands avantages dans toute tentative d'arrangement, *sans risquer pour cela d'ajourner le retour d'un meilleur ordre de choses par un accommodement intempestif.* » Metternich, *Memoires*, I, 189.

2. Mémoires du comte de Langeron, lieutenant général au service de la Russie. Arch. des affaires étrangères, fonds Russie, 25.

3. *Correspondance de Napoléon*, 21 062 et 21 178.

alors que Caulaincourt attendait à Lunéville ses passeports pour Châtillon. Je n'avilirai ni la nation ni moi en souscrivant à des conditions honteuses [1]. » Ces conditions honteuses, c'était les limites de l'ancienne France, c'était ce que Napoléon, dans sa connaissance des hommes et sa prescience des événements, se doutait que les diplomates étrangers allaient exiger. En réalité, la situation à Châtillon était celle-ci : Napoléon avait offert de négocier sur des bases qu'il savait ne devoir pas être acceptées par les plénipotentiaires des Alliés, et les Coalisés avaient consenti à traiter sur des bases qu'ils savaient devoir être repoussées par le plénipotentiaire français. Comédie des deux côtés, uniquement conçue et jouée pour abuser l'opinion.

Le congrès s'ouvrit le 4 février. L'animosité des souverains, la clairvoyance de Metternich et de Castlereagh avaient bien choisi les plénipotentiaires : sir Charles Stewart [2], frère et âme damnée du ministre anglais; le baron de Humboldt, aussi gallophobe que Blücher lui-même ; le comte de Stadion, l'instigateur de la guerre de 1809; le comte Razumowsky, un des plus ardents ennemis de Napoléon. Tous les retards importaient aux Alliés et surtout au czar qui, moins sagace que Metternich, craignait de se voir priver de l'entrée triomphale à Paris par l'empressement de Caulaincourt à tout accepter. Dans la première séance, on se contenta de s'ajourner au lendemain [3]. Le 5 février, les plénipotentiaires alliés exposèrent qu'ils étaient chargés de traiter de la paix au nom

1. *Correspondance*, 21 062. Cf. 21 063. « ... Ce qui serait demandé au delà des bases de Francfort est donc repoussé par le fait même que ces bases ont été offertes par tous les cabinets et même par l'Angleterre... »

2. L'Angleterre était représentée en outre par lord Cathcart et lord Aberdeen.

3. Protocole de la séance du 4 février. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668.

de l'Europe ne formant qu'un seul tout; qu'ils ne traiteraient que conjointement; enfin que le code maritime n'entrerait pas dans la discussion. Caulaincourt adhéra à ces préambules et demanda que le fond du débat fût immédiatement abordé. Mais, soit que la chose fût exacte, soit plutôt qu'il voulût gagner du temps, Razumowsky objecta que ses pouvoirs n'étaient pas en règle. La conférence fut remise au lendemain, mais à cause d'un second retard dans la régularisation des pouvoirs de Razumowsky, le congrès ne se réunit à nouveau que le surlendemain[1]. Les Alliés déclarèrent que la France devait rentrer dans les limites qu'elle avait avant la Révolution, « sauf des arrangements de convenance réciproque sur des portions de territoire au delà des limites de part et d'autre », et qu'elle devait abandonner toute influence hors de ses frontières futures. Le duc de Vicence ayant fait remarquer combien ces conditions différaient des propositions de Francfort, Razumowsky et Stadion eurent l'audace de dire qu'ils ignoraient que les cours alliées eussent jamais fait ces propositions à l'empereur des Français. Invoqué en témoignage, Aberdeen éluda la question[2].

On a dit et répété que ce jour-là, Caulaincourt, muni de pleins pouvoirs, tint entre ses mains la guerre et la paix, car s'il eût accepté dans l'instant les propositions des Alliés les hostilités eussent été arrêtées[3]. La vérité est, au contraire, que, le 7 février, le duc de Vicence ne se sentait pas investi de pouvoirs assez étendus pour signer un pareil traité, et cela

1. Protocoles des 5 et 7 février. — Dans sa lettre à Napoléon, du 5 février, Caulaincourt se plaint très vivement de Razumowsky.

2. Caulaincourt à Napoléon, 8 février. Arch. des affaires étrangères, 668; et protocole du 7 février.

3. Note du duc de Bassano, citée par Ernouf, *Maret, duc de Bassano*, 625-626; Pons de l'Hérault, *Congrès de Châtillon*, 361-366.

sans discussion, en quelque sorte les yeux fermés[1]. Il avait, c'est vrai, reçu la lettre du 4 février où Napoléon vaincu à la Rothière lui disait : « Aussitôt que les Alliés vous auront communiqué leurs conditions, vous êtes libre de les accepter; » mais où il ajoutait : « ou d'en référer à moi dans les vingt-quatre heures[2]. » Il avait reçu la célèbre lettre du duc de Bassano, du 5 février : « Sa Majesté me charge de vous dire qu'elle vous donne carte blanche pour conduire les négociations à bonne fin, sauver la capitale et éviter une bataille où sont les dernières espérances de la nation[3]. » Mais le jour même où « cette carte blanche » arrivait à Caulaincourt, il lui arrivait aussi une nouvelle lettre de l'empereur : « Vous devez accepter les bases si elles sont acceptables, écrivait Napoléon ; dans le cas contraire, nous courrons les chances d'une bataille et même de la perte de Paris et de tout ce qui s'ensuivra[4]. »

Ces ordres contradictoires, la réception simultanée de la carte blanche de Bassano et de la lettre de Napoléon où il était question de « conditions acceptables », devaient étrangement embarrasser le duc de Vicence. Toutefois, ses incertitudes ne pouvaient longtemps durer devant cette considération : l'envoi des pleins pouvoirs, bien qu'évidemment autorisé par l'empereur, était de Bassano, tandis que la lettre était tout entière de la main de Napoléon. Pour le duc de

1. Caulaincourt à Bassano, Châtillon, 6 février, à Napoléon, 8 février. Arch. des affaires étrangères, 668.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 178.

3. *Correspondance*, t. XXVII, 185, note.

4. *Correspondance*, 21 179. — Cette lettre est datée de Troyes, 5 février, 1 heure du matin. La lettre de Bassano précitée porte, Troyes, 5 février, sans indication d'heure. D'après la Note de Bassano (citée par Ernouf, 621), elle fut expédiée le 5 à la pointe du jour. Conséquemment, Caulaincourt dut recevoir les deux lettres dans la même journée.

Vicence, il paraissait certain que « la carte blanche » était la carte forcée, blanc seing équivoque arraché à Napoléon par son entourage[1]. Caulaincourt devait donc se référer seulement à la dernière lettre de l'empereur : « Acceptez les conditions si elles sont acceptables. » Or, dans sa conscience de serviteur dévoué et dans son honneur de soldat pouvait-il juger acceptables ces « indécentes propositions » (le mot est de Thiers) alors même qu'il eût oublié les paroles de Napoléon : « Les chances les plus malheureuses de la guerre ne sauraient jamais faire consentir l'empereur à ratifier ce qu'il regarderait comme un déshonneur et la France comme un opprobre[2]. » En ces circonstances, tout ce que pouvait faire le duc de Vicence, et il le fit, c'était, sans repousser en principe ces propositions, si différentes qu'elles fussent de celles de Francfort, de demander, dans les termes les plus modérés et avec les assurances les plus pacifiques, que les plénipotentiaires voulussent bien « s'expliquer positivement sur tous les points ». Caulaincourt gagnait ainsi du temps pour écrire encore à l'empereur. Les plénipotentiaires déclarèrent qu'ils prenaient la réponse du duc de Vicence *ad referendum*[3]. Inquiétés par la modération de son langage et craignant peut-être qu'il ne s'empressât d'acquiescer à tout, eux aussi voulaient demander de nouvelles instructions.

Caulaincourt ne pouvait, le 7 février, adhérer aux bases posées par les Alliés, sans trahir la volonté de l'empereur. S'y fût-il résigné d'ailleurs, se fût-il

1. Cf. sur les efforts de Bassano et de Berthier pour faire consentir l'empereur à l'envoi de la carte blanche, la Note de Bassano, citée par Ernouf, 620-622, et Fain, 93, 95.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 063. Cf. 21 062 et 21 178.

3. Protocole du 7 février.

offert à tout finir séance tenante, que les plénipotentiaires n'y eussent pas consenti. Le 6 février, Razumowsky avait reçu cette lettre de Nesselrode : « Sa Majesté approuve complètement la marche dilatoire que vous avez suivie au commencement des négociations. Elle désire que vous continuiez dans cette façon. Depuis la victoire de la Rothière, les temporisations deviennent de plus en plus nécessaires. » Ainsi avertis, les diplomates auraient trouvé quelque échappatoire. Les termes mêmes dont ils s'étaient servis[1] : « *sauf des arrangements de convenance réciproque sur des portions de territoire au delà des limites de part et d'autre*[2] » leur fournissaient un prétexte à des discussions sans fin, au cours desquelles il leur aurait été facile d'émettre de nouvelles prétentions. Caulaincourt eût été amené à présenter des contre-propositions, et ces contre-propositions, les Alliés les eussent repoussées ou admises *ad referendum*. Dans l'un et dans l'autre cas, c'était l'ajournement. Bassano, tout en condamnant Caulaincourt pour n'avoir pas fait la paix le 7, a laissé échapper cette phrase : « en supposant que les Alliés voulussent faire la paix avec Napoléon. » Or, le 7 février, les Alliés ne voulaient pas faire la paix avec Napoléon.

A Châtillon, le duc de Vicence se trouvait isolé, sans conseils, souvent sans autres renseignements que de fausses nouvelles communiquées par les Alliés, qui faisaient intentionnellement subir mille retards aux courriers diplomatiques[3]. Fort inquiet de

1. Note de Bassano, citée par Ernouf, 624.

2. Nesselrode à Razumowsky, Bar-sur-Seine, 5 février. Le 7 février, Nesselrode écrivait encore : « Ces nouveaux événements (la retraite de Napoléon, etc.) vous persuaderont qu'en présence des circonstances nouvelles, il y a moins que jamais hâte de conclure. » Troyes, 7 février. Lettres citées par Bogdanowitsch, II, 63-64, d'après les Arch. du ministère des affaires étrangères de Saint-Pétersbourg.

3. Des courriers mirent six jours à faire le trajet du quartier impérial à Châtillon

la retraite des armées françaises et des événements qui pouvaient s'ensuivre, il s'avisa, reprenant une idée de l'empereur, de négocier un armistice immédiat. Il s'en ouvrit confidentiellement à l'un des plénipotentiaires qui lui répondit : « — Quoi que vous proposiez, vous n'obtiendrez pas de suspension d'armes ». Caulaincourt pensa alors à prendre le prince de Metternich comme médiateur. Il lui écrivit le 9 février, le priant d'intervenir afin qu'un armistice immédiat fût consenti par les plénipotentiaires. « A ces conditions, disait-il, je suis prêt à entrer en pourparlers sur les bases des frontières d'avant 89 et à remettre comme gages une partie des places que ce sacrifice doit faire perdre à la France[1]. » Caulaincourt s'avançait beaucoup; mais un armistice n'engageait pas expressément la parole de Napoléon sur la question des territoires à céder. La remise de quelques places de la rive gauche du Rhin eût rendu une armée d'élite à l'empereur; et si, lors de la discussion des articles, les conditions lui eussent semblé inacceptables, Napoléon fût resté maître, l'armistice dénoncé, de reprendre les hostilités avec des troupes plus nombreuses et mieux organisées. D'autre part, la lettre de Caulaincourt méritait d'être prise en considération par les Alliés, puisqu'il s'offrait formellement à ouvrir incontinent des pourparlers sur les bases posées par les plénipotentiaires eux-mêmes, et s'obligeait à la remise de places fortes comme gages[2].

et réciproquement. Berthier à Schwarzenberg, Nogent, 22 février. *Correspondance de Napoléon*, XXVII, 253. Cf. Lettres de Metternich, de Caulaincourt et de Bassano. Arch. des affaires étrangères, 668, 669, 670.

1. Caulaincourt à Napoléon, 5 et 8 février ; à Metternich, 9 février. Arch. des affaires étrangères, 668.

2. Bassano (Note citée par Ernouf, 625 et 626) critique vivement la démarche de Caulaincourt. Cependant, à se reporter à la lettre de Caulaincourt à Napoléon du

Cette lettre arriva le 10 février à Troyes. Ce jour-là même, le duc de Vicence reçut des plénipotentiaires une communication des plus inattendues. Une Note fort sèche l'informait que les conférences resteraient suspendues jusqu'à nouvel ordre. Le prétexte donné était que « l'empereur de Russie avait à se concerter avec les souverains sur l'objet des conférences ». Datée du 9, la Note était écrite depuis plusieurs jours, mais les plénipotentiaires avaient longtemps balancé à la remettre. Ils ne s'y étaient décidés que sur les instances de Razumowsky et ses menaces de quitter le congrès. Caulaincourt protesta par une Note très digne et remplie des meilleurs arguments[1]. Mais on se souciait bien au quartier général du czar des protestations de M. le duc de Vicence! L'armée de Silésie et l'armée de Bohême étaient en pleine marche sur Paris. Alexandre voulait rompre le congrès de peur que la paix ne fût faite avant son arrivée sur la place de la Concorde.

Cependant la lettre de Caulaincourt troubla Metternich, l'empereur d'Autriche et, sauf les Russes, tous les ministres de la coalition. Pour mal disposés qu'ils fussent envers Napoléon, lord Castlereagh, Metternich et Hardenberg hésitèrent à rompre. D'une part, l'attitude conciliatrice prise par Caulaincourt et le ton un peu dolent de sa lettre semblaient indiquer que l'on pourrait traiter sur les bases proposées par les Alliés; d'autre part, Napoléon vaincu et en retraite n'avait cependant pas encore tiré son dernier coup de canon. Son génie pouvait rappeler à lui la

5 février (Arch. des affaires étrangères, 668), et à la *Correspondance de Napoléon*, 21 293, le plénipotentiaire agit en cela d'après les instructions mêmes de son souverain.

1. Note des plénipotentiaires alliés, 9 février, Caulaincourt à Napoléon, 10 février. Note de Caulaincourt, 10 février. Arch. des affaires étrangères, 668. Cf. Bogdanowitsch, II, 69.

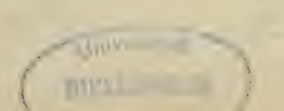
fortune des armes. Par un traité de paix réduisant la France à ses frontières de 89, le but avoué de la guerre était atteint et même dépassé. Restait, il est vrai, le but secret. Mais fallait-il risquer d'y sacrifier les immenses avantages qu'on se croyait au moment d'obtenir à Châtillon? Détrôner Napoléon, quel succès pour les diplomates! mais repasser le Rhin, quels désastres et quelle honte pour les armées [1]! Au demeurant, les hésitations des ministres fussent tombées devant la volonté formelle du czar de continuer la guerre, et sans les défaites de Blücher, assurément, on n'eût pas repris les conférences à Châtillon [2].

Lord Castlereagh se chargea de persuader le czar de la nécessité de renouer les négociations. Rebelle à tous les arguments du premier ministre, Alexandre dit que la seule nécessité était de continuer la guerre et de la mener plus énergiquement qu'on ne l'avait fait jusqu'alors [3]. N'ayant point réussi à convaincre le czar par ses paroles, lord Castlereagh lui écrivit. Alexandre fit répondre par Nesselrode : « Sa Majesté regrette que lord Castlereagh incline toujours à l'avis du cabinet autrichien en faisant des efforts pour la paix et en préconisant la marche lente des opérations,

1. Ce que nous disons ici n'infirme nullement ce que nous avons dit précédemment (p. 96), à savoir que les plénipotentiaires alliés n'eussent pas signé la paix le 7 à Châtillon, quelles qu'eussent été les concessions de Caulaincourt. Le protocole de la conférence des ministres alliés à Troyes, le 13 février, et la *Correspondance* de lord Castlereagh indiquent qu'à la réception de la lettre de Caulaincourt, le 10 février, les ministres de la coalition hésitèrent s'ils ne concluraient pas la paix et y furent même un instant disposés. Mais, le 7, leurs plénipotentiaires n'avaient point des instructions en ce sens. Vraisemblablement Razumowsky avait même déjà l'ordre du czar de suspendre les conférences.

2. Le czar céda, il est vrai, aux représentations de Castlereagh, comme on le verra plus loin; mais les victoires de Napoléon donnaient une singulière autorité à ces représentations qui, autrement, n'eussent point eu d'effet.

3. Bernhardi, IV, 410. Bogdanowitsch, II, 69. Cf. Castlereagh, *Letters*, V, 226. Gentz, *Depêches*, I, 67, et Caulaincourt à Napoléon, 10 février. Arch. des affaires étrangères, 668.



tactique désastreuse, ainsi que vient de le prouver le malheur de l'armée de Blücher[1]. »

En attendant que l'on pût décider le czar, les ministres se réunirent le 13 février, à Troyes, pour délibérer sur une sorte de questionnaire qui venait de leur être soumis par le cabinet de Vienne. Les principales questions portaient sur la réponse à donner au duc de Vicence, sur le parti à prendre envers les Bourbons et envers Napoléon, sur la conduite à tenir si l'on entrait à Paris[2]. Le czar eut communication du double de cette pièce. Prenant la plume, il donna aussitôt les réponses suivantes[3]:

« 1° On déclinera la proposition de l'armistice, ce qui fera tomber les autres propositions d'elles-mêmes:

« 2° On continuera à suivre la marche qu'on a adoptée. En conséquence, les puissances ne se prononceront pas en faveur des Bourbons, mais laisseront aux Français l'initiative sur cette question... Elles conserveront un rôle passif. Elles n'empêcheront point les Bourbons d'agir hors des lignes des pays occupés par leurs troupes, mais elles ne les encourageront point et éviteront jusqu'aux appa-

1. Nesselrode à Castlereagh, lettre citée par Bogdanowitsch, II, 70.

2. Questions proposées par le cabinet de Vienne (12 ou 13 février), citées par Bogdanowitsch, II, 70, 71, d'après les Arch. des affaires étrangères de Saint-Pétersbourg.

3. Nous reproduisons, tout en l'abrégeant un peu, ce curieux document (inédit, pensons-nous, pour la plupart des lecteurs français), non seulement parce qu'il porte la plus vive lumière sur les projets et la conduite politique et diplomatique des Alliés, mais aussi parce qu'écrit plus de deux mois avant l'abdication de Napoléon, il semble l'avoir été après les événements de mars et d'avril 1814. L'empereur Alexandre fait preuve dans cette page ou de la prescience d'un illuminé ou de la sagacité d'un profond politique. Tout ce qui allait advenir est consigné là : l'abandon des négociations, la prise de Paris, la convocation du Sénat, l'armée qui reste fidèle à Napoléon après l'occupation de la capitale et avec l'opinion de laquelle il faut compter, tout enfin jusqu'aux hésitations qui prirent le czar à l'hôtel Talleyrand quand Caulaincourt et les maréchaux Ney et Macdonald vinrent lui parler en faveur de la régence.

rences d'avoir pris la moindre part à leurs démarches[1].

« 3° Les dispositions de la capitale guideront les puissances sur la conduite à tenir. L'opinion de S. M. l'empereur serait qu'elles convoqueront (*sic*) les membres des différents corps constitués, en y réunissant les personnes les plus marquantes par leurs mérites et le rang qu'elles occupent, et que cette assemblée fût invitée à émettre librement et spontanément ses vœux et son opinion sur l'individu qu'elle croit le plus propre pour être à la tête du gouvernement[2].

« D'ailleurs on sera à même de juger des moyens que fournira Paris pour soutenir le parti qu'il aura pris et de l'effet que ce parti pourra produire sur l'armée qui restera à Napoléon. Si Paris ne se prononce pas contre lui, le meilleur parti à prendre pour les puissances serait de faire la paix avec lui[3].

« 4° On cherchera à conserver à Paris les autorités locales et municipales.

« On nommera un gouverneur pour avoir sur elles une surveillance générale. S. M. l'empereur désire que ce soit un gouverneur russe, la Russie étant la puissance qui a le plus longtemps combattu l'ennemi commun[4]. »

A l'issue de la conférence, Castlereagh et Hardenberg avaient de leur côté rédigé un rapport dont les

1. De tous les coalisés, on sait qu'Alexandre était celui qui avait le moins de sympathie pour les Bourbons. On sait aussi que ses instructions de ne point encourager les royalistes ne furent point suivies par les généraux alliés et particulièrement par les généraux russes.

2. C'est là ce que Metternich appelait les idées romanesques du czar.

3. Cela est bien caractéristique. Pour Castlereagh et Metternich le but de la guerre est de détrôner Napoléon. Pour le czar, c'est d'entrer à Paris. Une fois le colosse terrassé, Alexandre admettait la possibilité de traiter avec son ennemi vaincu.

4. Note autographe de l'empereur Alexandre en réponse aux questions posées par le cabinet de Vienne, citée par Bogdanowitsch, II, 308-309, d'après les Arch. des affaires étrangères de Saint-Pétersbourg.

conclusions, différant entièrement de celles du czar, portaient qu'il fallait accepter les propositions du duc de Vicence et conclure la paix sur les bases des frontières de 89[1]. Cette pièce communiquée à Alexandre, celui-ci y répondit par une très longue Note où il exprimait derechef la volonté de continuer la guerre. « L'empereur, écrivait-il, est persuadé que maintenant aussi bien qu'autrefois les chances du succès nous restent. Une bataille perdue n'anéantirait pas en un jour le fruit de toutes nos victoires. Le seul danger, c'est que les craintes ressenties par quelques-uns d'entre nous ne pénètrent les troupes. On ne peut obtenir de sérieux résultats qu'en continuant la guerre... Le czar ne partage pas les idées des Alliés sur ce que la chute de Napoléon n'est plus nécessaire. Il pense au contraire que jamais la situation n'a été plus favorable pour donner le repos à l'Europe et à la France, dont la situation intérieure ne saurait laisser ses voisins indifférents pour leur propre tranquillité. La chute de Napoléon sera un bienfait et le plus grand exemple de justice et de morale que l'on puisse donner au monde[2].

Devant l'opposition décidée d'Alexandre, le comte Hardenberg était prêt à faire le sacrifice de ses idées et même à se retirer des conseils de la coalition, « puisque, disait-il, sa présence semblait devoir compromettre les bonnes relations de la Russie et de la Prusse ». Mais lord Castlereagh avait la ténacité de sa race. Il ne se tenait pas pour battu. Le 14 février, il alla retrouver le czar à Pont-sur-Seine où celui-ci

1. Protocole du 13 février, cité par Bogdanowitsch, II, 72-73 et 309, d'après les Arch. du ministère des affaires étrangères de Saint-Pétersbourg.

2. Opinion de la cour de Russie sur les réponses de lord Castlereagh et du baron d'Hardenberg aux questions posées par le cabinet de Vienne. Troyes, 13 février, document cité par Bogdanowitsch, II, 309-313.

s'était rendu autant pour échapper à de nouvelles discussions que pour presser la marche des têtes de colonnes de l'armée de Bohême. Castlereagh exposa de nouveau à Alexandre la nécessité de reprendre les négociations à Châtillon. « — Il faut faire la paix, dit-il, avant que la retraite sur le Rhin ne devienne nécessaire. » L'autocrate irrité lui répondit en élevant la voix : « — Mylord, ce ne sera pas la paix. Ce sera seulement un armistice qui ne nous donnera que quelques jours de repos. Sachez une fois pour toutes que je ne serai pas toujours disposé à faire faire quatre cents lieues à mes troupes pour venir à votre secours. Je ne ferai pas la paix tant que Napoléon restera sur le trône[1]. »

Lord Castlereagh se retira sans avoir rien obtenu. Le lendemain cependant, la quatrième défaite subie par Blücher aidant au changement d'opinion, Alexandre se ravisa. Les ministres furent informés que la Russie consentait à la reprise des négociations. En même temps, le czar envoyait de nouvelles instructions à Razumowsky, lui enjoignant de continuer à traîner les choses[2]. « Ce n'est pas chose facile d'être le ministre de la coalition, » disait Metternich à Caulaincourt, dans la lettre où il lui annonçait que le congrès allait reprendre ses séances[3].

Les plénipotentiaires se réunirent de nouveau le 17 février. Les événements accomplis depuis dix jours n'avaient pas préparé l'accord. Si, à la vérité, les ministres alliés, profondément troublés, étaient prêts cette fois, sauf cependant Razumowsky, à entrer sincèrement en pourparlers sur la base des frontières

1. Récit de Toll, cité par Bogdanowitsch, II, 74. Cf. Pertz. *Stein's Leben*, III, 540.

2. Pertz, III, 541.

3. Metternich à Caulaincourt, Troyes, 15 février. Arch. des affaires étrangères, 668.

de 89, Caulaincourt, de son côté, avait l'ordre formel de repousser ces conditions. Dès le lendemain de la bataille de Montmirail, Napoléon avait révoqué sa très équivoque carte blanche par ces mots dictés au duc de Bassano : «... Il ne peut y avoir de paix raisonnable que sur les bases de Francfort, toute autre ne serait qu'une trêve [1]. » Caulaincourt, néanmoins, demeurant partisan de la paix et s'abusant peu sur la durée des succès de l'empereur, commença par écouter les Alliés sans rien trahir de ses nouvelles instructions. Les plénipotentiaires le prirent sur un ton très haut, particulièrement Razumowsky et Humboldt. Après avoir décliné la proposition d'armistice, sous prétexte que « un traité préliminaire qui aurait pour suite la cessation immédiate des hostilités atteindrait mieux et plus convenablement qu'une suspension d'armes au but généralement désiré [2] », ils donnèrent lecture d'un projet de traité conforme aux bases posées en principe dans la séance du 7 février. Le duc de Vicence se contenta de faire quelques observations de détail puis il déclara « que la pièce dont il venait de lui être donné lecture était d'une trop haute importance pour qu'il pût y faire

1. Bassano à Caulaincourt, la Haute-Épine, 12 février. Arch. des Affaires étrangères. Cf. *Corresp. de Napoléon*, n° 28 785. « Je vous ai donné carte blanche... maintenant mon intention est que vous ne signiez rien sans mon ordre. » — Pons, dans son *Congrès de Châtillon*, prétend que Caulaincourt était encore libre de traiter le 17 sans en référer à l'empereur puisque la lettre de Napoléon où il lui ordonnait de ne rien signer sans son ordre est datée de Nangis, 17 février. En effet, Caulaincourt n'avait pas reçu le jour de la séance la lettre de Nangis. Mais il avait reçu la lettre de la Belle-Épine, 12 février, dont Pons ignorait l'existence. La lettre de Caulaincourt à Bassano, Châtillon, 14 février, où il demande avec instance « *un mot* » de l'empereur, prouve qu'à ce moment le duc de Vicence estimait que la carte blanche, dont il avait eu scrupule à faire usage, lui était retirée.

2. Protocole de la séance du 17 février. — Le czar, dans sa lettre à Razumowsky, avait insisté pour qu'un armistice ne fût pas conclu (Pertz, III, 541), parce qu'il jugeait avec raison que la signature d'un armistice présenterait beaucoup moins de difficultés que celle de préliminaires de paix. Le plus curieux de l'affaire, c'est que le jour même où les plénipotentiaires alliés refusaient l'armistice à Châtillon, Schwarzenberg écrivait de Bray à Berthier pour en obtenir un. Voir **1814**, p. 72.

dans cette séance une réponse quelconque, et qu'il se réservait de proposer aux plénipotentiaires une séance ultérieure dès qu'il serait dans le cas d'entrer en discussion[1] ».

Le duc de Vicence se montrait dans cette réponse aussi circonspect qu'il fallait. Dupe des protestations amicales de Metternich, il croyait que la paix était possible aux conditions exigées par les Alliés et il ne désespérait pas de faire accepter ces conditions par l'empereur. En rappelant aux plénipotentiaires que les récentes victoires de l'armée française leur imposaient de modérer leurs prétentions, il aurait risqué de provoquer une nouvelle rupture des pourparlers, si laborieusement repris. Caulaincourt ne le voulut pas. Napoléon eût écouté avec moins de calme la lecture du traité préliminaire, lui qui écrivait, le 19 février, au duc de Vicence : « ... Je suis si ému de l'infâme proposition que vous m'envoyez que je me crois déshonoré rien que de m'être mis dans le cas qu'on vous l'ait proposée... Je veux faire moi-même mon *ultimatum*... Aussitôt que je serai à Troyes, je vous enverrai le contre-projet que vous aurez à donner...[2] »

L'empereur ne se pressa point d'envoyer ce contre-projet qui, dans sa pensée, devait être conforme aux propositions de Francfort. Avant de le mettre en discussion devant les ministres alliés dont l'hostilité était manifeste, il avait l'espoir de le faire agréer en principe par l'empereur d'Autriche. L'armée de Bohême battue et le prince de Schwarzenberg demandant un armistice, Napoléon pensa que les circonstances étaient propices pour recourir à l'intervention

1. Protocole de la séance du 17 février, et Caulaincourt à Napoléon, 17 février. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 315.

de François Ier. Il lui écrivit le 21 février une lettre pleine de caresses et de menaces, le conjurant et lui intimant à la fois de faire la paix sur les bases de Francfort. Cette lettre où Napoléon parlait de l'*ultimatum* de la France et proclamait hautement son opiniâtre résolution de ne rien céder [1], n'eut pas, au moins dans le premier moment, le mauvais effet que certains historiens y ont attribué. Tout au contraire, cette démarche faite pour intimider l'empereur d'Autriche et pour mettre ainsi la désunion parmi les souverains, augmenta le trouble d'esprit où se trouvaient alors les Coalisés [2]. Ils s'empressèrent de réitérer leur demande d'armistice. Napoléon ne pouvait refuser une suspension d'armes sous peine de démentir les assurances pacifiques de sa lettre. Le 24 février, les commissaires se réunirent à Lusigny. C'étaient pour l'armée française le général Flahaut, pour les armées alliées les généraux Duca, Schouvalow et Rauch [3].

Mieux que les diplomates des soldats pouvaient tomber d'accord. Malheureusement, Napoléon avait posé deux conditions dont l'une enlevait aux Coalisés l'avantage qu'ils cherchaient dans l'armistice et dont l'autre était inadmissible en l'état des choses. La première condition était que les pourpalers n'arrêteraient pas les hostilités ; la seconde, qu'on insérerait au protocole un préambule portant « que les plénipotentiaires étaient réunis à Châtillon pour traiter

1. « ... Je propose à Votre Majesté de signer la paix sans délai sur les bases qu'elle-même a posées à Francfort, et que moi et la nation française nous avons adoptées comme notre *ultimatum*... Jamais je ne céderai Anvers et la Belgique. Une paix fondée sur les bases de Francfort peut seule être sincère... Si l'on ne veut poser les armes qu'aux conditions affreuses proposées au Congrès, le génie de la France et la Providence seront pour nous... » *Correspondance de Napoléon*, 21 344.

2. Bernhardi, IV, 487-490.

3. Schwarzenberg à Berthier, Troyes, 23 février, et Flahaut à Napoléon, Lusigny, 24 et 25 février. Arch. nat., AF., IV, 1 669.

de la paix sur les bases proposées à Francfort[1]. » Des commissaires militaires n'avaient point qualité pour admettre ce préambule qui eût engagé les négociateurs de Châtillon. Ceux-ci, on l'a vu, n'avaient cessé de disconvenir des propositions de Francfort. Le lendemain d'ailleurs, Flahaut renonça à imposer le préambule. Mais d'autres difficultés surgirent dans la discussion des points à occuper par les armées. Des deux côtés, les prétentions étaient excessives. Ni l'un ni l'autre des belligérants ne pouvaient accepter sans être dupe la ligne de démarcation proposée par la partie adverse[2]. Flahaut et Duca, tous deux bien intentionnés pour la paix, déploraient la rigueur de leurs mutuelles instructions. Le général Duca suppliait le plénipotentiaire français d'obtenir des concessions de Napoléon. « — Au nom de Dieu, s'écriait-il, faites que les hostilités cessent. Facilitez-nous les moyens de faire la paix. Je vous assure que l'empereur d'Autriche et l'Angleterre la veulent honorable pour la France. » « — Mon général, disait-il encore, nous ne sommes pas des diplomates. Nous sommes deux militaires. Je vous ai prouvé que je désire que les choses s'arrangent. Je vous assure que c'est le vœu de mon empereur. Mais nos pouvoirs ne vont pas plus loin que je ne vous l'ai dit. C'est oui ou non qu'il faut répondre. Qu'est-ce que peut faire dans un armistice un peu de terrain de plus ou de moins ?... Que votre empereur aide un peu mieux à faire cesser la guerre [3]! » Sur les lettres pressantes de Flahaut où, sans se permettre de donner aucun

1. Instructions à Flahaut, *Correspondance de Napoléon*, 21 359.

2. La ligne de démarcation que demandaient les commissaires alliés avait été indiquée par le czar lui-même. Bogdanowitsch (II, 81) reconnait que l'empereur de Russie l'avait faite à dessein inacceptable.

3. Lettres de Flahaut à Napoléon et à Berthier, Lusigny, 25, 26, 27 et 28 février. Arch. nat., AF., IV, 1 669.

conseil, l'aide de camp de l'empereur laissait néanmoins voir sa pensée, Napoléon se décida à des concessions fort raisonnables[1]. Mais ces concessions que Flahaut ne fut autorisé à exposer que le 27 février, ne suffisaient pas. On n'aurait pu obtenir un armistice, et encore cela est douteux, qu'en acceptant les inacceptables conditions de l'état-major ennemi. Le 28 février, les commissaires alliés les proposèrent de nouveau à Flahaut. Cette fois, c'était sous la forme d'un ultimatum. Les pourparlers furent rompus[2]. Au reste, depuis trois grands jours, Flahaut et Duca perdaient leur peine et leurs paroles. Dès le soir du 25 février, le roi de Prusse avait écrit à Blücher : « La suspension d'armes n'aura pas lieu[3]. »

Dans le conseil de guerre tenu à Bar-sur-Aube le 25 février, chez le général Knesebeck, les souverains n'avaient pas seulement délibéré sur la question militaire. Après avoir décidé la retraite sur Langres de l'armée de Bohême, la marche offensive de l'armée de Silésie et la formation d'une armée du Sud[4], on avait discuté sur le parti à prendre dans les négociations entamées. Le refus de Napoléon de suspendre les hostilités dès la réunion des commissaires à Lusigny, rendait l'armistice inutile pour l'armée de Bohême ; d'ailleurs elle avait pu éviter une bataille et effectuait sa retraite au delà de l'Aube. D'autre part, un revirement subit s'était fait dans l'esprit des Anglais et des Autrichiens, qui pendant quelques jours s'étaient montrés disposés à traiter. La lettre de Napoléon à l'empereur François avait d'abord

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 389.

2. Flahaut à Napoléon, Lusigny, 28 février. Arch. nat., AF., IV, 1 669.

3. Lettre du roi de Prusse à Blücher, Bar-sur-Aube, 25 février, citée par Bogdanowitsch, I, 274.

4. Sur le conseil de guerre de Bar-sur-Aube, voir **1814**, 80 à 82.

intimidé les Alliés. Soixante-douze heures ayant passé, et dans ces soixante-douze heures, leur principale armée s'étant dérobée au combat, on avait réfléchi. Les raisons données par l'empereur étaient oubliées. On se rappelait de sa lettre seulement les altières menaces et la déclaration qu'il ne ferait la paix que sur les bases de Francfort.

Un traité de paix laissant à la France ses frontières naturelles, il s'en fallait que ce fût là l'intention des Coalisés, même des plus timorés, partant des plus conciliants. Si Castlereagh et Metternich avaient lutté quatre jours, au milieu de février, contre la volonté du czar pour faire reprendre les négociations, c'était dans la crainte que de nouvelles victoires de Napoléon ne rejetassent les armées alliées au delà du Rhin. Ils étaient disposés à sacrifier leurs espérances à leur sûreté. Mais cette paix qu'il leur coûtait tant d'accorder à celui dont ils avaient juré la perte, ils voulaient du moins qu'elle consacrât l'humiliation de Napoléon et l'affaiblissement de la France. Il fallait à l'Europe tous les territoires que les armes lui avaient pris depuis la Révolution. S'ils ne les obtenaient, les Alliés continueraient la guerre au risque des pires désastres. « — Dût-on repasser le Rhin, dit lord Castlereagh, il ne faut faire aucune concession[1]. » Ces paroles trouvèrent de l'écho. L'empereur Alexandre cédait au point de vue militaire, puisque le conseil avait décidé la retraite de l'armée de Bohême, mais il triomphait au point de vue diplomatique. On le laissa maître d'indiquer la ligne de démarcation pour l'armistice, ce qui équivalait à la rupture des pourparlers; et, quant au congrès de Châtillon, il fut

1. Bernhardi, IV, 520. Cf. Caulaincourt à Napoléon : « ... Les Alliés parlent d'une campagne d'été, de revers possibles, de doubler leurs armements. » Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668.

arrêté que les plénipotentiaires alliés presseraient le plénipotentiaire français de s'expliquer catégoriquement et ne lui donneraient qu'un très court délai pour adhérer aux bases du traité préliminaire à lui communiqué le 17 février. A l'expiration du terme reconnu suffisant, la négociation serait regardée comme rompue[1].

C'est avec ces nouvelles instructions que Razumowsky, Stadion, Humboldt et Stewart ouvrirent à Châtillon, le 28 février, la quatrième séance du congrès. Ils commencèrent par exprimer leur étonnement que le plénipotentiaire français tardât tant à répondre à leurs propositions, puisque ces propositions étaient fondées en substance sur une offre faite par ce plénipotentiaire dans sa lettre du 9 février au prince de Metternich. Ils déclarèrent ensuite qu'ils regarderaient tout retard ultérieur à cette réponse, passé un délai à débattre, comme un refus de traiter de la part du gouvernement impérial. Ils ajoutèrent « qu'ils ne sauraient d'ailleurs écouter aucune proposition qui différât essentiellement du sens de l'offre déjà faite par le plénipotentiaire français. » Caulaincourt, qui n'avait pas encore le contre-projet, répondit avec beaucoup d'à-propos : premièrement, que les Alliés étaient mal fondés à se plaindre des retards, puisque dès l'ouverture des négociations, ils avaient sans motif suspendu neuf jours les séances ; deuxièmement, qu'ils ne pouvaient se prévaloir de l'offre confidentielle faite par lui au prince de Metternich, puisque cette proposition était subordonnée à un armistice immédiat qui avait été refusé. Les plénipotentiaires affectèrent de ne point daigner répondre

1. Bernhardi, IV, 520-523 ; Bogdanowitsch, I, 271-272. Cf. le Protocole de la séance du 28 février du congrès de Châtillon. — Les résolutions prises au point de vue diplomatique ne furent pas consignées au Protocole du conseil de guerre de Bar-sur-Aube. On y mentionna seulement les décisions militaires.

à ces arguments. Ils insistèrent de nouveau pour que le duc de Vicence fixât le délai dans lequel il devrait donner sa réponse. En vain Caulaincourt objecta qu'en une si grave affaire, on ne pouvait ni imposer ni prendre l'obligation de répondre à jour fixe, il dut accepter la date du 10 mars comme dernier terme[1]. C'était bien peu de temps pour décider Napoléon à de tels sacrifices, Napoléon qui à ces paroles de Saint-Aignan : « La paix sera assez bonne si elle est assez prompte, » avait répondu : « La paix arrivera assez tôt si elle est honteuse[2]. »

De Bar-sur-Aube, tout l'état-major allié, souverains, ministres et généraux, moins le roi de Prusse et le prince de Schwarzenberg, s'était rendu à Chaumont. Lord Castlereagh, revenu de l'alarme où l'avait mis la lettre de Napoléon à l'empereur d'Autriche, mais appréhendant qu'une autre démarche du même ordre ne vînt traverser ses plans en détachant l'Autriche de la coalition[3], voulut resserrer l'alliance européenne par un nouveau traité. Les clauses portaient que les puissances contractantes seraient liées pour vingt années et qu'aucune d'elles ne pourrait écouter de propositions particulières ni traiter séparément. Lord Castlereagh prit pour prétexte à sa proposition le règlement de divers arrangements financiers que les puissances continentales, toujours à court d'argent, sollicitaient depuis le passage du Rhin. Il offrit pour toute la durée des hostilités un subside annuel de cent cinquante millions de francs

1. Protocole de la séance du 28 février, et Caulaincourt à Napoléon, 1er mars. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668.

2. Fain, 130. Ségur, *Mémoires*, VI, 408.

3. Caulaincourt à Napoléon, 27 février. « ... Votre Majesté a compromis par cette lettre l'empereur d'Autriche vis-à-vis des alliés... Le comte Stadion me dit que l'Angleterre en est inquiète... etc., etc. » Archives des affaires étrangères, fonds France, 668.

à partager entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Chacune de ces puissances s'obligerait de son côté à poursuivre la guerre avec un contingent de 150 000 hommes. Signé à Chaumont le 1er mars, ce traité fut, comme on sait, l'origine de la Sainte Alliance, — « la Sainte Alliance barbaresque », irrévérencieusement chansonnée par Béranger.

LIVRE DEUXIÈME

I

LE COMBAT DE BAR-SUR-AUBE

Napoléon doutait fort de la conclusion de l'armistice[1]. Resté à Troyes pendant les premiers pourparlers de Lusigny, il se disposait à poursuivre les Austro-Russes au delà de l'Aube[2]. Ses ordres étaient donnés, lorsque le 25 février, dans la matinée, il apprit par une lettre de Marmont que l'armée de Blücher marchait sur Sézanne. « Je l'arrêterai le plus que je pourrai », écrivait Marmont[3]. L'empereur suspendit son mouvement. Néanmoins jusque dans la nuit du 26 au 27 février, il hésita à croire que Blücher tentât de nouveau une pointe sur Paris. Il était en effet assez peu présumable qu'après le mauvais succès de la marche des Prussiens vers Paris, trois semaines auparavant, Blücher se commît dans une même aventure. Le feld-maréchal ne cherchait-il pas seulement à donner des jalousies à l'armée française ou à mas-

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 383.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 362, 21 364. Registre de Berthier (ordres et lettres, Troyes, 24 et 25 février). Arch. de la guerre.

3. Marmont à Berthier, Vindé, 24 février (au soir). Arch. nat., AF., IV, 1669. *Correspondance de Napoléon*, 21 367. — Fain (p. 146) commet une grave erreur en disant que Napoléon reçut la lettre de Marmont seulement dans la nuit du 26 au 27 février.

quer par une feinte offensive une retraite sur Châlons[1] ? A tout hasard, cependant, l'empereur prit ses mesures pour profiter une fois encore de la témérité de Blücher, si celui-ci prononçait son mouvement dans la direction de Paris. Ney, Victor et Arrighi reçurent l'ordre de se porter le premier à Arcis, le second à Méry, le troisième à Nogent[2]. Enfin le lendemain 27 février, à sept heures du matin, l'empereur arrêta son plan. Les desseins de Blücher n'étant désormais plus douteux, Napoléon ne risquait plus de se laisser entraîner à un faux mouvement en marchant sur les traces des Prussiens[3]. Vers midi, l'empereur quitta Troyes avec sa garde[4]. Il allait renouveler sa belle manœuvre du milieu de février, à cette différence qu'au lieu d'attaquer l'armée de Silésie sur le flanc

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 367 et 21 387 : « ... Il parait bien évident que lorsque Blücher n'aura plus les ponts sur l'Aube et qu'il verra des corps entre lui et Vitry, il renoncera à toutes ses opérations, *si toutefois il en a eu d'autres que de regagner Châlons,* 27 février, 3 heures et demie du matin. » — Cf. la lettre de Berthier à Victor, 26 février... « Dans peu d'heures l'empereur verra plus clair dans ses affaires pour vous envoyer de nouveaux ordres... » Registre de Berthier. Arch. de la guerre.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 368, 21 369, 21 373. Registre de Berthier, à Ney, Victor, Arrighi, Marmont, 25, 26 et 27 février. Arch. de la guerre.

3. Marmont prétend (*Mémoires*, VI, 198-199 et 207) que Napoléon eut le tort de ne pas se mettre en marche aussitôt qu'il fut instruit du mouvement de Blücher, c'est-à-dire le 25 février dans la matinée. Si, en effet, l'empereur eût dès ce jour-là, porté toutes ses troupes au delà de l'Aube, il eût gagné trente-six heures ; par conséquent il eût atteint l'Armée de Silésie le 1er ou le 2 mars entre la Marne et l'Ourcq et il l'eût certainement détruite (les forces étaient égales, et les Prusso-Russes étaient pris entre deux feux). Mais Napoléon, le 25, n'était point suffisamment renseigné sur les desseins de Blücher pour risquer un faux mouvement en opérant contre lui Si, comme le pensait Napoléon, Blücher cherchait seulement à regagner Châlons, il n'y avait aucune utilité à le suivre dans cette direction. Tout ce que pouvait faire Napoléon, et il le fit, c'était de prendre ses dispositions pour être à même de se porter contre Blücher dès qu'il serait assuré de ses intentions. — C'est une erreur de Thiers (XVII, 428-429) de dire que Napoléon « ne partit que le 27 de Troyes, de sa personne, parce qu'il devait donner à ses troupes le temps de marcher ». La *Correspondance* (21 367, 21 387, 21 390, 21 391, 21 392) et le registre de Berthier (ordres du 25 au 27 février) prouvent que Napoléon hésita deux jours à suivre Blücher et qu'il ne s'y décida que le 27 à 7 heures du matin.

4. Registre de Berthier (lettres à Friant, Nansouty, etc., Troyes, 9 heures du matin, 27 février). *Correspondance de Napoléon*, 21 395.

il l'attaquerait sur les derrières, tandis que les têtes de colonnes prussiennes seraient aux prises avec Marmont et Mortier, qui venaient d'opérer leur jonction.

Quant à l'armée de Bohême, l'empereur laissait 40,000 hommes à Macdonald pour la contenir derrière l'Aube[1]. Au reste, cette armée était démoralisée et en pleine retraite. Il n'y avait pas apparence qu'elle reprît soudain l'offensive, à moins que Schwarzenberg ne connût le départ de Napoléon[2]. Mais l'empereur espérait bien lui cacher ce départ. Ordre fut donné à Macdonald et à Oudinot de faire croire par tous les moyens possibles que Napoléon était encore sur la ligne. Son logement devait être préparé ostensiblement en arrière de Bar, et l'on devait répandre le bruit de son arrivée pour le lendemain. Tout en ne s'engageant pas au delà de l'Aube, les maréchaux s'efforceraient de ne point montrer à l'ennemi qu'ils gardaient la défensive. En cas d'attaque, enfin, les soldats crieraient : Vive l'empereur[3] ! Le duc de Vicence lui-même devait être de complicité avec Napoléon pour abuser les Alliés. « Il est convenable, lui écrivit l'empereur, que vous disiez que je suis à Bar et que vous dirigiez là tous vos courriers ; car il est de la plus haute importance que l'ennemi ne doute pas que je ne sois entre Bar et Vendeuvre[4]. »

1. Jusqu'au 27 février, les 2e corps (Gérard), 7e corps (Oudinot) et 11e corps (Macdonald), relevant tous trois du commandement direct de l'empereur, étaient indépendants les uns des autres. En quittant Troyes, Napoléon déféra le commandement en chef au duc de Tarente comme plus ancien de grade que le duc de Reggio. Registre de Berthier (lettre à Macdonald, 27 février). Arch. de la guerre. — Pour le chiffre de 40 000 hommes, voir **1814** 83 : 2e, 7e et 11e corps d'infanterie (moins la brigade Pierre Boyer) : 30 082 hommes, 2e, 5e et 6e corps de cavalerie : 9 540 hommes.

2. « ... J'espère que j'aurai le temps de faire une opération avant que l'ennemi s'en aperçoive et marche en avant... » *Correspondance*, 21 396.

3. Registre de Berthier (lettres à Macdonald et à Oudinot, 27 février).

4. *Correspondance de Napoléon*, 21 397.

Vaines précautions ! Vingt-quatre heures avant que l'empereur quittât Troyes et dix-huit heures même avant qu'il s'y fût résolu, le roi de Prusse était informé de ce départ imminent. Le 26 février vers midi, Frédéric-Guillaume, qui se trouvait à ce moment avec le prince de Schwarzenberg à Colombey-les-deux-Eglises, reçut une dépêche du quartier général de l'armée de Silésie. Cette lettre annonçait que Napoléon, se préparant à opérer contre Blücher avec la majeure partie de ses troupes, avait seulement détaché deux ou trois corps vers l'Aube à la poursuite de la grande armée[1]. Les Austro-Russes n'avaient donc devant eux qu'un rideau. C'était là sinon une fausse nouvelle du moins une nouvelle prématurée. L'opinion de Blücher n'était fondée que sur des présomptions, puisque le 25 février, jour où la lettre fut expédiée, pas un seul Français n'avait encore passé l'Aube. Aussi peut-on voir dans l'envoi de cette dépêche une ruse du vieux maréchal. Opposé en principe à la retraite de l'armée de Bohême, et appréhendant pour lui-même une attaque de Napoléon, il s'efforçait d'amener Schwarzenberg à reprendre l'offensive : le mouvement des Austro-Russes obligerait l'empereur à concentrer toutes ses forces entre Troyes et l'Aube, et le commandant en chef de l'armée de Silésie, désormais tranquille pour ses derrières, marcherait en sécurité sur Paris.

Au conseil de guerre tenu à Bar-sur-Aube, il avait été résolu que l'armée de Bohême reprendrait l'offensive aussitôt que Napoléon se tournerait contre Blücher[2]. En communiquant à Schwarzenberg la dépêche

1. Danilewsky, *Feldzug in Frankreich*, I, 169

2. Protocole de la délibération du 25 février, cité par Bogdanowitsch, II, 314. « ... La continuation de la retraite dépendra des circonstances. » Cf. Danilewsky, I, 166. Bernhardi, IV, 519-520. Plotho, III, 231.

du quartier général prussien. Fédéric-Guillaume lui rappela cette décision. Le prince dut céder. Au reste, comme tous les généraux alliés, il redoutait non l'armée française mais Napoléon, et l'audace lui revenait à mesure que celui-ci s'éloignait. L'empereur avait bien le droit de dire : « — J'ai cinquante mille hommes et moi, cela fait cent cinquante mille hommes[1]. »

Les différents corps de l'armée de Bohême firent demi-tour. L'attaque générale fut fixée au lendemain matin. Dès le soir même, le comte de Wrède tenta une attaque vigoureuse sur Bar où étaient entrées depuis quelques heures les deux divisions de Gérard. Les Bavarois convenablement reçus se retirèrent en désordre, perdant plus de deux cents hommes[2].

Selon les apparences, cette attaque indiquait pour le lendemain un retour offensif; d'ailleurs les paysans signalaient un mouvement général des Autrichiens dans la direction de l'Aube[3]. Mais abusé par les prisonniers qui disaient tous que l'armée continuait sa retraite, Oudinot établit ses troupes comme s'il était à vingt-cinq lieues de l'ennemi. Les divisions Leval et Rothembourg et la cavalerie du général Saint-Germain bivouaquèrent entre Moutier et Ailleville, à cheval sur la route et le front tourné vers Bar, qu'occupait le corps de Gérard. Dans cette étroite vallée de la rive droite de l'Aube, les troupes d'Oudinot avaient à leur droite la rivière, à leur gauche les hauteurs de Vernonfays. De plus, leurs derrières pouvaient être menacés, car la division Pacthod et la cavalerie de Kellermann que le duc de Reggio aurait dû établir, celle-là à la tête du pont de Dolancourt, celle-ci vers

1. Conversation avec le général Poltaratzky, citée par Danilewsky. I, 102.

2. Rapport d'Oudinot à Berthier, Ailleville, 26 février, 5 heures du soir. Arch. nat., AF., IV, 1 669. Cf. Plotho, III, 235-237. Danilewsky, I, 170.

3. Journal de la division Leval. Arch. de la guerre.

Arsonval, étaient restées en deçà de l'Aube[1]. Puisque Oudinot, dépassant les intentions de Napoléon qui voulait qu'on défendît la ligne de l'Aube et non qu'on franchît cette rivière[2], s'était imprudemment avancé sur la rive droite, au moins aurait-il dû y prendre une position moins vicieuse. Celle-ci était également mauvaise pour l'offensive et pour la défensive, entre des hauteurs qu'il faudrait enlever et une rivière où l'on risquerait d'être acculé. Au reste, Oudinot condamna lui-même la position qu'il avait choisie, car dans la nuit il fit repasser l'Aube à toute son artillerie qui alla parquer à Magny-le-Fouchard — à douze kilomètres du gros des troupes! C'était à toute son armée que le maréchal aurait dû faire repasser l'Aube. Autrement il lui fallait garder son artillerie, appeler les trois mille chevaux de Kellermann et porter incontinent la division Leval sur les hauteurs de Vernonfays. Un des brigadiers du 7e corps, le général Maulmont, dit sans rire que le maréchal Oudinot fit retirer les batteries « parce qu'elles auraient été un embarras en cas d'attaque[3] ». Mais livrer bataille sans canons, n'est-ce pas le pire des embarras?

Le matin du 27 février, l'armée ne prit encore aucune disposition de combat, bien que les avant-postes, d'accord avec les paysans revenus derechef avertir le maréchal, eussent signalé la présence de l'ennemi. Pour convaincre le maréchal de l'imminence d'une

1. Rapports d'Oudinot à Berthier, Ailleville, 26 février, et Magny-le-Fouchard, 27 février. Arch. nat., AF., IV, 1 669. Ordres de Gressot, chef d'état-major d'Oudinot, 26 février. Arch. de la guerre.

2. « Prenez une bonne position en arrière sur l'Aube, occupez Bar-sur-Aube par une bonne arrière-garde; soyez prêt à faire sauter le pont de Dolancourt », etc. Registre de Berthier (lettres à Macdonald et à Oudinot, 27 février). Arch. de la Guerre. — Ces ordres du 27 au matin ne furent pas connus d'Oudinot avant le combat de Bar. C'est pourquoi nous disons qu'il dépassa les intentions de Napoléon et non qu'il enfreignit les ordres reçus.

3. Journal de la division Leval. Arch. de la guerre.

attaque, il fallut qu'une reconnaissance de cavalerie fût ramenée sur la gauche par les Cosaques du comte Pahlen. Il était plus de dix heures quand cet engagement eut lieu. Oudinot se décidant enfin à donner des ordres, la division Leval se mit en marche pour Vernonfays, position dominante qu'elle aurait dû occuper dès la veille. Ces beaux régiments gravissent les premières hauteurs et culbutent les têtes de colonnes russes qui déjà s'avançaient sur le plateau; mais l'infanterie ennemie, dégagée par des charges de cuirassiers, se reforme en arrière, et bientôt quarante-huit pièces de canon ouvrent le feu contre les Français. Leval n'a pas une seule pièce pour riposter! Trois fois les vétérans d'Espagne abordent les masses russes et les font reculer; trois fois, fauchés par la mitraille, ils abandonnent le terrain conquis[1]. Le roi de Prusse, impassible au milieu du feu et répondant à Schwarzenberg qui le conjurait de s'éloigner : « Où est votre place, mon cher maréchal, là est aussi la mienne », ne pouvait s'empêcher d'admirer les élans héroïques des soldats de Leval. « Ces charges, disait-il, sont parmi les plus beaux faits d'armes dont j'aie été témoin[2]. »

Oudinot cependant hésitait entre une attaque générale qui eût été téméraire et une retraite qui eût été périlleuse. Il laissait sans ordres les troupes aux prises avec l'ennemi, et n'osait pas les faire soutenir, de peur d'engager tout son monde inutilement et de compromette sa retraite. C'est ainsi que la division Rothembourg demeura l'arme au pied, que la division Pacthod resta sur la rive gauche de l'Aube et

1. Rapport d'Oudinot à Berthier, 27 février. Arch. nat., AF., IV, 1 669. Journal de la division Leval. Arch. de la guerre; Plotho. III, 238-240.

2. Dépositions d'officiers prisonniers, citées dans le journal de la division Leval, Arch. de la guerre. Cf. Bogdanowitsch, I, 282.

que la cavalerie de Kellermann, qui avait passé la rivière sans ordres, marchant au canon, et qui vint charger trois fois les batteries russes de Vernonfays, ne fut pas renforcée par les deux mille cinq cents chevaux de Saint-Germain, immobilisés à trois kilomètres du champ de bataille. C'est ainsi enfin que toute l'artillerie du 7[e] corps fut laissée à Magny-le-Fouchard. Oudinot se contenta de demander du canon à Gérard. Celui-ci, qui défendait Bar contre les Bavarois du général de Wrède, envoya une batterie. Mais que pouvait six malheureuses pièces contre la formidable artillerie russe? Leur feu fut éteint en quelques instants [1].

Vers quatre heures de l'après-midi, Oudinot voyant son centre s'épuiser contre un ennemi à qui des renforts arrivaient sans cesse, sa droite vivement pressée, sa gauche très menacée par un mouvement tournant de la cavalerie de Pahlen, se décida à donner l'ordre de la retraite. Les troupes se retirèrent à petits pas, de position en position, traversant l'Aube sur le pont de Dolancourt et sur le pont de Bar; le général Gérard évacua Bar dans la soirée. Le lendemain, les deux corps se concentrèrent entre Magny-le-Fouchard et Vendeuvre, ayant perdu 2500 hommes des meilleures troupes que, sauf la division de vieille garde de Friant, l'empereur eût alors à opposer à l'ennemi. Les Alliés eurent à peine 2000 tués ou blessés [2].

1. Rapport d'Oudinot à Berthier, 27 février. Arch. nat., AF., IV, 1 669. Journal de la division Leval. Arch. de la guerre.

2. Rapport d'Oudinot à Berthier, 27 février. Arch. nat., AF., IV, 1 669. Journal de la division Leval. Rapport de Macdonald à l'empereur, Châtre, 4 mars. Arch. de la guerre. Bogdanowitsch, I, 285.

Oudinot, dans son rapport, n'avoue que 1 200 hommes hors de combat; mais le soir d'une action on n'est pas exactement renseigné sur les pertes et l'on cherche souvent à les atténuer. Le général Maulmont, auteur du Journal de la division Leval, porte les tués, blessés et disparus à 3 500. Ce chiffre, qui parait fort exagéré, ne s'accorde pas avec les situations. En comparant les états du 27 février et du 5 mars, nous ne trouvons pour les trois brigades d'Espagne et la cavalerie de Kellermann,

On raconte que, pendant la bataille, les soldats français se voyant engagés sans artillerie crièrent à la trahison. Cette croyance persista même assez longtemps parmi les paysans de l'Aube[1]. Rien n'est si absurde ! Mais il faut cependant reconnaître que le duc de Reggio montra dans cette affaire d'abord une imprévoyance, ensuite une indécision tout à fait condamnables. Oudinot pouvait choisir de bonnes positions : il prit les plus mauvaises. Il pouvait livrer bataille presque à forces égales[2] : il arrangea les choses de telle sorte que les trois seules brigades d'Espagne et la seule cavalerie de Kellermann — en tout 7200 fusils et 3800 sabres — furent opposés cinq heures durant et sans aucune artillerie aux 26000 Russes et Autrichiens du prince de Wiggenstein et du général Wolkmann ! Les Français auraient en vain crié : *Vive l'empereur !* pour tromper l'ennemi. A la façon dont la bataille était engagée et conduite, il était évident que Napoléon ne commandait pas.

La retraite d'Oudinot découvrait complètement Macdonald qui, le 27 février, marchait de Fontette

seules troupes d'Oudinot engagées, qu'une perte de 1 800 hommes. En admettant que le corps de Gérard ait de son côté perdu 700 hommes (la situation du 5 mars faisant défaut pour ce corps, nous devons nous borner à donner un chiffre approximatif), le total serait au plus de 2 500 hommes.

1. Pougiat, *l'Invasion dans l'Aube*, 47, 48, 49 : « En passant à Troyes, le surlendemain de cette affaire, on entendait les soldats accuser hautement le maréchal de les avoir trahis et fait massacrer... Les habitants de l'Aube conservent encore, en se rappelant les nombreuses accusations des soldats qui furent les victimes de cette odieuse défection, la même indignation contre le maréchal qu'à l'instant de la bataille. »

2. Russes : corps Wiggenstein : 21 000 hommes. Cuirassiers de Kretow : 1 700. Renforts autrichiens détachés du corps de Wrède qui attaquait Bar, défendu par Gérard : brigade Wolkmann (8 bataillons) : 4 000 hommes. Total : 26 700. Tableau de la composition de la grande armée alliée. Arch. topographiques de Saint-Pétersbourg, 22 854.

Français : division Leval : 5 100 hommes. Brigade Chassé (d'Espagne), 2 500. Division Rothenbourg : 2 600. Division Pacthod : 4 000. Artillerie : 1 100 hommes et 51 bouches à feu. Cavalerie de Kellermann : 3 800. Cavalerie de Saint-Germain : 2 400. Total : 21 500. Situations des 21, 27 février et 1er mars. Arch. de la guerre.

sur la Ferté-sur-Aube. Par bonheur, la belle contenance de son avant-garde imposa aux têtes de colonnes du prince royal de Wurtemberg. Conformément aux ordres de Schwarzenberg datés de la veille et lui enjoignant de reprendre l'offensive, ce général avait porté au delà de l'Aube une partie de ses troupes. Les Wurtembergeois repassèrent la rivière et ajournèrent leur attaque au lendemain. Mais, le lendemain, Macdonald s'était dérobé. Les reconnaissances qu'il avait envoyées sur sa gauche, afin de se lier avec Oudinot, lui ayant signalé des partis ennemis, le duc de Tarente pressentit que les 7e et 2e corps battaient en retraite sur Vendeuvre et Troyes. Comme il ne lui convenait pas de rester en l'air, il se retira également sur Troyes par la route de Bar-sur-Seine. Dans cette marche son arrière-garde fut souvent engagée avec l'ennemi qui talonna les Français de très près. Macdonald arriva dans la journée du 3 mars à Troyes, où il opéra sa jonction avec les corps du duc de Reggio et du général Gérard, désormais placés sous son commandement[1].

Napoléon reçut le 2 mars la nouvelle de la défaite d'Oudinot[2]. L'empereur était alors à la Ferté-sous-Jouarre, en pleine opération contre Blücher qui s'était mis en retraite à son approche et qu'il se flattait d'atteindre le lendemain ou le surlendemain. Le mauvais succès du combat de Bar-sur-Aube était fait pour irriter et pour inquiéter Napoléon, mais non pour déranger ses plans. Si l'armée française avait abandonné la ligne de l'Aube, elle tenait encore celle de la Seine. Or, en raison de la prudence et de la lenteur coutumières au prince de Schwarzenberg, il était

1. Rapports de Macdonald à Napoléon, Bar-sur-Seine, 2 mars, et Châtre, 4 mars. Arch. de la guerre et Arch. nat., AF., IV, 1 669.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 419.

présumable qu'il faudrait au moins huit jours aux Austro-Russes pour repousser les trois corps de Macdonald jusque dans la Brie. D'ici là, Napoléon ayant exterminé Blücher — c'est son expression, — se rabattrait sur les flancs ou sur les derrières de l'armée de Bohême, selon que Schwarzenberg se serait plus ou moins avancé vers Paris. Sans donc trop s'émouvoir du retour offensif des Austro-Russes, l'empereur envoya l'ordre à ses lieutenants de disputer le terrain pied à pied[1], et il continua sa marche à la poursuite de l'armée de Silésie.

1. Registre de Berthier (lettre à Oudinot, Jouarre, 2 mars). Arch. de la guerre.

II

MARCHE DE BLÜCHER SUR PARIS
SITUATION CRITIQUE DE L'ARMÉE DE SILÉSIE

L'audacieuse expédition conçue par le feld-maréchal Blücher avait d'abord très bien réussi. Le 24 février, avant même que l'ordre de mouvement qu'il sollicitait depuis deux jours du grand quartier général lui fût parvenu, il avait de sa propre autorité porté ses troupes au delà de l'Aube, à Baudement, à Anglure et à Plancy[1]. Le 25, il reçut deux lettres de l'empereur de Russie et du roi de Prusse, qui non seulement l'autorisaient à reprendre l'offensive, mais l'y encourageaient par de chaleureuses paroles. « On ne saurait que se promettre le plus heureux résultat de vos opérations, » écrivait le czar. « L'issue de la campagne est dans vos mains, le bonheur des peuples dépend de vos succès[2], » écrivait de son côté Frédéric-Guillaume. A ces vœux était joint, ce qui valait mieux, l'avis que le corps prussien de Bülow comptant 16900[3] hommes et le corps russe de Winzingerode, de 26000[4] hommes, étaient désormais placés

1. Ordre de Gneisenau, cité par Plotho, *Der Krieg in Frankreich*, III, 266. Cf. Droysen, *York's Leben*, III, 324. Marmont, *Mémoires*, VI, 197.

2. Lettres de l'empereur de Russie et du roi de Prusse à Blücher, Bar-sur-Aube, 2 février, citées par Bogdanowitsch, I, 478-488 et 274.

3. Damitz, *Gesch. des Feldzugsges* 1814, III, 478. Schelz, *Die operazion, der verbundeten Heere gegen Paris*, I, 53.

4. Les rapports de Winzingerode et de son lieutenant Woronzoff. Archives topographiques de Saint-Pétersbourg, nos 46 692 et 47 453, ne concordent pas avec

sous le commandement de Blücher. La lettre du czar contenait sous cachets volants les ordres à faire tenir en conséquence à ces deux généraux. Bülow arrivait alors à Laon et Winzingerode occupait Reims. Le feld-maréchal s'empressa d'envoyer ces ordres à ses nouveaux lieutenants en y joignant ses propres instructions, puis il se mit incontinent en marche[1]. Il se voyait déjà à Paris, car dans sa pensée le petit corps de Marmont devait être seul à lui barrer la route. Or cette poignée de Français ne saurait opposer une résistance efficace à son armée, dont le chiffre s'élevait à 48 000 soldats[2]. A la vérité, Blücher s'attendait d'avoir à combattre sous les murs de Paris des forces assez considérables; mais, avant qu'il fût arrivé là, il comptait être rejoint par Winzingerode et Bülow. D'autres renforts encore étaient en route. Le général comte de Langeron, qui, sur les ordres pressants de Blücher, avait quitté Mayence le 2 février était le 24 à Vitry-le-François, et son lieutenant, comme lui émigré au service de la Russie, le général comte de Saint-Priest, entrait alors en Lorraine[3]. Blücher pensa que si une partie seulement de ces troupes le rejoignait à temps, il serait en forces pour attaquer Paris; les renforts restés en route serviraient à protéger ses derrières contre un retour éventuel de

le chiffre de 30 000 hommes donné au corps de ce général, à la fin de février, par tous les historiens allemands et russes. Avant le passage du Rhin, Winzingerode avait 36 000 hommes, mais tous n'entrèrent pas en France. Le 24 février, à Reims, Winzingerode avait 19 000 hommes; du 25 au 28 février, il reçut 6 900 hommes de renfort (brigades d'infanterie Poncet Krazowsky et Scheltuchin et cosaques de Tettenborn). Total : 25 900 hommes.

1. Müffling. *Aus meinem Leben*, 123. *Kriegsgesch. des Jahres* 1814, II, 73-74, 83. Varnhagen, *Leben des Generals Bülow* 308. Plotho, III, 210.

2. York : 14 288 hommes. Kleist : 9 800. Sacken : 13 700; Kapzéwitsch, Rudzéwitsch et Korff (divisionnaires de Langeron) : 10 ou 11 000. Journal des opérations du général comte de Langeron. Arch. topographiques de Saint-Pétersbourg, nº 29 103. Plotho, III, 262. Damitz, III, 476. Schelz, I, 53.

3. Journal de Langeron. Arch. topographiques de Saint-Pétersbourg.

Napoléon. D'ailleurs pour n'avoir rien à redouter de l'empereur, il fit ce jour même, 25 février, envoyer une lettre au roi de Prusse, l'informant que l'armée impériale se disposait à marcher à la suite de l'armée de Silésie[1]. Si, comme Blücher y comptait, Schwarzenberg reprenait l'offensive à la réception de cette lettre, il était présumable que le mouvement des Austro-Russes obligerait Napoléon à concentrer toutes ses forces pour leur disputer le terrain.

Le 25 février, Blücher se mit donc en marche, ayant pour objectif tactique Marmont et pour objectif stratégique Paris. Dans l'après-midi, les têtes de colonnes de l'armée de Silésie attaquèrent le petit corps de Marmont sur les hauteurs de Vindé, en arrière de Sézanne. Les Français se retirèrent à pas comptés, couverts par des échelons d'artillerie qui arrêtèrent les charges incessantes de la cavalerie ennemie. Le 26, Marmont atteignit la Ferté-sous-Jouarre, suivi de près par les Prussiens de Kleist et d'York, tandis que les Russes de Sacken et de Kapzéwitsch marchaient directement sur Meaux par la grande route de Coulommiers[2]. A la Ferté-sous-Jouarre, Marmont fut rejoint par le maréchal Mortier qui sur son appel arrivait de Soissons[3]. Les deux maréchaux se trouvaient désormais à la tête d'une dizaine de mille hommes[4]. Le 27 février, ils s'éta-

1. Danilewsky, *Feldzug in Frankreich* 1814, I, 169. — Nous avons déjà dit (p. 116) qu'il y avait là une ruse de Blücher puisque, le 25, aucun Français n'avait passé l'Aube.

2. Rapport de Marmont à Berthier, Meaux, 28 février. Arch. nat., AF., IV, 1 669. Cf. Plotho, III, 269-270.

3. Mortier à Clarke, 25 février. Arch. de la guerre.

4. Marmont : 6e corps : divisions d'infanterie Ricard et Lagrange : 3 685 hommes ; 1er corps de cavalerie (sous Bordessoulle) : 2 403 hommes.

Mortier : 2e division de vieille garde (Christiani) : 2 385 ; gardes d'honneur de Defrance : [illegible] hommes ; 1re division de la cavalerie de la garde (Colbert : 909 hommes ; artillerie : 157 hommes. Total général : 10 502 hommes. — Voir pour le

blirent à Meaux, résolus d'y défendre à tout prix la rive droite de la Marne. Après une première attaque, les Russes se retirèrent. Blücher, renonçant à forcer le passage de la Marne sous le feu des deux maréchaux, rallia ses troupes dans la nuit du 27 au 28 février à la Ferté-sous-Jouarre où il leur fit traverser la rivière. Il les porta de là dans la direction de l'Ourcq de façon à prendre à revers les Français postés devant Meaux[1].

La brusque retraite des Russes et l'examen de la carte révélèrent à Marmont le plan de Blücher. Dans la matinée du 28 février, il quitta sa position et marcha avec Mortier sur Lizy-sur-Ourcq. Le corps de Kleist, tête de colonne de l'armée de Silésie, avait déjà franchi l'Ourcq et s'était solidement établi à Gué-à-Tresme, derrière la Thérouanne. Les deux maréchaux attaquèrent. Après une heure d'un furieux combat, les Prussiens pliant de tous côtés, se retirèrent à plus de huit kilomètres en arrière, par la route de la Ferté-Milon. La nuit était venue. Mortier proposa de s'arrêter jusqu'au lendemain sur la position conquise. Marmont, stratégiste plus avisé, représenta au duc de Trévise que leur succès serait sans effet s'ils n'occupaient point avant le jour la rive droite de l'Ourcq. Mortier se porta à Lizy-sur-Ourcq; Marmont s'avança un peu plus loin, au-dessus du village de May, que Kleist, restant toujours sur la rive droite de l'Ourcq, avait dépassé dans sa rapide retraite[2].

corps de Marmont les situations du 28 février et les situations du 15 février pour le corps de Mortier qui ne fut pas engagé du 14 au 26 février. Arch. de la guerre, carton des situations.

1. Ordres de marche de Blücher, 27 et 28 février, cités par Plotho, III, 271, 272. Rapport d'un agent de la guerre à Clarke, 27 février. Rapport de Marmont à Berthier, 28 février. Arch. de la guerre.

2. Rapports de Marmont à Berthier et à Clarke, May, 1er mars; lettre de Mortier à Clarke, Lizy-sur-Ourcq, 1er mars. Arch. de la guerre. Plotho, III, 273.

Le lendemain, 1er mars, Blücher, dont toute l'armée était arrivée au bord de l'Ourcq, prit ses dispositions pour passer cette rivière qui lui barrait la route de Paris. Ardent comme l'était le feld-maréchal, son esprit ne pouvait concevoir, sa vanité ne pouvait souffrir qu'une poignée de Français s'avisât de disputer le passage d'un méchant ruisseau à une armée de cinquante mille hommes commandée par lui en personne. L'ennemi exécuta trois attaques simultanées. Sacken fit une énergique démonstration sur Lizy que défendait Mortier, tandis que Kleist, par la rive droite de l'Ourcq, et Kapzéwitsch, par la rive gauche, tentaient d'enlever les positions de Marmont à May et à Crouy[1]. Prussiens et Russes furent également bien reçus, d'autant mieux reçus que pendant la nuit, il était arrivé de Paris aux deux maréchaux 6000 hommes de troupes fraîches[2].

Blücher voulait renouveler l'attaque le lendemain[3], mais dans la nuit du 1er au 2 mars, il apprit par les coureurs du général Tettenborn[4] des nouvelles qui le forcèrent à changer complètement ses dispositions stratégiques. Il devait renoncer à l'offensive et battre

1. Marmont à Clarke, May, 1er mars, 3 heures du soir. Arch. de la guerre. Marmont à Napoléon, Neufchelles, 3 mars. Arch. nat., AF., IV, 1 670. Journal de Langeron. Plotho, III, 274-275; — Langeron avoue 406 tués ou blessés pour le seul corps de Kapzéwitsch.

2. Division provisoire de jeune garde (Porret de Morvan) : 4 879 hommes : division provisoire de cavalerie de la garde (Boulnoir) : 1 026 hommes; une compagnie d'artillerie : 150 hommes. Clarke à Napoléon, à Marmont, à Mortier, 28 février. Ornano à Berthier, 2 février; et Fabvier à Marmont, 27 février. Arch. de la guerre.

3. Ordre de marche de Blücher pour le 2 mars. Fulaines, 1er mars (soir), cité par Plotho, III, 275. Cf. Clausewitz, *Feldzug in Frankreich*, 436.

4. Tettenborn battait l'estrade entre l'Aube et la Marne. Attaqué le 28 février au matin, près de Fère-Champenoise, par les dragons de Roussel, il se retira sur Vertus et Epernay (Journal de Langeron. Arch. de Saint-Pétersbourg et Journal de Roussel. Arch. de la guerre). A Vertus, il envoya, le 1er mars, à Blücher plusieurs courriers pour l'informer que Napoléon marchait sur les derrières de l'armée de Silésie (Müffling, *Kriegsgesch. des Jahres* 1814, II, 84). Une de ces dépêches, prise par nos coureurs, se trouve aux Archives nationales, AF., IV, 1 668.

en retraite au plus vite. Napoléon marchait sur lui à grandes journées. Parti de Troyes le 27 février, l'empereur arriva le 28 à Sézanne; le 1er mars il était à Jouarre, avec son avant-garde à la Ferté-sous Jouarre, et le 2 au matin, il se portait de sa personne au bord de la Marne[1]. Son armée comptait environ 35 000 combattants. L'empereur avait avec lui Victor et les divisions de jeune garde Charpentier et Boyer de Rebeval; Ney et les divisions de jeune garde Meunier et Curial et la brigade d'Espagne Pierre Boyer; Friant et la vieille garde; Dulauloy et la réserve d'artillerie; la division du duc de Padoue; enfin 6000 cavaliers de la garde et des dragons d'Espagne sous Nansouty et Grouchy[2]. Si Blücher n'avait eu la prévoyance de faire détruire le pont de la Ferté, Napoléon, dans la journée du 2 mars, fût tombé sur l'armée de Silésie en pleine retraite. « Si j'avais eu un équipage de ponts, écrivait-il ce jour-là au duc de Feltre, l'armée de Blücher était perdue[3]. »

En effet, lorsqu'il apprit la marche de Napoléon, le feld-maréchal n'eut plus qu'une idée, celle de se dérober au plus vite à l'étreinte menaçante de l'armée impériale. Il s'en explique sans réticences dans l'ordre général daté de Fulaines, le 2 mars : « ... Comme l'empereur Napoléon, venant d'Arcis, a passé le 28 février à Sézanne et qu'on ignore s'il

1. Registre de Berthier, ordres du 27 février au 2 mars. Arch. de la guerre.

2. Divisions Charpentier et Boyer de Rebeval; 12555 hommes : divisions Meunier et Curial : 2 244; brigade Pierre Boyer : 1 912; division Friant : 6 600; division du duc de Padoue : 4 000; réserve d'artillerie : 1 000. Total pour l'infanterie et l'artillerie : 28 291.

Cavalerie de Grouchy : division des dragons de Roussel : 2 174; 2e et 3e divisions de cavalerie de la garde : 3 168. Ayant rejoint l'armée le 3 mars : 600 lanciers polonais. Total pour la cavalerie : 5 942 hommes. Total général : 34 233 hommes.

Rapport de Drouot à Napoléon, Fismes, 4 mars. Musée des archives nationales; situation de la division de Arrighi au 16 février; situation de la cavalerie (signée Belliard, 2 mars, et *Correspondance de Napoléon*, 21 431.

3. *Correspondance de Napoléon*, 21 421.

traversera la Marne à Meaux, à la Ferté-sous-Jouarre ou à Château-Thierry; comme, en ces circonstances, notre jonction avec les généraux de Bülow et Winzingerode devient de la plus haute importance; marcheront : le corps d'York, par la Ferté-Milon et Ancienville sur Oulchy, où il prendra position derrière l'Ourcq, son front vers Château-Thierry; le corps de Sacken, sur Ancienville; le corps de Langeron (Hapzéwitsch), sur la Ferté-Milon; le corps Kleist, sur Bournonville et Marolles; les bagages, sur Billy-sur-Ourcq... [1] » Ainsi Blücher battait en retraite, et, ne sachant pas si les têtes de colonnes de l'armée française ne l'atteindraient point dès le lendemain matin, il marquait à ses troupes des lieux d'étapes qui pussent, le cas échéant, devenir des positions de combat. Quand il écrit, en effet, que York établira son front face à Château-Thierry et que les autres troupes, après avoir passé l'Ourcq, bivouaqueront derrière cette rivière, il indique qu'il acceptera la bataille si Napoléon le menace trop vite et de trop près, ou si des renforts arrivent à l'armée de Silésie.

Des renforts, c'était là l'espoir de Blücher. Le 25 février, le feld-maréchal avait expédié l'ordre à Bülow et à Winzingerode de marcher immédiatement sur Paris : le premier, par Villers-Cotterets et Dammartin; le second, par Fismes, Oulchy et Meaux; et le 28 février, il avait reçu de Winzingerode une lettre l'informant que ses instructions seraient exécutées[2]. D'après les calculs de Blücher, Winzingerode devait arriver à Oulchy le 1er ou le 2 mars, et Bülow devait se trouver à cette date sur la rive gauche de l'Aisne. Si donc l'armée de Silésie pouvait opérer sa jonction à Oulchy avec les corps de Winzingerode

1. Ordre général de Blücher, 2 mars, cité par Plotho, III, 278.

2. Müffling, *Aus meinem Leben*, 123-124. *Kriegsgesch. des Jahres* 1814, II, 84.

et de Bülow Blücher s'arrêtait, faisait front et livrait bataille ayant tous les avantages du nombre et de la position[1]. Mais cette espérance s'évanouissait d'heure en heure dans l'esprit de Blücher et de ses conseillers habituels, Gneisenau et Müffling. Comment admettre, en effet, que si les renforts attendus étaient à une journée de marche à peine de l'armée de Silésie, on n'en eût aucune connaissance? Pourquoi les lieutenants de Blücher ne l'avertissaient-ils pas de leur arrivée? Pourquoi ne lui rendaient-ils pas compte de leurs opérations? Depuis trois jours le grand quartier général était sans nouvelles. Plusieurs officiers d'état-major, envoyés à la découverte, n'avaient point donné signe de vie. L'un d'eux, le major Brunecki, aide de camp de Kleist, avait bien adressé de Braine, le 1er mars, deux dépêches annonçant que les corps de Winzingerode et de Bülow étaient à proximité, mais ces dépêches n'étaient pas arrivées. Le Cosaque qui les portait s'était égaré et avait été fait prisonnier dans la forêt de Villers-Cotterets[2].

Les mouvements prescrits par Blücher s'opérèrent dans la journée du 2 mars, mais non sans difficultés. Pour masquer la retraite de l'armée, Kleist poussa une forte reconnaissance offensive sur May. Marmont ne se laissa pas prendre au stratagème. Il avertit

1. Müffling, 123-124. Cf. Bogdanowitsch, I, 300. Plotho, III, 283.

2. Ces deux lettres sont classées aux Archives de la guerre. La première adressée à Kleist, annonce que Bülow et Winzingerode doivent, le 2 mars, attaquer Soissons. La seconde, écrite à Blücher, est intéressante à citer. « Ayant appris à Villers-Cotterets que Soissons était encore occupé par les Français, je me suis dirigé, par Chaudun, sur Laon. J'ai rencontré ici (à Braine) l'avant-garde de Winzingerode, qui s'est mise en mouvement de Reims sur Soissons. J'ai appris par le colonel russe Barnilow que Soissons devait être attaqué demain par les deux rives de l'Aisne : sur la rive droite, par le corps de Bülow, et, sur la rive gauche, par celui de Winzingerode, qui doit arriver aujourd'hui à Soissons. *J'espère apprendre* à Vailly, qui est occupé par le corps de Bülow, et où j'arriverai cette nuit, *que Soissons est pris*. Comme j'ai appris l'issue de l'affaire de Lisy, qui a eu lieu hier, ainsi que la direction que Votre Excellence a prise en se retirant, je ne manquerai pas d'en instruire Bülow, *notre position pouvant se trouver changée par là.* »

Mortier de la marche en retraite des Alliés et l'invita à le rejoindre immédiatement. Les deux corps réunis reçurent vigoureusement les Prussiens de Kleist et les poursuivirent la baïonnette dans les reins. A minuit, les têtes de colonnes de Marmont arrivèrent à la Ferté-Milon, que Blücher venait à peine d'évacuer. Le lendemain matin, 3 mars, il restait encore une grande masse de troupes sur la rive droite, à Neuilly-Saint-Front. Marmont y courut et les attaqua avec vigueur. Pour arrêter l'élan des Français, l'ennemi mit en batterie vingt-quatre pièces de canon. Grâce à ce feu terrible, l'arrière-garde put achever de passer l'Ourcq. Marmont eut là son cheval tué sous lui, traversé d'outre en outre par un boulet[1].

Bien que le 3 mars au matin, les Alliés se trouvassent presque tous concentrés derrière l'Ourcq, la situation de Blücher ne s'était guère améliorée, car s'il avait passé l'Ourcq, Napoléon avait de son côté passé la Marne à la Ferté-sous-Jouarre, et il marchait sur l'armée de Silésie. L'avant-garde impériale s'avança ce jour-là jusqu'à Rocourt et à La Croix, se liant par sa gauche avec la cavalerie de Marmont[2]. « L'ennemi est en présence, écrivait Berthier aux commandants de corps ; nous nous battrons demain[3]. »

Blücher, on le sait, espérait trouver à Oulchy, où il arriva dans la nuit du 2 au 3 mars, le corps de Winzingerode ; mais il n'y trouva pas même la moindre

1. Rapports de Mortier et de Marmont, Neuilly, 3 mars, 8 heures du soir. Arch. nat., AF., IV, 1 670. Cf. Marmont, *Mém.*, VI, 204-205, et Müffling, II, 86.

2. « Je suis en liaison avec la cavalerie du duc de Raguse... » Grouchy à Napoléon, La Croix, 3 mars. Arch. nat., AF., IV, 1 670. (De La Croix à Neuilly où était Marmont, il n'y a pas à vol d'oiseau plus de 6 kilomètres : de La Croix à l'Ourcq, il y a 3 kilomètres.) Marmont, de son côté, écrivait à Grouchy dans la soirée du 3 mars : « Ainsi, mon cher général, je compte que vous allez nous appuyer... Demain, au jour, je serai en marche pour poursuivre l'ennemi et en avoir tout ce que je pourrai. » Arch. de la guerre.

3. Registre de Berthier (ordres du 3 mars). Arch. de la guerre.

nouvelle de ce général. Dans ces circonstances, il y avait pour le feld-maréchal quatre partis à prendre. Le premier consistait à s'arrêter derrière l'Ourcq et à attendre dans cette position l'attaque de Napoléon. C'était l'idée que Blücher avait la veille[1]. Mais la veille, il comptait sur des renforts, et ces renforts faisaient défaut. Le second parti était d'accélérer la retraite, d'atteindre l'Aisne par le chemin le plus direct et de passer cette rivière soit à Soissons, soit sur un pont de bateaux. Mais Blücher n'ignorait pas que Soissons était aux Français, et il ne pouvait songer à emporter cette place en une journée. Il ne pouvait pas davantage, en une journée, établir un pont et y faire défiler son armée. Or une journée, c'était toute l'avance qu'il eût sur Napoléon ; si l'armée de Silésie perdait vingt-quatre heures devant l'Aisne, elle ne pourrait éviter la bataille. Le troisième parti consistait à gagner Laon par Villers-Cotterets et Vic-sur-Aisne, mais ce mouvement était excentrique. Le quatrième parti, enfin, était de se dérober aux Français par la route du nord-est. Blücher remonterait l'Aisne jusqu'à Berry-au-Bac, où il traverserait la rivière sur le grand pont de pierre nouvellement construit. Mais là encore, Blücher risquait de se heurter à Napoléon, qui manœuvrait de façon à déborder la gauche de l'armée de Silésie si elle restait en position derrière l'Ourcq et à lui couper la retraite par Berry-au-Bac ou Reims si elle filait de ce côté[2].

L'armée de Blücher était dans le pire état de fatigue et de misère. Depuis soixante-douze heures, les troupes avaient livré trois combats et fait trois marches de nuit. Depuis une semaine, elles n'avaient

1. Müffling, *Aus meinem Leben*, 123-124. Bogdanowitsch, I, 300.

2. Registre de Berthier (ordres des 3 et 4 mars, à Grouchy, Drouot, Ney, Victor, etc.), et Grouchy à Marmont, Fismes, 4 mars. Arch. de la guerre.

reçu aucune distribution. Depuis le 22 février, plusieurs régiments de cavalerie, nommément les dragons de Lithuanie, n'avaient point dessellé; beaucoup de chevaux étaient fourbus, presque tous étaient blessés au garrot. Des trains d'artillerie s'embourbaient dans les chemins défoncés; les conducteurs en étaient réduits, pour continuer leur marche, à abandonner des caissons de munitions qu'ils faisaient sauter. Les fantassins allaient pieds nus et en guenilles, portant des armes rouillées. Exténués et affamés, ces soldats marchaient sans ordre, murmurant contre leurs chefs et vivant à la fortune du pillage[1].

Avec une pareille armée, et les renforts attendus faisant défaut, Blücher ne pouvait s'arrêter à Oulchy pour y livrer bataille. D'autre part, Soissons était fermé. Restait donc la retraite par Berry-au-Bac. Mais bien que Blücher ne pût être informé encore du mouvement de Napoléon sur Fismes, il hésitait à entreprendre avec toute son armée une marche de flanc toujours périlleuse. Après bien des hésitations, il s'arrêta à un moyen terme, qui consistait, si la chose était possible, à passer l'Aisne sur plusieurs points : les bagages, l'artillerie et une partie de l'infanterie passeraient à Berry-au-Bac ; les autres troupes sur un pont de bateaux qu'on établirait entre Soissons et Vailly[2]. En conséquence, le 2 mars, à six heures du matin, il fut prescrit aux commandants de corps d'armée de diriger leurs bagages sur Fismes et leurs troupes sur Buzancy. A Buzancy, ils attendraient des ordres. Le mouvement devait commencer

1. Droysen, *Leben des Feldmarschalls York*, III, 332. Grouchy à Napoléon, 1er mars. Arch. de la guerre. Cf. manuscrit de Brayer, Arch. de Soissons.

2. La veille au soir, 2 mars, Blücher avait déjà envoyé à Bülow (à tout hasard, car il ne savait pas l'endroit précis où celui-ci se trouvait) une lettre où, en même temps qu'il lui ordonnait d'arrêter son mouvement sur Paris et de se joindre à lui, il lui demandait où l'on pourrait jeter un pont sur l'Aisne vers Buzancy. Lettre de Blücher à Bülow, citée par Varnhagen, *Leben des Generals Bülow*, 359.

à midi pour les bagages, de trois à quatre heures seulement pour l'infanterie. Ce retardement s'explique par la nécessité où se trouvait Blücher de laisser à ses soldats une demi-journée de repos. En même temps qu'il dictait ces ordres à Gneisenau, le feld-maréchal envoyait un aide de camp avec mission de voir où l'on pourrait jeter un pont sur l'Aisne. Blücher en personne devait se rendre de bonne heure à Buzancy, décider du lieu où le pont serait établi et faire tenir aux colonnes des ordres définitifs pour le passage[1].

A peine cette disposition, qui trahit assez l'embarras où se trouvait Blücher, était-elle communiquée aux chefs de corps, que le feld-maréchal reçut enfin des nouvelles de ses deux lieutenants. Une estafette, venue à franc étrier, lui remit vers sept heures du matin cette lettre de Winzingerode, datée du bivouac devant Soissons, 3 mars, cinq heures du matin : « J'apprends que Votre Excellence se retire par Oulchy. Soissons étant occupé par l'ennemi et une tentative de prendre cette place ayant échoué hier, je ne puis croire autre chose, sinon que Votre Excellence se dirigera sur Reims par Fismes. Dans ces circonstances, je crois bien agir en faisant traverser par la plus grande partie de mon infanterie l'Aisne à Vailly, où Bülow a jeté un pont. Pour moi, j'attendrai le point du jour devant Soissons avec une division d'infanterie et toute ma cavalerie, et s'il n'est rien survenu de nouveau d'ici là, je me mettrai en route au lever du jour pour Fismes[2]. »

1. Ordre de marche du 3 mars, cité par Plotho, III, 281. Cf. Müffling, 124.
Les commandants de corps devaient attendre des ordres à Buzancy, Blücher n'ayant pas encore décidé l'endroit où il jetterait un pont, s'il en jetterait un, quels corps passeraient l'Aisne sur le pont, quels autres suivraient les bagages sur Fismes. D'après Müffling, toutes les troupes auraient suivi les bagages vers Fismes et auraient passé l'Aisne à Berry-au-Bac.

2. Registre de Berthier (ordres des 5, 6 et 7 mars). Arch. de la guerre.

Ces nouvelles n'étaient pas, il s'en faut, celles qu'attendait Blücher. Ses ordres si précis du 25 février, relatifs à la marche sur Paris par Fismes et Oulchy, n'avaient pas été exécutés. Winzingerode ayant appris, le 27 février, le mouvement offensif de Napoléon, avait jugé que dans ces circonstances il importait à Blücher d'avoir sa retraite par l'Aisne assurée. Or, le meilleur passage de l'Aisne pour l'armée de Silésie, c'était le pont de Soissons. Il avait donc écrit à Bülow, l'engageant à se porter de Laon sur Soissons, tandis que lui-même s'y porterait de Reims : la place, attaquée par la rive droite et par la rive gauche, serait enlevée en vingt-quatre heures, et tous deux marcheraient alors, s'il y avait lieu, au secours de Blücher. Bülow avait acquiescé au plan de Winzingerode [1]. Le 1er mars, les deux généraux s'étaient mis en marche ; le 2, ils avaient investi Soissons ; mais le 3, comme on l'a vu par la lettre de Winzingerode à Blücher, cette ville, qui semblait faire bonne résistance, ne s'était pas rendue, et, comme on l'a vu par la même lettre, le commandant du corps russe, désespérant d'enlever la place en temps opportun, se disposait à lever le siège [2].

Certes, il y avait là de quoi surprendre et irriter Blücher (sa colère fut vive, à entendre Müffling). Non seulement Winzingerode n'avait pas suivi ses instructions et avait ainsi empêché la concentration à Oulchy, qui était l'objectif indiqué ; non seulement il ne s'était pas rendu maître de Soissons, dont la prise eût justifié en une certaine mesure l'inexécution

1. Lettres de Winzingerode à Bülow, et de Bülow à Winzingerode, 28 février, citées par Bogdanowitsch, I, 305.

2. **1814**, 135. — « J'attendrai, écrivait Winzingerode, le point du jour devant Soissons, et, s'il n'est rien survenu d'ici là, je me mettrai en route... » — On ne saurait exprimer plus nettement l'idée de lever le siège. Müffling dit aussi que Blücher était d'avis de lever le siège si la place ne se rendait pas dans la journée.

des ordres reçus ; mais encore, sachant la situation périlleuse où se trouvait l'armée de Silésie, au lieu de rassembler toutes les troupes pour venir rapidement la secourir, il les divisait et les portait dans des directions opposées. Tout cela n'était pas fait pour modifier le plan de retraite. Le feld-maréchal maintint ses ordres, et, ce même jour, 3 mars, vers onze heures, il se rendit à Buzancy pour décider du point où devait être jeté le pont de bateaux.

Le siège de Soissons au moment d'être levé, le corps de Bülow établi de l'autre côté de l'Aisne, les troupes de Winzingerode prêtes à se disperser sur la rive droite et sur la rive gauche de cette rivière, l'armée de Silésie battant en retraite, serrée de près par Marmont, et menacée sur son flanc par Napoléon, Blücher ne pouvait se dissimuler l'extrême péril où il se trouvait, lorsqu'il reçut à Buzancy, à midi [1], une lettre de Bülow lui annonçant que Soissons était pris et que la ligne de retraite était conséquemment assurée : « ... Je ne doute pas, terminait Bülow, faisant allusion à la sortie des troupes françaises avec armes et bagages, je ne doute pas que Votre Excellence ne préfère la possession rapide de ce point *actuellement si important* à la capture incertaine de la garnison, et je me flatte que cet événement vous sera agréable. Il me semble d'autant plus important qu'on entend au loin une vive canonnade [2]. » L'événement, en effet, était important. La reddition de la petite ville de Soissons changeait la face des choses.

1. Müffling, 125, Droysen, III, 334.

2. Lettre de Bülow, 3 mars, citée par Damitz, II, 592,

III

LA CAPITULATION DE SOISSONS

Soissons qui commandait la grande route de Paris à Mons était considéré comme un point stratégique important. La place bien fortifiée et occupée par une bonne garnison eût fourni une longue défense, car au commencement de ce siècle, les bouches à feu ayant peu de portée efficace, on ne pouvait battre les remparts des hauteurs qui les dominent presque de tous côtés [1] et qui en 1870 ont fait de cette ville un nid à obus. Malheureusement, les vieilles fortifications de Soissons étaient dans un état d'absolue dégradation. Tous les ouvrages extérieurs avaient été détruits, et la ville, qui avait à sa charge l'entretien des remparts, ne s'en inquiétait qu'au point de vue de l'octroi. On se contentait de fermer les petites brèches par lesquelles les fraudeurs pouvaient se glisser nuitamment. Les courtines manquaient de banquettes; la contrescarpe, dépourvue de revêtement, s'était, en maint endroit, éboulée dans le fossé, qui se trouvait en partie comblé et où l'on cultivait des plantes potagères [2].

Ce fut seulement au milieu de janvier 1814 qu'on s'occupa, de mettre Soissons en état de défense. Les généraux Rusca, Danloup-Verdun et Berruyer,

1. La distance des remparts aux crêtes varie entre 1 600 et 2 500 mètres.

2. Rapport du général Danloup-Verdun, Soissons, 22 janvier, Archives de la guerre. Manuscrit de Brayer, Archives de Soissons.

et le colonel du génie Prost, envoyés de Paris, firent commencer les travaux les plus urgents. On ferma les brèches, on établit des banquettes, on pratiqua des embrasures, le talus de contrescarpe fut relevé, on brûla quelques-unes des maisons bâties dans la zone militaire et deux cavaliers furent élevés devant la porte de Reims. 4 000 conscrits et gardes nationaux mobilisés, avec huit pièces de campagne, vinrent occuper la ville [1]. Ces travaux et cette garnison, suffisante comme nombre mais non comme solidité, n'empêchèrent pas les Russes de Winzingerode de s'emparer de Soissons, le 14 février. Le général Rusca fut tué raide d'un biscaïen dans la tête. Il y eut une panique parmi les troupes qui s'échappèrent par la route de Compiègne. Winzingerode prit possession de la ville. Il ne devait pas y rester longtemps. Le 16 février, à la nouvelle des défaites de l'armée de Blücher, il évacua la place et se retira sur Reims. Soissons fut réoccupé le 19 février par le maréchal Mortier [2].

Napoléon, que le coup de main des Russes sur Soissons avait à la fois surpris et irrité, donna des ordres pour que la ville fût solidement défendue [3]. Le ministre de la guerre dépêcha à Soissons un de ses aides de camp, le colonel Müller, avec mission d'examiner la place. Son rapport conclut que Soissons était tombé au pouvoir de l'ennemi faute de mesures de défense qu'il eût été aisé de prendre, que la place

1. Rapports et lettres de Rusca, Danloup-Verdun et Berruyer, du 22 janvier au 1er février. Arch. de la guerre.

2. Rapport de Danloup-Verdun, 18 février. Manuscrit de Brayer et de Ficquet, Arch. de Soissons. Cf. Bogdanowitsch, I, 216-217. — Les Russes pénétrèrent d'abord dans Soissons par une ancienne brèche du rempart du front est qu'on avait oublié de fermer et qui n'était pas défendue. De là, la panique. En fait, Soissons fut pris par un coup de main.

3. *Correspond. de Napoléon*, 21 290, 21 309. *Correspond. du roi Joseph*, X, 159.

pouvait être mise en quelques heures en état de résister, et que, tout d'abord, il fallait envoyer à Soissons « un commandant instruit et ferme [1] ». Le choix du ministre se porta sur un officier qui — rien du moins ne le fit supposer — n'était pas particulièrement instruit et qui, en tout cas, manquait de toute fermeté. C'était un général de brigade, nommé Moreau. Le 11 février, il avait défendu, ou plutôt il s'était préparé à défendre Auxerre contre les Autrichiens, et Clarke, abusé par cette prétendue résistance, croyait Moreau un foudre de guerre [2]. Ce général partit pour Soissons, où déjà était rassemblée une nouvelle garnison, peu nombreuse, à la vérité, mais composée de soldats éprouvés : un bataillon du régiment de la Vistule, comptant 700 hommes ; 140 artilleurs de la vieille garde et canonniers gardes-côtes ; 80 cavaliers des éclaireurs de la garde. La place était armée de vingt canons (dix-huit pièces de 4 et de 8 et deux obusiers) [3]. 300 hommes de garde urbaine étaient prêts à concourir à la défense [4]. Enfin une brigade de garde nationale, forte de 2 550 hommes

1. Rapport du colonel Müller, 23 février. Archives de la guerre.

2. « J'ai lieu d'être persuadé que vous saurez défendre cette ville (Soissons) avec la vigueur et l'énergie que vous avez montrées pour la défense de la ville d'Auxerre. » Clarke à Moreau, 27 février. Arch. de la guerre.

La *vigueur* et l'*énergie* de Moreau s'étaient réduites à ceci : le 10 février, Moreau, sommé de capituler par *trente dragons* autrichiens, avait répondu qu'il « défendrait la ville jusqu'à la mort », et le 11, 2 000 Autrichiens étant en vue, il avait quitté Auxerre sans même attendre l'arrivée du parlementaire, qui fut reçu par les autorités municipales. Pas un coup de feu ne fut tiré. (Manuscrit de Leblanc, Archives départementales de l'Yonne, cité par Ed. Fleury, *le Département de l'Aisne en 1814*.) — Il est juste de dire que Moreau avait à Auxerre fort peu de troupes avec lui et que, d'ailleurs, les habitants ne voulaient pas se défendre. Si la conduite de Moreau, dans cette circonstance, ne méritait peut-être pas de blâme, encore moins méritait-elle des éloges.

3. Rapport de Moreau sur la capitulation de Soissons, 4 mars. Cf. Moreau à Clarke, 24 mars, et Clarke à Napoléon, 24 février. Arch. de la guerre.

4. Manuscrit de Fiquet, Archives de Soissons. La garde urbaine se conduisit si bien au point que les soldats dirent aux gardes : « Nous avons été mutuellement contents les uns de autres. »

ayant déjà vu le feu, devait, sous peu de jours, venir compléter la garnison. Mais, par suite de retards et de confusion dans les ordres, ces troupes, qui étaient à Orléans, ne furent mises en route que le 28 février et n'arrivèrent pas à Soissons [1].

Pour le seconder dans le commandement, Moreau avait le colonel d'artillerie Strols, le chef de bataillon du génie Saint-Hillier, l'adjudant-commandant Bouchard [2], qui remplissait les fonctions de commandant de place, enfin le colonel Kozynski du régiment de la Vistule. Moreau et Saint-Hillier se hâtèrent de compléter la mise en état de défense. On jeta bas les maisons qui dominaient le terre-plein du côté de la porte de Laon, et les matériaux servirent à garnir le rempart d'un parapet; on ferma les nouvelles brèches, on excava le pied de l'escarpe, on plaça des chevaux de frise et des palanques en avant de la contrescarpe du front est, qui formait un grand saillant; une forte palissade fut élevée sur le pont de l'Aisne. Il semble cependant que, soit manque de temps ou de bras, soit faute d'initiative ou négligence, Moreau ne se conforma pas autant qu'il l'eût pu aux instructions si précises de la lettre de Clarke. Un certain nombre de maisons des faubourgs qui pouvaient servir à abriter les tirailleurs ennemis, ne furent ni démolies ni brûlées. Le ministre avait expressément recommandé de placer une fougasse sous le pont de l'Aisne. Moreau se contenta d'écrire lettre sur lettre pour demander 400 livres de poudre afin de faire fabriquer cette fougasse, et comme la poudre n'arrivait pas, il ne

1. Arch. de la guerre, 23, 24, 26, 27, 28 février, 2 mars, quinze pièces relatives à l'envoi de la brigade Chabert à Soissons, qui finit par rester à Paris, le 2 mars, à la disposition de l'empereur.

2. Bouchard n'arriva à Soissons que le 2 mars dans la matinée. Rapport de Moreau, 4 mars. Arch. de la guerre.

s'avisa point que l'explosion de quelques fourneaux de mine établis sous les piles suffirait à disloquer le pont et à couper le passage [1].

Comme tant d'autres, Moreau croyait avoir du temps devant lui, et déjà Soissons était entouré d'ennemis. Le 1er mars, Moreau écrit au ministre de la guerre pour avoir 400 livres de poudre de mine; le 2 mars, il écrit encore pour demander des renforts. Mais ces dépêches ne témoignent pas que Moreau se préoccupe le moins du monde de la proximité de l'ennemi. Il y parle même, comme de faits sans aucune importance, d'un parti de hussards prussiens enlevé par une reconnaissance de cavalerie, et de l'arrivée dans l'Aisne du général Bülow, « qui est, dit-on, du côté de Laon [2] ». Moins d'une heure après avoir écrit cette lettre, Moreau allait savoir autrement que par des on-dit où était le général Bülow.

Ce jour-là, 2 mars, à neuf heures du matin, les grand'gardes signalèrent en même temps l'approche de deux colonnes ennemies. Sur la route de Reims, c'étaient les Russes de Winzingerode; sur la route de Laon, c'étaient les Prussiens de Bülow. On sait que les deux généraux avaient concerté cette marche sur Soissons [3]; ils arrivaient sous les murs de la ville au jour fixé et à l'heure dite, avec une exactitude admirable. Moreau, aussitôt prévenu, fit prendre les armes. Pendant que la petite garnison accourait aux remparts, l'ennemi, faisant à dessein montre de ses forces, se déployait dans la plaine. Le corps de Winzingerode s'établit à cheval sur la route

1. Clarke à Moreau, 27 février. Moreau à Clarke, 28 février et 2 mars. Le chef de la 7e division du ministère de la guerre à Saint-Hillier, 2 mars. Cf. Rapport de Moreau sur la capitulation de Soissons, 4 mars, et rapport du conseil d'enquête, 24 mars. Arch. de la guerre.

2. Moreau à Clarke, 1er et 2 mars. Arch. de la guerre.

3. **1814**, 136. Cf. 130.

de Reims, sa droite à l'Aisne ; Bülow massa ses troupes dans la plaine de Crouy, entre Saint-Médard et la route de Laon [1].

Le premier coup de canon fut tiré par la place. A dix heures et demie, un boulet vint disperser un groupe de cavaliers russes qui caracolaient à trois cents mètres de la porte de Reims. Winzingerode envoya un parlementaire. Cet officier n'ayant point été reçu, les batteries ennemies ouvrirent le feu. Les défenseurs ripostèrent vigoureusement. Il y avait parmi les artilleurs de la vieille garde un Soissonnais nommé François Leroux, si habile pointeur qu'il démonta successivement trois pièces de l'ennemi. Mais quelles que fussent l'adresse et l'intrépidité des canonniers français, ce duel d'artillerie n'était point égal. Quarante pièces de 12 battaient les remparts et la défense n'avait que vingt canons, dont dix de 4. A midi, plusieurs pièces des bastions étaient déjà démontées et un certain nombre d'artilleurs mis hors de combat. Le feu dura de part et d'autre jusque vers trois heures. A ce moment, une forte colonne russe franchit la petite rivière de la Crise et s'élance à l'attaque des remparts. Quelques volées de mitraille et une furieuse mousqueterie arrêtent les assaillants. Kozynsky, avec trois cents Polonais, sort de la ville, charge l'ennemi et le repousse la baïonnette dans les reins jusqu'au faubourg de Reims. Les Russes font tête, leurs tirailleurs postés dans les maisons. Une dernière charge les débusque de la position et les rejette loin dans la plaine. Quelques instants plus tard, l'ennemi tenta une seconde attaque qui n'eut pas plus de succès. Le bombardement reprit et ne

1. Rapport de Moreau sur la capitulation de Soissons, Compiègne, 4 mars. Manuscrit de Brayer. Rapport de Bülow au roi de Prusse sur la capitulation de Soissons, Laon, 10 mars. Bogdanowitsch, I, 304. Plotho, III, 288.

s'arrêta qu'à dix heures du soir. La journée, où artilleurs et fantassins s'étaient vaillamment comportés, coûtait à la petite garnison de Soissons 23 morts et 120 blessés. Parmi ceux-ci, on comptait plusieurs officiers, entre autres le colonel Kozynski, atteint d'une balle en conduisant ses hommes à l'attaque du faubourg[1]. L'ennemi avait aussi perdu beaucoup de monde, mais à raison du grand nombre de ses troupes, ces pertes ne l'affaiblissaient pas sérieusement.

Cependant Winzingerode et Bülow, qui avaient entendu le canon dans la direction de l'Ourcq, ne laissaient pas d'être inquiets. Les choses ne marchaient point de la façon qu'ils auraient voulu. La garnison faisait trop bonne contenance pour qu'on pût espérer emporter la place par un coup de main, comme cela s'était passé le 14 février; d'autre part, après douze heures continues de bombardement, on n'avait pas fait brèche. La muraille était à peine entamée, et quand cela eût été, une forte gelée, soudain survenue, rendait la terre de la masse couvrante dure et résistante comme de la pierre. Il faudrait battre le rempart douze heures encore, trente-six peut-être, pour faire une brèche praticable[2]. Au plus tôt, pourrait-on donner l'assaut le surlendemain 4 mars, et réussirait-il? Or, dans les conditions particulières où se trouvaient les assiégeants, pressés d'avoir le passage du pont de la ville, il ne s'agissait pas de prendre Soissons avec plus ou moins de gloire un jour indéterminé : il fallait l'occuper dans l'instant. Les deux généraux pensèrent que des négociations pourraient

1. Manuscrit de Brayer. Arch. de Soissons. Cf. le rapport de Moreau du 4 mars et sa lettre justificative, 8 mars. Arch. de la guerre. (Dossier de Moreau.)

2. Rapport du conseil d'enquête sur la capitulation de Soissons, 24 mars. Arch. de la guerre. (Dossier de Moreau.

peut-être leur livrer la place. Bülow le premier envoya un parlementaire.

Le capitaine Mertens se présenta à la porte de Crouy et demanda à être conduit auprès du gouverneur, ce qui lui fut accordé sans difficulté. Moreau le reçut dans son appartement particulier. Aux premières ouvertures de Mertens, le général rompit l'entretien. Mais au lieu de congédier le parlementaire de façon à bien marquer sa résolution de n'en pas recevoir un second, il lui dit simplement : « — Je ne puis répondre à des propositions verbales faites par un officier n'ayant aucune pièce qui établisse son pouvoir de traiter[1]. » N'était-ce pas inviter l'officier prussien à revenir muni de pleins pouvoirs?

Mertens le comprit ainsi. Avant qu'il se fût passé une heure, il rentra dans la ville, apportant cette lettre de Bülow, destinée à lever les scrupules de forme du commandant de Soissons : « Votre Excellence a désiré que je lui écrive au sujet de la proposition que j'avais chargé un de mes aides de camp de lui faire de bouche, et après avoir attendu plus longtemps que je m'en étais flatté. Je veux bien me prêter à une seconde complaisance, pour prouver à Votre Excellence combien je désirerais épargner le sang inutilement versé et le sort malheureux d'une ville prise d'assaut. Je propose à Votre Excellence, de concert avec le commandant en chef de l'armée russe, de conclure une capitulation telle que les circonstances nous permettent de vous l'accorder et de l'obtenir. Je compte sur une réponse avant la pointe du jour[2]. »

Un officier énergique et bien résolu à se défendre

1. Rapport de Moreau, 4 mars. Arch. de la guerre.

2. Lettre de Bülow à Moreau, 2 mars dans la nuit. Arch. de la guerre. (Dossier de Moreau.)

n'eût point reçu une seconde fois le parlementaire. Comme on l'a vu, le commandant de Soissons n'avait pas à compter encore avec une situation désespérée. Ses remparts étaient à peu près intacts; ses troupes, que douze heures de bombardement et une sortie meurtrière n'avaient diminuées que d'un dixième, avaient montré la plus rare intrépidité; ses munitions étaient en abondance; la nuit allait permettre de réparer les embrasures, les abris et de replacer en batterie les pièces démontées. De plus, pendant la soirée, on avait entendu le canon dans la direction de l'Ourcq[1]. Moreau ne l'ignorait pas, et ce fait, d'une si haute importance pour des assiégés, devait lui faire repousser l'idée d'une prompte reddition. En tout cas, il pouvait sans péril différer les pourparlers jusqu'au lendemain. C'était toujours huit heures de gagnées, huit heures de nuit, pendant lesquelles l'ennemi n'était point à redouter, si les grand'gardes ne se laissaient pas surprendre. Au cas où il paraîtrait impossible, le lendemain matin, de continuer la défense, il serait temps de hisser le drapeau parlementaire. Moreau se montra donc inconsidéré, sinon déjà coupable, en recevant une seconde fois l'envoyé de l'ennemi et en l'écoutant complaisamment pendant plus d'une demi-heure.

C'était un diplomate et un beau parleur que le capitaine Mertens, aide de camp du général Bülow. Il commença par exalter la vaillance des défenseurs de la place et de celui qui les commandait. Puis, rappelant à Moreau le petit nombre des troupes françaises, la faiblesse de l'artillerie, l'insuffisance d'une telle garnison pour défendre un pareil périmètre, le mauvais état des fortifications, il fit en même temps le

1. Rapport du conseil d'enquête sur la capitulation de Soissons, 24 mars. Arch. de la guerre. (Dossier de Moreau).

tableau, que, hélas! il n'avait point besoin d'exagérer, de toutes les forces alliées. Mertens dit pour terminer que l'honneur était sauf et que le commandant de la place encourrait les plus graves responsabilités en s'obstinant à une résistance désormais inutile, et en exposant ainsi la ville, qui serait immanquablement enlevée d'assaut, au pillage et à l'incendie. Le parlementaire agissait tour à tour par la flatterie et par l'intimidation[1]. Moreau, qui ne pouvait pas moins faire, répondit d'abord, selon la formule obligée « qu'il s'enterrerait sous les ruines de ses remparts ». Mais le Prussien ne fut pas déconcerté par ces grands mots que démentaient l'attitude irrésolue et les hésitations trop visibles de Moreau. Il reprit la parole, et donnant de nouveaux éloges au courage des troupes de Soissons, il eut l'habileté de laisser entendre qu'une capitulation avec tous les honneurs de la guerre serait accordée à cette valeureuse garnison, qui se retirerait en armes et serait libre de rejoindre l'armée française où elle pourrait combattre dans une lutte moins inégale[2].

Mertens tendait ainsi un piège à l'esprit de devoir du général. Il est probable que si les clauses de la capitulation proposée eussent été trop dures, si elles eussent porté, par exemple, que la garnison resterait prisonnière de guerre ou tout au moins déposerait les armes, Moreau eût résisté jusqu'à la dernière extrémité. Mais la proposition du parlementaire était faite pour porter le trouble dans l'esprit de Moreau, en lui permettant de peser, au point de vue de l'intérêt de la France, les avantages fort douteux d'une défense sans espoir et les avantages certains d'une prompte

1. Rapports de Moreau et de Bülow sur la capitulation de Soissons. Müffling. *Aus meinem Leben*, 125. Manuscrit de Brayer, Arch. de Soissons.

2. Rapport de Moreau et lettre justificative du même. Arch. de la guerre.

capitulation. Sous deux jours, sous trois jours au plus, Soissons allait fatalement être enlevé d'assaut; ceux des défenseurs qui n'auraient pas succombé seraient prisonniers. N'était-il pas préférable d'abandonner cette place, perdue d'avance, et de conserver à l'empereur mille hommes d'excellentes troupes qui lui seraient si utiles? La conscience du commandant de Soissons commençait à fléchir devant cette idée, qui n'était que le plus vain des sophismes. Dans une place assiégée, le devoir pour le gouverneur comme pour le dernier soldat se réduit à ce seul mot : la consigne. Moreau avait été envoyé à Soissons pour garder la ville, point stratégique, et non pour conserver aux armées d'opération une poignée de soldats. Sa consigne était de défendre Soissons, il n'avait pas à la discuter; il avait à l'exécuter rigoureusement, dans les termes mêmes des règlements, c'est-à-dire « en épuisant tous les moyens de défense, en restant sourd aux nouvelles communiquées par l'ennemi et en résistant à ses insinuations comme à ses attaques ». Le canon entendu au loin, dans la journée, devait inspirer au gouverneur de Soissons les plus énergiques résolutions. Il semblait vraiment que l'écho de cette canonnade fût venu juste à point pour rappeler au général ces paroles, prophétiques en la circonstance, de l'Ordonnance sur le service des places de guerre : « Le gouverneur d'une place de guerre doit se souvenir qu'il défend l'un des boulevards de notre royaume, l'un des points d'appui de nos armées, et que sa reddition *avancée ou retardée d'un seul jour* peut être de la plus grande conséquence pour la défense de l'État et le salut de l'armée[1]. »

Quand un soldat commence à se demander où est

1. Décret impérial du 24 décembre 1811, portant ordonnance sur le service des places de guerre, chap. IV, art. 110.

son devoir, il est bien près de n'écouter plus que son intérêt. Moreau était brave sans doute, — sous l'empire on ne parvenait point aux grades élevés sans avoir maintes fois payé de sa personne, — mais il n'était pas héroïque, et il concevait avec peine l'idée de se sacrifier inutilement pour une cause, qu'avec beaucoup de généraux d'alors, il regardait comme perdue. Une capitulation si honorable, qui sauvait la ville des horreurs d'un sac et qui conservait à l'empereur une troupe valeureuse, convenait à son intérêt personnel sans porter atteinte, pensait-il, à son honneur de soldat.

Moreau demanda au capitaine Mertens un délai de quelques heures pour réunir le conseil de défense. Le parlementaire prussien consentit sans difficulté à ce retardement et il se retira. Moreau eut alors l'idée de monter au clocher de la cathédrale, afin, dit-il, « de s'assurer de la vérité des rapports qui lui avaient été faits sur la force de l'ennemi ». A se rappeler l'attitude de Moreau avec le parlementaire et à bien pénétrer son caractère, il semble que, en s'astreignant à cette ascension de trois cent cinquante-quatre marches pour observer une dernière fois les positions de l'ennemi, le commandant de Soissons cherchait moins à voir si la défense était encore possible qu'à se confirmer dans l'idée de la nécessité d'une prompte reddition. Son imagination prévenue montra à Moreau bien des choses qui n'existaient pas. « A ce moment, écrit-il, je vis des obus mettre le feu sur plusieurs points de la ville, et je distinguai des prolonges remplies d'échelles pour l'assaut[1]. » Or, en vertu de la trêve implicitement convenue entre le général et le parlementaire, il est peu probable que le feu eût repris à ce moment, et il est prouvé d'autre

1. Rapport de Moreau, 4 mars, Arch. de la guerre.

part que les assiégeants n'en étaient point encore à préparer une escalade[1]. De plus, Moreau prétend être monté au clocher à « la naissance du jour ». Dans les premiers jours de mars, le jour n'apparaît que passé cinq heures du matin, et dès trois heures Moreau, de retour de la cathédrale, présidait le conseil de défense[2]. Ainsi, en pleine nuit, qu'avait pu apercevoir de son observatoire le commandant de Soissons, sinon quelques feux de bivouac?

Après être revenu de la cathédrale, Moreau réunit chez lui en conseil de défense l'adjudant-commandant Bouchard, commandant de place, le chef de bataillon Saint-Hillier, commandant le génie, le colonel Strols, commandant l'artillerie, et le colonel Kozynski, blessé la veille, commandant l'infanterie[3]. Le général Moreau exposa la situation telle que Mertens la lui avait fait voir et il communiqua aux membres du conseil la lettre de Bülow. Chacun des officiers fut invité à donner son avis. Le chef de bataillon Saint-Hillier prit le premier la parole, comme le moins élevé en grade. Il interrogea d'abord le colonel Strols sur ses ressources en munitions. Celui-ci ayant répondu qu'il avait 3 000 gargousses et 200 000 cartouches[4], Saint-Hillier dit que s'il en était ainsi, on pouvait et on devait tenir encore. D'une part, l'ennemi n'avait pas fait brèche au corps de place, et deux jours peut-être se passeraient avant que le canon entamât sérieusement les remparts; si

1. Cf. le rapport du conseil d'enquête sur la capitulation de Soissons et la lettre de Winzingerode à Blücher devant Soissons, 3 mars, 5 heures du matin (cit. par Damitz, II, 389), lettre qui témoigne qu'à 5 heures du matin, le 3 mars, les Alliés, loin de penser à donner un assaut, étaient sur le point de lever le siège.

2. Rapport du conseil d'enquête, 24 mars. Arch. de la guerre (dossier de Moreau).

3. Rapport de Moreau, et rapport du conseil d'enquête.

4. Saint-Hillier à Clarke, prison de l'Abbaye, 7 mars. Arch. de la guerre (carton des capitulations). Rapport du conseil d'enquête.

la garnison avait subi des pertes, elle comptait néanmoins un nombre d'hommes suffisant pour la défense et ils étaient animés du plus grand courage. D'autre part, on avait dans la soirée entendu le canon au loin, ce qui indiquait l'approche d'une armée de secours. Le plus strict devoir commandait donc de prolonger la défense au moins pendant vingt-quatre heures, ce qui, à son avis, était possible [1]. Saint-Hillier, paraît-il, cédant à quelque sentiment de timidité dont il fut plus tard blâmé par le conseil d'enquête, n'osa pas découvrir toute sa pensée, qui était celle-ci : N'y avait-il pas corrélation entre la canonnade entendue dans la soirée et l'insistance des Alliés à proposer une capitulation, insistance tout à fait extraordinaire puisque l'ennemi était certain de s'emparer de la place sous deux jours? Dans la conjoncture, la reddition de Soissons ne pouvait-elle pas être de la plus grave conséquence pour la marche générale des opérations [2] ?

Le colonel Kozynski, appuyant énergiquement la motion de Saint-Hillier, dit qu'il fallait tenir jusqu'à la dernière extrémité. « — Mes soldats sont braves, ajouta-t-il, j'en réponds un contre quatre. » Le colonel Strols, qui parla ensuite, opina également pour la résistance, mais sans chaleur et sans conviction. Seul l'adjudant-commandant Bouchard se prononça nettement pour la reddition. Le général Moreau était un irrésolu. Il se sentait raffermi par les avis énergiques de la majorité de son conseil comme une heure auparavant il avait été gagné par les insidieuses paroles de Mertens. Saint-Hillier reprit la parole et dit que « soit en négociant, soit en combattant, il fallait tenir

1. Rapport du conseil d'enquête, et Saint-Hillier à Clarke, 7 mars. — Moreau dans son rapport ne parle naturellement pas de la motion de Saint-Hillier.

2. Rapport du conseil d'enquête, 24 mars. Arch. de la guerre.

encore au moins vingt-quatre heures ». Le conseil et Moreau lui-même l'approuvèrent. Il fut décidé que l'on demanderait un délai. Bouchard rédigea dans ce sens une réponse à Bülow et l'on se disposa à se séparer[1].

Saint-Hillier quitta le premier la salle des délibérations. A peine était-il sorti qu'un nouveau parlementaire se présenta chez Moreau. C'était le colonel russe Lowenstern, qui avait eu mille difficultés à passer les grand'gardes de la porte de Reims, moins accessibles, paraît-il, que celles de la porte de Crouy. D'ailleurs, Lowenstern n'avait quitté les cantonnements russes qu'à une heure du matin[2]. Sauf Saint-Hillier, tous les membres du conseil étaient encore présents. Moreau rouvrit la séance et fit introduire le parlementaire[3]. Lowenstern était porteur de cette lettre de Winzingerode : « Avant de donner l'assaut et pour sauver Soissons des horreurs du pillage et du massacre, je propose à M. le commandant de Soissons de rendre la ville à l'armée combinée du nord de l'Allemagne. L'honneur militaire ne commande pas une résistance contre une force aussi disproportionnée et dont les suites immanquables resteront toujours à la responsabilité du commandant[4]. »

Cette sommation où se succédaient les mots d'assaut immédiat, de pillage et de massacre, intimida de

1. Saint-Hillier à Clarke, 7 mars. Arch. de la guerre (carton des capitulations). Cf. Rapport du conseil d'enquête. (Dossier de Moreau.)

2. Mémoires manuscrits de Lowenstern, cités par Bernhardi, IV, 413 sqq. — Lowenstern rapporte très longuement tous les subterfuges qu'il dut employer pour entrer dans Soissons.

3. Manuscrit de Lowenstern. Cf. lettre de Saint-Hillier à Clarke, 7 mars. Beaucoup de détails donnés par Saint-Hillier sont confirmés par un rapport d'un ingénieur des Ponts et Chaussées qui se trouvait à Soissons, les 2 et 3 mars. Arch. nat., F. 7, 4 290.

4. Winzingerode à Moreau, devant Soissons, 3 mars. Archives de la guerre. (Dossier de Moreau.)

nouveau le général Moreau et jeta le trouble dans l'esprit de Strols. Quant à Bouchard, il s'était dejà prononcé pour la capitulation. Saint-Hillier absent, Kozynski se trouvait seul à conseiller la résistance, et, en sa qualité d'étranger, il n'avait pas voix délibérative. Lowenstern voyant l'effet produit par le ton de la lettre de son général s'empressa de dire : « — Dans deux heures, nous serons dans la ville, dussions-nous nous frayer un passage sur les ruines et les cadavres. Réfléchissez, messieurs, que dans une bataille on reçoit les vaincus à composition, mais qu'après l'assaut tout tombe sous le sabre. Soissons et ses habitants seront la proie de nos soldats[1]. » Moreau prit alors Lowenstern à part et lui annonça qu'il était disposé à capituler mais sous certaines conditions. La ville n'aurait à payer aucune contribution et serait préservée du pillage ; la garnison se retirerait avec armes et bagages[2]. Lowenstern ne demandait qu'à tout accorder pourvu que la ville fût évacuée. Il se rendit à l'instant au quartier général russe et en revint presque aussitôt apportant à Moreau cette nouvelle lettre de Winzingerode : « Mon général, je consens aux propositions que vous m'avez faites, à condition que nos troupes occuperont sur-le-champ la porte de Reims et la porte de Laon. Vous quitterez la ville comme vous le désirez, et deux pièces de canon, leurs amunitions (*sic*) et les équipages qui peuvent appartenir aux troupes ; mais vous vous mettrez en marche pas plus tard que quatre heures après-midi, et vous vous dirigerez sur le chemin de Compiègne[3]. »

Moreau communiqua la réponse de Winzingerode

1. Manuscrit de Lowenstern. Cf. Rapport de Moreau et rapport du conseil d'enquête.

2. Manuscrit de Lowenstern. Cf. Rapport de Moreau.

3. Winzingerode à Moreau, 3 mars. Arch. de la guerre.

au conseil de défense qui déclara que, « vu la faiblesse de la garnison et des moyens de la place et la force des assiégeants, il y avait impossibilité évidente de résister, et qu'en conséquence on devait écouter les propositions de l'ennemi[1]. » L'avis du conseil ne dégageait en aucune façon la responsabilité de Moreau. Un conseil de défense est purement consultatif. Le règlement est formel sur ce point : « Le gouverneur, le conseil entendu, prononcera seul et sous sa responsabilité, sans avoir à se conformer aux avis de la majorité... Il suivra le conseil le plus ferme et le plus courageux, s'il n'est absolument impraticable[2]. » Loin de « suivre le conseil le plus ferme et le plus courageux », — celui que Saint-Hillier, qui ne prit pas part à cette dernière délibération, avait donné deux heures auparavant — Moreau s'empressa d'informer Lowenstern et le capitaine Mertens, revenu à Soissons sur ces entrefaites, qu'il était prêt à signer la capitulation[3].

Cependant le jour était venu. Le passage continuel des parlementaires, la cessation du feu, ce terrible silence qui, pareil à celui des chambres mortuaires, s'étend à l'heure de la capitulation sur les villes assié-

1. Rapport de Moreau et lettre justificative du même. Arch. de la guerre.

2. Décret impérial du 24 décembre 1811 sur le service des places de guerre, chap. IV, art. 112.

3. Manuscrit de Lowenstern. Rapport de Moreau.

La capitulation de Soissons est reconnue par les Prussiens et les Russes comme un fait d'une si haute importance — quoi qu'en disent Müffling et Clausewitz — que les historiens allemands et russes ont discuté longtemps, sans tomber d'accord jusqu'à présent, sur la question de savoir qui de Lowenstern ou de Mertens persuada Moreau de rendre la ville. Bülow dans son rapport attribue la capitulation à l'éloquence de Mertens. Lowenstern qui ne vit arriver Mertens que lorsque tout lui sembla arrangé accuse le capitaine prussien d'avoir été à l'honneur sans avoir été à la peine. Les rapports de Moreau et particulièrement la lettre si précise de Saint-Hillier, documents inconnus aux Allemands, permettent d'établir exactement les faits. La vérité c'est que Moreau fut ébranlé par Mertens et déterminé par Lowenstern. Quand Lowenstern pénétra dans Soissons, à 4 ou 5 heures du matin, Mertens avait déjà eu deux entrevues avec Moreau.

gées, commençaient à inquiéter les troupes. Allait-on donc se rendre quand la veille on s'était si bien défendu ? Et les soupçons augmentant, les murmures croissaient, non seulement chez les soldats mais parmi la population elle-même, déterminée aux suprêmes sacrifices. « J'entends encore, dit un témoin, la rumeur qui s'éleva dans la foule au mot de capitulation. On traitait Moreau de traître et de lâche. » Il était environ neuf heures. Soudain une canonnade furieuse éclate dans la direction de l'Ourcq. A ce bruit, tout le monde tressaille. C'est une explosion de cris d'espoir et d'exclamations de colère : « C'est le canon de l'empereur !... c'est l'empereur qui arrive !... Il faut nous défendre !... Il faut rompre les pourparlers !... Si la capitulation est signée, il faut la déchirer !... L'empereur arrive[1] ! »

A ce moment, la capitulation venait à peine d'être signée. Des difficultés s'étaient élevées au sujet des canons. Moreau avait demandé à en emporter six, et les négociateurs, se référant à la lettre de Winzingerode, où il était écrit que les Français quitteraient la ville avec *deux* canons, ne voulaient pas céder. De son côté, Moreau s'obstinait à réclamer ses six pièces. La discussion devenant très vive, les pourparlers menaçaient d'être rompus quand Lowenstern prit sur lui d'accorder les canons[2]. A peine eut-on signé[3] que

1. Manuscrits de Brayer et de Périn, Arch. de Soissons.

2. Manuscrit de Lowenstern, cité par Bernhardi, IV, 413 sqq.

3. Voici le texte de cette trop fameuse capitulation :

« Aujourd'hui 3 mars, les portes de Reims et de Laon seront remises et occupées, la première par un bataillon russe, la seconde par un bataillon prussien, et MM. les généraux des deux nations prennent l'engagement de ne pas laisser répandre dans la ville les militaires de ces bataillons, que la garnison française n'ait évacué la place, ce qui aura lieu à quatre heures de l'après-midi.

« M. le général Moreau emmènera avec lui six pièces d'artillerie à son choix et tout ce qui appartient à la garnison. »

Signé : Le baron de Lowenstern, colonel au service de S. M. l'empereur de Russie pour le général en chef, baron de Winzingerode ;

l'on entendit distinctement les décharges d'artillerie. Moreau pâlit et saisissant le bras de Lowenstern : « — Je suis perdu, vous m'avez trompé. Le feu se rapproche. L'armée de Blücher est en pleine retraite. L'empereur aurait jeté Blücher dans l'Aisne sans ma capitulation. Il me fera fusiller. Ah ! Je le sens, je suis un homme perdu. » Lowenstern avoue qu'il était ému de la douleur du général. « Je ne pouvais cependant pas le justifier, ajoute-t-il. Il aurait eu une belle page dans l'histoire s'il se fût défendu. Mais il ne songeait qu'à sauver ses troupes[1]. »

Quand Lowenstern revint au quartier général russe avec la capitulation signée, Winzingerode l'embrassa. Lowenstern s'excusant d'avoir outrepassé ses pouvoirs en cédant les six pièces, le général Woronzoff, qui assistait à l'entretien et qui, lui aussi, entendait la canonnade de l'Ourcq, s'écria : « — Ah ! qu'ils prennent leur artillerie et la mienne avec s'ils la veulent, mais qu'ils partent, qu'ils partent[2] ! »

En exécution des clauses de la capitulation, les Polonais durent céder immédiatement la garde des portes de Reims et de Laon. Les troupes de la garnison étaient si exaspérées qu'un instant une collision faillit se produire. « Les Polonais, dit un témoin, mordaient leurs fusils de rage[3]. » Vers trois heures, Winzingerode, impatient de prendre possession de la place, entra dans Soissons à la tête de deux bataillons. En débouchant de la rue des Cordeliers, il

Le baron Mertens, capitaine de cavalerie au service de S. M. le roi de Prusse, pour le général en chef, baron de Bülow.

Le général de brigade, baron Moreau.

Arch. de la guerre, au verso de la 2e lettre de Winzingerode (à la date du 3 mars).

1. Manuscrit de Lowenstern.

2. Manuscrit de Lowenstern. — Marmont dans ses *Mémoires* (VI, 207) rapporte même le propos et dit qu'il le tient du général Woronzoff lui-même.

3. Manuscrit de Ficquet, Arch. de Soissons.

se trouva face à face avec les Polonais de Kozynski. « — C'est encore vous ! » dit-il au colonel, qui portait le bras en écharpe. « — Nous ne devons partir qu'à quatre heures, répondit Kozynski, et nous ferons feu sur vous si vous ne vous retirez pas immédiatement. » Winzingerode, regardant sa montre, dit : « — C'est juste, » et s'adressant à ses officiers : « — Messieurs, en arrière [1]. » A quatre heures cependant, il fallut évacuer la ville. Les troupes, avec leur artillerie et leurs équipages, défilèrent l'arme au bras et tambours battant devant l'état-major ennemi qui les salua. Winzingerode, voyant le petit nombre des Français, demanda à Moreau pourquoi il ne faisait pas partir sa division en même temps que son avant-garde. « — Mais, répondit Moreau, c'est là tout ce que j'ai de troupes [2]. » Les paroles de Winzingerode étaient un hommage inconsciemment rendu à la belle conduite de la petite garnison de Soissons.

Les Alliés n'attendirent pas le départ des Français pour profiter des avantages que leur donnait la capitulation. Dès midi, Bülow fit établir un deuxième pont sous le canon de la place, vis-à-vis du faubourg de Reims [3]. Averti à midi que Soissons avait capitulé, Blücher, de son côté, modifia ses ordres. Il renonça à jeter un pont sur l'Aisne et, selon l'avis de Müffling, il arrêta la marche de ses bagages qui

1. Manuscrit de Périn, Arch. de Soissons.

2. Manuscrit de Leuillé, Arch. de Soissons.

3. Ce pont, commencé avec des bois pris dans un chantier, fut achevé dans la nuit au moyen du matériel amené en toute hâte de la Fère. (Lettre de Bülow a Blücher, 3 mars, citée par Damitz, II, 593, et Manuscrit de Périn, Archives de Soissons.) — Selon les documents des archives de Soissons, un troisième pont fut jeté en outre, le 4 mars, dans la matinée, à l'entrée du Mail, au moyen de chalands et de barques amarrés aux rives de l'Aisne.

Ainsi, l'armée alliée eut quatre ponts en tout pour passer la rivière : 1° le grand pont de pierre ; 2° le pont établi le 2 dans la matinée par Bülow à Vailly ; 3° le pont que Bülow donna l'ordre de commencer vers midi, le 3, en face du faubourg de Reims ; 4° le pont de bateaux du Mail commencé le 4 au matin.

se dirigeaient vers Berry-au-Bac par Braisne et Fismes et les fit rétrograder dans la direction de Soissons [1]. Les commandants de corps d'armée reçurent l'ordre de marcher directement sur cette ville [2]. Blücher s'y rendit de sa personne, avec l'avant-garde de Sacken, entre quatre et cinq heures du soir.

Winzingerode et Bülow se portèrent à la rencontre du général en chef, s'attendant à recevoir des félicitations sur le succès inespéré qu'ils venaient d'obtenir. Or Blücher était irrité de l'inexécution de ses ordres et un peu piqué que les événements, qui, d'ailleurs, tournaient bien, eussent donné raison contre lui à ses lieutenants [3]. Le feld-maréchal se trouvait sauvé, pour ainsi dire contre son gré, du plus mauvais pas. Il se l'avouait à lui-même, mais féliciter Winzingerode et Bülow de leur opération, c'eût été reconnaître qu'il leur devait trop. Il reçut très froidement les deux généraux, sans daigner leur parler de la prise de Soissons, pourtant si opportune. Bülow se vengea de cet accueil en disant tout haut, et avec le plus grand sérieux, à la vue des troupes brisées de fatigues qui suivaient Blücher : « — Un peu de repos fera du bien à ces hommes-là. *Den Leuten wird einige Ruhe wohl thun* [4]. »

1. Müffling, *Aus meinem Leben*, 124. *Kriegsgesch. des Jahres* 1814, II, 87. Journal de Langeron. Archives de Pétersbourg. Marmont à Berthier, Hartennes, 4 mars. Arch. de la guerre.

2. En même temps que Blücher indiquait une nouvelle direction à ses troupes, vraisemblablement aussi il avançait l'heure de leur départ. Ainsi, d'après l'ordre de marche, donné le matin par Gneisenau, les corps de l'armée de Silésie ne devaient se mettre en mouvement qu'entre 3 et 4 heures de l'après-midi. Or l'avant-garde arriva aux portes de Soissons entre 4 et 5 heures. Elle n'aurait pu faire 20 kilomètres en une heure. Elle dut lever le camp à midi.

3. Müffling, *Aus meinem Leben*, 125. Varnhagen, *Leben des Generals Bülow*, 360.

4. Müffling, *Aus meinem Leben*, 126. — Ce mot confirme tout ce que nous disent Droysen et Bogdanowitsch de l'état de fatigue et de quasi-dissolution où se trouvait l'Armée de Silésie. Divers documents des archives de Soissons témoignent aussi que les troupes russo-prussiennes qui traversèrent la ville du 3 au 5 mars « étaient exté-

Bien que le jour tombât, le passage de l'Aisne commença immédiatement sur le grand pont de Soissons et continua pendant toute la journée et toute la nuit du lendemain, 4 mars, sur ce même point et sur les trois ponts jetés sous la ville et aux environs. Les troupes de Winzingerode, qui étaient déjà massées, passèrent les premières, puis défilèrent les corps de Sacken et de York, puis les troupes de Kapzewitsch (dont Langeron, arrivé par Reims et Fismes, dans la nuit avec 1 000 hommes seulement, reprit le commandement), puis le corps de Kleist ; enfin, l'arrière-garde d'artillerie légère et de cavalerie[1]. Le 5 mars au matin, il restait encore sur la rive gauche de l'Aisne, échelonnés de Soissons à Berry-au-Bac, deux régiments d'infanterie et six régiments de Cosaques. Le plus grand nombre de Cosaques se rallièrent au pont de Berry ; les autres, ainsi que les fantassins, traversèrent la rivière avec des difficultés infinies sur le pont de Vailly[2].

Cependant Napoléon et Marmont, ignorant l'un et l'autre la reddition de Soissons, avaient continué leur marche aux trousses de l'armée de Silésie. Le 4 mars, l'empereur arrivait à Fismes avec la vieille garde, le corps de Ney, et la cavalerie de la garde, barrant à Blücher la route de Berry-au-Bac[3]. Corbineau avec une brigade de cavalerie s'avançait vers

nuées et marchaient dans le plus épouvantable désordre, avec l'aspect de soldats battus ». Cette même expression : « aspect de troupes battues, » se trouve dans Droysen, *York's Leben*, III, 332.

1. Journal de Langeron. Journal des opérations du général Sacken. Arch. de Saint-Pétersbourg. Manuscrits de Brayer et de Ficquet. Arch. de Soissons.

2. Lettre de Czernischew à Winzingerode, Vailly, 8 mars, cit. par Bogdanowitsch, I, 310. Roussel à Grouchy, Braisne, 5 mars. Arch. nat., AF, IV, 1670.

3. *Correspondance de Napoléon*, 21 427, 21 429, 21 430, 21 433. Registre de Berthier (ordres des 3 et 4 mars). Journal de la division Roussel. Arch. de la guerre. Journal de Langeron. Arch. de Saint-Pétersbourg.

Reims dont il allait chasser l'ennemi dans la nuit[1]. Sur la gauche, Marmont et Mortier passaient l'Ourcq à six heures et demie du matin, et leur cavalerie poursuivait l'arrière-garde russe jusqu'au delà de Buzancy (7 kilomètres de Soissons)[2]. Les deux maréchaux ayant appris à Hartennes la nouvelle de la capitulation, Marmont arrêta la poursuite. « Ce grave événement, écrivit-il aussitôt à Berthier, qui nous enlève les beaux résultats que nous étions au moment d'atteindre, changera nécessairement les opérations de l'empereur. En conséquence, il m'a paru qu'il n'était plus nécessaire de porter toutes mes forces sur Soissons. J'attendrai ici de nouveaux ordres de l'empereur[3]. »

Ce fut vraisemblablement par cette lettre que Napoléon apprit à Fismes, dans la nuit du 4 au 5 mars, la capitulation de Soissons[4]. Grande fut la colère de l'empereur. Le lendemain il écrivit au ministre de la guerre : «... L'ennemi était dans le plus grand embarras, et nous espérions aujourd'hui recueillir le fruit de quelques jours de fatigue, lorsque la trahison ou la bêtise du commandant de Soissons lui a livré cette place... Faites arrêter ce misérable, ainsi que les membres du conseil de défense ; faites-les traduire par devant une commission militaire composée de généraux ; et, pour Dieu ! faites en sorte qu'ils soient fusillés dans les vingt-quatre heures sur la place de Grève. Il est temps de faire des exemples. Que la

1. Corbineau à Napoléon. Muizon, 4 mars, 10 h. du soir, et Reims, 5 mars, 8 h. du matin. Arch. nat., AF .,IV, 1670.

2. Ordre de marche de Marmont. Neuilly, 5 mars, 6 h. du matin. Marmont à Berthier, Hartennes, 4 mars, 11 h. du matin. Arch. de la guerre. Mortier à Napoléon, Hartennes, 2 h. de l'après-midi. Arch. nat., AF, IV, 1670.

3. Marmont à Berthier, Hartennes, 4 mars. Arch. de la guerre.

4. Corbineau l'en instruisit aussi par sa lettre de Muizon, près Reims, 4 mars, 10 h. du soir. Arch. nat., AF., IV, 1670.

sentence soit bien motivée, imprimée, affichée et envoyée partout[1]. »

La colère de l'empereur était légitime, car s'il est excessif, peut-être, de dire avec Napoléon que sans la capitulation de Soissons « l'armée de Blücher était perdue[2] » ; avec le maréchal Marmont que « la fortune de la France, le sort de la campagne ont tenu à une défense de Soissons de trente-six heures[3] » ; avec Thiers que « la capitulation de Soissons est, après la bataille de Waterloo, le plus funeste événement de notre histoire[4] », on est en droit de conclure que la reddition de cette ville sauva Blücher des plus grands périls[5].

1. Napoléon à Clarke, Fismes, 5 mars. Arch. de la guerre.

En exécution des ordres de l'empereur, le général Moreau et les membres du conseil de défense furent écroués à l'Abbaye dès leur retour à Paris. Bouchard, Kozynski et les autres officiers furent bientôt relaxés. Seul Moreau comparut devant un conseil d'enquête où siégeaient les généraux de division Gassendi, Compans et Chastel. Après avoir pris connaissance des faits, entendu les témoins et interrogé Moreau, le conseil décida que l'ancien commandant de Soissons devait être traduit en conseil de guerre pour n'avoir pas défendu la place « autant qu'il le pouvait et le devait ». Heureusement pour Moreau, qui encourait la peine capitale, le conseil d'enquête ne rendit son avis que le 24 mars, cinq jours avant l'arrivée des Coalisés sous Paris. Au milieu des inquiétudes, du trouble, de la démoralisation qui régnaient, personne ne pensait à faire du zèle. Ou les procédures ne furent pas commencées, ou elles furent menées sans vigueur et bientôt abandonnées. Moreau, mis en liberté par le gouvernement provisoire, au commencement d'avril, fut un des premiers à se rallier aux Bourbons. Il fut fait chevalier de Saint-Louis et reçut comme maréchal de camp le commandement du département de l'Indre. Il mourut en retraite, à la Tronche (près Grenoble), le 9 décembre 1828.

Le 28 avril 1814, le ministre de la guerre lui avait écrit à propos de la capitulation de Soissons : « ... Le gouvernement provisoire en ordonnant votre mise en liberté a fait assez connaître qu'*il approuvait votre conduite* (*sic*) pour que vous n'ayez pas besoin de la justifier d'une autre manière. » — Moreau était absous par Dupont, le signataire de la capitulation de Soissons par celui de la capitulation de Baylen !

Arch. de la guerre : rapport du conseil d'enquête, 21 mars, carton des capitulations et dossier de Moreau.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21438.

3. *Mémoires de Marmont*. VI, 210.

4. Thiers, XVII, 444. — Cf. Fain, 156 ; Fabvier, *Journal*, 47 ; Ségur, *Mémoires*, VI ; Vaudoncourt, II, 18, 19 ; et Koch, I, 381 : « ... Si la reddition de Soissons ne l'eût tiré de ce mauvais pas, Blücher se serait trouvé dans la même situation où il se vit près de Lubeck en 1806. » Serré par les troupes de Murat et de Bernadotte, Blücher capitula en rase campagne.

5. A lire certaines lettres de Napoléon (*Correspondance*, 21246, 21247, 21439)

Cette conclusion qui ressort de l'ensemble des documents français est confirmée par la plupart des documents de sources russe et allemande. Pièces officielles, lettres, ordres du jour, journaux de marche, autant de témoignages de la situation dangereuse où se trouvait Blücher dans les journées des 1er, 2 et 3 mars [1].

et la lettre de Berthier à Marmont. Fère-en-Tardenois, 4 mars, une heure après midi Registre de Berthier), le doute vient si le 4, dans l'après-midi, l'empereur bien, qu'ignorant la capitulation de Soissons, n'avait pas abandonné l'espoir de joindre Blücher en deçà de l'Aisne. Il est possible que, voyant l'armée de Silésie se retirer sans défendre l'Ourcq, Napoléon pensait qu'elle aurait le temps de lui échapper en passant l'Aisne sur des ponts de bateaux et qu'il manœuvrât dès lors pour la devancer à Laon. Quoi qu'il en soit, la question, comme nous l'avons déjà dit (*la Capitulation de Soissons : Revue des Deux Mondes*, du 1er août 1885), importe peu quant à ce qui regarde les graves conséquences de la reddition du 3 mars. Voici pourquoi. Il est manifeste que Napoléon voulait livrer bataille soit en deçà soit au delà de l'Aisne. Or si le 3 mars Soissons n'avait pas capitulé, Blücher eût battu en retraite sur Berry-au-Bac, et forcément ainsi se fût heurté dans l'après-midi du 4, vers Fismes, à l'avant-garde impériale. Il serait donc insensé de croire que dans ces circonstances imprévues si l'on veut, mais à coup sûr singulièrement propices, Napoléon se fût refusé à engager une action qui était son objectif depuis huit jours. La fortune livrait l'armée de Silésie à Napoléon ailleurs, plus tôt et dans des conditions plus favorables qu'il ne s'attendait à la combattre. L'empereur, qui disait : « Je vois et je pense plus vite que les autres, » n'était pas homme à ne point profiter de ce coup du sort. Si, dans une autre hypothèse, Blücher jetait un pont à Venizel, il eût été attaqué le 4 dans l'après-midi par Marmont. Napoléon, averti et par la canonnade et par sa cavalerie qui était en liaison avec celle de Marmont, eût pressé sa marche et fût tombé dans la soirée du 4 sur l'armée de Silésie prise une rivière à dos et en flagrant délit de passage. Il faut bien remarquer que le passage, commencé le 3 mars à cinq heures du soir sur quatre ponts, grâce à la capitulation, et terminé le 5 au matin, n'aurait commencé, sans la capitulation, que le 4 au matin et sur deux ponts. Conséquemment, le 4 mars dans la soirée, les deux tiers de l'armée de Silésie eussent encore été sur la rive gauche de l'Aisne, dans la position la plus périlleuse.

1. « J'espère apprendre cette nuit que Soissons est pris. Notre position pouvant se trouver changée par là. » Lettre précitée de Brunecky.

« Je ne doute pas que l'occupation de Soissons, ce point actuellement si important... » Lettre précitée de Bülow à Blücher.

« La possession de Soissons était d'une nécessité urgente. » Rapport précité de Bülow au roi de Prusse.

« Les troupes de Blücher eussent été perdues si elles avaient été forcées de combattre dans la position où elles étaient. » Paroles de Woronzoff à Marmont. *Mémoires de Marmont*, VI, 209. Cf. Relation de Lowenstern.

« Dans les circonstances où l'on se trouvait, jamais succès ne fut obtenu plus à temps... La prise de Soissons rendit un service bien essentiel à la cause commune. » Journal de Langeron. Arch. topographiques de Saint-Pétersbourg, 29 103.

« Blücher s'était mis dans une position si dangereuse que sans la prise inespérée de Soissons il était perdu. » Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères, fonds Russie, 25.

A la vérité, Blücher ne voulut jamais convenir qu'il eût couru si grand péril. C'eût été reconnaître que sa marche sur Paris avait été au moins imprudente et avouer qu'il avait été sauvé par ses lieutenants, dont l'un était russe. En qualité de général en chef et plus encore de Prussien, car pour alliés qu'ils fussent, les Prussiens et les Russes n'étaient guère camarades, Blücher était peu disposé à confesser la chose. Comme on l'a vu, le feld-maréchal avait très froidement accueilli Bülow lors de leur première entrevue. Plus tard, il témoigna au roi de Prusse son mécontentement des termes du rapport sur la reddition de Soissons et il se plaignit vivement de Winzingerode, répétant à mainte reprise que ce général n'avait pas exécuté ses ordres ; qu'au lieu de s'attarder devant Soissons, « misérable bicoque, *elendes Nest* », dont la position n'avait aucune importance, il aurait dû le joindre à Oulchy. Blücher ajoutait que d'ailleurs, bien qu'il fût séparé de Bülow par l'Aisne, de Winzingerode par une distance de 15 à 20 kilomètres, il ne se trouvait pas dans une situation périlleuse. S'il était pressé en queue par Marmont et Mortier, s'il était menacé sur son flanc par Napoléon, les ducs de Raguse et de Trévise n'étaient pas en forces pour l'attaquer à fond et il avait un jour

Après le témoignage des officiers qui furent acteurs dans ces événements, voici les jugements des historiens militaires prussiens et russes :

« La possession de Soissons était de la plus haute importance pour l'armée de Silésie qui n'aurait pu passer l'Aisne qu'en faisant de grands détours et avec d'infinies difficultés. » Plotho, III, 284.

« La prise de Soissons fut l'événement le plus heureux pour les Alliés et le plus funeste pour Napoléon. » Richter, III, 186.

« La Providence avait réservé à Bülow de sauver les armées prussiennes de la catastrophe. » *Leben des generals Bülow* (par un officier prussien), 313.

« Sans la prise de Soissons, Napoléon eût atteint l'armée de Silésie en pleine dissolution. » Bogdanowitsch, I, 307.

Wagner, Droysen et Schulz ne se prononcent pas ; mais du tableau qu'ils présentent des positions des armées le 3 mars, il ressort clairement qu'ils jugent Blücher en danger.

d'avance sur l'empereur. Il pouvait donc échapper aux Français, soit par un pont de bateaux, soit par le pont de Berry-au-Bac[1]. Telle est l'argumentation reprise par Müffling, Clausewitz et les apologistes de Blücher.

Il est exact que Blücher avait non point un jour, mais tout au plus douze heures d'avance sur Napoléon[2]. Mais ce qui est faux, c'est que cette avance eût permis à l'armée de Silésie d'opérer son passage avant l'arrivée de Napoléon. En se servant de quatre ponts, dont le grand pont de pierre de Soissons, les Alliés mirent plus de trente heures à traverser l'Aisne[3]. Si Soissons s'était défendu, le passage ne se fût naturellement pas opéré dans les mêmes conditions et eût exigé tout autrement de temps. L'ennemi n'ayant plus le grand pont de pierre, et Bülow

1. Müffling. *Aus meinem Leben*, 124; *Kriegsgesch. des Jahres* 1814, II, 88 sq.; Clausewitz, *Der Feldzug von* 1814, 438; Damitz. *Geschischte des Feldzugs* 1814, III, 337.

2. Le 3 dans l'après-midi, le gros de l'armée de Silésie était à Oulchy, son arrière-garde au bord de l'Ourcq, et le gros de l'armée impériale était à Château-Thierry, son avant-garde à Rocourt. De Château-Thierry à Oulchy, il y a 23 kilomètres par la grand'route : de Rocourt à l'Ourcq, il y a 4 kilomètres. A ne regarder qu'à la distance, Blücher avait donc à peine huit heures d'avance sur les Français. Et comme il lui fallait faire un long crochet pour gagner Berry-au-Bac par Fismes, il allait même perdre cette avance de huit heures, car Napoléon à Château-Thierry n'était pas plus loin de Fismes que Blücher n'en était à Oulchy. Si l'on réfléchit cependant que le 3, à 4 heures, l'armée prussienne ayant bivaqué depuis la nuit allait se remettre en marche, tandis que l'armée française ayant dans la matinée accompli une longue étape allait s'arrêter à Bézu-Saint-Germain (7 kilomètres de Château-Thierry), il semble, en effet, que Blücher avait un jour d'avance. Mais ce jour d'avance est illusoire, puisque le lendemain 4, l'armée de Blücher, portée par une étape de nuit, de plus de 30 kilomètres, à Braisne, allait nécessairement y bivaquer, tandis qu'au contraire, l'armée française, ayant passé la nuit à Bézu-Saint-Germain, allait se mettre en marche vers Fismes « à la pointe du jour » et, conséquemment, y arriver en même temps que l'armée prussienne qui, à en juger par l'ordre de marche de la veille, ne se serait probablement mise en route de Braisne que vers 4 heures du soir. Ainsi dans l'hypothèse qui nous occupe (la marche des Prussiens sur Berry-au-Bac), Blücher était loin d'avoir vingt-quatre heures d'avance sur Napoléon.

3. Journal des opérations de Sacken, journal des opérations de Langeron. Archives topographiques de Saint-Pétersbourg. Manuscrits de Brayer et de Ficquet. Arch. de Soissons. Marmont à Berthier, Hartennes, 5 mars. Arch. de la guerre.

n'ayant pu le 3 mars, dès midi, commencer l'établissement des autres ponts sous le canon de la place, le pont de Vailly, impraticable à l'artillerie[1], et un deuxième pont que Blücher eût fait jeter au nord de Buzancy eussent seuls servi à déboucher sur la rive droite de l'Aisne. De plus, ce deuxième pont n'aurait été commencé que le 3 mars à quatre heures de l'après-midi. Il est probable que, opérant en pleine nuit, les pontonniers n'auraient pu achever leur travail avant la matinée du lendemain, 4 mars. A cet endroit, la largeur de l'Aisne est d'environ 60 mètres en temps ordinaire ; et, à la fin de l'hiver, quand l'année est pluvieuse, — c'était le cas, — la rivière qui n'est pas encaissée immerge les prairies et atteint parfois au triple de cette largeur.

Aussi, il est présumable que Blücher, jugeant qu'il faudrait trop de temps pour jeter un pont à Buzancy et y faire défiler son armée, aurait renoncé à ce projet et aurait dirigé la totalité de ses troupes sur Berry-au-Bac où il y avait un pont de pierre. C'est ce que rapporte Müffling, qui en qualité de quartier-maître général de l'armée de Silésie, était bien informé[2]. Mais d'Oulchy, où se trouvaient concentrées les troupes prussiennes dans l'après-midi du 3 mars à Berry-au-Bac, il y a quinze lieues, car, faute de route directe, il fallait passer par Braisne et Fismes. Et l'on devait faire la moitié de ce trajet par de mauvais chemins et même à travers champs. C'eût été miracle pour une armée de franchir 60 kilomètres et de passer une rivière sur un seul pont en trente heures. Fatiguées comme elles l'étaient, il

1. Lettre de Czernischew à Winzingerode, Vailly, 5 mars, cit. par Bogdanowitsch. I, 310.

2. Müffling, *Kriesggesch. des Jahres* 1814, II, 88. « ... L'artillerie et toutes les troupes eussent suivi les bagages pour passer l'Aisne à Berry-au-Bac. »

eût fallu certainement deux étapes aux troupes de Blücher pour atteindre le pont de Berry. Or, comme le mouvement ne devait commencer qu'à quatre heures, le 3 mars[1], les têtes de colonnes seraient arrivées au plus tôt à Berry-au-Bac dans la nuit du 4 au 5 mars. Et quand fussent arrivés le gros et la queue? Kapzéwitsch et Korff étaient encore au bord de l'Ourcq, à 70 kilomètres de Berry-au-Bac, le 4, à cinq heures du matin[2]. Si l'on remarque maintenant que, pour aller d'Oulchy à Berry-au-Bac, il faut passer à Braisne et à Fismes; que l'avant-garde de l'empereur était près de Braisne le 4 mars dans la journée[3]; que Napoléon était à Fismes dans la soirée[4]; enfin, fait absolument décisif, qu'une colonne de bagages, partie le 3, à midi, d'Oulchy pour Berry-au-Bac et n'ayant pas reçu contre-ordre la rappelant vers Soissons, fut attaquée le 4, dans l'après-midi, entre Fismes et Braisne, par la cavalerie du général Roussel[5], il est certain que dans le trajet d'Oulchy à Berry-au-Bac l'armée de Silésie aurait été attaquée par les Français[6].

1. Ordre de marche de Gneisenau pour la journée du 3 mars. Oulchy, 3 mars, 6 heures du matin, cit. par Plotho, III.

2. Journal de Langeron. Arch. de Saint-Pétersbourg.

3. Journal de la division Roussel. Roussel à Grouchy et Grouchy à Roussel, 4 mars. Arch. de la guerre.

4. *Correspondance de Napoléon*, 21 427, 21 430. Registre de Berthier (ordres du 4 mars). Arch. de la guerre.

5. Journal de Langeron. Archives topographiques de Saint-Pétersbourg. Journal de la division Roussel. Roussel à Grouchy, et Grouchy à Roussel, 4 mars et 5 mars. Archives de la guerre.

6. « Au cas, dit Müffling, où Blücher n'aurait pu éviter le combat, il aurait eu le temps de prendre une formation de combat sur le plateau de Fismes, derrière la Vesle, position à peu près inabordable de front. » C'est là en effet le plus sage parti auquel aurait pû s'arrêter Blücher. Mais d'une part Müffling s'abuse en considérant le plateau de Fismes, qui a 40 kilomètres d'étendue, comme défiant les attaques de front. D'autre part Napoléon, dont les têtes de colonnes étaient arrivées le 4 sur ce plateau, dans l'après-midi, c'est-à-dire au moment même où y fût arrivée l'avant-garde de l'armée de Silésie, n'eût pas eu, par conséquent, à aborder cette position. Il se fût trouvé maitre sans combat de la partie orientale du plateau, comme Blücher était maitre de la partie occidentale. Le 4 mars, vraisemblablement, les têtes

Le général Moreau ne mérite pas le nom de traître, mais l'insigne faiblesse qu'il montra dans son commandement eut les conséquences d'une trahison. « En épuisant tous les moyens de défense, » comme le lui prescrivaient les règlements, Moreau eût pu tenir un jour de plus. Saint-Hillier, commandant le génie de la place, l'avait dit au conseil de défense, et la commission d'enquête en jugea de même [1]. La résistance prolongée de vingt-quatre heures, une rencontre entre Blücher et Napoléon devenait inévitable. Il est prouvé, en effet, par la lettre de Winzingerode à Blücher, datée du 3 mars, 5 heures du matin, que si la place ne capitulait pas ce jour-là, on levait le siège aussitôt [2]. En admettant même que Bülow et Winzingerode, se ravisant, fussent restés devant Soissons et qu'un assaut donné le 4 dans la matinée les en eût rendus maîtres, l'armée de Silésie aurait dû néanmoins livrer bataille. Bülow n'aurait pu écrire le 3 à Blücher que le pont de Soissons était libre. Conséquemment, Blücher se serait mis en marche sur Fismes et Berry-au-Bac, et c'est le 4, entre Braisne et Fismes qu'il aurait reçu la nouvelle de la prise de Soissons. Il est peu probable que Blücher, déjà averti par ses éclaireurs de l'approche de

de colonnes seules auraient été engagées. C'est le lendemain 5 mars que l'on aurait livré la bataille.

Blücher, attaqué de front par Napoléon et à revers par Marmont et Mortier qui talonnaient l'arrière-garde ennemie, eût combattu contre 50 000 Français avec 60 000 Russes et Prussiens, en admettant que Winzingerode eût fait passer l'Aisne à son infanterie, comme il en avait l'intention (Winzingerode a Blücher, devant Soissons, 3 mars, 5 heures du matin, cit. par Damitz, II, 593), le matin du 3. Si donc l'on considère la supériorité numérique, mais aussi la confusion, le découragement, l'extrême fatigue de l'armée de Blücher et si l'on tient compte du génie de l'empereur, de l'élan et de la ténacité de ses troupes, tout porte à penser que cette bataille eût eu pour issue non point certaine mais probable la victoire de Napoléon.

1. Rapport du conseil d'enquête, 24 mars. Arch. de la guerre.

2. Lettre de Winzingerode à Blücher, 3 mars, cit. par Damitz, II, annexes, 593, Cf. Müffling, *Aus meinem Leben*, 125.

Napoléon, eût alors fait rebrousser chemin à toute son armée, contremarche qui ne se fût pas opérée sans confusion et sans grande perte de temps et qui eût présenté de graves périls en raison d'une attaque imminente des Français. Bien plutôt, Blücher eût refoulé l'avant-garde impériale sur le plateau de Fismes dont il eût au plus vite occupé la partie occidentale. Ainsi. une action terrible et décisive se fût engagé le 5 mars sur le plateau de Fismes, et, selon les probabilités, c'est Napoléon qui eût gagné cette bataille.

Le bailli de Suffren disait que l'on doit toujours tirer son dernier coup de canon, car celui-là « peut tuer l'ennemi ». Le dernier coup de canon de Moreau, tiré le 4 mars au matin, des remparts croulants de Soissons, aurait peut-être « tué l'ennemi ».

LIVRE TROISIÈME

I

LA BATAILLE DE CRAONNE

Depuis la campagne de Russie, Napoléon était accoutumé aux trahisons de la fortune. Il les subissait sans abattement, gardant toute sa fermeté et trouvant toujours, en son inépuisable génie stratégique, de nouvelles combinaisons pour remplacer celles que le sort faisait échouer. La reddition de Soissons était un grand malheur. L'empereur ne jugea pas que ce malheur fût irréparable. Il n'avait pu combattre Blücher en deçà de l'Aisne : il l'atteindrait au delà de cette rivière. Napoléon savait que le corps de Winzingerode était venu augmenter les forces du feld-maréchal, mais il évaluait ce corps à l'effectif qu'il avait lors de la première prise de Soissons, c'est-à-dire à une quinzaine de mille hommes[1]. Quant au corps de Bülow, l'empereur le croyait encore aux environs d'Avesnes[2]. Avant qu'il eût rallié l'armée

1. Rapport de Winzingerode au czar, 14 février, cit. par Bogdanowitsch, *Geschichte des Krieges* 1814, I, 217. Winzingerode avait 18 000 hommes, mais tous n'étaient pas à Soissons le 14 février.

2. Registre de Berthier (à Marmont, 4 mars). Arch. de la guerre.

Dans sa lettre à Joseph du 5 mars (*Correspondance*, 21 438) Napoléon écrit : « L'armée ennemie de Sacken, Blücher, York, Winzingerode et Bülow était en retraite... » On devrait inférer de là que Napoléon savait l'arrivée de Bülow, si d'une part il n'y avait le témoignage contraire de Berthier et si d'autre part la phrase de l'empereur n'était destinée à la publicité. (*Moniteur* du 7 mars.) Dans les lettres

de Silésie, on aurait donné la bataille. La crainte de l'empereur, c'était que Blücher, maître de la rive droite, ne défendît opiniâtrement le passage de l'Aisne. Il donna l'ordre de jeter plusieurs ponts de chevalets afin de n'avoir point à déboucher sous le feu de l'ennemi par le seul pont de Berry-au-Bac[1].

Blücher avait bien l'intention de disputer le passage de l'Aisne[2], mais croyant à une attaque de Napoléon vers Vénisel ou Missy, il n'avait pas cru nécessaire de faire occuper Berry-au-Bac en forces et il avait établi ses troupes face à la rivière, sa droite à Fontenoy et sa gauche à Vailly, avec des postes de cavalerie jusqu'à Berry, où quelques régiments de Cosaques et un peu d'infanterie avec deux canons gardaient le pont[3]. Napoléon fut averti à onze heures du matin par un officier de dragons, envoyé en reconnaissance, que l'on pourrait s'en emparer sans difficultés. Il modifia aussitôt son plan. Les commandants de corps reçurent l'ordre d'arrêter la construction des ponts et de se porter à Berry-au-Bac où toute l'armée passerait l'Aisne[4]. Nansouty, avec les lanciers polonais et la 2e division de cavalerie de la garde (chevau-légers et dragons), fut désigné pour enlever la position. Les vedettes cosaques postées sur la rive gauche se retirèrent au grand galop par le pont,

écrites pour être publiées, l'empereur, par principe exagérait toujours ses avantages. « Les journaux, écrivait-il, ne sont pas de l'histoire, pas plus que les bulletins ne sont de l'histoire. » Napoléon qui dans ce moment devait penser à Bülow, dont la marche d'Avesnes sur Laon était de nature à l'inquiéter, écrivait : Bülow, afin de faire croire que *tous les corps* prussiens étaient en retraite.

1. Registre de Berthier (ordres de Fismes, 5 mars, 8 et 9 heures du matin). Archives de la guerre. *Correspondance de Napoléon*, 21 432.

2. Cf. Clausewitz, 439 ; Damitz, III, 20 ; Plotho, III, 288.

3. Ordre de Blücher, Chavignon, 4 mars, cit. par Plotho, III. 285. Cf. Bogdanowitsch, I, 311.

4. Registre de Berthier (ordres de Fismes, 5 mars, 11 heures du matin). Arch. de la guerre.

mêlées avec les Polonais qui le franchirent en même temps qu'elles. L'attaque fut si soudaine et si vive que l'ennemi n'eut pas le temps de se mettre en défense. Cavaliers et fantassins s'enfuirent par les rues du village, jusqu'au delà de Corbény. Ils laissaient aux mains des Français leurs deux canons et 200 prisonniers. Parmi ceux-ci se trouvait le prince Gagarine, qu'avait poursuivi un vieux brigadier de dragons, vétéran d'Égypte et d'Italie et comptant vingt-trois ans de service. Ce brave fut décoré le lendemain[1]. Le chemin était ouvert. La division Meunier et la brigade Boyer, du corps de Ney, et la vieille garde de Friant, qui marchaient en tête de colonne, passèrent l'Aisne et vinrent s'établir entre Berry-au-Bac et Corbény, éclairées par la cavalerie de Nansouty. Les autres troupes débouchèrent successivement. Le passage dura jusqu'au surlendemain[2].

Blücher apprit seulement dans la soirée du 4 mars que les Français, maîtres du pont de Berry-au-Bac, manœuvraient de façon à le devancer à Laon. Il conçut le plan de surprendre Napoléon en marche, par une vigoureuse attaque sur son flanc gauche. Divers chemins, entre autre la route des Dames, permettaient au feld-maréchal de porter par plusieurs voies le gros de ses troupes au sommet du plateau de Craonne, d'où elles redescendraient dans la plaine, entre Berry-au-Bac et Corbény. Toute l'armée ayant fait demi-tour pivota sur son extrême gauche, devenue extrême

1. Nansouty à Napoléon, Corbény, 7 heures et demie du soir, et Drouot à Napoléon, Berry, 6 mars. Arch. nat., AF. IV, 1670. *Correspondance de Napoléon*, 21 436. Cf. Bogdanowitsch, I, 311 et 315. — Le prince Gagarine, surpris à Reims dans la nuit du 4 au 5 par Corbineau, battait en retraite sur Laon, par Berry-au-Bac, avec quelques troupes. Il arriva au pont de Berry juste au moment de l'attaque de Nansouty.

2. Lettre de Winzingerode à Blücher, 3 mars, 5 heures du matin, citée par Damitz, *Gesch. des Feldz. 1814*, II, Annexes, 580.

droite. Les corps de Winzingerode, de Sacken, de Kleist et de York, et la cavalerie de Langeron, se dirigèrent vers Craonne. Bülow se porta en réserve à Laon. Rudzewitsch, avec toute l'infanterie de Langeron, demeura dans Soissons[1]. Le 6 mars, Blücher quitta Chavignon de sa personne et se mit en route pour Craonne. Mais sans pousser jusque-là, il vit que l'opération projetée n'était plus possible. Winzingerode, n'ayant pas mis assez de diligence dans l'exécution des ordres, n'avait pu occuper ni la forêt de Corbény, ni même, du moins en forces suffisantes, le village de Craonne construit sur la crête orientale du plateau[2]. D'autre part, Napoléon, averti vers midi que des troupes ennemies étaient en mouvement sur ce plateau, avait envoyé en reconnaissance deux bataillons de la jeune garde qui avaient pu enlever ce village. A la droite, Ney avec la division Meunier avait délogé de l'abbaye de Vauclerc, dans la vallée de l'Ailette, deux régiments d'infanterie russe et les refoulait sur le plateau[3].

L'offensive prise par Napoléon déconcertait Blücher, mais le mouvement de Blücher sur Craonne déconcertait Napoléon. Le feld-maréchal devait renoncer à son plan qui était d'attaquer les Français en flagrant délit de marche, dans une plaine où il aurait pu déployer toutes ses forces[4]. L'empereur devait

1. Ordres de Blücher des 5 et 6 mars, cit. par Plotho. III, 286, 288. Cf. Clausewitz. 439 ; Damitz, III, 20 ; Journal de Langeron, Archives topographiques de Saint-Pétersbourg.

2. Lettre de Woronzoff à Winzingerode, cit. par Damitz. III. annexes 453. Cf. Plotho, III, 288 ; Bernhardi, III, 182 ; Clausewitz, 439. — Lowenstern dans son manuscrit (cit. par Bernhardi) dit qu'à cette occasion Blücher réprimanda vivement Winzingerode.

3. Ney à Berthier, château de la Bove, 6 mars, 7 heures et demie du soir. Arch. de la guerre. Cf. Fain, 164 ; Schulz, XII, 2e part., 115 ; Bogdanowitsch, I, 318, et *Moniteur* du 12 mars.

4. Müffling, *Kriegsgeschichte des Jahres* 1814, II, 97-98, Bernhardi, III 183. Clausewitz. 439, Plotho, III, 288-289. Damitz, III, 22.

également abandonner son projet qui était de se porter droit sur Laon, par la grande route de Reims, pour y devancer les Alliés [1]. Marcher vers Laon alors que l'ennemi occupait le plateau de Craonne eût été s'exposer à une attaque de flanc. Les deux adversaires prirent presque à la même heure un nouveau parti. Blücher se décida à recevoir la bataille sur le plateau au lieu de la donner dans la plaine, Napoléon à refouler l'armée coalisée vers Laon au lieu d'aller l'attendre sous les murs de cette ville. Mais la fortune favorisait Blücher en lui donnant une magnifique position défensive dont il ne connut toute la force qu'après s'être résolu à s'y établir.

Entre l'Aisne et l'Ailette, parallèlement au cours de ces deux rivières, s'élève un long plateau qui tantôt vaste comme une plaine, tantôt resserré comme un défilé, s'étend des environs de Corbény à l'est, jusque passé Soissons à l'ouest. A son extrémité orientale, ce plateau projette au milieu de la campagne, ainsi qu'un fort avancé, un promontoire d'une altitude de 150 mètres au-dessus du niveau de l'Aisne. Ce promontoire qui s'appelle « le petit plateau de Craonne » se relie au grand plateau par une sorte d'isthme, qui dans sa partie la plus étroite, où est construite la ferme d'Hurtebise, n'a que 130 mètres de largeur. Soit qu'on suive la route de Corbény qui traverse le petit plateau, soit qu'on gravisse la route des Dames qui après avoir côtoyé la montagne vient se confondre avec la route de Corbény devant la porte de la ferme et se dirige alors vers Chavignon [2], il faut pour

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 447, 21 448. Registre de Berthier (ordres et lettres des 5 et 6 mars). Arch. de la guerre.

2. La route des Dames fut construite vers 1770 pour Mesdames de France, qui allaient en villégiature au château de la Bove chez M. de Narbonne. Cette route, partant de la Bove, traversait l'Ailette, côtoyait le versant nord de la montagne de Craonne et atteignait le haut du plateau devant la ferme d'Hurtebise. Là, elle tour-

atteindre le grand plateau passer l'isthme d'Hurtebise, dont le terrain est légèrement en contre-bas des deux sommités. La position n'a pas d'autre accès. En arrière de l'étranglement d'Hurtebise, les flancs de la montagne tombent presque à pic, au nord dans la marécageuse vallée de l'Ailette, où se creuse un ravin qui porte le nom de Trou de la Demoiselle, au sud dans la vallée Foulon, où le précipice plus roide et plus profond encore s'appelle le Trou d'Enfer.

Blücher, voyant que l'occupation du plateau se réduisait à peu près à la défense d'un défilé, jugea qu'il n'était point nécessaire d'y immobiliser toute son armée. Une trentaine de mille hommes, appuyés par une forte artillerie, suffiraient pour arrêter les assaillants. Les autres troupes, opérant un grand mouvement tournant, viendraient pendant l'assaut prendre les Français à revers. Le comte Woronzoff, lieutenant de Winzingerode, fut chargé de la défense du plateau avec 16 300 fantassins, 2 200 cavaliers et 96 canons. Ce premier corps de bataille avait comme réserve les trois divisions de Sacken, comptant 13 500 hommes. Winzingerode reçut l'ordre de réunir toute sa cavalerie, moins celle laissée à Woronzoff, toute celle de Langeron et toute celle d'York. Avec cette masse de plus de 10 000 chevaux, que renforçaient 60 pièces d'artillerie légère et que suivait le corps de Kleist, infanterie et cavalerie, Winzingerode devait passer l'Ailette entre Chevregny et Filain, et se rabattre le lendemain, par Festieux et la route de Reims, sur les derrières de Napoléon[1].

nait brusquement à l'ouest et traversait le grand plateau presque dans toute sa longueur jusqu'à l'Ange-Gardien où elle rejoignait la route royale de Paris à Laon par Soissons.

1. Copie de la disposition de Blücher, Arch. nat., AF. IV, 1 668. Ordre de Blücher, 6 mars, 6 heures du soir, cité par Plotho, III, 289. Cf. Journal de Langeron et rapport de Woronzoff. Arch. topographiques de Saint-Pétersbourg. Clausewitz, 440.

Pendant que Blücher prenait ces nouvelles dispositions, le combat se poursuivait, au sommet du petit plateau, entre les premières troupes qui y étaient arrivées. Après que les deux bataillons de la garde avaient délogé l'ennemi du village de Craonne, l'un d'eux s'était avancé sur ce plateau; mais, chargé sur ce terrain découvert par les hussards Paulowgrad, il s'était retiré dans le village où ces cavaliers l'avaient laissé fort tranquille. La petite division Meunier, conduite à l'assaut par le maréchal Ney, s'était emparée de l'abbaye de Vauclerc, dans la vallée de l'Ailette, puis, gravissant la côte à la suite des deux régiments russes, elle les avait refoulés dans la ferme d'Hurtebise. Trois fois cette position fut prise et reprise. Enfin vers sept heures, à la nuit noire, Ney se décida à évacuer la ferme. Il établit les bivouacs de la division Meunier à mi-côte, entre la ferme d'Hurtebise et l'abbaye de Vauclerc; lui-même vint coucher au château de la Bove, de l'autre côté de l'Ailette, non loin de la brigade Pierre Boyer qui occupait Bouconville [1].

La cavalerie de la garde (divisions Colbert et Exelmans), les dragons de Roussel, la vieille garde de Friant, les divisions Boyer de Rebeval et Curial bivouaquaient entre Berry-au-Bac et Corbény, où se trouvait le quartier impérial. De forts avant-postes gardaient la route de Laon et les crêtes du petit plateau, à Craonne et à Craonnelle. Une partie de l'artillerie, la division Charpentier, la division Arrighi, la 3e division de la cavalerie de la garde (La Ferrière) n'avaient point encore passé le pont [2]. Quant aux

1. Ney à Berthier, La Bove, 7 heures et demie du soir, 6 mars. Arch. de la guerre. Cf. Bogdanowitsch, I, 317-318.

2. Registre de Berthier (ordres à Roussel, à Victor, etc., Corbény, 6 mars) Journal de la division Roussel. Journal de la division Boyer de Rebeval. Arch. de la guerre.

ducs de Trévise et de Raguse, ils étaient fort en arrière, le premier à Cormicy, le second à Braisne, car l'ordre de rejoindre l'empereur ne leur était parvenu devant Soissons que le 5 mars dans l'après-midi, alors qu'ils venaient de tenter sur les faubourgs de cette ville un coup de main aussi honorable qu'inutile, où ils avaient perdu huit cents de leurs soldats et tué un millier d'hommes à l'ennemi[1].

Dans la soirée, Napoléon prit ses dispositions d'attaque pour le lendemain. Il avait ses cartes; mais, selon son habitude, il voulut s'informer auprès des gens du pays. Le maître de postes de Berry-au-Bac dit que M. de Bussy, maire de Beaurieux, qui avait servi jadis comme officier, renseignerait très bien l'empereur. Napoléon, chez qui la mémoire des noms n'était pas, comme on l'a dit, une simple prétention, se rappela avoir eu comme camarade au régiment d'artillerie de la Fère, un officier du nom de Bussy. Une escorte de cavalerie fut envoyée au maire de Beaurieux; il arriva au milieu de la nuit. Après quelques paroles d'amitié, l'empereur le mit en peu de mots au courant de son plan d'attaque. Napoléon comptait canonner l'isthme d'Hurtebise afin de faire croire aux Russes qu'il préparait une attaque de front. Pendant le feu, les troupes de Ney escaladant la montagne en arrière d'Hurtebise viendraient déboucher sur le flanc gauche de l'ennemi par la route des Dames ; en même temps, la cavalerie de Nansouty, avec quelques batteries d'artillerie légère, gravirait le plateau vers Vassoigne et ferait une vigoureuse démonstration sur le flanc droit. Dans l'idée de l'em-

1. Rapport de Marmont à Berthier, Villeneuve, 2 heures du matin, et lettre au même, Braisne, 5 heures du soir, 6 mars. Arch. de la guerre. Journal de Langeron. Arch. topographiques de Saint-Pétersbourg. Cf. Registre de Berthier à Marmont et à Mortier, 4, 5 et 6 mars.

pereur, les Russes se trouveraient ainsi débordés sur leurs deux ailes. Bussy objecta que, en débouchant de la route des Dames, la colonne de Ney serait foudroyée par l'artillerie française établie sur le petit plateau. C'était plus avant dans la vallée de l'Ailette, vers le village d'Ailles, que l'on devait aborder la position ennemie. L'empereur se rendit à ces raisons; il envoya de nouveaux ordres à Ney. Bussy, réintégré incontinent dans les cadres de l'armée avec le grade de colonel d'artillerie (avancement singulièrement rapide), fut chargé de guider la cavalerie de la garde à travers le vallon d'Oulches[1]. Au reste, Napoléon abusé par des rapports de la nuit, assurant que le gros des troupes russes opéraient une marche rétrograde, pensait n'avoir à attaquer qu'une arrière-garde dont il aurait bon marché[2].

Le lendemain, 7 mars, vers huit heures du matin, l'empereur, voulant inspecter les positions de l'ennemi, se rendit sur le petit plateau qui n'était encore occupé que par deux bataillons de la garde. Sur le grand plateau, les Russes avaient déjà pris leur formation de combat. Ils présentaient trois lignes successives de colonnes de bataillon. La première ligne, forte de quatorze bataillons, s'étendait à cheval sur la route des Dames, face au débouché d'Hurtebise, à 1200 mètres environ de la ferme, la gauche à la crête de la montagne, la droite débordant la sortie du défilé et regardant le ravin de la vallée Foulon. La seconde ligne, de sept bataillons, et la troisième, de

1. Fain, *Manuscrit de* 1814, 164-165. Waldbourg-Truchsess, *Itinéraire de Napoléon à l'île d'Elbe* appendice à la 3e édition, pp. 61-63. Cf. Fleury, *le Département de l'Aisne en* 1814, 292-295.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 453. Registre de Berthier à Ney, Corbény, 7 mars, 4 heures du matin. Arch. de la guerre. — Dans l'opinion de l'empereur, l'ennemi en se portant sur Craonne n'avait eu d'autre but que de gagner Laon par la route de Corbény. Ce débouché étant occupé par les Français, il s'était mis en retraite par Chavignon.

neuf bataillons, toutes deux également à cheval sur la route des Dames, étaient, celle-là à cinq cents mètres et celle-ci à mille mètres en arrière du premier corps de bataille. 800 chasseurs occupaient comme poste avancé la ferme d'Hurtebise, ayant deux escadrons pour soutien. A la droite de la première ligne, les hussards Paulowgrad et quatre régiments de Cosaques se tenaient prêts à charger les assaillants qui tenteraient l'escalade du plateau par les sentiers de Vassoigne ; et, à deux kilomètres en arrière de la troisième ligne, étaient massés les 4 200 chevaux du corps de Sacken dont l'infanterie servait d'extrême réserve. Trente-six pièces de canon, dont douze de gros calibre, établies devant le front du premier corps de bataille, commandaient le défilé. Douze pièces placées obliquement au-dessus du Trou d'Enfer croisaient leurs feux avec ceux des batteries du centre. A l'aile gauche, dix-huit canons de position, douze dominant le Trou de la Demoiselle et six braqués sur Ailles, battaient la vallée de l'Ailette. Enfin une réserve d'artillerie de trente bouches à feu se trouvait entre la deuxième et la troisième ligne de bataille[1].

Dans la nuit il avait gelé très fort et il était tombé un peu de verglas. Les chevaux d'artillerie glissaient en montant. Les premières batteries françaises arrivèrent seulement entre 9 et 10 heures sur le petit plateau. Impatient d'occuper les Russes sur leur front, de façon à détourner leur attention de leur flanc gauche, où ils allaient être attaqués, l'empereur donna l'ordre d'ouvrir le feu. Les batteries ennemies ripostèrent. On se fit peu de mal[2]. On canonnait à près

1. Rapport de Woronzoff sur la bataille de Craonne, Arch. topographiques de Saint-Pétersbourg, n° 47 535.

2. Journal de Boyer de Rebeval. Arch. de la guerre. Cf. Bogdanowitsch, I, 321-322.

de 2 500 mètres, distance qui, à cette époque, excédait de moitié non point la portée, mais la portée efficace des bouches à feu.

Venu de Braye, où il avait couché, Blücher était alors sur le terrain, prêt à prendre l'offensive dès que le canon de Winzingerode sur les derrières de l'armée française l'aurait averti de l'exécution du mouvement tournant. A dix heures, une estafette apprit au feld-maréchal que la grande colonne de cavalerie, qui selon tous les calculs aurait dû se trouver déjà à la hauteur de Festieux, était encore dans la vallée de l'Ailette, près de Chevregny. Aussitôt Blücher, laissant le commandement en chef à Sacken, partit pour Chevregny afin d'activer la marche de Winzingerode [1].

A l'heure même où Blücher quittait le plateau, Ney, marchant au canon, prononçait son mouvement. La brigade Pierre Boyer se porta sur Ailles, la division Meunier, bientôt soutenue par la division Curial, se glissa à travers bois jusqu'au pied du Trou de la Demoiselle et commença la difficile escalade des rampes [2]. Les Français ne tardèrent pas à être signa-

1. Müffling, *Kriegsgesch. des Jahres* 1814, II, 101-102. Varnhagen, *Biographische Denkmale*, III, 345-346.

2. Ordre de Ney, La Bove, 7 mars, 10 heures du matin. Arch. de la guerre. Rapport de Woronzoff. Arch. topographiques de Saint-Pétersbourg.

Il y a de la bataille de Craonne quatre récits originaux : 1° aux archives de Saint-Pétersbourg (n° 47 535), le rapport du général Woronzoff ; 2° aux Archives de la guerre, une relation du général Belliard, une assez longue note du général Colbert, et le Journal de marche de la division Boyer de Rebeval. (Il ne faut citer que pour mémoire le Journal de marche de la division Roussel, où il y a seulement deux lignes sur la bataille.) Or, de ces quatre récits, trois : celui de Woronzoff, celui de Colbert et celui de Boyer de Rebeval, concordent parfaitement et présentent les faits sous le même jour. Celui de Belliard est tout opposé et raconte les choses d'une façon absolument différente, du moins pour les deux premiers « moments » de la bataille. Non seulement la concordance parfaite entre les rapports de trois témoins, dont aucun n'a nécessairement pu connaître les rapports des deux autres, milite en faveur de leur véracité ; non seulement l'examen du terrain appuie leur témoignage ; mais, de plus, la relation de Belliard est formellement contredite sur plusieurs points par les lettres et les ordres de Ney du 6 et du 7 mars. Or, entre une relation élabo-

lés par les tirailleurs qui garnissaient les crêtes du plateau. Les bataillons de l'aile gauche ouvrirent un feu nourri contre la tête de la colonne d'attaque, tandis que la batterie du Trou de la Demoiselle tirait à mitraille sur les troupes qui n'étaient pas encore dans l'angle mort du ravin. Les soldats de Ney parvinrent cependant à prendre pied sur le plateau, mais pour un instant. Criblés de balles et de biscaïens, partout refoulés, ils se reformèrent à mi-côte, se préparant à un nouvel assaut. Aux débouchés d'Ailles, la brigade Pierre Boyer rencontrait la même résistance. A l'extrême droite de la ligne ennemie, les 1re et 2e divisions de la cavalerie de la garde (éclaireurs, lanciers et dragons) gravissaient au-dessus de Vassoigne des sentiers escarpés où il fallait passer homme par homme et où l'on resta longtemps sans avancer[1].

L'empereur n'avait encore sous la main que la division Friant, et le moment n'était pas venu de faire donner les grognards. Napoléon les ménageait plus qu'il ne se ménageait lui-même. Pour imposer à l'ennemi, il dut cependant porter en avant un bataillon du 2e chasseurs sous le commandement de Cambronne. Enfin, le maréchal Victor arriva avec sa première division de jeune garde, commandée par Boyer de Rebeval. L'empereur lui ordonna de côtoyer le ravin de Vauclerc jusqu'à la route des Dames, par où il déboucherait en arrière de la ferme d'Hurte-

rée le lendemain de la bataille et des ordres écrits au moment de l'attaque, alors que la moindre erreur dans l'indication des lieux peut amener les plus graves conséquences, l'hésitation n'est pas permise. C'est pourquoi nous avons suivi, pour tous les points où il y a désaccord, les récits identiques de Woronzoff, de Colbert et de Boyer de Rebeval, de préférence au récit, souvent inexact, de Belliard, qu'ont adopté les auteurs de *Victoires et Conquêtes* et Thiers dans le *Consulat et l'Empire*.

1. Rapport de Woronzoff. Arch. de Saint-Pétersbourg. Relation de Colbert. Arch. de la guerre.

bise afin de prolonger la gauche de Ney, qui avait tenté un second assaut. Les Russes postés dans la ferme risquaient d'être coupés. Woronzoff leur envoya l'ordre de l'évacuer. Ils se replièrent et entrèrent dans le premier corps de bataille après avoir incendié les bâtiments. Grâce à l'épaisse fumée qui s'éleva des granges, la division Boyer de Rebeval, ployée en colonne serrée, put déboucher sous les feux croisés de quarante-huit canons sans être trop maltraitée. Pour reprendre haleine, elle s'abrita derrière un grand tertre factice, d'origine gauloise, nommé la *Mutte au Vent*[1]. Le défilé étant devenu libre, l'empereur y fit passer quatre batteries qui vinrent s'établir à la gauche de la division Boyer de Rebeval, leur droite abritée par le remblai de la route des Dames. L'artillerie ouvrit le feu, mais les canonniers novices chargeaient lentement et pointaient mal. En vain Drouot se multipliant, courant d'une batterie à une autre, maniant l'écouvillon et la planchette de hausse, montrait leur métier à ces jeunes gens « avec autant de douceur que de sang-froid », ils recevaient six boulets pour un, et plusieurs de leurs pièces furent démontées avant d'avoir pu tirer[2].

L'ennemi ébranlé cependant par les attaques réitérées du prince de la Moskowa, qui n'abandonnait les crêtes du plateau que pour y revenir aussitôt à la charge, infléchit son aile gauche, prenant une ligne légèrement oblique. Victor profita de ce mouvement ; il porta sa division, par un bond de près de mille mètres, en avant d'un petit taillis appelé le bois Marion. Dans la marche, le duc de Bellune

1. Le rédacteur du Journal de la division Boyer de Rebeval, qui n'était pas archéologue, appelle ce monticule (très vraisemblablement poste télégraphique gaulois) « une vieille redoute ». — On voit que dans ce défilé tout rappelle la violence de l'Aquilon : Hurtebise (Heurte-bise) et la Mutte (Butte) au vent.

2. Journal de la division Boyer de Rebeval ; Rapport de Woronzoff.

atteint d'une balle qui lui traversa la cuisse de part en part remit le commandement à Boyer de Rebeval[1]. Celui-ci, accueilli par un feu terrible et se voyant, en terrain découvert, seul avec sa division à soutenir l'effort de l'armée russe, n'osait ni avancer ni reculer. Avancer, c'était se briser sans utilité contre une muraille de baïonnettes et de canons; reculer pour s'abriter dans le bois, c'était s'exposer à un sauve-qui-peut. Les conscrits déjà fort émus se débanderaient dès qu'ils ne seraient plus coude à coude et sous l'œil des serre-files. Dans cette crainte, le général ne voulut même pas faire déployer sa division. Il la maintint en bataillons en masse sous la mitraille de l'artillerie russe, qui tirait à petite portée. « Nos jeunes soldats, écrit l'aide de camp de Boyer, firent plus qu'on n'aurait pu espérer. Pendant une heure nous nous massacrâmes d'une manière épouvantable. » Le 14e de voltigeurs perdit trente officiers sur trente-trois; le régiment fut fauché comme un champ de blé[2].

Enfin un premier renfort franchit le défilé d'Hurtebise : la brigade Sparre, des dragons d'Espagne. Grouchy n'ayant pu réunir que ce millier d'hommes était parti avec eux sans attendre la seconde brigade. Les dragons, débouchant au grand trot de l'angle du bois Marion, chargèrent la batterie établie à l'aile gauche : les artilleurs furent sabrés, les douze canons pris. Pendant que Grouchy enlevait cette batterie, Nansouty parvenu à former sur les crêtes du pla-

1. Journal de la division Boyer de Rebeval. Rapport de Woronzoff.
Larrey écrivait le 9 mars à Berthier : « La blessure du duc de Bellune est très grave. Dans tous les cas, il ne pourra être guéri avant trois mois. » Registre de correspondance de Larrey (communiqué par M. le baron Larrey).

2. Journal de la division Boyer de Rebeval. — L'officier qui rédigea ce journal dit : « pendant trois heures ». C'est une exagération, mais on conçoit que le temps lui ait paru long.

teau, à l'autre extrémité du champ de bataille, les divisions de la cavalerie de la garde Colbert et Exelmans les lança contre la droite de l'ennemi. Après avoir dispersé les Cosaques et rompu les hussards Pavlograd, ses escadrons chargèrent deux bataillons russes qu'ils refoulèrent jusque près de Paissy. Hommes et chevaux, confondus en un affreux désordre, allaient être infailliblement précipités dans ce ravin à pic, lorsqu'une des batteries de réserve, soudain démasquée, arrêta l'élan de la cavalerie française et permit aux Russes de se rallier[1].

Woronzoff était encore intact à son centre, mais il avait abandonné le poste avancé d'Hurtebise, sa droite était entamée et sa gauche fléchissait sous les charges des dragons de Grouchy qu'appuyait l'infanterie de Ney et de Boyer de Rebeval. Woronzoff avait l'ordre de se maintenir jusqu'à la dernière extrémité afin de donner le temps à Winzingerode d'opérer son grand mouvement tournant. Une contre-attaque devenait nécessaire. A la droite, les bataillons et les escadrons russes, dégagés par le feu des batteries de réserve, se reportèrent en avant, ramenant Nansouty jusqu'aux crêtes de Vassoigne. A la gauche, deux régiments d'infanterie fondirent baïonnettes croisées sur les dragons de Grouchy. Acculés à la batterie dont ils venaient de s'emparer, ceux-ci voulant reprendre du champ pour fournir une nouvelle charge abandonnèrent les pièces. Comme ils se ralliaient devant le front de la division Boyer, Grouchy et Sparre furent blessés presque au même instant. Grouchy reçut un biscaïen au genou droit, Sparre une balle dans la jambe. Sans chef et sans ordres, les dragons restèrent indécis, immobiles sous

1. Rapport de Woronzoff. Cf. la relation de Colbert, la relation de Belliard et le Journal de la division Roussel. Arch. de la guerre.

la mitraille. Woronzoff voyant leur hésitation fit avancer du troisième corps de bataille une brigade fraîche qui marcha à la baïonnette contre ces escadrons. Les dragons tournèrent bride et vinrent jeter le désordre dans les régiments de Boyer de Rebeval qui lâchèrent pied. La panique gagna les jeunes soldats de Ney établis à leur droite ; ils s'enfuirent à leur tour, malgré les exhortations, les cris et les coups de plat d'épée du maréchal. Fantassins et cavaliers se précipitèrent au fond des ravins de l'Ailette. Le grand plateau était presque complètement nettoyé. Pour la cinquième ou la sixième fois, les Français abandonnaient ces crêtes dont la courte possession leur avait coûté tant de sang [1].

Depuis longtemps déjà, l'empereur recevait de Ney et de Boyer de Rebeval d'incessantes demandes de renforts. « Nous allons être culbutés, disait Boyer, les pièces démontées affaiblissant le feu de notre artillerie, et le feu de notre infanterie devenant presque nul par suite du grand nombre de blessés qui quittent les rangs [2]. » Le malheur était que Ney, prenant la préparation de l'attaque pour le début de l'attaque et marchant au canon, se fût engagé trop vite, avant que l'empereur n'eût concentré des troupes suffisantes. Napoléon ne pouvait envoyer des renforts qu'à mesure que ses divisions étaient prêtes à entrer en ligne. A une heure enfin, les chasseurs et les grenadiers à cheval de La Ferrière (3e division de la garde), l'infanterie de Charpentier, la réserve d'artillerie atteignent le petit plateau. C'est le moment décisif.

1. Rapport de Woronzoff. Cf. Journal de la division Boyer de Rebeval. Relation de Belliard. Relation de Colbert. Lettre de Grouchy à Berthier, Craonne, 7 mars, Arch. de la guerre et Registre de Larrey.

2. Journal de la division Boyer de Rebeval, Arch. Guerre. Cf. Rapport de Woronzoff, Arch. topogr. de Saint-Pétersbourg.

Les cavaliers de La Ferrière franchissent au galop l'isthme d'Hurtebise et viennent charger le centre de la ligne ennemie. Ils reculent bientôt, mais leur furieuse attaque a permis à la division Charpentier, qui a suivi le mouvement, de s'établir à cheval sur la route des Dames, prolongeant la gauche de Boyer de Rebeval dont les bataillons décimés se reforment devant le bois Marion. En même temps, les troupes de Ney revenues de leur panique couronnent de nouveau les crêtes de droite tandis qu'au sud du plateau, entre Vassoigne et la ferme des Roches, les trois divisions de la garde à cheval, 4500 cavaliers, se déploient en ligne, sabre au clair. Enfin, saluées par les acclamations de toute l'armée, soixante-douze pièces de la garde et de la réserve d'artillerie débouchent du défilé d'Hurtebise et passent au grand trot dans les intervalles des brigades, roulant sur la terre durcie avec le bruit du tonnerre. En un instant, les batteries sont établies devant le front des troupes, les avant-trains détachés, les canonniers à leurs pièces. Les soixante-douze bouches à feu foudroyent les Russes. L'empereur arrive sur la ligne de bataille[1].

Il était temps pour l'ennemi que s'opérât la diversion de Winzingerode. Encore la cavalerie russe eût-elle été signalée par les lanciers polonais du comte Pacz qui éclairaient la route de Laon, arrêtée quelques moments par la deuxième brigade de Roussel qui occupait Corbény, combattue enfin par la division Arrighi et les corps des maréchaux Mortier et Marmont, qui étaient échelonnés à cette heure-là entre Craonne et Berry-au-Bac[2]. Il est donc fort probable

1. Relation de Colbert. Relation de Belliard. Journal de la division Boyer de Rebeval. Cf. Rapport de Woronzoff. — C'est Colbert qui dit que l'empereur vint lui-même diriger le feu de l'artillerie.

2. Ney à Pacz, La Bove, 7 mars; Marmont à Berthier, Berry-au-Bac, 7 mars, midi;

que « l'admirable manœuvre » conçue par Blücher n'eût pas amené les résultats qu'il en espérait, c'est-à-dire « donné le coup de grâce à l'armée française[1] ». Au demeurant, la diversion ne devait pas avoir lieu. Le manque de temps et le mauvais état des chemins la rendaient presque impossible ; de plus, Winzingerode n'avait pas mis dans sa marche toute la diligence qu'il eût fallu[2]. Blücher averti dans la matinée que Winzingerode se trouvait encore à environ cinq lieues du point où le feld-maréchal le croyait arrivé, était, on l'a vu, parti immédiatement pour Chevregny afin de presser la marche de la colonne. Mais où Winzingerode, « le premier sabreur de l'Europe », comme l'appelait Blücher[3], n'était point parvenu à défiler, le feld-maréchal ne réussit pas mieux. Les chemins embourbés de la vallée de l'Ailette, où la gelée n'avait eu que peu d'effet, et les pentes glissantes des hauteurs qui l'entouraient étaient difficiles pour la cavalerie, impraticables à l'artillerie. En outre l'infanterie de Kleist qui, elle aussi, selon les ordres de la veille, avait commencé son mouvement

Guyot commandant la place de Berry-au-Bac à Berthier, 8 mars : « Les ducs de Bellune et de Trévise sont partis d'ici hier matin (7 mars). » Arch. de la guerre.

1. Müffling. *Aus meinem Leben*, 131-132. Richter, III, 196. Cf. Damitz, III, 124, et Varnhagen, III, 386.

2. Winzingerode avait reçu l'ordre de former sa colonne de cavalerie et d'artillerie le 6 mars à 6 heures du soir. Il s'était aussitôt mis en route, puis arrivé à la nuit tombante dans la vallée de l'Ailette, au milieu de marais et de bois, il n'avait pas voulu y engager ses troupes sans avoir comme éclaireurs les Cosaques de Czernischeff. Ceux-ci, qui avaient escarmouché toute la journée dans la plaine vers Corbény, avaient leurs chevaux harrassés ; ils durent les faire manger et reposer. Winzingerode passa la nuit à Filain, remettant son départ au lendemain, 6 heures du matin. C'était là une faute dont Blücher le blâma (Manuscrit de Lowenstern, cité par Bernhardi, III, 184. Varnhagen, III, 386). — Au reste, il y avait aussi de la faute de Blucher qui avait indiqué un mauvais itinéraire. Si, au lieu de passer par Chevregny, Presles, Festieux et Aubigny (ordre de Blücher, du 6 mars), Winzingerode eût marché directement sur Aubigny, par Chamouille et Arrancy, en suivant la vallée de la Bières, il eût abrégé sa route d'un bon tiers. Les chemins étaient mauvais, mais ils ne l'étaient guère moins dans l'autre direction.

3. Müffling, *Aus meinem Leben*, 125.

d'Anizy sur Chevregny, venait encombrer le vallon. Toutes ces troupes piétinaient sur place en une affreuse confusion[1]. Quelle belle canonnade on eût fait là dedans!

Après s'être épuisé en efforts, Blücher qui entendait depuis longtemps tonner le canon sur les hauteurs de Craonne vit que la diversion de Winzingerode serait en tout cas trop tardive. Il se décida à concentrer son armée sous Laon, et expédia à Sacken l'ordre de se mettre en retraite[2]. Cet ordre parvint vers une heure et demie à Sacken qui le fit aussitôt communiquer à Woronzoff sur le champ de bataille. Woronzoff commença par répondre que puisqu'il avait déjà tenu cinq heures, il pourrait bien tenir jusqu'à la nuit[3], cette prolongation de résistance devant lui coûter moins de monde qu'une retraite sans cavalerie, en terrain découvert. Sacken renouvela impérativement à Woronzoff l'ordre de se replier, ajoutant qu'il mettait en mouvement les 4 200 chevaux de son corps d'armée pour soutenir la retraite de l'infanterie[4].

Les Français, maîtres des crêtes orientales et s'étendant en travers du plateau, s'étaient formés en ligne parallèlement à l'ennemi. Les Russes commençaient à lâcher pied, ébranlés de front par le feu de l'artillerie, débordés sur leur droite par la cavalerie de la garde, inquiétés sur leur gauche par les vétérans d'Espagne de la brigade Pierre Boyer qui attaquaient vigoureusement le village et les hauteurs d'Ailles. Que Woronzoff le voulût ou non, il lui

1. Lettre de Winzingerode à Alexandre, 8 mars, citée par Bogdanowitsch, I, 319. Cf. Warnhagen, III, 349.

2. Müffling, 132. Bogdanowitsch, I, 319, 325.

3. C'était là une prétention fort discutable. En outre, Woronzoff n'avait pas encore tenu cinq heures puisque l'attaque de l'infanterie de Ney, la première engagée, avait commencé à dix heures et demie seulement.

4. Rapport de Woronzoff. Arch. de Saint-Pétersbourg, n° 47 535.

fallait battre en retraite. Dans les premiers moments cette retraite fut admirable. Les Russes, enlevant leurs pièces démontées et un certain nombre de leurs blessés, se retirèrent pas à pas, avec un calme imposant, par bataillons carrés en échiquier[1]. Les régiments Navaginsk et Tula ne cédèrent le terrain que sur des ordres réitérés. Le général-major Ponset, qui commandait cette brigade, n'était point encore guéri d'une blessure reçue à Leipzig; il se tenait la béquille à la main devant ses troupes et allait grommelant : « — Je mourrai ici, mais je ne reculerai point d'un pas. » Le général Wuitzch, commandant le premier corps de bataille, vit que l'ordre qu'il avait donné tardait à s'exécuter; il galopa vers Ponset qui répéta : « — Je mourrai ici, mais je ne reculerai point. » Wuitzch piqué répondit avec le plus grand sang-froid : « — Si Votre Excellence veut mourir ici, je n'ai rien à y voir; mais quant à la brigade je lui ordonne de se mettre en retraite[2]. » Sur un autre point de la ligne, le régiment Schirwan se tenait immobile sous le feu d'une des batteries de Drouot. Les deux frères Sellenick, tous deux capitaines au régiment, demandèrent au général Laptew l'autorisation de charger cette batterie. « — Avec l'aide de Dieu ! » répond Laptew, et lui-même marche en tête. Atteint d'un biscaïen, il roule à bas de cheval; le colonel tombe aussi; les deux Sellenick sont tués à cinquante mètres des pièces. Les soldats hésitent, s'arrêtent, reculent. Mais leur contre-attaque les a mis en l'air. Ils sont chargés, entourés par plusieurs escadrons, et les cartouches leur manquent. Ces braves se frayent passage à la baïonnette et

1. Rapport de Woronzoff, Relation de Colbert, Relation de Belliard. Journal de Boyer de Rebeval. Arch. de la guerre.

2. Journal du colonel Majewsky, cité par Bogdanowitsch, I, 325.

emportant leurs blessés et les cadavres des deux frères, ils parviennent à rejoindre le gros des troupes russes[1].

A mesure que s'accentuait la retraite de l'ennemi, à mesure les attaques des Français devenaient plus vives. Pour ne pas être débordé par la cavalerie, Woronzoff dut précipiter son mouvement de façon à atteindre une éminence située devant Cerny, à deux kilomètres et demi de son premier front de défense. Là, il prit une nouvelle position, remit vingt-quatre pièces en batterie et arrêta quelque temps la marche de l'armée française[2]. Bien qu'à cet endroit le plateau se resserre, les Russes prêtaient néanmoins le flanc droit à la cavalerie de la garde que ne pouvaient contenir les faibles escadrons de Beckendorff, hussards Paulowgrad et Cosaques réguliers. Wasilitschikoff, avec les 4 200 chevaux du corps de Sacken, déboucha fort à propos pour dégager l'aile droite de Woronzoff par ses charges multipliées. Certains régiments chargèrent jusqu'à huit fois de suite. Grâce à cette diversion, l'infanterie russe put reprendre sa marche rétrograde sans être entamée. Mais elle tenta en vain de faire une nouvelle halte à la hauteur de Cerny. Belliard refoula sur les carrés les cavaliers de Wasilitschikoff. Sacken empêcha la déroute en faisant établir une batterie de trente-six pièces à 1 500 mètres de Cerny, au lieu dit *le Grand Tilliolet*. Les troupes de Woronzoff défilèrent à droite et à gauche de la batterie qui ouvrit le feu dès qu'elles eurent passé.

1. Journal du colonel Majewsky.

2. Pendant cette halte, un bataillon rendit les honneurs funèbres au fils du général Strogonow, tué à dix-sept ans d'un boulet de canon. Il fut enterré sur le champ de bataille. Peu de mois après le père mourut de chagrin. Rapport de Woronzoff et Mémoires de Langeron.

La cavalerie de la garde s'arrêta; mais en moins d'une demi-heure les pièces russes contre-battues par la formidable artillerie de Drouot cessèrent de tirer. L'armée française se reporta en avant. Tandis que le gros des troupes de Woronzoff continuait sa retraite par la route des Dames, quelques bataillons s'étaient retirés par un chemin creux qui descend dans la vallée de l'Ailette. Le général Charpentier fit braquer sur ce point quatre canons dont les boulets décimèrent les Russes, les prenant d'écharpe dans cet entonnoir. En même temps, une division de Ney, descendue dans la vallée, cherchait à les tourner. Ils furent sauvés grâce au général Langeron qui posté à Trucy protégea leur passage par une forte canonnade. Sur le plateau, les Français menèrent l'ennemi battant jusqu'à la grande route de Paris à Laon[1]. La nuit interrompit cette poursuite de quatre lieues.

Ainsi finit la bataille de Craonne, si acharnée et si meurtrière, où certaines positions ne furent conquises qu'après six assauts, où l'on ne prit ni un canon ni un homme et où le quart des combattants resta sur le carreau, 5 000 soldats tombèrent du côté des Russes[2], 5 400 du côté des Français[3]. L'armée

1. Relation de Colbert, Relation de Belliard, Journal de Boyer de Rebeval. Arch. de la guerre. Rapport de Woronzoff. Arch. topographiques de Saint-Pétersbourg, 47535. Ney à Berthier, Froidmont, 9 heures du soir. Arch. nat., AF. IV, 1670. Cf. Registre de Berthier (lettres et ordres des 7 et 8 mars). Arch. de la guerre.

La nuit, l'arrière-garde russe : hussards Paulograd, Cosaques, et 13e et 14e chasseurs à pied, s'établit entre l'Ange-Gardien et Chavignon, à portée de carabine des avant-postes français. La cavalerie de la garde prit position en première ligne entre Jouy et Chavignon ; l'infanterie en seconde ligne ; la vieille garde en troisième ligne, à Braye, où coucha l'empereur.

2. 1 500 tués et plus de 3 000 blessés. Rapport de Woronzoff.

3. Suivant la relation de Belliard (Arch. de la guerre), qui a été suivie par presque tous les historiens, nos pertes se seraient élevées à près de 8 000 hommes. Il y a là une exagération d'un tiers. D'après les états de situations des 8 et 9 mars (Arch. nat., AF. IV, 1670), la division Boyer de Rebeval, qui fut la plus exposée, perdit 1 645 hommes, et une des divisions de la cavalerie de la garde perdit 70 hommes. Si

française eut neuf officiers généraux blessés : Victor, Grouchy, Boyer de Rebeval. La Ferrière, Sparre, Rosier, Cambronne, Bigarré et Le Capitaine[1].

A lire la *Correspondance* de Napoléon et le *Moniteur*, la bataille de Craonne fut une victoire presque décisive, où les Français battirent toute l'armée russe, firent 2 000 prisonniers, prirent des canons et infligèrent des pertes énormes à l'ennemi, tout en n'ayant eux-mêmes que 800 hommes hors de combat[2]. La plupart des historiens français, Thiers entre autres, nous montrent aussi Napoléon enlevant avec 30 000 hommes une position formidable aux 50 000 soldats de Woronzoff, de Sacken et de Langeron. Si nous écoutons les historiens russes et allemands, tout change. La bataille n'est plus qu'une affaire d'arrière-garde où Woronzoff, luttant avec 15 000 hommes seulement contre le double de Français, n'abandonna sa position que sur l'ordre exprès de Blücher ; autrement, jamais Napoléon ne se fût emparé du plateau. La journée du 7 mars 1814 est des plus glorieuses pour les armes russes. « Ce combat est un éclatant triomphe[3]. »

Ce mot d'éclatant triomphe, *glanzenden Triumph*,

l'on compte que le corps de Ney (brigade Pierre Boyer et divisions Meunier et Curial) qui présentait un effectif à peu près égal à celui de la division Rebeval et qui fut comme elle très longtemps et très vivement engagé, eut le même nombre d'hommes hors de combat, si l'on compte également 1 600 tués ou blessés pour la division Charpentier, 70 pour chacune des autres divisions de cavalerie et pour la brigade des dragons de Sparre, 200 pour l'artillerie et pour la division de la vieille garde, laquelle, sauf un bataillon, déployé au début de l'action, resta en réserve, on aura un total approximatif de 5 400. Larrey, dans son Registre de correspondance à la date du 9 mars n'accuse que 1 000 à 1 200 blessés entrés aux ambulances. Il dut être imparfaitement renseigné, et d'ailleurs, nous dit Boyer de Rebeval, nombre de blessés furent emportés chez des paysans qui venaient les ramasser sous le feu de l'ennemi.

1. Ces deux derniers furent légèrement atteints ; tous les autres durent quitter leur commandement. La Ferrière et Rosier furent amputés sur le champ de bataille Registre de Larrey et Journal de Boyer de Rebeval.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 454, 21 455, 21 456. *Moniteur* des 10 et 12 mars.

3. Bogdanowitsch, I, 329. Cf, 325.

fait sourire. La défense tenace d'un défilé, suivie d'une belle retraite, peut être considérée comme très honorable ; mais céder une position formidable à un adversaire égal en nombre, et se faire ensuite mener battant pendant plus de trois lieues ; cela, cependant, ne s'appelle pas triompher ! Les défenseurs de Craonne, disent encore les Russes, n'étaient que 15 000, et les assaillants étaient 30 000. Etrange façon de compter ! La vérité, c'est que Napoléon engagea 22 500 hommes contre les 20 000 soldats de Woronzoff et de Sacken[1]. Ainsi on combattit à forces égales, et non, comme on le croit en France, deux Français contre trois Russes, ni comme on l'a écrit en Russie, un Russe contre deux Français.

Quand Woronzoff reçut l'ordre de battre en retraite, il n'avait encore cédé que peu de terrain. Par cela même, le général russe se crut autorisé à dire qu'il se retirait parce que ses instructions l'y obligeaient et non point parce que les Français l'y contraignaient[2]. Or, à se rappeler les différentes péripéties de la bataille, il n'est pas douteux que si la retraite

1. Woronzoff avait sous ses ordres immédiats 16 300 fantassins et 2 000 cavaliers (Rapport de Woronzoff. Cf. Tableau de la composition de l'armée du Nord. Arch. de Saint-Pétersbourg, n° 22 854). A ces 18 300 hommes, il convient d'ajouter les 4 200 chevaux du corps de Sacken qui, ainsi qu'on la vu, prirent une part bien nécessaire à l'action. Total : 22 500 Russes. Pour les 9 000 fantassins de Sacken qui restèrent en extrême réserve, il n'y a pas à les compter, pas plus d'ailleurs que nous ne comptons les troupes françaises qui demeurèrent loin du champ de bataille.

Voici maintenant le tableau des troupes françaises engagées : corps de Ney (divisions Meunier et Curial, et Brigade P. Boyer) : 4 000 hommes ; corps de Victor (divisions Boyer de Rebeval et Charpentier), réduit de plus d'un quart par suite des détachements laissés en arrière, des fatigues et des maladies : 8 800 ; cavalerie de la garde (y compris 500 Polonais de Pacz) : 4 600 ; la brigade de dragons de Sparre : 1 000 : un bataillon de la vieille garde : 700 ; artillerie de réserve : 1 000. Total : 20 100 hommes.

Rapport de Drouot à Napoléon, Fismes, 5 mars, Musée des Archives. Situations et notes des 8 et 9 mars ; Ney à Berthier, 7 mars 7 heures du soir. Arch. nat., AF. IV, 1 670. Situation de la cavalerie au 2 mars et Journal de la division Boyer de Rebeval. Arch. de la guerre.

2. Selon les Russes, leur retraite se serait changée, comme à Kunersdorf, en une magnifique victoire. C'est aisé à dire. La situation était loin d'être la même. Quand

n'avait pas été prescrite, elle aurait été imposée. Entre deux heures et deux heures et demie, Woronzoff, hésitant à obtempérer aux ordres de Sacken, n'avait encore marqué à ses troupes aucun mouvement de retraite, que déjà celles-ci commençaient à fléchir. L'attaque des Français, jusque-là précipitée et décousue, prenait de l'ensemble. L'empereur lançait contre l'ennemi 10 000 hommes de troupes fraîches et le mitraillait avec 72 canons. Les fantassins de Ney, de Boyer de Rebeval, de Charpentier, les cavaliers de Colbert, d'Exelmans, de la Ferrière, ayant franchi le défilé ou escaladé les rampes, se déployaient face aux Russes. La vieille garde, approchait, prête à donner. Woronzoff disait que, puisqu'il avait déjà tenu cinq heures, il pourrait tenir jusqu'à la nuit. Woronzoff oubliait qu'il avait résisté avec tout son monde contre 6 000, puis contre 10 000 assaillants, que 10 000 hommes de renforts étaient arrivés aux Français, qu'ils occupaient le plateau et qu'à la défense d'une position presque inaccessible allait succéder une bataille rangée en terrain découvert. Que la résistance des Russes eût été des plus tenaces s'ils n'avaient pas reçu l'ordre de se retirer, cela est certain; que leur retraite eût été retardée de deux heures, cela est possible. Mais au moment où l'armée française se forma en ligne sur le plateau, elle avait virtuellement gagné la bataille.

le 12 août 1759, vers 5 heures du soir, Frédéric envoya à Berlin des courriers annonçant sa victoire, il n'avait même plus deux bataillons en réserve, toutes ses troupes avaient donné et étaient exténuées de fatigue. S'il avait culbuté l'aile gauche de l'ennemi et fait fléchir son centre, la droite des Russes était intacte, protégée par l'Oder et des marais infranchissables.

A Craonne, l'armée française n'avait, il est vrai, forcé ni la gauche ni le centre, mais elle avait fait le plus difficile en s'établissant sur le plateau face à l'ennemi. Celui-ci ne pouvait plus trouver de position avec obstacles naturels. Il devait accepter la bataille en terrain plat. De plus, nos troupes qu'appuyait une puissante réserve n'étaient point fatiguées. Ce n'est pas le fait de troupes épuisées que de poursuivre l'ennemi pendant quatre lieues et de ne s'arrêter de combattre qu'à la nuit.

II

LA PREMIÈRE JOURNÉE DE LA BATAILLE DE LAON

A la fin de l'empire on disait souvent : menteur comme un bulletin de bataille. On n'aurait pas accusé la vanité de Napoléon si l'on avait pu pénétrer sa pensée. Après les glorieuses journées de Montmirail et de Vauchamps, il écrivait au duc de Rovigo : « Il faut, en vérité, que vous ayez perdu la tête à Paris pour dire que nous étions un contre trois, lorsque, moi, je dis partout que j'ai 300 000 hommes, lorsque l'ennemi le croit et qu'il faut le dire jusqu'à satiété. Voilà comme, à coups de plume, vous détruisez tout le bien qui résulte de la victoire. Vous devriez savoir qu'il n'est pas question ici d'une vaine gloriole et qu'un des premiers principes de la guerre est d'exagérer ses forces. Mais comment faire comprendre cela à des poètes qui ne cherchent qu'à me flatter et à flatter l'amour-propre national[1] ? » Aussi, quand le lendemain de la bataille de Craonne, Napoléon ordonnait de faire imprimer et afficher partout qu'il avait battu « ce qui restait de l'armée russe[2] »,

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 316 (château de Surville, 19 février).
Le 24 février, l'empereur écrivait aussi au roi Joseph (*Correspondance*, 21 360) : « Il y a peu de jours, les Alliés croyaient que je n'avais pas d'armée ; aujourd'hui il n'est rien où leur imagination s'arrête. Trois ou quatre cent mille hommes ne leur suffisent pas. Ils disent que l'armée française est meilleure que jamais... Ils est nécessaire que les journaux de Paris soient dans le sens de leurs craintes. Les journaux ne sont pas l'histoire, pas plus que les bulletins ne sont l'histoire... »

2. *Correspondance*, 21 455. Cf. 21 454, 21 456, et *Moniteur* du 12 mars.

ce n'était pas pour s'enorgueillir ; c'était pour relever l'opinion, c'était pour imposer à Schwarzenberg, qui se trouvait sans communications avec Blücher. Mais Napoléon ne s'abusait pas. Son coup d'œil militaire lui avait montré qu'une seule fraction de l'armée coalisée avait combattu à Craonne. Il était donc porté à croire, et il crut en effet, que la tenace défense de cette position dissimulait ou une retraite de Blücher sur Avesnes ou un nouveau mouvement du feld-maréchal vers Paris par Laon, La Fère et la rive droite de l'Oise[1]. Déjà l'abandon sans combat de la ligne de l'Aisne avait fait penser à l'empereur que Blücher cherchait à se dérober[2]. Dans ces deux hypothèses : la retraite vers le Nord et le mouvement sur Paris, Laon indiqué aux différents corps d'armée comme point de concentration plutôt que comme position de défense ne serait vraisemblablement occupé que par une arrière-garde. On pourrait s'emparer de la ville peut-être par un hurrah, en tout cas par un assaut[3].

L'empereur n'espérait plus, comme huit jours

1. « Napoléon devait inférer du petit nombre des troupes engagées à Craonne que l'ennemi était engagé dans un mouvement décousu. » Koch, I, 403. Vaudoncourt (II, 61) dit aussi : « Il se présentait trois partis à Blücher : 1° manœuvrer sur la ligne d'opérations du nord ; 2° profiter de la position de La Fère pour s'approcher de Paris dans la direction de l'Oise ; 3° combattre à Laon. Il ne parait pas que Napoléon ait admis cette troisième hypothèse. »

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 453, et Registre de Berthier (à Macdonald, 6 mars ; à Ney, 7 mars). Arch. de la guerre.

3. Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 457, et les lettres bien significatives de Berthier à Marmont, Chavignon, 9 mars, 7 heures du matin et midi. Registre de Berthier, Arch. de la guerre.

Marmont n'a nullement tenu compte dans ses *Mémoires* des considérations qui engagèrent l'empereur à se porter sur Laon. Il juge le mouvement par ses seuls résultats et dit (VI, 208-210) : « ... Une pareille opération est difficile à comprendre. Elle peut être l'objet de la critique la plus fondée... Attaquer Blücher dans ces conditions était folie... Napoléon était entraîné par une passion aveugle et s'abandonnait à des mouvements irréfléchis. » — On sait de reste que, selon le duc de Raguse, les belles manœuvres de la campagne de France sont dues à Marmont et que les faux mouvements, les retards, les désastres sont imputables à Napoléon qui ne faisait plus que des sottises.

auparavant, « exterminer l'armée de Silésie ». Les pertes énormes qu'avait coûtées aux Français la journée de Craonne, où ils avaient combattu seulement contre une partie des troupes de Blücher, témoignaient trop qu'ils n'auraient pas si bon marché de son armée entière, reposée et renforcée. Si l'on réussissait à s'emparer de Laon, à infliger une nouvelle défaite à l'arrière-garde ennemie et à rejeter Blücher hors sa ligne d'opérations ce serait déjà un beau résultat, car on aurait dégagé Paris, mis les Prussiens en retraite, terrifié les Coalisés. Napoléon alors manœuvrerait de façon à rallier à lui les garnisons des places du nord-est pour se rabattre sur le flanc droit de l'armée de Schwarzenberg, tandis qu'Augereau l'attaquerait sur le flanc gauche par Bourg et Vesoul[1].

Deux routes s'offraient à l'empereur pour se porter sur Laon : la route de Soissons qui passe à Chavignon et débouche au sud-ouest de Laon ; la route de Reims qui passe à Corbény et débouche au nord-est. Le soir de la bataille de Craonne, l'empereur se trouvait engagé sur la première route avec la plus grande partie de son armée ; le corps de Marmont se trouvait sur la seconde. L'empereur se décida à défiler en deux colonnes par les deux routes. La manœuvre était périlleuse, car elle manquait à ce principe de stratégie que l'on ne doit pas tenter une concentration sur un point où l'on peut être devancé par l'ennemi. Mais la marche en deux colonnes avait l'avan-

1. Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 448, 21 449, 21 450, 21 452, 21 457, 21 458 Registre de Berthier (à Macdonald, 6 mars). Arch. de la guerre.

Dès le 1[er] mars le ministre de la guerre, suivant les instructions de l'empereur, avait envoyé par duplicata aux généraux Maison (entre Lille et Bruxelles), Morand (à Mayence), Broussier (à Strasbourg), Durutte (à Metz), Janssens (à Mézières), Merle (à Maestricht), etc., et jusqu'à Davout (à Hambourg) et à Lemarrois (à Magdebourg) l'ordre de distraire des troupes des garnisons pour tomber sur les derrières de l'ennemi. Correspondance de Clarke, du 1[er] au 15 mars. Arch. de la guerre.

tage d'être plus rapide. D'ailleurs Napoléon ne croyait pas que Blücher l'attendît en forces à Laon.

Les ordres furent donnés le 8 mars dans la matinée. Marmont encore à Berry-au-Bac, où il était arrivé de Soissons par Braisne, dans la matinée du 7, eut le commandement de la colonne de droite, composée du 6e corps, du 1er corps de cavalerie et de la division Arrighi [1], et présentant un effectif de 9 500 hommes à peu près [2]. Les dragons de Roussel et toute la garde, qu'avait ralliée Mortier avec ses trois divisions, formèrent la colonne de gauche commandée par l'empereur. Ces troupes s'élevaient à 27 000 hommes environ [3]. La cavalerie de Colbert qui marchait en tête chassa l'arrière-garde ennemie jusqu'à Étouvelles, dont le défilé était occupé par Czernischeff avec quatre régiments d'infanterie et une batterie de douze pièces. Une première volée de mitraille arrêta les éclaireurs et les chevau-légers français. Engagés sur une étroite chaussée que bordaient à droite et à gauche des terrains marécageux où la cavalerie ne pouvait prendre pied, ils se replièrent afin de laisser avancer la première division de Ney. Mais les marécages en bordure de la route présentaient aussi de grandes difficultés pour le déploiement de l'infanterie.

1. Registre de Berthier (à Marmont, 8 mars, Braye, 10 heures et 11 heures du matin). Arch. de la guerre. Marmont à Berthier, Berry-au-Bac, 8 mars, 7 heures du soir. Arch. nat., AF. IV, 1 670.

2. D'après la situation du 6e corps d'armée, du 28 février les troupes de Marmont se montaient à 6 088 hommes, plus 541 artilleurs. Il perdit un millier d'hommes dans les combats des 1er, 2 et 3 mars. Reste 5 500 hommes, plus la division Arrighi complétée à 4 000 fusils, depuis son départ de Paris (Marmont, *Mémoires* VI, 208, et situation de la division au 19 février. Arch. de la guerre), soit 9 500 hommes environ.

3. Défalquer des 20 100 combatiants de Craonne les 5 500 tués et blessés. Ajouter la division Friant, moins le bataillon de chasseurs déjà compté comme engagé à Craonne : 5 400 hommes ; la 2e brigade des dragons de Roussel : 1 000 hommes ; et le corps Mortier (infanterie de Christiani et de Porret du Morvan et cavalerie de Boulnoir) qui, de plus de 8 000 hommes le 1er mars, avait été réduit par les combats et les marches forcées à moins de 6 000.

Ney se retira à Urcel, attendant de nouveaux ordres [1]. Selon sa coutume, l'empereur consulta les gens du pays. L'un d'eux indiqua un chemin qui aboutissait sur la droite et au milieu du défilé. Gourgaud, alors chef d'escadron et officier d'ordonnance de l'empereur, fut chargé de tourner la position avec deux bataillons de la vieille garde et 300 cavaliers, tandis que l'infanterie de Ney l'aborderait de front. Dès qu'on serait maître du défilé, les dragons de Roussel et tous les chevaux de la garde déboucheraient au grand trot sur Laon pour y tenter un hurrah [2]. L'attaque fixée à une heure du matin, réussit bien. Les Russes, leurs grand'gardes surprises et égorgées, furent éveillés et réendormis à coups de baïonnettes. Un seul régiment eut le temps de se former et parvint à se retirer sur Laon. Soit que les nombreux escadrons de la garde se fussent concentrés trop tard, soit qu'un encombrement se produisit sur cette route étroite, la cavalerie ne put commencer son mouvement à la poursuite des Russes que vers cinq heures. Elle arriva avant le jour devant Laon, mais l'ennemi était sur ses gardes. Les dragons furent reçus au bas de la montagne par une salve de douze canons chargés à mitraille. Ils se replièrent hors de la portée de l'artillerie [3].

Laon n'était pas à la merci d'un hurrah. Fatigué

1. Ney à Berthier, Urcel, 8 mars. Arch. nat., AF. IV, 1 670. Cf. Journal de Majewsky, cité par Bogdanowitsch, I, 333. — Selon Bogdanowitsch (*ibid.*), la retraite de l'armée russe s'opéra difficilement dans la nuit du 7 au 8 mars, et si les Français avaient alors continué la poursuite ils lui auraient fait grand mal. Mais les troupes françaises avaient combattu tout le jour et fait les unes 6 lieues, les autres 7 et 8 lieues. Hommes et bêtes avaient besoin d'une nuit de repos.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 457. Registre de Berthier (ordres du 8 mars, 10 heures du soir ; Ordre de Ney, Chivy, sans date (8 mars), classé par erreur au 9 mars. Arch. de la guerre.

3. Journal de la division Roussel. Registre de Berthier (à Marmont, 9 mars à 7 heures du matin). Journal du colonel Majewsky.

de toujours reculer, Blücher avait pris ses dispositions pour s'y défendre. Quoiqu'en dît Woronzoff, à qui son intrépide résistance avait fait illusion, le feld-maréchal considérait avec raison la journée de Craonne comme un échec. Il voulait prendre une revanche à Laon dont la position, formidable par elle-même, se prêtait en outre au déploiement de l'immense armée qu'il commandait.

D'une altitude de cent mètres au-dessus de la rivière d'Ardon, qui coule à ses pieds, la montagne de Laon s'élève au milieu d'une grande plaine, boisée et légèrement ondulée de l'est à l'ouest, absolument plate et découverte au nord où les vastes champs de blé s'étendent à perte de vue. De loin, la montagne d'un aspect plus imposant que pittoresque se profile sur l'horizon comme une immense redoute, plane à son sommet et inclinant ses pentes à 45 degrés. Mais ce massif affecte en réalité la forme la plus irrégulière. En plan, les crêtes extrêmes donnent la figure d'un cheval auquel manqueraient la tête et les jambes de derrière. Il résulte de cette configuration que la montagne présente sur plusienrs points une suite de bastions naturels qui flanquent leurs feux. La cuve de Saint-Vincent, par exemple, est un entonnoir à boulets où les assaillants seraient atteints de front et sur leurs deux flancs. Partout se creusent des ravins à pic. Les pentes accessibles ne laissent pas d'être fort roides et sont plantées de petits bois, de vignes, de jardins, dont les murs de clôture ajoutent à la difficulté de l'escalade. Cinq routes[1] qui aboutissent au pied de la montagne s'y subdivisent pour monter à la ville en une douzaine de sentiers étroits et escarpés. Mais avant de s'y engager, il faut avoir

1. Les routes de La Fère, d'Avesnes, de Reims et de Soissons et le chemin de Bruyères.

emporté les faubourgs d'où ils partent et qui forment pour ainsi dire des ouvrages avancés à la place : Semilly et Ardon au sud, Vaux, Saint-Marcel et La Neuville au nord. En 1815, à la vérité, les remparts de la vieille capitale de Louis d'Outremer se trouvaient dans le plus mauvais état. L'enceinte continue, qui suivait les crêtes de la montagne, avait partout des brèches, et ce qui restait des murailles n'eût point résisté à quelques coups de pic[1]. La ville n'était donc pas précisément une place forte, mais la montagne constituait une formidable position de bataille, un point d'appui sans pareil pour une armée[2].

Le général de Bülow, chargé avec ses 17 000 hommes de la défense du plateau, fractionna son infanterie en bataillons, et même en compagnies, qu'il établit sur tous les points des versants sud et ouest qui présentaient quelque retranchement naturel. Reliés entre eux par des chaînes de tirailleurs, ces postes pouvaient mutuellement se prêter aide et généralement croiser leurs feux. Une forte réserve occupait la ville, et deux détachements, chacun de deux bataillons, gardaient les faubourgs d'Ardon et de Semilly. Une partie de la cavalerie éclairait les routes principales; l'autre était massée en réserve au nord de la montagne, devant le faubourg de Vaux. Cinquante pièces en batterie sur les remparts et à mi-côte commandaient les débouchés d'Ardon et de Semilly[3].

1. Rapport de l'adjudant-commandant Bouchard à Clarke, 14 février, Arch. de la guerre. — Bouchard, qui commandait à Laon, l'évacua le 11 février. Il n'avait que 4 canons et 500 hommes dont 300 gardes nationaux armés de mauvais fusils. On ne pouvait songer avec ces faibles troupes à tenir dans cette place qui avait tant d'approches à défendre et dont les remparts présentaient un développement de plus de cinq kilomètres.

2. Clausewitz, *Der Feldzug von 1814*, 441.

3. Ordres de Blücher, Laon, 8 mars, cit. par Plotho, III, 292. Cf. Wagner, III, 79-83.

A l'ouest de Laon, centre de la ligne de bataille, le corps de Winzingerode formait l'aile droite : l'infanterie ployée en colonnes de régiment, le front à Clacy ; l'artillerie devant l'infanterie ; la cavalerie en troisième ligne, sa gauche appuyée à la ferme d'Avin, sa droite vers Molinchart. A l'est, les corps de Kleist et d'York formaient l'aile gauche ; leurs troupes, placées un peu obliquement par rapport au front de bataille, regardaient le chemin d'Athies et la route de Reims. L'infanterie d'York, sa gauche abritée derrière le monticule de la ferme des Manoises, se déployait face à Athies où il y avait un poste avancé de deux bataillons. L'infanterie de Kleist tenait la droite, à cheval sur la route de Reims. L'artillerie était établie en avant de la ferme des Manoises, sur la butte du Chauffour, avec une batterie détachée à la droite de la route. La cavalerie de ces deux corps d'armée était massée à la gauche et un peu en arrière de l'infanterie. Deux régiments de hussards barraient la route de Reims, à quatre kilomètres du front des troupes, entre la forêt de Lavergny et le village d'Éppes, et à quatre kilomètres de ce point, cinq escadrons du colonel Blücher, le fils du vieux maréchal, occupaient Festieux en grand'garde. Les Russes de Sacken et de Langeron, qu'allaient seulement rejoindre à dix heures du matin, par Coucy et la Fère, les troupes de la garnison de Soissons, étaient en réserve au nord de la ville, entre les faubourgs de Vaux et de La Neuville[1], Non seulement cette réserve se trouvait complètement dérobée par la montagne aux vues des assaillants, mais la montagne cachait de même l'aile gauche de l'ennemi au corps français qui allait déboucher

1. Ordres de Blücher et d'York, Laon, 8 mars, cités par Plotho, III, 292-293. Müffling. *Aus meinem Leben*, 135. Journal de Langeron. Arch. de Saint-Pétersbourg. Cf. Wagner, III, 79-83, et Bogdanowitsch, I, 338-339.

de la route de Soissons et son aile droite au corps français qui allait déboucher de la route de Reims. L'ensemble des forces de Blücher s'élevait à 84 000 hommes[1].

D'après les traditions locales, on croyait à Laon à la continuation de la retraite de l'ennemi. Quoi qu'ils fussent sans nouvelles bien précises de la bataille livrée le 7 mars, les habitants en voyant les masses russes et prussiennes refluer dans la plaine jugeaient que les Alliés n'avaient pas été victorieux. L'armée de Blücher, à la vérité, paraissait innombrable, mais on entendait les soldats prononcer le nom redouté de *Napouléounn*, et des officiers dire que Laon serait leur Leipzig. Enfin, comme la majeure partie des troupes et tous les bagages étaient échelonnés au bas de la montagne, aux abords de la route d'Avesnes, on inférait de cette disposition que Blücher se préparait à une

1. Les historiens allemands et Russes disent 97 000, 110 000 et même 120 000 hommes. (Il est vrai qu'ils donnent 60 000 hommes à Napoléon qui en avait à peine 36 000, y compris les corps de Marmont et de Mortier.) Mais les effectifs qu'indiquent ces historiens aux jours de bataille sont généralement inexacts, car pour les établir ils se reportent à des rapports antérieurs d'une semaine, d'un mois, parfois de deux mois, et ils ne tiennent aucun compte ni des troupes laissées en arrière devant les places, ni des déchets causés par les maladies, le feu, les marches, etc. Dans leur dénombrement des troupes massées sous Laon le 9 mars, ils ne défalquent pas du corps de Winzingerode les pertes de Craonne ; des corps Sacken, York, Kleist, les pertes des combats sur l'Ourcq. Ils portent le corps de Langeron à 24 000 hommes alors que dans le Journal de ce général (Arch. topographiques de Saint-Pétersbourg), il est dit qu'il n'avait avec lui que la cavalerie de Korff et de Pahlen, 1 800 hommes du 9e corps d'infanterie, le 10e corps (moins 2 régiments) et 2 régiments du 8e corps, soit en tout 13 500 hommes, d'après le tableau de l'armée de Silésie conservé aux Arch. de Saint-Pétersbourg, n° 22 860.

Le calcul des troupes alliées sous Laon est cependant des plus simples. Blücher avait, le 24 février, au commencement de sa deuxième marche sur Paris, 48 000 hommes. Il reçut comme renforts les 26 900 hommes de Winzingerode, les 16 900 hommes de Bülow, 1 000 hommes qu'amena Langeron en rejoignant son corps d'armée, et un détachement de 2 000 hommes commandés par Lowenthal. Total : 93 800 hommes, dont il faut défalquer : 1° 3 000 hommes environ tués, blessés et disparus dans les combats de Vindé, Meaux, Lizy, Gué-à-Tresmes, Neuilly, etc.; 2° 1 000 hommes pris ou tués à Reims, Braisne, Berry-au-Bac, Craonnelle, les 5 et 6 mars ; 3° 1 000 hommes tués ou blessés à Soissons, le 5 mars ; 4° 5 000 tués ou blessés à Craonne. En tout : 10 000. Il restait donc à Blücher environ 84 000 combattants.

retraite. La terreur régnait, car on venait de proclamer l'état de siège et l'on s'attendait à un bombardement. Cependant on gardait l'espoir, tant le génie de Napoléon inspirait encore de confiance [1]. Sans doute, les Français s'abusaient sur les desseins du feld-maréchal. Blücher toutefois, si résolu qu'il fût de tenir à outrance dans Laon, ne laissait pas de prévoir l'éventualité d'une retraite. Des Cosaques avaient capturé près de Craonne un Hanovrien nommé Palm, attaché comme secrétaire à l'état-major de l'empereur. Amené au quartier général de Blücher, cet homme dit que Napoléon s'avançait sur Laon à la tête de soixante ou soixante-dix mille hommes, et qu'il était suivi par deux de ses maréchaux avec vingt mille soldats. Müffling croyait peu à ce rapport, mais le chef d'état-major Gneisenau, toujours enclin à s'exagérer les forces de Napoléon, en prit une certaine inquiétude qui gagna le vieux maréchal [2]. On conçoit de reste que la perspective de voir Napoléon se présenter devant Laon avec 90 000 baïonnettes dût troubler Blücher.

La neige n'avait pas cessé de tomber pendant la nuit, comme pour préparer un linceul aux soldats. A six heures elle s'arrêta; mais avec le jour s'éleva un de ces épais brouillards qui ne sont point rares dans cette vallée de Laon, humide, boisée, coupée de petits cours d'eau et par endroits marécageuse. Tandis que Belliard faisait occuper Leuilly à la droite et jetait à

1. Fleury, *Le département de l'Aisne en* 1814, 333-335. — Tout petit enfant j'ai été bercé par ces souvenirs. Ma grand'mère paternelle qui vécut et mourut à Bruyères m'a souvent conté, avec les forfaits des Cosaques et des Prussiens et les alarmes et les révoltes des paysans, l'enthousiasme et les espérances de victoire que provoqua la nouvelle de l'approche de Napoléon. « J'ai vu l'empereur le matin de la bataille », disait-elle avec fierté. On trouvera des réminiscences de ces récits dans de belles pages des *Confessions* d'Arsène Houssaye, I, 71, 134-139.

2. Müffling, *Aus meinem Leben*, 134. Cf. Mémoires de Langeron, Arch. des Affaires étrangères, fonds Russie, 25.

la gauche, vers Clacy, un poste de cavalerie, le corps de Ney déboucha de la route de Soissons, bientôt suivi par celui de Mortier. Les troupes se déployèrent aussitôt face à la ville, des deux côtés de la route, l'infanterie de Mortier appuyant sa droite au village de Leuilly, l'infanterie de Ney appuyant sa gauche à un mamelon qui s'élève en avant de Clacy. Pendant le déploiement, les deux maréchaux, voulant profiter du brouillard pour surprendre l'ennemi lancèrent sur Ardon la division Porret de Morvan et sur Semilly la brigade Pierre Boyer. Boyer aborda le faubourg à la baïonnette, subissant une première décharge presque à bout portant. Les Prussiens furent refoulés sur les rampes inférieures de la montagne. Clausewitz demanda du renfort et fit une contre-attaque qui réussit. Débusqués de Semilly, les Français se reformèrent sous le feu, marchèrent de nouveau à l'assaut et enlevèrent encore la position, sans pouvoir cependant s'y maintenir plus longtemps que la première fois. Jusqu'à onze heures, Semilly fut tour à tour pris et repris. A Ardon, Porret de Morvan obtint un succès plus marqué. Sa division repoussa les Prussiens au pied de la montagne, distante du faubourg de plus de mille mètres. Grâce au brouillard, une compagnie de jeune garde gravit en file indienne le sentier escarpé du Bousson et atteignit la crête du plateau, près de l'ancienne abbaye de Saint-Vincent. A cette altitude, le brouillard était presque nul. Signalés par les coups de feu des sentinelles et fusillés bientôt par tout un bataillon prussien, ces aventureux soldats redescendirent le sentier plus vite assurément qu'ils ne l'avaient monté. La division Porret de Morvan se replia dans l'Ardon où elle se maintint[1].

1. Bogdanowitsch, I, 341. Wagner, III, 86, 88. Fleury, 355-356.

L'empereur cependant, abusé par ses présomptions, croyait la ville au pouvoir de l'avant-garde française[1]. Le jour de Craonne, Napoléon devançant ses troupes sur le terrain inspectait les positions ennemies dès huit heures. Le jour de Laon, il était encore à midi à Chavignon, éloigné de neuf kilomètres du champ de bataille. Ce fut seulement à cette heure-là, qu'instruit de la résistance que rencontraient ses deux maréchaux, l'empereur se porta en avant avec le reste des troupes[2].

Blücher comptait prendre une vigoureuse offensive dès que Napoléon aurait dessiné son attaque. Jusqu'à ce moment, les commandants de corps d'armée devaient rester dans leurs positions en se conten-

1. Berthier à Marmont, Chavignon, 9 mars, 7 heures du matin : « L'empereur a fait cette nuit culbuter l'ennemi à Chivy. Nous croyons que dans ce moment notre avant-garde est à Laon. Si d'après la situation des choses sur la route que vous tenez et d'après les renseignements que vous vous serez procurés, vous ne jugez pas vos forces utiles sur Laon, l'empereur désire que vous vous arrêtiez à l'endroit où vous recevrez cette lettre, l'intention de Sa Majesté étant de vous envoyer l'ordre de vous porter rapidement sur Reims, du moment qu'elle sera assurée que nous sommes entrés à Laon. »

Berthier à Marmont, Chavignon, 9 mars (de 11 heures à midi) : « Je vous ai écrit ce matin pour vous faire connaître qu'il était à présumer que notre avant-garde était en possession de Laon, qu'en conséquence vous pourriez arrêter votre mouvement... Mais on s'y bat encore. Vous devez donc continuer à marcher sur cette ville. » Registre de Berthier. Arch. de la guerre.

Vraisemblablement ces deux dépêches furent interceptées par les Cosaques, car si Marmont les avait reçues, il n'eût pas manqué de les alléguer comme excuses du retard de sa marche.

2. Registre de Berthier (ordres et lettres du 9 mars, Chavignon, midi), Archives de la guerre.

Napoléon dut recevoir, dès 9 ou 10 heures, des nouvelles des maréchaux, mais à cause du brouillard qui leur cachait le déploiement des troupes ennemies, ceux-ci ne pouvaient savoir si la résistance de Blücher était sérieuse ou si elle était destinée seulement à couvrir sa retraite.

La plupart des historiens, se méprenant absolument sur la bataille de Laon qu'ils représentent comme une grande action décidée d'avance et comprenant l'enlèvement avec 36 500 hommes d'une position formidable occupée par près de 90 000 hommes, et qu'ils sont en droit ainsi de qualifier d' « opération insensée », font arriver Napoléon sur le terrain dès 8 heures du matin. Le registre de Berthier infirme leur assertion et répond par avance à leur critique en démontrant que Napoléon n'arriva devant Laon qu'entre midi et une heure, et qu'il y avait porté ses troupes non pour livrer bataille à Blücher mais pour le poursuivre dans la marche en retraite qu'il lui attribuait.

tant de bien garder leur front[1]. L'état-major prussien posté sur le rempart, au pied d'une vieille tour nommée *Madame Eve*, d'où il dominait la plaine, attendait impatiemment que se dissipât le brouillard qui lui cachait l'armée française. Vers onze heures, Blücher put distinguer les faibles bataillons de Ney et de Mortier déployés devant la montagne. La vue de cette poignée d'hommes l'inquiéta en raison même de leur petit nombre[2]. Était-il présumable qu'avec si peu de monde, Napoléon se risquât à combattre une armée appuyée à la formidable position de Laon ? Ce ne pouvait être là qu'une partie des troupes françaises, et ce mouvement était une simple démonstration destinée à tromper les Alliés qui allaient être attaqués sur un autre point. Et de quel côté viendrait l'attaque? quelles seraient les forces des assaillants ? De la part de Napoléon, il fallait s'attendre aux manœuvres les plus hardies et les plus imprévues. Quant à des hommes, l'empereur en faisait sortir de terre. Si le prisonnier Palm avait dit vrai, si Napoléon allait cerner, escalader, forcer Laon avec quatre-vingt-dix mille soldats? Dominé par cette appréhension, Blücher hésitait à donner le signal de l'attaque. Vers midi, un message de son fils, le colonel Blücher, vint ajouter à son trouble et augmenter son indécision : une forte colonne ennemie se dirigeant sur Laon était signalée à Festieux[3].

1. Ordre de Blücher du 9 mars, cité par Plotho, *Der Krieg in Deutschland und Frankreich*, III, 293.

2. Müffling, 136, 138. — Il n'y avait pas alors 15 000 hommes dans la plaine, car ni la vieille garde, ni l'ancien corps de Victor (divisions Charpentier et Boyer de Rebeval), ni la réserve d'artillerie n'avaient encore débouché.

3. Müffling, 129, 134, 136. Cf. Mémoires de Langeron. Arch. des Affaires étrangères. Un rapport de Troyes, 24 février (Arch. nat., AF. IV, 1 669), montre bien quelle surprise et quel effroi causaient à l'ennemi les forces nouvelles que Napoléon lui opposait. « L'empereur n'avait pas 20 000 hommes il y a quinze jours, disaient les Alliés, et le voici avec 300 000. »

Müffling alors, — dit Müffling qui s'attribue volontiers les bons conseils, — suggéra à Blücher de faire déborder l'aile gauche des Français déployés devant Semilly. Par ce mouvement on les contraindrait à marquer leur objectif. S'ils se dérobaient, c'est qu'ils auraient le dessein de tirer à droite afin de se réunir à l'armée arrivant de Festieux. S'ils disputaient énergiquement le terrain, c'est que cette armée devait manœuvrer de façon à prolonger leur droite [1].

Blücher approuva l'idée de Müffling ; il dépêcha à Winzingerode l'ordre de porter sur le flanc gauche du petit corps français toute sa cavalerie, toute son artillerie légère et une division d'infanterie. Pendant que s'exécutait ce mouvement, l'état-major tenait ses longues-vues braquées sur le champ de bataille, anxieux de savoir quel parti prendraient les Français A l'approche des troupes de Winzingerode, la brigade Boyer, qui depuis le matin ne cessait pas de combattre dans Semilly contre les Prussiens de Clausewitz, se replia, car elle se voyait menacée dans sa ligne de retraite. Déjà une colonne d'infanterie russe avançait près de la route, lorsque Ney réunissant quelques escadrons la chargea et la refoula sur Clacy. En même temps, la brigade de cavalerie du général Grouvelle chassait vers Laniscourt les Cosaques qui tentaient de tourner la gauche des Français par le chemin de Mons-en-Laonnoye. L'empereur arriva de Chavignon à ce moment du combat [2].

Pour Blücher comme pour Müffling, l'intention du corps français qui était en vue devenait évidente : il voulait conserver sa position dans le triangle formé par la rivière d'Ardon et le ruisseau de la Buse ; son

1. Müffling, *Aus meinem Leben*, 136.

2. Müffling, 136-138. Bogdanowitsch, I, 342. Registre de Berthier (ordre et lettres de Chavignon, 9 mars, midi). Arch. de la guerre.

objectif était bien l'assaut du versant sud de la montagne. Il importait donc de reprendre Ardon et de rejeter les Français sur Leuilly, afin de couper leurs communications avec la colonne qui arrivait de Festieux, laquelle comprenait vraisemblablement la plus grande partie de l'armée et était manifestement destinée à l'attaque principale[1]. Sur l'ordre de Blücher, Bülow fit quitter à la brigade Krafft, forte de neuf bataillons et de quatre escadrons, les positions défensives qu'elle occupait au pied de la montagne et la lança sur Ardon. Après un combat assez vif, les Prussiens délogèrent la division Porret de Morvan qui se replia vers Leuilly. Soutenu par la cavalerie de réserve du général Oppen, Krafft y marchait lorsqu'un contre-ordre du feld-maréchal l'arrêta en chemin. Un nouveau doute avait surgi dans l'esprit de Blücher Était-il admissible que Napoléon voulût attaquer avec deux ailes aussi éloignées sans qu'elles fussent reliées par un centre? Bien plutôt une troisième colonne française n'allait-elle pas déboucher de Bruyères et venir se déployer entre les troupes qui avaient pris position devant Leuilly et celles qui arrivaient de Festieux? Dans cette incertitude, Blücher retarda son offensive générale, attendant pour agir un rapport précis de Müffling qui fut dépêché dans la plaine afin de reconnaître le chemin de Bruyères et de juger des projets et de la force de la colonne signalée sur la route de Reims[2].

Cette colonne était celle de Marmont. Le duc de Raguse arrivait sur le champ de bataille en retard de six heures. Il ne s'était pas mis en marche dès la veille 8 mars, bien qu'il en eût reçu, à deux reprises, l'ordre

1. Müffling, *Aus meinem Leben*, 137-138.
2. Müffling, 136-138.

précis[1]. Il s'était contenté de faire occuper dans la soirée le village d'Aubigny et n'était parti de Berry-au-Bac, avec le gros des troupes, que le lendemain matin[2]. Arrivé passé dix heures à Festieux, qu'évacua à son approche la cavalerie du colonel Blücher, il s'y arrêta jusqu'à midi. « Le brouillard, dit-il, était extrêmement épais. Je ne pouvais m'engager avec cette obscurité dans les vastes et immenses plaines de Marle dans lesquelles on entre immédiatement[3]. » Les historiens locaux ont dit que si Marmont craignait tant « les vastes et immenses plaines », il aurait pu, regardant la carte ou se renseignant auprès des paysans, obliquer à gauche et gagner par le plateau l'ancienne voie romaine qui descendait directement à Laon par Cherêt et Bruyères. L'escalade de ce plateau escarpé, d'une altitude de 90 mètres, eût pris bien du temps. Plutôt que de passer par le plateau de Monchâlons, Marmont devait déboucher de Festieux, tourner à gauche et en rangeant les flancs de la montagne gagner par Veslud et Parfondru la route de Bruyères à Laon. De cette façon, il ne risquait pas d'aller donner par le brouillard au milieu des masses de cavalerie[4]. Mais la grande faute de Marmont était d'avoir

1. Ces ordres sont : le premier de 10 heures du matin ; le second de 11 heures. (Registre de Berthier, 8 mars. Arch. de la guerre.) Ils durent arriver à Marmont entre midi et 2 heures de l'après-midi. S'il se fût mis en mouvement aussitôt, il pouvait facilement venir coucher, le 8 mars, à Festieux et être devant Laon le 9 à 8 heures du matin.

2. « Je ne puis exécuter le mouvement ce soir... Je serai en marche avant le jour... » Marmont à Berthier, Berry-au-Bac, 8 mars, 7 heures du soir. Arch. nat., AF. IV, 1 670.

3. Marmont, *Mémoires*, VI, 211. — Dans ses *Mémoires*, Marmont dit qu'il arriva à Festieux à 8 heures, mais dans son rapport à l'empereur, du 10 mars (Arch. nat., AF. IV, 1 670), il n'indique que l'heure de son départ : midi. Le fait que Blücher ne reçut qu'à midi la dépêche lui annonçant l'arrivée de Marmont à Festieux prouve que le maréchal n'y arriva pas à 8 heures du matin. D'ailleurs ses troupes avaient eu à faire 18 kilomètres pour venir de Berry-au-Bac.

4. Les ordres du major général, fort peu détaillés, prescrivaient seulement à Marmont de marcher de Corbény sur Laon, par Aubigny, en veillant bien à se lier à

ajourné son départ de Berry-au-Bac. Depuis la prise de Soissons, le duc de Raguse, cela est trop visible dans ses *Mémoires*, n'avait plus aucune espérance. Il ne cherchait plus qu'à obéir à peu près aux ordres qu'il recevait, sans mettre de zèle à les exécuter[1]. Que d'ailleurs si Marmont fût arrivé devant Laon à huit heures du matin au lieu d'y arriver passé deux heures de l'après-midi, Napoléon eût remporté la victoire, ce n'est point cela qu'il faut dire.

Le brouillard dissipé, les troupes se mirent en marche. Les cinq escadrons du colonel Blücher, restés à 1000 mètres en arrière de Festieux, se replièrent sans combattre sur la brigade Katzler qui se déployait entre Eppes et la forêt de Lavergny, et qui, elle-même, tourna bride aux premiers coups de canon. Marmont avança ses têtes de colonnes à environ 1200 mètres du front ennemi, face à Vaux et face à Athies, et établit deux batteries sur la butte des Vignes et sur un autre tertre qui s'élève à la gauche de ce monticule. La première batterie, de vingt-quatre pièces, canonnait Athies; la seconde contre-battait l'artillerie prussienne en position à la butte de Chauffour[2]. Dans Athies, l'infanterie d'York écrasée de feux et menacée d'une attaque sur la gauche par une brigade de la division Arrighi qui marchait résolument à l'assaut, reçut l'ordre d'abandonner ce poste.

l'armée impériale (ce que Marmont d'ailleurs ne chercha pas à faire). Marmont avait donc toute liberté de prendre après Aubigny, et *a fortiori* après Festieux, la route qui lui paraissait la plus convenable. Il importait peu qu'il débouchât dans la plaine de Laon un peu plus à l'est ou un peu plus au sud. Ce qui importait c'était de marcher le plus vite possible au canon de l'empereur, que Marmont reconnait avoir entendu dès Festieux (*Mémoires*, VI, 211).

1. « Mon but unique était de me conformer à un ordre positif qu'il eût été criminel de ne pas exécuter. » *Mémoires*, VI, 212. Cf. 206-209 et *passim*.

2. Droysen, *York's Leben*, III, 348-349. Bogdanowitsch, I, 344, Cf. rapport de Marmont, Corbény, 9 mars, 2 heures du matin (c'est-à-dire 10 mars). Arch. nat., AF. IV-1670.

Mais soit qu'on voulût retarder par là l'occupation du village, soit, comme l'a dit Blücher, que des habitants eussent tiré sur les soldats[1], soit par simple sauvagerie, les Prussiens incendièrent Athies avant de l'évacuer. Il procédèrent méthodiquement ; pénétrant dans chaque maison, ils enlevèrent quelques malades et quelques infirmes qui n'avaient pas pu se sauver et les déposèrent dans les jardins. Cela fait, ils mirent le feu partout, 140 maisons sur 144 furent totalement détruites[2].

Pendant l'incendie qui ne s'éteignit, faute d'aliment, que de cinq à six heures du soir, les jeunes soldats d'Arrighi tournèrent le village en flammes et poursuivirent les Prussiens. Ils durent bientôt se replier sous la mitraille. De même sur la route de Laon, les pièces de la batterie du Chauffour ripostaient vigoureusement à l'artillerie française. Désormais l'ennemi dont Marmont voyait les masses profondes ne semblait plus vouloir céder de terrain[3]. On a cru que le général York n'avait fait d'abord une aussi faible défense que pour attirer Marmont et le prendre au filet. Sans doute York était satisfait de voir Marmont s'engager en l'air avec si peu de monde. Mais il faut se rappeler que d'après les ordres de Blücher, qui voulait ne rien risquer, les commandants de corps devaient se contenter de garder leur front jusqu'au moment de l'attaque générale[4].

1. « ... Quelques paysans, égarés par les proclamations de l'empereur Napoléon, ont pris les armes contre les Alliés et ont tiré sur eux. L'incendie du village d'Athies, dont Napoléon a été le témoin, aurait dû lui ouvrir les yeux sur le terrible châtiment auquel il expose les Français par cette mesure à laquelle il les anime. » Proclamation de Blücher, Laon, 10 mars. Arch. de Laon.

2. Rapport de Marmont, Corbény, 10 mars, 2 heures du matin. Arch. nat., AF., IV, 1670. Cf. Fleury, *Le Département de l'Aisne en* 1814, 364.

3. Rapport de Marmont à Napoléon, Corbény, 14 mars. Arch. nat., AF. IV, 1670. Cf. Marmont, *Mémoires*, VI, 233. Fabvier, *Journal du 6e corps*, 48-49.

4. Ordre de Blücher, Laon, 9 mars, cité par Plotho, III, 293.

Or le front d'York et de Kleist était la ligne de Chambry au Chauffour. Eppes, la butte des Vignes, Athies, n'étaient que leurs positions avancées. C'est pourquoi il les avait si facilement abandonnées.

De son observatoire de la montagne de Laon, Blücher voyait le combat, mais comme un vent très violent soufflait de l'ouest, il entendait à peine la canonnade[1]. A plus forte raison l'empereur, posté face à l'autre versant, ne pouvait-il distinguer le grondement lointain de cette canonnade au milieu du fracas de sa propre artillerie et des batteries ennemies qui y répondaient. Encore moins pouvait-il voir les manœuvres de la plaine d'Athies. Du débouché de Chivy à la butte des Vignes, il n'y a à vol d'oiseau que neuf kilomètres. mais les maisons d'Ardon et les bois de la région du Sauvoir limitent la vue à une lieue[2]. De plus, le vent chassait dans cette direction la fumée des combats de Semilly et d'Ardon. Ainsi, tandis que Marmont attaquait Athies Napoléon ne savait rien des mouvements de ce maréchal qui avait négligé, encore qu'il eût à cet égard des ordres formels, de lui envoyer aucun courrier[3]. En vain l'empereur dépêchait des cavaliers aux nou-

1. Müffling, *Aus meinem Leben*, 138.

2. Napoléon devait être vraisemblablement au débouché de Chivy, à l'embranchement du chemin de Leuilly (point coté 68 sur la carte d'état-major), à 2 kilomètres du faubourg de Semilly. C'est l'endroit précis où la vue a le plus d'étendue. Si l'on appuie un peu plus à gauche, le massif de Laon la limite complètement ; un peu plus à droite, on a devant soi, outre les bois de Leuilly, la butte de *la Moncelle*, à 4 kilomètres. — Bien que depuis 1830 on ait beaucoup déboisé dans cette région, du point indiqué, où nous nous sommes placé, la vue ne porte pas encore au delà d'Ardon.

3. « ... Avant tout, maintenez bien nos communications. » « ... Vous devez vous mettre en communications avec le duc de Trévise. » Berthier à Marmont, Braye, 8 mars, 10 heures du matin et 11 heures du matin. (Registre). Or Marmont avoue dans ses *Mémoires* (VI, 212) qu'il n'envoya jusqu'à la fin de la journée du 9 aucun courrier à l'empereur. « Je n'avais reçu, dit-il, aucune nouvelle de l'empereur, les communications étaient interceptées entre nous. » Marmont oublie que c'était à lui de maintenir les communications.

velles, ils tombaient dans les patrouilles de Cosaques qui battaient l'estrade entre Ardon et Bruyères. Jusqu'au moment cependant où il saurait Marmont arrivé à sa hauteur, Napoléon ne pouvait s'engager à fond ; et s'il arrêtait son offensive, il risquait de trop indiquer à l'ennemi l'approche d'une autre colonne.

Pour attirer l'attention de Blücher, l'empereur ordonna de nouvelles attaques sur les faubourgs du sud. Pierre Boyer aborda une fois encore Semilly et une fois encore il débusqua les bataillons de Clausewitz. Une charge des dragons de Roussel sur l'infanterie prussienne massée en avant d'Ardon facilita à Porret de Morvan la reprise de ce village. Enfin, vers quatre heures, les deux divisions de Victor, désormais placées sous le commandement de Charpentier, ayant débouché de la route de Soissons, l'empereur les lança contre le village de Clacy qu'étaient venus occuper avec du canon plusieurs bataillons russes. Situé au milieu d'un marais, Clacy n'était accessible que par l'étroite chaussée de Mons-en-Laonnoye. Des tirailleurs s'avançant sur la droite, au bord du marais, réussirent à occuper l'ennemi par un feu très vif. Pendant cette fusillade, la brigade Montmarie, ployée en colonne d'attaque, aborda la position de front. L'attaque fut si soudaine et si rapide que les Russes surpris et coupés laissèrent aux mains des soldats de la jeune garde 250 prisonniers. Encouragé par le succès de Charpentier, Ney voulut pousser l'ennemi vers La Neuville en contournant le marais. Il dut bientôt se replier, canonné de front et d'écharpe par les batteries russes. De leur côté, la brigade Pierre Boyer et la division Porret de Morvan, après s'être maintenues quelque temps dans Semilly et Ardon, durent aussi évacuer ces faubourgs.

A Ardon, particulièrement, le combat fut acharné. Le colonel Leclerc y trouva la mort et le général Porret de Morvan y fut très grièvement blessé[1].

Il était plus de cinq heures. Les attaques des faubourgs étaient repoussées et la nuit allait venir. Décidé à remettre la bataille au lendemain où il comptait sur la coopération de Marmont[2], l'empereur fit cesser le feu. Les troupes s'établirent au bivouac entre Clacy et Leuilly, sauf la vieille garde de Friant et une partie de la cavalerie qui furent échelonnées entre Chivy et Chavignon, où s'établit le quartier impérial. De fortes grand'gardes de cavalerie étaient postées à plus de cinq kilomètres sur les flancs de l'armée[3].

Du côté d'Athies, le feu cessa de même entre cinq et six heures. Après s'être emparé de ce village, Marmont avait arrêté son offensive. Il jugeait, dit-il, que l'attaque de Napoléon « n'était que du bruit sans résultat », et il voyait devant lui les corps entiers de Kleist et d'York; plus loin, en réserve, les Russes de Sacken et de Langeron; à sa droite, les nombreux escadrons de Ziéthen[4]. Le duc de Raguse agit bien en ne s'engageant pas plus à fond contre de pareilles

1. Lettre de Blücher à Schwarzenberg, Laon, 10 mars, citée par Bogdanowitsch, I, 343. Wagner, III, 89. Cf. Registre de Berthier et Journal de la division Roussel. Arch. de la guerre.

2. Comme nous l'avons dit, le vent qui soufflait de l'ouest empêchait Napoléon d'entendre le canon de Marmont et la configuration du terrain lui cachait ses mouvements. D'autre part, le duc de Raguse n'envoya aucun officier à l'empereur jusqu'à 6 heures du soir où il dépêcha Fabvier qui s'arrêta en route. Marmont, *Mémoires*, VI, 212. Rapport de Marmont à Napoléon, Corbény, 9 mars. Arch. nat., AF. IV, 1670. Fabvier, *Journal du 6e corps*. — L'empereur savait sans doute que Marmont était à proximité, mais il ignorait le point où il se trouvait.

3. Positions de l'armée, le 9 mars au soir. Arch. nat., AF. IV, 1668.

4. Marmont, *Mémoires*, VI, 212. Fabvier, *Journal du 6e corps*. — Sur l'ordre de Blücher, Sacken et Langeron s'étaient portés en soutiens d'York et de Kleist. La cavalerie de Ziéthen s'était de même vers 4 heures massée à la gauche de la forêt de Samoussy afin d'arrêter un mouvement tournant éventuel des lanciers et des cuirassiers de Bordessoulle. Bogdanowitsch, I, 344.

masses ; mais placé ainsi en l'air, au milieu d'une plaine, ayant en face de lui des forces quatre fois supérieures et à sa droite un gros de cavalerie, il eût mieux agi encore s'il eût fait prendre position à son corps d'armée à trois kilomètres en arrière, dans la direction d'Eppes, ou même plus loin, dans le défilé de Festieux. Il n'y songea pas, apparemment[1]. Ses troupes bivouaquèrent sur leurs emplacements de combat : l'infanterie et l'artillerie entre Athies, où restèrent deux bataillons, la butte des Vignes et la route de Reims; la cavalerie en arrière et à droite, près de la ferme de la Mouillée, le front au ruisseau de Chambry. Les jeunes soldats du duc de Padoue, qui précisément se trouvaient le plus près de l'ennemi, avaient ce jour-là vu le feu pour la première fois. Ils s'étaient bien comportés ; mais sans aucune habitude de la guerre, ils ne savaient point se garder. Les canonniers de la marine, matelots pour la plupart, étaient bons pointeurs et fort braves mais ils ne connaissaient rien du service en campagne. Au lieu de mettre leurs pièces sur les avant-trains en les rassemblant au parc, ils les laissèrent à la prolonge. Marmont convient qu'il avait remarqué l'inexpérience complète de ses troupes. Néanmoins, il ne crut pas devoir y suppléer en veillant par lui-même aux dispositions de sûreté. Il alla prendre gîte au château d'Eppes, à une grande lieue d'Athies, s'en remettant à la Providence du soin de garder son armée[2].

1. Dans ses *Mémoires* (VI, 212) Marmont dit « qu'il comptait bien la nuit venue regagner le défilé de Festieux ». Pourquoi ne le fit-il pas ? Mais dans son rapport de Corbény (Arch. nat., AF. IV, 1 670), il dit seulement « qu'il se disposait à prendre une position de nuit ». Pourquoi ne la prenait-il pas tout de suite ? Ce sont là de ces mauvaises excuses coutumières au duc de Raguse.

2. Marmont, *Mémoires*, VI, 212-213. Cf. Bogdanowitsch, I, 345. Droysen, 349 Fleury, 366. Fabvier, *Journal du 6e corps*, 49-50.

III

LE HURRAH D'ATHIES

Blücher était resté tout le jour sur la défensive dans la crainte de voir surgir vers Bruyères un centre à l'armée française. Quand au milieu de l'après-midi les troupes de Marmont s'étaient avancées en canonnant contre les positions prussiennes, le feld-maréchal, afin d'être complètement renseigné sur la force et les mouvements de ce corps d'armée, avait envoyé Müffling dans la plaine. Arrivé près de la butte du Chauffour au moment de l'incendie d'Athies, Müffling vit tout de suite le petit nombre des assaillants et il jugea, d'après l'heure avancée, que la venue d'une troisième colonne française n'était plus à redouter. Il retourna à Laon pour rapporter au feld-maréchal qu'on pouvait sans risque s'engager à fond contre le corps de Marmont « et le prendre au filet[1] »

Le quartier-maître général de l'armée de Silésie n'était pas seul à penser ainsi. Comme il quittait le champ de bataille, le général York envoyait demander à Ziéthen, commandant la cavalerie, s'il croyait pouvoir mener à bien une attaque sur la droite des Français. « — J'y tâcherai, » répondit Ziéthen. Kleist consulté à son tour se montra également disposé à prendre l'offensive. Un des aides de camp

1. Muffling. *Aus meinem Leben*, 138. Cf. 135-137.

d'York, le comte de Brandeburg, fut aussitôt envoyé à Blücher afin d'obtenir l'autorisation de marcher en avant[1]. York ni Müffling ne devaient avoir l'honneur de cette idée. Du sommet de la montagne, Blücher avait jugé la situation aussi bien que l'avaient fait son lieutenant et son sous-chef d'état-major. En même temps qu'il expédiait l'ordre à Sacken et à Langeron de se porter en soutiens d'York et de Kleist, il dépêchait un aide de camp, le comte de Goltz, au général York, lui enjoignant d'attaquer dans l'instant. Goltz croisa sur la route Müffling, puis Brandeburg[2].

A la réception de l'ordre, York réunit ses généraux et leur donna ses instructions. Il fallut quelque temps pour former les colonnes d'attaque. Au reste on ne se pressa pas. Il était préférable d'attendre la nuit. Grâce à l'obscurité le combat deviendrait hurrah.

Les meilleurs soldats de Marmont, ceux que n'avaient pas abattus huit heures de marche et quatre heures de bataille, étaient dispersés, cherchant des vivres dans les fermes environnantes. Les autres et c'était le plus grand nombre, vaincus par la fatigue, engourdis par le froid, affaiblis par la faim, dormaient, serrés comme des moutons au parc, autour des feux de bivouac. A sept heures, les Prussiens formés en quatre colonnes se glissent lentement dans la plaine, gardant le plus grand ordre et observant le plus profond silence. La division du prince Guillaume pénètre dans Athies baïonnettes croisées, sans tirer un coup de fusil. Surpris dans leur premier sommeil, incapables de se rallier rapidement,

1. Droysen, *York's Leben*, III, 349.

2. Droysen, III, 349. Müffling, *Aus meinem Leben*, 138. Journal de Langeron, Arch. de Saint-Pétersbourg, 29 103.

les jeunes soldats du duc de Padoue font à peine résistance. Les uns sont tués ou faits prisonniers, les autres, suivis de près par les Prussiens s'enfuient dans la direction de la butte des Vignes qu'occupe le gros des troupes. Mais avant qu'ils aient eu le temps de donner l'alarme à leurs camarades de la réserve de Paris et aux vétérans du 6e corps, la colonne de Kleist qui a marché et marché très vite à travers champs, entre Athies et la route de Reims, assaille la butte des Vignes, criant : « Hurrah ! hurrah ! » et la colonne de Horn, qui a suivi la grand'route, arrive devant le parc d'artillerie établi en face du Chauffour, « — Ordonnez-vous de prendre les canons ? » demande Horn. — « Avec l'aide de Dieu, » répond York. Les Prussiens se jettent en masse sur les batteries. Les canonniers se défendent comme ils peuvent, frappant de la crosse et du sabre, lâchant à bout portant leurs coups de carabine ; d'autres tentent de mettre quelques canons en batterie, mais de si près et dans l'obscurité, le tir reste presque sans résultat. Les artilleurs sont tués sur leurs pièces, les Prussiens s'emparent de canons encore chargés. Des conducteurs n'ayant point le temps de ramener les pièces sur les avant-trains, les traînent à la prolonge ; dès les premiers pas, les canons culbutent dans les terres et versent dans les fossés [1].

Tandis que les Français sont si vigoureusement attaqués de front et sur la gauche, à la droite la cavalerie entière d'York et de Kleist, plus de 7 000 chevaux : cuirassiers de Brandebourg et de Silésie, hussards de Poméranie, hulans de Posen et de la Prusse orientale, dragons de Hohenzollern, de

1. Rapport d'York, 12 mars, cit. par Bogdanowitsch, I, 347-510. Droysen, *York's Leben* III, 350. Rapport de Marmont, Corbény, 11 mars, Arch. nat., AF. IV, 1 670. Marmont, *Mémoires*, VI, 213.

Lithuanie, de la Nouvelle-Marche, landwers de Berg, de la Marche-Électorale, de Mecklembourg-Strélitz, — toutes les provinces de la Prusse se ruant à la curée, — franchit le ruisseau de Chambry et aborde le bivouac des 2000 cavaliers de Bordessoulle. Ceux-ci, chargés au moment où ils sautent en selle, sont rompus avant d'être formés. Ils s'enfuient au grand galop, mêlés aux Prussiens et sabrant avec eux, dans la direction de la route de Reims. Quelques bataillons du 6e corps qui commencent à se rallier accueillent cette nuée de cavaliers, amis et ennemis, par un feu effroyable. Éperdus, les cuirassiers et les lanciers de Bordessoulle refluent dans les escadrons prussiens, et les deux cavaleries ne formant plus qu'une seule masse tournoient sur elles-mêmes en combattant. C'est partout la confusion. On bat la charge sur place sans avancer. Dans les ténèbres, les Prussiens tirent sur les Prussiens, les Français tirent sur les Français. On cherche mutuellement à se tromper, les soldats d'York criant : Vive l'empereur ! les soldats de Marmont poussant des hurrahs ! On ne se reconnaît qu'aux éclairs des coups de feu [1].

Marmont accourt du château d'Eppes, se frayant passage à travers la cohue des fuyards et les remous de la cavalerie. Arrivé au milieu de ses troupes, il est impuissant à les reformer. Il ne sait plus où sont les emplacements des régiments, à qui donner des ordres, comment les faire transmettre. Par bonheur, à ce terrible moment survient un secours inespéré. Le colonel Fabvier, qui vers six heures du soir a été détaché avec un millier de fantassins et denx pièces de canon pour rétablir les communications avec l'empereur, entend

1. Rapport d'York, 10 mars. Fabvier. *Journal des opérations du 6e corps*, 50-51. Cf. Rapport de Marmont, Corbény, 10 mars.

le bruit du hurrah. Il revient sur ses pas, voit le désordre, comprend la situation, et quoiqu'il ne soit pas en forces, il attaque résolument la droite du général Kleist qui déborde la route de Reims. Les Prussiens surpris reculent et dégagent la route. Fabvier s'y établit, s'y défend, s'y maintient avec tout ce qu'il peut rallier de fuyards, Marmont profite de cette diversion pour remettre un peu d'ordre parmi ses troupes et les faire filer vers Festieux en deux colonnes : la cavalerie parallèlement à la route, l'infanterie sur la chaussée[1].

Grâce à la contre-attaque du colonel Fabvier, la déroute ne fut plus qu'une retraite. Mais quelle retraite! Pendant trois heures, les têtes de colonnes durent se frayer passage, à coups de baïonnette et à coups de fusil à brûle-poitrail, à travers les flots de cavalerie qui barraient la route et harcelaient les deux flancs, tandis que l'infanterie prussienne qui suivait de près l'arrière-garde tirait des salves à intervalles réguliers. « Je n'oublierai jamais, dit Marmont, la musique qui accompagnait notre marche. Des cornets d'infanterie légère se faisaient entendre ; l'ennemi s'arrêtait et un feu de quelques minutes était dirigé sur nous. Un silence succédait jusqu'à ce qu'une nouvelle musique, annonçant un nouveau feu, se fît entendre[2]. »

Pendant cette marche lente et meurtrière, un parti de cavalerie ennemie avait été détaché en avant, avec du canon, afin de couper la retraite aux troupes françaises en prenant position à la tête du défilé de

1. Rapport de Marmont, Corbény, 9 mars; Fabvier, *Journal du 6e corps*. Cf. Rapport d'York et Marmont, *Mémoires*, VI, 212-213. — Marmont, cela va de soi, ne dit pas un mot ni dans son rapport ni dans ses *Mémoires*, de l'heureuse diversion de Fabvier.

2. Marmont, *Mémoires*, VI, 212-213. Cf. Droysen, III, 354.

Festieux. Si ce mouvement avait réussi, il eût vraisemblablement amené la destruction totale du corps de Marmont. Le péril fut conjuré par la présence d'esprit et la résolution d'une poignée de soldats. Un détachement de 125 chasseurs à pied de la vieille garde, qui arrivait de Paris avec un convoi d'habillements, cantonnait à Festieux dans cette nuit du 9 au 10 mars. Informés de la retraite du maréchal, sans doute par les premiers fuyards échappés du champ de bataille, ces vieux soldats eurent un pressentiment de l'immense danger que courait l'armée. Ils prirent spontanément les armes et, s'embusquant à l'entrée du défilé, ils en défendirent l'approche contre les escadrons prussiens jusqu'au moment où s'y engagea la colonne du duc de Raguse[1].

A Festieux on était sauvé. Une arrière-garde y fut laissée pour contenir l'ennemi, et les troupes bivouaquèrent entre Corbény et Berry-au-Bac. Quant aux Prussiens, leur cavalerie et un fort détachement d'infanterie s'établirent à quelque distance de Festieux; le gros de leur armée prit position entre Eppes et Athies[2]. Le lendemain, le corps de Marmont se concentra à Berry-au-Bac. Plus de 3 000 hommes sur 9 000 manquaient à l'appel : 700 tués ou blessés et 2 500 prisonniers[3]. Presque toute l'artillerie, 45 bouches à feu et 120 caissons et voitures, était tombée

1. Cf. Fabvier, *Journal* 51. Rapport du commandant de Berry-au Bac, 10 mars Arch. de la guerre.

2. Rapport de Marmont, Corbény. 10 mars, 2 heures du matin. Arch. nat. AF. IV, 1 670. Rapport du commandant de Berry-au-Bac. Arch. de la Guerre. Rapport d'York, 10 mars. cité par Bogdanowitsch, *Geschichte des Krieges* 1814, I, 347. Droysen, *York's Leben*, III. 355.

3. Marmont, dans ses *Mémoires*. VI, 213, n'avoue que 7 à 800 hommes pris ou tués. Les historiens allemands et russes : Plotho, Schulz, Müffling. Bogdanowitsch, Bernhardi, parlent de 4 000 et même de 5 000 hommes. D'après la comparaison des situations du 6e corps des 8 et 10 mars, on trouve le chiffre de 3 200 hommes environ.

entre les mains de l'ennemi. « Je viens d'acquérir la triste conviction, écrivit de Corbény Marmont à l'empereur, qu'il ne me reste que huit pièces. Ainsi presque tout a été pris[1]. »

Cependant, Blücher après avoir donné ses ordres d'attaque s'était retiré chez lui, « aussi assuré du succès, dit Müffling, que chef d'armée pût jamais l'être ». Vers neuf heures du soir, comme le feld-maréchal achevait de souper, un premier aide de camp, Brandeburg, lui annonça que la surprise avait réussi et que les troupes de Marmont étaient repoussées dans le plus grand désordre jusqu'à la butte des Vignes. A dix heures, il se mettait au lit lorsqu'un second aide de camp, Röder, vint lui rapporter que l'ennemi n'ayant pu se reformer le succès était certain. Blücher transporté de joie s'écria : « — Ah ! ce vieux York ! quel brave homme ! Si l'on ne pouvait plus compter sur lui le ciel s'écroulerait. » Enfin à onze heures, arrive un troisième aide de camp, Lützow. L'ennemi, dit-il, est mis en pleine déroute et poursuivi énergiquement sur la chaussée de Festieux[2]. Blücher exulte ; il mande auprès de lui Gneisenau et Müffling, afin de concerter, pour le lendemain, des dispositions « destinées à achever ce qui a été si bien commencé[3]. »

1. Rapport de Marmont à Napoléon, Corbény, 10 mars, 2 heures du matin. Arch. nat., AF. IV, 1 670. — Dans ses *Mémoires*, Marmont dit 21 pièces, et au commencement de son rapport à l'empereur, il ne dit même que 12 ou 14. C'est dans le post-scriptum qu'il écrit la phrase que nous citons. Müffling (*Aus meinem Leben*, 139), Schulz, Wagner, Bogdanowitsch et autres historiens étrangers semblent donc bien fondés à parler de 40 ou 50 canons.

2. Droysen, *York's Leben*, III, 355, 356. Bogdanowitsch, *Geschich. des Krieges* 1814, I, 348. Cf. Müffling, *Aus meinem Leben*, 140.

3. Lettre de Blücher à York, quartier général de Laon, 9 mars, minuit, citée par Droysen, III, 355. « ... Votre Excellence a de nouveau donné la preuve de ce que peuvent faire la prudence et la résolution. Je vous félicite de votre brillant succès et je vous envoie la disposition suivante, destinée à achever ce que vous avez si bien commencé. »

Müffling prétend que, couché et craignant un refroidissement, il ne se rendit pas

Des officiers dépêchés dans la nuit aux commandants de corps d'armée leur apportent les ordres pour la journée du 10 mars : York et Kleist poursuivront Marmont à Berry-au-Bac ; Winzingerode et Bülow repousseront l'armée impériale dans la direction de Soissons ; Langeron et Sacken, marchant parallèlement à l'empereur par Bruyères, Chamouille et le plateau de Craonne, manœuvreront de façon à venir lui couper la retraite à l'Ange-Gardien [1].

à l'appel du feld-maréchal, mais qu'après s'être fait renseigner sur les opérations d'York, il envoya à Gneisenau l'aide de camp, Gerlach, avec un projet de disposition. Le plan de Müffling reçut l'agrément du chef d'état-major et fut adopté par Blücher. Bien que Müffling donne des détails des plus précis, il est permis de croire que ce plan vint tout naturellement à la pensée de Blücher.

1. Ordre de Blücher, Laon, 10 mars, minuit, cité par Plotho, III, 298.

Ce plan dont les généraux alliés attendaient les plus beaux résultats était sans doute bien combiné. Toutefois, pour devancer l'empereur à l'Ange-Gardien, il aurait fallu que les corps de Sacken et de Langeron fissent vingt kilomètres en terrain accidenté pendant le temps que l'armée française en aurait fait quinze sur une bonne route.

IV

LA DEUXIÈME JOURNÉE DE LA BATAILLE DE LAON

Les grand'gardes françaises qui couvraient le front de l'armée, entre Clacy et Leuilly, n'entendirent rien du combat d'Athies. Le vent continuait à souffler de l'ouest et l'on tiraillait sans cesse sur toute la ligne des avant-postes. L'empereur qui s'était retiré à Chavignon resta ainsi toute la nuit du 9 au 10 mars dans la plus complète ignorance du désastre de Marmont. A l'heure même où le 6e corps, en pleine déroute, cherchait à atteindre le défilé du Festieux, Napoléon lui assignait son rôle dans la grande attaque qu'il projetait pour le lendemain au lever du jour. D'après la disposition, les divisions Charpentier et Boyer de Rebeval, soutenues par le corps du prince de la Moskowa, la vieille garde de Friant, les trois divisions de cavalerie de la garde et la réserve d'artillerie, devaient déboucher de Clacy et pousser les Alliés vers La Neuville. Le duc de Trévise, avec les divisions Porret de Morvan et Christiani, les dragons de Roussel et les Polonais de Pacz, formerait le centre de l'armée et se tiendrait prêt à appuyer l'attaque. A la droite, le duc de Raguse continuerait à manœuvrer, de l'endroit où il se trouverait, pour menacer la route de Laon à Avesnes[1].

1. Ordre du 9 mars, cité par Koch, I, 418-419. Cf. Fain, 171-172, et *Correspondance de Napoléon*, 21 460.

Ce plan d'attaque a été fort critiqué par les historiens militaires et nommément

Le 10 mars, entre quatre et cinq heures du matin, Napoléon, ses chevaux prêts, mettait ses bottes lorsque deux dragons démontés qui s'étaient échappés du champ de bataille d'Athies et qui avaient erré toute la nuit furent introduits près de lui par l'officier de

par Koch qui le déclare « extraordinaire » En la circonstance, ces dispositions étaient-elles si condamnables? Dans l'esprit de l'empereur, les choses ne s'étaient que peu modifiées depuis le matin, et s'il avait eu alors des raisons pour attaquer l'ennemi (il pensait que Blücher, déterminé à la retraite, ne défendrait pas Laon sérieusement), ces mêmes raisons existaient encore. Blücher, en effet, n'avait engagé qu'une très faible partie de son armée, à peine la moitié du corps de Bülow et le tiers du corps de Winzingerode ; et par les positions assignées à ses troupes, il avait dissimulé à la vue de Napoléon quatre de ses corps d'armée sur six. Si, d'autre part, les Prussiens avaient fait une vigoureuse résistance, s'ils avaient repris Ardon, ils s'étaient cependant laissé débusquer de Clacy et des premières maisons de Semilly. La situation se trouvait donc telle qu'elle était le matin, supposé, bien entendu, — hypothèse confirmée par les faits, — que l'empereur ignorât le désastre d'Athies. A envisager les choses de cette façon, il semble que Napoléon n'eût pas montré sa ténacité accoutumée si après cette journée passée en combats partiels et en tâtonnements il eût abandonné la partie. Ajoutez à cela que les nouvelles de Châtillon et de Troyes reçues l'avant-veille l'engageaient à tenter un coup de désespoir, que s'il refoulait Blücher, ce succès pouvait entraîner la retraite de toutes les armées coalisées ; qu'au contraire, s'il se retirait sans combattre, il allait lui-même se trouver dans la position la plus critique, entre Blücher invaincu et Schwarzenberg ranimé. Si donc, nous qui jugeons après coup, en connaissant et les effectifs de l'armée de Blücher et l'intention arrêtée du feld-maréchal de défendre Laon à tout prix, nous ne pouvons dire avec Thiers (p. 478) « que la journée du 9 promettait de bons résultats pour le lendemain », nous devons admettre cependant que Napoléon qui ne connaissait ni les desseins de l'ennemi ni les forces dont il disposait, était en droit de penser ainsi.

Vaudoncourt (II, 53-54) ne se contente pas de critiquer cette disposition, il la considère comme apocryphe ou tout au moins comme devant s'appliquer à la journée du 9 mars. Sur ce dernier point, Vaudoncourt avance une grosse erreur. S'il s'agissait de la journée du 9, Napoléon ne dirait pas que Charpentier devra le matin déboucher de Clacy, puisque le 9, Charpentier était à la queue de la colonne et que, d'ailleurs, les Russes occupaient Clacy. Quant à l'authenticité même de l'ordre, nous devons avouer qu'il n'y a point trace de cette disposition dans le registre de Berthier ce qui est tout à fait extraordinaire. Néanmoins l'assertion très vague du colonel Fabvier (*Journal du 6e corps*, p. 52), qui rapporte avoir entendu dire que « Napoléon voulait faire un mouvement par le flanc droit et attaquer de côté d'Athies » ne saurait être admise. Napoléon a toujours condamné les marches de flanc devant l'ennemi, et d'ailleurs il n'est pas plus question dans le registre de Berthier de cette prétendue disposition que de celle citée par Koch. Les paroles de Fain : « Tout est prêt pour l'attaque, les ordres partent et le lendemain dès la pointe du jour l'affaire doit recommencer » ; la lettre de Napoléon (21 460) : « ... J'avais pris mes dispositions pour attaquer vigoureusement l'ennemi » ; enfin les opérations mêmes de la journée du 10, concordent parfaitement avec le dispositif que nous a conservée Koch. Il est vraisemblable que cet officier en tenait la copie du duc de Trévise qui lui avait communiqué une partie de sa correspondance militaire.

service. Ils racontèrent le hurrah, dirent que les troupes étaient en pleine déroute, que le maréchal devait être pris ou tué. L'empereur douta d'abord. Il fit monter à cheval tous ses officiers pour courir aux nouvelles. Mais bientôt des rapports de reconnaissances vinrent confirmer le récit des deux dragons. La défaite du corps de Marmont était trop certaine. Néanmoins on savait que le duc de Raguse n'était pas tué, qu'il ralliait ses troupes aux environs de Corbény[1].

L'événement était de nature à faire hésiter l'empereur. Sans la coopération de Marmont, le succès paraissait bien chanceux. Et, cependant, pour s'engager avec le 6e corps, l'ennemi n'avait-il pas dégarni Laon ? ne pourrait-on pas s'en rendre maître par une attaque vigoureuse ? En tout cas, en n'abandonnant point le champ de bataille, on obligerait les Alliés à se concentrer et à arrêter leur poursuite du maréchal. L'empereur se décida à rester devant Laon pendant la journée, résolu à se laisser guider par les circonstances pour garder la défensive ou prendre l'offensive. Au reste, malgré la résistance de la veille, malgré le hurrah de la nuit, l'empereur et ses lieutenants avaient toujours l'arrière-pensée que Blücher était prêt à évacuer Laon[2].

Conformément aux ordres, envoyés à minuit du quartier général prussien, quatre corps alliés s'étaient

1. Fain, 172. Rapport du poste de Nouvion, 10 mars, 2 heures et demie du matin, Arch. de la guerre.

2. « ... Il est probable que l'ennemi aurait évacué Laon sans l'échauffourée du duc de Raguse qui s'est comporté comme un sous-lieutenant. » Chavignon 11 mars. *Correspondance de Napoléon*, 21 461. — Le 10 à 9 heures du matin, Ney écrivait à Berthier, de la Tuilerie de Semilly : « ... Le mouvement de l'ennemi semble se prononcer sur Vervins... » Arch. de la guerre. Enfin, le 10, à 6 heures du soir, quand vraiment il n'était plus douteux que Blücher voulût visiter dans Laon, Berthier écrivait encore : « Le prince de la Moskowa maintiendra ses feux toute la nuit et partira une heure avant le jour. *Il s'assurera avant de partir, que l'ennemi n'a point évacué la ville...* » Registre de Berthier, Arch. de la guerre.

mis en marche à la pointe du jour. York et Kleist, partis à la poursuite de Marmont, avaient dépassé Festieux; et Langeron et Sacken, manœuvrant pour couper la retraite à l'empereur, avaient leurs têtes de colonnes à Bruyères, lorsque chacun de ces généraux reçut soudain un contre-ordre le rappelant sous Laon[1]. Dans les dernières heures de la nuit, Blücher, déjà souffrant l'avant-veille et dont une journée entière passée sur un rempart, battu de tous les vents, n'avait point rétabli la santé, avait été saisi d'un très violent accès de fièvre. Le matin, il ne put se lever. Affaibli de corps et d'esprit et se sentant incapable de diriger les opérations, il délégua le commandement pour la journée à son chef d'état-major Gneisenau. Celui-ci n'accepta qu'à contre-cœur cette responsabilité, et quand arrivèrent les rapports des grand'gardes, annonçant que loin que l'armée française dessinât sa retraite elle occupait les positions de la veille et semblait se préparer à une attaque, il fut véritablement pris de peur. « — Il faut que la disposition de cette nuit soit tout de suite changée, dit-il à Müffling. Le plan projeté est trop hardi et peut nous perdre. Les quatre corps doivent être rappelés sur-le-champ. Ceux de Bülow et de Winzingerode ne suffiraient pas pour résister à Napoléon. » Müffling consterné tenta vainement de combattre les raisons de Gneisenau; le contre-ordre fut expédié[2]. Gneisenau renonçait à une manœuvre stratégique, qui pouvait amener la destruction totale de l'armée française, pour se limiter à une simple opération tactique où en raison de la forte assiette de sa position et de l'écrasante supériorité numérique de ses troupes,

1. Ordre de Blücher, Laon, 10 mars, cité par Plotho, III, 300. Müffling. *Aus meinem Leben*, 142, 144. Schels, I, 181-182.

2. Müffling, 142. Bogdanowitsch, I, 352.

il était certain d'un petit succès. Si la prudence est la principale vertu militaire, le général Gneisenau était un grand homme de guerre.

Winzingerode, qui couvrait le village de La Neuville, reçut vers neuf heures du matin l'ordre de débusquer les Français de Clacy. Woronzoff, chargé de l'attaque, fit d'abord canonner les maisons, puis, à dix heures, la division Chowansky marcha sur le village, qu'occupait le général Charpentier avec une division et qu'il avait fortifié pendant la nuit. Deux des divisions de Ney vinrent s'établir, par un changement de front, parallèlement au chemin de Mons à Laon, à la droite et en arrière du marais de Clacy, tandis que la brigade Pierre Boyer se maintenait toujours dans les premières maisons de Semilly. Le reste de l'armée française se déployait des deux côtés de la route de Laon, sa droite à Leuilly[1].

Charpentier laissa, sans tirer un coup de feu, les Russes s'engager en colonnes serrées sur l'étroite chaussée de Clacy ; quand ils furent à deux cent mètres du village, il les arrêta par une volée de mitraille aussitôt suivie d'une fusillade bien nourrie. Une seconde attaque de Chowansky, soutenue par une brigade fraîche et appuyée par une vaine charge de cavalerie à travers le marais à demi gelé, ne réussit pas davantage. Cinq fois encore, de midi à deux heures, l'infanterie de Chowanski, renforcée des divisions Laptew et Wuitzch, revint à l'assaut, cinq fois elle fut repoussée. Une batterie établie par Ney au sommet de la butte de la Paillasse, sur le chemin de Mons, écharpait les colonnes russes. Malheureusement, le feu de ces canons causa quelques pertes aux troupes de Charpentier postées à l'avancée du village. L'em-

1. Ney à Berthier, tuilerie de Semilly, 9 heures du matin, Arch. de la guerre. Fain 173. Schels I. 183.

pereur était venu à Clacy où, du clocher de l'église, il observait la montagne de Laon et le champ de bataille. On dit qu'il envoya un aide de camp au maréchal Ney afin que fût rectifié le tir de la batterie[1].

Gneisenau voyant les attaques des Russes faiblir pensa à les faire soutenir par quelques régiments de Bülow, immobiles sur les crêtes et les versants de la montagne. Les mouvements des troupes prussiennes n'échappèrent pas à l'attention de l'empereur; il en conclut que les Alliés se décidaient enfin à évacuer Laon. Pour presser leur retraite, il ordonna à Charpentier de faire une sortie et de pousser les Russes vers La Neuville, à Ney d'aborder Semilly, à Mortier de lancer une colonne sur Ardon. Ces trois points étaient fortement occupés. Les Français furent repoussés. A l'ouest de Semilly, néanmoins, un bataillon de Curial réussit à atteindre les premières rampes de la montagne. Les soldats criaient : victoire! quand le feu d'une batterie, soudain démasquée, les contraignit à se replier sous une rafale de mitraille. Cette attaque générale ne fut point d'ailleurs tout à fait sans résultat. Les Alliés intimidés demeurèrent sur la défensive jusqu'à la fin de la journée[2].

Tant d'attaques repoussées depuis la veille et tant de cadavres amoncelés devant les positions ennemies témoignaient l'impossibilité de la victoire. Napoléon cependant ne pouvait se résoudre à abandonner cette plaine de Laon. Peut-être sa ténacité accoutumée était-elle augmentée par la vision que cette partie perdue serait sans revanche. Drouot, puis Belliard, furent, dit-on, envoyés tour à tour à la tête du bois

1. Cf. Fain, 173. *Correspondance de Napoléon*, 21 461. Koch, 120-42. Schels, I, 183. Wagner, III, 98, 99. Bogdanowitsch, I, 350-351. Fleury, 384.

2. Lettre de Blücher à Schwarzenberg, Laon, 10 mars, citée par Bogdanowitsch, I, 351, 510. Wagner, III, 98-99. Fain, 173.

de Clacy pour voir jusqu'où s'étendait la droite des Russes et si l'on ne pourrait point les déborder. Les deux généraux ayant répondu négativement, l'empereur se résigna à se retirer sur Soissons qu'une petite garnison française avait réoccupé le 9 mars. Pour imposer à l'ennemi, on continua de canonner. A la tombée du jour, l'armée se mit en marche vers Soissons : Charpentier et la cavalerie par Mons, Anisy et Laffaux ; Mortier et Friant par la grande route. Ney, général d'avant-garde le matin des victoires et général d'arrière-garde le soir des défaites, reçut l'ordre de rester sur ses positions jusqu'au lendemain avec son corps, les dragons de Roussel et deux bataillons de Charpentier[1]. Il écrivait à Berthier : « Ce n'est pas avec une poignée de monde qu'il est possible de bien faire une retraite devant une armée. Ce serait à la vieille garde elle-même de faire la retraite[2]. »

D'ailleurs la nuit fut tranquille. Le 11 mars seulement, les Russes se décidèrent à inquiéter la retraite. Un parti de cavalerie attaqua Charpentier près de Pinon et lui fit quelques prisonniers. Sur la grande route, les Cosaques de Czernischeff, soutenus par 1 500 hommes d'infanterie et du canon, se mirent à la poursuite du corps de Ney. Deux bataillons, sous les ordres de l'adjudant-commandant Sémery, formaient l'extrême arrière-garde. Ennuyé par les Cosaques qui le harcelaient sans cesse, Sémery leur prépara une petite surprise. A la montée de Mailly, il fit embusquer son second échelon dans le bois qui borde la route, puis, dépassant ce point avec son premier échelon, il laissa les Cosaques le dépasser à leur tour. Comme ils précipitaient l'allure pour charger,

1. Registre de Berthier (ordres du 10 mars, bivouac devant Laon, 6 heures du soir, et Chavignon, 8 heures et 9 heures). Arch. de la guerre.

2. Ney à Berthier, Urcel, 11 mars, 5 heures du matin. Arch. de la guerre.

le bataillon de Sémery fait demi-tour et marche contre eux, baïonnettes croisées. Les Cosaques prennent la fuite et redescendent la côte au petit galop, passant sous le feu à bout portant de deux ou trois cents fusils. Dès ce moment, les cavaliers ne suivirent plus la colonne qu'à la distance fort respectueuse de trois kilomètres [1]. L'armée opéra sa concentration à Soissons, sans être autrement inquiétée, dans l'après-midi et la soirée du 11 mars [2].

Les Français avaient perdu devant Laon plus de 6 000 hommes, tués, blessés ou prisonniers [3]. Mais deux jours durant, l'empereur, avec une poignée de combattants, avait imposé à l'ennemi, et le troisième jour, il avait quitté le champ de bataille comme on quitte un champ de manœuvres. La présence de Napoléon produisait toujours l'effet de la tête de Méduse ; elle paralysait les Alliés en les épouvantant. Quel désastre menaçait la petite armée impériale si Blü-

1. Ordres de Ney, 10 mars. Rapport de Semery à Ney. Rapport du général Rousseau à Ney. Lettre de Ney à Berthier, 12 mars. Arch. de la guerre.

2. Registre de Berthier (ordres du 11 mars, Soissons, 4 et 5 heures du soir), Arch. de la guerre.

Des partis de cavalerie se montrèrent dans la journée du 11 aux bords de l'Aisne, entre Berry-au-Bac et Vice-sur-Aisne, sans rien entreprendre de sérieux contre nos troupes. Ils s'emparèrent seulement de quelques chariots de blessés sur les flancs de l'armée et délivrèrent un convoi de prisonniers russes. La veille, un pulk de cosaques trompant la vigilance des postes de cavalerie du général Grouvelle qui observait la route, à Laffaux, avait tenté un hurrah sur Soissons. En se retirant, ils avaient arrêté un petit convoi où se trouvaient, en voiture, le baron Malouet, préfet de l'Aisne, et à cheval le général Nansouty et quelques officiers qui étaient partis pour rejoindre Napoléon à Laon. L'escorte dispersée, le baron Malouet avait été fait prisonnier et Nansouty sabrant les cosaques avait gagné les bords de l'Aisne avec ses officiers. Vivement poursuivi, il allait y lancer son cheval, lorsque l'animal atteint d'une balle s'abattit, entraînant son cavalier dans sa chute. Les officiers étaient déjà de l'autre côté de la rivière. Le général se jeta à l'eau tout botté et traversa l'Aisne à la nage. — Proclamation de Blücher, Laon 11 mars. Arch. de Laon. Fleury 429-430. Bogdanowitsch, I, 453.

3. Dans ce chiffre, sont naturellement comprises, les pertes de Marmont à Athies (voir **1814**, 221). Cf. la lettre de Ney à Berthier, Urcel, 11 mars, où il dit que sa première division et la brigade de Boyer sont réduites en tout à 1 000 fusils. Arch. de la guerre. Plotho, III, 301-302. Wagner, III, 101. Schels, 1, 186. — D'après les rapports étrangers, les Alliés auraient perdu seulement 3 500 hommes.

cher avait résolument lancé contre elle les masses énormes dont il disposait !

Les commandants de corps d'armée, au reste, furent singulièrement irrités du contre-ordre donné dans la matinée du 10 mars ; ils ne dissimulèrent pas leur mécontentement au quartier général. Woronzoff et Grolmann, chef d'état-major de Kleist, déclarèrent que c'était un grand malheur. Sacken, hors de lui, dit à Müffling : « — Écoutez, monsieur le général, jusqu'ici j'ai toujours respecté les décisions du feld-maréchal, mais depuis quatre jours il a perdu la tête. Pourquoi avoir changé cette disposition qui nous aurait amenés à donner le coup de grâce à Napoléon ? » Ce n'était pas seulement cette occasion perdue qui exaspérait les généraux russes. Les défiances et la jalousie étaient grandes entre les Alliés. Les Russes prétendirent que Gneisenau avait renoncé à l'attaque afin de ménager les troupes prussiennes qui étaient placées en première ligne. C'étaient les Russes seuls qui avaient combattu à Craonne. Blücher, frappé des grandes pertes qu'ils avaient subies, avait déclaré qu'à la première affaire les corps russes resteraient en réserve. Or, Gneisenau arrêtait l'opération projetée tout justement quand c'était aux Prussiens de marcher. York pensait avoir un autre motif de plainte. Il était en mésintelligence avec Gneisenau ; il s'imagina que le chef d'état-major l'avait rappelé sous Laon afin de lui enlever l'honneur d'achever la défaite de Marmont. Trop fier pour récriminer, York se contenta de ne point paraître chez Blücher. Revenu s'établir entre Vaux et Athies le 10 vers midi, il passa cette journée au milieu de ses troupes, veillant aux mesures d'ordre et de discipline et faisant distribuer du pain aux malheureux habitants d'Athies que ses soldats avaient, la veille, pillés et incendiés. Dans une

ronde de nuit, il aperçut une femme agenouillée. Il s'approcha avec son aide de camp pour chasser cette rôdeuse qu'il croyait occupée à détrousser les morts. Mais celle-ci, une cantinière française du 6e corps, se dressant toute droite comme une Euménide, dit : « — J'ai bien le droit d'enterrer mon mari ! [1] »

Le lendemain, de nouveaux ordres de Gneisenau en vertu desquels York devait prendre ses quartiers dans les environs de Corbény, qui étaient la contrée la plus ravagée du pays, achevèrent d'irriter le vieux général. Il donna ses instructions à ses lieutenants pour la marche et les cantonnements ; cela fait, sans prévenir personne sauf son aide de camp, le comte de Brandeburg, il partit en voiture pour Bruxelles. Ce départ causa une grande émotion au quartier général et dans toute l'armée. Les officiers de Blücher voulaient qu'on déférât York à un conseil de guerre, mais ils n'osaient proposer une pareille mesure au feld-maréchal. On lui suggéra d'abord l'idée d'une lettre où, feignant de croire à une indisposition subite du général York, il lui exprimerait le vœu d'un prochain rétablissement et d'un prompt retour. Les amis d'York savaient que cette lettre ne ferait point fléchir sa résolution. Il persuadèrent à Blücher d'écrire à York en ne prenant conseil que de son propre cœur. Atteint d'une sorte d'ophtalmie, le maréchal y voyait à peine ; il traça en grosses lettres ces trois lignes : « Mon vieux camarade, l'histoire ne saurait raconter une chose pareille sur nous deux. Ainsi soyez raisonnable et revenez [2]. » De son côté, le prince Guillaume de Prusse envoya à York une lettre non moins honorable pour soi-même que pour le général

1. Müffling, 144, 146. Droysen III, 355, 362. Bogdanowitsch, I, 352, 354.

2. Droysen, III, 356. Cf. Müffling, 146, et Bogdanowitsch, I, 355.

à qui elle était adressée : « Le départ de Votre Excellence nous met, nous tous qui avions le bonheur d'être sous vos ordres, dans la plus profonde affliction. Nous connaissons votre caractère généreux et nous espérons que vous ne nous abandonnerez pas. Jamais la Prusse n'a eu besoin plus que maintenant, pour restaurer sa vieille gloire, de généraux tels que celui qui a donné le signal d'abattre la domination étrangère. Comme votre concitoyen et votre lieutenant, comme petit-fils, fils et frère de vos rois, je vous supplie de revenir parmi nous[1]. »

Si la discorde régnait à l'armée de Bohême, s'il y avait bien des jalousies, bien des défiances et bien des différents entre les Russes et les Autrichiens, les mêmes dissentiments se retrouvaient à l'armée de Silésie entre Russes et Prussiens et même entre Prussiens et Prussiens. C'est pourquoi Langeron voyant Blücher malade, presque aveugle, sans forces et sans volonté, et craignant, comme le plus ancien des généraux, d'avoir à assumer la responsabilité du commandement en chef, s'écriait au sortir de la chambre du feld-maréchal : « — Pour Dieu ! quoi qu'il arrive, emportons ce cadavre avec nous ![2] »

1. Lettre citée par Droysen, III, 368. — A la suite de la lettre de Blücher et de celle du prince Guillaume, York vint reprendre son commandement.

2. Müffling, *Aus meinen Leben*, 148.

LIVRE QUATRIÈME

I

RETRAITE DES ARMÉES FRANÇAISES
LA RÉVOLUTION DE BORDEAUX
LES ESPRITS A PARIS — LA CINQUIÈME SÉANCE
DU CONGRÈS DE CHATILLON

Depuis le 27 février où Napoléon ayant repris toute sa confiance avait quitté Troyes pour exterminer l'armée de Blücher, pas un jour ne s'était achevé sans un malheur ou un mécompte. Cette pointe entre la Marne et l'Aisne qui promettait de si beaux résultats avait abouti à la retraite de la petite armée française, diminuée de plus d'un tiers par les maladies, les marches forcées, les sanglantes batailles de Craonne et de Laon. L'empereur disait : « La jeune garde fond comme la neige au soleil [1]. »

En Champagne, Macdonald repoussé de la ligne de l'Aube avait dû abandonner aussi la première boucle de la Seine. Après les combats des 27 et 28 février, à Bar-sur-Aube et à la Ferté-sur-Aube, le duc de Tarente comptait tenir à Troyes selon les ordres de l'empereur. Mais Oudinot avait déjà compromis la

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 461.

défense par des dispositions vicieuses. Il avait posté, en première ligne, le corps de Gérard au pont de la Guillotière et la division Rothembourg sur le plateau de Laubressel ; en seconde ligne, la cavalerie de Saint-Germain à Saint-Parre-aux-Tertres et la forte division Leval et la cavalerie de Kellermann à Pont-Saint-Hubert. Les divisions Amey et Pacthod étaient en réserve à Troyes[1]. Or, le front de l'armée ne présentant pas assez d'étendue permettait à l'ennemi d'occuper Bouranton et de tourner par là les positions de Rothembourg et de Gérard. C'est ce qui advint. De même qu'au combat de Bar-sur-Aube, Oudinot laissa ses réserves immobiles. Sa cavalerie qui n'avait que sept kilomètres à franchir pour se porter entre Bouranton et Laubressel ne bougea pas. Vigoureusement attaqués de front et menacés d'être débordés, Gérard et Rothembourg rétrogradèrent sur Troyes[2].

Quand Macdonald, souffrant d'un rhumatisme goutteux et pouvant avec peine monter à cheval, prit le commandement, dans la nuit du 3 au 4 mars, toutes les troupes battaient en retraite. Troyes que l'ennemi menaçait d'attaquer sur trois points à la fois, par la rive droite de la Barse et par les deux rives de la Seine, n'était plus guère tenable. Gérard néanmoins reçut l'ordre de s'y défendre toute la journée du 4, moins pour tenter de conserver cette position que pour protéger la retraite de l'armée. A huit heures, les Alliés se présentèrent devant Troyes. Gérard résista jusque dans l'après-midi. Pour éviter l'incendie des faubourgs, il demanda un armistice à la faveur duquel

1. Ordres d'Oudinot, Troyes. 2 mars; Rapport de Macdonald, Châtres, 4 mars. Arch. de la guerre.

2. Sébastiani à Berthier, Troyes, 3 mars, 6 heures du soir; Oudinot à Berthier, Troyes 4 mars (au matin). Arch. de la guerre. Cf. Plotho, III 249-251.

il évacua la ville qu'occupèrent aussitôt les Bavarois et les Wurtembergeois. Le lendemain 5 mars, presque toutes les troupes alliées se concentraient sous Troyes, et les trois corps de Macdonald se ralliaient autour de Nogent[1]. Le 6 mars, le duc de Tarente jugeant sa position, à cheval sur les deux rives de la Seine, inutile à conserver et dangereuse à défendre, évacua Nogent, en fit sauter le pont et établit ses troupes sur la rive droite. Le 7, le quartier général fut porté à Provins[2]. Ainsi, en une semaine, Oudinot et Macdonald avaient perdu 6000 hommes et cédé à l'ennemi vingt-cinq lieues de terrain.

Sur les frontières de la Suisse, Augereau n'avait pas été plus heureux; il avait été plus coupable. Si Macdonald, ou plutôt Oudinot, s'était mal gardé et s'il avait pris de mauvaises dispositions tactiques, du moins la tâche qui incombait aux ducs de Tarente et de Reggio, la défense de l'Aube et de la Seine contre des forces trois fois supérieures, était-elle singulièrement difficile. Augereau, au contraire, n'avait qu'à marcher droit devant lui et à culbuter avec 28000 hommes les 19000 Autrichiens qui lui étaient opposés en trois détachements[3]. Sa lenteur, sa mollesse, on peut dire sa désobéissance, firent seules échouer la grande opération stratégique à laquelle l'empereur l'avait destiné.

Les ordres de Napoléon et de Clarke étaient précis et formels. Le duc de Castiglione devait se porter devant Genève, reprendre cette ville, y laisser une

1. Grundler à Berthier, Châtres, 3 mars, et Macdonald à Napoléon, Châtres, 4 mars. Arch. de la guerre.

2. Rapport et ordres de Macdonald et d'Oudinot, Châtres, 4 mars, Nogent, 5 mars, et Mériot, 6 et 7 mars. Arch. de la guerre. Cf. Plotho, III, 253, 254: et Bernhardi, IV, 556-557.

3. Bubna : 6300 hommes à Bourg-en-Bresse; prince Aloys Lichteinstein; 12700 hommes occupés aux sièges de Besançon et d'Auxonne.

bonne garnison, puis marcher rapidement sur Vesoul (route de Bâle à Langres) de façon à couper la ligne d'opérations de l'armée de Bohême[1]. Augereau se retranchant derrière mille prétextes, valables en temps ordinaires mais inadmissibles dans les circonstances présentes, s'obstinait à rester à Lyon[2]. En vain les ordres lui étaient réitérés, expédiés par duplicata et triplicata. En vain le ministre lui écrivait : « L'empereur vous somme d'oublier vos cinquante-six ans et de ne vous souvenir que des beaux jours de Castiglione[3] ! » En vain Napoléon lui adressait cette lettre dont la brûlante éloquence eût réveillé les plus apathiques, enflammé les plus froids : « Mon cousin, quoi ! six heures après avoir reçu les premières troupes venant d'Espagne, vous n'étiez pas déjà en campagne ! six heures de repos leur suffisaient. J'ai remporté le combat de Nangis avec une brigade de dragons qui de Bayonne n'avait pas encore débridé... Je vous ordonne de partir douze heures après la réception de la présente lettre et de vous mettre en campagne. Si vous êtes toujours l'Augereau de Castiglione, gardez le commandement ; si vos soixante ans pèsent sur vous, quittez-le et remettez-le au plus ancien de vos officiers généraux. La patrie est menacée et en danger ; elle ne peut être sauvée que par l'audace et la bonne volonté et non par de vaines temporisations. Soyez le premier aux balles. Il n'est plus question d'agir comme dans les derniers temps. Il faut reprendre ses bottes et sa résolution de 93[4] ! »

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 086, 21 272, 21 343, 21 356, etc. Napoléon à Augereau, Troyes, 26 février (lettre non citée à la *Correspondance*). Arch. nat., AF. IV, 906. Clarke à Augereau, 13 janvier, 13, 18, 22 février, etc. Arch. de la guerre.

2. Augereau à Clarke, Lyon, 16 février. Arch. de la guerre.

3. Clarke à Augereau, 18 février. Arch. de la guerre.

4. *Correspondance de Napoléon*, 21 343.

Le 28 février seulement, Augereau se décida à quitter Lyon pour se porter sur Genève où les généraux Dessaix et Marchand avaient replié les Autrichiens de Bubna. Le 3 mars, l'armée se trouvait échelonnée entre Lons-le-Saulnier et Morey, à une journée de marche de Genève, lorsque le duc de Castiglione, agissant comme s'il était déjà maître de cette ville, arrêta son mouvement et se mit en marche pour Vesoul[1]. Mais Augereau avait perdu quinze jours à Lyon. La nouvelle armée du prince de Hesse-Hombourg arrivait à grandes journées pour lui barrer la route[2]. Le 4 mars, les Français furent attaqués à Poligny par le général Wimfenn. Où Augereau, une semaine plus tôt, n'eût trouvé devant lui que trois divisions séparées les unes des autres, il se heurtait contre une armée entière. Si le duc de l'Empire avait repris « ces bottes de 93 » dont parlait Napoléon, il aurait pu refouler au delà du Doubs les Autrichiens dont les colonnes n'étaient pas encore toutes à hauteur; mais la chaussure des géants n'allait plus à son pied. Le maréchal fut effrayé pour Lyon que semblait

1. Comte de Saint-Vallier à Clarke, 8 mars. Rapport d'Augereau à Clarke, 9 mars. Arch. de la guerre.

2. Cette armée avait été formée le 25 février, en vertu d'une décision du conseil de guerre de Troyes, pour arrêter la marche du duc de Castiglione. Elle se composait du 1er corps autrichien (Bianchi), 15 700 hommes; du 6e corps d'Allemagne, 13 250 hommes, et d'une division des réserves autrichiennes, 6 000 hommes, total : 34 950 hommes. Le prince de Hesse-Hombourg devait en outre réunir sous son commandement la division légère de Bubna : 6 300 hommes, et le 2e corps autrichien (prince Aloys Lichtenstein) : 12 700 hommes; ce qui donnerait à l'Armée du Sud un effectif de 53 950 hommes : soit 46 000 hommes, défalcation faite des pertes. Cf. le protocole de la séance du conseil de guerre du 25 février; Plotho, III, 231. Bernhardi, IV, 529 et le tableau de la composition de la grande armée alliée en 1814, Arch. topographiques de Saint-Pétersbourg, 22 854. — Schels, qui majore toujours les effectifs, porte l'Armée du Sud à 76 000 hommes (I, 198). Nous donnerons, entre autres, un exemple de la façon dont procède cet historien dans ses dénombrements. Il porte la division Bubna, qui en effet fut renforcée de 9 bataillons du 2e corps autrichien, à 12 700 hommes au lieu de 6 300 hommes, mais il omet de défalquer ces 9 bataillons de l'effectif total du 2e corps. Ainsi, il compte deux fois les mêmes troupes.

menacer la droite de l'Armée du Sud et qu'il avait négligé de mettre en état de défense, n'y élevant aucun ouvrage et oubliant même d'y faire amener les quatre-vingts canons, destinés à l'armement de cette place, qui étaient parqués à Avignon. A l'exception des divisions Marchand et Dessaix qui restèrent devant Genève, assez fortes pour y contenir l'ennemi mais trop faibles pour l'en déloger, Augereau ramena toutes ses troupes sous Lyon où il arriva le 9 mars, de sa personne[1]. Ainsi par les temporisations, la négligence, le manque d'énergie du duc de Castiglione, tout échouait. La diversion conçue et ordonnée par Napoléon, magnifique manœuvre qui eût donné tant de jalousies à l'ennemi et apporté un si grand secours à l'armée impériale, était manquée irrémédiablement[2]. Supposé que le duc de Castiglione réussît à défendre Lyon, il y resterait désormais immobilisé.

Des frontières du nord et des frontières des Pyrénées, les nouvelles n'étaient pas meilleures. Toujours combattant, le général Maison s'était replié de Tournay sur Courtray, puis de Courtray sur Lille[1]. Le maréchal Suchet continuait à attendre en Catalogne la ratification du traité de Valençay, prisonnier de fait au pied des monts et ne pouvant prendre part aux grandes opérations de la campagne. Le maréchal Soult perdait du terrain. Jusqu'à la mi-février, son armée concentrée derrière l'Adour, la Bidouse et les gaves, et appuyée sur le camp retranché de Bayonne, avait imposé aux Anglo-Espagnols de lord Wellington. Malheureusement, le 22 février, Soult crut

1. Rapport d'Augereau à Clarke, Lyon, 9 mars; Saint-Vallier à Napoléon-Chambéry, 8 mars et 10 mars. Rapport de Dessaix. Carrouge, 9 mars. Arch. de la guerre. Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 114, et la curieuse dénonciation contre Augereau, Lyon, 16 mars. Arch. de la guerre.

2. « Augereau, dit Fain p. 179), a manqué l'occasion de sauver la France. « C'est beaucoup dire, mais Augereau fut du moins très coupable de n'y pas essayer.

devoir abandonner cette belle position, clef des basses Pyrénées. Il se laissait prendre aux habiles manœuvres de Wellington qui avait pour objectif d'amener l'armée française à combattre séparée de son point d'appui. Le 27 février une bataille s'engagea à Orthez. Après une défense opiniâtre, les Français ayant perdu 2500 hommes et en ayant tué à peu près un même nombre à l'ennemi, se mirent en retraite dans la direction de Mont-de-Marsan. Deux jours plus tard, Soult arrêta sa marche et se porta sur Tarbes[2]. C'était découvrir Bordeaux, mais le duc de Dalmatie estimait que les Anglais n'oseraient pas s'engager dans les Landes, le sachant sur leurs derrières. Ses calculs étaient justes, puisque, en effet, Wellington le suivit vers Tarbes et Toulouse avec le gros de ses troupes. Mais le maréchal Soult comptait sans la trahison.

Les Bourbons avaient toujours eu à Bordeaux des partisans nombreux et actifs. Dès 1796, les royalistes fondèrent une société secrète sous le nom d'Institut philanthropique. En 1799, ils prirent les armes et furent dispersés par la troupe ; en 1806, ils tentèrent de délivrer Ferdinand VII ; en 1807, la police impériale arrêta l'exécution d'un autre complot[3]. De Londres et de Harthwell, on correspondait avec Bordeaux sous la raison sociale : « Henri et Cie. » Dans ces lettres, indigo signifiait : Bourbon, et cargaison de coton : troupes de débarquement[4]. Les désastres des campagnes de Russie et de Saxe affer-

1. Maison à Clarke, 6 mars, 10 mars et 14 mars. Arch. de la guerre. Cf. Plotho, III, 468-471.

2. Ordres, lettres et rapports de Soult, d'Erlon, Reille, Clausel, etc. février, et mars. Arch. de la guerre (Armées d'Espagne).

3. Rollac, *Exposé fidèle des faits qui ont précédé et amené la journée du 12 mars*, 24-26, 48-55 ; *le Royalisme prouvé par les faits*, 24-27. Mailhoz, *Mémoires sur plusieurs faits qui ont précédé et suivi la journée du 12 mars*, 9-10. *Mémoires de Mme de La Rochejacquelein*, 449-456.

4. Rollac, 70-77.

mirent les espérances et exaltèrent le zèle des royalistes bordelais. Dans l'automne de 1813, on acheva l'organisation de huit compagnies de garde royale à pied et à cheval, ayant colonel, lieutenant-colonel, majors, capitaines, lieutenants, cornettes, porte-étendards, et, chose extraordinaire, ayant même autant de soldats que d'officiers [1]. Aux premiers jours de 1814, les royalistes firent une nouvelle recrue qui valait à elle seule ces huit compagnies de garde royale. C'était Lynch, — un grand coquin.

Nommé maire de Bordeaux, puis comte de l'empire, puis chevalier, puis officier de la Légion d'honneur (le 8 janvier 1814 !), Lynch, comme il le reconnaissait lui-même, « avait toujours été bien traité par Buonaparte [2] ». D'ailleurs, il ne s'était jamais lassé de manifester son dévouement à l'empereur dans ses discours et ses adresses. Si comme maire de Bordeaux, il n'allait pas jusqu'à dire à ses administrés, dans les termes mêmes du *Catéchisme* de 1807, que l'on « devait à l'empereur l'amour, les impôts et le service militaire sous peine de damnation éternelle, » du moins il ne manquait aucune occasion pour leur rappeler « la gloire et les bienfaits de Napoléon le Grand ». Vers la fin de 1813, il se ravisa. L'empire était menacé : c'était le moment d'abandonner l'empereur. Toutefois Lynch n'eut garde d'affecter moins de zèle. « J'avais besoin, avoue-t-il, de conserver la considération du gouvernement. » On verra pourquoi. A Paris, où il était venu en novembre 1813 afin de donner de nouveaux gages de fidélité, il ter-

1. Dossier Giboulon. Arch. nat., F. 7, 6 598. Cf. Rapport de Roger, colonel de cette garde, cité par Rollac, 173, sqq.

2. (Lynch), *Correspondance relative aux événements de Bordeaux*, Bordeaux, 1814, in-8°, p. 14. — Dans cette brochure, devenue fort rare, Lynch a fait sa confession croyant faire son apologie.

minait en ces termes sa harangue à l'empereur : « Napoléon a tout fait pour les Français ; les Français feront tout pour lui. » Peu de temps après, il demandait aux Polignac de l'aboucher avec les chefs du parti royaliste dans le Médoc. A Bordeaux, où il était de retour le 20 janvier, il disait à la garde nationale assemblée, en lui remettant le drapeau : Si l'ennemi approche de Bordeaux, je serai le premier à donner l'exemple du dévouement. » Quelques jours avant, il avait dit à La Rochejacquelein : « C'est moi, maire de Bordeaux, qui aspire à l'honneur de proclamer le premier Louis XVIII[1]. »

La révolution monarchique était plus facile à désirer qu'à accomplir. Il y avait à Bordeaux un commissaire extraordinaire, un préfet, un général de division. Aucun d'eux ne paraissait disposé à se prêter aux desseins de Lynch et de ses complices. La petite garnison[2] eût balayé sans peine les compagnies de la garde royale, si cette « troupe sacrée », comme l'appelle Lynch, se fût avisée de sortir en armes. Quant à la population et à la garde nationale, les royalistes loin de pouvoir compter sur elles devaient compter avec elles. Bien que ruinés par le blocus continental, les Bordelais étaient en grande majorité restés attachés au régime de l'empire[3]. Pour proclamer Louis XVIII, il fallait l'aide des habits rouges de Wellington. Lynch le comprit. « Je désirais, raconte-t-il, que trois mille Anglais vinssent à

1. Lynch, 13, 15, 17. Mailhoz, 37. *Mémoires de Mme de La Rochejacquelein*, 465. Cf. *Moniteur*, 28 novembre 1813 et 6 mars 1814.

2. 350 fantassins, 100 chasseurs à cheval, 152 gendarmes, 180 douaniers, 200 gardes nationaux mobilisés, 1 125 gardes nationaux sédentaires. Cornudet à Clarke, Libourne, 5 mars. Arch. de la guerre.

3. Rapport anonyme (peut-être de Lynch), cité par Rollac, 203, sqq. Cf. t. XIII de la traduction de la *Guerre de la Péninsule*, du général anglais Napier, pp. 7 et 123-124.

Bordeaux. Ce nombre était nécessaire soit pour mettre en arrestation les agents du gouvernement, soit pour comprimer ceux qui auraient voulu s'opposer à nos projets[1]. »

La nouvelle de l'arrivée du duc d'Angoulême au quartier général de Wellington s'étant répandue chez les complices de Lynch, le marquis de La Rochejacquelein s'embarqua secrètement pour Saint-Jean-de-Luz. Il vit le prince, puis Wellington, et leur exposa les projets des royalistes de Bordeaux. Le maréchal refusa nettement d'y prêter la main. La route était libre, car déjà Soult avait marqué sa retraite derrière les gaves, et Wellington n'ignorait rien des avantages qui pouvaient résulter pour les Alliés des intrigues bourboniennes. Mais lorsque les souverains consentaient ou « semblaient consentir » encore à traiter avec Napoléon, il ne pouvait, disait-il, seconder ouvertement ceux qui conspiraient sa chute. Il se compromettrait et, au cas où l'on ferait la paix, il les compromettrait avec lui[2].

Le 6 mars, un nouvel émissaire, Bontemps du Barry, fut dépêché à Saint-Sever où le grand quartier général s'était porté après la bataille d'Orthez. Introduit auprès de Wellington, Bontemps l'informa que la garnison avait évacué Bordeaux avec toutes les autorités[3], et

1. Lynch, 18. Cf. *Journal de Bordeaux*, 14 mars 1814.

2. Rollac, 116-117. Napier, XIII, 7. La Rochejacquelein, 468-469. — La proclamation royaliste de Wellington, datée de Tolosa, est apocryphe.

3. Bordeaux avait été évacué le 4 et le 5 par les ordres du sénateur Cornudet, commissaire extraordinaire. (Cornudet à Clarke, Libourne, 5 mars. Arch. de la guerre.) Le général Lhuillier, dit Lynch, voulait résister à cet ordre, mais il fut effrayé du petit nombre de ses troupes.

On remarquera que si cependant ce général était resté dans Bordeaux, très vraisemblablement la révolution du 12 mars n'aurait pas eu lieu et que peut-être la ville n'aurait pas été prise. Wellington ne se décida à envoyer une colonne que sur l'avis formel du départ de la garnison, et Beresford, qui avait près de 15 000 hommes, ne s'avança le 12 mars contre Bordeaux qu'avec son avant-garde. En reconnaissant que Bordeaux était occupé, peut-être eût-il abandonné son expédition. Dans tous les cas, le complot royaliste risquait d'avorter.

qu'il suffirait de douze cents Anglais pour occuper la ville. Wellington balança encore. Il conservait les mêmes scrupules diplomatiques, et, bien qu'il s'exagérât le nombre des royalistes dans le midi, il doutait du succès. Enfin, après bien des hésitations, harcelé par La Rochejacquelein, pressé par Bontemps, le duc accéda à leur demande. Seulement, au lieu d'affecter douze cents hommes à cette expédition qu'il jugeait aventureuse et qu'il entreprenait presque malgré lui, il donna l'ordre au maréchal Beresford de marcher sur Bordeaux avec trois divisions, du canon et une brigade de cavalerie[1]. Les premiers refus de Wellington, ses nouvelles hésitations, ses doutes sur la réussite de l'opération confirment les paroles d'un des chefs du complot, Taffard de Saint-Germain : « Sans nos démarches et nos efforts, les Anglais ne fussent pas venus à Bordeaux de plus d'un mois[2]. »

Cependant Bontemps, puis La Rochejacquelein, retournent au triple galop à Bordeaux, porteurs de la bonne nouvelle : les Anglais arrivent! Le départ du préfet et du général a laissé Lynch maître de la cité. Il prépare tout, assigne à chacun son rôle. Afin d'intimider la population, les royalistes annoncent l'approche de toute une armée anglaise ; mais ils se gardent bien de dire que le duc d'Angoulême la suit à deux heures de marche. Les gardes nationaux reçoivent l'ordre de se rendre à leurs postes ordinaires sans cartouches dans les gibernes ; les gardes royaux ont au contraire pour instruction de sortir tous avec des armes cachés et de se munir de cocardes blanches qu'ils conserveront dans leur poche jusqu'à un signal convenu. A ce même signal, douze volontaires royaux

1. Rollac, 117. *Le Royalisme prouvé par les faits*, 43-44. La Rochejacquelein, 470-471. Napier, XIII, 120.

2. Lettre de Taffard de Saint-Germain à Rollac, citée par Rollac, 160.

cachés dans la tour Saint-Michel doivent arborer au sommet le drapeau fleurdelisé[1].

Le matin du 12 mars se présente un parlementaire anglais. Lynch l'informe qu'il va se rendre en personne au-devant du maréchal Beresford. Déjà les carrosses sont attelés, et les gardes royaux s'échelonnent par petits groupes sur la route de Bayonne. Rien encore n'a transpiré du complot dans la population, les royalistes sont en armes, les Anglais tiennent Bordeaux sous le canon, et cependant Lynch n'est pas sans crainte. Un homme suffit à tout faire échouer : le premier adjoint, bonapartiste déterminé, très aimé du populaire. A la vue du drapeau blanc, il peut assembler la garde nationale, requérir la police, les douaniers, soulever le peuple. Sans doute les Anglais n'en occuperont pas moins Bordeaux. Mais devant l'opposition d'un magistrat fidèle ayant l'appui de la population, le maréchal Beresford voudra-t-il consommer par la force une révolution monarchique ? et d'ailleurs, que deviendra ce « vœu unanime de Bordeaux », que l'on se propose de donner en exemple à la France ?

Lynch a une inspiration. Il emmène l'adjoint avec lui, prétextant les intérêts de la cité. Sans aucun soupçon, celui-ci monte à côté du maire ; le cortège part au grand trot, escorté de loin par les gardes royaux à cheval. C'est seulement quand on a passé les vedettes anglaises que Lynch se décide à prévenir son prisonnier sans le savoir : « — Vous pensez bien, lui dit-il brusquement, que je vais proclamer le roi. » L'adjoint reste d'abord « comme frappé d'un coup de foudre », puis, reprenant ses esprits, il s'indigne, crie à la trahison et somme Lynch de

1. Lynch, 12. Rapport de Roger, cité par Rollac, 178. *Le Royalisme prouvé par les faits*, 46.

faire arrêter la voiture, qui roule de plus belle. Les chevaux s'arrêtent enfin, à quelque distance de la jonction des routes de Bayonne et de Toulouse. L'adjoint saute à terre, mais il se trouve à cinquante mètres de l'état-major anglais, au milieu des gardes royaux qui se sont rapprochés ; il voit flotter le drapeau blanc sur la tour Saint-Michel. Lynch abandonne le malheureux, qui est désormais réduit à l'impuissance, et il s'avance vers le maréchal Beresford. « — Mylord, dit-il, c'est dans une ville amie où vous entrez, c'est dans une cité de notre roi légitime, allié du vôtre, que nous recevons Votre Excellence. Vive le roi ! » Et en même temps, il arrache son écharpe tricolore qui, en tombant dans la boue, découvre l'écharpe blanche. Les gardes royaux mettent leurs cocardes aux cris variés de : Vive le roi ! Vivent les Bourbons ! Vivent les Anglais[1] !

Anglais et royalistes entrent dans Bordeaux, devançant de deux heures à peine le duc d'Angoulême. Les femmes et les quelques milliers d'ennemis déclarés de l'empire que renferme la ville poussent des acclamations. On pique des cocardes de papier aux bonnets et aux chapeaux ; draps et serviettes pendent des balcons. Surprise par la soudaineté de cette révolution, intimidée par la présence des Anglais, la masse de la population reste d'abord muette et hésitante. Puis, bientôt, subissant l'entraînement de l'exemple, l'action du fait accompli, obéissant à ce besoin de crier qui est d'instinct dans les foules, les indifférents commencent à mêler leurs acclamations à celles des royalistes. Le duc d'Angoulême est quasi porté en triomphe à la cathédrale où retentit le *Te Deum*, à l'hôtel de ville où Lynch proclame solennellement

1. Lynch, 23-25. Cf. Rapport de Roger. Rollac. La Rochejacquelein, etc.

Louis XVIII, au Palais royal où le Prince se repose de cette longue ovation[1].

Dès le lendemain, cet enthousiasme de surprise était tombé. La plupart des employés de la municipalité, des douanes, des contributions, de la police, quittèrent leurs fonctions. Dans les rues, on annonçait en s'en félicitant l'arrivée prochaine d'un corps français qui chasserait Anglais et royalistes ; on criait : A bas la cocarde blanche ! Dans des réunions secrètes, on se concertait pour une contre-révolution. A l'hôtel de ville, Lynch, sans police, sans employés, sans argent, avec la garnison anglaise réduite des deux tiers par suite du départ de lord Beresford, tremblait à l'idée d'un mouvement révolutionnaire ou d'un assassinat du duc d'Angoulême[2]. Mais la royauté n'en avait pas moins été proclamée à Bordeaux, et cette journée du 12 mars devait produire un grand effet en France et au quartier général des souverains alliés. De loin, on jugeait sur les apparences. On voyait une restauration appelée et accomplie par toute une population dans un simple coup de main conçu et exécuté par un petit groupe de conspirateurs.

Les graves événements de Bordeaux ne furent connus à Paris que le 16 mars[3], mais on y avait depuis une quinzaine de jours d'autres sujets d'alarme. Jusqu'au 2 mars, l'espérance d'une victoire décisive remportée en Champagne ou d'une paix honorable signée à Châtillon soutint l'opinion. Paris gardait le calme et la confiance qu'il avait recouvrés par les

1. *Journal de Bordeaux* du 14 mars. Lynch, 26-27. Rapport de Roger. Rollac. La Rochejacquelein. Mailhoz.

2. Rapport de police, 14 mars. Arch. nat., F. 7, 4 289. Lynch, 30, 31, 36, 39. Napier, XIII, 123-124.

3. *Correspondance du roi Joseph*, X, 200. Cf. Fain, 183. — Dès le 11 mars, la retraite de Soult et l'agitation des royalistes à Bordeaux avaient fait pressentir cet événement dans Paris. Rapport de Pasquier, 11 mars. Arch. nat., AF. IV, 1534.

défaites de Blücher. Il semblait que le théâtre de la guerre fût déjà reculé jusqu'aux frontières. La vie reprenait son train ordinaire. La rente se maintenait entre 55 et 56 francs, le change des billets de banque était tombé de 100 à 20 pour 1 000 sur l'or et de 50 à 2 sur l'argent[1]. Le 3 mars et les jours suivants, la défaite de Bar-sur-Aube, la retraite de Macdonald et de Soult, la rupture des conférences de Lusigny, enfin et surtout le manque absolu de nouvelles des mouvements de l'empereur, dont on avait attendu de si grands résultats, firent renaître les inquiétudes[2]. La rente descendit au cours de 53, puis de 51 francs ; les alarmistes reprirent courage ; on parla de nouveau des chances de l'ennemi. Ce n'était pas la panique qui avait saisi Paris le lendemain de la Rothière, mais on était loin de l'enthousiasme qui l'avait transporté après Champaubert et Vauchamps. C'était une attente douloureuse où, selon l'expression du préfet de police Pasquier, on était partagé entre la crainte et l'espérance. « A toutes les heures, écrivait de son côté Talleyand dans une lettre confidentielle, il y a un motif de crainte ou un motif de tranquillité[3]. »

L'inquiétude qui régnait dans la population était tout autrement vive parmi les membres du gouvernement, mieux renseignés sur les progrès de l'ennemi et les faibles ressources de l'empereur. Dans Paris on croyait encore que le vainqueur d'Austerlitz et d'Iéna pouvait imposer la paix par une bataille

1. Rapports journaliers de Pasquier, du 11 février au 2 mars, et Rapports de police, aux mêmes dates. Arch. nat., AF. IV, 1 534 et F. 7, 3 737.

2. Rapports journaliers de Pasquier du 3 au 9 mars, et Rapports de police aux mêmes dates. Arch. nat., AF. IV, 1 534, et F. 7, 3 737. *Correspondance du roi Joseph*, X, 173, 183, 184, 188, 189.

3. Lettres inédites de Talleyrand à la duchesse de Courlande (2 mars), publiées dans la *Revue d'histoire diplomatique*, I, 242.

gagnée[1]; aux Tuileries on pensait que le vaincu de Leipzig devait acheter la paix au prix de toutes les humiliations. Le roi Joseph n'en était plus à écrire à l'empereur, comme le 21 février : « Tout le monde désire la paix avec les limites naturelles. Personne aujourd'hui ne voudrait des anciennes limites[2]. » Il multipliait les prières, les conseils, les adjurations, pressant Napoléon d'abandonner les frontières naturelles. « Bonne ou mauvaise, disait-il, il faut la paix; dans l'état actuel ce sera toujours un bienfait. » « La paix, disait-il encore, n'aura rien de déshonorant pour la France puisqu'elle n'aura rien perdu de son ancien territoire. Quant à vous, Sire, vous deviendrez le père du peuple si, renonçant à un caractère factice, vous consentez enfin à faire succéder le grand roi à l'homme extraordinaire. » Et il écrivait un autre jour : «... Il n'y a plus d'autre remède que la paix, et la paix la plus prochaine... Si la paix est mauvaise, ce ne sera pas de votre faute puisqu'elle sera dictée par toutes les classes de la société[3]. »

Le 2 mars, l'empereur envoya l'ordre à son frère de réunir le conseil de régence pour lui communiquer les principales pièces relatives aux négociations[4]. Le conseil conclut à l'unanimité qu'il fallait accepter les propositions des Alliés. « Cette unanimité, remarque Mollien, signifiait que cette acceptation était la seule chance de conserver le pouvoir[5]. » Le procès-verbal de la séance, rédigé par le duc de

1. Rapports de Pasquier, 4 et 5 mars. Arch. nat., AF. IV, 1 534. — Quoique l'ardent désir de la paix dominât tous les esprits, que ce cri sortît de toutes les bouches, l'opinion, toujours confiante dans le génie de Napoléon, ne désespérait pas du succès par les armes. « La confiance dans le génie de l'empereur est sans bornes, » disait Pasquier.

2. *Correspondance du roi Joseph*, X, 151.

3. *Correspondance du roi Joseph*, X, 180, 189, 195.

4. *Correspondance de Napoléon*, 21 408.

5. Mollien, *Mémoires*, IV, 127.

Cadore, fut transmis à l'empereur. Joseph lui écrivit de son côté : « Sire, tous les membres du conseil ont paru mus par les mêmes sentiments. On a trouvé les propositions de l'ennemi fort injustes, et on a montré une absolue confiance dans ce que Votre Majesté ordonnerait à son plénipotentiaire pour que la France pût jouir sur-le-champ des immenses sacrifices que l'on exige d'elle, et que l'on sait bien que Votre Majesté ne fera qu'à la dernière extrémité. Mais on s'est assez généralement réuni à penser que la nécessité de voir la France réduite au territoire qu'elle avait en 1792 devait être acceptée plutôt que d'exposer la capitale. On regarde l'occupation de la capitale comme la fin de l'ordre actuel et le commencement de grands malheurs... La paix prochaine, quelle qu'elle soit, est indispensable... Vous resterez à la France, la France vous restera la même que quand elle a étonné l'Europe. Et vous qui l'avez sauvée une fois, vous la sauverez une seconde en signant la paix aujourd'hui et en vous sauvant avec elle... Que Votre Majesté ait remporté aujourd'hui une victoire ou non, il faut également qu'elle pense à la paix, voici le résultat de ce que tout le monde pense et dit ici[1]. » Napoléon répondit à son frère par le bulletin de la victoire de Craonne et par l'envoi d'instructions relatives aux affaires militaires[2]. De la paix, il n'était pas question. Au reste, la lettre de l'empereur où il avait ordonné de convoquer le conseil de régence portait ces mots : « Je ne demande pas un avis en forme, mais je suis bien aise de connaître les différentes sensations des individus[3]. » C'était assez dire qu'il ne tiendrait aucun compte de

1. *Correspondance du roi Joseph*, X, 179-183 (4 mars).

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 449 et 21 454 (6 mars et 8 mars).

3. *Correspondance de Napoléon*, 21 408.

l'avis exprimé, si ses ministres ne pensaient pas comme lui sur la question.

Quelques-uns d'entre eux n'en furent pas moins très irrités que leurs conseils fussent de si peu de poids auprès de Napoléon dans une pareille circonstance, quand était en cause le salut de l'État et conséquemment leur propre salut. Ils ne dissimulèrent pas leur mécontentement et en divulguèrent les motifs, accusant l'obstination, l'aveuglement de Napoléon. Joseph, sans doute, ne fut pas le dernier à parler, dans son entourage franco-espagnol, de la nécessité de la paix et de l'entêtement de l'empereur. L'opinion se forma chez les ministres, au sénat, au conseil d'État, parmi les familiers du Luxembourg, que cette paix indispensable était impossible avec Napoléon. Egarés par la peur, plusieurs membres du Sénat complotèrent d'interdire l'empereur comme convaincu de démence. Ils n'auraient rien risqué à s'ouvrir de ce dessein à Talleyrand ; ils eurent l'audace de s'en ouvrir à Joseph, lui disant que seul, avec l'impératrice, il pouvait obtenir la paix, et lui faisant espérer la lieutenance générale, de l'empire pendant la longue minorité de Napoléon II. Faible et avantageux comme il était, l'ex-roi d'Espagne écouta, vraisemblablement sans déplaisir ces insinuations flatteuses et ces protestations de dévouement ; mais la loyauté et le bon sens reprirent vite leurs droits dans son esprit. S'il avait laissé parler les conspirateurs, il leur témoigna qu'il ne les laisserait pas agir[1]. Troublé cependant par la fermentation qui régnait dans les grands corps de l'État, Joseph conçut l'idée de la mettre à profit pour le

1. Meneval, II, 38-39. Rovigo, VI, 330-337. Il y a pourtant contre la loyauté de Joseph une grave insinuation de Pasquier, (II, 238) confirmée en partie par une lettre de Marie-Louise à Napoléon (citée dans le *Messager Russe*, 1896). Mais nous laissons à de plus curieux le soin d'éclaircir cette question très spéciale.

bien de l'empereur et de la France. De concert — peut-être devrait-on dire de complicité — avec Cambacérès, il s'avisa d'un projet d'Adresse à Napoléon en faveur de la paix, adresse que signeraient les membres du conseil de régence, les ministres, le sénat, le conseil d'Etat. On forcerait ainsi la volonté de l'empereur tout en sauvegardant son légitime orgueil et en dégageant sa responsabilité : le grand capitaine ne céderait pas au sort des armes ; le souverain déférerait au vœu de la nation. Mais Napoléon n'avait-il pas trop de rectitude dans l'esprit pour se payer d'un pareil sophisme, n'avait-il pas trop le sentiment de l'autorité pour admettre cette substitution de volonté ? Joseph connaissait son frère. Il comprit que cette adresse risquait d'être tout à fait mal reçue. Il hésita à la provoquer avant d'en avoir informé l'empereur, et il recula même à l'idée de le pressentir lui-même. Sur sa demande, appuyée par Cambacérès, le baron Meneval, secrétaire intime de l'empereur, laissé auprès de la régente « comme l'homme, dit Rovigo, dans lequel Napoléon avait le plus de confiance », se chargea de cette mission délicate. Il écrivit à l'empereur, ne lui cachant rien des circonstances, en fidèle serviteur qu'il était, mais les lui exposant avec d'infinis ménagements[1].

Comme le craignait Joseph, et comme n'en doutait point Meneval, l'empereur fut plus que surpris. Cette Adresse projetée était, en fait, de même nature que le trop fameux rapport de Laîné ; elle était pire peut-être. Napoléon qui n'avait pas souffert de remontrances de la part d'un corps électif quand l'ennemi était sur le Rhin, Napoléon pouvait encore moins admettre des sommations déguisées de la part de corps nommés par lui, alors que l'armée alliée était

1. Meneval, II, 39-40.

sur la Seine. Joseph croyait, par cette Adresse, sauver Napoléon; il l'eût complètement désarmé pour traiter comme pour combattre. Quelle force eût donnée à la coalition ce manifeste accusant l'empereur de vouloir seul continuer la guerre, dénonçant Napoléon comme ennemi public! L'empereur répondit à Meneval : «... La première Adresse qui me serait présentée pour me demander la paix, je la regarderais comme une rébellion[1]. »

Napoléon ne s'en tint pas là. Il écrivit coup sur coup une lettre au ministre de la guerre et une lettre au ministre de la police. « Je n'approuve pas, disait-il, à Clarke, qu'il y ait autour du roi Joseph aucun individu militaire ou civil. Ces gens-là ont un esprit particulier. Cela sent la faction. Mon intention est que la plupart des aides de camp qui ont été en Espagne soient employés à l'armée et qu'il en prenne d'autres[2]. » La lettre de l'empereur à Rovigo était sur un ton différent et en disait davantage : « Vous ne m'apprenez rien de ce qui se fait à Paris. Il y est question d'adresse, de régence, et de mille intrigues aussi plates qu'absurdes, et qui peuvent tout au plus être conçues par un imbécile comme Miot. Tous ces gens-là ne savent point que je tranche le nœud gordien à la manière d'Alexandre. Qu'ils sachent bien que je suis aujourd'hui le même homme que j'étais à Wagram et à Austerlitz; que je ne veux dans l'Etat aucune intrigue ; qu'il n'y a point d'autre autorité que la mienne, et qu'en cas d'événements pressés c'est la régente qui a exclusivement ma confiance. Le roi Joseph est faible, il se laisse aller à des intrigues qui pourraient être funestes à l'Etat,

1. Lettre de Napoléon à Meneval, Soissons, 12 mars, citée par Meneval, II, 39.

2. Napoléon au duc de Feltre, Reims, 14 mars. Arch. nat., AF. IV, 906. (Lettre non citée dans la *Correspondance*.)

et surtout à lui et à ses conseils, s'il ne rentre pas promptement dans le droit chemin. Je suis mécontent d'apprendre tout cela par un autre canal que par le vôtre. Ou vous êtes bien maladroit ou vous ne me servez plus. Sachez que si l'on avait fait faire une adresse contraire à l'autorité, j'aurais fait arrêter le roi, mes ministres et ceux qui l'auraient signée... Je ne veux point de tribun du peuple; qu'on n'oublie pas que c'est moi qui suis le grand tribun[1]. »

Si la situation avait empiré au point de vue militaire et politique, elle ne s'était pas moins aggravée au point de vue diplomatique. Le congrès de Châtillon en était à sa cinquième séance, et, un nouveau traité d'alliance signé à Chaumont, les négociations pour un armistice rompues à Lusigny, la grande armée austro-russe ayant repris l'offensive, moins que jamais le duc de Vicence pouvait espérer faire céder de leurs prétentions les plénipotentiaires alliés. Il continuait cependant à croire la paix possible, à la condition que la France fît tous les sacrifices, et il multipliait les lettres à l'empereur pour le presser respectueusement et désespérément de lui envoyer un contre-projet avec des stipulations acceptables. « La peur, écrivait-il, a uni tous les souverains... Il faut des sacrifices. Il faut les faire à temps. Il faut céder à l'Europe réunie. » « Plus je considère ce qui se passe, plus je suis convaincu que si nous ne remettons pas le contre-projet demandé et qu'il ne contienne pas des modifications aux bases de Francfort, tout est fini. On ne veut qu'un prétexte pour rompre[2]. » A entendre Fain, cette dernière dépêche

1. Napoléon à Rovigo, Reims, 14 mars. Arch. nat., AF. IV, 906. (Lettre non citée dans la *Correspondance*.)

2. Caulaincourt à Napoléon, Châtillon, 1er mars, 2 mars, 3 mars, 5 mars et 6 mars, Arch. des Affaires étrangères, fonds France, 668.

qui, datée du 6 mars, arriva à l'empereur à Braye, le soir de la bataille de Craonne, fit plus d'impression sur son esprit que l'avis du conseil de régence. Cela est possible, mais il n'y parut guère. L'empereur ne donna pas le contre-projet et se contenta de répondre au courrier du duc de Vicence, M. de Rumigny, « qu'il ne voulait pas ajouter à ses humiliations celle de les provoquer par un acte émané de lui-même ». « — S'il faut recevoir les étrivières, ajouta-t-il, ce n'est pas à moi de m'y prêter, et c'est bien le moins qu'on me fasse violence[1]. »

Ce n'était pas là une réponse. Après avoir promis un contre-projet à son plénipotentiaire, Napoléon ne voulait point le lui donner sous prétexte qu'il n'avait pas à provoquer sa propre humiliation. « Qu'on me fasse violence », disait-il. Mais Caulaincourt ne pouvait point faire violence à l'empereur, puisqu'il lui était formellement interdit de rien conclure sans en référer au quartier impérial. A cette étrange réponse verbale de Napoléon, Bassano ajouta une longue lettre qui l'expliquait sans la justifier. « Sa Majesté, écrivait-il, ne peut pas faire la paix à des conditions plus onéreuses que celles auxquelles les Alliés seraient véritablement disposés à consentir... Leur premier projet ne saurait être leur ultimatum... S'ils le déclaraient, la négociation serait nécessairement rompue, car l'empereur ne peut faire la paix à de telles conditions. Mais il n'est nullement probable que leur premier projet soit leur ultimatum... Il faut arriver à avoir un ultimatum positif...[2] » L'ultimatum des Alliés, qui l'ignorait? c'était la France dans ses frontières de 1789. L'empereur voyait trop clair et raisonnait trop juste pour

1. Fain, 167-168.

2. Bassano à Caulaincourt, 8 mars. Arch. des Affaires étrangères, 668.

se faire la moindre illusion sur ce point. Le seul doute qu'il pût avoir, c'était si les Coalisés consentiraient à faire la paix avec lui, même à ces conditions.

Les Alliés n'y étaient certes point disposés à leur entrée en France, mais les défaites successives de Blücher et de Schwarzenberg au milieu de février les avaient fortement ébranlés. On a nié l'importance de ces batailles au point de vue d'un succès final. Or le revirement soudain qui s'opéra chez les ministres de la coalition et la reprise des pourparlers le 17 février témoignent que les Alliés ne se croyaient point si assurés de la victoire. Au commencement de mars, leurs inquiétudes sinon leurs craintes persistaient. Peut-être eussent-ils alors consenti à accorder la paix? Lord Liverpool l'a déclaré en plein Parlement[1] et Metternich et le prince Esterhazzy l'ont maintes fois écrit et dit au duc de Vicence[2]. Tout cela ne prouve rien. Liverpool plaidait une cause politique, Metternich dupait Caulaincourt, Esterhazzy était dupe de son souverain. Mais ce qui prouve cependant quelque chose, c'est l'attente patiente des plénipotentiaires à Châtillon. S'ils avaient renoncé à toute idée conciliatrice, ils eussent rompu le congrès dès le 10 mars. Les temporisations de Caulaincourt suffisaient comme prétexte. Malheureusement, les Alliés étaient aussi injustes qu'ils étaient patients. Eux dont les prétentions avaient grandi à mesure de leurs victoires, ils déniaient le même droit à Napoléon. Tout ce que le grand soldat avait gagné aux glorieuses journées de février, c'était la possibilité d'une paix humiliante. L'empereur n'était point

1. Discours de lord Liverpool à la Chambre des Lords, séance du 22 mai 1815.

2. Caulaincourt à Napoléon, 3 mars, 18 mars, et Metternich à Caulaincourt, 8 mars, 18 mars. Arch. des Affaires étrangères, fonds France, 678.

pressé de profiter de cet avantage. Le 8 mars, il venait de gagner la bataille de Craonne et il s'abusait, comme on l'a vu, sur la retraite de Blücher. Contrairement à l'opinion du roi Joseph, il ne jugeait pas « la partie perdue ».

Rumigny repartit sans le contre-projet, et le 10 mars, le duc de Vicence dut se présenter au congrès n'ayant à faire aucune proposition nouvelle. Pour remplir la séance, il donna lecture d'un long Mémoire sur la question. Il y établissait que le projet des Alliés était contraire à la lettre et à l'esprit des bases de Francfort : à la lettre, puisque l'on prétendait enlever à la France des territoires qu'on était convenu de lui laisser; à l'esprit, puisque, après avoir invoqué l'équilibre européen, on voulait le détruire en plaçant la France dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres puissances. « L'Europe, disait Caulaincourt, ne ressemble plus à ce qu'elle était il y a vingt ans. » Et il rappelait que le dernier partage de la Pologne, la chute de la république de Venise, les traités de Tilsitt, de Vienne et d'Abo avaient donné à la Russie, à la Prusse et à l'Autriche l'équivalent des territoires que les conquêtes avaient donnés à la France et qu'on prétendait, néanmoins, lui arracher. Pour l'Angleterre, l'empire de l'Inde avait doublé sa richesse, partant sa puissance[1]. Caulaincourt alléguait les meilleures raisons du monde, mais il ne s'agissait pas de convaincre les Alliés, dont « le siège était fait ». La déclaration du duc de Vicence était un *memorandum* pour la postérité ; ce n'était pas « la réponse distincte et explicite » qu'avaient demandée les plénipotentiaires. Ils le

1. Protocole de la séance du 10 mars. — Cette déclaration avait été rédigée d'après les idées données par l'empereur dans une note de Jouarre, 2 mars. *Correspondance*, 21 417.

firent très aigrement entendre, disant qu'on se moquait d'eux, que l'empereur n'avait aucune raison, après un délai de dix jours, pour ne point faire réponse à leurs propositions[1]. Ils se disposaient à lever la séance lorsque Caulaincourt, craignant de voir rompre les négociations, déclara que l'empereur des Français était prêt à renoncer à tout protectorat sur les pays situés hors de France et à reconnaître l'indépendance de l'Espagne, de l'Italie, de la Suisse, de l'Allemagne, de la Hollande. A vrai dire, ce n'étaient point là des concessions, car bien que le duc de Vicence ne les eût point encore formulées, personne ne doutait parmi les plénipotentiaires qu'il ne fût tout disposé à les faire. Cependant, on était assez inquiet chez les Alliés. L'état-major était sans nouvelles de Blücher et, après avoir rejeté Macdonald au delà de la Seine, Schwarzenberg n'osait plus avancer[2]. Les plénipotentiaires, jugeant que ce n'était pas l'heure de brusquer les choses, reprirent leur calme et décidèrent qu'une autre séance aurait lieu le 13 mars. Mais Caulaincourt ne pouvait douter que ce ne fût la dernière[3].

1. Caulaincourt à Napoléon, Châtillon, 11 mars. Arch. des Affaires étrangères, onds France, 668.

2. Lettre de Schwarzenberg, 12 mars, citée par Thielen, *Feldzug der verbündeten Heere Europa's 1814*. 243.

3. Caulaincourt à Napoléon, Châtillon, 11 mars. Cf. Protocole de la séance du 10 mars. Arch. des Affaires étrangères, fonds France, 668.

II

LA VICTOIRE DE REIMS
INQUIÉTUDES DES ALLIÉS ET RALENTISSEMENT DE LEURS OPÉRATIONS

L'armée impériale en retraite sur Soissons, l'armée de Macdonald en retraite sur Provins, l'armée d'Augereau en retraite sur Lyon, l'armée de Soult en retraite sur Toulouse, les conspirateurs de Bordeaux à la veille de proclamer Louis XVIII, Paris dans les angoisses, la régence dans le trouble, les plénipotentiaires de Châtillon prêts à rompre les négociations, il fallait être Napoléon pour ne pas se sentir accablé. Mais l'empereur ne connaissait point ces vains retours vers les événements où l'esprit se consume en sombres et énervantes réflexions, et y eût-il été accessible, que ses multiples et pressants devoirs de général en chef l'en eussent sauvé. Il trouvait dans l'action le souverain remède au découragement. Le 11 mars à trois heures et demie de l'après-midi, l'empereur rentrait à cheval dans Soissons[1]; à quatre heures, il écrivait des ordres pour l'emplacement de troupes[2], et à cinq heures, il était sur les remparts, inspectant les travaux avec le jeune chef de bataillon Gérard, le nouveau gouverneur[3].

1. Manuscrit de Périn. Arch. de Soissons.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 462. Registre de Berthier (ordres de Soissons, 11 mars, 4, 5 et 6 heures du soir). Arch. de la guerre.

3. Manuscrit de Périn. Arch. de Soissons.

Le 6 mars, l'empereur pressentant l'évacuation prochaine de Soissons par les

La journée du 12 mars fut employée à une réorganisation de l'armée. Quelques renforts étaient arrivés : 2400 cavaliers des dépôts de Versailles, un millier de fantassins du 122e de ligne, des détachements d'artillerie, enfin le régiment de la Vistule à qui l'empereur venait de donner trente croix de la légion d'honneur pour sa vaillante conduite dans la défense de Soissons[1]. Les corps de jeune garde de Ney et de Victor furent dissous. Les quatre divisions qui les composaient : Boyer de Rebeval, Charpentier, Meunier et Curial, ainsi que la division Porret de Morvan du corps de Mortier, formèrent deux nouvelles divisions de jeune garde, la première commandée par Charpentier, la seconde par Curial. Toutes deux passèrent sous les ordres du duc de Trévise qui, conservant la division de vieille garde de Christiani, se trouva avec trois belles divisions d'infanterie. Le commandement de Ney fut réduit à la brigade Pierre Boyer, augmentée du régiment de la Vistule et d'un bataillon du 122e de ligne. Des cavaliers des dépôts, on forma une division d'une brigade de grosse cavalerie (général Mouriez) et d'une brigade de cavalerie légère (général Curély). Le général Berckheim fut mis à la tête de cette divi-

Russes avait écrit de Berry-au-Bac au ministre de la guerre pour que la garnison qui occupait cette ville au moment de la capitulation se tint prête à y rentrer au premier ordre. L'empereur ajoutait : « Envoyez-y pour commandant non *une ganache et un homme usé comme Moreau*, mais un jeune homme, chef de bataillon ou colonel, *qui ait sa fortune militaire à faire* » (*Correspondance*, 21 450). Cette fois Clarke eut la main heureuse. Le commandant Gérard allait défendre avec la plus rare énergie la place de Soissons, et n'en ouvrir les portes, sur les ordres du gouvernement français, que le 15 avril, neuf jours après l'abdication. Rapports de Gérard. Arch. de la guerre, et manuscrits de Périn et de Brayer. Arch. de Soissons.

Il est curieux de rappeler que le commandant Gérard fut bien secondé par le sous-préfet, un jeune auditeur nommé Harel, celui-là même qui, après avoir assisté, en payant de sa personne, aux assauts de Soissons, devait plus tard, comme directeur de la Porte-Saint-Martin, remporter les grandes victoires romantiques de la *Tour de Nesle* et de *Marie Tudor*.

1. *Moniteur* du 14 mars. Cf. **1814**, 143, 144, 157.

sion, appelée la division des escadrons réunis, qui forma avec les 2 000 dragons de Roussel le commandement du général Belliard. La vieille garde de Friant, la réserve d'artillerie et les trois divisions de la cavalerie de la garde : Colbert, Exelmans et Letort (ce dernier remplacait La Ferrière amputé à Craonne) restèrent comme auparavant sous les ordres immédiats de l'empereur [1].

En réorganisant son armée, Napoléon ne savait encore où il allait la conduire [2]. Il était manifestement fort indécis, lorsqu'il apprit un événement qui pour tout autre eût été un coup de foudre mais qui pour lui fut un trait de lumière. Reims, qu'une petite garnison sous les ordres du général Corbineau occupait depuis le 5 mars, venait d'être repris par le comte de Saint-Priest, lieutenant de Langeron.

Arrivé le 27 février à Saint-Dizier avec une partie du 8e corps russe, Saint-Priest y avait séjourné d'après les ordres de Blücher, afin de rassembler les autres troupes venant du Rhin et de maintenir les communications entre l'armée de Bohême et l'armée de Silésie. Ayant appris le 4 mars que Blücher était serré de près par Napoléon et que Reims était menacé, il

1. Registre de Berthier (ordres et lettres du 12 au 15 mars). *Correspondance de Napoléon*, 21 475, 21 476. Registre de Belliard (12-15 mars). Situations des 12 et 15 mars. Arch. de la guerre et Arch. nat., AF. IV. 1 670.

Sébastiani reçut le commandement des trois divisions de cavalerie de la garde en remplacement de Nansouty tombé malade. — La division des escadrons réunis n'était, le 12 mars que la brigade des escadrons réunis. Ce fut seulement le 15 mars que, de nouveaux renforts étant arrivés, on put former une division de 2 400 chevaux. Registre de Belliard (à Curély, 15 mars). Arch. de la guerre. Curély, *Mémoires*, 395.

2. D'après Fain (p. 174), Napoléon allait, dans la nuit du 12 au 13 mars, « se mettre en marche pour revenir sur la Seine par la route de Soissons à Château-Thierry ». Il n'y a pas trace d'ordres relatifs à ce mouvement ni dans la *Correspondance de Napoléon*, ni dans le registre de Berthier, ni dans la correspondance militaire des Archives de la guerre. Tout au contraire, Napoléon écrivait le 10 mars à Joseph : « ... Je vais me rapprocher de Soissons, mais jusqu'à ce que j'aie pu engager cette armée (l'armée de Blücher) dans une affaire qui la compromette de nouveau, il est difficile que je me porte ailleurs. » *Correspondance*, 21 460.

avait marché dans cette direction. Mais déjà la ville était au pouvoir des Français. Le général russe s'arrêta à Sillery, ajournant l'attaque de Reims jusqu'à l'arrivée des autres échelons du corps d'armée : la division Pantschulidsew et 5 000 hommes de landwehr prussienne commandés par le général Jagow. En attendant, quelques partis de Cosaques vinrent caracoler aux portes des faubourgs, et un parlementaire remit à la municipalité une sommation de rendre la ville sous menace d'incendie[1]. Bien qu'il n'eût avec lui que cent cavaliers, cinquante gendarmes et un millier de gardes nationaux placés dans les cadres de trois bataillons de la garde, Corbineau ne se laissa pas intimider. Les Russes se tinrent tranquilles jusqu'au 11 mars. Jagow et Pantschulidsew ayant alors rejoint Saint-Priest, celui-ci exécuta dans la matinée du lendemain un coup de main sur Reims. La petite garnison, surprise et assaillie sur trois points à la fois et d'ailleurs manquant de cartouches, céda les portes de la ville. Les gardes nationaux se refugièrent chez eux. Les cavaliers et les cadres, se frayant passage à l'arme blanche, gagnèrent Châlon-sur-Vesles où les Cosaques qui les poursuivaient furent sabrés par les gardes d'honneur du général Defrance[2].

L'occupation de Reims par les Russes rétablissait les communications entre l'armée de Bohème et l'armée de Silésie. C'était en cela un grave événement, Mais Napoléon, comme Bossuet l'a dit de Condé,

1. Lettres de Saint-Priest à Wolkonsky et au czar, 2 mars et 7 mars, citées par Bogdanowitsch, I, 358-360, 512-513. Sommation signée : Saint-Priest, 7 mars, 11 heures du matin. Arch. nat., AF. IV, 1670.

2. Cf. Corbineau à Napoléon, Reims, 15 mars. Arch. nat., AF. IV, 1670. Rapport du major des voltigeurs de la garde, Châlons-sur-Vesles, 12 mars; Rapport de Defrance, Châlons-sur-Vesles, 12 mars. Arch. de la guerre. Lettre de SaintPriest au czar, Reims, 12 mars, citée par Bogdanowitsch, I, 360.

« savait profiter des infidélités de la Fortune ». A peine eut-il reçu cette nouvelle qu'il donna ses ordres. Le 12 mars, dès six heures du soir, Berthier écrivit à Marmont, qui après la surprise d'Athies s'était replié à Berry-au-Bac, puis à Roucy, puis à Fismes[1], lui enjoignant de partir le lendemain au petit jour pour se porter sur Reims. « Vous formerez l'avant-garde, ajoutait Berthier ; l'empereur vous suivra avec une partie de ses troupes. » Le petit corps de Ney, la division Friant, la cavalerie de la garde et la réserve d'artillerie, qui pour gagner Reims avaient à faire plus de quinze lieues, commencèrent leur mouvement dans la soirée et dans la nuit. L'empereur quitta Soissons de sa personne le 13 mars au lever du jour[2].

Le général de Saint-Priest, à qui les dépêches de Blücher, quelque peu exagérées, avaient annoncé « la défaite totale des Français à Laon où l'empereur avait sacrifié les restes de son armée[3] », était sans aucune inquiétude. Voulant donner deux ou trois jours de repos à ses troupes, il les avait commodément mais imprudemment cantonnés de Beaumont à Rosnay, sur une longueur de vingt-six kilomètres[4]. Mais qu'avait-il à redouter? Blücher n'affirmait-il pas que l'armée française était « en pleine dissolution » ?

Le 13 mars, dans la matinée, la cavalerie de Bordesoulle qui, réunie aux gardes d'honneur du général Defrance, formait l'avant-garde de Marmont, rencon-

1. Clarke à Marmont, 10 mars, et Marmont à Clarke, 11 mars et 12 mars. Arch. de la guerre. — Le 11, Marmont avait commis la faute grave d'abandonner Berry-au-Bac malgré l'ordre formel du ministre de la guerre et contrairement aux intentions de Napoléon.

2. Registre de Berthier (à Marmont, Ney, Drouot, Sébastiani ; Soissons, 12 mars, 6 et 8 heures du soir.) Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 475, 21 477.

3. Proclamation de Blücher, Laon, 11 mars. Arch. de Laon.

4. Plotho, III, 352. Bogdanowitsch, I, 362, 364.

tra à un quart de lieue de Rosnay une patrouille de cavaliers ennemis ; ceux-ci tournèrent bride sans tirer un coup de carabine. Les lanciers français, les poursuivant, entrèrent au grand trot dans Rosnay où deux bataillons de landwehr prenaient tranquillement leur repas. Nombre de Prussiens furent sabrés avant de pouvoir saisir leurs armes ; les autres formés en carrés, gagnèrent Orme, où ils se retranchèrent derrière les murailles du cimetière. Dans cette position, ils défiaient les charges des cavaliers, mais ayant bientôt vu déboucher l'infanterie de Ricard, ils se rendirent à discrétion. La résistance ne fut pas plus sérieuse, dans les autres villages, à Gueux où le général Jagow s'échappa sur un cheval non sellé, à Tillois où des fantassins, surpris au lit, combattirent nu-pieds et en chemise, raconte Bogdanowitsch. Les têtes de colonnes françaises purent ainsi s'avancer presque sans coup férir jusqu'à trois kilomètres de Reims. Là, Marmont fit faire halte, conformément aux instructions de l'empereur[1].

Les fuyards annoncent à Saint-Priest l'approche de l'armée française. Il reste incrédule. C'est une fausse alerte, un hurrah de partisans. Sa sécurité est complète, et il ne donne aucun ordre pour une concentration. Entre une heure et deux heures de l'après-midi, le général daigne sortir de Reims, et distinguant des canons sur le front des Français, il se décide à faire prendre position à ses troupes en avant de la ville. Immobilisé par l'attente de l'empereur, Marmont laissa les Russes et les Prussiens couronner les hauteurs de Sainte-Geneviève et s'y former sur deux

1. Sébastiani à Berthier, Gaucherie, 13 mars, 1 heure et quart. Arch. de la guerre. Marmont, *Mémoires*, VI, 216. Ségur, *Mémoires*, VII, 13, 14. Bogdanowitsch, I, 364. Registre de Berthier (à Marmont, Soissons, 12 mars, 8 heures du soir). Arch. de la guerre.

lignes, la droite appuyée à la Vesle et à Tinqueux, la gauche s'étendant vers la Basse-Muire, la cavalerie couvrant les deux ailes. Si le comte de Saint-Priest eût cru à une attaque de Napoléon, il se fût dérobé, car il avait tout le temps pour se replier sur Berry-au-Bac ou sur Châlons ; mais abusé par l'inaction de Marmont, il s'imagina que le maréchal ne comptait que quelques milliers d'hommes. Lui en avait quinze mille. Ou l'ordre qu'il adoptait imposerait à cette poignée de Français, ou ils se commettraient à une action et ils y seraient écrasés. Un des lieutenants de Saint-Priest, moins aveuglé que son général en chef, lui ayant demandé par où l'on se replierait au cas où l'on aurait affaire à Napoléon, il répondit avec un à propos tout français : « — Eh ! Monsieur, pourquoi songer à nous retirer puisque nous pourrons nous faire tuer[1] ! »

L'empereur arriva sur le terrain vers quatre heures. Il comptait tourner la position ; mais voyant que la droite de l'ennemi s'appuyait à la Vesle, dont les ponts étaient coupés, et que sa gauche s'étendait fort au loin, il se décida à une attaque de front. Les masses russes et prussiennnes ébranlées par une violente canonnade, l'infanterie de Marmont s'avança en deux colonnes des deux côtés de la chaussée. Les lanciers et les cuirassiers de Merlin et de Bordesoulle, les chevau-légers et les gardes d'honneur de Colbert et de Defrance marchaient sur les ailes. Ney, Friant et Exelmans demeurèrent en réserve[2]. Au nombre des assaillants, et plus encore à la vigueur de l'attaque, le comte de Saint-Priest jugea que Napoléon était présent. Il commençait à donner des ordres pour la retraite, lorsqu'il fut atteint mor-

1. Bogdanowitsch, *Geschichte des Feldzugs 1814*, I, 365-366.

2. Marmont, *Mémoires*, VI, 217 Ségur, *Mémoires*, VII, 16 *Moniteur*, 16, mars.

tellement par un éclat de grenade qui lui brisa l'épaule. Restés sans chef[1] et serrés de près, Russes et Prussiens lâchent pied en désordre et se replient sur le faubourg de Vesles. Le 3° régiment de gardes d'honneur, le général Philippe de Ségur à sa tête, les y pousse et les y devance. Les gardes enlèvent une batterie, passent sur le ventre à un carré et refoulent huit cents cavaliers, précipitant les uns dans les fossés de Reims, écrasant les autres contre la porte de ville. Eux-mêmes sont arrêtés par l'obstacle. Ils ne peuvent ni avancer ni reculer, pris entre le feu des tirailleurs postés sur les remparts et celui des masses russes qui battent en retraite, et qu'ils ont coupées et dépassées dans cette charge magnifique et folle. Le général de Ségur se voit avec soixante hommes, — car il a été suivi par un seul escadron[2] que les balles ont réduit de moitié, — au milieu de trois mille ennemis. Les gardes d'honneur se défendent désespérément. Atteint d'une balle à bout portant et de deux coups de baïonnette, Ségur parvient à se réfugier dans une masure en ruines; il évite ainsi de rendre aux Russes son épée ensanglantée[3].

La nuit était venue. L'infanterie de Marmont

1. D'après Bogdanowitsch (I, 317), le général Pantschulidsew, le plus ancien en grade, s'était blessé le matin, et le général Emmanuel était allé lui-même au fort du combat le chercher dans Reims. Singulière façon d'agir, assurément! Ainsi Jagow restait seul à la gauche, ne recevant plus d'ordres et hésitant à en donner. — Selon les rapports russes, Saint-Priest mourut à Laon où il avait été transporté.

2. Les autres escadrons du 3° régiment n'avaient pu percer à la suite du premier les masses russes qui s'étaient aussitôt reformées. Ségur accuse Bordesoulle d'être resté immobile au lieu d'appuyer avec ses 1 800 sabres la charge des gardes d'honneur.

3. Ségur, *Mémoires*, VII, 18-27. Cf. Marmont, *Mémoires*, VI, 215. *Moniteur* du 16 mars. — D'après Marmont, le général de Ségur aurait été fait prisonnier et échangé le lendemain. Bien que Ségur, toujours éloquent, ne soit pas toujours exact, son témoignage doit primer dans cette circonstance celui du duc de Raguse, d'autant que le brave général donne des détails sur le bivouac de l'empereur dans la nuit, détails confirmés par Coignet, et que naturellement Ségur n'aurait pu voir s'il eût été prisonnier.

enleva le faubourg, mais ni la sape ni le canon ne purent avoir raison de la maudite porte, une grille appuyée à un épaulement et couverte par un tambour de terre. On se battit là jusque passé onze heures. Pendant ces assauts que soutenaient cinq régiments russes, le reste des troupes ennemies évacua la ville par les routes de Neufchâtel et de Berry-au-Bac, où elles eurent à repousser les charges de la cavalerie française [1]. Enfiévré par l'impatience, l'empereur se promenait autour d'un feu de bivouac à quelques pas du faubourg. Il avait voulu prendre au filet dans Reims toutes les troupes de Saint-Priest, et il comprenait que la plupart s'échappaient [2]. Vers minuit, on pénétra enfin dans la ville où le combat continua jusqu'à deux heures du matin. L'empereur entra après les premières troupes d'infanterie, au milieu des cuirassiers de Bordesoulle, qui passaient au grand trot pour sabrer les Russes en retraite dans les rues. Soudain, dominant les détonations de la fusillade et le bruit des chevaux sur les pavés, éclatent mille cris de : Vive l'empereur ! Toutes les fenêtres s'éclairent. Ce sont les habitants de Reims qui illuminent pour la victoire de Napoléon pendant qu'elle s'achève « Ce n'étaient que lumières, dit le capitaine Coignet; on aurait pu ramasser une aiguille. » La foule s'amasse autour de l'empereur et le conduit en triomphe à l'hôtel de ville, où parmi les notables il reconnaît le général Corbineau, resté déguisé dans la ville après l'entrée des Russes [3].

Le lendemain matin, l'empereur fit appeler Marmont qu'il n'avait point revu depuis le désastre

1. Marmont. *Mémoires*, VI, 218. Rapports du général Pantschulidsew à Wolkonsky, 15 mars, cités par Bogdanowitsch, I, 366, 368. Plotho, III, 335.

2. Ségur, *Mémoires*, VII, 28-29. Coignet, *Cahiers*, 376-377.

3. Coignet, 378, Koch, I, 441, Fain, 175-176, Bogdanowitsch, I, 368.

d'Athies. Dans son rapport, le maréchal avait tenté de se disculper; mais les faits étaient là qui le condamnaient. Dès que Napoléon l'aperçut, il s'emporta en reproches qui, dit Fain, « n'entrèrent peut-être que trop avant dans le cœur du maréchal ». Bientôt les sentiments que l'empereur avait toujours portés à son ancien aide de camp reprirent le dessus, et il lui parla « comme un maître dans l'art de la guerre qui relève les fautes d'un de ses élèves de prédilection ». Il finit par le retenir à sa table[1]. Au reste, la conduite de Marmont dans le combat de Reims, où ses troupes seules et la cavalerie de Colbert et de Defrance avaient étaient engagées, méritait qu'on oubliât, pour ce jour-là du moins, sa coupable négligence à Athies. C'était une victoire complète; 4 000 fantassins et 4 000 cavaliers avaient culbuté 15 000 ennemis et leur avaient pris une ville, enlevé douze canons, fait plus de 3 000 prisonniers, tué ou blessé plus de 3 000 hommes. Les Français n'avaient perdu que 700 combattants[2].

1. Fain, 176. Cf. Marmont, *Mémoires*, VI, 218. — Marmont ne parle naturellement par des reproches de Napoléon. Il dit seulement qu'il vit l'empereur le 14 dans la matinée et qu'ils causèrent de dispositions générales pour la suite de la campagne. D'après une tradition, Marmont se serait jeté aux genoux de l'empereur. Le récit de Fain est le plus vraisemblable

2. Cf. Rapport de Lallemend à Berthier, Reims, 14 mars. Arch. de la guerre. Registre de Larrey. Bogdanowitsch, I. 369. Schels, XII, 2e partie, 149. Plotho, III, 356; *Correspondance de Napoléon*, 21 478, *Moniteur* du 16 mars. — D'après le *Moniteur*, on aurait pris 22 canons et fait 5 000 prisonniers en ne perdant pas 100 hommes. Les auteurs russes et allemands avouent plus de 2 300 tués ou blessés, et quatre bataillons entièrement prisonniers dès le début de l'action, sans compter les prisonniers faits pendant la bataille et la retraite.

L'empereur affecta d'être particulièrement frappé de la mort du transfuge Saint-Priest, tombé, comme Moreau à Dresde, sous un boulet français. « Le général Saint-Priest, écrivit-il le 14 mars au roi Joseph, a été blessé mortellement; on l'a amputé d'une cuisse. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que Saint Priest a été blessé par le même pointeur qui a tué le général Moreau. C'est le cas de dire : O Providence! ô Providence! » Le *Moniteur* du 16 mars mentionna ce fait prétendu providentiel. Seulement le comité institué pour la surveillance et la rédaction des journaux jugeant sans doute que « le même pointeur » était trop dire, fit mettre : « la même batterie ».

La prise de Reims qui était de la plus haute importance stratégique, puisqu'en occupant cette ville l'empereur s'établissait sur la ligne de communication des deux armées ennemies, eut un très grand effet moral. Non seulement la victoire du 13 mars raffermit les courages et fit renaître les espérances parmi les troupes françaises, mais les Coalisés en furent déconcertés et terrifiés. Cette armée de Napoléon, que Blücher disait avoir anéantie, venait avec la rapidité de la foudre écraser le corps de Saint-Priest et menacer de ses coups le flanc des Austro-Russes. La France enfantait-elle donc sans cesse de nouveaux bataillons, ou ces grenadiers et ces dragons s'étaient-ils par miracle relevés du champ de carnage ?

Blücher fut le premier à se troubler. Après avoir perdu les deux jours qui avaient suivi la bataille de Laon, il s'était enfin décidé à profiter de sa peu glorieuse victoire. Le 13 mars, toutes les troupes reprirent l'offensive. Sacken s'avança sur Soissons, York sur Berry-au-Bac, Kleist sur Pontavaire, Bülow sur Noyon et Compiègne. Un engagement assez vif eut lieu à Crouy entre les Russes et une division de Mortier qui couvrait Soissons[1]. Mais le lendemain, 14 mars, Blücher à la nouvelle de la reprise de Reims rappela ces différents corps ; ils se concentrèrent entre Laon et Corbény[2]. L'ordre de retraite ne parvint pas à temps à l'avant-garde de Bülow qui arriva sous les murs de Compiègne. Au reste, elle ne tarda

1. Ordre de Blücher, Laon, 12 mars, cité par Plotho, III, 351. Müffling, *Aus meinem Leben*, 146. C. de W., II, 120. Registre de Belliard (14 mars). Mortier à Berthier, Soissons, 14 mars. Arch. de la guerre.

2. Ordre de Blücher, Laon, 14 mars, cité par Plotho, III, 355. Bogdanowitsch, II, 101. Schels, I, 220. Registre de Belliard (16 mars). Mortier à Berthier, Soissons, 16 mars. Arch. de la guerre. — « L'ennemi, écrit Mortier, me paraît en pleine retraite et se retire sur Laon. »

pas non plus à regagner Laon. Sommé de se rendre, le major Otenin, commandant de Compiègne, avait fait au parlementaire cette courte réponse où l'ironie française s'allie à la fermeté spartiate : « Je rendrai la place quand Sa Majesté l'empereur Napoléon m'en aura donné l'ordre[1]. »

A demi aveuglé par l'ophtalmie, brûlé et affaibli par une fièvre ardente, Blücher était en proie à toutes les craintes. Il craignait, et Gneisenau, Bülow, Langeron craignaient comme lui, une reprise d'attaque de Napoléon par Berry-au-Bac, ou encore un mouvement sur ses derrières par Rethel et Montcornet, car le bruit courait chez les Alliés que les garnisons des places fortes étaient en route pour rejoindre l'armée impériale[2]. « Ce terrible Napoléon, dit Langeron, on croyait le voir partout. Il nous avait tous battus, les uns après les autres; nous craignions toujours l'audace de ses entreprises, la rapidité de ses marches et ses combinaisons savantes. A peine avait-on conçu un plan qu'il était déjoué par lui[3]. »

Blücher redoutait aussi une levée en masse des paysans, appelés aux armes par les décrets de Fismes[4].

1. Rapports d'Otenin, Compiègne, 13 et 16 mars. Arch. de la guerre, et Arch. nat., AF. IV, 1670. — Ce brave officier fut tué sous Compiègne, le 1er avril, dans une sortie.

2. Müffling, *Aus meinem Leben*, 147.

3. Mémoires de Langeron. Arch. des Aff. étrangères, Russie, 25.

4. Müffling, 147. Mémoires de Langeron.

Ces décrets célèbres furent publiés dans le *Moniteur* du 7 mars. Le premier porte : « Art. 1er. ... Tous les citoyens sont requis de courir aux armes, de sonner le tocsin quand ils entendent approcher le canon de nos troupes, de se réunir, de parcourir les bois, de rompre les ponts, d'attaquer les flancs et les derrières de l'ennemi. » « Art. 2. Chaque citoyen français prisonnier de guerre qui serait exécuté sera immédiatement vengé, par représailles, par la mort d'un prisonnier ennemi. » Le second décret est ainsi conçu : Tous les maires, fonctionnaires publics et habitants qui, au lieu d'exciter l'élan patriotique du peuple, le refroidissent ou dissuadent les citoyens d'une légitime défense seront considérés comme traîtres et jugés comme tels. »

Napoléon, à qui répugnaient les exécutions militaires et qui ne pensait pas que l'on pût décréter des élans de patriotisme, avait voulu par ces deux décrets moins

En vain, il avait répondu à ces décrets par des pillages en règle, par l'incendie du village d'Athies, par une proclamation portant que tout attroupement dans une commune entraînerait la destruction du village et que tout paysan pris les armes à la main serait puni de mort[1]; ces menaces ne le rassuraient point, pas plus qu'elles ne semblaient intimider les campagnards. Les embuscades, les attaques de convois, les meurtres dans les fermes isolées continuaient, tout comme si Blücher n'eût point parlé. Le lendemain de sa proclamation, les paysans de l'Oise avaient fait la conduite à coups de fusil aux soldats de Bülow qui regagnaient Laon[2].

Le vieux maréchal avait encore une autre appréhension. Depuis le commencement de mars, Bernadotte était à Liège et il y restait avec 23 000 Suédois sans faire un pas en avant. Blücher s'imagina que le prince de Suède n'attendait qu'un signe de Napoléon pour tomber sur les derrières de l'armée de Silésie[3]. Sans doute, Bernadotte avait reçu un

se procurer une ressource militaire qu'épouvanter l'ennemi (Fain, p. 162). Les proclamations et les ordres du jour de Blücher et de Schwarzenberg témoignent que pour ce dernier point les décrets de Fismes atteignirent bien leur but. Quant à leur effet réel sur les populations rurales, il ne paraît pas qu'il fût aussi nul que le prétend Fain. Sans doute les paysans qui étaient décidés à se défendre n'avaient point attendu la publication des décrets de Fismes pour prendre le fusil et la fourche. On a vu au chapitre premier de **1814** que dès les premiers jours de février les campagnes étaient sorties de leur torpeur. Mais à dater des décrets les documents signalent une recrudescence de patriotisme actif en Champagne, en Bourgogne et en Lorraine. Cf. Allix à Clarke, 9, 11, 16, 23 mars. Viviot à Commandant de Châlons, 15 mars. Rapports imprimés, 10 et 15 mars, etc. Arch. de la guerre. Otenin à Clarke, 16 mars Henrion à Drouot, 26 mars. Rapport de Drouot, *s. d.* (vers le 21 mars), etc., etc. Arch. nat., AF. IV, 1 670.

1. Arrêté de Blücher, Laon, 13 mars. Proclamation de Blücher aux Français, Laon, 13 mars. Arch. de Laon.

Le 10 mars, Schwarzenberg rendait une ordonnance analogue, en vertu de laquelle chaque habitant ayant agi offensivement devait être fusillé dans les vingt-quatre heures et chaque village où on aurait sonné le tocsin, pillé d'abord et brûlé ensuite. Chose vraiment digne de mémoire, Schwarzenberg commençait sa proclamation par ces mots : « Français, on vous excite à la *rébellion*. »

2. Rapport d'Otenin, Compiègne, 16 mars. Arch. nat., AF. IV, 1670.

3. Müffling, 147. Cf. Mémoires de Langeron. Arch. des Aff. étrangères.

émissaire du roi Joseph [1], et, bien que rien n'eût été arrêté dans ces pourparlers, la fidélité de leur nouvel allié était devenue suspecte aux Coalisés [2]. Sans doute encore très dépité qu'on lui eût retiré le commandement des corps de Bülow et de Winzingerode, et peu jaloux d'entrer l'épée à la main dans son ancienne patrie, où il gardait le secret espoir d'être appelé comme souverain, il s'était décidé à ne point franchir la frontière. Par une distinction un peu subtile, il estimait que les Français oublieraient que le prince de Suède les avait combattus sur les bords de l'Elster, si Bernadotte s'abstenait de les combattre sur les bords de la Seine. Toutefois les craintes de Blücher étaient chimériques. Il était déraisonnable de compter sur la coopération des Suédois, puisque Bernadotte avait écrit aux Alliés : « Je suis dans l'impossibilité de faire aucun mouvement actif et ne me trouve point en position d'aller relever personne [3]. » Mais de là à redouter une attaque, il y avait bien loin. Trop habile pour se compromettre en agissant offensivement, soit pour la Coalition, soit pour la France, Bernadotte ne cherchait qu'à se réserver en attendant que les armes eussent décidé. Si la victoire se déclarait pour les Alliés, il resterait prétendant éventuel au trône de France, alléguant,

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 367. *Correspondance du roi Joseph*, X, 164.

2. Les Mémoires de Langeron et la lettre du baron Shrusemarck, adressée de Liège, le 20 mai, à l'état-major des souverains et saisie par les coureurs français (Arch. nat., AF. IV, 1 668) sont, entre autres documents, de sûrs témoignages des suspicions qui régnaient chez les Alliés contre Bernadotte. Langeron va même jusqu'à dire que Bernadotte était en correspondance avec le général Maison, son ancien camarade, qui lui proposait de se joindre à lui pour tomber sur les derrières des Alliés. Et Langeron ajoute : « Certainement Bernadotte l'eût fait si nous eussions essuyé quelque échec. »

3. Lettre de Bernadotte à Blücher, citée par Damitz, III (Annexes), 474. Cette lettre est du 18 mars, mais il y est fait allusion à une lettre antérieurement écrite dans ce sens aux souverains alliés.

auprès des souverains, comme excuses de son inaction, ses scrupules à envahir le pays où il était né et où il aspirait à régner. Si, au contraire, la France était victorieuse, peut-être tomberait-il sur les Alliés en désarroi ; en tous cas, il se ferait mérite de sa neutralité pour obtenir quelques compensations en Finlande. Mais Blücher ne lisait pas dans le jeu de Bernadotte. La conduite équivoque de ce Gascon coureur de couronnes l'inquiétait fort, et se regardant avec raison comme invincible dans sa forte position de Laon, il ne pouvait se résoudre à la quitter[1].

Si la nouvelle de la prise de Reims arrêtait net l'audacieux Blücher, à plus forte raison ce coup de main de Napoléon devait-il immobiliser le très circonspect Schwarzenberg. Déjà du 5 au 11 mars il avait opéré avec sa lenteur accoutumée. Maître de Troyes dès l'après-midi du 4 mars, il s'était borné, les jours suivants, à porter ses troupes à Romilly, à Trainel et à Montigny, poussant ses avant-gardes sur Nogent, Bray et Sens, mais laissant ses réserves à Chaumont[2]. Sans égard pour les impatiences, les conseils, les objurgations du czar qui, dès le lendemain du combat de Bar-sur-Aube (28 février), avait voulu que l'on marchât incontinent sur les derrières de Napoléon, et sans souci des railleries et des critiques des états-majors russes et prussiens, le prince de Schwarzenberg agissait comme s'il avait devant soi une armée double de la sienne.

Deux plans s'offraient à lui : ou culbuter avec ses 120 000 hommes les 30 000 soldats de Macdonald et pousser droit sur Paris; ou laisser quelques divi-

1. Müffling, 147. Mémoires de Langeron. Arch. des Aff. étrang. Cf. Pasquier, II, 214.

2. Ordres de Schwarzenberg des 4 au 9 mars, cités par Plotho. III, 252-256. Cf. Schels, II, 110-124. Bogdanowitsch, II, 9-13. — Nogent avait été évacué le 6 mars par l'arrière-garde de Macdonald, qui s'était retirée sur la rive droite de la Seine.

sions pour contenir ce maréchal et marcher lui-même contre Napoléon, de façon à l'écraser entre les masses de l'armée de Bohême et celle de l'armée de Silésie. Que Schwarzenberg prît l'un ou l'autre parti, il devait dans les deux cas, terminer la campagne rapidement et glorieusement. Mais sans parler de prétendues raisons d'ordre politique[1], des considérations militaires empêchaient Schwarzenberg de prendre une offensive aussi marquée. Il était sans nouvelles de Blücher[2]. Or si le feld-maréchal avait

1. Bernhardi (IV, 419-420) et d'autres historiens ont attribué les perpétuelles temporisations de Schwarzenberg à sa déférence pour de secrètes instructions de son souverain. L'empereur d'Autriche, prétendent-ils, ne voulait pas détrôner son gendre. Or, si Schwarzenberg eût pris Paris ou écrasé Napoléon, la déchéance était inévitable. Une victoire décisive des Autrichiens eût donc été, en réalité, à l'encontre des vues de l'empereur François. Ce qu'il fallait, c'était que l'armée de Bohême ne se compromît pas et s'affaiblît le moins possible, afin que l'Autriche restât l'arbitre de la paix.

Nous ne nions pas que ces choses aient été dites, en février et en mars 1814, dans les états-majors russes et prussiens, mais il ne faut accorder que bien peu de créance à ces propos par lesquels les officiers de Blücher et d'Alexandre cherchaient à expliquer les lenteurs de Schwarzenberg. Si « les intentions secrètes » de l'empereur François étaient de laisser Napoléon régner sur la France, ces intentions étaient bien secrètes en effet, puisque ce souverain ne fit rien pour les marquer et encore moins pour les faire prévaloir. Sans doute la majorité des officiers autrichiens ne tenaient pas à continuer la guerre et manifestaient même des sympathies pour Napoléon. (Lettres de Flahaut à Napoléon, 25, 26, 28 février. Arch. nat., AF. IV, 1669. Rapports d'officiers français chargés d'escorter les courriers anglais, 2 mars et 5 mars. Arch. de la guerre ; etc.) Mais l'empereur d'Autriche qui disait si bien : « L'expérience des siècles a prouvé combien chez les puissances les rapports de famille sont subordonnés aux intérêts des États, » était sur tous les points en parfaite communauté avec Metternich et avec Schwarzenberg. Or les *Mémoires* de Metternich prouvent que non seulement dès Langres, non seulement dès Francfort mais dès Prague, ce ministre poursuivait le but de détrôner l'empereur. Pour Schwarzenberg, est-il admissible qu'il voulût ménager Napoléon, qui, au commencement de 1813, parlait du divorce de Marie-Louise ; qui, le 13 février, alors que le congrès de Châtillon n'en était alors qu'à sa deuxième séance, poussait les avant-gardes autrichiennes jusqu'à Fontainebleau ; qui, le 27 février, ne faisait rien pour la conclusion de l'armistice que lui-même avait mendié ; et qui enfin, le 29 mars, allait signer une proclamation bourbonienne ? Il faut bien remarquer que si Schwarzenberg avait eu le 10 février des instructions de son souverain de ne point passer la Seine, il ne s'y était pas conformé puisqu'il avait prescrit le 13 février à Wrede et à Wiggenstein de se porter sur Provins et Nangis. C'était bien là passer la Seine. — Au reste les deux lettres que nous citons à la page suivante suffisent à témoigner que la cause des temporisations de Schwarzenberg était purement et simplement la peur d'être battu.

2. Les Cosaques de Platow et de Kaizarow avaient bien été envoyés le 27 février

été battu, c'était aller au-devant d'un échec, peut-être d'un désastre, que marcher contre Napoléon vainqueur de l'armée de Silésie. « Je n'ai point de nouvelles, écrivait Schwarzenberg, et j'avoue que je tremble. Si Blücher essuie une défaite pourrai-je livrer bataille moi-même, car si je suis vaincu, quel triomphe pour Napoléon et quelle humiliation pour les souverains de repasser le Rhin à la tête d'une armée battue[1]! » Quant à pousser droit sur Paris, Schwarzenberg estimait que c'était aussi se compromettre gravement tant qu'on n'aurait pas reçu de renseignements sur les opérations engagées entre la Marne et l'Aisne, car on s'exposerait à une attaque de flanc de Napoléon. De plus, les vivres commençaient à devenir rares. Dans un mouvement sur Paris qui, en allongeant la ligne-manœuvre, en rendrait la garde plus difficile contre les attaques des partisans et des paysans français, on risquerait que les vivres manquassent tout à fait[2]. Ces considérations n'eussent sans doute pas arrêté un soldat résolu et entreprenant, mais Schwarzenberg n'était guère résolu et moins encore il était entreprenant.

Aussi heureux que surpris de cette trêve accordée par l'ennemi, Macdonald en profitait pour réorganiser et reposer ses troupes, dont plusieurs chefs étaient fort découragés. « Je ferai tous mes efforts, écrivit-il à

dans la direction de Sézanne et de Châlons afin d'assurer les communications entre les deux armées; mais ils n'y avaient point réussi et n'avaient pu obtenir aucun renseignement. Le 10 mars seulement, Kaizarow écrivit à Schwarzenberg que l'armée de Napoléon occupait le terrain entre l'Aisne et la Vesle, de Reims à Soissons, et que toute communication avec Blücher était interrompue. (Rapport de Kaizarow, 10 mars, cité par Bogdanowitsch, I, 294.) — C'étaient là des nouvelles peu précises et peu rassurantes.

1. Lettre de Schwarzenberg, 12 mars, cité par Thielen, 243. — Cf. la lettre de lord Burghesh à lord Castlereagh. « ... Schwarzenberg a une terreur de se battre, il veut se replier, il dit que seules les victoires de l'armée de Silésie peuvent le sauver. » Castlereagh *Letters and dispatches*, V, 366.

2. Cf. Schels, I, 112-113. Bogdanowitsch, II, 10.

Clarke, pour remplir l'attente de l'empereur. Mon zèle n'a pas besoin de stimulant. Je voudrais pouvoir en souffler à tant d'autres qui n'en ont pas. » Chaque soir, le duc de Tarente s'attendait à une attaque pour le lendemain, et la journée qui s'annonçait menaçante se passait tranquille[1].

Le 11 mars seulement, Schwarzenberg se décida à débusquer Macdonald de la rive droite de la Seine. Le 12 et le 13 furent employés à des mouvements préparatoires. Enfin le 14, tandis que Wrède bombardait Bray, et que Gyulai et le prince héritier de Wurtemberg occupaient en forces Sens et Nogent, l'infanterie de Rajewsky, ayant traversé la Seine à Pont, s'avança sur Villenoxe, menaçant la gauche des Français. Les gardes et réserves vinrent à Lesmont[2]. Le soir du 14 Schwarzenberg reçut une dépêche du général de Saint-Priest, datée de Sillery, 11 mars, annonçant la victoire de Blücher à Laon et la retraite de Napoléon sur Soissons[3]. La nouvelle était de nature à encourager les Austro-Russes. Aussi le 15 et le 16 mars prirent-ils une vigoureuse offensive. Mais les Français tinrent ferme. Ils avaient gardé presque toutes leurs positions quand Macdonald, voyant cependant sa gauche débordée, jugea qu'il y aurait imprudence à continuer de défendre le passage de la Seine. Il ordonna à Amey d'évacuer Bray et à Gérard de se replier sur Provins. Le 16 mars, Macdonald, se regardant même comme très menacé autour de cette ville, fit exécuter un nouveau mouvement rétrograde à toutes les troupes et vint prendre position en arrière de Provins. La droite de son

1. Macdonald à Clarke, 6, 7, 8, 9 et 10 mars. Arch. de la guerre.

2. Ordres de Schwarzenberg, 10, 11 et 13 mars, cités par Plotho, III, 258, 302-305.

3. Dépêche de Saint-Priest, Sillery, 11 mars, citée par Schels, II, 262-263.

infanterie occupa Donnemarie, la gauche Cucharmois, couvrant Nangis et la route de Paris ; toute sa cavalerie se massa à Rouilly, de façon à barrer la route de la Ferté-Gaucher. Il écrivit à Clarke : « Je suis débordé par ma gauche et obligé d'évacuer Provins pour couvrir Nangis. Je défendrai le terrain pied à pied, mais j'ai un pressant besoin de secours[1]. »

Le duc de Tarente n'avait plus rien à redouter de l'ennemi. Le 16 mars au soir, à l'heure même où il faisait rétrograder ses troupes, le prince de Schwarzenberg, qui avait appris le combat de Reims et que d'autres rapports informaient de la présence d'un parti français près de Châlons, donnait à ses corps d'armée l'ordre d'arrêter leur offensive[2]. Cette lettre d'un aide de camp du czar, nommé Bock, attaché à l'état-major de Rajewsky, témoigne l'irritation que causa aux Russes ce brusque arrêt : « Si la bêtise autrichienne n'est pas raisonnée (ce que je crains), les leçons terribles et ridicules à la fois que nous forçons l'ennemi de nous donner feront enfin ouvrir les yeux à cette malheureuse verdure ou plutôt ordure viennoise. Je suis enragé de ce que nous faisons et surtout de ce que nous ne faisons pas[3]. » Le fougueux Bock aurait sans doute été moins « enragé de ce que l'on faisait et surtout de ce que l'on ne faisait pas », s'il avait su que Napoléon marchait à grandes journées pour prendre de flanc l'armée de Bohême dont les différents corps se trouvaient échelonnés sur une ligne de plus de vingt lieues.

1. Ordres et lettres de Macdonald et de Grundler, Sordun, Provins et Vullaines, 15, 16 et 17 mars. Arch. de la guerre et Arch. nat., AF. IV, 1670.

2. Ordre de Schwarzenberg du 16 mars, cité par Schels, II, 285-286. Cf. Bernhardi, IV, 2e partie, 238-240.

3. Lettre de Bock à Toll, Saint-Martin-de-Chenestron, 17 mars, citée par Bernhardi, IV 2e partie (Annexes) 422.

LIVRE CINQUIÈME

I

RETOUR OFFENSIF DE NAPOLÉON SUR L'AUBE
RUPTURE DU CONGRÈS DE CHATILLON
SCHWARZENBERG EN DÉSARROI

Quand Napoléon s'était mis en marche, le 27 février, à la suite de Blücher, le plan de toute la campagne était arrêté dans son esprit. Il écraserait l'armée de Silésie et en disperserait les débris au delà des sources de l'Oise, puis se portant vers les places fortes du Nord-Est, dont il rallierait les garnisons, il se rabattrait avec dix mille sabres et quarante mille baïonnettes sur les derrières de l'armée austro-russe, engagée de front contre Macdonald et inquiétée sur son flanc gauche par Augereau[1]. Ce plan d'une si belle conception stratégique n'était pas impossible à exécuter pourvu qu'on eût un peu de bonheur. Mais tout avait tourné contre Napoléon. La capitulation de Soissons avait sauvé Blücher, et l'invincible résistance de l'armée de Silésie à Laon, comme la retraite

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 420. 21 426. 21 427, 21 448, 21 449, 21 450, 21 457, 21 458, Registre de Berthier (à Macdonald et à Oudinot, 6 mars), Clarke à Augereau, 13. 18, 22 février. Arch. de la guerre.

L'empereur avait combiné ce plan dès le 15 février, après la victoire de Vauchamps, mais la marche menaçante de Schwarzenberg vers Paris lui en avait fait ajourner l'exécution. (*Correspondance de Napoléon*, 21 261.)

de Macdonald sur Provins et la retraite d'Augereau sur Lyon, rendaient désormais ce hardi mouvement plus que hasardeux. Avant que l'empereur ne fût arrivé près de ses places fortes et qu'il eût rallié des renforts, l'armée de Bohême repoussant le corps de Macdonald et l'armée de Silésie repoussant le corps de Mortier n'auraient-elles pas marché de concert sur Paris, et quand il eût commencé son mouvement offensif dans le dos des Austro-Russes, déjà Paris ne serait-il pas au pouvoir des Coalisés ? Napoléon connaissait la prudence de Schwarzenberg; il était certain que ce timide guerrier n'oserait point, Blücher battu, s'aventurer seul sur la route de Paris[1]. Mais Blücher sinon vainqueur du moins invaincu, les choses en iraient différemment. Schwarzenberg, sachant Napoléon au delà de la Meuse, pouvait combiner un mouvement avec Blücher et marcher rapidement sur Paris, au risque même de livrer sa ligne d'opérations. L'empereur se vit donc dans la nécessité d'abandonner temporairement son plan. Il importait qu'il restât derrière l'Aisne, position où il contenait Blücher, où il imposait à Schwarzenberg et où il n'était éloigné de Paris que de deux fortes étapes. Le 10 mars, il écrivait au roi Joseph : « ...Jusqu'à ce que j'aie pu engager l'armée de Silésie dans une affaire qui la compromette, il est difficile que je me porte ailleurs[2]. »

La reprise de Reims qui, dans la pensée de l'empereur (et l'on sait combien ses prévisions furent justifiées), devait intimider et Blücher et Schwarzenberg[3], modifia ses idées et le fit penser de nouveau à son

1. « Schwarzenberg paraît craindre de se compromettre en passant la Seine. » *Correspondance de Napoléon*, 21 460.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 460.

3. *Correspondance de Napoléon*, 21 507, 21 508. On a vu (**1814**, 270-278) que les deux armées s'étaient subitement arrêtées à la nouvelle de la reprise de Reims.

projet primitif. Ce plan redevenait praticable à condition de le modifier un peu. L'armée de Bohême menaçait Paris de trop près, les dépêches de Macdonald en avertissaient l'empereur, pour qu'il n'y eût point péril à laisser les ducs de Tarente et de Reggio aux prises avec ces masses jusqu'au jour où l'on aurait rallié les garnisons des places fortes. Mais ne pouvait-on pas surprendre Schwarzenberg dans ses opérations, battre séparément un ou deux de ses corps d'armée, et, les Austro-Russes en retraite, se porter alors sur la Lorraine[1]?

Dès la matinée du 14 mars, c'est-à-dire moins de huit heures après son entrée à Reims, l'empereur s'arrêta à l'idée d'un mouvement contre Schwarzenberg; mais jusqu'au 17, il resta indécis sur le point où il l'attaquerait. Marcherait-il vers Provins ou vers Meaux, de façon à se réunir au corps de Macdonald et à combattre l'ennemi de front; ou se dirigerait-il, par Fère-Champenoise et Arcis-sur-Aube, sur Méry

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 506. Fain 181-182. Marmont, *Mémoires*, VI, 319-320.

Afin d'ouvrir la route à l'armée et de la couvrir sur le flanc gauche, Colbert fut envoyé à Epernay et Ney à Châlons. En même temps l'empereur réitéra aux gouverneurs des places fortes l'ordre de prendre la campagne et de manœuvrer de façon à le rejoindre. Dans la matinée du 15, Napoléon exposa son plan au duc de Raguse. Registre de Berthier (ordres à Ney, à Colbert, à Durutte, à Morand, à Merle, etc., 14 et 15 mars). Arch. de la guerre et Marmont, *Mémoires*, VI, 319-320: « L'empereur me dit qu'il voulait après avoir combattu l'armée autrichienne se jeter sur les places, prendre presque toutes les garnisons avec lui et manœuvrer sur les derrières de l'ennemi. Pendant ce temps, il me laisserait en avant de Paris et me chargerait de défendre la capitale. Je lui représentai que le rôle contraire me paraissait plus convenable. La défense de Paris exigeait le concours de pouvoirs civils dont lui seul pouvait faire usage. Sa présence à Paris et son action immédiate valaient une armée, tandis que moi je n'y comptais que par le nombre de mes soldats. Il devait donc prendre pour lui le rôle défensif et me laisser le rôle offensif. » Excellents au point de vue politique, les arguments du duc de Raguse étaient fort discutables au point de vue militaire. Un mouvement sur les derrières de l'ennemi ne pouvait avoir d'action décisive que s'il était exécuté par Napoléon en personne. Tout habile manœuvrier qu'était Marmont, il n'avait ni la hardiesse nécessaire à une pareille opération ni surtout le prestige qu'il fallait pour la faire réussir en terrifiant l'ennemi. Sans doute la présence de Napoléon eût été fort utile à Paris; mais comme l'empereur ne pouvait se dédoubler, il devait se porter sur le point où il était indispensable.

ou sur Troyes, afin de prendre les Austro-Russes de flanc ou à revers ? Dans l'opinion de l'empereur, le premier projet « était le plus sûr ». Napoléon choisit le second, « comme étant le plus hardi[1] ».

Le maréchal Ney qui, le 15 mars, était entré presque sans coup férir à Châlons où il avait trouvé des magasins ennemis considérables[2], reçut l'ordre

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 506. — Cette très curieuse note, dictée à Reims, le 17 mars, au colonel Atthalin, témoigne l'hésitation de l'empereur et indique que du 14 au matin, jour où il se décida à attaquer les Austro-Russes, jusqu'au 17, jour où il se mit en marche, il balançait sur le parti à prendre. Cette note a échappé aux historiens. Ils ne paraissent pas se douter que Napoléon a eu l'idée d'une marche sur Meaux, mouvement qui, dans l'hypothèse probable d'une victoire de Schwarzenberg, eût rejeté l'empereur sur Paris le 24 ou le 25 mars et eût par conséquent complètement, et peut-être heureusement, modifié la dernière phase de la campagne de France. Napoléon dit expressément que le projet de se porter sur Meaux « est le plus sûr » parce qu'il « mène à tire-d'aile sur Paris ».

Fain (p. 177) dit, et les historiens répètent d'après lui, que la halte de trois jours à Reims était nécessitée par le repos qu'il fallait donner aux troupes. Les troupes, il est vrai, avaient besoin de repos. Mais Ney, Marmont, Colbert et Defrance se mirent cependant en marche dès l'après-midi du 14. Ce qui explique la halte à Reims, ce sont les hésitations bien naturelles de l'empereur. S'il eût pris une décision le 14, il eût assurément commencé le mouvement le 15, et il n'est pas douteux que les choses en fussent mieux allées. Comme on le verra plus loin, si Napoléon fût arrivé en vue de l'Aube deux jours plutôt, c'est-à-dire le 18 en place du 20, il eût surprit l'armée de Bohême en pleine dislocation au lieu de la trouver massée derrière cette rivière.

2. Ney à Berthier, Châlons, 11 mars, 8 heures du soir. Arch. de la guerre. État des denrées trouvées à Châlons, 18 mars. Arch. nat., AF. IV, 1670. — 80 000 rations de biscuit, 14 000 rations de pain, 687 quintaux de farine, 3 000 livres de viande sur pied, 80 000 bouteilles de vin, 27 000 bottes de foin, etc., etc.

C'est pendant son court séjour à Châlons, où il fut reçu avec enthousiasme, aux cris de : Vive l'empereur ! et à la clarté des illuminations, que Ney, sollicité par Berthier, de la part de Napoléon, de faire une proclamation aux Alsaciens et aux Lorrains pour leur annoncer la prochaine arrivée de l'empereur, répondit cette lettre au major général : « Votre Altesse avant de me transmettre cet ordre aurait pu faire observer à Sa Majesté qu'une proclamation de cette importance et de laquelle elle attend les plus grands résultats ne doit être faite que par l'empereur lui-même. En effet, quelque élevé que soit le rang que j'occupe dans l'armée, que pourrait-on espérer d'un appel fait par moi à des peuples accoutumés depuis longtemps à ne répondre qu'à la voix de leur souverain ? Si j'avais sous mes ordres un corps assez considérable pour que l'empereur jugeât convenable de me laisser seul et libre de mes actions, l'éloignement où je serais de Sa Majesté me forcerait peut-être à employer ce moyen pour prévenir de mon arrivée prochaine les habitants que je serais en mesure de délivrer de la présence de l'ennemi. Mais ce cas excepté, il me semble qu'il n'appartient qu'à l'empereur de prévenir de ses intentions les provinces qu'il veut secourir. » 16 mars. Arch. de la guerre. Cf. Registre de Berthier (à Ney, 16 mars). — Cette lettre, qui est d'ailleurs pleine de sens et d'élévation, démontre que jamais Napoléon n'a eu l'intention d'envoyer Ney en partisan en

de marcher sur Arcis. Il fut prescrit au général Berckheim, qui était à Fismes avec la division des escadrons réunis, de rallier l'armée à Fère-Champenoise. Enfin de nouvelles instructions furent envoyées à Marmont et à Mortier. Ils devaient, s'appuyant sur Reims et sur Soissons, faire tous leurs efforts pour contenir Blücher derrière l'Aisne ; s'ils n'y réussissaient point, ils se replieraient vers Paris en disputant le chemin de position en position. Les maréchaux avaient, à eux deux, plus de 20 000 hommes y compris les garnisons de Soissons et de Reims. Comme le plus ancien en grade, Mortier fut investi du commandement des deux corps d'armée, mais Berthier écrivit confidentiellement à Marmont : « ...L'empereur a confiance dans vos talents ; dirigez les mouvements, mais ayez l'air de vous concerter avec le duc de Trévise plutôt que d'avoir la direction supérieure. C'est un objet de tact qui ne vous échappera point[1]. »

Rassuré, au moins pour quelques jours, sur les entreprises de Blücher, l'empereur quitta Reims le 17 mars avec sa vieille garde — citadelle mouvante toujours attachée à ses pas, — les deux divisions de

Lorraine ; c'est Ney, au contraire, qui proposait très vaguement qu'on lui donnât ce rôle. Mais au quartier impérial, il n'était question que de lui faire écrire une proclamation.

1. Registre de Berthier (à Marmont et à Mortier, Reims et Épernay, 17 mars). Arch. de la guerre.

Effectifs. Marmont : Divisions Ricard, Lagrange et Arrighi : 4 000 hommes ; cavalerie de Bordesoulle : 1 800 — Mortier : divisions Christiani, Charpentier et Curial (ces deux dernières divisions formées des débris des divisions Charpentier, Boyer de Rebeval, Curial et Meunier) : 8 500 ; dragons de Roussel : 1 880 ; cavalerie légère de Grouvelle : 600. — Garnison de Soissons, 2 800, garnison de Reims, 1 500. Total : 21 080 hommes, portés le 17 mars à 21 500 hommes par l'arrivée à Soissons du 7e de marche de cavalerie, qui ne put rejoindre la division des escadrons réunis et resta avec Belliard. Cf. Situations des 15 et 20 mars. Arch. de la guerre. Situation de Belliard, 14 et 15 mars. Arch. nat., AF. IV, 1667. *Correspondance de Napoléon*, 21 475 Registre de Berthier (à Mortier, Soissons, 12 mars). Général Bongard à Clarke, 21 mars ; Mortier à Berthier, 17 mars. Rapport du commandant Gérard à Clarke, Soissons, 20 mars. Arch. de la guerre.

cavalerie de la garde de Letort et d'Exelmans et la réserve d'artillerie. Cette poignée d'hommes allait d'ailleurs se grossir en route. L'empereur devait rallier à Épernay la 1re division de cavalerie de la garde (lanciers et chevau-légers de Colbert) et à Fère-Champenoise les escadrons réunis de Berckheim. Ney marchait de Châlons vers l'Aube parallèlement à la garde, avec la brigade Rousseau, le régiment de la Vistule, la division de troupes fraîches de Janssens arrivée de Mézières et les gardes d'honneur de Defrance. Enfin le général Lefebvre-Desnoëttes amenait de Paris une assez forte colonne d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie [1]. Si ces différents détachements rejoignaient à point, les forces de l'empereur seraient portées à 15 000 baïonnettes et à 8 000 sabres [2]. C'était avec 23 000 combattants que Napoléon allait manœuvrer contre les 100 000 soldats du prince de Schwarzenberg. Il faut remarquer cependant, car l'audace n'est pas témérité, que les Austro-Russes étaient en ce moment aux prises avec les

1. Registre de Berthier (à Colbert, à Ney, 14 mars, à Janssens, 15 mars, à Berckheim, à Ney, etc., 17 mars). *Correspondance de Napoléon*, 21 501, 21 523, 21 482. Ney à Berthier, 15 mars et à Béchet, 17 mars. Janssens à Berthier, Vitry, 14 mars, Clarke à Macdonald, 16 mars. Arch. de la guerre.

2. Vieille garde de Friant et réserve d'artillerie de la garde : 6 800 hommes; cavalerie de la garde de Sébastiani (divisions Colbert, Exelmans et Letort) : 4 200; cavalerie de Berckheim (brigade de cavalerie légère de Curely et brigade de cuirassiers de Mouriez) : 1 800; Ney : brigade Rousseau (ancienne brigade Pierre Boyer, réduite à un millier de fusils et augmentée d'un bataillon du 122e et du régiment de la Vistule) : 2 250 hommes; divisions Janssens : 2 900 hommes; gardes d'honneurs et 10e hussards : 800. Lefebvre-Desnoëttes : 4 500 hommes (dont 1 500 cavaliers). Total : 23 250 hommes. Situations des 15 et 16 mars. Arch. de la guerre et Arch. nat., AF. IV, 1670; Registre de Berthier (à Ney et à Mortier, Soissons, 12 mars). Curély à Berthier, Fismes, 15 mars; Janssens à Berthier, Rethel, 10 mars et Châlons, 16 mars. Arch. de la guerre. Situations de Belliard, 14 et 15 mars. Arch. nat., AF, IV, 1667.

Il faut toujours pour les effectifs prendre l'évaluation la plus basse. Ainsi nous ne portons qu'à 1 000 chevaux la brigade Curély (d'après sa lettre à Berthier, Fismes, 15 mars), tandis que dans ses *Mémoires* ce général la porte à 1 600. Nous ne donnons à Janssens que 2 900 hommes (d'après la lettre de Vitry, 14 mars), tandis qu'il dit : 3 250 hommes dans sa lettre de Châlons, 16 mars, et que Napoléon (*Correspondance*, 21 483) dit : 4 000 hommes, etc.

30 000 hommes de Macdonald[1], qui avait ordre de disputer le terrain pied à pied et qui, averti du mouvement de l'empereur, se disposait à reprendre l'offensive[2].

Le 17 mars, l'empereur coucha à Épernay. Les braves habitants de cette petite ville reçurent Napoléon comme ils l'eussent fait aux beaux jours de 1807. Leur enthousiasme ne se borna pas à des acclamations. Ils ouvrirent toutes grandes leurs caves, trésor que leur vaillance avait jusque-là sauvé du pillage[3], et, raconte le baron Fain, « pendant quelques heures le vin de Champagne fit oublier aux soldats leurs fatigues et aux généraux leurs inquiétudes ».

Le 18 mars, la garde se mit en marche au petit jour dans la direction de Fère-Champenoise, tandis que le corps du maréchal Ney, formant la colonne de gauche, s'avançait de Châlons sur Mailly. Dans l'après-midi, la cavalerie de Sébastiani repoussa jusqu'au delà d'Herbisse les Cosaques de Kaizarow qui couvraient le

1. Les 2e corps, 7e corps et 11e corps, et les 2e, 5e et 6e corps de cavalerie avaient le 23 février un effectif de 42 600 hommes (**1814**, 83, note 2). Le départ de la brigade Pierre Boyer, les pertes subies à Bar-sur-Aube, la Ferté-sur-Aube, Laubressel, Troyes, etc., les maladies et les désertions avaient réduit cette armée, le 10 mars, à 32 250 hommes dont le total se décomposait ainsi : 2e corps (Gérard), 4 900 ; 7e corps (Oudinot), 11 200 ; 11e corps (Molitor), 7 700 ; 2e corps de cavalerie (Saint-Germain), 2 000 ; 5e corps (Milhaud), 3 250 ; 6e corps (Valmy), 3 200. (Situations des 5, 7, 10 et 12 mars. Arch. de la guerre.) — En admettant 2 000 hommes de pertes du 10 au 17 mars, on trouve encore environ 30 000 hommes.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 507, 21 508 ; Clarke à Macdonald, 16 et 17 mars ; Berthier à Tarente, Reims, 17 mars. Ordres et lettres de Macdonald, 17 et 18 mars. Arch. de la guerre.

3. Le 11 février la garde nationale avait repoussé un parti de Cosaques ; les Russes étaient revenus plus nombreux le lendemain, sommant les habitants de se rendre. Ceux-ci dirent qu'ils étaient en forces et qu'ils se défendraient à outrance. Les Alliés, intimidés, conclurent une sorte de convention, en vertu de laquelle ils n'entreraient point en ville pourvu que les habitants satisfissent aux réquisitions. Cette convention avait été observée de part et d'autre jusqu'à l'arrivée du général Colbert, le 15 mars. Beauchamps, *Campagne de* 1814, II, 108-109. — Quelques jours plus tard, le 21 mars, les citoyens d'Epernay, Moët, le maire, à leur tête, devaient encore vaillamment seconder le général Vincent dans la défense de la ville. Beaucoup combattirent avec des faux et des fourches. Vincent à Berthier, Épernay, 21 mars. Arch. de la guerre.

flanc de l'ennemi, et les gardes d'honneur de Defrance chassèrent vers Arcis les uhlans du général Frimont. Le soir, la vieille garde et la division Berckheim cantonnèrent à Fère-Champenoise, la cavalerie de la garde occupa Semoine, Gourganson et Herbisse, le corps de Ney s'établit autour de Mailly[1].

A Fère-Champenoise, l'empereur apprit que le congrès de Châtillon était au moment de se rompre[2]. A l'heure où Rumigny lui remit la lettre de Caulaincourt, les négociations devaient même être regardées comme définitivement rompues. Le 13 mars, une nouvelle conférence avait eu lieu. Les ministres alliés se montrant de moins en moins accommodants, car ils savaient la victoire de Blücher, exigeaient impérieusement une réponse catégorique. Quelques-uns même demandaient que le congrès fût clos sur-le-champ, puisque la réponse du duc de Vicence n'était point satisfaisante[3]. Caulaincourt obtint un délai de trente-six heures, mais il ne se dissimula pas que c'étaient des heures de grâce. Il rendit compte à l'empereur des deux séances de la journée et termina sa lettre par ces mots : « On m'affirme que les ordres des cours alliées sont précis, que la déclaration pour rompre est toute prête et qu'elle me sera remise si je ne me décide pas à répondre... Je donnerai un contre-projet, mais ce sera toujours les bases de Francfort sous une autre forme... Si nous ne cédons pas, il faut renoncer à négocier[4]. » Le

1. Ordres de Ney, Châlons, 17 mars, et Ney à Berthier, Mailly, 18 mars 7 heures du soir. Arch. de la guerre.

2. Fain, 185. — Rumigny était porteur soit de la lettre de Caulaincourt du 13 mars, soit de celle du 17, toutes deux d'ailleurs analogues. (Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668.) A en juger par la distance à parcourir de Châtillon à Fère, il semble que Rumigny dut remettre la dépêche du 17, mais on ne sait quels détours il eut à faire, quels retards il subit.

3. Caulaincourt à Napoléon, Châtillon, 13 mars, 7 heures du soir; et protocole de la séance du 13. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668.

4. Caulaincourt à Napoléon, 13 mars, 11 heures du soir.

délai si difficilement accordé étant expiré, et Caulaincourt n'ayant rien reçu du quartier impérial, sinon une dépêche de Bassano qui le trompait sur la gravité de la bataille de Laon[1], le plénipotentiaire français dut, le 15 mars, présenter un contre-projet rédigé dans l'esprit d'une Note de l'empereur du 2 mars, c'est-à-dire s'écartant fort peu des bases de Francfort[2]. Les Alliés écoutèrent cette lecture avec un silence glacial. Sans consentir à aucune discussion, ils déclarèrent qu'ils ne pouvaient, dans cette séance, faire une réponse quelconque à la pièce qui venait de leur être lue, et qu'ils se réservaient de proposer au plénipotentiaire français une conférence ultérieure[3]. A l'attitude des ministres de la Coalition, Caulaincourt jugea qu'ils n'entreraient pas plus en discussion dans la prochaine séance que dans celle-ci, et qu'ils prendraient prétexte de son contre-projet pour déclarer les négociations terminées et leurs pouvoirs éteints. Le seul moyen d'empêcher la rupture, pensait Caulaincourt, serait d'accéder, pour ainsi dire les yeux fermés, à toutes les conditions des Alliés[4].

Le 17 mars, Napoléon, un peu ébranlé cependant par les adjurations de son plénipotentiaire, avait écrit de Reims qu'il l'autorisait à faire les concessions indispensables pour éviter la rupture des pour-

1. Bassano à Caulaincourt, Soissons, 11 mars. Arch. des affaires étrangères. — Bassano parle de la bataille comme d'une affaire sans importance. « D'ailleurs, ajoute-t-il, il n'entrait pas dans les projets de Sa Majesté de porter plus loin son armée. » En effet, il n'entrait pas dans les projets de l'empereur de dépasser Laon, mais il n'y entrait pas non plus de se faire refouler sur Soissons.

2. *Correspondance de Napoléon*, 24 407. — Le contre-projet promis par l'empereur ne fut jamais rédigé. Le 8 mars Bassano avait écrit à Caulaincourt : « La Note de l'empereur, du 2 mars, renferme les matériaux du contre-projet. » Caulaincourt s'inspira en effet de cette Note, tout à fait insuffisante comme contre-projet, pour rédiger la pièce lue dans la séance du 15 mars.

3. Protocole de la séance du 15 mars. Caulaincourt à Napoléon, 15 mars.

4. Caulaincourt à Napoléon, 15 et 17 mars. Arch. des aff. étrangères.

parlers. Ce court billet était accompagné d'une lettre plus détaillée de Bassano, où il était question de céder Anvers[1]. Le porteur de ces deux dépêches, l'auditeur Frochot, se vit refuser le passage à Nogent, malgré son caractère diplomatique. Allant de route en route, promené d'avant-postes en avant-postes, il ne rejoignit le duc de Vicence que le 21 mars, quand celui-ci quittait Châtillon où depuis deux jours tout était terminé[2]. Ce courrier fût-il arrivé plutôt que sans doute les choses en eussent été de même. Les Alliés, il est vrai, étaient redevenus fort inquiets au point de vue militaire. Néanmoins ils n'auraient certainement pas consenti à modifier leur ultimatum. Caulaincourt eût-il pris sur lui de l'accepter? c'est douteux. Ce n'était pas une *carte blanche*, cette lettre de Bassano qui portait : « Si le projet des Alliés est leur ultimatum, nous ne pourrons pas traiter[3]. »

Au reste, Caulaincourt ne reçut point le courrier en temps opportun, et le 18 mars il dut se présenter à la séance sans être armé de nouvelles instructions. Comme il le craignait, les ministres alliés ne daignèrent pas entrer en discussion sur le contre-projet. Ils donnèrent lecture d'une longue Déclaration dans laquelle ils proclamaient leur sincérité et leur ardent désir de la paix et où ils imputaient à Napoléon le résultat négatif des conférences. « Les puissances alliés, concluaient-ils, regardent les négociations entamées à Châtillon comme terminées par le gouvernement français[4]. » Sur le désir de Caulaincourt,

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 505. Bassano à Caulaincourt, Reims, 17 mars. Arch. des aff. étrangères, 668.

2. Caulaincourt à Metternich, Joigny, 21 mars. Arch. des aff. étrangères. Note de Bassano, citée par Ernouf, *Maret, duc de Bassano*, 632-633.

3. Lettre précitée de Bassano, Reims, 17 mars.

4. Protocole de la séance du 17 mars.

Les ministres alliés ne devaient point se borner à cette déclaration perfide et men-

qui jugeait de sa dignité de réfuter ces allégations, la séance fut suspendue jusqu'à neuf heures du soir pour la signature du protocole, puis ajournée au lendemain, à une heure de l'après-midi. Le 19 mars, Caulaincourt lut sa réponse; une assez longue discussion s'engagea sur le protocole, et on se sépara définitivement. La comédie était jouée, le congrès de Châtillon avait pris fin[1].

La dernière lettre de Caulaincourt à l'empereur lui faisait pressentir l'événement[2]. Napoléon reçut cet avis sans s'émouvoir[3]; la veille, il avait appris avec un même calme la nouvelle de la proclamation de Louis XVIII à Bordeaux[4]. Il attendait de si grands résultats de la belle manœuvre qu'il méditait[5] que rien n'avait plus d'importance pour lui. Qu'étaient

songère. Ils allaient publier, sous le titre de *Déclaration des puissances coalisées*, un manifeste qui était un appel à la révolte : « La France ne peut s'en prendre qu'à son gouvernement des maux qu'elle souffre. Par où les souverains pourront-ils juger que la France veut la paix aussi longtemps qu'il verront que la même ambition qui a répandu tant de maux sur l'Europe est encore le seul mobile du gouvernement ? Sous de tels rapports, où *serait la garantie de l'avenir* si un système aussi destructeur *ne trouvait pas un terme dans la volonté générale de la nation* ? » Châtillon, 18 mars. Arch des aff. étrangères, fonds France, 668.

1. Caulaincourt à Napoléon et à Hauterive, 18 mars. Protocole de la séance des 18 et 19 mars. Arch. des aff. étrangères, 668 et 670.

2. Caulaincourt à Napoléon, 15 mars ou 17 mars. Voir **1814**. 286, note 2.

3. Fain, 185-186. — Remarquons d'ailleurs que Napoléon devait croire alors que la dépêche confiée à Frochot était au moment d'arriver à Châtillon et qu'elle empêcherait sans doute la rupture du congrès. On a dit aussi que Bassano écrivit ou voulut écrire le lendemain 19 mars une nouvelle lettre au duc de Vicence, renouvelant les instructions du 17 mars. Mais il n'existe aux Archives des affaires étrangères aucune minute ou copie ou projet de cette lettre, ni aucune pièce qui y fasse allusion. On ne trouve à la date du 19 mars que la copie de la fameuse lettre, apocryphe de Bassano qui fut produite au Parlement d'Angleterre comme preuve de la duplicité de Napoléon (*Parliamentary debates*, XXX, 978). Cette dépêche porte : « Quand même l'empereur signerait la cession des places de guerre, son intention n'est cependant pas de les livrer. » Bassano a toujours nié énergiquement avoir écrit cette lettre (*Moniteur*, 13 et 24 mai 1815) qui d'ailleurs se réfute d'elle-même. Elle contient des expressions étrangères; le protocole final y manque; enfin elle est datée de Paris, 19 mars, et le 19 mars le duc de Bassano se trouvait à Fère-Champenoise.

4. Fain, 183-184. Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 504.

5. *Correspondance de Napoléon*, 21 508; Cf. 21 509, 21 522.

les conspirations des royalistes et les ultimatums des diplomates, quand il allait enfoncer son épée dans le flanc de la principale armée ennemie ? Des abandons, des perfidies, des duplicités, des trahisons, de toutes les haineuses revanches des oubliés et des vaincus, il en appelait à la victoire. Comme à Nogent, le 9 février, Napoléon se croyait « en train de battre l'ennemi de l'œil ».

Et le grand capitaine ne s'abusait pas. De nouveaux coups de foudre, de nouveaux miracles lui étaient encore possibles. Sa marche vers l'Aube avait porté la panique chez les Alliés. A Troyes, où se trouvait le quartier général des souverains, tout était en désarroi, tout annonçait une retraite. Officiers et soldats disaient qu'ils étaient cernés, obligés de faire une trouée pour regagner le Rhin, que dans les Vosges les paysans se levaient en masse, que les Suisses, faisant cause commune avec la France, s'avançaient sous le commandement de généraux de Napoléon. Les habitants de Troyes croyaient à une rapide délivrance[1]. Le czar lui-même, si confiant dans le succès final, si arrogant dans ses paroles, si inflexible dans ses instructions à ses plénipotentiaires, si acharné à la perte du violateur du Kremlin, fut littéralement bouleversé[2]. Il devait aller à Arcis pour suivre le mouvement de l'armée sur Villenoxe et Provins. En apprenant l'occupation de Châlons par

1. Lettre écrite de Troyes, 19 mars au matin. Arch. de la guerre. Cf. Bernhardi, *Denkwürdig. des Grafen von Toll*, IV, 2e partie, 238-240.

2. Bernhardi, IV, 240-241. — Wilson (*De la Russie*, 90) prétend même que le czar envoya une dépêche à Schwarzenberg portant qu'on devait faire partir immédiatement un courrier pour Châtillon. « Il fallait, disait Alexandre, signer sans différer le traité de paix aux conditions demandées par le duc de Vicence ». Cela est une légende qui a sa source dans la panique d'Alexandre, mais ce n'est qu'une légende. Tout effrayé qu'il était, le czar pensait à la retraite, non pas à la paix. D'ailleurs, s'il avait eu l'idée de voir immédiatement le traité conclu, ce n'est pas à Pont-sur-Seine où était Schwarzenberg, que, de Troyes où il était lui-même, il eût envoyé un courrier ; c'est à Châtillon.

les Français, il ne voulut pas quitter Troyes. Le prince Wolkonsky écrivit au général Toll qui était à Pont-sur-Seine avec Schwarzenberg : « Nous restons à Troyes pour ne pas être obligés d'y retourner de nouveau, si Napoléon marche sur Arcis. Sa Majesté est d'avis qu'il vaut bien mieux aller directement de Troyes à Bar-sur-Aube que d'aller d'abord à Arcis pour retourner ensuite à Bar. En un mot, nous ne savons ce que nous avons à faire ni où nous devons aller. Je suis ici comme aux galères. Au nom du ciel, rassurez-nous [1]. »

Schwarzenberg n'était pas en état de rassurer le czar. Les ordres et contre-ordres du feld-maréchal dans les journées des 16, 17, 18 et 19 mars témoignent du désarroi où il se trouvait lui-même. Le 16 dans la soirée, comme on l'a vu, Schwarzenberg avait suspendu son mouvement offensif contre Macdonald, puis il avait donné pour le lendemain 17 la disposition suivante : « Le Ve corps (Wrède) se concentrera à Arcis; le VIe corps (Rajewsky) se repliera sur Méry; le IVe corps (prince de Wurtemberg) se tiendra entre Nogent et Pont-sur-Seine; le IIIe corps (Gyulai) occupera Troyes; les gardes et réserves (Barclay de Tolly) resteront à Brienne [2]. » C'était là une retraite bien marquée. Le 17 mars, nouvel ordre pour le 18 : « Le Ve corps s'avancera de l'Aube vers la Marne et formera son front entre Ramerupt et Allibaudière; le VIe corps marchera sur Charny; le IVe et le IIIe corps s'échelonneront entre Pont-sur-Seine et Joigny; les gardes et réserves occuperont Pougy, Lesmont, Donnemont et Dommartin. Le quartier général sera à Arcis [3]. » Ce n'était plus là une

1. Wolkonsky à Toll, Troyes, 18 mars au matin, cité par Bogdanowitsch, II, 21.
2. Ordre de Schwarzenberg, Pont-sur-Seine, 16 mars, cité par Schels, *Operaz. der verbünd. Heere gegen Paris*, I, 285-286.
3. Ordre de Schwarzenberg, Arcis, 17 mars, cité par Plotho, III, 316.

concentration, c'était une véritable dislocation. Schwarzenberg voulait contenir Macdonald derrière la Seine par Joigny, Pont et Villenoxe, où était encore la cavalerie de Pahlen[1], et offrir en même temps le combat à Napoléon en avant de l'Aube, d'Allibaudière à Donnemont. Il disposait ses troupes en un immense demi-cercle dont le développement atteignait trente-deux lieues à vol d'oiseau.

Occuper un front d'une pareille étendue, c'était donner l'occasion à Napoléon de renouveler les victoires de Champaubert, de Montmirail et de Vauchamps, en perçant la ligne ennemie et en frappant tour à tour plusieurs corps de l'armée de Bohême. L'empereur ne pouvait espérer que les alliés prissent une formation si favorable au succès de sa manœuvre, au triomphe de son génie stratégique. Malheureusement, le czar, qui était déjà très inquiet de l'approche de Napoléon, le devint bien davantage quand il connut les singulières dispositions arrêtées par le généralissime autrichien. Depuis le commencement de la campagne, Alexandre n'avait pas cessé de s'irriter contre la lenteur de Schwarzenberg à marcher en avant. Maintenant Schwarzenberg le faisait trembler à cause de sa lenteur à rétrograder. Temporiseur et irrésolu plutôt que timide, il montrait la même hésitation, qu'il s'agît de prendre l'offensive ou de battre en retraite.

Le 17 mars, au moment où l'on croyait encore Napoléon à Reims et où conséquemment une attaque n'était point à redouter sur l'heure, le czar voyait avec crainte que la gauche de Schwarzenberg s'étendait au delà de Sens, alors que la droite débordait l'Aube[2]. Le 18 mars, le péril devenait imminent.

1. Wolkonsky à Rajewsky, Troyes, 18 mars, cité par Bogdanowitsch, II, 21.
2. Wolkonsky à Rajewsky, Troyes, 17 mars, cité par Bogdanowitsch, II, 20.

Conseillé par la peur sinon par la science stratégique, Alexandre dépêcha un courrier à Schwarzenberg, l'invitant à venir lui parler dans la journée. Le feld-maréchal fort souffrant était alité. (Dans cette terrible campagne d'hiver, tous les chefs tombèrent malades, sauf Napoléon.) Il envoya au czar un de de ses aides de camp, le général Haake. Peu satisfait, Alexandre partit en calèche pour Arcis. A six heures du soir, il descendit au quartier général. Rencontrant dans l'antichambre le général Toll, le czar l'interpella d'un ton irrité. « — Que se passe-t-il? Voulez-vous donc perdre l'armée? » Toll répondit : « — Votre Majesté jugera elle-même de l'indécision des généraux. J'ai tout fait pour leur montrer le danger de notre position. C'est un grand bonheur que Votre Majesté ait daigné venir en personne. Elle pourra réparer toutes nos fautes. » En discourant, l'empereur et son aide de camp général étaient entrés dans une autre pièce où se tenaient Radetzky, Langenau et les principaux officiers de l'état-major de Schwarzenberg. « — Eh bien, Messieurs, dit Alexandre, que comptez-vous faire dans cette situation critique? » Comme les médecins qui attendent pour donner leur diagnostic que le malade soit perdu, les généraux répondirent qu'il fallait d'abord avoir des nouvelles des avant-gardes qui, dans le moment même, étaient engagées contre les Français. Jugeant à bon droit la réponse insuffisante, Toll s'écria : « — Chaque minute est précieuse. Il n'y a pas d'autre moyen d'échapper à un désastre que de concentrer toutes les troupes entre Troyes et Pougy, et de faire repasser l'Aube au corps du comte de Wrède qui défendra le pont d'Arcis[1]. »

Le mouvement suggéré par Toll n'était pas seule-

1. Danilewski, II, 63-65 (Danilewski tenait ce récit de Toll).

ment une concentration en arrière, devant amener une bataille dans une nouvelle position; c'était bel et bien un commencement de retraite. Si le général Toll demandait que le corps de Wrède disputât le passage à Arcis, c'était pour permettre aux colonnes qui se replieraient de Nogent, de Pont et de Méry sur Troyes de n'être point prises de flanc par les Français. Le czar approuva les paroles de son aide de camp, qui répondaient à son désir d'une prompte retraite; puis, fort d'un plan à proposer à Schwarzenberg, il passa dans la chambre où celui-ci était au lit. Alexandre démontra au feld-maréchal lès dangers de sa formation étendue. Tous deux tombèrent d'accord sur la pressante nécessité d'une concentration [1]. La peur est quelquefois bonne conseillère.

Des ordres verbaux furent aussitôt envoyés aux commandants de corps d'armée, et dès huit heures du soir, Schwarzenberg dicta cette disposition pour le lendemain et le surlendemain : « Le 19 mars, les VIe, IVe et IIIe corps marcheront sur Troyes; le Ve corps se repliera sur la rive gauche de l'Aube; les gardes et réserves se masseront derrière la Voire; le quartier général restera à Pougy. — Le 20 mars, les VIe, IVe et IIIe corps marcheront sur Vandeuvre; le Ve corps marchera sur Brienne; les réserves se concentreront à Trannes; le quartier général sera à Bar-sur-Aube [2]. » Le prudent Toll n'en avait pas tant demandé. Il avait indiqué Troyes comme premier point de concentration. Schwarzenberg marquait du coup sa retraite sur Bar. En un instant, Schwarzenberg était passé de la plus belle assurance à la dernière pusillanimité. A six heures encore, il préten-

1. Danilewsky, II, 65 Cf. Bernhardi, IV, 2e partie, 272-273. Bogdanowitseh, II, 27.

2. Ordre de Schwarzenberg, Arcis-sur-Aube, 18 mars, 8 heures du soir, cité par Schels, I, 317.

dait contenir Macdonald derrière la Seine et livrer bataille à Napoléon entre la Marne et l'Aube ; à huit heures, il ne pensait plus qu'à céder le terrain à ses deux adversaires et à reculer de dix lieues avec cent mille Allemands et Russes devant cinquante mille Français.

Napoléon prévoyait bien que la nouvelle de sa marche troublerait Schwarzenberg et l'induirait en quelque mouvement vicieux[1]; il ne pouvait cependant admettre l'hypothèse d'une retraite si précipitée. Le 17 mars et toute la journée du 18, l'empereur croyait l'armée ennemie presque tout entière sur la rive droite de la Seine et aux prises avec Macdonald entre Villenoxe, Nogent et Provins[2]. Il comptait en conséquence passer l'Aube à Arcis et se porter de là sur les derrières de Schwarzenberg[3]. En arrivant à quatre heures à la Fère-Champenoise, il apprit que celui-ci, averti de son approche, commençait à rétrograder et massait une partie de ses forces à Arcis et à Plancy[4]. Attaquer à Arcis, c'eût été perdre une journée et risquer de n'emporter point le passage. L'empereur se décida à tourner au plus court, de façon à franchir l'Aube à Boulages et la Seine à Méry. Par ce mouvement, il espérait, traversant les deux rivières sans coup férir, arriver assez à temps sur la rive gauche de la Seine pour atteindre dans sa retraite vers Troyes l'arrière-garde ennemie que formait le corps du prince de Wurtemberg. Au pis aller, c'est-

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 507, 21 508.

2. *Corresp.*, 21 512, 21 513. Registre de Berthier (à Trévise, 17 mars). Cf. Macdonald à Berthier, Provins, 16 mars, 7 heures du soir. Arch. de la guerre.

3. *Correspondance*, 21 512, 21 513. Registre de Berthier (à Ney, à Marmont, à Mortier, 17 mars; à Macdonald, 18 mars). Cf. Clarke à Macdonald, 19 mars, 11 heures du matin. Arch. de la guerre.

4. Ney à Berthier, 18 mars, note non signée (18 mars). Registre de Berthier (à Macdonald, à Mortier, 15 mars). Arch. de la guerre.

à-dire si tout ce terrain était déjà abandonné, il opérerait sa jonction avec Macdonald [1].

Dans la matinée du 19 mars, l'empereur se mit en marche sur Boulages, précédé par la cavalerie de la garde et les escadrons réunis et suivi par la vieille garde et l'artillerie. D'après les ordres de la nuit, Ney faisant tête de colonne à droite se porta de Mailly sur Plancy par Villers et Champfleury. Macdonald leva ses bivouacs de Vullaine (un peu tardivement, car il aurait dû prendre l'offensive dès la veille), et il dirigea ses troupes sur Léchelle, Sordun et Bray [2].

La cavalerie de Sébastiani ne tarda point à rencontrer les Cosaques de Kaizarow et les chassa devant elle jusqu'à l'Aube. Les Cosaques avaient établi leur artillerie légère sur la rive gauche; ils tentèrent de disputer le passage en canonnant. Pendant que les sapeurs du génie, protégés par le feu d'un bataillon de la vieille garde et aidés par les habitants, rétablissaient le pont de Plancy, lanciers

1. Cf. *Correspondance de Napoléon,* 21 518, 21 519, 21 520. Registre de Berthier (ordres du 18 au soir et du 19 au matin, et lettres à Mortier et à Macdonald). Arch. de la guerre.

Nous nous excusons de donner tant de détails ; mais les mouvements préparatoires de la bataille d'Arcis-sur-Aube — bataille capitale s'il en fut — et la bataille elle-même ont été rapportés jusqu'ici d'une façon si étrange par les historiens allemands, qui ignoraient les documents français, et par les historiens français, qui ignoraient les documents allemands... et les documents français, que l'on croirait Napoléon devenu alors aveugle. Or jamais son coup d'œil n'avait été plus puissant, sa lucidité plus merveilleuse. Il lisait comme à livre ouvert dans le registre d'ordres du général ennemi. Le malheur c'est qu'au dernier moment Schwarzenberg changea complètement ses dispositions, à la grande surprise de toute son armée.

Le véridique Fain lui-même commet une grave erreur en disant (p. 186). « Les renseignements que Napoléon reçoit (le 18 au soir) sur l'ennemi sont de nature à *le faire persister dans sa marche sur Méry.* » C'est « à lui faire adopter une marche sur Méry » que Fain aurait dû dire. La *Correspondance* et le Registre de Berthier témoignent que le 18 au matin l'empereur voulait marcher sur Arcis, et que c'est le 18 au soir qu'il se décida à marcher sur Méry.

2. Registre de Berthier (ordres du 18 et 19 mars au matin). Ordres de Ney, Mailly, 19 mars. Ordres de Macdonald, Vullaines, 18 mars, 11 heures et demie du soir. Arch. de la guerre.

et dragons passèrent à gué sous la mitraille, abordèrent les Cosaques qui tournèrent bride, et les menèrent battant jusqu'au village de Pouan. De son côté l'empereur, arrivé à Plancy vers trois heures, se porta au grand trot sur Méry avec la troisième division de cavalerie de la garde et les escadrons réunis. L'arrière-garde de Wurtemberg, qui marchait de Nogent sur Troyes, prit ses dispositions pour défendre le passage de Méry, mais il en fut là comme à Plancy ; les cavaliers de Letort et de Curély passèrent la Seine à gué et vinrent sabrer les Wurtembergeois. Poursuivis à outrance sur la route de Troyes, ceux-ci abandonnèrent nombre de prisonniers et un équipage de ponts[1].

A sept heures du soir, les différents corps de l'armée de Bohême battaient en retraite sur tous les points. A l'exception des Cosaques de Kaizarow et de l'arrière-garde bavaroise du comte de Wrède qui occupaient encore la rive droite de la Barbuisse et Arcis-sur-Aube, le pays était nettoyé. L'empereur revint coucher au village de Plancy ; toutes ses troupes s'établirent à l'entour, sauf les divisions Berckheim et Letort qui restèrent à Méry[2]. Macdonald poussa jusqu'à Villenoxe d'où il écrivit au major général : « La retraite de l'ennemi a été si précipitée que nous n'avons pu atteindre son arrière-garde[3] ». La retraite des Autrichiens avait été en effet bien précipitée, mais la marche de Macdonald avait été bien tardive.

1. Sébastiani à Berthier, Bessy, 9 heures du soir, 19 mars. Cf. *Correspondance* 21 518 et 21 519, 21521. Registre de Berthier (ordres du 18 pour le 19). Arch. de la guerre. Colonel des chasseurs à Berthier, Châtres, 19 mars (dans la soirée). Cf. Bogdanowitsch, II, 30, 31. Schels, I, 329.

2. Letort à Berthier, Méry, 19 mars ; Ney à Berthier, Plancy, 19 mars ; Sébastiani à Berthier, Bessy, 19 mars, Arch. de la guerre. Bogdanowitsch, I, 30.

3. Macdonald à Berthier, Villenoxe, 19 mars, 5 heures du soir. Arch. de la guerre

La faible défense de l'ennemi à Plancy et à Méry, la direction qu'il a prise en se retirant, les rapports des commandants de corps et des chefs de reconnaissance, les renseignements des paysans, tout indique, tout confirme à l'empereur que l'armée de Bohème rétrograde à marches forcées par Troyes sur Brienne ou Bar-sur-Aube[1]. La retraite des Austro-Russes a été plus prompte que son attaque. Leur abandon subit de la ligne de la Seine a fait échouer en partie le premier mouvement de sa grande opération. Mais l'opération même, en ce qu'elle a d'essentiel, est loin d'être compromise. Si la marche vers l'Aube, qui n'était qu'une manœuvre préparatoire, n'a pas été assez secrète ou assez rapide pour aboutir à une attaque à revers ou de flanc, par cette marche, du moins, Napoléon a dégagé Paris, rejoint Macdonald, éloigné Schwarzenberg, imposé à Blücher. Le temps qui lui manquait, huit jours auparavant, pour se porter vers ses places et se rabattre sur les derrières de l'armée de Bohême, tout semble indiquer qu'il l'a désormais. Les alarmes de Schwarzenberg mêmes, encore qu'elles aient sauvé son armée d'une défaite partielle, sont de bonne augure. Si le généralissime s'émeut de telle façon à l'approche d'une poignée d'hommes manœuvrant sur son flanc, quelle sera son épouvante quand Napoléon, renforcé par les garnisons des places fortes, rallié par Macdonald et par Oudinot, par Marmont et par Mortier, se jettera sur ses derrières avec quatre-vingt-dix mille soldats[2] et la Lorraine, l'Argonne, la Bourgogne insurgées?

1. Sébastiani à Berthier, Bessy, 7 heures du soir. Colonel des chasseurs au même, Châtres, 7 heures du soir. Macdonald au même, Villenoxe, 8 heures du soir. Letort au même, Méry (au soir). Lettre écrite de Troyes, 19 mars (au matin), etc., etc. Arch. de la guerre. Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21521, 21522, 21524.

2. Le 20 mars dans la matinée ordre fut envoyé à Marmont et à Mortier, ainsi

La pensée de poursuivre l'ennemi sur Troyes vint sans doute à Napoléon, car aucune combinaison n'échappait à son puissant génie; mais il ne s'y arrêta point[1]. Les Austro-Russes avaient achevé leur concentration, ils avaient en ligne des forces doubles des siennes. L'heure de les attaquer était passée et n'était pas encore revenue. L'empereur résolut de se porter sur ses places par Vitry.

De Plancy, on pouvait aller à Vitry soit par Salon, Fère-Champenoise et Sommesous, soit par les deux rives de l'Aube, Arcis-sur-Aube, Mailly et Sommepuis. Dans la circonstance, chacun de ces itinéraires, qui étaient tous deux de même longueur, présentait son avantage et son inconvénient. Le premier était le plus sûr, puisqu'en prenant par Salon, on s'éloignerait de l'ennemi dès le début de la marche; mais la manœuvre, qui aurait l'apparence d'une retraite, pourrait rendre confiance à Schwarzenberg et l'amener de nouveau sur la route de Paris. Au contraire, en suivant jusqu'à Arcis les deux rives de l'Aube, on risquerait peut-être un combat avec l'arrière-garde ennemie, mais bien plus vraisemblablement on imposerait à Schwarzenberg qui, se croyant menacé à Troyes, s'y concentrerait et y resterait plusieurs jours immobile. Il est presque superflu de dire, puisqu'il s'agit de Napoléon, que ce stratégiste

qu'à Macdonald et à Oudinot de rejoindre l'empereur (*Correspondance*, 21 522, 21 524, 21 525, 21 528; Reg. de Berthier (ordres du 20 mars. Arch. de la guerre). Si l'on additionne les effectifs de ces divers corps d'armée et ceux de la garde, de Ney, de Lefebvre-Desnoëttes, et qu'on y ajoute seulement 20 000 hommes des garnisons des places, on arrive au total de 90 000 hommes.

1. Dans les lettres de Napoléon du 19 et du 20 mars, il n'est point question une seule fois d'un mouvement sur Troyes; l'empereur dit au contraire : « Je négligerai Troyes. » (*Correspondance*, 21 526.) Mais l'empereur paraît avoir pensé à une marche sur Brienne (*Correspondance*, 21 523, 21 526), sans doute afin de frapper, avant de gagner ses places, un dernier coup sur la droite de l'ennemi. Vraisemblablement les dangers de cette marche de flanc, le long d'une rivière, y firent renoncer Napoléon; il se décida à gagner directement Vitry.

peu timide adopta le second itinéraire. D'ailleurs la cavalerie de Sébastiani était déjà devant Pouan, à mi-route d'Arcis par la rive gauche de l'Aube, en présence des Cosaques[1]; si la garde à cheval rétrogradait sur Plancy, pour y passer la rivière, l'état-major autrichien en serait bientôt instruit, car avec ces « canailles de Cosaques », selon l'expression de Son Altesse Sérénissime le prince de Wagram et de Neuchâtel, on ne pouvait tenir secret aucun mouvement.

Les ordres de marche furent donnés dans la matinée du 20 mars : ordres à Ney, à Sébastiani et à Letort de se rendre à Arcis par la rive gauche de l'Aube et de prendre position devant cette ville; ordres à Defrance, à Friant, à Drouot et à Dulauloy de se porter vis-à-vis Arcis par la rive droite de l'Aube et de s'y tenir prêts à marcher sur Vitry dans l'après-midi et dans la nuit; ordres à Macdonald de diriger ses trois corps d'armée sur Arcis, par la rive droite, « sans trop fatiguer ses troupes »; enfin ordres à Marmont et à Mortier de rejoindre l'empereur par Châlons[2].

Napoléon écrivit le 20 mars, dans la matinée, au ministre de la Guerre : « Mon mouvement a parfaitement réussi... Je négligerai Troyes et je me porterai en toute hâte sur mes places »[3]; et au moment de

1. Colbert à Napoléon, Bessy, 20 mars. Arch. nat., AF. IV, 1670.

2. Registre de Berthier (lettres et ordres de Plancy, 20 mars). Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 522, 21 523, 21 525. Macdonald à Berthier, Anglure, 20 mars, 7 heures du soir. Ordre de Ney, Arcis, 20 mars (9 ou 10 heures du matin). Arch. de la guerre.

3. *Correspondance de Napoléon*, 21 526. — Le même jour, Napoléon écrivit à Marie-Louise une lettre non moins optimiste, à en juger par la réponse de l'impératrice, Paris 21 mars : « ... J'ai reçu cette nuit ta lettre de Plancy, du 20 mars, je vois avec bien du plaisir que tu es content de la tournure des affaires. J'espère qu'elles iront à présent tout à fait à ta satisfaction. Tout Paris est rempli de bonnes nouvelles. » (Cette lettre qu'avaient saisie les coureurs ennemis a été citée par Talischeff dans la Revue de Moscou, *Le Messager russe*.)

monter à cheval, il lui écrivit encore : « Je pars pour me rendre sur Vitry[1]. » Très détaillés, très clairs, très précis, les ordres du major général confirment la lettre de l'empereur. Aucun doute ne saurait subsister. Il est manifeste que Napoléon veut marcher sur Vitry et qu'il ne songe nullement à poursuivre l'ennemi[2]. Son mouvement, dit-il, ou plutôt la première partie de son mouvement « a parfaitement réussi ». Il sacrifie tout pour en assurer le succès complet. C'est ainsi qu'il ordonne à Marmont de découvrir la route de Paris. Certes Napoléon prévoyait que, dans les circonstances, Blücher n'oserait pas s'y aventurer seul, — et sa sagacité habituelle n'était pas en défaut[3], — mais quelque parti que prit Blücher, les résolutions de l'empereur n'en seraient point modifiées. Après être resté insensible à la nouvelle de la prise de Bordeaux, Napoléon envisageait froidement l'éventualité de la prise de Paris

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 528.

2. Trompés par la marche sur Vitry par Arcis, Beauchamps, Koch, Vaudoncourt, d'autres historiens encore à qui les documents originaux faisaient défaut ou qui les lisaient mal, ont avancé que Napoléon se portait à la poursuite de l'ennemi dans l'intention de lui livrer bataille ce jour-là même ou le lendemain. C'est commettre une très grave erreur, c'est attribuer à Napoléon un mouvement inexplicable et de la plus folle témérité. Mais la *Correspondance* et le Registre de Berthier ne laissent aucun doute à cet égard. Il est indiscutable que l'empereur, le 20 mars, mit ses troupes en marche vers Vitry sans aucune idée de livrer bataille sur la rive gauche de l'Aube.

3. Dans la matinée du 20, l'empereur fait écrire à Marmont « de le rejoindre si Blücher reprend l'offensive » ; mais il ajoute : « Il n'est pas possible que Blücher fasse aucun mouvement offensif. Il faudrait que Blücher fût fou pour tenter aucun mouvement sérieux. » (*Correspondance*, 21 522 et Registre de Berthier, 20 mars.) Vers 11 heures du matin ayant appris par une lettre du duc de Trévise (Mortier à Berthier, 19 mars, 5 heures du matin. Arch. de la guerre), que Blücher a passé l'Aisne, Napoléon fait écrire de nouveau à Marmont « qu'il ait sur-le-champ à se retirer par Châlons afin que nous soyons tous groupés ». (*Correspondance*, 21 524 et Registre de Berthier.) Cette fois l'ordre n'est plus conditionnel. Marmont doit livrer la route de Paris. Mais Napoléon montre dans cette lettre ses pressentiments que Blücher loin de marcher sur Paris, manœuvrera pour se réunir à Schwarzenberg. Et en effet, comme on le verra plus loin, tel était le but du feld-maréchal ; les défaites de Montmirail et Vauchamps et le péril couru devant Soissons l'avaient guéri des marches aventureuses

où tout était réglé pour le départ du gouvernement[1]. Il ne considérait plus ce malheur que comme un accident de guerre dont les conséquences seraient de peu de poids auprès de la destruction totale de la principale armée ennemie. Que Paris suive ses destinées. La capitale de l'empire est désormais le quartier impérial.

1. Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 210, 21 497; et Fain, 185 et 203 : « .. Depuis l'ouverture de la campagne on n'a cessé de prévoir cette extrémité (l'occupation de Paris); Napoléon a fait tous les efforts pour se familiariser avec les résolutions qu'elle comporte. Ses plans sont faits en conséquence... »

II

LA PREMIÈRE JOURNÉE DE LA BATAILLE D'ARCIS-SUR-AUBE

Le prince de Schwarzenberg n'était point avare d'ordres et de contre-ordres. Il donnait parfois trois dispositions différentes dans la même journée, et encore changeait-il la troisième le lendemain, croyant toujours que le meilleur parti à prendre était celui qu'il n'avait point pris. C'eût donc été miracle que ce grand irrésolu se tînt vingt-quatre heures à ses instructions de la soirée du 18 mars, en vertu desquelles les Austro-Russes devaient se replier sur Troyes, puis sur Trannes et Bar-sur-Aube. Informé le 19 au matin que l'arrière-garde du comte de Wrède avait repassé l'Aube à Arcis sans être inquiétée par les Français, qui, cependant, marchaient la veille dans cette direction, il en conclut que Napoléon se portait sur Brienne et il pensa à l'arrêter devant la petite rivière de la Voire. Les troupes reçurent l'ordre de se concentrer entre Lesmont et Braux, le front vers Dommartin et Donnemont[1]. Mais dans l'après-midi arriva au quartier général un rapport de Kaizarow sur le combat de Plancy. Loin de se porter sur Brienne, comme se l'imaginait Schwarzenberg, Napoléon avait passé

1. Ordre général de Schwarzenberg pour le 20 mars. Pougy, 19 mars, 9 heures du matin, cité par Plotho, *Der Krieg in Frankreich 1814*, III, 320.

l'Aube en aval d'Arcis, vraisemblablement pour marcher sur Troyes. Délivré d'inquiétude pour son flanc, et jugeant périlleuse la position de l'empereur, qui avait à dos une rivière et un marais, Schwarzenberg fut pris soudain d'un accès d'énergie. Non seulement il arrêterait sa retraite, non seulement il n'éviterait pas le combat; il le provoquerait A neuf heures du soir, il envoya aux commandants de corps d'armée l'ordre de masser leurs troupes entre Troyes et Chaudrey et de marcher de concert, le lendemain à onze heures du matin, sur Plancy et Méry, à la rencontre de Napoléon [1].

Cette disposition qui n'avait rien d'audacieux, puisque, en réalité, il s'agissait d'attaquer avec cent mille hommes vingt mille soldats adossés à une rivière, marquait néanmoins une certaine résolution. Or on était si peu accoutumé chez les Alliés au moindre acte d'énergie, de la part du général en chef, que son ordre frappa d'étonnement toute l'armée. On alla même jusqu'à dire que Schwarzenberg ne pouvait en avoir eu l'idée lui-même, qu'il avait obéi aux conseils ou à la volonté d'autrui; et l'on nommait le czar, le général Radetzky, le général Toll, le comte de Wrède, le prince de Wurtemberg [2]. La vérité, c'est que l'empereur Alexandre n'apprit la disposition que dans la nuit ou dans la matinée du lendemain, et qu'il fut fort mécontent et fort effrayé quand il la connut; c'est que ni Toll, ni Wurtemberg, ni Radetzky, ni aucun autre n'influencèrent Schwarzenberg. Schwarzenberg prit cette résolution de lui

1. Ordre général de Schwarzenberg pour le 20, Pougy, 19 mars, 9 heures du soir, cité par Schels, *Die Operazionen der verbündeten Heere gegen Paris*, I, 332-333. Cf. Clausewitz, *Der Feldzug von 1814*, 446.

2. Cf. Richter, *Geschichte des deutzchen Freiheitskrieges*, III, 267. Bogdanowitsch, *Geschichte des Krieges 1814*, II, 30.

seul; à lui seul on en doit rapporter l'honneur. Comme le constatent la plupart des historiens allemands et russes, le prince de Schwarzenberg rendit ce jour-là un éclatant service aux Alliés. La retraite sur Trannes eût gravement compromis l'armée de Bohême, si peut-être elle ne l'eût conduite à tous les désastres d'une déroute jusqu'au Rhin[1].

D'après des instructions complémentaires du prince de Schwarzenberg, toutes les troupes devaient être rangées en bataille, à sept heures du matin. Vers onze heures, trois coups de canon et un grand feu allumé sur les hauteurs de Ménil, où il se tiendrait avec son état-major, donneraient le signal de la marche générale en avant. Mais les premiers ordres de concentration étant parvenus à une heure avancée de la nuit, les différents corps d'armée ne se mirent en mouvement qu'assez tard dans la matinée. A peine si à neuf heures débouchèrent de Troyes les colonnes de Wurtemberg, de Gyulai et de Rajewsky. Seul, le comte de Wrède occupait de bon matin Chaudrey, position qui lui était assignée à l'extrême droite de la ligne, et il avait poussé à Arcis et jusqu'au bord de la Barbuisse quelques escadrons de Frimont[2].

Le général Sébastiani, dont les 2 600 chevaux (divisions Colbert et Exelmans) formaient l'avant-garde de l'armée impériale, leva ses bivouacs de Bessy entre neuf et dix heures du matin. Les lanciers de Colbert débusquèrent sans peine de la rive droite

1. Cf. Clausewitz, 446-447. Danilewsky, II, 65. Damitz, III, 1re part., 359. Thielen, 295. Schütz, XIII, 1re part., 31-34. Bernhardi, IV, 2e part., 279. Relation de Diebitsch. Arch. de la guerre, à la date du 24 mars. — Les plus dignes de foi parmi les auteurs de Mémoires et les plus sérieux parmi les historiens s'accordent on le voit, pour attribuer la disposition à Schwarzenberg seul, et pour constater l'opportunité de cette résolution.

2. Ordre général de Schwarzenberg pour le 20 mars, Pougy, 20 mars, 9 heures du matin, cité par Schels, I, 345-346. Cf. Plotho, III, 325-226.

de la Barbuisse les Cosaques de Kaizarow et les Bavarois de Frimont, qui se retirèrent au galop, les premiers sur la route de Troyes, les seconds dans la direction d'Arcis. Sébastiani continua sa marche vers cette ville, évacuée à son approche par la cavalerie bavaroise ; il y entra à onze heures. Peu d'instants après, le maréchal Ney arriva à Arcis par la rive gauche de l'Aube, avec les divisions Janssens et Rousseau, tandis que les gardes d'honneur de Defrance et les cuirassiers de Mouriez (1re brigade des escadrons réunis) y arrivaient par la rive droite[1]. Les mouvements de la cavalerie de Frimont, qui bien plutôt indiquaient une retraite de la grande armée que des préparatifs d'attaque, ne pouvaient inquiéter

1. Sébastiani à Berthier, Arcis, 20 mars, 11 heures du matin. Ordre de Ney, Arcis, 20 mars (11 h. et demie du matin). Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 523, et Registre de Berthier (à Mouriez et à Defrance, 20 mars, 9 heures du matin). Arch. de la guerre.

Presque tous les historiens prétendent que dès leur arrivée à Arcis, Sébastiani et Ney pressentirent une attaque imminente et qu'ils en prévinrent Napoléon à Plancy. Or la lettre précitée de Sébastiani à Berthier ne trahit aucune inquiétude : « Trois à quatre mille chevaux ennemis, écrit-il, sont devant moi, et *se retirent* par la route de Brienne. Tous les Cosaques vus hier se sont retirés sur la route de Troyes. Je vais faire suivre l'ennemi dans ces deux directions. » L'ordre de Ney témoigne plus encore de la sécurité où se croyaient les deux généraux : » Aussitôt que la tête de colonne sera arrivée, on fera passer sur la rive droite de l'Aube. L'artillerie parquera près de la ferme des Vasseurs (direction de Mailly). Le 2e léger restera de garde devant le château de l'empereur. Dès que le bataillon de service sera arrivé, le 2e léger passera sur la rive droite de l'Aube. » Il est bien évident que si Ney eût appréhendé quelque attaque, il eût pris des dispositions pour défendre le pont et n'eût pas fait parquer son artillerie. Ce fut seulement peu après l'arrivée de sa tête de colonne, probablement vers midi, que, inquiété par les rapports des paysans il révoqua ses ordres et rangea ses troupes en bataille, entre Arcis et Torcy. Ce qui prouve encore que Napoléon ne fut point prévenu à Plancy d'un retour offensif de l'ennemi, c'est que, passé midi, il prit par la rive gauche pour se rendre à Arcis. S'il n'eût pas continué à croire à la retraite des Austro-Russes, il fut certainement passé par la rive droite, afin de ne point risquer de se faire enlever par les Cosaques.

Les historiens commettent une erreur plus grave encore en disant que Ney arriva par la rive droite et passa ensuite sur la rive gauche, car ce mouvement eût indiqué alors le dessein de Napoléon de poursuivre les Austro-Russes. Mais la *Correspondance*, le Registre de Berthier et l'ordre de Ney marquent expressément, au contraire, que le prince de la Moskowa arriva par la rive gauche pour passer sur la rive droite. Ainsi tombe l'accusation« de présomption et de folle témérité » portée contre Napoléon par la plupart des écrivains militaires.

les généraux français. Ils prirent position à Arcis et en firent réparer le pont. La cavalerie de la garde poussa deux reconnaissances sur les routes de Troyes et de Brienne; les gardes d'honneur et les cuirassiers éclairèrent les routes de Châlons et de Vitry et la rive droite de l'Aube.

Entre une heure et une heure et demie, Napoléon arriva à Arcis, par la rive gauche de la rivière, avec un seul escadron de service. Déjà le prince de la Moskowa et le général Sébastiani étaient sur le qui-vive. Les reconnaissances n'avaient rien signalé de menaçant, mais d'après les rapports de paysans, des masses ennemies approchaient. A toute éventualité, Ney et Sébastiani prirent des dispositions pour tenir la rive gauche de l'Aube, jusqu'à la venue de l'empereur. Sébastiani déploya sa cavalerie en avant d'Arcis. Ney établit ses troupes à deux kilomètres à l'est de cette ville, à Torcy-le-Grand, où une attaque de flanc était à redouter. La division Janssens se plaça en première ligne, en avant du village; la brigade Rousseau en réserve, entre Torcy et Arcis.

Napoléon, persistant à croire à la retraite de l'ennemi, commença par traiter de chimères les rapports des paysans. Néanmoins il envoya en reconnaissance sur la route de Troyes un de ses officiers d'ordonnance avec un escadron. S'il était vrai que Schwarzenberg se préparât à l'attaque, la cavalerie de Sébastiani et l'infanterie de Ney auraient le temps de repasser l'Aube, et le pont détruit, on défierait derrière cette rivière tous les efforts de l'ennemi, d'autant qu'on attendait sous peu d'heures la vieille garde, la réserve d'artillerie, le corps de Lefebvre-Desnoëttes et les 2e et 3e corps de cavalerie en marche vers Arcis par la rive droite. Malheureusement, le jeune capitaine chargé de la reconnaissance n'alla pas assez loin sur

le petit plateau qui s'élève en pente douce devant Arcis et dont le terrain, très ondulé au sommet, peut dérober à la vue des divisions entières. Il revint bientôt rendre compte à l'empereur que quelques partis de Cosaques étaient seuls en présence. Ce rapport concordait trop bien avec l'idée de Napoléon pour qu'il n'y ajoutât pas foi ; il donna l'ordre à Sébastiani de ne point bouger et se porta de sa personne à Torcy pour inspecter les positions du maréchal Ney[1].

Moins rassuré que l'empereur par cette reconnaissance, trop rapidement opérée à son gré, le général Sébastiani voulut voir de ses yeux ce qui en était. Il s'élança au galop sur la route de Troyes, suivi de deux escadrons et bien résolu à percer, s'il le fallait, le rideau des Cosaques. Mais à peine eut-il atteint les premières sommités du plateau qu'il apperçut à portée de canon de grandes masses de cavalerie. C'étaient tout le corps des Cosaques de Kaizarow et les cinquante-six escadrons de Frimont qui, après avoir attendu trois heures le signal de l'attaque, commençaient à s'ébranler[2].

L'occupation d'Arcis par les Français était la cause de ce long retard. Ce mouvement, qui obligeait le comte de Wrède à reculer sa droite et toute l'armée à étendre son front, avait déconcerté Schwarzenberg. Retombé dans son irrésolution coutumière, il hésitait à livrer bataille. Au reste, l'air soucieux et réprobateur du czar ne semblait point fait pour l'y encourager. Alexandre était à la fois fort surpris et fort mécontent qu'au lieu de battre en retraite, selon le plan arrêté dans la soirée du 18 mars, le général en chef eût marché contre Napoléon. En arrivant avec

1. Cf. Plotho, III, 326. Koch, II, 65-66. Bogdanowitsch, II, 35.
2. Cf. Bogdanowitsch, II, 36-37. Schels, I, 251. Koch, II, 66.

le roi de Prusse sur le plateau de Ménil, le czar affecta de ne point s'approcher de Schwarzenberg. Il le salua de loin, puis mettant pied à terre il dit d'un ton irrité aux généraux Toll et Barclay de Tolly : « — Je voudrais bien savoir pourquoi le prince de Schwarzenberg a changé encore une fois toutes les dispositions? Comment l'armée n'a-t-elle point continué la retraite sur Trannes? » Toll répondit : « — Si Napoléon avait débordé notre droite, hier matin, par Arcis, au lieu de se porter sur Plancy, l'armée aurait continué sa retraite vers Trannes. Mais comme il a perdu au moins vingt-quatre heures par sa marche sur Plancy, il nous a donné le temps de concentrer nos troupes entre Troyes et Pougy et la possibilité de frapper un grand coup. Nous avons l'avantage du terrain, car nous pouvons manœuvrer à notre guise au lieu que l'ennemi est acculé à une rivière bordée de terrains marécageux. » Peu convaincu par ces arguments, Alexandre répliqua : « — Napoléon va nous amuser ici au moyen de feintes démonstrations tandis qu'il nous tournera par Brienne avec le gros de son armée! » Puis jugeant que le seul corps de Wrède ne suffirait pas à tenir la droite, il commanda à Barclay de Tolly de hâter la marche des réserves russes[1].

La journée s'avançait. Non moins inquiet peut-être que le czar, mais ne voulant point laisser voir ses craintes, et estimant d'ailleurs qu'il était trop tard pour reculer, Schwarzenberg se décida vers deux heures à donner l'ordre d'attaque. C'est au moment où les Austro-Russes se mettaient en mouvement que la reconnaissance de Sébastiani atteignit le plateau. Le général revint bride abattue à Arcis, rassembla ses deux divisions, et sachant bien que surtout pour

1. Bernhardi, IV, 2e part. 279-280. Cf. Bogdanowitsch, II, 37.

la cavalerie la meilleure défense est l'attaque, il les lança à la rencontre de l'ennemi. La division Colbert, qui marchait en première ligne, fut accueillie par la mitraille des batteries légères placées sur le front des escadrons de Frimont. En même temps les Cosaques de Kaizarow, soutenus par un régiment de hussards autrichiens, poussèrent une charge à fond sur le flanc droit des chevau-légers de la garde. L'odieux cri de : Sauve qui peut! éclate dans les rangs. Saisis de panique, les cavaliers de Colbert prennent la fuite et viennent donner dans la division Exelmans placée en seconde ligne. Les lanciers et les dragons plient sous le choc, puis rompus et désunis, ils tournent bride à leur tour et s'enfuient ventre à terre vers Arcis, poursuivis par les Cosaques[1].

De Torcy, Napoléon entend la canonnade. Il met son cheval au galop et suivi seulement par quelques officiers et un peloton d'escorte, il court à Arcis. Au moment d'y arriver, l'empereur est submergé par les flots des cavaleries française et ennemie presque confondues. Il met l'épée à la main, se dégage et se réfugie dans le carré du bataillon de la Vistule. Les solides baïonnettes des Polonais arrêtent hussards et cosaques ; leurs feux de rangs les font reculer. A peine le terrain est libre que l'empereur abandonne le carré. Il s'élance, il vole dans Arcis où déjà ses cavaliers éperdus encombrent les rues qui aboutissent à l'Aube. Napoléon passe au milieu d'eux comme un boulet et les devance à la tête du pont ; là, il se retourne soudain, leur fait face, et crie d'une voix tonnante : « — Qui de vous le passera avant moi ! » A ce mot, l'avalanche des fuyards s'arrête. L'empereur les rallie, les reforme et les ramène contre les

1. Journal des opérations de Barclay de Tolly, Arch. topographiques de Saint-Pétersbourg, n° 29 188. Schels, I, 351-352.

escadrons ennemis, qui reculent mais qui reviennent aussitôt à la charge[1]. Napoléon n'a que deux mille six cents sabres pour résister à plus de six mille, et les cavaliers de Frimont et de Kaizarow sont soutenus par une artillerie formidable et ils ont derrière eux une armée entière. L'empereur risque d'être refoulé dans Arcis, pris ou jeté à la rivière.

L'infanterie de Ney ne peut lui venir en aide, car elle-même est aux prises à Torcy-le-Grand, avec tout le corps du comte de Wrède. Soixante-douze canons écrasent les Français sur leur front, tandis qu'à leur gauche les colonnes d'attaque se succèdent à l'assaut. Les Austro-Bavarois ont débusqué de Torcy la division Janssens. Le maréchal Ney ne se laisse pas ainsi enlever une position. Il entraîne la brigade Rousseau, aborde le village à la baïonnette, culbute les Autrichiens dans les rues et les rejette par une poursuite à outrance jusqu'en arrière de Torcy-le-Petit. Mais les forces de l'ennemi croissent de quart d'heure en quart d'heure, et son artillerie fait dans les rangs français des vides que l'on ne peut combler[2]. Le péril est extrême. La vieille garde dont on signale au loin la tête de colonne arrivera-t-elle à temps?

Les bonnets à poil apparaissent enfin de l'autre côté de l'Aube. Chasseurs, grenadiers et gendarmes d'Espagne franchissent le pont au pas de charge et débouchent par la grande rue d'Arcis. Napoléon envoie comme renforts au prince de la Moskowa un bataillon de grenadiers et deux bataillons de gendarmes, puis guidant lui-même la garde sur le terrain que labourent les boulets, il la range en bataille

1. Cf. Fain, 191. Lettre du mameluck Roustan, *Gazette de France* du 29 avril 1814. Pougiat, *le Département de l'Aube en* 1814. 401-402. Koch, II, 68. Bogdanowitsch, II, 37-38. Lettre du maréchal Lefebvre, saisie par les Cosaques, (citée par Varnhagen).

2 Schels, I, 353-355. Bogdanowitsch, II, 37-38.

face à la route de Troyes. Pendant qu'il indique les emplacements, un obus tombe juste devant le front d'une compagnie; quelques soldats font un mouvement en arrière, aussitôt réprimé. Alors Napoléon, moins sans doute pour chercher la mort, comme on l'a dit, que pour donner une leçon à ses grognards, pousse son cheval droit sur l'obus et le maintient immobile à un pas du projectile fumant. L'obus éclate, le cheval éventré s'abat en entraînant son cavalier, l'empereur disparaît dans la poussière et la fumée. Il se relève sans une blessure, monte sur un nouveau cheval et va marquer leurs positions aux autres bataillons [1].

Pendant que la lutte continuait, ardente et meurtrière, devant Torcy où les assauts des Austro-Bavarois se succédaient sans relâche, et devant Arcis où tourbillonnaient les escadrons de Frimont et de Kaizarow, tantôt refoulés par les lanciers de Colbert et les dragons d'Exelmans, tantôt ramenant ces cavaliers et venant se briser sur les carrés de la vieille garde, comme les vagues sur des digues de granit, les IIIe, IVe et VIe corps alliés s'acheminaient vers Méry et Plancy. Prescrit la veille par Schwarzenberg dans l'hypothèse d'une concentration de l'armée française entre l'Aube et la Seine [2], ce mouvement n'avait plus d'objet puisque Napoléon s'était porté à Arcis. Si au lieu de marcher vers Méry, les corps de Gyulai, de Rajewsky et du prince de Wurtemberg

1. Lettre précitée de Lefebvre. Fain, 191. Vitrolles, *Mém.*, I, 159. Schels, I, 355. — Les ordres de Napoléon, dans la nuit du 20 au 21 mars, et ses dispositions dans la matinée du 21 témoignent que, le 20 mars, au plus fort de la bataille, il croyait à une attaque d'un seul corps ennemi, destiné à le tromper sur la retraite du gros de l'armée alliée. Ainsi l'empereur ne jugeait pas alors sa situation désespérée et n'avait point à chercher la mort. Le 20 mars, il semble que Napoléon avait encore foi dans son étoile.

2. Ordre général de Schwarzenberg pour le 20 mars, Pougy, 19 mars, 9 heures du soir, cité par Schels, I, 332-333.

s'étaient rabattus sur Arcis par les deux rives de la Barbuisse, les 13 000 soldats de Napoléon, engagés déjà contre le corps de Wrède que soutenaient les puissantes réserves de Barclay de Tolly, eussent été écrasés dans Arcis. Mais bien qu'il fût manifeste pour Schwarzenberg qu'il dût faire converger toutes ses forces sur la position occupée par l'empereur, il n'eut pas la décision de rappeler à lui les troupes en mouvement au delà de la Barbuisse, De son côté le prince royal de Wurtemberg, chargé ce jour-là du commandement supérieur des III[e], IV[e] et VI[e] corps, n'eut pas l'idée de marcher au canon quand il entendit à sa droite le bruit du combat.

Son avant-garde arrivait à la hauteur de Premier-Fait, lorsque les éclaireurs aperçurent une colonne de cavalerie française qui défilait au pas sur la grande route. C'était la troisième division de la garde à cheval (chasseurs et grenadiers). Cette troupe qui occupait Méry depuis la veille, avec la brigade Curély, ne s'était mise en chemin que fort avant dans la journée pour rejoindre le gros de l'armée à Arcis. Les généraux Nostitz, Pahlen et Bismarck, qui commandaient la cavalerie alliée, lancèrent leurs nombreux escadrons contre les Français. Trois régiments russes (hussards et Cosaques réguliers) les chargèrent en tête tandis qu'une division de cuirassiers autrichiens et deux régiments de dragons wurtembergeois, soutenus par deux batteries légères, les débordaient sur les flancs. Les chasseurs et les grenadiers de la garde étaient 1 600 contre près de 4 000[1], et,

1. Hussards Olviopol et Grodno (9 escadrons) : 1 005 hommes; uhlans Tschugujew (8 escadrons) : 1 072 : 2[e] division des cuirassiers de Nostitz (16 escadrons, en moyenne à 100 hommes) : 1 600 hommes, dragons et chasseurs wurtembergeois (8 escadrons) : 800 hommes; total : 4 477 hommes. Composition de la grande armée alliée, en 1814. Arch. top. de Saint-Pétersbourg, n° 22 854. — Il n'y a à défalquer de ce total qu'un sixième pour les pertes de ces corps, dont la plupart n'avaient pas même été engagés : soit, en nombre rond, 3 700 hommes.

pour comble, ils menaient avec eux l'équipage de ponts pris la veille. Mais ces braves ne s'arrêtaient pas à compter le nombre des ennemis. Ils opposèrent les charges aux charges, et donnèrent le temps à Curély d'accourir de Méry à leur secours, avec sa brigade de cavalerie légère et sa batterie à cheval. Malgré ce renfort, la partie n'était point égale, d'autant que des masses d'infanterie ennemie s'avançaient à trois portées de canon. La garde rétrograda vers Méry, où elle passa la Seine; Curély couvrit la retraite. Quelques escadrons russes le suivirent jusqu'à Méry et tentèrent même de l'y inquiéter, mais ils se laissèrent imposer par cinquante chasseurs descendus de cheval et postés en tirailleurs derrière des fossés. L'ennemi crut Méry occupé par de l'infanterie et se replia vers Premier-Fait[1].

Cependant, au bord de l'Aube, la nuit n'arrêtait pas le combat. A Arcis, la cavalerie de Frimont et de Kaizarow, contenue par les batteries de réserve qui étaient arrivées peu de temps après la division Friant et que l'empereur avait établies face aux positions ennemies, laissait quelque relâche à la garde à cheval et à la vieille garde, et la mêlée tournait au duel d'artillerie[2]. Mais à Torcy-le-Grand, les Austro-Bavarois redoublaient leurs attaques; deux fois encore ils s'emparèrent des premières maisons et deux fois aussi ils en furent délogés. Trois mille tués ou blessés formaient autour du village en flammes une ceinture sanglante. Le général bavarois Habermann était au nombre des morts; le divisionnaire de Ney, le géné-

1. Schels, I, 357-359. Bogdanowitsch, II, 40. Curély *Souvenirs* 397-398. Cf. Ordre de Berthier à Letort et Berckheim, Plancy, 21 mars, midi et lettre du général Letort à Berthier, 21 mars. Arch. de la guerre. — D'après les historiens allemands, les pertes se seraient élevées à 300 hommes et à 5 pontons pour les Français. Les rapports français disent 120 hommes.

2. Schels, I, 362. Cf. 364. Bogdanowitsch, II, 41.

ral Janssens, très grièvement blessé, avait été porté aux ambulances[1]. A huit heures du soir, Schwarzenberg voulant par un dernier effort s'assurer la possession de Torcy, fit avancer une partie des réserves russes. La première division de grenadiers (4 400 hommes), la 6e brigade de cuirassiers (500 hommes) et deux batteries de position entrèrent en ligne et joignirent leurs baïonnettes, leurs sabres et leurs boulets à ceux des Allemands. Décimés et épuisés par six heures de lutte acharnée, mais toujours serrant les rangs sous la mitraille, les intrépides soldats de Ney repoussèrent ces nouveaux assauts. Ils se maintinrent inébranlablement dans Torcy, où jusque passé minuit on s'égorgea à la lueur de l'incendie allumé par les obus[1].

Devant Arcis, qui brûlait de même, le combat se termina comme il avait commencé, par un furieux engagement de cavalerie. Entre sept et huit heures, le général Lefebvre-Desnoëttes, laissant en arrière son infanterie fatiguée, était arrivé avec ses escadrons de marche. On laissa souffler les chevaux, puis vers dix heures Sébastiani, irrité de son échec du matin et jaloux de le venger, réunit à ses deux divisions les quinze cents sabres de Lefebvre-Desnoëttes et s'élança à leur tête contre la cavalerie ennemie qui s'était postée entre Barbuisse et la route de Troyes, formant l'aile gauche des corps de Wrède et de Barclay de Tolly. Les Français culbutèrent les Cosaques et les hussards placés à l'extrême gauche, et se rabattirent

1. Le général Janssens fut aussitôt remplacé par le général de division Lefol, qui suivait sans emploi l'état-major impérial. — Les historiens portent le général Janssens comme tué. Mais un rapport de police du 24 mars mentionne son arrivée à Paris à cette date. Arch. nat., F. 7, 3 737.

2. Journal des opérations de Barclay de Tolly, Arch. top. de Saint-Pétersbourg, n° 29 188. Danilewski, II 70-71. Schels, I, 362-364. Plotho, III, 328. Pougiat, *le Département de l'Aube en* 1814, 402.

par un quart de conversion sur le gros des régiments de Frimont. Pris de flanc, ceux-ci plièrent sous le choc et s'enfuirent en désordre. La situation devenait des plus périlleuses pour l'infanterie alliée dont la gauche était découverte, lorsque les feux bien dirigés d'un régiment de grenadiers russes et la mitraille d'une batterie bavaroise arrêtèrent un instant les cavaliers de Sébastiani. Les cuirassiers russes, la garde à cheval prussienne, bientôt suivie par toute la cavalerie austro-bavaroise, rapidement ralliée, chargèrent alors les Français qui se replièrent derrière Nozay. Les deux cavaleries passèrent la nuit à portée de carabine, séparées par ce village. De crainte d'une nouvelle alerte, les hommes sommeillaient debout, le bras passé dans la bride[1].

A l'étonnement et à l'admiration de l'histoire, cette journée qui devait voir la destruction totale de la petite armée impériale, suprême espoir et dernière ressource de Napoléon, s'était terminée, grâce à la sublime ténacité de l'infanterie française, sans aucun avantage pour les Alliés. Ils avaient tué ou blessé 1 800 hommes, mais ils avaient perdu plus de 2 500 des leurs[2]. Huit heures durant, les Français avaient combattu sous le feu d'une artillerie formidable, dans une position dominée et ayant un fleuve à dos : d'abord 7 500 contre 14 000, ensuite 13 000 contre

1. Schels, I, 364. Bogdanowitsch, II, 41, 42. Plotho, III, 329. Cf. Vitrolles, *Mémoires*, I, 160.

2. L'état des pertes de la division Lefol (ancienne division Janssens, comprenant, outre les troupes amenées par Janssens, la brigade Rousseau et le régiment de la Vistule) porte à 1 086 hommes le nombre des tués et blessés pour la journée du 20 mars. Arch. de la guerre (situations). Ne sont naturellement pas comprises là les pertes de la cavalerie de la garde, de la vieille garde qui défendit Arcis et des trois bataillons qui furent détachés à Torcy. On les peut évaluer à environ 700 ou 800 hommes.

Les Austro-Bavarois perdirent 2 224 hommes, d'après Plotho, III, 329, et l'on ne connaît point, dit Bogdanowitsch (II, 42) les pertes des Russes qui durent dépasser 500 hommes.

20 000, enfin 16 000 contre 25 000[1]; et ils n'avaient pas cédé un pouce de terrain. Ce furent, au contraire, les Alliés qui prirent leurs positions de nuit en arrière du champ de bataille[2].

1. Français en ligne pendant la première période de l'action : corps Ney (Janssens Rousseau, régiment de la Vistule) : 5 150 hommes. 1re et 2e divisions de cavalerie de la garde, 2 600 hommes. Total 7 750 hommes. Renforts arrivés successivement : division Friant et réserve d'artillerie : 6 800 hommes. Cavalerie de Lefebvre-Desnoëttes : 1 500 hommes, Total général : 16 050 hommes. La brigade Defrance et la brigade Mouriez, occupées sur la rive droite de l'Aube à surveiller les abords d'Arcis et à escarmoucher avec les escadrons de cavalerie de la garde russe ayant passé la rivière à Ramerupt ne prirent pas part à la bataille proprement dite.

Alliés en ligne pendant la première période de l'action : cavalerie de Kaizarow et de Frimont : 6 000 hommes; infanterie de Wrede (divisions Hardegg et Spleng) : 8 000 hommes. Total : 14 000. Renforts successifs : brigades Charles de Bavière et Habermann : 5 500 hommes ; grenadiers russes : 4 400 hommes; 6e 5e brigade de cuirassiers russes : 1 000 hommes; 4 escadrons de la garde à cheval prussienne : 500 hommes. Total général : 25 400 hommes.

2. L'infanterie de Wrède se retira à Chaudrey avec ses avant-postes entre Petit-Torcy et Vaupoisson; les gardes et réserves bivouaquèrent sur les hauteurs de Ménil, la cavalerie derrière Nozay et vers Etienne-sous-Barbuisse. Schels. I, 367. Bogdanowitsch, II, 44.

III

LA DEUXIÈME JOURNÉE
DE LA BATAILLE D'ARCIS-SUR-AUBE

Dans la journée du 20 mars, le prince de Schwarzenberg ayant donné une trop grande extension à son front de bataille n'avait pu, par suite, engager qu'un peu plus du quart de ses forces. Il avait ainsi laissé échapper la victoire, mais cette faute trompa Napoléon. L'empereur crut qu'il n'avait eu affaire qu'à un corps détaché sur les derrières de l'armée de Bohême; il se persuada que ces troupes ayant échoué dans leur attaque se disposaient à battre en retraite, et que le lendemain, il en aurait bon marché[1]. Au lieu donc de profiter de la nuit pour faire repasser l'Aube à ses troupes, opération qui l'eût mis à même d'attendre à couvert tous ses renforts et de marcher ensuite soit sur Vitry pour gagner ses places de l'Est[2], soit sur Brienne pour tourner la droite

1. Cf. Bogdanowitsch, II, 43. Koch, II, 73. Vaudoncourt, II, 225-226. — Selon Thiers (XVII, 532), l'empereur ne croyait pas à une retraite des Austro-Russes, mais étonné lui-même de la valeur de ses soldats dans cette journée, il les considérait comme invincibles et pensait qu'avec cette poignée de héros il pourrait battre l'armée entière de Schwarzenberg. C'est taxer Napoléon de folie. La preuve qu'il croyait, dans la nuit du 20 au 21 mars, à la retraite de l'ennemi, c'est que le 21 dans la journée, quand il vit de ses yeux toute l'armée de Bohême en position face à Arcis, il ne balança pas à repasser l'Aube.

2. Une marche sur Vitry était, comme on l'a vu, arrêtée dans l'esprit de l'empereur le 20 jusqu'à midi (**1814**, 300-301). La bataille d'Arcis-sur-Aube, comme on l'a vu aussi, avait été toute fortuite.

ennemie[1], l'empereur résolut de livrer bataille le 21 à ceux des Austro-Russes qu'une retraite trop lente aurait laissés à portée de ses coups. La garde et la division du maréchal Ney demeurèrent dans leurs positions sur la rive gauche de l'Aube, et des ordres hâtèrent l'arrivée de l'infanterie de Lefebvre-Desnoëttes qui était à Plancy, de la cavalerie de Letort et de Curély qui était à Méry, enfin des corps d'Oudinot, de Gérard et de Macdonald qui se trouvaient échelonnés entre Boulages et Anglure[2].

Si l'attaque d'Arcis, vigoureusement exécutée mais mal combinée, avait abusé Napoléon, la défense opiniâtre de cette position et l'offensive prise par la cavalerie de la garde à dix heures du soir trompa son adversaire. Le prince de Schwarzenberg évalua au double de ce qu'elles étaient réellement les forces de l'armée française, et, averti par ses grand'gardes qu'on apercevait de nombreux feux de bivouacs sur la rive droite de l'Aube au delà de Plancy, il jugea plus prudent de se laisser attaquer le lendemain que d'attaquer lui-même. De cette façon, si les choses tournaient bien, si les Français s'épuisaient en vain contre ses positions, il lancerait ses masses sur leurs bataillons décimés et les écraserait dans Arcis. Si, au contraire, la situation devenait menaçante, toutes ses troupes étant bien concentrées dans sa main, il aurait toujours la ressource de battre en retraite sans

1. Ce mouvement a été préconisé après coup par Vaudoncourt (II, 241-242) et par Bogdanowitsch (II, 51). En effet, des craintes exprimées par le czar le 20 mars (Bernhardi, IV, 2e part., 280), de l'indécision de Schwarzenberg dans l'après-midi du 21 (Bogdanowitsch, II, 37) et de son appréhension d'être débordé par sa droite (Plotho, III, 332), il semble que l'on peut conclure que si Napoléon eût incontinent marché sur Brienne, Schwarzenberg se fût aussitôt mis en retraite vers Bar-sur-Aube.

2. Registre de Berthier (ordres et lettres, Arcis, 20 mars, 9 heures et demie du soir, et 21 mars, 4 heures du matin). Ordres et lettres de Macdonald, 20 mars, Anglure, 7 heures du soir, et ordres d'Oudinot, Boulages, minuit. Arch. de la guerre.

s'être compromis par aucun mouvement intempestif[1]. Résolu à garder la défensive, du moins pendant la première partie de la journée, le général en chef donna des ordres en conséquence. Les IIIe, IVe et VIe corps durent repasser la Barbuisse et se déployer entre ce ruisseau à gauche et les pentes orientales de Ménil à droite. Le Ve corps (de Wrède), formant l'aile droite, s'appuya à l'Aube, le front vers Torcy. Les gardes et réserves s'établirent en seconde ligne, sur les hauteurs de Ménil. A sept heures du matin, les troupes occupaient ces nouveaux emplacements[2].

A peu près à la même heure arrivèrent une partie des renforts attendus par Napoléon : les 3 000 soldats des dépôts de la garde composant la brigade Henrion, les 5 000 chevaux des 2e et 5e corps de cavalerie, enfin les 6 000 hommes de la division Leval (corps d'Oudinot). Les 800 cuirassiers de Mouriez avaient rejoint dans la nuit. Défalcation faite des pertes subies la veille, les forces de Napoléon se trouvaient portées à 18 500 baïonnettes et 9 500 sabres[3].

Comme pour confirmer les hasardeuses prévisions de l'empereur, l'ennemi ne se montrait point. Les

1. Bogdanowitsch, *Geschichte des Krieges*, 1814, II, 43. Cf. 46 et Clausewitz, *Der Feldzug von 1814*, 447.

2. Ordre général de Schwarzenberg, Pougy, 21 mars, 1 heure du matin, cité par Schels, I, 370, 371. Cf. Plotho, III, 331-332.

3. Registre de Berthier (ordre et lettres, Arcis, 20 mars, 9 h. et demie du soir et 21 mars, 1 h. trois quarts après-midi). Journal de la division Leval. Macdonald à Berthier, Anglure, 20 mars, 11 heures du soir. Ordres d'Oudinot, Boulages, 21 mars, 3 heures du matin. Situations des 10, 12, 16 et 20 mars, Arch. de la guerre et Arch. nat., AF., IV, 1670.

Les gardes d'honneur de Defrance restèrent en observation sur la rive droite de l'Aube. La 3e division de cavalerie de la garde, la brigade Curély, le 6e corps de cavalerie (Trelliard), la division Rothembourg (corps d'Oudinot) et les corps de Gérard et de Macdonald n'arrivèrent à la hauteur d'Arcis que vers la fin de l'après-midi du 21, et dans la nuit et la matinée du 22. Ces troupes ne traversèrent pas l'Aube. Registre de Berthier (ordres du 21 mars). Macdonald à Berthier, Ormes, 22 mars, 9 heures du matin, Arch. de la guerre. Curély, *Souvenirs*, 401-402.

grand'gardes ne signalaient sur les premières sommités du plateau qu'une ligne de vedettes cosaques. L'empereur poussa lui-même une reconnaissance avec un escadron sur la route de Lesmont; il aperçut seulement quelques piquets de cavalerie qui se replièrent à son approche. De plus en plus convaincu que le corps ennemi qui l'avait assailli la veille commençait sa retraite, il résolut de le surprendre en plein mouvement par une attaque soudaine et puissante. Gardant comme réserve la division Leval et la vieille garde, il ordonna à Sébastiani et à Ney de s'avancer sur le plateau, avec toute la cavalerie de l'armée et l'infanterie de Lefol, de Rousseau et de Henrion [1]. A dix heures, la cavalerie s'ébranla. En voyant cette magnifique marche en bataille de neuf mille chevaux, l'empereur pouvait croire la victoire assurée. Mais quel spectacle plus imposant et plus formidable encore allait frapper les yeux des Français quand ils auraient atteint les crêtes ! Toute l'armée alliée, près de cent mille combattants, s'étendait en demi-cercle, face à Arcis, depuis l'Aube à l'est jusque par delà le ruisseau de la Barbuisse à l'ouest. Devant le front des troupes, 370 bouches à feu, dont 70 pièces de position, étaient en batterie. L'infanterie formait trois lignes de colonnes de bataillon; la cavalerie, disposée en trois échelons, flanquait les ailes et remplissait les intervalles entre les corps d'armée [2]. Aussi loin que portait la vue brillaient les sabres et les baïonnettes.

Sans se laisser troubler par l'aspect de ces masses, les canonniers à cheval ouvrirent le feu auquel

1. Cf. Journal de la division Leval. Arch. de la guerre. Registre de Berthier (ordres du 21 mars). Koch, II, 74-75. Vaudoncourt, II, 226. Schels I, 378-378.

2. Cf. l'ordre précité de Schwarzenberg, Pougy, 21 mars; et Plotho, III, 331-332. Schels, I, 377. Bogdanowitsch, II, 45.

répondit bientôt l'écrasante artillerie des Austro-Russes, et les escadrons de droite chargèrent résolument la cavalerie du comte Pahlen qui était sortie de son créneau et qui y fut rejetée[1]. Pendant cet engagement, Ney et Sébastiani conférèrent sur l'état des choses. Jugeant que l'ennemi était en forces pour les contenir sur son front et pour les déborder par leur gauche, ils résolurent de ne point s'engager à fond jusqu'à un nouvel ordre de l'empereur. Informé que toute l'armée alliée était en présence, Napoléon ne s'obstina point à livrer une bataille qui ne pouvait aboutir qu'à un désastre. Malgré qu'il en eût, il se résigna à battre en retraite. Le mouvement commença aussitôt. L'artillerie de réserve et la vieille garde défilèrent par le pont d'Arcis, tandis que le général Léry faisait au plus vite jeter un pont volant en aval de la ville. A une heure et demie, les pontonniers ayant achevé leur travail et le pont d'Arcis étant devenu libre, l'empereur envoya au prince de la Moskowa et aux généraux Saint-Germain et Milhaud l'ordre de rétrograder vers l'Aube et de passer sur la rive droite. Il fut prescrit à Sébastiani de se maintenir sur le plateau avec la cavalerie de la garde, « jusqu'à la nuit close », afin de cacher à l'ennemi les mouvements de retraite de l'armée[2].

Si Sébastiani ne conserva pas sa position « jusqu'à

1. Schels, I, 378. Bogdanowitsch, II, 45.

2. Registre de Berthier (ordres à Drouot, Ney, Sébastiani, Saint-Germain, Milhaud, Arcis, 21 mars, 1 heure trois quarts de l'après-midi). Cf. Journal de la division Leval, Arch. de la guerre.

Selon Macdonald (*Souvenirs*, 253-255), Napoléon aurait ordonné la retraite sur la rive droite de l'Aube avant de savoir qu'il était menacé par toute l'armée de Schwarzenberg. Cette assertion paraît tout à fait inexacte. Quand les ordres de retraite furent donnés (à 1 heure trois quarts), l'empereur avait reçu l'avis que l'ennemi était en position sur le plateau ; et n'en déplaise à Macdonald, qui prétend qu'on entendit le canon assez longtemps seulement après que la garde eut repassé l'Aube, c'est-à-dire, entre trois et quatre heures, la canonnade avait commencé bien avant midi.

la nuit close », il réussit néanmoins, par les feintes démonstrations d'attaque de ses escadrons, qu'il faisait sans cesse évoluer hors de portée de l'artillerie, à imposer aux Alliés plus longtemps qu'on ne pouvait raisonnablement l'espérer. Bien que l'arrêt subit de la marche des Français dût éclairer Schwarzenberg et l'engager à porter ses troupes en avant, les Austro-Russes restaient sur la défensive. Comme toujours, l'indécision régnait à l'état-major allié et une excessive prudence présidait à ses conseils. Des rapports signalaient l'approche d'une colonne française vers Sainte-Thuise et l'occupation de Méry par le corps entier de Macdonald. De l'avis général, il était périlleux d'engager la bataille dans de pareilles conditions l'armée de Bohème risquant d'être débordée sur ses deux ailes. Selon un écrivain militaire russe, le manque d'initiative était tel chez les Coalisés, que Napoléon aurait pu se maintenir dans ses positions jusqu'à la fin du jour, sans essuyer aucune attaque. Sa retraite se serait opérée de nuit, en toute sécurité[1].

Ce fut seulement quand on aperçut des hauteurs de Ménil les têtes de colonnes de la garde débouchant sur la rive droite de l'Aube, dans la direction de Vitry, que l'on commença à croire à la retraite des Français[2]. Il ne fallait que marcher en masse sur Arcis pour y écraser l'armée impériale en flagrant délit de passage de rivière. Mais au lieu de donner sans retard l'ordre d'attaquer, Schwarzenberg manda à Ménil les commandants de corps d'armée, afin d'avoir avec eux « une courte conversation » sur les dispositions à prendre. Cette courte conversation, « *kurze Besprechung* », dura si longtemps que quand

1. Bogdanowitsch, II, 46. Cf. Plotho, III, 332. Schels, I, 378.

2. Relation de Diebitsch, Arch. de la guerre, à la date du 24 mars.

les Austro-Russes s'ébranlèrent, déjà les deux tiers de l'armée française avaient atteint la rive droite de l'Aube[1]. A l'approche des nuées de cavaliers qui précédaient les IIIe, IVe et VIe corps, Sébastiani, resté sur le plateau avec les divisions Colbert, Exelmans et Lefebvre-Desnoëttes se mit en retraite en échiquier, retardant par des charges partielles et le feu de son artillerie légère la marche de l'ennemi. Grâce à sa belle contenance, la cavalerie de la garde réussit à regagner Arcis sans subir de grandes pertes; une seule brigade fut entamée et laissa quelques prisonniers entre les mains des hussards Olviopol[2].

Pendant que les escadrons de Sébastiani repassent la rivière, sous la protection de la division Leval, seule infanterie laissée sur la rive gauche pour couvrir la retraite, l'armée alliée s'avance. De tous les points, ses profondes colonnes convergent sur Arcis : par Torcy le corps de Wrède, par la route de Troyes les corps de Gyulai et de Wurtemberg, par la route de Méry le corps de Rajewsky. Le pont de chevalets, que menace l'ennemi, est détruit par les sapeurs du génie; les cavaliers de Sébastiani refluent vers le pont d'Arcis, le seul débouché qui leur reste. Bientôt obus et boulets éclatent et ricochent dans les rues, puis Russes, Autrichiens, Bavarois, Wurtembergeois se ruent à l'assaut. Mais toutes les maisons sont crénelées, toutes les issues sont barricadées, armées de canons, et derrière ces murailles et ces barricades, il y a six mille vieux soldats d'Espagne. Les plus furieuses attaques échouent. Des deux côtés on combat avec un égal acharnement. Sans cesse

1. Schels, *Operaz. der verbünd. Heere gegen Paris*, I, 378. Cf. la première version dans la *Œster. milit. Zeitschrift*, V, 173; et le Journal de la division Leval. Arch. de la guerre.

2. Cf. l'ordre de Schwarzenberg, Ménil, 21 mars, cité par Plotho, III, 333, et Schels, I, 385.

repoussées, sans cesse les colonnes ennemies reviennent à la charge. L'ardeur des assaillants augmente à proportion de l'accroissement de leur nombre. Ils fourmillent autour d'Arcis ; ils sont cinquante mille! Leval, voyant presque toute son artillerie hors de service, ses fantassins sans cartouche, le sixième de son monde par terre[1], donne l'ordre de la retraite. Profitant du mouvement rétrograde des Français, trois colonnes russes, autrichiennes et wurtembergeoises forcent les barricades sur trois points différents ; elles débouchent sur la place du marché, acculent au pont, encombré par l'artillerie de Leval et l'arrière-garde de Sébastiani, une partie de l'infanterie française et coupent au reste sa ligne de retraite. C'est une terrible confusion, on se bat corps à corps. Leval est blessé ; le général Maulmont a son cheval tué sous lui. Cernés et fusillés de tous côtés, voyant l'ennemi partout, les soldats s'affolent et courent dans les rues sans ordre et sans but. Mais le général Chassé prend la caisse d'un tambour tué et bat la charge. Il rallie une centaine de vieux soldats du 28e de ligne et du 16e léger, qui fondent à la baïonnette sur les masses ennemies, les traversent et nettoient les abords du pont. Les Français se reforment, contiennent les assaillants, puis les repoussent. Le passage de la rivière s'opéra en bon ordre. Vers sept heures du soir, les sapeurs commencèrent à détruire le grand pont d'Arcis, protégés par les tirailleurs de

1. Les trois brigades de Leval et la 1re brigade de Rothembourg, laquelle fut à peine engagée, perdirent 1 276 hommes. (État des pertes du 7e corps, le 21 mars Arch. de la guerre). Il faut ajouter à ce chiffre 300 hommes environ, tués, blessés ou prisonniers pour la cavalerie de Sébastiani ; total : 1 576 hommes. — Selon les historiens étrangers (Plotho, III, 335. Sporschill, II, 85. Schels, II, 390, etc.), qui portent les pertes des Français à 2 500 et même à 3 000 hommes, celles des Alliés ne se seraient élevées qu'à 500 ou 600 hommes. Si l'on réfléchit qu'à la vérité les Alliés avaient la supériorité de l'artillerie, mais que d'autre part ils donnèrent l'assaut à une ville barricadée et bien défendue, il semble certain qu'ils durent laisser sur le carreau au moins autant de combattants qu'en perdirent les Français.

la deuxième division d'Oudinot (général Rothembourg) qui venait de prendre position sur la rive droite de l'Aube [1].

Trente mille hommes étaient restés une journée entière en contact avec cent mille, et ils avaient imposé à l'ennemi au point que seule leur retraite avait déterminé son attaque. Le 20 mars, le prince de Schwarzenberg n'avait pas su écraser l'armée française ; le 21, il l'avait laissée franchir la rivière devant ses soldats immobiles et à portée de ses canons muets. Deux fois en trente heures, par ses plans vicieux et son irrésolution, le général en chef avait manqué à remporter une victoire décisive. Avec un tel adversaire, si grandes que fussent ses forces, la partie serait-elle jamais perdue sans espoir pour Napoléon ?

1. Journal de la division Leval, Arch. de la guerre. Cf. Registre de Berthier (ordres du 21 mars, Arcis, 1 heure trois quarts après midi). Koch, II, 79-80. Schels, I, 388-389. Danileswky, II, 74-75. Bernhardi, IV, 2e part., 283-284.

IV

OPÉRATIONS DE BLÜCHER ET DE MARMONT
ENTRÉE DE L'ARMÉE DU SUD A LYON

Pendant que Napoléon manœuvrait contre Schwarzenberg, Blücher sortait enfin de son inaction. Le 17 mars, l'empereur avait quitté Reims; ce jour-là même, le feld-maréchal, quoique toujours malade, leva ses cantonnements de Laon. Il suffisait que Napoléon ne fût plus en présence pour que l'ennemi reprît aussitôt l'offensive. Les Coalisés ne craignaient ni Marmont, ni Augereau, ni Macdonald, ni Oudinot, aucun des lieutenants de l'empereur, ils ne craignaient même pas ses héroïques soldats; ils redoutaient Napoléon. « Pourquoi, écrivait Belliard, pourquoi l'empereur ne peut-il pas être partout[1] ! »

Le corps de Bülow se porta sur Soissons, les cinq autres corps de l'armée de Silésie se concentrèrent à Corbény. Dans la matinée du 18 mars, les Alliés marchèrent vers l'Aisne en trois colonnes. Czernischew avec un fort parti de cavalerie et quelques bataillons passa la rivière au-dessus de Berry-au-Bac, à Neufchâtel; Kleist et York commencèrent d'établir un pont en aval, à Pontavaire; le gros de l'armée se dirigea droit sur Berry-au-Bac. On pensait que Marmont, qui occupait ce point, ne tarderait pas à l'aban-

1. Belliard à Berthier, 19 mars. Arch. de la guerre.

donner sous la menace d'y être tourné. La chose arriva, mais non point précisément comme l'espérait Blücher. Le pont était miné, le duc de Raguse fit rentrer ses avant-postes et quand les têtes de colonnes russes s'avancèrent vers le pont, il donna l'ordre de faire jouer la mine. « Ce fut, dit-il, un magnifique spectacle. » De Berry-au-Bac, Marmont se replia sur Pontavaire ; puis, serré de près par la cavalerie ennemie, il gagna Fismes, où il prit position derrière la Vesle. Dans la soirée, il écrivit au maréchal Mortier, qui occupait Reims, de le venir rejoindre incontinent [1]. Toujours docile aux volontés de son collègue, le duc de Trévise évacua Reims dès le lendemain matin ; mais soit que Marmont se fût ravisé de lui-même, soit que Mortier, qui précéda à Fismes sa tête de colonne, eût convaincu le duc de Raguse des dangers de l'abandon de Reims, ordre fut envoyé à la division Roussel, formant arrière-garde, de réoccuper cette ville. Déjà un fort détachement de Cosaques en tenait les abords. Les dragons chassèrent l'ennemi et rentrèrent dans Reims qu'entouraient cinq à six mille Russes. Le général Roussel fit mettre pied à terre à deux escadrons qui se portèrent aux portes et aux murailles, et il se maintint dans la ville jusqu'à sept heures du soir, malgré les sommations et les attaques de l'ennemi. Un nouvel ordre de retraite survint. Les dragons se replièrent sur Fismes sans

1. Marmont à Berthier, Cormicy, 17 et 18 mars, et à Mortier, Fismes, 18 mars Arch. de la guerre. Cf. Marmont, *Mémoires*, VI, 222-224. C. de W. (Müffling), *Kriegsgesch. des Jahres* 1814. II, 122. Plotho, *Krieg. in Frankreich*, III, 362. Droysen, *York's Leben*, III, 374-375.

Toujours la véracité des *Mémoires* du duc de Raguse. Racontant sa retraite sur Fismes, Marmont dit dans son livre : « Le mouvement exécuté par ma cavalerie fut remarquable par sa lenteur et son ordre. Je commandai aux chasseurs de faire des feux par escadrons avec leurs carabines. Cette nouveauté (?) imposa à l'ennemi, et tout le mouvement s'exécuta au pas jusqu'à la fin. » Or, dans sa lettre à Mortier, il écrivait le 18 mars au soir . « Ma cavalerie a été culbutée. »

être inquiétés, suivis seulement à deux portées de canon, par quelques sotnias de Cosaques[1].

L'empereur a blâmé Marmont d'avoir pris Fismes au lieu de Reims pour ligne de retraite[2]. C'était en effet une faute qui allait amener un désastre. Cette faute, Marmont est néanmoins assez excusable de l'avoir commise. Le 18 mars, il avait reçu l'ordre de couvrir la route de Paris, et pour couvrir Paris, c'était bien sur Fismes et non sur Reims qu'il devait se replier. Mais Marmont avait également l'ordre « de disputer le terrain à l'ennemi[3] ». Pour lui disputer le terrain, il fallait pénétrer ses desseins de façon à connaître sa vraie direction. Si le duc de Raguse n'avait pas cette clairvoyance, au moins devait-il attendre, pour faire évacuer Reims, que les Alliés eussent plus visiblement dessiné leur mouvement[4]. Or, corrigé du goût des aventures et par les défaites qu'il avait subies au milieu de février et par les périls auxquels, quinze jours plus tard, l'avait fait échapper

1. Journal de la division Roussel. Registre de Belliard (ordre à Roussel, 19 mars au matin . Rapport de Belliard à Mortier, 19 mars au soir), Arch. de la guerre. — Marmont ne parle naturellement pas, dans ses *Mémoires*, de ce beau fait d'armes, à la suite duquel Belliard demanda pour le général Roussel d'Hurbal le grade de commandant dans la Légion d'honneur.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 524. Registre de Berthier (à Marmont, Plancy, 20 mars), Arch. de la guerre.

3. *Correspondance de Napoléon*, 21 512. Registre de Berthier (à Marmont, Épernay, 17 mars), Arch. de la guerre.

4. Marmont semble le reconnaitre, non pas dans ses *Mémoires*, naturellement, mais dans cette lettre à Berthier (Château-Thierry, 21 mars. Arch. de la guerre). » Je regrette de n'avoir pas manœuvré sur Reims, Épernay et Châlons, puisque ces mouvements concordaient avec ceux de l'empereur. Mais je n'ai pu me retirer d'abord sur Reims par suite de la nature des événements. (Voilà qui est faux, Marmont, le 18 mars, pouvait également se retirer sur Reims et sur Fismes, puisque la route de Reims resta libre jusque dans la nuit du 19 au 20 mars. Voir le Journal de la division Roussel.) Du reste, j'avais l'intention de me rapprocher de Reims, mais j'y ai renoncé au moment où l'ennemi a débouché sur la route de Fismes. Marmont avait pris le temps de la réflexion, car l'ennemi ne déboucha sur la route de Fismes que le 20 dans la matinée) D'ailleurs mes instructions portaient textuellement que je devais couvrir la route de Paris, etc., etc. » Cette dernière raison est la seule bonne, Marmont eût été bien avisé de n'en point invoquer d'autres.

la capitulation de Soissons, Blücher cherchait à opérer sa jonction avec Schwarzenberg et nullement à tenter une nouvelle pointe sur Paris.

Le 20 mars, tandis que Marmont et Mortier, en position sur les hauteurs de Saint-Martin et couverts par la Vesle, comptaient, dit le duc de Raguse, attirer l'armée de Silésie « dans de faux mouvements et la combattre en offensive », ils n'avaient devant eux que les seuls corps de Kleist et d'York, et l'avant-garde de Winzingerode filait de Reims sur Châlons[1]. Il fallut qu'une lettre de Napoléon, qui, avec son admirable génie, jugeait les choses de loin mieux que Marmont ne savait les juger de près, vint désiller les yeux du duc de Raguse : « Blücher va se réunir à Schwarzenberg, écrivit l'empereur le 20 mars, et tout cela tombera sur vous[2]. » Le 21 mars, Marmont, enfin éclairé par ce message, leva ses cantonnements pour se porter sur Châlons. Mais l'ennemi tenait la route de Reims, et celle d'Épernay était impraticable à l'artillerie. On dut prendre par Oulchy et Château-Thierry et gagner ensuite Étoges, à la nouvelle que les Russes occupaient déjà Épernay[3]. C'était un bien grand détour. Suivis par les Prussiens, flanqués et devancés à gauche par la marche parallèle des Russes, menacés à droite par une manœuvre éventuelle des Autrichiens, les deux maréchaux pourraient-ils, gagnant de vitesse toutes les colonnes des Alliés, échapper à un enveloppement?

Tandis que par ses faux mouvements, le duc de Raguse compromettait son armée, le duc de Casti-

1. C. de W., II, 123. Plotho, 367-370.

2. Cette lettre est écrite par Berthier (Registre de Berthier, Plancy, 20 mars); mais le major général reproduit mot pour mot les instructions de Napoléon. Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 524.

3. Marmont à Berthier, Château-Thierry, 21 mars. Cf. Registre de Belliard (ordres du 21 mars, Saint-Martin et Château-Thierry), Arch. de la guerre.

glione, par ses temporisations, sa négligence et son incapacité, perdait la seconde ville de l'empire. Après avoir quitté Lyon quinze jours trop tard, manquant ainsi l'occasion de couper les communications de l'ennemi, Augereau y était entré quinze jours trop tôt[1]. Si le 4 mars, à l'approche de l'armée du prince de Hesse, le maréchal, inquiet pour Lyon, croyait devoir se retirer sur la basse Saône, c'était à Mâcon qu'il lui fallait incontinent porter toutes ses forces. Arrêtant dans cette position le corps de Bianchi et imposant par son mouvement aux autres corps de l'armée du Sud, il eût donné le temps d'arriver aux nombreux renforts qui étaient en route, il eût permis à Lyon de préparer sa défense. Mais au lieu d'aller à Mâcon, il revint directement à Lyon où il cantonna le 9 mars. Puis il se ravisa et marcha lentement vers Mâcon, échelonnant ses troupes sur une ligne de plus de cinquante kilomètres. D'ailleurs les Autrichiens s'étaient déjà concentrés. La division Musnier, opposée seule aux masses ennemies, échoua dans son attaque; c'était aisé à prévoir. Refoulée sur Saint-Georges, puis, après un nouveau combat le 18 mars, sur Lyon, l'armée française s'établit en avant de cette ville, à Limonest. Presque inattaquable de front, cette position était facile à déborder. La bataille s'engagea le 20 mars. Les Français se maintenaient sur tous les points, lorsque vers midi Augereau, prenant bien mal son heure, retourna à Lyon pour conférer avec les autorités civiles. L'absence du général en chef, qui avait poussé la négligence jusqu'à ne point déléguer le commandement à l'un de ses lieutenants, jeta la confusion. La défense n'eut plus d'ensemble, une contre-attaque du général Beurmann échoua, faute d'être appuyée. Quand Augereau revint à cinq

1. **1814**, 237-240.

heures du soir sur le champ de bataille, toutes les troupes étaient en retraite. On rentra dans Lyon[1].

Le héros affaibli de Castiglione et de Lodi réunit une seconde fois à l'hôtel de ville le sénateur Chaptal, commissaire extraordinaire, le préfet, le maire, les conseillers municipaux, les commissaires de police. Il leur demanda ingénument s'il fallait se défendre. Poser une pareille question à une assemblée civile quand on est maréchal d'Empire, c'est lui dicter sa réponse. Ce singulier conseil de défense, à mieux dire ce conseil de reddition, ne faillit pas à déclarer que « l'on devait épargner aux Lyonnais les calamités d'une résistance inutile ». Augereau qui pensait comme la municipalité (il ne s'en cache point dans son rapport à Clarke), donna l'ordre d'évacuer Lyon[2]. Le lendemain, 21 mars, à onze heures du matin, le prince de Hesse passait ses troupes en revue sur la place Bellecour. Tout glorieux de cette facile occupation de Lyon, les Autrichiens firent fondre en or les clefs de la cité et les envoyèrent à l'empereur François[3].

« La défection du duc de Castiglione, a dit Napoléon dans sa proclamation du golfe Jouan, livra Lyon sans défense à l'ennemi. » Augereau ne fit pas défection au sens absolu du mot, mais s'il ne trahit pas l'empereur et la patrie, il trahit tous ses devoirs de soldat. Après avoir commis tant de fautes en rase campagne, le maréchal devait les racheter par une éner-

1. Rapports d'Augereau à Clarke et ordres, Lyon, 9 mars ; Villefranche, 18 mars ; Vienne, 21 mars, Arch. de la guerre et Arch. nat., AF. IV, 1670. Rapport de Clarke à Napoléon, 25 mars, Arch. de la guerre. Cf. Plotho, III, 458-460.

2. Rapport d'Augereau à Clarke, Vienne, 21 mars ; et rapport de Clarke à Napoléon, 27 mars, Arch. de la guerre. — Dans son rapport, Clarke s'étonne, avec raison, que, « dans ces circonstances, le duc de Castiglione n'ait vu d'autre parti à prendre que celui de consulter les autorités civiles pour savoir ce qu'il devait faire ».

3. Général Vialanes à Clarke, Moulins, 27 mars, Arch. de la guerre. Bogdanowitsch. II, 268.

gique défense de Lyon. La disproportion des forces n'était point telle que la résistance fût impossible. Les Autrichiens étaient réduits à 30000 combattants par les pertes et les détachements[1]. Les Français comptaient encore 21500 hommes[2]. De plus, 6800 fantassins de l'armée de Catalogne, conduits en poste de Perpignan, et 7000 soldats des armées de Toscane et de Piémont, concentrés à Chambéry, allaient arriver à Lyon, les premiers le 22 ou le 23 mars, les seconds le 25 ou le 27[3]. Avant la fin du mois, la garnison eût présenté un effectif de 36000 hommes. La population lyonnaise animée de patriotisme était malheureusement impuissante à combattre, car on manquait d'armes, mais elle eût accepté d'un cœur ferme toutes les épreuves d'un siège et d'un bombardement[4]. A la vérité les fortifications de la place tombaient en ruines et l'armement en était presque nul. Mais cette ville

1. Nous avons donné, page 239, le dénombrement de l'Armée du Sud, qui montait, le 9 mars, à 46000 hommes environ. Si de ces 46000 hommes on défalque les 12700 hommes de Bubna, manœuvrant autour de Genève, quelques petits détachements du prince Aloys Lichtenstein et 3500 hommes tués, blessés ou prisonniers dans les combats de Poligny, Mâcon, Saint-George, Limonest, etc. (Plotho, III, 461), c'est bien à peine 30000 hommes qu'il restait à l'ennemi devant Lyon.

2. Divisions Musnier : 5740 hommes; Pannetier : 4855 hommes; Digeon : 1644 hommes; Bardet; 4249 hommes; gardes nationales : 4154 hommes; artillerie : 883 hommes. Total : 21535 hommes. (Situation de l'armée de Lyon au 10 mars, Arch. de la guerre.) A défalquer, pour les pertes du 10 au 20 mars, 1661 hommes (cf. Koch, II, 251-263) et à ajouter 1650 hommes, tête de colonne de la division Beurmann qui arriva à Lyon le 19 (Rapport d'Augereau, Vienne, 21 mars). Total : 21524 hommes.

3. Situations de l'armée de Lyon au 20 mars; composition de la colonne de l'armée d'Aragon. Perpignan, 16 mars; Rapport de Clarke à Napoléon, 16 mars. — Dans son rapport, Clarke dit très justement : « La disproportion des forces n'était assurément pas de nature à justifier ce qui s'est passé. »

D'après une lettre de Napoléon du 16 mars (*Correspondance*, 21499) et une autre du 21 février (citée par Du Casse, *les Rois frères de Napoleon*, 479), l'empereur avait eu un instant l'intention de remplacer Augereau par Suchet, qui était inutile à la tête d'une armée immobilisée au pied des Pyrénées, ou par le roi Jérôme qui se trouvait sans emploi à Paris.

4. Sur l'esprit patriotique des Lyonnais, voir les notes du commissaire général de police des 21, 25, 26 février et 23 mars, et la note du commissaire général de Marseille, du 5 avril; la lettre du sous-préfet de Thonon, 8 mars, etc. Arch. nat. F. 7, 4290; F. 7, 4289 et F. 7, 6605.

sans retranchements et sans canons, c'était la condamnation d'Augereau. Depuis deux mois qu'il était à Lyon, il avait négligé de faire venir d'Avignon le parc de quatre-vingts bouches à feu destiné à la défense de la place et il n'avait ni élevé une redoute, ni construit un tambour. Pour remuer la terre, pour garnir d'ouvrages les collines de Fourvières et de Saint-Just, pour établir des batteries au cimetière de Cuire, à la Croix-Rousse, aux ponts Morand et de la Guillotière, il eût trouvé cent mille bras dans le peuple de Lyon. Il n'y pensa pas.

Au cours de cette campagne, où il laissa sa gloire, Augereau ne sut se servir ni des hommes ni des choses. Dans son armée honteuse et irritée d'être menée de défaite en défaite et de retraite en retraite, ce n'étaient que murmures et clameurs. « Avec Suchet, disaient les soldats, nous vaudrions mille fois plus[1]. » Et ces vétérans des guerres d'Espagne ne se vantaient pas; ils savaient ce dont ils étaient capables. A Castiglione, Augereau culbuta avec une seule division vingt-cinq mille Autrichiens. Les troupes qu'il commandait en 1814 valaient celles de 1796, mais elles n'avaient à leur tête que l'ombre du héros d'Italie.

1. Rapport du commissaire général de police, Lyon, 22 mars. Arch. nat. F. 7, 4 290; et lettre de l'armée de Lyon, classée à la date du 24 mars. Arch. de la guerre. — Cette très curieuse lettre, véritable acte d'accusation contre Augereau, porte en marge, de la main de Vieusseux, chef de division à la Guerre en 1814 : « D'autres renseignements sont entièrement d'accord avec cette lettre. »

LIVRE SIXIÈME

I

MARCHE DE NAPOLÉON SUR LES COMMUNICATIONS DE L'ENNEMI

A un capitaine moins audacieux et moins résolu que Napoléon, la bataille fortuite d'Arcis-sur-Aube eût fait arrêter, sans doute, son grand mouvement sur les derrières de l'ennemi. Bien que ces deux journées de combat se fussent terminées sans désastre pour les Français et leur eussent coûté seulement 3400 hommes, la situation des belligérants se trouvait singulièrement modifiée sous le rapport stratégique. Au lieu d'être contenus en tête par Macdonald et menacés de flanc par Napoléon, comme les 16, 17 et 18 mars, au lieu de battre en retraite comme le 19 mars, les Austro-Russes, le 21 mars au soir, étaient en pleine offensive, le front à l'Aube contre les divers corps français qui avaient, il est vrai, commencé d'opérer leur concentration mais qui, par cela même, découvraient Paris. Dans ces conditions, le mouvement conçu par l'empereur devenait fort hasardeux, par les routes ouvertes à Schwarzenberg et à Blücher, ces deux maréchaux pouvaient se porter rapidement sur Paris par une marche concentrique, lais-

sant Napoléon manœuvrer, sans danger sinon sans inconvénients pour eux, sur la ligne d opérations de l'armée de Bohême.

Toutes les raisons d'ordre politique imposaient à l'empereur de rentrer dans Paris, et plus d'une considération stratégique l'engageait à y replier son armée. Mais battre en retraite et venir prendre position en avant de Paris ou sous Paris même, c'était remettre la campagne au point où elle en était le 3 février, après l'affaire de la Rothière. Or les Alliés, guéris des marches excentriques et des mouvements séparés, ne donneraient sans doute plus à Napoléon des occasions de victoire comme à Champaubert, à Vauchamps et à Montereau. C'est en deux colonnes parallèles, chacune de près de cent mille hommes, qu'ils s'avanceraient sur Paris. Pour cela, il fallait peu de science et moins encore de génie. Schwarzenberg et Blücher n'auraient qu'à pousser droit devant eux. Leur objectif stratégique, qui était Paris, ne se déroberait pas, et leur objectif tactique, qui était Napoléon, viendrait forcément se confondre avec celui-là. Ainsi le sort de la guerre tiendrait à une inévitable bataille en avant de Paris, bataille où l'ennemi serait deux contre un. Au contraire, en se portant sur les lignes d'opérations des Alliés, Napoléon donnait à la campagne une face nouvelle. Le « général imprévu » se mettait de la partie. S'il était facile pour l'ennemi de suivre l'armée française en retraite sur Paris, suivre Napoléon marchant dans une direction inconnue, manœuvrant entre ses forteresses, tantôt se dérobant, tantôt reprenant l'offensive, alliant aux ressources de la guerre de chicanes les coups de maître de la grande guerre, cela semblait dépasser la stratégie des généraux en chef de la Coalition. Pourraient-ils, dans de pareilles opérations et avec un tel

adversaire, éviter les faux mouvements et se garder des manœuvres compromettantes[1]? L'hypothèse que les Alliés auraient la hardiesse de marcher sur Paris, quand il menacerait leurs lignes d'opérations, se présentait sans doute à l'esprit de l'empereur, mais il repoussait cette crainte comme chimérique. Il se croyait assuré d'entraîner l'ennemi à sa suite. Et, de fait, intimidé par le mouvement de l'armée française, le prince de Schwarzenberg allait prendre toutes ses dispositions pour suivre Napoléon[2].

Bien résolu à continuer son mouvement vers ses places, l'empereur vint le 21 mars coucher à Sommepuis, où se concentrèrent la vieille garde, le corps de Ney et la cavalerie de Letort, de Berckheim, de Saint-Germain et de Milhaud. Sébastiani avec les divisions Colbert, Exelmans et Lefebvre-Desnoëttes bivouaqua à Dosnon. Les trois corps de Macdonald et la cavalerie de Treilhard restèrent échelonnés sur la rive droite de l'Aube, la tête à Chêne, la queue au delà de Plancy[3]. Le 22 mars, au point du jour, Ney ayant passé la Marne au gué de Frignicourt avec son infanterie, les dragons de Milhaud et les gardes d'honneur de Defrance, se porta sur Vitry. Cette ville avait pour armement quarante et un canons et pour garnison 5 300 Prussiens et Russes, commandés

1. Clausewitz (*Der Feldzug von 1814*, 467) déclare que la manœuvre de Napoléon n'était qu'une simple démonstration qui ne pouvait pas amener de résultats sérieux ; mais le même Clausewitz ne s'aperçoit pas qu'il a dit précédemment (p. 418) que si les Alliés avaient suivi Napoléon en Lorraine ils « auraient été réduits à repasser le Rhin ». Langeron dit aussi : « Il eût été difficile en Lorraine de vaincre Napoléon au milieu de ses places, s'il eût voulu éviter un engagement général. » Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères, Russie, 25.

2. Ordres de Schwarzenberg du 21 mars, 6 heures du soir au 24 mars, 4 heures du matin, et lettres du même à l'empereur d'Autriche, cités par Schels, I, 394 à 430, et II, 18.

3. Registre de Berthier (ordres du 21 mars, Arcis, 1 heure et demie de l'après-midi et Sommepuis, 22 mars, 1 heure du matin). Journal de Leval. Macdonald à Berthier, Ormes, 22 mars, 7 heures du matin, Arch. de la guerre.

par le colonel Schurchow. Après avoir disposé ses troupes comme pour un assaut, le prince de la Moskowa fit sommer la place, proposant au gouverneur de se retirer avec armes et bagages. Sans communication avec le quartier général des Alliés, entouré par toute une armée et disposant de faibles moyens de défense, le commandant de Vitry se trouvait à peu près dans la situation où était, le 3 mars, le commandant de Soissons. Mais Schurchow n'était pas un Moreau. Il écrivit très dignement et très sensément au maréchal Ney : « Permettez à un officier d'aller au quartier général du prince de Schwarzenberg pour être sûr de la place où se trouve Son Excellence. Dès que je le saurai rétrogradé derrière la ligne, je me résoudrai, pour épargner le sang, à entrer en pourparlers[1]. » Cette proposition n'était point acceptable dans la circonstance. Le maréchal y répondit à coups de canon. Schurchow ne se laissa intimider ni par le feu ni par les démonstrations d'attaque ; il demeura inébranlable dans la résolution que lui avait dictée le devoir militaire.

Au reste, si la possession de Vitry eût donné un point d'appui à l'armée française, l'occupation de cette place ne lui était pas indispensable pour franchir la Marne. L'empereur qui prévoyait une sérieuse défense de la garnison prussienne avait donné l'ordre, étant à Sommepuis, de jeter deux ponts en aval de Frignicourt. Ce fut sur ces deux ponts et par le gué même, où l'eau n'atteignait pas deux pieds, que dans la journée du 22 mars passèrent la garde à pied et à cheval, l'artillerie de réserve et les 2e et 5e corps de

1. Schurchow à Ney, Vitry (22 mars). Arch. nat. AF. IV, 1 670.

Une lettre de Barclay de Tolly, du 22 mars enjoignait au colonel Schurchow de se défendre jusqu'à la dernière extrémité s'il était assiégé. Mais cette lettre fut prise par les coureurs français. Elle se trouve aux Archives nationales, AF. IV, 1668.

cavalerie[1]. De Frignicourt, les troupes se dirigèrent sur Saint-Dizier. Les quatre cents hussards et chasseurs du général Piré, marchant à l'avant-garde, arrivèrent dans cette ville le 22 mars, vers cinq heures du soir, à temps pour sabrer deux bataillons prussiens qui se retiraient par la route de Joinville. Les Prussiens escortaient un énorme convoi et un équipage de quatre-vingts pontons. Ils se mirent en défense, formés en deux carrés. L'un, enfoncé à la première charge, mit bas les armes; l'autre résista assez longtemps, et presque tous les hommes parvinrent à s'échapper après avoir brûlé l'équipage de ponts. Il n'en resta pas moins entre les mains des hussards quatre cents voitures de vivres et de munitions, huit cents prisonniers et, dit Piré, « quatre à cinq cents superbes chevaux prêts à entrer dans nos rangs pour y remplacer ceux hors de service[2] ».

A Saint-Dizier, où l'état-major impérial entra le 23 mars dans l'après-midi[3], Napoléon se trouvait placé entre les deux principales lignes d'opérations des Alliés : la route de Strasbourg qu'avait suivie l'armée de Silésie, la route de Bâle qu'avait suivie l'armée de Bohême. L'empereur ne doutait pas que

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 529, 21 530. Registre de Berthier (ordres du 22 mars, Sommepuis, 1 heure du matin, et Frignicourt, 1 heure et 5 heures du soir), Arch. de la guerre. — La lettre 21 529 a été datée par les éditeurs de la *Correspondance* : Sézanne, 22 mars. Le 22 mars, Napoléon était à 80 kilomètres de Sézanne !

2. Piré à Berthier, Saint-Dizier, 22 mars, 6 heures du soir et 11 heures du soir. Rapport sur la prise d'un convoi par le maire de Saint-Dizier, Saint-Dizier, 22 mars (dans la nuit). État des denrées trouvées à Saint-Dizier par la cavalerie légère du 5e corps de cavalerie, le 22 mars : 20 pièces d'eau-de-vie, 50 sacs de farine, 100 sacs d'avoine, etc., etc.). Arch. de la guerre. — Napoléon, fidèle à son principe d'exagérer et ses forces et ses succès, dit : 2 000 prisonniers, 400 voitures et 80 pontons. » *Correspondance*, 21 533. Dans sa lettre de 11 heures du soir, Piré qui se plaint de manquer d'ordre précis dit que s'il avait eu un peu plus de monde, le deuxième bataillon prussien aurait été entièrement pris et n'aurait pas eu le temps de brûler les pontons.

3. L'empereur avait passé la nuit au château du Plessis entre Frignicourt et Saint-Dizier, Registre de Berthier (ordres des 22 et 23 mars).

Schwarzenberg, voyant ces communications avec le Rhin menacées, ne manœuvrât pour livrer bataille à l'armée française. Mais il ignorait quelle direction prendrait le généralissime autrichien. Les Austro-Russes marcheraient-ils à sa suite par Sommepuis et Vitry ou se porteraient-ils à sa rencontre par Brienne et Vassy? Rapports de chefs de reconnaissances, renseignements d'espions, propos de paysans ne s'accordaient nullement : « L'ennemi se concentre à Brienne. — Il rétrograde vers Langres — Le czar a couché à Montiérender — Macdonald est serré de près dans sa retraite sur Vitry par toute l'armée alliée[1]. » Le moyen de découvrir la vérité au milieu de tant de nouvelles contradictoires! Quant à marcher directement sur ses places fortes sans s'inquiéter des manœuvres de l'ennemi, Napoléon ne le pouvait guère avant que les trois corps de Macdonald eussent au moins passé la Marne. Le 23 à midi, la cavalerie de Piré occupait Joinville et l'arrière-garde du duc de Tarente avait à peine dépassé Dosnon[2]. Ainsi l'armée française s'étendait sur une ligne courbe de près de vingt lieues. La pointe hardie, poussée si rapidement sur les derrières de l'ennemi, avec la garde et une partie de la cavalerie, était bonne pour jeter le trouble chez les Alliés; mais continuer plus longtemps cette marche avec une colonne d'un tel allongement, c'était s'exposer à un désastre. Jusqu'à ce que ses troupes fussent concentrées sur la rive droite de la Marne, l'empereur se trouvait dans l'impossibilité de rien entreprendre de sérieux[3]. Il pou-

1. Notes et rapports d'espions et de chefs de reconnaissance, 22 et 23 mars. Arch. nat., F. IV. 1668, *Correspondance*, 21 534.

2. Piré à Berthier, Joinville, 23 mars, 2 heures de l'après-midi. Rapport de Macdonald, Villotte, 24 mars, 4 heures du matin. Arch. de la guerre.

3. Cf. Napoléon à Clarke, Saint-Dizier, 23 mars. Arch. nat., AF. IV, 906 (non citée dans la *Correspondance*). *Correspondance*, 21 534, 21 536. Fain, 195.

vait seulement faire rayonner sa cavalerie autour de Saint-Dizier pour battre l'estrade, avoir des nouvelles, ouvrir les communications, occuper les routes, s'assurer les débouchés, arrêter les courriers, piller les convois, surprendre les postes, enlever les détachements. Les hussards de Piré piquèrent sur Joinville et Chaumont, les cuirassiers de Saint-Germain sur Montiérender, les gardes d'honneur de Defrance sur Void, les chasseurs et les lanciers de Maurin sur Bar-sur-Ornain et Saint-Mihiel, les dragons de Milhaud sur Châlons [1]. En même temps, des émissaires, paysans et gendarmes déguisés, partirent chargés de dépêches pour les commandants des places de l'est et pour les maires des principales communes des départements de la Meurthe, de la Meuse et de la Moselle. D'après ces ordres, les gouverneurs devaient sortir avec leur garnison et tenir la campagne en s'avançant à la rencontre de l'empereur. Il était enjoint aux maires d'assembler au son du tocsin les gardes nationaux de la levée en masse pour courir partout sus à l'ennemi [2].

Encore incertain des dispositions que prendrait Schwarzenberg, Napoléon se tenait prêt aux diverses éventualités. Il préparait tout soit pour tomber sur les Austro-Russes, soit pour recevoir leur attaque, soit pour les entraîner à sa suite vers ses places de l'est. Irait-il à Metz, tournerait-il la droite de l'en-

1. Registre de Berthier (ordres du 23 mars, château du Plessis, 3 heures du matin, et Saint-Dizier, 1 heure après-midi, à Piré, Saint-Germain, Defrance). Milhaud à Berthier, 23 et 24 mars. Arch. de la guerre.

2. Registre de Berthier (ordres du 23 mars, 3 heures du matin et 1 heure après-midi). Ney au maire de Bar-sur-Ornain, Frignicourt, 23 mars. Arch. de la guerre. *Correspondance*, 21 531, 21 535. « Faites connaître, écrivait Napoléon, que nous arrivons sur les derrières de l'ennemi ; que le moment est venu de se lever en masse ; d'arrêter partout les commandants de place ; de tomber sur les convois ; de saisir les magasins... Il faut tâcher de s'emparer de Toul, faire insurger les départements de la Meuse et de la Moselle, en faisant partout sonner le tocsin... »

nemi, l'attendrait-il dans une position défensive? Cela dépendrait des circonstances. L'empereur ne se pressait point de prendre un parti « Vingt-quatre heures disait-il, apportent bien du changement dans une situation militaire[1]. »

1. *Correspondance*, 21 532. Cf. 21 534, 21 535, 21 538 ; Fain, 195-196 ; et Napoléon à Clarke, Saint-Dizier, 23 mars. (Arch. nat., AF. IV, 906) : « Il est difficile de savoir positivement ce qui va se passer. »

II

LE CONSEIL DE GUERRE DE POUGY

Si après la bataille d'Arcis-sur-Aube, Napoléon n'était point exactement fixé sur la direction qu'allait prendre Schwarzenberg, Schwarzenberg de son côté (et la chose est moins explicable) ne savait rien de la direction qu'avait prise Napoléon. Le soir du 21 mars, tandis que l'on combattait encore dans Arcis, le généralissime autrichien pensant que l'armée française se repliait vers Vitry avait ordonné pour le 22 un mouvement de concentration sur la rive droite de l'Aube, entre Donnement et Dampierre. Dans la nuit, il écrivit de Pougy à l'empereur d'Autriche afin de lui annoncer le succès de la journée et de l'informer des dispositions arrêtées pour le lendemain [1]. Mais, dans cette même nuit, Schwarzenberg reçut un billet du prince de Wurtemberg, portant que d'après des renseignements certains Napoléon se retirait sur Châlons [2]. Les ordres furent modifiés. Au lieu de s'échelonner entre Donnement et Dampierre, pour marcher sur Vitry, les troupes durent se déployer entre Corbeil et Herbisse, de façon à se porter sur Châlons [3].

1. Disposition de Schwarzenberg pour le 22 mars, Ménil, 21 mars, 6 heures du soir, cité par Schels, *Die Operaz, der verbünd. Heere gegen Paris*, I, 394.

2. Lettre du Prince de Wurtemberg à Schwarzenberg (devant Arcis, nuit du 21 au 22 mars), citée par Schels, I, 395.

3. Disposition de Schwarzenberg, Pougy, 22 mars, 10 heures du matin, citée par Schels, I, 399-400.

Le passage de l'Aube causa de grands retards à l'armée de Bohème. Les trois corps de Macdonald, postés sur la rive droite depuis Chêne jusqu'au delà d'Ormes, défendaient tous les abords, canonnant et fusillant les Austro-Russes dès qu'ils se montraient à portée. Embusqués dans les maisons du faubourg d'Arcis, (« passage très périlleux et très difficile », écrivait-il), les tirailleurs de la brigade Maulmont empêchaient par un feu nourri et bien dirigé les travailleurs ennemis de rétablir le pont. Le prince de Wurtemberg voyant qu'il ne pouvait franchir l'Aube à Arcis, se résolut à traverser la rivière à trois lieues en amont, par le pont de Ramerupt. Ce mouvement achevé dans l'après-midi du 22 mars, il prit position avec les IVe et VIe corps entre Ramerupt et Dampierre, l'avant-garde à Lhuitre. Le Ve corps (Wrède) occupa Corbeil et Brébant, l'avant-garde à Métiercelin. Les gardes et réserves s'établirent entre Donnement et Vaucogne ; seul le IIIe corps (Gyulai) resta sur la rive gauche de l'Aube, en observation devant Arcis[1].

Quand on regarde sur la carte les positions occupées par les Alliés et que l'on compare les effectifs des troupes en présence, on admire que la petite armée de Macdonald ait échappé à la destruction. Le 22 mars, cette armée réduite à 20,000 combattants[2],

1. Macdonal à Berthier, Ormes, 22 mars, et Villotte, 24 mars. Journal de la division Leval. Arch. de la guerre. Lettre de Wurtemberg à Schwarzenberg devant Arcis, 22 mars au matin, citée par Schels, I, 401. Barclay de Tolly au commandant de Vitry, 22 mars. Arch. nat., AF. IV, 1668.

2. On a vu (**1814**, 285) que le 17 mars les trois corps de Macdonald comptaient environ 30 000 hommes. Mais le 22 mars la division Leval avait perdu 1 100 hommes dans le combat de la veille ; les 2e et 5e corps de cavalerie, ensemble 5 000 hommes, étaient avec l'empereur au delà de la Marne ; enfin, par suite de retards dans la marche, les divisions Pacthod et Amey et le grand parc n'avaient point rejoint le gros de l'armée. Macdonald n'avait donc plus que 18 000 hommes, au maximum, auxquels il faut ajouter les 1re et 2e divisions de la garde à cheval sous Sébastiani (réduites à moins de 2 200 sabres) que Napoléon avait laissées au duc de Tarente pour couvrir la retraite.

qui étaient échelonnés entre Chêne, Ormes et Mailly, se trouvait menacée sur son front par le corps de Gyulai et débordée de plus de quatre lieues sur son flanc gauche par le gros des Austro-Russes, soit par 80,000 hommes. Dans la nuit, les hussards et les uhlans du comte Pahlen traversèrent même la ligne de retraite des Français en se portant, par Poivre, de Lhuitre sur Sommesous [1]. Comment avec leur innombrable cavalerie légère, les généraux alliés ne furent-ils pas informés de la route suivie par l'empereur et de la situation critique où se trouvait Macdonald, obligé à une marche de flanc devant leurs têtes de colonnes? Et avaient-ils même besoin des renseignements de leurs reconnaissances? Ne voyaient-ils pas la position de l'arrière-garde française? N'étaient-ils pas en contact avec elle? Pourquoi ne tentèrent-ils pas quelque attaque vigoureuse où leur écrasante supériorité numérique leur eût assuré le succès? Mais d'après les dispositions de Schwarzenberg, trop bien obéi par ses lieutenants, il semblait que pour agir on dût se régler sur la marche de Macdonald. C'était laisser ce maréchal libre de ses mouvements, quand au contraire il fallait les paralyser.

On restait sans nouvelles certaines de la direction prise par Napoléon. Le 22 dans la soirée, Schwarzenberg reçut une lettre du général Oscharowsky, portant : « L'empereur marche sur Vitry... » et une lettre du général de Wrède, disant : « Il est impossible que Napoléon se retire sur Vitry. » Selon d'autres rapports, les Français se repliaient sur Châlons, sur Sézanne, sur Montmirail [2]. Plus irrésolu que

1. Schels, I. 411. Cf. 426 et Bogdanowitsch, II, 109.

2. Lettres de Wrède et d'Oscharowsky, 22 mars, citées par Schels, I, p. 409. Relation de Diebitsch, Mohilew, 9 mars, 1817. Arch. de la guerre (à la date du 24 mars 1814).

jamais, le prince de Schwarzenberg écrivit ce soir-là à l'empereur d'Autriche : « Jusqu'à présent les rapports précis me manquent sur la vraie direction de l'ennemi. Je les attends à chaque instant. Dès que je les aurai, je me mettrai en marche sur-le-champ[1]. » Schwarzenberg venait déjà d'écrire à Blücher : « D'après toutes les nouvelles, l'empereur doit se diriger sur Châlons, mais j'en doute encore. Sitôt que j'aurai des nouvelles exactes, je suivrai l'ennemi avec toute l'armée. » Le meilleur moyen d'avoir des nouvelles, c'était de presser vivement les Français dans leur retraite. Mais Schwarzenberg, apparemment, ne s'en avisa point. Afin d'occuper les loisirs que lui faisait son incertitude, il passa la soirée du 22 mars à rédiger trois dispositions différentes pour le lendemain, suivant les trois éventualités qui pouvaient se présenter : la marche de Napoléon sur Châlons, sur Vitry ou sur Montmirail. Dans les trois cas d'ailleurs, on aurait à suivre l'armée française ; les ordres variaient seulement dans les détails itinéraires[2].

Pendant que Schwarzenberg écrivait, Macdonald agissait. Au mépris de tous les dangers, il avait exécuté l'ordre de l'empereur lui enjoignant de se maintenir derrière l'Aube durant la journée entière[3]. La nuit venue, il prit ses dispositions de retraite. A onze heures du soir, les troupes se concentrèrent entre

1. Lettres de Schwarzenberg à l'empereur d'Autriche, Pougy, 22 mars, 9 heures du soir; à Blücher, Pougy, 22 mars (dans l'après-midi), citées par Schels, I. 404. — Barclay de Tolly écrivait de son côté (22 mars) au commandant de Vitry : « Quoiqu'il ne soit pas vraisemblable que l'ennemi se retire du côté de Vitry, j'exige que dans le cas où il se présenterait, vous vous défendiez à la dernière des extrémités. Les armées alliées suivent l'ennemi pas à pas... » Cette lettre prise par nos coureurs se trouve aux Archives nationales, AF. IV, 1 668.

2. Dispositions de Schwarzenberg pour le 23 mars. Pougy, 22 mars, 10 heures du soir, citées par Plotho, III, 337-339. Cf. Lettre de Schwarzenberg à Wrède, Pougy, 22 mars (dans la nuit), citée par Schels, I, 405.

3. Registre de Berthier (à Macdonald, château du Plessis, 22 mars, 1 heure du matin). Arch. de la guerre.

Chêne et Dosnon, et le 23 mars à la pointe du jour l'armée se mit en marche vers Vitry, par Trouan et Sommepuis[1]. Averti par ses grand'gardes du mouvement de Macdonald, le prince de Wurtemberg fit aussitôt avancer les IVe et VIe corps dans la direction de Grand-Trouan ; il continuait d'ailleurs à croire que les Français se repliaient sur Châlons. De son côté, le comte de Wrède fut informé à sept heures du matin, par un rapport d'Oscharowsky, que décidément Napoléon avait pris Vitry pour point de retraite. A ces nouvelles, Wrède se conformant aux instructions de Schwarzenberg choisit la disposition n° 2 et dirigea le Ve corps sur Vitry par les hauteurs de Perthes[2].

De Grand-Trouan, où son arrière-garde fut atteinte par la cavalerie du prince de Wurtemberg, à Courdemanges, où le corps de Wrède tenta de lui couper la retraite, Macdonald marcha sans cesse parallèlement à l'ennemi et souvent même en contact avec lui. Il eut à soutenir plusieurs attaques, y perdant de ses bagages et de son artillerie. « J'ai été pour ainsi dire enveloppé tout le jour, écrivit-il le 24 mars, à Berthier, et forcé de combattre jusqu'à onze heures du soir. Votre Altesse peut comprendre le désordre de mes troupes, harassées de fatigues, marchant dans une plaine aride, par une nuit obscure. » Enfin, grâce au concours de Ney qui avait fait occuper par la division Lefol les hauteurs de Courdemanges, de façon à protéger les gués, les trois corps du duc de Tarente purent franchir la Marne « pour ainsi dire

1. Ordres de Gressot, Dosnon, 22 mars, 11 heures du soir. Rapport de Macdonald, Villotte, 24 mars. Journal de Leval, Arch. de la guerre.

2. Lettre de Wurtemberg à Schwarzenberg, Dampierre, 23 mars, citée par Schels, I, 411. Bogdanowitsch, II, 105-106. Schels, I, 409, 410, 419, 422. — Oscharowsky avait eu dans la soirée du 22 un engagement près de Frignicourt avec un parti de troupes françaises.

pêle-mêle », dit Macdonald, et s'établir sur la rive droite[1].

Les combats avaient même commencé plus tôt que ne le croyait Macdonald. Entre huit et neuf heures du matin, comme Gérard, dont le corps tenait la tête de la colonne, avait déjà dépassé de sa personne la ferme du Fénu (route de Grand-Trouan à Sommepuis), il entendit une violente canonnade dans la direction de ce dernier village et s'y porta aussitôt. Le grand parc de l'armée était aux prises avec la cavalerie d'Oscharowsky. D'après les instructions de Macdonald, qui craignait que pièces et voitures ne pussent traverser les marais de Saint-Saturnin, le parc était remonté jusqu'à Pleurs d'où il avait gagné Salon et Sommepuis. Malheureusement, par suite d'ordres mal interprétés, la division Amey, qui devait escorter le convoi, avait rebroussé chemin vers Sézanne. Ainsi le parc était bien arrivé le 23 au matin, près de Sommepuis, mais il y était arrivé seul, ayant pour toute escorte dix gendarmes à cheval ralliés sur la route[2]. C'était une riche proie et une proie facile pour les 1 700 dragons, hussards et lanciers de la garde, du général

1. Macdonald à Berthier, Villotte, 24 mars, 4 heures du matin. Journal de la division Leval, Arch. de la guerre. Cf. Schels, II, 422-423. — Le passage de la Marne, qui avait commencé pour les troupes de Macdonald le 23 à 5 heures du soir, ne fut complètement achevé que le 24 à 6 heures du matin. Ney à Berthier, Frignicourt, 23 mars, 4 heures et demie du soir, et Saint-Dizier, 24 mars, 1 heure après-midi, Arch. de la guerre.

2. Rapports de Macdonald à Berthier, Villotte, 24 mars, 4 heures du matin et Valcourt, 28 mars, 1 heure et demie après-midi. Arch. de la guerre. Rapport de Logeret, maréchal des logis de gendarmerie. Doulevent, 25 mars, Arch. nat., AF. IV, 1 667. — Macdonald explique ainsi la fatale erreur du général Amey. « ... Amey, qui le 21 au soir était à Saint-Saturnin, avait l'ordre d'escorter les parcs (ce dont j'ai l'accusé de réception). Il devait se diriger directement sur Cauroy, Gourganson ou Semoine, selon que les parcs seraient à cette hauteur. Mes derrières se trouvant fort compromis, j'envoyai dans la nuit plusieurs officiers d'état-major sur Nogent et Villenoxe, afin que tout ce qui n'aurait pas passé les gués, rétrogradât vers Sézanne. Cet ordre ne concernait nullement le général Amey, puisqu'il était de ce côté des gués, mais l'un de mes officiers ayant passé par Saint-Saturnin, Amey voulut voir l'ordre général, qui ne le concernait pas, et le prenant néanmoins pour lui, il se dirigea sur Sézanne... »

Oscharowsky[1] Sans trop s'intimider, le commandant du convoi disposa son parc en carré, les caissons et les voitures au centre ; et, avec les quatre ou cinq cents conducteurs, sapeurs et canonniers qu'il avait sous ses ordres, il s'efforça de repousser à coups de mitraille les charges des escadrons ennemis. On y réussit d'abord ; les gendarmes, renforcés d'une quinzaine de sous-officiers et de canonniers à cheval, sortirent même du carré et sabrèrent avec les Russes. Mais Oscharowsky ayant fait ouvrir le feu à son artillerie légère, des obus tombèrent sur les caissons. Quelques-uns sautèrent ; le désordre se mit dans le carré où pénétra la cavalerie ennemie. A ce moment, les têtes de colonnes de Gérard arrivèrent sur le champ de bataille. L'infanterie dégagea le parc et repoussa les Russes jusque près d'Humbauville. On ne put néanmoins leur reprendre deux ou trois cents prisonniers et quatorze canons, trophées de ce combat. Un plus grand nombre de pièces avaient été enclouées[2].

Pendant l'affaire, un courrier, porteur d'une lettre de Berthier à Macdonald, fut pris par l'ennemi. Cette lettre, datée du château du Plessis, trois heures du matin, enjoignait au duc de Tarente de presser sa marche pour passer la Marne et l'informait que l'empereur se trouvait entre Vitry et Saint-Dizier, sur les derrières de l'armée de Bohême, et que déjà la cavalerie s'approchait de Joinville après avoir fait beaucoup de prises[3]. Oscharowsky envoya aussitôt

1. 18 escadrons formant un effectif total de 1 776 sabres et lances et une demi-batterie d'artillerie légère Arch. top. de Saint-Pétersbourg, 22 854.

2. Cf. Macdonald à Berthier. 24 mars et 28 mars, Arch. de la guerre. Rapport de Logeret. Doulevent, 25 mars, Arch. nat., AF. IV 1 670. Rapport d'Oscharowsky, Métiercelin, 23 mars. cité par Bogdanowitsch. II. 106.

3. Relation de Diebitsch, Arch. de la guerre, à la date du 24 mars. Lettre de

cette dépêche si importante à son chef hiérarchique, Barclay de Tolly. Celui-ci, jugeant que ces nouvelles obligeaient à prendre un parti sur l'heure, dépêcha Diebitsch, son quartier-maître général, au prince de Schwarzenberg. Le prince avait quitté Pougy pour aller inspecter les positions ; Diebitsch le rejoignit à Dommartin. Il lui annonça devant tout l'état-major le succès remporté le matin par la cavalerie légère de la garde, puis il le pria d'entrer dans une maison avec le chef d'état-major général Radetzky pour une communication secrète. Diebitsch remit alors la lettre saisie, et s'efforça de faire sentir au généralissime la gravité des circonstances et la nécessité d'une résolution énergique. La conférence dura une demi-heure ; après quoi Schwarzenberg, sans avoir encore rien décidé, revint au galop à Pougy pour réunir en conseil

Schwarzenberg à l'empereur d'Autriche, Pougy, 23 mars, 5 heures du soir, cité par Schels, I, 429. Cf. Danilewsky, II, 78.

La copie de cette lettre, ou plutôt de ces deux lettres, car Diebitch dit : « Deux lettres » ne figure pas dans le registre de Berthier. Mais il ne s'en suit pas de cela qu'elles n'aient pas été écrites. D'une part, nombre de lettres du major général dont nous avons vu les originaux aux Archives nationales et aux Archives de la guerre ne sont pas transcrites sur le registre. D'autre part, si l'original et la copie de cette lettre manquent, nous en retrouvons les traces. En effet, nous lisons dans la *Correspondance de Napoléon* (21 533). « Château du Plessis, 23 mars (3 heures du matin). Mon cousin, écrivez au duc de Tarente pour lui faire connaître qne nous avons pris un équipage de pont, etc., etc.. entre Saint-Dizier et Joinville... » Comment Berthier, qui ne manquait jamais de transmettre sur l'heure les ordres et les instructions donnés par l'empereur, l'eût-il omis cette fois en si grave occurrence ? Mais il n'y manqua pas. Nous en avons la preuve dans sa lettre à Macdonald du 24 mars, 3 heures et demie du matin : « ... Je n'ai pas de vos nouvelles. Je vous ai envoyé des ordres par triplicata. » Or ces ordres envoyés par triplicata ne sont point évidemment ceux contenus dans la lettre de la veille, 23 mars, 11 heures et demie du soir. Ce sont bien ceux qui faisaient l'objet de la lettre (interceptée) 23 mars, 3 heures du matin

Voici sans doute la raison pourquoi cette lettre ne fut pas transcrite sur le registre. Les lettres sont toujours copiées entièrement, sauf celles qui reproduisent le même texte, à quelques variantes près. Dans ce cas, le copiste met entre deux barres : « Même lettre à N..., même lettre à N..., etc. » Or la lettre annonçant la marche sur Saint-Dizier fut écrite par Berthier, non seulement à Macdonald, mais à Marmont, à Mortier et à Sébastiani, nous le voyons sur le registre. Le copiste a transcrit entièrement la lettre à Marmont, puis, pour celles à Sébastiani et à Mortier, il s'est contenté de mettre : « Même lettre au général Sébastiani, même lettre au duc de Trévise. » Enfin, au lieu de porter : « Même lettre au duc de Tarente. » comme les mots « même lettre au duc de Trévise » tombaient en bas de page *recto*, il a omis d'inscrire cette mention en commençant la page *verso*.

de guerre le czar, le roi de Prusse et les principaux généraux de l'état-major allié [1].

De nouveaux renseignements étaient parvenus au quartier général. L'armée de Silésie s'avançait de Reims sur Châlons, et déjà sa cavalerie légère battait l'estrade au sud de cette ville, donnant la main aux coureurs du comte Pahlen qui rayonnaient autour de Poivre. Enfin des Cosaques de Tettenborn avaient pris dans la nuit sur un courrier une lettre de Napoléon à l'impératrice Marie-Louise. Dans ce billet, dont Blücher envoyait la copie à Schwarzenberg, l'empereur écrivait qu'il avait passé la Marne afin d'attirer l'ennemi à sa suite, loin de Paris, et de se rapprocher de ses places [2].

1. Relation de Diebitsch. Arch. de la guerre, à la date du 24 mars. Lettre de Schwarzenberg à l'empereur d'Autriche, Pougy, 23 mars, 5 heures après-midi, cité par Schels, I, 429-430.

Selon Diebitsch qui veut s'attribuer l'honneur d'avoir seul décidé Schwarzenberg à abandonner sa ligne d'opérations, cette résolution fut prise à Dommartin même par Schwarzenberg et Radetzky d'après les conseils de Diebitsch. Mais outre que la lettre de Schwarzenberg à l'empereur d'Autriche, et tous les historiens étrangers (Plotho, III, 343-344, Schels, I, 427-428, Bogdanowitsch, II, 109-110, etc., etc.) témoignent que la décision de marcher à la rencontre de Blücher fut prise, et non sans discussions, dans le conseil de guerre tenu à Pougy le 23 mars à 3 heures de l'après-midi, il est bien évident que, en raison de son caractère hésitant, Schwarzenberg n'était pas homme à prendre une pareille résolution sans en référer au czar. Que Diebitsch ait, à Dommartin, préparé par ses arguments le généralissime à adopter ce parti, cela est possible ; mais rien ne fut définitivement arrêté qu'en conseil de guerre.

2. Schwarzenberg à l'empereur d'Autriche (Vitry, 24 mars, cité par Schels, II, 32. Müffling, II, 124. Mémoires de Langeron, Arch. des Aff. étrangères. Cf. Schels, I, 412, 426 ; Rovigo, *Mémoires*, VI, 368-369 ; Meneval, II, 37-38 ; Clarke à Napoléon, 25 mars, Arch. de la guerre.

L'original de cette lettre fut, comme on verra plus loin, remis par les soins de Blücher aux avant-postes français de Meaux pour être donné à l'impératrice. Les historiens français ne citent pas cette lettre, sauf Vaudoncourt, qui la déclare apocryphe, et elle ne figure pas dans la *Correspondance*. Que le texte même de ce billet, que nous ne connaissons d'ailleurs que dans la traduction allemande, ne soit pas exact, cela est possible, mais ce qui est hors de doute c'est qu'une lettre de Napoléon à Marie-Louise, celle-ci ou une autre analogue, fut saisie par les coureurs de Blücher, le 22 mars dans la soirée et envoyée à Schwarzenberg le 23 dans l'après-midi. A titre de curiosité, nous donnons cette lettre qui eut une si grande influence sur les événements : « Mon amie, j'ai été tous ces jours-ci à cheval. Le 20 j'ai pris Arcis-sur-Aube. L'ennemi m'y a attaqué à huit heures du soir. Je l'ai battu, lui ai tué 4 000 hommes et pris 4 pièces de canon. Le 21, l'ennemi s'est mis en bataille pour

Cette lettre venait confirmer celle de Berthier à Macdonald, saisie dans la matinée. Il était désormais certain que l'empereur manœuvrait pour se jeter sur la ligne d'opérations des Alliés. Sans doute Schwarzenberg n'était pas surpris du mouvement de Napoléon sur Vitry, puisque dès le 21 au soir il avait pensé que l'empereur marcherait vers cette ville, et puisqu'au milieu des incertitudes où il était resté toute la journée du 22, il avait néanmoins donné des ordres dans cette prévision [1]. Malgré cela, le généralissime n'en était pas moins effrayé de la rapidité de la marche de Napoléon, qui se trouvait déjà à Saint-Dizier, menaçait Chaumont et pouvait tomber par Brienne sur le flanc droit de l'armée de Bohême.

Le conseil de guerre se réunit à trois heures sous l'émotion de ces graves nouvelles. A en juger par la proposition qui fut émise la première, plusieurs généraux avaient perdu l'esprit. « Napoléon, dirent-ils, se trouve déjà sur notre ligne d'opérations ; il a sur nous deux jours d'avance, il menace Chaumont. Conséquemment, il nous faut recouvrer nos communications avec la Suisse au moyen d'une marche parallèle, à grandes journées, par Vandeuvre, Bar-sur-Seine et Châtillon. De là, nous nous porterons soit sur Langres, soit sur Dijon et Vesoul [2]. » Ce mouvement n'était rien moins qu'une retraite, et c'était la retraite la plus funeste au point de vue moral comme la plus

protéger la marche de ses colonnes sur Brienne et Bar-sur-Aube. J'ai résolu de me porter sur la Marne afin d'éloigner l'ennemi de Paris et de me rapprocher de mes places. Je serai ce soir à Saint-Dizier. Adieu, mon amie, embrasse mon fils. » — D'après Rovigo, les derniers mots auraient été : « Ce mouvement me sauve ou me perd. »

1. Dispositions de Schwarzenberg des 21 et 22 mars, citées par Schels, I, 394-395.

2. Plotho, III, 343-344. Schels, I, 427. Cf. Clausewitz, 448 et la relation de Diebitsch. Arch. de la guerre : « ... Il y eut à se féliciter qu'après une délibération d'une demi-heure, on ne donnât pas l'ordre de courir sur Chaumont ou de louvoyer sur Dijon. »

dangereuse au point de vue militaire. De l'aveu de tous les historiens allemands, anglais, russes, quelles conséquences eût entraînées une pareille manœuvre! La retraite jusqu'au Rhin — et même au delà, comme dit Diebitsch — les résultats de dix batailles, de deux mois de campagne sacrifiés, perdus, la démoralisation gagnant l'armée de Bohême, l'effroi paralysant l'armée de Silésie laissée seule sur le territoire ennemi, l'enthousiasme relevant la France, les convois et les magasins pillés, les parcs enlevés, les troupes poursuivies et coupées par les soldats de Napoléon, harcelées par les paysans en armes, la débandade, la déroute, tous les désastres ! Ah ! le mouvement génial de Napoléon sur Saint-Dizier, admirable dans la conception, est justifié dans la pratique par cela seul qu'il a inspiré un instant aux Alliés l'idée d'une retraite immédiate vers le Rhin.

Malheureusement, les extrêmes dangers de cette retraite, qui nous frappent si vivement à un demi-siècle de distance, frappèrent de même la majorité du conseil. Un autre plan de campagne que suggérait l'approche de l'armée de Silésie par Châlons fut mis en délibération. Il s'agissait d'abandonner résolument les lignes de communications avec la Suisse et de s'en ouvrir de nouvelles avec les Pays-Bas par Châlons, Reims et Mons. Il ne fallait pour cela que se réunir à l'armée de Blücher. Cette jonction opérée et la nouvelle ligne ainsi ouverte, les deux armées marcheraient de concert contre Napoléon pour lui livrer bataille entre Vitry et Metz [1]. Après une courte discussion, le conseil décida ce mouvement. Mais il semble que Schwarzenberg ne s'y résolut qu'avec peine, sous

1. Lettre de Schwarzenberg à l'empereur d'Autriche, Pougy, 23 mars, 5 heures après-midi, citée par Schels, I, 429-430. Cf. Relation de Diebitsch. Arch. de la guerre (24 mars), Plotho, III, 343-344.

la pression des circonstances. Il s'en excusa presque auprès de l'empereur d'Autriche : « Ce que cette manœuvre, lui écrivit-il, va m'enlever en ressources, j'espère le regagner par la supériorité des forces. L'empereur de Russie et le roi de Prusse sont tout à fait d'accord avec moi et ne considèrent aucun autre mouvement comme possible. Dans cette décision importante et hardie, leur avis conforme me donne une véritable satisfaction[1]. »

Le prince de Schwarzenberg qualifia la marche sur Châlons de hardie. L'épithète est impropre. A la vérité, cette opération était bien combinée, mais elle marquait de la part des Alliés moins de hardiesse que de prudence. Les Austro-Russes avaient refoulé la petite armée impériale au delà de l'Aube; cette armée échelonnée sur une étendue de quinze lieues exécutait à cette heure même une marche de flanc devant les têtes de colonnes du prince de Wurtemberg et du comte de Wrède ; elle était harassée de fatigues. Et au lieu de porter incontinent leurs masses sur Saint-Dizier, les Alliés perdaient deux jours dans un mouvement sur Châlons, abandonnant sans résistance leurs lignes d'opérations, livrant à la cavalerie française leurs postes, leurs détachements, leurs convois, leurs magasins. Avant d'oser attaquer l'empereur, qui n'avait plus que 44 000 hommes, il leur fallait, à eux qui étaient près de 100 000, se réunir aux 80 000 soldats de Blücher. Pour combattre, il ne suffisait pas à l'ennemi d'être deux contre un, il voulait être quatre contre un. En vérité, quelle terreur superstitieuse inspirait encore Napoléon !

A l'issue du conseil, l'ordre fut expédié aux colonnes en marche sur Vitry d'arrêter leur mouvement pour prendre la direction de Châlons. Les immenses con-

1. Lettre précitée de Schwarzenberg à l'empereur d'Autriche.

vois de vivres et de munitions massés à Brienne durent doubler l'étape pour rejoindre l'armée par Brébant. Il fut prescrit au prince Moritz Lichtenstein d'évacuer Troyes et de se replier sur Dijon, aux commandants des garnisons, postes, dépôts et magasins de Chaumont et des environs de rétrograder sur Langres et au besoin sur Vesoul[1].

L'empereur d'Autriche, resté sur les derrières de l'armée, se trouvait alors à Bar-sur-Aube où il s'était arrêté quelques jours auparavant, en venant de Chaumont. Il se croyait à Bar en pleine sécurité, tandis que la marche du gros des Austro-Russes vers Châlons et la retraite de leurs arrière-gardes sur Langres et Dijon allaient le mettre à la merci d'un hurrah de cavalerie française. Par malheur, le prince de Schwarzenberg s'avisa des dangers qui menaçaient son souverain. Il lui fit tenir le respectueux mais pressant avis de quitter au plus tôt Bar où il courait risque d'être enlevé. « Je ne crois pas, ajoutait Schwarzenberg, que Votre Majesté puisse gagner Arcis assez tôt pour prendre part à notre marche. Mon opinion serait donc que Votre Majesté se rendît par la route la plus sûre à son armée de Lyon, par Châtillon, Dijon, etc. De cette manière Votre Majesté restera, en tout cas, en communication avec ses États par la Suisse[2]. » Cet « en tout cas » — *auf jeden Fall* — indique que Schwarzenberg n'était point assuré du succès du mouvement sur Châlons.

C'était cependant s'exagérer les périls que de conseiller à l'empereur d'Autriche d'aller d'une seule traite jusqu'à Lyon. En dissuadant son souverain de

1. Dispositions de Schwarzenberg, Pougy, 23 mars, 4 heures après-midi, citées par Plotho, II, 346-347. Journal des opérations de Barclay de Tolly, Arch. top. de Saint-Pétersbourg, 29 188.

2. Lettre précitée de Schwarzenberg à l'empereur d'Autriche, 23 mars.

rejoindre l'armée par Arcis, Schwarzenberg ne se fit-il pas le complice du czar et des partisans de la guerre à outrance ? Sans doute la rupture du congrès de Châtillon et la Déclaration manifestement antidynastique par quoi les plénipotentiaires alliés l'avaient clôturé, devaient rassurer les états-majors russes et prussiens contre toute tentative d'accommodement. Sans doute encore la conduite de François Ier n'avait, en réalité, prêté à aucune équivoque depuis la conclusion de la quadruple alliance. Néanmoins, dans l'entourage du czar, on ne laissait pas d'appréhender quelque appel *in extremis* de Napoléon à l'empereur d'Autriche, et l'on était fort satisfait de voir ce souverain loin de l'armée. La marche sur Châlons était une occasion favorable pour éloigner définitivement François Ier. Volontairement ou inconsciemment, Schwarzenberg servit les desseins des deux souverains du Nord en conseillant à l'empereur d'Autriche de gagner Lyon.

Au reste, Schwarzenberg fut bien inspiré de pousser l'empereur à quitter Bar, et celui-ci fut bien inspiré de suivre incontinent cet avis (il partit le 24 mars à six heures du matin[1]), car s'il eût tardé d'un jour, il fût tombé entre les mains des cuirassiers du général Saint-Germain[2]. Le beau-père prisonnier du gendre, quelle revanche de Prague pour Napoléon, quelle ridicule aventure pour la Coalition, quel dénouement de comédie à cette épopée tragique !

1. Piré à Berthier, Doulevent, 24 mars, 10 heures du matin, et Daillencourt, 7 heures du soir. Arch. de la guerre. Cf. Metternich, *Mémoires*, I, 103.

2. Registre de Berthier (ordres à Saint-Germain, Doulevent, 25 mars, 2 heures et demie du matin). Archiv. de la guerre. Lanezan, officier d'ordonnance, à Napoléon, Bar-sur-Aube, 25 mars, 8 heures et demie du matin. Arch. nat., AF. IV, 1670.

III

LE CONSEIL DE GUERRE DE SOMMEPUIS

C'étaient des dépêches saisies qui avaient déterminé les Alliés à se porter sur Châlons; la prise de nouvelles dépêches allait bientôt les décider à un mouvement tout autrement important. Le soir du 23 mars, à huit heures, le czar, le roi de Prusse et le prince de Schwarzenberg quittèrent Pougy pour rejoindre le gros de l'armée en marche vers Châlons. Ils traversèrent l'Aube sur un pont de bateaux et atteignirent Dampierre où ils s'arrêtèrent quelques heures[1]. Pendant cette halte, on reçut au grand quartier général un paquet de dépêches que les Cosaques de Czernischew et de Tettenborn venaient de prendre à un courrier envoyé de Paris à Napoléon. C'étaient des lettres confidentielles de hauts fonctionnaires de l'empire, toutes également découragées et décourageantes. On y parlait de l'épuisement du Trésor, des arsenaux et des magasins, de la ruine publique, des extrêmes inquiétudes et du mécontentement croissant de la population. Une de ces lettres, signée, dit-on, du duc de Rovigo, portait qu'il se trouvait à Paris nombre de personnages influents, ouvertement hostiles à l'empereur, dont il y aurait tout à craindre si l'ennemi s'approchait de la capitale[2].

1. Schels, *Die Operazionen der verbündeten Heere gegen Paris*, I, 431. Bogdanowitsch, *Geschichte des Krieges* 1814, II, 112.

2. Mémoires de Langeron, Arch. des affaires étr., Russie, 25. Schels, II, 17. Dani-

Bien que Schwarzenberg se crût homme politique au moins autant qu'homme de guerre, il ne fit pas autrement attention à ces lettres. Le czar, au contraire, en fut très frappé, mais il ne dit rien, tout d'abord, du grand dessein qu'elles lui suggéraient. A minuit, on partit de Dampierre pour Sommepuis où l'on arriva vers trois heures du matin. Dès qu'il eut mis pied à terre, Schwarzenberg apprit par de nouveaux rapports que l'armée de Silésie était au moment d'achever son mouvement vers la Marne. Blücher marchait de Reims sur Épernay avec Langeron et Sacken; York et Kleist occupaient Château-Thierry; Winzingerode avait son infanterie à Châlons, le gros de sa cavalerie à Vatry, ses avant-postes à Sommesous et à Soudé-Sainte-Croix. Comme le VIe corps avait poussé jusqu'à Poivre, la jonction de l'armée de Bohême avec l'armée de Silésie, opération à quoi tendait Schwarzenberg depuis la veille, pouvait être tenue pour faite[1]. Son premier objectif ainsi atteint, le généralissime ne voulut point perdre un instant pour atteindre le second, qui était, comme on sait, la poursuite vigoureuse de l'armée française. A quatre heures du matin, il dicta une nouvelle disposition, arrêtant la marche sur Châlons, rendue désormais inutile par le rétablissement des communications avec Blücher, et prescrivant pour le jour même le passage de la Marne aux environs de Vitry. Conformément à ces ordres, les troupes se mirent en route le 24 mars au point du jour dans la direction de la Marne. A dix heures du matin, le roi de Prusse

lewsky, *Feldzug in Frankreich*, II, 88. Bogdanowitsch, II, 112. — Pour une fois que Rovigo, qui d'ordinaire renseignait l'empereur si rarement et si mal, faisait son devoir, il jouait vraiment de malheur! Au reste, Rovigo ne parle point de cette lettre dans ses *Mémoires*, et Schels la mentionne sans dire qu'elle était du ministre de la police.

1. Schels, II, 13, 17-18. Bogdanowitsch, II, 212.

et Schwarzenberg quittèrent Sommepuis et prirent le chemin de Vitry au milieu des colonnes en marche[1].

Ainsi les désirs comme les prévisions de Napoléon étaient près de se réaliser. Les Alliés se laissaient prendre à sa belle manœuvre. Ils le suivaient en Lorraine, sous le canon des places fortes. Comme dans tant de campagnes qu'avaient terminées de si grandes victoires, c'était l'empereur qui dirigeait la guerre, imposant sa volonté à ses adversaires et dictant pour ainsi dire leurs mouvements aux armées ennemies.

L'empereur de Russie cependant n'avait point encore quitté Sommepuis. Il avait médité toute la nuit les lettres de Paris saisies la veille par les Cosaques. Les renseignements qu'elles contenaient n'étaient point sans doute une révélation pour lui. Huit jours auparavant, le baron de Vitrolles, envoyé par les royalistes et reçu, grâce à Nesselrode, en audience particulière, lui avait fait le même tableau de l'état de Paris : « On est las de la guerre et de Napoléon, avait dit Vitrolles... Faites la guerre politique au lieu de la faire stratégique, marchez droit à Paris où l'on n'attend que l'arrivée des Alliés pour manifester son opinion[2]. » Ce langage, bien qu'un peu trop bourbonien au gré du czar, qui l'était peu, avait flatté ses plus chers désirs : il se voyait déjà entrant à cheval dans Paris. Mais quelle crédibilité méritait Vitrolles ? Déjà des émissaires royalistes n'avaient-ils pas dit aux Alliés que les Français les recevraient « à bras ouverts[3] » ? Or, partout autour d'eux les Coa-

1. Ordre de marche de Schwarzenberg. Sommepuis, 24 mars, 4 heures du matin, cité par Schels, II, 14-15. Cf. 18, et Bernhardi, *Denkwurdigk. des Grafen von Toll*, III, 311.

2. Vitrolles, *Mémoires*, I, 116-125. Sur la mission de Vitrolles, voir **1814**, 444, note 1.

3. *Souvenirs de Jomini*, II. 233.

lisés voyaient se lever les faux et les fourches. Au lieu de trouver à Paris les portes ouvertes et les acclamations, les armées alliées n'y trouveraient-elles pas les barricades et les coups de fusil ? Mais après avoir lu ces lettres de hauts personnages, adressées à Napoléon lui-même, le czar ne pouvait plus douter de la véracité de Vitrolles. Des témoignages certains venaient confirmer les paroles de ce suspect personnage. L'agent du duc de Dalberg avait dit vrai.

Il semble que dès cette matinée du 24 mars le parti du czar était pris. Néanmoins, avant d'imposer son opinion, il voulut soumettre la question aux officiers en qui il avait le plus de confiance. Quand Schwarzenberg et le roi de Prusse furent sur la route de Vitry, il manda dans la petite maison où il avait passé la nuit son chef d'état-major le prince Wolkonsky, le commandant des gardes et réserves Barclay de Tolly et les lieutenants généraux Toll et Diebitsch. Ces officiers étant arrivés, le czar leur montra sur une carte les positions des différents corps d'armée; puis il dit : « — Maintenant que nos communications sont rétablies avec Blücher, devons-nous suivre Napoléon pour l'attaquer avec des forces supérieures ou devons-nous marcher directement sur Paris ? Quel est votre avis ?[1] » Les généraux tardèrent à répondre, la question étant grave et chacun hésitant surtout à donner le premier son opinion. Impatient, le czar se tourna vers Barclay, le plus élevé en grade, et l'interrogea d'un signe de tête. Celui-ci, ayant jeté de nouveau un rapide coup d'œil sur la carte, répondit : « — Il faut réunir toutes nos forces, suivre l'empereur Napoléon et l'attaquer résolument dès

1. Relation du général Toll. Arch. top. de Saint-Pétersbourg, 47, 353. Cf. Relation de Diebitsch (lettre à Jomini, Mohilew, 9 mars 1817), classée aux Arch. de la guerre à la date du 24 mars 1814.

que nous l'aurons rejoint. » Bien évidemment ces paroles allaient à l'encontre de la pensée d'Alexandre. Il n'en laissa rien voir et dit simplement à Diebitsch : « — Et vous ? » Partagé sans doute entre sa propre opinion, qui était de marcher sur Paris, et la crainte de contredire ouvertement Barclay de Tolly. Diebitsch proposa un moyen terme. On devait fractionner les armées en deux fortes colonnes, dont l'une se dirigerait sur Paris tandis que l'autre passerait la Marne à la poursuite de Napoléon[1].

A l'exposé de cet étrange plan de campagne qui eût pu amener un double succès mais qui, plus vraisemblablement, eût abouti pour l'une des armées à un échec sous Paris et pour l'autre à une destruction en détail au delà de la Marne, le général Toll ne se contint pas. A peine Diebitsch eût-il fini de parler, qu'il s'écria sans attendre que le czar l'eût interrogé : « — Dans les circonstances où nous sommes, il n'y a qu'un seul parti à prendre. Il faut nous avancer sur Paris, à marches forcées, avec la totalité de notre armée, en détachant seulement dix mille cavaliers contre l'empereur Napoléon, afin de lui masquer notre mouvement[2]. »

Le czar qui avait écouté jusque-là sans dire un

1. Cinq personnes seulement prirent part à cette délibération : le czar, Barclay, Wolkonsky, Toll et Diebitsch. Sur ces cinq personnes deux, Toll et Diebitsch, en ont écrit une relation. Il ne serait point dans l'ordre des choses que ces deux relations fussent conformes. En effet, si elles diffèrent peu pour le fond, elles varient infiniment pour les détails. Il faut chercher où est la vérité. Le récit de Diebitsch, rédigé trois ans après les événements, a un caractère apologétique très marqué. Diebitsch veut attribuer à lui seul tout le mérite d'avoir déterminé la marche sur Paris. Lui seul est interrogé, lui seul parle, lui seul décide. Les autres interlocuteurs ne sont que des comparses faits pour lui donner la réplique. Et cependant, à certaines réticences sur le fractionnement de l'armée en deux échelons, réticences qui semblent parer a un démenti éventuel de Toll, on reconnait que, comme le dit Toll dans sa relation, Diebitsch commença par proposer la séparation de l'armée. Mais le czar s'étant prononcé pour la marche sur Paris, Diebitsch se ravisa et donna les meilleures raisons à l'appui de ce projet.

2. Relation de Toll, Arch. topogr. de Saint-Pétersbourg, 47, 353.

mot ne put s'empêcher de manifester le contentement que lui causaient les paroles de Toll. Il les approuva hautement et loua le général dans les termes les plus chaleureux. Diebitsch alors reprit : « — Si votre Majesté veut rétablir les Bourbons, le mieux en effet, est de marcher sur Paris avec toutes nos troupes. » Alexandre répliqua aussitôt, avec une certaine brusquerie : « — Eh ! il n'est point question des Bourbons ! il s'agit de renverser Napoléon[1]. »

Barclay pourtant n'était point convaincu. Il souleva plusieurs objections. « — Napoléon, dit-il, ne se laissera pas imposer par de la cavalerie ; il reviendra sur ses pas pour attaquer à revers les troupes en marche vers Paris. D'autre part, la garnison et le peuple peuvent faire une défense désespérée, une guerre de rues et de barricades. Enfin si même on s'empare de la capitale de la France, quel résultat en obtiendra-t-on ? L'occupation de Paris ne sera-t-elle pas la perte de l'armée? N'y a-t-il point l'exemple de Moscou ? » Toll et Diebitsch (ce dernier pensait comme Toll depuis que le czar avait donné raison à celui-ci) combattirent tour à tour les arguments de Barclay. Toll démontra que l'armée alliée et l'armée française allant marcher en sens inverse chaque étape éloignerait de deux étapes celle-ci de celle-là. Si donc Napoléon s'apercevant de leur mouvement ramenait l'épée dans les reins le gros de cavalerie envoyé à sa suite, les Alliés auraient le temps d'arriver sous Paris et de s'en emparer avant d'être attaqués sur leurs derrières. Une fois maîtres de Paris, ils combattraient l'armée impériale couverts par la Seine et la Marne. Diebitsch ajouta que la défense de Paris n'était pas à redouter. « — Il n'y a

1. Relation de Toll. — Selon la relation de Diebitsch, le czar aurait répondu : « Sur ce point la résolution des souverains est arrêtée. »

que des milices, dit-il, et quel effet produira sur la population, grisée par les bulletins des victoires de Napoléon, l'arrivée de nos armées soi-disant détruites! D'autre part, nous tirerons les plus grands avantages de l'occupation de Paris, qui est le siège du gouvernement et le grand centre d'approvisionnement pour l'armée française. Enfin, quel coup porté à l'opinion si puissante à la guerre ! Quelle impression sur nos troupes aux yeux desquelles nos hésitations à marcher sur Paris ont encore maintenu à Napoléon l'apparence de l'invincibilité ! Quant à rappeler l'exemple de Moscou, c'est un vain épouvantail. Le climat, les distances, la richesse du pays, l'esprit des habitants, ne sont point comparables en France et en Russie. Si l'occupation de la Ville Sainte a été un désastre pour les Français, l'occupation de Paris ne saurait être un danger pour les Alliés[1]. »

Barclay s'étant enfin rallié à l'opinion de la majorité, le czar monta aussitôt à cheval pour rejoindre Schwarzenberg. Il l'atteignit au bout d'une heure, à mi-chemin entre Sommepuis et Vitry. Les deux états-majors mirent pied à terre. Les souverains, Schwarzenberg et les généraux s'assemblèrent en conseil de guerre sur un tertre situé à droite de la route. Alexandre ordonna au général Toll de déplier la carte, et lui-même, alors, indiquant les positions des armées, exposa le plan d'une marche sur Paris. Le roi de Prusse approuva ardemment le projet, mais il y eut une opposition très marquée chez les généraux de l'état-major autrichien et tout au moins des hésitations de la part de Schwarzenberg. Après le czar, Toll, Diebitsch, Wolkonsky (Barclay de Tolly était retourné à son corps d'armée), durent tour à tour prendre la

1. Relation de Diebitsch, Arch. de la guerre. Relation de Toll, Arch. topogr. de Saint-Pétersbourg. Cf. Mémoires de Langeron, Arch. des Affaires étrangères.

parole pour démontrer les avantages, la nécessité de ce mouvement. Schwarzenberg finit par se rendre, et encore que les répugnances des généraux autrichiens fussent loin d'être vaincues, il acquiesça au nouveau plan de campagne. On décida incontinent que l'armée de Bohême et l'armée de Silésie commenceraient le lendemain, 25 mars, leur mouvement vers Paris, et que le général Winzingerode avec sa cavalerie, son artillerie légère et un peu d'infanterie suivrait Napoléon dans la direction de Saint-Dizier, « en s'efforçant de lui faire croire par tous les moyens possibles que l'armée entière des Coalisés marchait à sa poursuite[1]. »

Il était passé midi. Les têtes de colonnes avaient atteint le bord de la Marne[2]. On arrêta les troupes sur la rive gauche où elles s'établirent au bivouac entre Pringy, Vitry et Courdemanges, tandis que l'avant-garde de Winzingerode traversait la rivière, se dirigeant vers Saint-Dizier à la suite de l'armée française. Le quartier général fut porté à Vitry. Dans la soirée, Schwarzenberg dicta l'ordre de marche pour le lendemain, et informa Blücher, par une longue lettre, de la décision qui venait d'être prise. Il lui indiquait l'itinéraire de l'armée de Bohême et le pressait de se mettre lui-même en mouvement par la route la plus directe, afin que les deux armées pussent opérer leur jonction le 28 mars devant Meaux[3]. Le feld-maréchal reçut cette lettre

1. Relation de Toll. Arch. topogr. de Saint-Pétersbourg. 47 353. Relation de Diebitsch, Arch. de la guerre, 24 mars. Lord Burghesh. *Memory*, II, 223-225. Cf. Bernhardi, IV, 2e partie, 314. Plotho, III, 371. Schels, II, 18.

2. Les troupes devaient être en position à midi pour forcer le passage de la Marne, au cas où les Français le défendraient. Ordre de Schwarzenberg, Sommepuis, 24 mars, 4 heures du matin, cité par Schels, II, 14-15.

3. Ordre de marche de Schwarzenberg, Vitry, 24 mars, cité par Plotho, III, 375. Lettre de Schwarzenberg à Blücher, 24 mars, citée par Schels, II, 27-28. «... La

à Châlons. On dit qu'après l'avoir lue, il s'écria tout joyeux : « — Je savais bien que mon brave Schwarzenberg se réunirait à moi. Nous allons finir cette guerre, puisque maintenant ce n'est plus seulement ici, c'est partout qu'on dit : *Vorwärtz !* (en avant !)[1]. » C'était bien parler, mais par son inaction de dix jours après la bataille de Laon, le vieux Blücher n'avait-il pas démérité de son glorieux surnom de *general Vorwärtz ?*

La nouvelle de la marche sur Paris, qui s'ébruita vite dans l'armée, y souleva un grand enthousiasme[2]. C'en était donc fini de ces continuels mouvements sur place, de ces batailles prétendues indécises qui entraînaient cent mille hommes à des retraites de vingt lieues, et de ces victoires prétendues décisives à la suite desquelles on n'avançait point. Sans entrer dans des considérations politiques, les soldats comprenaient que la prise de Paris était le but de la guerre et en serait la fin. Il y avait, de plus, chez les uns l'espoir du pillage, chez les autres l'orgueil d'entrer en vainqueurs dans cette ville fameuse. Mais n'y avait-il pas aussi cette arrière-pensée qu'en s'approchant de Paris on s'éloignait d'autant de Napoléon, dont le génie stratégique n'avait pas cessé d'imposer aux états-majors et dont le seul nom terrifiait toujours les troupes ?

grande armée sera le 25 à Fère-Champenoise, le 26 à Treffaux, le 27 à Coulommiers et le 28 à Meaux. »

1. Varnhagen, *Biographische Denkmale*. III, 375.

2. Bogdanowitsch, II, 114. Cf. Relation de Diebitsch à Jomini, Arch. de la guerre à la date du 24 mars.

IV

LES DEUX COMBATS DE FÈRE-CHAMPENOISE
MARCHE DES ALLIÉS SUR PARIS

Le 25 mars avant le jour, la grande armée austro-russe leva ses bivouac des bords de la Marne et se mit en marche en deux colonnes. La colonne principale, formée des VIe, IVe, V^e^ et IIIe corps, s'engagea sur la route de Vitry à Fère-Champenoise, l'artillerie tenant la chaussée, l'infanterie s'avançant à droite et à gauche. La seconde colonne, formée des gardes et réserves, prit à travers champs, par Courdemanges, Sommepuis et Montepreux, de façon à rejoindre le gros des troupes à la hauteur de Fère-Champenoise[1]. De son côté, l'armée de Silésie quitta Châlons à six heures du matin, se dirigeant sur Bergères[2]. Jusqu'à Meaux, où devait s'opérer leur concentration, les deux armées allaient marcher parallèlement sur deux routes distantes en moyenne de quinze à vingt kilomètres : les troupes de Schwarzenberg passant par Fère-Champenoise, Treffaux et Coulommiers, les

1. Ordre de Schwarzenberg pour le 25 mars, Vitry, 24 mars, cité par Plotho, III, 375. Cf. Danilewsky, *Feldzug in Frankreich* II, 108.

2. Ordre de Blücher, Châlons, 25 mars, cité par Schels, *Operat. der Verbündeten Heere gegen Paris*, II, 35.

Une partie seulement de l'armée de Silésie entra dans la colonne : les corps de Langeron et de Sacken et l'infanterie de Winzingerode. — Les corps de Kleist et d'York occupaient Château-Thierry où ils avaient passé la Marne dans la soirée du 24, poussant leur avant-garde sur Montmirail. La cavalerie de Winzingerode galopait, comme on sait, sur la route de Saint-Dizier à la suite de Napoléon, et le corps de Bülow commençait un nouveau siège de Soissons.

troupes de Blücher passant par Bergères, Montmirail et la Ferté-sous-Jouarre[1].

Vers huit heures du matin, comme les cavaleries du comte Pahlen et du prince Adam de Wurtemberg, qui formaient l'avant-garde de la grande armée, venaient de dépasser Cosles, leurs éclaireurs signalèrent quelques milliers d'hommes rangés en bataille sur les hauteurs de Soudé-Sainte-Croix[2]. C'était le petit corps de Marmont. On a vu que ce maréchal et le duc de Trévise, s'étant tardivement mis en marche des environs de Fismes pour rallier l'empereur dans la direction de Châlons, s'étaient laissé couper les routes de Reims et d'Épernay et avaient dû prendre le chemin le plus long. Le 24 mars, Mortier arriva à Vatry et Marmont à Soudé-Sainte-Croix, où le duc de Trévise devait le rejoindre le lendemain au point du jour, afin de se porter ensemble vers Vitry. De tant d'événements accomplis depuis quatre jours les maréchaux savaient seulement qu'on s'était battu à Sommepuis et qu'on avait tiré le canon au bord de la Marne. Ils supposaient l'empereur établi près de cette rivière, en deçà ou au delà.

Dans cette nuit du 24 au 25 mars, Marmont, voyant de Soudé-Sainte-Croix d'innombrables feux briller à l'horizon, fut d'abord incertain s'ils appartenaient aux Français ou aux Alliés. Ses reconnaissances lui rapportèrent que ces bivouacs étaient ceux de l'ennemi. Il ne douta plus d'être attaqué le lendemain, soit par un corps détaché de leur armée si les Alliés marchaient sur Vitry, soit par leur armée entière s'ils marchaient sur Paris[3]. Il eût sans doute

1. Rapport de Marmont à Berthier, Allemant 28 mars. Arch. de la guerre. Cf. Marmont, *Mémoires*, II, 224-225, 229-231. Fabvier, *Journal*, 60.

2. Danilewsky, II, 108-109. Schels, II, 42, 43.

3. Rapport de Marmont à Berthier. Allemant, 26 mars, 1 heure du matin. Arch. de la guerre. Cf. Marmont, *Mémoires*. VI, 230-232. Fabvier, *Journal*, 59.

été plus sage, vu le peu de troupes des deux maréchaux (Marmont avait 5 800 hommes et Mortier 10 700) de se mettre aussitôt en retraite. Le duc de Raguse n'en jugea pas ainsi, abusé par cette singulière illusion « qu'il serait en tous cas, bien placé pour évacuer sans pertes les grandes plaines qu'on aurait à traverser jusqu'à Sézanne ». Il se contenta de faire dire à Mortier par un aide de camp d'accélérer la marche sur Soudé, de façon à s'y trouver avant le point du jour. L'aide de camp s'égara. Vers cinq heures du matin, Mortier arriva, mais il arriva sans ses troupes qu'il avait arrêtées à Vatry. Les deux maréchaux concertèrent d'effectuer à Sommesous, à huit kilomètres en arrière de Soudé, la jonction qu'on ne pouvait plus opérer près de ce village. Mortier retourna à Vatry, et Marmont disposa ses troupes en ordre de bataille, moins pour disputer le terrain que pour imposer à l'ennemi et donner le temps au corps du duc de Trévise d'atteindre Sommesous. Marmont ne resta en position que jusqu'à l'approche de la cavalerie des Alliés. Il la salua de quelques coups de canon, puis il commença son mouvement rétrograde, qui étant prévu et bien préparé s'exécuta avec ordre[1].

Quand Marmont atteignit Sommesous, Mortier ne s'y trouvait pas encore. Abandonner la position sans attendre les troupes du duc de Trévise, c'était les livrer aux Alliés. « Il valait mieux périr avec elles que se sauver sans elles, » dit très justement Marmont. Le maréchal s'établit en avant de Sommesous, à l'intersection des routes de Châlons à Arcis et de Vitry à Fère-Champenoise. Ses trente pièces de canon ouvrirent un feu violent, tenant à distance les

1. Rapport de Marmont, Allemant, 26 mars, Arch. de la guerre.

escadrons de Pahlen et de Wurtemberg. Le maréchal Mortier arriva enfin avec son infanterie et la cavalerie de Belliard; elles prirent position à la gauche du corps de Marmont et dans le même ordre : l'artillerie en première ligne, la cavalerie, formant deux échelons, en deuxième ligne, l'infanterie en troisième ligne. L'ennemi hésita à charger. Il commença de contre-battre avec trente-six bouches à feu les soixante pièces des deux maréchaux. On canonna deux heures sans résultat[1]. Cependant le gros des Alliés approchait. Les Français qui comptaient 12500 fantassins et 4000 cavaliers[2] n'avaient encore devant eux que 7000 chevaux environ[3], mais ils voyaient s'avancer dans la plaine des masses de combattants, véritable marée humaine prête à les engloutir. La venue d'un premier renfort, une division de 2300 cuirassiers autrichiens décida Marmont à opérer sa retraite. Le désordre se mit dans l'artillerie de Mortier, attelée avec des chevaux entiers. L'ennemi s'enhardit. Les hussards russes chargèrent les cuirassiers de Bordesoulle, qui protégeaient la retraite de l'artillerie, et les culbutèrent. Belliard lança en avant la division Roussel, de façon à prendre en flanc les hussards. Mais les dragons, se voyant

1. Cf. Rapport de Marmont, Allemant, 26 mars. Arch. de la guerre. Bogdanowitsch, II, 118. Schels, II, 44.

2. Marmont : Divisions Lagrange, Ricard et Arrighi, 4000; cavalerie de Bordesoulle : 1800. Mortier : divisions Christiani, Charpentier et Curial : 8500. Cavalerie de Grouvelle, de Roussel, et 7e de marche de cavalerie, sous Belliard : 2480. Total général : 16780. Voir **1814**, 283, note.

3. Division Pahlen : hussards, uhlans et Cosaques d'Ilovaisky : 4830 hommes : division du prince Adam : dragons et chasseurs : 1500 hommes. Régiment de chasseurs Archiduc Ferdinand, attaché à la division du prince Adam au moment de la formation de l'armée du Sud : 550 hommes. Division de cuirassiers de Kretow, des réserves russes, placée provisoirement sous les ordres de Pahlen : 1600 hommes. Total : 8480 hommes dont il faut défalquer au moins le cinquième pour les pertes subies depuis l'entrée en France. Tableau de la grande armée alliée en 1814, Arch. top. de Saint-Pétersbourg, 22854. Cf. Plotho, III Annexes, 1-15; Bogdanowitsch, II. 327 328; Schels, II, 42-43.

menacés eux-mêmes d'être pris de flanc par la seconde ligne de Pahlen qui les débordait, furent saisis d'une panique et tournèrent bride sans avoir fourni la charge. Heureusement l'infanterie faisait bonne contenance, se repliant à pas comptés, en carrés par échiquier[1].

Les maréchaux espéraient encore éviter un désastre. Ils comptaient sans les giboulées de mars. Le vent qui venait de l'est fraîchit soudain, puis souffla en tempête; de gros nuages noirs envahirent le ciel où toute la matinée avait brillé le soleil; la pluie et la grêle tombèrent comme un torrent. Chassés diagonalement par la rafale, les grêlons cinglaient au visage et aux mains les Français, les aveuglant et mouillant la poudre des amorces. L'ouragan se faisait l'auxiliaire de l'ennemi. Les cavaliers russes qui avaient le vent à dos continuaient à sabrer, tandis que nos fantassins ne pouvaient plus ni charger ni tirer. Il fallait se défendre à l'arme blanche. Les assaillants, que venaient de renforcer plus de 3000 cuirassiers et dragons de la garde russe, envoyés de Montepreux par Barclay de Tolly, redoublèrent d'efforts, poussant en même temps des charges sur le front et sur les flancs de l'infanterie et pénétrant dans les intervalles des carrés. Marmont qui était réfugié dans un carré voulut passer dans un autre; il dut trois fois de suite, afin de n'être point enlevé, rentrer précipitamment sous la protection des mêmes baïonnettes[2]. C'est dans cette tempête et dans cette mêlée que les Français atteignirent le ravin de Connantray. La confusion

1. Cf. Rapport de Marmont, Allemant, 26 mars, Arch. de la guerre. Fabvier, *Journal*, 60. Bogdanowitsch, II, 118.

2. Journal des opérations de Barclay de Tolly, Arch. top. de Saint-Pétersbourg 29 188. Rapport de Marmont, Allemant, 26 mars, Arch. de la guerre. Marmont, *Mémoires*, VI, 234. Bogdanowitsch, II, 119. Danilewsky, 110.

se mit dans quelques carrés au moment où ils se formaient en colonnes pour passer le défilé. La brigade Jamin fut rompue et faite entièrement prisonnière. D'autres troupes abandonnèrent leur artillerie. Grâce à la tenace défense de la division Ricard et de la 2e division de la vieille garde du général Christiani, postées aux deux ailes, l'armée réussit cependant à franchir le passage. On se reforma de l'autre côté de Connantray, l'infanterie à la gauche en colonnes de bataillon, la cavalerie à la droite, un échelon en ligne, l'autre en colonne de régiments[1].

Une nouvelle panique saisit bientôt toute cette cavalerie en apercevant les mille ou douze cents Cosaques de Seslavine qui, envoyés la veille battre l'estrade vers Pleurs[2], accouraient au bruit du combat et débouchaient par Œuvy sur le flanc des Français. Les cavaliers se débandent, lâchent la bride à leurs chevaux et s'enfuient au triple galop sur la route de Fère-Champenoise[3]. L'infanterie, qui se voit découverte, s'épouvante à son tour, crie : Sauve qui peut ! rompt ses rangs et prend le pas de course à la suite de la cavalerie. On abandonne les canons et les équipages, on jette sacs et fusils pour courir plus vite[4]. Tout ce monde traverse comme un ouragan Fère-

1. Rapport de Marmont. Allemant, 26 mars. Arch. de la guerre. Fabvier, *Journal* 62; Bogdanowitsch, II, 120.

2. Ordre de Schwarzenberg, Vitry, 24 mars, cité par Plotho. III, 375.

3. « Une terreur panique fit prendre la fuite à la cavalerie... On ne peut rien comprendre à la conduite de la cavalerie qui, si elle eût fait l'ombre de contenance eût empêché tout accident. Deux fois la même scène s'est renouvelée dans la journée... » Rapport de Marmont., Allemant, 26 mars. Arch. de la guerre.

4. Les Français perdirent presque toute leur artillerie (50 pièces sur 60), 50 voitures de munitions, des sacs et des fusils, enfin 5 000 hommes, tant tués et blessés que prisonniers. Cf. Journal des opérations de Barclay de Tolly, Arch. top. de Saint-Pétersbourg, 29 188. Rapport de Marmont. Allemant, 26 mars, Arch. de la guerre Fabvier, *Journal*, 62. Schels II, 52. Koch, II, 386-387. Bogdanowitsch, II, 120-121. — Les pertes furent surtout grandes pour l'infanterie de Mortier qui se trouva réduite de près de moitié.

Champenoise. (Deux milliers de ces fuyards firent d'une seule traite plus de vingt-cinq lieues; on les vit passer à Sézanne, à la Ferté-Gaucher, à Coulommiers, enfin à Meaux, où ils entrèrent toujours courant le lendemain à quatre heures de l'après-midi[1]!) Entraînés dans la fuite de leurs soldats, qui ne les écoutent plus, les maréchaux désespèrent de rallier même une seule brigade, lorsque le 9e de marche de grosse cavalerie, qui arrive de Sézanne, guidé par le canon, débouche au grand trot dans Fère-Champenoise. Sans se laisser rompre par les troupes en déroute, ces escadrons sortent du village dans un ordre parfait et viennent se former en ligne face à l'ennemi : cinq cent trente hommes contre six mille. Les Cosaques de Seslavine s'avancent; les cuirassiers leur épargnent la moitié du chemin et les ramènent sabre aux reins. La charge vigoureuse et plus encore la magnifique attitude de ce régiment imposent à la cavalerie alliée qui suspend un instant sa marche. Les deux maréchaux profitent de cette hésitation pour remettre un peu d'ordre dans leurs troupes et les établir sur les hauteurs de Linthes, à mi-route de Sézanne[2].

Il était environ cinq heures du soir. Soudain on entend le canon entre Bannes et Fère-Champenoise. Un tressaillement court dans les rangs, tous les cœurs battent. « — C'est l'empereur qui attaque! C'est le canon de l'empereur! » Les cris de joie, les acclamations retentissent; et ces mêmes hommes qui

1. Ledru Desessarts à Clarke, Meaux, 26 mars. Vincent à Berthier, Meaux 26 mars, Journal de Vincent, Arch. de la guerre. — Le fait paraît incroyable, surtout si l'on songe que, avant de prendre la fuite, ces troupes avaient déjà fait six lieues en combattant, mais il ne peut, comme on voit, être mis en doute.

2. Rapport de Marmont, Allemant, 26 mars. Schels, II, 53. Bogdanowitsch, II, 120. — Pour l'effectif du 9e de marche, cf. Clarke à Berthier, 21 mars, Arch. de la guerre.

une heure auparavant ne fuyaient pas assez vite au gré de leur peur, demandent à marcher de nouveau contre l'ennemi [1]. Les deux maréchaux, sachant trop bien d'où provenait la canonnade [2], arrêtèrent cet élan, de peur de sacrifier inutilement les débris de leur petite armée. Les cuirassiers de Bordesoulle ne voulurent rien entendre. Jaloux d'effacer leur triste conduite, ils mirent sabre au clair et s'élancèrent. Écrasés par la mitraille, ils durent bientôt se replier sur le gros des troupes. La retraite continua vers Allemant où les Français, suivis seulement par les Cosaques de Seslavine et la cavalerie du prince Adam, prirent position entre six et sept heures du soir [3].

Le canon, dont les échos avaient fait tressaillir les soldats de Marmont, n'était malheureusement pas celui de Napoléon victorieux. Cette canonnade était le coup de grâce donné par l'ennemi aux héroïques gardes nationales des généraux Pacthod et Amey.

Ces deux divisions, qui faisaient partie du 11e corps et qui n'avaient pu rejoindre Macdonald dans sa marche vers l'Aube et la Marne, s'étaient portées sur Sézanne où elles avaient cantonné le 23 mars [4]. Un immense convoi de cent fourgons d'artillerie et de quatre-vingts voitures, chargées d'effets militaires

1. Koch, II, 388. Danilewsky, II, 112; Schels, II, 59. Bogdanowitsch, II, 121.

2. « Nous entendîmes une épouvantable canonnade... Le duc de Trévise me dit que c'était probablement le général Pacthod... » Marmont, *Mémoires*, VI, 235.

3. Rapport de Marmont, Allemant, 26 mars, Arch. de la guerre. Schels, II, 59-60 Danilewsky, II, 112; Bogdanowitsch, II, 121. — Presque toute la cavalerie de Kretow, de Pahlen, de Dépréradowitch et les cuirassiers autrichiens avaient été rappelés vers Fère-Champenoise pour combattre la colonne de Pacthod.

4. On a vu (**1814**, 348), que par suite d'ordres mal interprétés, la division Amey qui devait le 22 mars escorter le grand parc de l'armée, de Saint-Saturnin à Sommepuis, avait laissé ce parc continuer seul la route et s'était replié sur Sézanne. Quant à la division Pacthod, c'était d'après les instructions mêmes de Macdonald, qui craignait que son lieutenant ne pût le rejoindre entre Arcis et Frignicourt, qu'elle s'était dirigée de Nogent sur Sézanne. Rapport de Macdonald à Berthier, Valcourt, 28 mars, Arch. de la guerre.

et de 200 000 rations de pain, et d'eau-de-vie, venait aussi d'arriver dans cette ville, sous l'escorte de quatre bataillons et du 8e de marche de cavalerie commandés par l'adjudant-commandant Noiset[1]. Dans la nuit du 23 au 24, les deux généraux apprirent qu'un corps français se trouvait entre Montmirail et Etoges, en marche vers Sommepuis. Pacthod et Amey résolurent de rallier cette colonne afin de rejoindre avec elle le corps de Macdonald. Les vivres et les munitions amenées de Paris semblaient être d'une nécessité pressante pour l'armée; Pacthod s'offrit à les convoyer. Il avait seize canons, et sa division et celle d'Amey comptaient 4 300 hommes dans le rang, tous, à l'exception d'un faible bataillon du 54e de ligne, gardes nationaux et conscrits à peine exercés[2]. Malgré la mauvaise qualité de ces troupes (il était du moins permis d'en juger ainsi) l'escorte parut suffisante. Les 1 600 cavaliers et fantassins de Noiset restèrent à Sézanne où, selon des ordres récents de l'empereur, tous les détachements isolés devaient se concentrer sous le commandement du général Compans[3].

1. Registre de Berthier, 20 mars. Relation du général Delort, Arch. de la guerre à la date du 25 mars. — Il y avait deux généraux du nom de Delort à l'armée impériale en 1814 : l'un, commandant la 2e division du 2e corps de cavalerie; l'autre, brigadier de Pacthod.

2. Les rapports russes et les historiens français (Koch, Vaudoncourt, Thiers) portent les deux divisions à 5 800 ou 6 000 fusils. D'après la relation manuscrite du général Delort, brigadier de Pacthod, ce petit corps n'aurait pas dépassé le chiffre de 3 300 hommes : 800 pour les conscrits d'Amey ; 2 500 pour les gardes nationales de Pacthod et le bataillon du 54e. A comparer les situations des Archives de la guerre, il semble que Delort ait mis un 2 pour un 3 en donnant l'effectif de la division Pacthod. La situation du 1er mars porte 3 955 hommes ; celle du 5 mars, 4 007 celle du 10 (la dernière qui se trouve aux Archives), 4 027. Pacthod ne combattit point du 10 au 25 mars. Qu'il ait perdu pendant ces quinze jours 500 hommes par les maladies et la désertion, c'est bien là tout ce qu'on peut admettre. On arrive ainsi au minimum de 3 500 hommes. Pour la division Amey, que Koch évalue à 1 800 hommes, la relation du général Delort qui la porte seulement à 800 hommes est conforme aux situations du 11e corps : 793 hommes.

3. *Correspondance de Napoléon*, 21 529. Clarke à Compans et à Michal, 29 mars. Relation du général Delort, 25 mars. Archives de la guerre. — Le 24 mars arriva

Le 24 mars au matin, la colonne se mit en route pour Etoges. Les habitants dirent que le maréchal Mortier y avait séjourné la veille et en était parti au point du jour se dirigeant vers Vassy. Les troupes prirent à droite et poussèrent jusqu'à Bergères où elles s'arrêtèrent, brisées de fatigue. Pacthod dépêcha un officier à Vatry pour demander des instructions au duc de Trévise. Déjà fort embarrassé, dans ces graves circonstances, de donner des ordres à son propre corps d'armée, Mortier répondit que le général n'avait qu'à rester à Bergères. Le conseil était mauvais, car dans cette position Pacthod se fût de toute façon trouvé en l'air[1]. D'ailleurs l'officier s'égara au retour et ne revint à Bergères que dans la matinée du 25 mars, après le départ des troupes. Il les rejoignit à mi-chemin de Vatry, près de Villeseneux, à dix heures et demie[2]. Pacthod arrêta la colonne, mais avant de rétrograder sur Bergères, il fit faire la grand'halte. Les faisceaux étaient formés depuis un quart d'heure et les hommes commençaient à manger, lorsque le général Delort aperçut un gros de cavalerie qui se dirigeait perpendiculairement à la route[3]. C'était l'avant-garde de l'armée de Silésie, en marche de Châlons sur Bergères. Prévenu par Gneisenau, qui avait poussé en personne une reconnaissance sur la gauche, qu'un convoi considérable s'avançait vers Vatry, Korff avec ses 4 000 dragons et chasseurs, les

aussi à Sézanne le 9e de marche de grosse cavalerie qui allait, comme on l'a vu, se porter le 25 au secours de Marmont.

1. Si Mortier comptait marcher en avant, il devait faire venir Pacthod à Vatry pour suivre la queue de la colonne ; si au contraire il croyait avoir à rétrograder, c'était Fère-Champenoise et non Bergères qu'il devait marquer à ce général comme point de retraite. — D'ailleurs, à en juger par sa lettre de Vatry, 24 mars (citée dans les *Mémoires* de Marmont, VI, 331-332), le duc de Trévise croyait cette nuit-la l'ennemi en pleine retraite sur Vitry.

2. Marmont, *Mémoires*, VI, 235, 236. Koch, II, 389.

3. Relation du général Delort. Arch. de la guerre.

1500 Cosaques de Karpow et une batterie légère, avait quitté la route à Thibie et passé la Somme-Soude près de Germinon. Pendant ce temps, le gros de l'armée de Blücher, précédé par la cavalerie de Wassiltchikoff, continuait sa marche sur Bergères[1].

Pacthod croyant n'avoir affaire qu'à un fort parti de fourrageurs prit ses dispositions de combat. Sa division, ployée en colonnes de bataillon et ayant ses trois batteries sur le front, appuya sa droite à Villeseneux. La division Amey, formée en un grand carré, occupa la gauche de la ligne de bataille. Les voitures et les fourgons se massèrent en arrière. A l'approche des escadrons ennemis, les gardes nationaux et les Maries-Louises firent bonne contenance. Plusieurs charges simultanées furent repoussées. Pacthod se maintint en position jusqu'à midi ; mais voyant croître les forces de l'ennemi et craignant d'être enveloppé, il se décida à se replier sur Fère-Champenoise en remontant la petite rivière de la Somme-Soude. On se mit en mouvement, l'infanterie formée en six carrés, les voitures rangées par quatre de front au centre des carrés. La marche était des plus lentes, le désordre se mettant à tout instant dans le convoi et les bataillons s'arrêtant sans cesse pour repousser les charges multipliées de la cavalerie de Korff. L'artillerie russe à cheval, rapide manœuvrière, venait s'établir à trois cents mètres des Français et leur envoyait une volée de projectiles, puis les cavaliers se ruaient sur les carrés mitraillés[2].

La colonne fit ainsi une lieue et demie avec une peine infinie mais sans se laisser entamer. L'énorme quantité de voitures que l'on convoyait augmentait les

1. Rapport de Korff, Vieux-Maisons, 26 mars, cité par Bogdanowitsch, II, 122. Danilewsky, II, II, 115. Schels, II, 57, 58 et 60 (note).

2. Relation du général Delort, Arch. de la guerre. Cf. Rapport de Korff.

difficultés et les périls de cette retraite. Arrivé à la hauteur de Clamanges, le général Pacthod se résigna à abandonner son convoi pour sauver son corps d'armée. Il fit faire halte et ordonna de dételer les chevaux des voitures ; ils serviraient du moins à doubler les attelages de l'artillerie. Le major Caille avec deux bataillons se posta dans Clamanges, et sa droite ainsi appuyée, Pacthod réussit à contenir l'ennemi assez de temps pour que pût s'achever l'opération. La colonne un peu allégée reprit sa marche vers Fère-Champenoise, toujours cheminant sous la mitraille des canons de Korff et au milieu des charges incessantes de la cavalerie[1].

Vers quatre heures, comme on approchait d'Ecury-le-Repos, une section d'artillerie, soutenue par deux régiments de dragons russes, gagna la tête de la colonne et l'arrêta par son feu. En même temps la cavalerie de Wassilitchikoff (2500 dragons et hussards et deux batteries d'artillerie à cheval[2]), qui s'est détachée à son tour de l'armée de Silésie, débouche par Pierre-Morains sur le flanc droit des Français. De son côté Korff redouble ses attaques. Les deux divisions sont cernées de toute part, enfermées dans un cercle effroyable de sabres et de mitraille. Il ne s'agit plus seulement de repousser les charges de l'ennemi et de subir sa canonnade, il faut se faire jour à travers ses masses. Le général Delort forme son carré en colonne d'attaque et fond à la baïonnette sur les dragons et les canonniers qui barrent le chemin de Fère-Champenoise. Ceux-ci reculent. Les Français se remettent

1. Relation du général Delort. Rapport de Korff.

2. Schels (II, 60), porte à 3903 sabres les deux divisions de Wassilitchikoff. Mais, d'après le tableau de la composition de l'armée de Silésie (Arch. top. de Saint-Pétersbourg, n° 22860), elles ne montaient à leur entrée en France qu'à 3200 hommes. Le 25 mars, ayant éprouvé de grandes pertes depuis le commencement de la campagne, leur effectif s'était certainement réduit.

en mouvement, mais à un kilomètre plus loin, ils sont arrêtés de nouveau par les mêmes troupes qui ont repris position et dont l'artillerie multiplie ses coups. Des renforts arrivent encore à l'ennemi : les 1 600 cuirassiers de Kretow qui, inquiets d'entendre le canon sur leur droite, ont abandonné la poursuite de Marmont. Cependant les six carrés, disposés en ordre oblique de façon à croiser leurs feux par les quatre faces, résistent à tous les assauts et continuent leur retraite au milieu des tourbillons de cavalerie qui remplissent les vides de l'échiquier [1].

Depuis plus de quatre heures, on marchait ainsi sous la mitraille et chargé tous les quarts d'heure par les escadrons ennemis. Pas un carré n'avait été entamé, pas un homme n'avait faibli. Les généraux français, plus surpris que les Russes eux-mêmes, de l'intrépidité de ces soldats en sabots et en chapeaux ronds, espéraient encore atteindre Fère-Champenoise. Arrivés en vue des hauteurs qui dominent cette ville, ils reconnurent que de nombreuses troupes les occupaient. « Nous crûmes d'abord, dit le général Delort, que c'étaient les corps des maréchaux Mortier et Marmont, et nous nous réjouissions d'avoir opéré une jonction qui n'était pas sans gloire. Mais l'illusion fut de courte durée ; la décharge d'une artillerie formidable nous annonça en éclaircissant nos rangs que nous étions en présence d'un nouvel ennemi [2]. »

C'étaient les gardes russes et prussiennes, commandées par les souverains en personne. Partis de Vitry à dix heures du matin, Alexandre et Frédéric-Guillaume avaient fait la route continuellement salués par le bruit du canon qui, sans cesse s'éloi-

1. Relation du général Delort, Arch. de la guerre. Bogdanowitsch, II, 123-124. Koch, II, 391. Schels, II, 57.

2. Relation du général Delort. Cf. Danilewsky, II, 116.

gnant, leur annonçait le succès de leurs armes. Ils avaient dépassé Fère-Champenoise pour se porter à la suite de la cavalerie dans la direction de Perthes, lorsqu'ils se croisèrent avec un officier du général Kretow porteur d'une dépêche pour le comte Pahlen. Le prince Wolkonsky, ayant ouvert la lettre, dit au czar et à Schwarzenberg que Kretow signalait la marche d'une colonne française sur le flanc droit de l'armée. Schwarzenberg traita cette nouvelle de chimère, et Alexandre dit en riant à Wolkonsky : « — Tu vois toujours double quand il s'agit de l'ennemi[1]. » Mais la canonnade se faisant entendre dans l'instant même au nord de Fère-Champenoise, les souverains revinrent sur leurs pas et ne tardèrent pas à apercevoir les troupes de Pacthod, chargées en queue et sur les deux flancs par les escadrons russes. De loin, les gardes nationales prirent l'état-major des Alliés pour celui du maréchal Marmont ; ils poussèrent d'une seule voix le cri de guerre des armées françaises : « Vive l'empereur ! » Cette grande acclamation, dominant le grondement du canon, arriva jusqu'au czar comme un sublime défi[2].

Des officiers furent envoyés dans les différentes directions afin de rallier toute la cavalerie et toute l'artillerie qui se trouvaient aux environs. La 23e batterie à cheval, arrivée la première sur le terrain, ouvrit le feu contre les Français qui, pleins de confiance, marchaient droit devant eux. Plusieurs décharges passèrent par-dessus l'un des carrés et atteignirent les hussards de Wassilitchikoff qui en assaillaient la quatrième face. Wassilitchikoff croyant à la venue d'un nouveau corps Français, comme les gardes nationales l'avaient elles-mêmes cru d'abord, fit braquer

1. Bogdanowitsch, II, 124.
2. Danilewsky, II, 116. Cf. Pradt, 63.

ses pièces contre les canons russes; quelques biscaïens tombèrent devant le czar qui se tenait à cheval près de la batterie. Un aide de camp d'Alexandre courut pour mettre fin à la confusion, et toutes les batteries, rectifiant leur tir, foudroyèrent de concert les deux petites divisions françaises[1].

La retraite sur Fère devenait impossible. Pacthod prit le parti de dégager sa droite par un effort vigoureux et de gagner les marais de Saint-Gond. S'il pouvait les atteindre, il défierait toutes les attaques de la cavalerie. Les Français ayant perdu plus d'un tiers de leur effectif et ne formant plus que quatre carrés (trois des six carrés réduits à un trop petit nombre de baïonnettes s'étaient fondus en un seul) se mirent stoïquement en marche dans la nouvelle direction. Encore une fois ils percèrent la masse des chevaux[2]. A chaque pas qu'ils faisaient, cette masse grossissait autour d'eux. Aux 4 000 cavaliers de Korff et aux 1 500 Cosaques de Karpow s'étaient joints successivement les 2 500 hussards et dragons de Wassilitchikoff, et les 1 600 cuirassiers de Kretow. Arrivaient maintenant à la rescousse les trois régiments de cavalerie légère de la garde russe, la division de hussards de Pahlen, la division de cuirassiers de la garde russe de Depréradowitsch, la brigade de cavalerie de la garde prussienne, les huit régiments de cuirassiers autrichiens de Nostitz, enfin les chevaliers-gardes avec le grand-duc Constantin. Il y avait là vingt mille cavaliers[3]. Les Français n'étaient plus

1. Cf. Journal des opérations de Barclay de Tolly. Arch. top. de Saint-Pétersbourg, n° 29 188. Lettre de Steewart, Fère-Champenoise, 26 mars (Castlereagh, *Letters and dispatches*, V, 397). Danilewsky, II, 116. Schels, II, 56. Bogdanowitsch, II, 125.

2. Relation du général Delort, Arch. de la guerre. Cf. Bogdanowitsch, II, 125. Koch, II, 391, 392.

3. A leur entrée en France, ces différents corps de cavalerie présentaient un

même trois mille. « Nos troupes, dit le général Delort, n'en marchaient que plus serrées et plus fièrement, comme si leur énergie s'accrût à proportion des périls[1]. »

On fit encore six kilomètres dans cette tempête de chevaux. L'ennemi n'arrêtait ses charges que pour permettre aux batteries de mitrailler ces intrépides bataillons. Après chaque bordée, les fantassins serraient les rangs et recevaient les cavaliers russes sur leurs baïonnettes tordues par tant de coups. La charge repoussée, ils reprenaient leur marche. Un seul carré, démoli par les boulets, fut enfoncé. Les hommes continuèrent à se défendre ; ils furent presque tous sabrés. Les trois autres carrés allaient atteindre les marais, lorsque le général Dépréradowitsch, qui les avait facilement devancés vers Bannes avec un régiment de cuirassiers et une partie des batteries de réserve, les arrêta net par le feu de quarante-huit pièces de canon[2]. Le czar et le roi de Prusse se hâtèrent d'envoyer des officiers de leur état-major pour sommer les Français de se rendre, pour les en conjurer serait-il plus juste de dire, car cette héroïque défense avait ému les souverains. Mais les soldats étaient exaspérés par cette retraite de dix heures sous la mitraille et sous les charges où, à chaque minute, ils avaient vu s'éclaircir leurs rangs et croître les masses ennemies. Ivres de poudre, de bruit et de sang, acceptant magnanimement leur

effectif total de 24 957 hommes, tableaux de la composition de la grande armée et de l'armée de Silésie. Arch. top. de Saint-Pétersbourg, n°s 22 854 et 22 860.

1. Relation du général Delort. Arch. de la guerre.

2. Journal de Barclay de Tolly. Arch. top. de Saint-Pétersbourg. Relation du général Delort. Arch. de la guerre. Danilewsky, II, 117. Schels. II 58. Bogdanowitsch. II, 125. — Selon Bogdanowitsch. l'état-major russe désespérant de venir à bout, avec vingt mille cavaliers de cette poignée d'hommes, avait déjà envoyé l'ordre à Rajewsky d'avancer avec tout son corps d'infanterie

destinée tout en ayant la rage au cœur, ils ne pensaient plus qu'à tuer et à mourir. Ils ne voulaient ni recevoir ni donner quartier. Le colonel Rapatel, officier d'ordonnance du czar et ex-aide de camp de Moreau, fut abattu d'un coup de fusil comme il s'avançait en agitant un mouchoir blanc [1].

La lutte reprit, sauvage et désespérée. Les soldats ne voulaient point se rendre, mais Pacthod pensa qu'après une résistance si longue et si valeureuse, son devoir de commandant en chef lui imposait d'épargner ce qui restait de ses hommes. Il sortit de son carré et s'avança fièrement, le bras droit brisé par une balle tombant inerte et ensanglanté le long du corps, au-devant d'un nouveau parlementaire, le colonel de Thiele. « — Rendez-vous, mon général, lui cria Thiele : je vous en supplie. Vous êtes cerné de tous côtés. » « — Je ne parlemente pas sous le feu des batteries, répondit froidement Pacthod. Faites cesser votre feu, je ferai cesser le mien. » L'artillerie russe s'étant, sur ce point arrêtée de tirer, Pacthod rendit son épée [2]. Peu après, le carré du général Delort, battu à mitraille sur ses quatre faces, ayant épuisé toutes ses cartouches et ayant repoussé plusieurs charges à la baïonnette sans tirer un seul coup de feu, mit bas les armes [3]. Le dernier carré résistait encore. Une nouvelle volée de boulets ouvrit une brèche dans ces murailles vivantes ; la cavalerie y entra, sabrant les soldats désunis qui se défendaient corps à corps et tâchaient de se frayer passage jusqu'aux marais de Saint-Gond. Cinq cents environ

1. Mémoires de Langeron, Arch. des affaires étrangères. Bogdanowitsch, II, 126. — On dit que dans ce carré se trouvait un capitaine d'artillerie, propre frère du transfuge.

2. Danilewsky, II, 118. Bogdanowitsch, II, 126.

3. Relation du général Delort, Arch. de la guerre.

purent s'échapper. Émů d'admiration, l'empereur Alexandre poussa son cheval à la suite des chevaliers-gardes pour arrêter le carnage. En vain ses officiers s'efforçaient de retenir le czar, lui représentant les dangers qu'il allait courir dans cette atroce mêlée : « — Je veux sauver ces braves, » dit-il [1].

Après le combat, les souverains se firent présenter les généraux prisonniers : Amey, Delort, Bonté, Janin, Thévenet et Pacthod ; ces deux derniers étaient blessés. Le czar loua chaleureusement les généraux pour leur héroïque défense, et ordonna qu'on leur rendît leur épée et leurs chevaux. Tous les prisonniers furent traités avec la plus grande humanité [2]. De ces 4 300 hommes qui avaient fait sept lieues en combattant contre 5 000, puis contre 10 000, puis contre 20 000 cavaliers, que secondait une artillerie formidable, 500 avaient pu gagner les marais, 1 500, un grand nombre blessés, s'étaient rendus après une résistance désespérée, plus de 2 000 étaient tombés sur le champ de bataille [3]. « Il n'est personne, dit le général Delort, qui n'ait fait au delà de ce que prescrit l'honneur, mais je ne saurais trouver d'expression pour rendre témoignage aux gardes nationales. L'épithète de braves et d'héroïques est sans force et sans énergie pour donner l'idée précise de leur conduite. C'est la valeur la plus impassible en même temps qu'elle est la plus énergiquement active, selon qu'il

1. Journal de Barclay de Tolly. Arch. de Saint-Pétersbourg. Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères. Bogdanowitsch, II, 126. Schels, II, 58. Danilewsky, II, 118.

2. Bogdanowitsch, II, 126. Danilewsky, II, 118. — Danilewsky présenta lui-même le général Pacthod au czar.

3. La brigade Delort, forte de 1 200 hommes, en avait perdu 700 dans l'action. Relation du général Delort, Arch. de la guerre. A défaut d'autres renseignements, il est supposable que les pertes des brigades Thévenet, Janin et Bonté, qui avaient subi les mêmes attaques et combattu avec le même courage, furent dans les mêmes proportions.

faut recevoir la mort sans chercher à l'éviter ou conserver la vie pour prouver qu'on sait la défendre [1]. » Et c'étaient ces mêmes hommes que, un mois auparavant, le maréchal Oudinot n'avait pas voulu, dit-on, mettre en ligne à Bar-sur-Aube, de peur qu'ils ne jetassent le désordre dans l'armée !

On a imputé à Marmont tous les malheurs de la journée de Fère-Champenoise. S'il avait marché plus vite en quittant Fismes, a-t-on dit, il aurait pu opérer sa jonction avec l'empereur, et puisqu'il avait perdu tant de temps, du moins aurait-il dû se porter sur Sézanne au lieu de s'aventurer vers Soudé. A Sézanne, il se fût renforcé des 6 000 hommes des généraux Pacthod, Amey et Compans, et il eût très vraisemblablement évité un combat contre les armées alliées. Ces reproches sont peu fondés. Marmont ne pouvait savoir qu'il y eût trois divisions françaises à Sézanne, et d'autre part ses troupes firent plus de trente lieues du 21 au 24 mars. Ce n'est point de la lenteur de sa marche qu'il faut accuser le duc de Raguse, c'est de la mauvaise direction de cette marche. Là est l'immense faute, à mieux dire l'erreur fatale de Marmont. Si au lieu de se guider sur un ordre, d'ailleurs sujet à interprétation, du major-général, Marmont eût réglé ses mouvements d'après ceux de l'ennemi, il se fût porté le 18 mars à Reims, en place de se porter à Fismes. Les avant-gardes de l'armée de Silésie, arrêtées ainsi devant Reims jusqu'au 21, et contenues ensuite dans leur marche par Marmont et Mortier, qui se fussent repliés sur Châlons, n'auraient pu arriver que le soir du 23 vers les sources de la Somme-

1. Relation du général Delort, Arch. de la guerre. — La division Pacthod était formée de gardes nationales des départements de Seine-et-Marne, de Seine-et-Oise, de la Sarthe, de Maine-et-Loire, de Loir-et-Cher, d'Indre-et-Loire et du Calvados. Cf. Relation de Delort et *Correspondance de Napoléon*, 21 113, 21 133 etc.

Soude[1]. Quelles conséquences! Le 23 mars, le conseil de guerre des Alliés, ignorant l'approche des troupes de Blücher, n'aurait pas pris le parti de diriger l'armée sur Châlons. On se fût donc résolu soit à suivre l'Empereur au delà de la Marne, manœuvre à laquelle Napoléon voulait amener l'ennemi, soit à se retirer sans combat sur Langres, retraite qui selon les historiens russes et allemands ne se fût arrêtée qu'au Rhin[2]. En tout cas, les Coalisés n'auraient pas entrepris si tôt leur marche sur Paris. Il y a rarement de petites causes à de grands effets; mais, à la guerre, ce n'est pas une petite cause qu'un faux mouvement.

Le soir des combats de Fère-Champenoise, Marmont et Mortier ne pouvaient plus douter de la marche des Alliés sur Paris. Les deux maréchaux étaient trop faibles pour leur en disputer la route; il leur importait du moins de les y devancer. Pacthod en attirant sur lui, par son admirable résistance, tout l'effort de l'ennemi, avait dégagé la petite armée des ducs de Raguse et de Trévise, qui se trouva à même de continuer sa retraite sans être sérieusement inquiétée. Marmont, malheureusement, ne sut pas profiter de ce répit pour gagner de l'avance sur les Coalisés. Au lieu de se diriger droit sur Sézanne, où passe la route de Paris et qu'occupait encore le général Compans avec environ 1500 hommes, il fit un mouvement excentrique sur Allemant[3]. Arrivé là, le duc de Raguse se ravisa,

1. Les coureurs de Winzingerode, partis de Reims le 20, n'arrivèrent entre la Marne et l'Aube que le 22 dans la soirée. Voir **1814**, 351; et pour les mouvements de Marmont et de Blücher les 18, 19 et 20 mars, p. 324-327.

2. **1814**, 335-336. 352-353.

3. Rapport de Marmont, Allemant 26 mars, Arch. de la guerre. — Marmont prétend dans ses *Mémoires* (VI, 235) qu'il voulait d'abord se retirer sur Sézanne, mais que le colonel du 9e de marche lui dit en passant à Fère-Champenoise que l'ennemi occupait cette ville. Il est impossible d'admettre que cet officier, qui arrivait tout droit de Sézanne, ait fait un faux rapport dans d'aussi graves circonstances. C'est

mais il était bien difficile de remettre en marche, le soir même, ses troupes harassées : elles avaient fait, toujours combattant, plus de onze lieues. Ces quelques heures de repos que les hommes auraient pris à Sézanne en toute sécurité, il fallut les leur donner à Allemant. Marmont, se résignant à passer la nuit où il était, dépêcha un aide de camp au général Compans pour l'inviter à tenir dans Sézanne jusqu'au lendemain matin. Intimidé par la foule de fuyards qui avaient traversé la ville dans la soirée et inquiet de la présence d'un parti de cavalerie prussienne sur la route de Montmirail, ayant d'ailleurs l'ordre exprès de se replier s'il était menacé, Compans avait déjà commencé d'évacuer Sézanne. Il refusa d'arrêter son mouvement et répondit à l'envoyé des maréchaux que tout ce qu'il pouvait faire était de laisser une arrière-garde dans la ville jusqu'à deux heures du matin [1]. Marmont ne parvint à mettre ses troupes en marche d'Allemant que passé cette heure-là. Quand aux premières lueurs du jour sa tête de colonne déboucha sous Sézanne, un parti ennemi l'occupait. Il fallut plusieurs heures pour l'en débusquer. On passa, mais à Esternay on dut faire la grand halte [2].

Cette halte, l'attaque de Sézanne, le séjour trop prolongé à Allemant, et d'abord la malencontreuse marche sur ce point, tous ces retards et tous ces faux mouvements, donnèrent le temps aux Prussiens d'York, qui s'avançaient de Montmirail, d'occuper la Ferté-Gaucher, et à la cavalerie de l'armée de Bohême d'atteindre l'arrière-garde de Marmont [3]. Les Français

là une spécieuse excuse, comme Marmont sait toujours en trouver quand il se juge en faute.

1. Cf. Compans à Clarke. Sézanne, 25 mars, 6 heures du soir. Clarke à Napoléon, 26 mars. Arch. de la guerre. *Correspondance de Napoléon*, 21 529.

2. Rapport de Marmont à Clarke, Provins, 27 mars. Arch. de la guerre.

3. Cf. Rapport de Marmont à Clarke, Provins, 27 mars. Arch. de la guerre. Marmont, *Mémoires*, VI, 136, 137. C. de W. (Müffling), *Kriegsgesch*, *1814*, II, 130 ;

se trouvaient arrêtés en tête, menacés en queue. Il fut décidé entre les deux maréchaux que Marmont contiendrait la cavalerie de Pahlen tandis que Mortier refoulerait les Prussiens sur la rive droite du Grand Morin, de façon à regagner la route de Coulommiers par les hauteurs qui dominent la Ferté-Gaucher au sud. Après un vif combat, Marmont réussit à arrêter pour quelque temps la poursuite de l'ennemi. Il se disposait à rejoindre son collègue sur la route de Coulommiers, par les plateaux de Lécherolles et de Laval, lorsqu'il reçut du duc de Trévise l'avis le plus déconcertant. Au lieu de se borner à occuper les hauteurs, Mortier s'était épuisé en vains efforts contre la ville même, et finalement renonçant à l'attaque il s'était mis en retraite sur Provins[1]. Ce mouvement incompréhensible[2] couronnait toutes les erreurs et toutes les fautes commises depuis dix jours par les deux lieutenants de l'empereur. Rétrograder sur Provins c'était perdre trois marches, c'était renoncer à joindre Compans à Meaux et à défendre dans cette bonne position les approches de Paris. C'était, par cela même, enlever à la capitale le temps de préparer sa défense, à Napoléon la possibilité de tomber sur les derrières de l'armée alliée.

Le corps du duc de Trévise était engagé sur la route de Provins ; Marmont dut l'y suivre, quel qu'en fût son mécontentement[3]. Après avoir marché toute la

Schels, II, 75-77. — Les troupes qui occupaient la Ferté-Gaucher étaient la division du prince Guillaume de Prusse (corps d'York), arrivant de Montmirail. La cavalerie qui poursuivait l'arrière-garde de Marmont était le corps de Pahlen renforcé du régiment du colonel Blücher, lequel, arrivant également de Montmirail, avait rejoint les Russes à Esternay.

1. Rapport de Marmont à Clarke, Provins, 27 mars. Arch. de la guerre.

2. Le mouvement était incompréhensible, car en admettant que le duc de Trévise crût ne point pouvoir regagner la route de Coulommiers c'était sur Rozoy et non sur Provins qu'il aurait dû se diriger.

3. Dans ses *Mémoires*, qui diffèrent toujours si étrangement de ses rapports,

nuit, les troupes atteignirent Provins le 27 mars dans la matinée. Le 28, on se remit en mouvement sur Nangis, où Mortier prit la route de Guignes et de Brie-Comte-Robert, Marmont, celle de Melun et de Villeneuve-Saint-Georges. Les deux corps d'armée un instant séparés, firent leur jonction dans l'après-midi du 29 mars, au pont de Charenton [1].

Pour le général Compans qui, ayant neuf heures d'avance sur les deux maréchaux[2], avait pu passer librement à la Ferté-Gaucher le 26 mars, il se dirigea vers Meaux par la grande route de Coulommiers. Cette ville était occupée par le général Vincent, qui s'y était replié de Montmirail à la pointe du jour avec deux cents fantassins et cent dragons et gardes d'honneur, et avait rallié, à force de menaces et de prières, cinq ou six cents fuyards de Marmont[3]. La cavalerie

Marmont expose (VI, 239) que le mouvement sur Provins avait été concerté entre lui et Mortier dès 4 heures de l'après-midi. Voici ce qu'il dit dans son rapport du 27 mars : « Nous décidâmes qu'il fallait s'emparer d'un plateau qui donnait les moyens de tourner la Ferté-Gaucher et d'aller prendre plus loin la route de Coulommiers... » et il reprend, plus loin : « Tout à coup le duc de Trévise m'informa qu'au lieu de se porter sur la route de Coulommiers il prenait celle de Provins. Ce mouvement me contraria beaucoup. » Dans une nouvelle lettre (Melun, 28 mars. Arch. de la guerre), Marmont reparle encore de ce mouvement sur Provins : « Je voudrais être à Meaux, et cela serait *sans la marche ridicule et absurde que nous avons faite sur Provins.* » Le plus fort, c'est ceci : à propos d'une lettre de Clarke où il est dit : « Le mouvement sur Provins a tout compromis. » Marmont dit en note : Le mouvement sur Provins a été le salut de deux corps d'armée » (p. 341). Ainsi selon que Marmont rédige ses rapports ou compose ses *Mémoires*, le même mouvement est tour à tour « une marche absurde » et « le salut de deux corps d'armée »!

1. Marmont à Clarke, Provins, 27 mars, et Melun, 28 mars. Ordre de marche pour le 6e corps, Melun 28 mars, 10 heures du soir. Mortier à Clarke, Guignes, 28 mars 10 heures du soir. Arch. de la guerre.

2. Compans était parti de Sézanne le 25 à minuit tandis que les deux maréchaux n'en étaient partis qu'à 9 heures du matin, le 26.

3. Journal de Vincent, et Vincent à Berthier, Meaux (27 mars). Arch. de la guerre. — « Il y avait, dit Vincent, 1200 cavaliers et un millier de fantassins. Je parvins à rallier 600 ou 700 cavaliers et quelques fantassins, les autres ne voulant rien entendre continuèrent leur route vers Meaux. » Ledru Desessarts, commandant de Meaux, signale à son tour le passage de cette colonne de fugitifs dans sa lettre à Clarke, du 26 mars, 8 heures du soir : « 12 à 1500 hommes en désordre ont passé par la porte du Cornillon sans que j'aie pu les arrêter. »

prussienne était en vue. Après une courte halte, Compans et Vincent se remirent en marche vers Meaux où ils arrivèrent le 27 mars dans la matinée[1].

L'importance de la position de Meaux était reconnue depuis longtemps. On y avait accumulé les munitions de guerre : vingt-sept mille gargousses, trois millions de cartouches. Mais depuis la veille seulement, on avait commencé quelques travaux de défense. L'armement consistait en sept pièces de 8 ; la garnison se composait de 3 440 hommes[2]. C'étaient presque tous des conscrits et des gardes nationaux, et ils ne valaient pas ceux de Pacthod ! Leur chef, le général Ledru Desessarts, les dépeignait ainsi : « Les gardes nationaux font pitié, mal tenus, mal commandés et ne sachant pas tenir leurs fusils qui sont d'une malpropreté dégoûtante ». Deux jours plus tard, le brave Compans devait dire à son tour : « J'ai la douleur de constater qu'on ne peut pas avoir de plus mauvaises troupes[3] ». Cependant des lettres pressantes du ministre de la guerre, annonçant des renforts, enjoignaient à Ledru-Desessarts de tenir désespérément dans Meaux. « C'est le salut de Paris, » écrivait Clarke[4]. L'arrivée de Compans et de Vincent, qui amenaient avec huit bouches à feu un millier de fantassins et environ 1300 cavaliers des 8e et 10e de marche et des fuyards de Marmont[5], élevaient la garnison à près de 6000 hommes, nombre encore

1. Journal de Vincent. Ledru Desessarts à Clarke, 27 mars, 2 heures après-midi. Arch. de la guerre.

2. Ledru Desessarts à Clarke, 24 et 26 mars. Situation de la subdivision de Seine-et-Marne (garnison de Meaux) au 26 mars. Arch. de la guerre.

3. Ledru Desessarts à Clarke, Meaux, 23 mars ; et Compans à Clarke, Meaux, 27 mars. Arch. de la guerre.

4. Clarke à Ledru Desessarts, 26 et 27 mars. Arch. de la guerre.

5. Ledru Desessarts à Clarke, 26 mars. Cf. Registre de Berthier (ordres du 20 mars) et Registre de Belliard (lettre à Mortier, 24 mars).

bien insuffisant vu l'étendue de la position à défendre. Les trois généraux se résolurent néanmoins à disputer le passage de la Marne. Compans s'établit dans Meaux et dans le faubourg du Cornillon, Ledru Desessarts prit position à Trilport, Vincent posta sa cavalerie sur la rive gauche, à Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux où quelques centaines de gardes nationaux des environs vinrent volontairement se joindre à la troupe[1].

Vers quatre heures de l'après-midi, les têtes de colonnes de l'armée de Silésie débouchèrent par la route de la Ferté-sous-Jouarre. Vincent s'engagea résolument contre la cavalerie du général Emmanuel, mais craignant bientôt d'être enveloppé par la division Horn, qui dessinait un mouvement vers Montceau, il se replia sur Trilport où il passa la rivière. L'ennemi le suivit de près. Les gardes nationaux de Ledru Desessarts, qui occupaient Trilport, s'enfuirent aux premiers coups de feu, sans même essayer de couler le bac. En peu de temps les assaillants eurent pied sur la rive droite. Vincent tenta une charge. La moitié de ses cavaliers (c'étaient des fuyards de Marmont) tournèrent bride au commandement de : « En avant ! » Ni paroles ni coups de plats d'épée ne purent arrêter la panique. Toutes les troupes se précipitèrent en désordre dans Meaux. Le jour tombait. La cavalerie du général Emmanuel et un parti d'infanterie prussienne prirent position entre les routes de la Ferté-sous-Jouarre et de Soissons, tandis qu'une autre colonne prussienne venait s'établir devant le faubourg du Cornillon. Meaux ne

1. Journal de Vincent. Vincent à Berthier et Ledru Desessarts et Compans à Clarke, 27 mars. Arch. de la guerre. — Vincent donne ce détail curieux : « Je remarque le mauvais aspect de la gendarmerie. Elle n'est d'aucune utilité sous le rapport de la police civile ou militaire. Les officiers que j'ai appelés refusent tous de se prêter au bien du service. »

paraissait plus tenable; les généraux se résignèrent à évacuer la ville dans la nuit. A dix heures, les troupes se mirent en marche vers Claye. L'arrière-garde fit sauter le magasin à poudre dont l'explosion détruisit un grand nombre de maisons[1].

Le lendemain, 28 mars, nouveau combat, nouvelle retraite. Dans la matinée, les Prussiens attaquèrent vigoureusement Claye. Au moment où l'on abandonnait ce village, arrivèrent des renforts de Paris : 3000 fantassins des dépôts de la garde, trois escadrons de lanciers polonais et 400 cuirassiers formant le 12e de marche de cavalerie[2]. Compans prit position en arrière de Claye, et laissant déboucher dans la plaine l'infanterie prussienne, il la fit soudain charger par tous ses cavaliers. Trois cents hommes tombèrent sous le sabre, cinq cents se rendirent prisonniers; le reste de la colonne ennemie se rejeta précipitamment dans Claye. Les Prussiens ayant reçu des renforts, Compans continua sa retraite, de position en position, jusqu'à Ville-Parisis, qu'il dut évacuer après un nouveau combat. Le soir, il établit ses bivouacs à Vert-Galant, à quatre lieues de Paris[3].

1. Journal de Vincent. Ledru Desessarts et Compans à Clarke, 20 et 28 mars. Mémoires de Langeron. Arch. des Aff. étrangères. Cf. Schels, *Operaz. der verbündeten Heer gegen Paris*, II, 107, 110.

2. Clarke à Napoléon, 28 mars, à Joseph, 27 mars. Journal de Vincent. Arch. de la guerre.

3. Compans à Clarke, Vert-Galant, 29 mars, 8 heures du matin. Journal de Vincent. Arch. de la guerre. Cf. Schels, II, 124, 125. Bogdanowitsch. II, 139. — Les historiens étrangers portent seulement à 200 le nombre des prisonniers faits à Claye.

V

NAPOLÉON A SAINT-DIZIER
LA DERNIÈRE VICTOIRE
RETOUR DE L'ARMÉE VERS PARIS

Le 23 mars, alors que les souverains et les généraux alliés, fort troublés par le hardi mouvement de Napoléon sur leur ligne d'opérations, et bien loin de penser à prendre la route de Paris, discutaient à Pougy s'ils battraient en retraite vers Langres ou s'ils suivraient les Français au delà de la Marne, l'empereur, à Saint-Dizier, méditait les divers plans stratégiques qui se combattaient dans son esprit. Quand Napoléon balançait entre plusieurs projets, il lui arrivait souvent de les préciser par écrit, fixant ainsi les pensées fugitives, les voyant plus clairement et les jugeant mieux. Il dicta une note au duc de Bassano d'après laquelle il y avait quatre partis à prendre : 1° marcher sur Vitry dans la nuit et y attaquer l'ennemi le lendemain matin ; 2° se porter sur Saint-Mihiel et Pont-à-Mousson, rallier les garnisons des places et donner une bataille avec Metz pour base d'opérations ; 3° marcher sur Joinville et Chaumont ; 4° marcher sur Brienne. « Le plus raisonnable de ces projets, concluait l'empereur, paraît être celui qui s'appuie à Metz et à mes places fortes et qui approche la guerre des frontières[1]. »

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 538. Cf. Registre de Berthier (ordres du 23 mars, 1 heure et demie et 4 heures de l'après-midi). Arch. de la guerre. Lettre

Ce projet qui lui paraissait le plus raisonnable dans l'après-midi, et qui d'ailleurs était conforme à son plan primitif, l'empereur y renonca dans la soirée, ou du moins le différa. Des nombreux renseignements parvenus au quartier impérial, il résultait que loin de chercher à défendre leur ligne d'opérations (ce que les Alliés auraient pu faire en se portant sur la route de Brienne contre l'armée française), ils l'abandonnaient et, évacuant Troyes, Bar, Brienne, dégarnissant Chaumont et Langres, ils s'avançaient en masse vers Vitry [1]. Napoléon, alors, combine un nouveau mouvement. Il laissera les Austro-Russes s'engager à sa poursuite dans la direction de Metz et, par un brusque changement de front, il se rabattra vers l'Aube et prendra pour base d'opérations Bar et Troyes. Il ira, comme on dit, coucher dans le lit de l'ennemi. Ainsi placé sur les communications de l'armée de Bohème et ayant rétabli les siennes avec Paris, il pourra, selon les circonstances, se porter contre les Alliés ou attendre en bonne position, couvert par l'Aube, leur retour offensif [2].

de Napoléon à Clarke, Saint-Dizier, 23 mars. Arch. nat., AF. IV, 906. (Non citée dans la *Correspondance*.)

1. Piré à Berthier, Joinville, 23 mars. 2 heures et 7 heures et demie du soir. Ney au même, Frignicourt, 4 heures et demie du soir. Sébastiani au même, Huiron, 8 heures du soir. Arch. de la guerre. Cf. Registre de Berthier. — Ces renseignements étaient parfaitement exacts ce jour-là. On a vu (**1814**, 353), que le 23 mars, il fut décidé dans le conseil de guerre de Pougy que l'armée alliée, qui marchait alors sur Vitry, se porterait vers Châlons pour revenir ensuite sur Vitry à la poursuite de Napoléon, et que Brienne, Bar, Troyes, Chaumont, seraient évacués.

2. Berthier à Macdonald, Saint-Dizier, 23 mars, 11 heures et demie du soir et à Ney, Saint-Dizier, 24 mars, 7 heures du matin. Registre de Berthier. Arch. de guerre.) — Ces deux lettres sont précieuses, car c'est là seulement que sont exposés les motifs et le but de la marche de Napoléon sur Bar-sur-Aube. Les historiens n'ont pas consulté ou ont mal lu le Registre. Aussi parlent-ils de ce mouvement, qui eût pu être si important, sans l'expliquer d'aucune façon. Disons d'ailleurs, une fois pour toutes, que jusqu'ici les opérations de Napoléon du 22 au 28 mars ont été racontées très succinctement et avec la plus extrême confusion. C'est pourquoi nous avons donné un certain développement à l'exposé de ces opérations, chapitre de l'histoire de la campagne de France toujours sacrifié par les historiens.

A onze heures et demie du soir, Berthier envoya l'ordre à toutes les brigades de cavalerie qui marchaient vers Bar-sur-Ornan et Vaucouleurs, de rallier le lendemain l'empereur sur la route de Saint-Dizier à Vassy. Le même ordre fut expédié au prince de la Moskowa, à Frignicourt, et au duc de Tarente, à Villotte. « Nous marchons sur Bar-sur-Aube, écrivit le major-général, mais faites courir le bruit parmi vos soldats, à cause des prisonniers, que nous marchons sur Metz. » Cette recommandation ne fut pas oubliée : les blessés français tombés entre les mains de l'ennemi près de Frignicourt dirent que l'empereur se portait de Saint-Dizier sur Metz [1].

Dans cette soirée du 23 mars, Caulaincourt arriva à Saint-Dizier [2]. Abusé par les lettres de Metternich [3], le duc de Vicence croyait encore à la possibilité de la paix ; il espérait reprendre au quartier général des Alliés, avec les ministres, les négociations rompues à Châtillon avec les plénipotentiaires [4]. Après la clôture du congrès, il avait voulu rejoindre incontinent l'empereur afin d'obtenir de lui les sacrifices nécessaires. Mais il avait été retenu jusqu'au 21 à Châtillon par les formalités de la remise des passeports

1. Registre de Berthier (à Piré, Maurin, Defrance. St-Germain, Ney, Macdonald, etc., Saint-Dizier, 23 mars, 11 heures et demie du soir). Arch. de la guerre. Cf. Schels, II, 423.

2. Ney à Napoléon, Frignicourt, 23 mars, 5 heures du soir : « Le duc de Vicence arrive à l'instant. » AF. IV, 1607.

3. « ... Peut-être sommes-nous plus près de la paix à la suite de la rupture d'aussi stériles négociations ?... Le jour où on sera tout disposé pour la paix avec les sacrifices indispensables, venez pour la faire... » Metternich à Caulaincourt, Troyes, 18 mars. Arch. des Aff. étrangères, fonds France, 668. — Par un miracle de duplicité, tant qu'il resta l'ombre d'une chance de victoire pour l'empereur, Metternich se posa auprès de Caulaincourt comme un médiateur, lui qui avait juré depuis un an la perte de Napoléon. Or, le 18 mars, on l'a vu, les Alliés se croyaient dans la plus périlleuse situation. Les Russes, les Prussiens et même les Anglais, moins prudents que Metternich, allaient néanmoins rompre les négociations le 19, mais Metternich, se réservait une porte de rentrée.

4. Caulaincourt à Metternich, Châtillon, 20 mars, et Joigny, 21 mars : à d'Hauterive, Châtillon, 18 mars. Arch. des Aff. étrangères, 668, 670.

et arrêté ensuite, dans sa route, par le mauvais vouloir manifeste des commandants des avant-postes ennemis. Introduit auprès de l'empereur dès son arrivée, Caulaincourt fit le récit détaillé des dernières séances du congrès, et s'appuyant sur les trompeuses promesses de Metternich, il tenta de faire partager à Napoléon ses espérances de renouer les négociations et de les mener à bonne fin. L'empereur, qui lisait mieux que son plénipotentiaire dans la pensée des Alliés, ne se payait point de ces illusions. Plus que jamais, il jugeait la paix impossible. D'autre part, les derniers renseignements le faisaient bien augurer de son audacieuse manœuvre. Les armes seules lui laissaient des chances de salut. Les représentations et les prières du duc de Vicence restèrent vaines[1].

Le 24 mars, la vieille garde, l'artillerie de réserve et les divisions Letort et Lefebvre-Desnoëttes se mirent en marche dès quatre heures du matin sur la route de Vassy. Le corps de Ney et la cavalerie avaient l'ordre de suivre le mouvement. En raison de sa position, Macdonald devait faire l'arrière-garde. Il en était fort troublé, s'imaginant qu'il allait être attaqué par toute l'armée alliée. Pour mal fondées qu'elles fussent, car déjà il avait été prescrit aux Austro-Russes de se porter sur Châlons[2], les craintes du maréchal

1. Si l'on s'en rapportait à la lettre de Caulaincourt à Metternich, datée de Doulevent, 25 mars (Arch. des affaires étrangères), dont il sera parlé plus loin, Napoléon aurait consenti tout de suite à une démarche *in extremis* auprès du ministre autrichien. « *Arrivé cette nuit seulement près de l'empereur*, écrivit Caulaincourt, Sa Majesté m'a *sur-le-champ* donné ses derniers ordres pour la conclusion de la paix. » Mais Caulaincourt, afin de prouver à Metternich les intentions pacifiques de l'empereur, post-datait de 24 heures son arrivée au quartier impérial. Ce n'était pas à Doulevent, dans la nuit du 24 au 25 mars qu'il l'avait rejoint, c'était à Saint-Dizier, dans la nuit du 23 au 24, comme l'a dit Fain, assertion confirmée par la lettre précitée du maréchal Ney. Ainsi Thiers, quoiqu'on l'ait discuté sur ce point, a eu raison de dire que les propositions de Caulaincourt ont été le 23 repoussées par l'empereur. Mais il a eu tort de passer sous silence la lettre de Caulaincourt écrite à Metternich le 25 mars.

2. Le corps du comte de Wrède, le seul qui eût poursuivi Macdonald jus-

n'en étaient pas moins très vives. « Si l'ennemi me poursuit, écrivait le duc de Tarente, il arrivera malheur, infailliblement. Je ne puis, dans l'état des choses, espérer des résultats favorables... Nous perdons tout si l'ennemi fait un effort. Il peut m'écraser, car rien ne peut aller en hommes ni en chevaux[1]. » Enfin à sept heures du matin, comme l'empereur allait de sa personne quitter Saint-Dizier, un aide de camp de Ney arriva au quartier impérial. Le prince de la Moskowa, ému des « supplications » de Macdonald et inquiet de ses inquiétudes — la crainte est contagieuse — sollicitait l'autorisation de rester sur la Marne pour soutenir ce maréchal et demandait à être soutenu lui-même par l'empereur. Le parti de Napoléon était pris, et d'ailleurs il était accoutumé depuis les débuts de cette fatale campagne aux doléances de ses lieutenants. Il se refusa à suspendre son mouvement. « L'empereur, répondit Berthier au maréchal Ney, serait parti pour vous rejoindre sur-le-champ s'il n'était indispensable que Sa Majesté se trouvât avec l'avant-garde dans la marche que l'on fait sur Colombey-les-Deux-Églises... L'empereur ne peut pas ordonner d'ici le mouvement. Il le dirigera lui-même suivant les renseignements qu'il recevra en route, afin de pouvoir prendre une autre direction s'il le fallait[2]. »

Le mouvement s'opéra comme le voulait l'empereur. Le soir, la garde à pied cantonna à Doulevent

qu'aux bords de la Marne, s'arrêta vers minuit en arrière de Courdemanges et rétrograda le 24 de bon matin sur Châlons, selon les ordres de Schwarzenberg du 23 mars, 3 heures de l'après-midi. Schels, II, 13. Bogdanowitsch, II, 111. — Ainsi, dans la nuit du 23 au 24 mars, Macdonald n'était nullement en péril.

1. Macdonald à Berthier, Villotte, 24 mars, 6 heures et demie, et 7 heures du matin. Arch. de la guerre.

2. Registre de Berthier (à Ney, Saint-Dizier, 24 mars, 7 heures un quart du matin). Arch. de la guerre.

et aux environs, les cuirassiers de Saint-Germain occupèrent Nully sur la route de Brienne, et l'infatigable cavalerie légère de Piré poussa jusqu'à Daillancourt et à Colombey-les-Deux-Eglises. L'infanterie de Ney, la cavalerie de la garde sous Sébastiani, et les divisions Maurin et Defrance s'échelonnèrent entre Saint-Dizier et Vassy, les trois corps de Macdonald et la cavalerie de Trelliard et de Milhaud, entre Perthes et Saint-Dizier[1]. Contrairement à ses appréhensions, le duc de Tarente n'avait été suivi que par quelques escadrons ennemis. Voyant néanmoins que Ney ne le couvrait plus, il avait retenu Sébastiani jusqu'à onze heures du matin, en invoquant de prétendus ordres de l'empereur, « moyen peu digne d'un chef, » dit Sébastiani[2].

Le 25 mars, tandis que la cavalerie jetait des partis sur Brienne, Bar-sur-Aube et Chaumont[3], l'empereur séjourna à Doulevent. Avant de poursuivre de sa personne sa marche sur Bar et Troyes, il voulait avoir de nouveaux renseignements. Les reconnaissances lui confirmaient que les Austro-Russes abandonnaient le terrain jusques à Langres, qu'ils évacuaient Troyes, que l'empereur d'Autriche se sauvait vers Dijon, que tout était en désarroi sur la ligne d'opérations des Alliés[4]. Mais, d'autre part, Schwar-

1. Registre de Berthier (ordres du 24 mars, Doulevent, 5 heures du soir). Saint-Germain à Berthier, Nully, 10 heures du soir. Piré à Berthier, Daillencourt, 7 heures du soir. Ordre de Macdonald, Berthier, 24 mars, 6 heures du soir. Arch. de la guerre.

2. Macdonald à Berthier, Saint-Dizier, 25 mars, 5 heures du matin. Sébastiani à Berthier, Vassy, 24 mars, 9 heures du soir. Arch. de la guerre. — Berthier au contraire avait écrit le matin : « Sa Majesté désire que Sébastiani vienne la rejoindre vu qu'elle n'a pas assez de cavalerie sans ces deux divisions pour déboucher sur Bar-sur-Aube. »

3. Registre de Berthier (ordres de Doulevent, 25 mars, 3 heures et demie et 8 heures du matin). Piré à Berthier, Chaumont, 3 heures et demie du soir. Arch. de la guerre. Lanezan à Napoléon, Bar-sur-Aube, 25 mars, 8 heures et demie du matin. Arch. nat., AF. IV, 1670.

4. Registre de Berthier (à Ney et à Macdonald, Doulevent, 25 mars, 3 heures et

zenberg, qui la veille avait accusé son mouvement sur Vitry, semblait l'arrêter ou tout au moins le ralentir. Macdonald n'avait pas été inquiété dans sa retraite, Ney écrivait que tout était tranquille du côté de Vitry et que les Coalisés paraissaient se diriger vers Brienne [1]. Quels étaient donc les desseins de l'ennemi qui, en même temps qu'il s'éloignait de Vitry, évacuait Troyes et se disposait à évacuer Langres? Ces desseins, on les sait bien, mais Napoléon ne pouvait alors que les soupçonner, et, connaissant la stratégie prudente du généralissime autrichien, il lui était impossible d'y croire. Néanmoins l'empereur s'arrêta, hésitant, et dépêcha l'ordre aux commandants de corps d'armée de faire halte dans la journée aux points où ils se trouvaient échelonnés, entre Vassy et Doulevent. « Ce n'est que dans quatre ou cinq heures d'ici, écrivit-il, que j'aurai des idées claires sur ce que fait l'ennemi. Il est donc nécessaire que personne ne bouge [2] ».

Dans l'après-midi et dans la soirée, de nouvelles dépêches arrivèrent au quartier impérial. Macdonald écrivait qu'il entendait le canon à l'arrière-garde; Ney, que dix mille chevaux s'avançaient sur la route de Vitry à Saint-Dizier, qu'ils entraient dans cette ville, qu'ils traversaient la Marne [3]. (C'était la cavalerie de Winzingerode). Ainsi, au lieu de défendre par Brienne leur ligne d'opérations, comme l'empereur s'y était attendu, ou de suivre l'armée française

demie du matin). *Correspondance de Napoléon*, 21541. et lettres précitées de Piré, Saint-Germain, Maurin, Defrance.

1. Ney à Berthier, Vassy, 24 mars, 1 heure après-midi et 8 heures du soir. Arch. de la guerre.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21541. Ordres de Ney et de Macdonald, Vassy et Marthey, 25 mars, midi. Arch. de la guerre.

3. Macdonald et Ney à Berthier, Vassy et Marthey, 25 mars midi, 5 heures et demie, et 6 heures du soir. Arch. de la guerre.

sur la fausse piste de Metz, comme il l'avait un instant espéré, les Austro-Russes marchaient vers Saint-Dizier. Les dix mille chevaux signalés étaient-ils d'ailleurs un corps détaché ou une forte avant-garde? L'empereur l'ignorait. Mais quelles qu'elles fussent, ces troupes avaient la Marne à dos; c'était une bonne occasion pour les combattre. Macdonald lui-même, peu porté à l'optimisme, et bien que se plaignant du manque total de distributions, déclarait sa position très tenable. A neuf heures du soir, les ordres furent expédiés. « L'intention de l'empereur, écrivit Berthier à Ney et à Macdonald, est d'attaquer l'ennemi demain matin et de l'acculer à la Marne. L'ennemi est disséminé. Tout porte à croire que nous aurons demain une bonne journée... [1] »

Malgré la bonne journée que se promettait Berthier, l'empereur ne laissait pas d'être fort inquiet des incompréhensibles mouvements de l'ennemi. Sa confiance de l'avant-veille l'abandonnait. De plus, l'arrivée du duc de Vicence, preuve vivante de la rupture du congrès, avait provoqué une émotion malheureuse au quartier impérial. Tandis que les soldats et les officiers de troupe combattaient encore pour la vengeance et pour la victoire, les états-majors ne combattaient plus que pour la paix. La clôture des pourparlers détruisant cette espérance, le mécontentement éclatait en murmures. Une simple porte ne pouvait empêcher Napoléon d'entendre ces paroles : — Où va-t-on? — Que deviendrons-nous? — S'il tombe, tomberons-nous avec lui? [2] » L'empereur feignait d'ignorer ces propos, mais le découragement de son entourage le gagnait lui-même. A la suite d'un

1. Registre de Berthier (à Ney, à Macdonald, à Drouot. Doulevent, 25 mars, 9 heures du soir). Arch. de la guerre.

2. Fain, 194-195.

nouvel entretien avec Caulaincourt, il l'autorisa à écrire au prince de Metternich pour renouer les négociations. Devant les retours farouches de la Fortune lassée, le souverain était resté inébranlable ; devant la désaffection de ses compagnons d'armes, le soldat faiblissait. Il se résignait à céder la rive gauche du Rhin. Les lettres du duc de Vicence partirent dans la nuit même [1].

En attendant la très douteuse reprise de l'action diplomatique, il fallait combattre, toujours combattre. Le lendemain 26 mars, l'empereur, parti à deux heures et demie du matin de Doulevent, arriva à Vassy au point du jour [2]. Il apprit de Macdonald que l'ennemi, qui la veille pressait vivement l'arrière-garde de Gérard, s'était arrêté et ne montrait plus que quelques

1. Caulaincourt à Metternich, Doulevent, 25 mars. Arch. des affaires étrangères, 668. Première lettre : « L'empereur m'a donné les derniers ordres *pour la conclusion de la paix*. S. M. m'a muni en même temps *des pouvoirs nécessaires pour la négocier et la signer*. » Deuxième lettre (confidentielle) : « S. M. m'a mis à même de renouer les négociations et de la façon la plus franche et *la plus positive*. Il n'y a pas de raison pour que la paix *ne soit pas faite dans quatre jours*. Votre tâche, mon prince, est glorieuse, *la mienne sera bien pénible*. »

Il faut remarquer que ces deux lettres répondent à celles de Metternich, du 18 mars (Arch. des affaires étrangères, 668) où le ministre autrichien disait à Caulaincourt : « Le jour où on sera tout à fait décidé pour la paix *avec les sacrifices indispensables*, venez pour la faire, *mais non pour être l'interprète de projets inadmissibles*... Le trône de Louis XIV avec les ajoutés de Louis XV offre d'assez belles chances pour ne pas devoir être mis sur une seule carte. » Or, en rapprochant cette lettre de Metternich de celles de Caulaincourt, il semble bien que le plénipotentiaire français donnait implicitement l'assurance que l'empereur était résigné « aux sacrifices indispensables », c'est-à-dire à se contenter du « trône de Louis XIV avec les ajoutés de Louis XV. » Caulaincourt ne demandait certainement pas à reprendre les négociations « pour s'y faire l'interprète de projets inadmissibles. »

Une lettre de Caulaincourt à d'Hauterive, datée du 28 mars, nous éclaire encore sur les intentions de l'Empereur :

« Sa Majesté paraît décidée à faire les sacrifices nécessaires. Quelques jours plus tôt, on sauvait tout ». Arch. des aff. étr., 670. — Selon une Note du colonel Galbois, citée par Pons (*Congrès de Châtillon*, 491-42) l'empereur aurait écrit lui-même une dépêche à l'empereur d'Autriche.

2. Registre de Berthier (ordres du 25 mars, 10 heures du soir, et du 26, 2 heures et demie du matin). Arch. de la guerre. Schels, II, 89-94. Bogdanowitsch, II, 134. — D'après le rapport de Winzingerode, les Russes, au combat de Saint-Dizier, comptaient seulement 8 140 hommes, car les 3 000 Cosaques, Kalmouks et Baskirs de Czernischew ayant poussé jusqu'à Montiérender ne prirent pas part à l'action.

sotnias de Cosaques. Tettenborn qui formait la tête de colonne de Winzingerode avait habilement agi. Tant que les Français battaient en retraite, son rôle était de les serrer de près afin de leur faire croire qu'ils étaient suivis par une armée, mais s'ils paraissaient revenir sur leurs pas, il fallait se dérober, de peur qu'un engagement sérieux ne révélât à l'empereur qu'il n'avait devant lui qu'un rideau. Tettenborn s'arrêta donc à Éclaron, jetant seulement quelques partis à Humbécourt. Malgré cette tactique, il ne put éviter le combat. La cavalerie française refoula les Cosaques jusqu'à la Marne qu'ils passèrent en désordre. Du sommet du plateau de Valcour, l'empereur vit sur la rive droite de la rivière une masse de chevaux soutenue par de l'infanterie et du canon. Les escadrons formés sur deux lignes, en avant et en arrière de la route de Vitry, appuyaient leur gauche au faubourg de Saint-Dizier, que défendait un millier de fantassins, et s'étendaient à droite vers la garenne de Perthes, dont un bataillon occupait la lisière. Douze canons étaient en batterie sur le front, trente étaient en réserve. Quelques escouades de tirailleurs se tenaient espacées sur le bord de la rivière.

L'empereur ordonna de marcher en masse à l'ennemi, de façon à le terrifier par la rapidité de l'attaque et le grand déploiement des forces. Oudinot avec le 7e corps se dirigea sur Saint-Dizier par la forêt du Val, et toute la cavalerie, Sébastiani en tête, franchit la Marne au gué de la Neuville, se formant par pelotons en ligne à mesure qu'elle atterrissait. Les troupes de Macdonald et de Gérard et la vieille garde s'élancèrent à la suite, mais elles n'eurent point à donner. La cavalerie qui, chargée au débouché par les Cosaques de Tettenborn, repoussa ce fretin et s'engagea par échelons aussitôt sa formation achevée,

suffit à rompre l'ennemi. Comme il arrive généralement, les troupes sans recevoir le choc total de forces si supérieures, en subirent néanmoins l'effrayante impression. A la vue de la foule d'hommes et de chevaux qui s'avançaient contre elles, elles furent intimidées, ébranlées, vaincues d'avance. Cet effet moral, inspiré ou subi, double ou diminue dans les batailles l'action des combattants. L'avant-garde d'une grande armée a une irrésistible puissance parce que les hommes qui la composent, fussent-ils inférieurs en nombre à leurs adversaires, sentent derrière eux des masses prêtes à les soutenir, masses qui effectivement agissent sur l'ennemi par leur seul déploiement. C'est pourquoi un général est mal fondé à dire : « Nous avons combattu à forces égales, car je n'ai engagé que la moitié de mon monde. » Le plus souvent, c'est cette autre moitié, celle qui n'a pas combattu, qui a déterminé la victoire.

Il en fut ainsi à Saint-Dizier. Avant d'avoir pris contact, la cavalerie de Winzingerode était ébranlée ; aux premières charges, elle était prête à céder le terrain. Winzingerode donna l'ordre à Tettenborn de se replier sur Vitry, tandis que lui-même battrait en retraite sur Bar-sur-Ornain en tâchant de rallier son infanterie à Saint-Dizier. Le général Sébastiani, voyant les Russes se former en colonnes, lança sur ces cavaliers, pendant qu'ils présentaient le flanc, les dragons de la garde et les grenadiers à cheval. Les deux mille dragons d'Espagne du comte Treilhard appuyèrent le mouvement. Bientôt rompue, la cavalerie de Winzingerode s'enfuit, partie dans la forêt des Trois-Fontaines, partie sur la route de Bar-sur-Ornain. Pendant ce temps, l'infanterie de Leval entrait tambour battant dans Saint-Dizier dont les défenseurs firent à peine résistance. Les deux bataillons russes

se mirent en retraite sur la route de Bar, où bientôt rejoints par les dragons de Treilhard, il furent sabrés et poursuivis jusqu'à cinq kilomètres au delà de Saudrupt. A la gauche, la division Lhéritier rejeta vers Perthes les Cosaques de Tettenborn et les tirailleurs ennemis. Lefebvre-Desnoëttes, qui soutenait Lhéritier, n'eut à engager qu'un peloton de mameluks, auxquels le fameux Roustan s'était joint en volontaire. « Les mamelucks, dit le rapport de Lefebvre-Desnoëttes, ont sabré à l'ordinaire. » En deux heures, la plaine fut nettoyée. L'ennemi laissa sur le champ de bataille 500 tués ou blessés, 2 000 prisonniers et 18 canons[1]. L'élan des Français avait été magnifique, égal à leur ténacité à Arcis-sur-Aube. La victoire, facile à remporter, était peu de chose, mais l'ardeur des troupes, que tant de souffrances et de fatigues n'avaient point découragées, était significative. Avec une pareille armée dans la main, Napoléon était encore redoutable.

Les plus graves inquiétudes vinrent troubler la satisfaction que cette brillante affaire donnait à l'empereur. Il avait cru combattre un corps de l'armée de Schwarzenberg, et il a combattu un corps de l'armée de Blücher. Comment Blücher, qui, il y a quelques jours, menaçait Soissons, est-il maintenant sur les confins de la Lorraine? Et comment Schwarzenberg, qui marchait vers Vitry, a-t-il soudain disparu? Où est l'armée austro-russe? Faut-il donc ajouter foi aux propos de quelques prisonniers qui disent que les Alliés s'avancent sur la route de Paris.

1. Rapport de Lefebvre-Desnoëttes. Arch. nat., AF. IV, 1670. Journal de la division Leval. Registre de Berthier (à Piré, 27 mars). Arch. de la guerre. Cf. Schels, II, 95-101. Bogdanowitsch, II, 134-135. — Les rapports étrangers avouent naturellement des pertes beaucoup moindres. Il est possible que Berthier exagère un peu en parlant de 2 000 prisonniers et de 18 canons ; cependant le Journal de Leval dit plus encore : « 3 000 prisonniers et presque toute l'artillerie ».

L'empereur doute encore et surtout veut encore douter. Pour acquérir une certitude, il pousse le corps d'Oudinot sur Bar; lui-même avec l'armée se porte sur Vitry. En reprenant l'offensive, en pressant vigoureusement les colonnes éparses qui harcèlent son arrière-garde, il saura enfin où se concentrent les masses ennemies [1].

Dans l'après-midi du 27 mars on était devant Vitry. L'empereur et les maréchaux tenaient conseil sur la possibilité d'enlever la place de vive force, lorsque de nouveaux renseignements arrivèrent de toutes parts [2]. Dépêches interceptées [3], bulletins imprimés de l'ennemi [4], rapports de paysans, récits de

1. Fain, 197-178. — Koch (II, 553) et Vaudoncourt (II, 318) prétendent que dès le 26 au soir, l'empereur savait, par les rapports des prisonniers, la marche des Alliés sur Paris. Ils blâment en conséquence le mouvement sur Vitry et sur Bar, qui devait faire perdre deux jours. Ces deux écrivains se trompent. Que dès la soirée du 26, Napoléon eût des rapports de prisonniers annonçant la marche des Alliés sur Paris, cela paraît assuré ; qu'il fût inquiet de ces nouvelles et qu'il y crût dans une certaine mesure, cela paraît probable. Mais qu'il fût certain du fait, voilà qui est plus que douteux, car ce fut précisément pour acquérir une certitude qu'il se résolut à presser l'ennemi sur Vitry et sur Bar. Fain le dit expressément, p. 197, et le registre de Berthier confirme cette assertion. Dans ses lettres du soir du 26 et de la matinée du 27, le major général ne parle nullement aux divers généraux de la marche des Alliés sur Paris. C'est seulement dans ses lettres de la nuit du 27 au 28 qu'il fait mention de nouveaux renseignements annonçant ce mouvement. Voir aussi la lettre de Napoléon, Saint-Dizier, 27 mars 8 heures du matin où l'empereur ordonne d'envoyer des reconnaissances *pour avoir des nouvelles*.

2. Fain, 197. Cf. Schels, II, 112-113. Bogdanowitsch, II, 136.

3. Barclay de Tolly au commandant général Estel à Bar-sur-Aube : « Ordre de faire suivre les parcs et magasins qui se trouvent à Chaumont par Brienne et Fère-Champenoise. Ceux qui ne sont pas encore à Chaumont rétrograderont sur Langres. L'armée sera dans la journée de demain à Fère-Champenoise. Les troupes légères du général Winzingerode formeront notre arrière-garde. » Arch. nat., AF. IV, 1568. — Cette dépêche, d'une si haute importance, n'a aucune indication de date ni de lieu. Elle fut certainement écrite le 24 dans la soirée, à Brébant ou à Sommepuis. Vraisemblablement, le Cosaque ne trouva plus le général Estel à Bar-sur-Aube ; il l'alla chercher entre Chaumont et Langres, et fut arrêté le 26, sur cette route, par les coureurs ou les paysans français. Berthier fait mention de cette dépêche de Barclay, dans une lettre à Macdonald, du 28 mars, 4 heures du matin. Registre. Arch. de la guerre.

4. A propos de ce bulletin de la victoire de Fère-Champenoise. Bourrienne, qui est cependant peu véridique, conte (IX, 377) que Napoléon le déclara d'abord faux, sous prétexte qu'il portait la date du 29 mars et qu'on était au 27. Drouot fit alors

prisonniers français évadés, tout indique, tout confirme que les Alliés marchent sur Paris. — Il s'agit bien maintenant de Vitry ! L'empereur remonte à cheval et court à Saint-Dizier. Il s'enferme, étudie les cartes, les rapports. Il hésite sur le parti à prendre. Il s'abîme dans ses pensées[1]. Depuis son entrée sur la scène du monde, jamais les événements n'ont placé Napoléon dans une si redoutable alternative. Le sceptre et l'épée tremblent dans sa main; il les tient encore, mais le moindre faux mouvement les fera lui échapper.

Faut-il donc revenir à marches forcées vers Paris ? Mais arrivera-t-on à temps ? Les Alliés ont une avance de trois jours sur l'armée impériale. Ne les trouvera-t-on pas déjà maîtres de la capitale de la France? Les quelques troupes des dépôts et les gardes nationales qui en forment la garnison auront-elles pu résister soixante heures ? Faut-il, au contraire, ne pas plus s'inquiéter de Paris que le czar ne s'est inquiété de Moscou, et persister dans le mouvement commencé? De l'Yonne à la Marne, de la Seine à la Meurthe, les Alliés ont abandonné tout le terrain. Pendant quinze jours on manœuvrera librement. On peut rallier les garnisons des places, proclamer la levée en masse en Lorraine, en Alsace, en Champagne, en Bourgogne, détruire les colonnes en retraite, saisir les convois, reprendre les villes occupées : Châlons, Vitry, Dijon, Vesoul, Langres, Nancy. Déjà Troyes, Bar-sur-Aube, Bar-sur-Ormain, Chaumont sont au pouvoir de nos troupes, reçues par-

remarquer que le 9 devait être un 6 renversé. Ce bulletin, imprimé à Vitry, existe aux Arch. nat. (AF. IV, 1 568), et il porte, en effet, par suite d'un chiffre retourné, la date du 29 mars.

1. Fain. 198, 203. Berthier à Oudinot, Saint-Dizier, 27 mars, 11 heures du soir. Arch. de la guerre.

tout au cri de : Vive l'empereur[1] ! Le général Durutte est sorti de Metz avec 4 000 hommes, il a forcé le blocus de Thionville, emmené la moitié de la garnison, repoussé le corps du prince électeur de Hesse ; il s'avance le long de la Moselle[2]. Le général Broussier est au moment de quitter Strasbourg à la tête de 4 000 fantassins et de 1 000 cavaliers. Les garnisons de Schlestadt, de Neuf-Brisach, de Phalsbourg sont averties et se préparent à rallier Broussier dès son entrée en campagne[3]. Le général Duvigneau marche sur Châlons avec 2 000 hommes de la garnison de Verdun[4]. Devant Longwy, Montmédy, Luxembourg, Sarrelouis, Landau, il n'y a que des cordons de troupes ennemies qui se rompront à la première alerte[5]. Souham est à Nogent avec sa division. A Auxerre, 2 000 hommes résolus sont concentrés sous les ordres d'Allix « qui vaut une armée[6] ».

A côté des soldats, il y a les paysans. Le mouvement patriotique qui, au mois de février, a remué la Champagne, la Brie, la Bourgogne, gagne la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté. Surprises par l'invasion, que les populations rurales ne pouvaient prévoir (elles croyaient Napoléon invincible, et les bulletins mensongers de 1813 les avaient maintenues dans leur foi), les provinces frontières n'ont d'abord opposé aucune résistance. Mais le poids odieux de

1. Oudinot à Berthier, Bar-sur-Ornain, 27 mars. Piré à Berthier, Chaumont, 26 mars. Henrion à Drouot, Bar-sur-Aube. 26 mars. Arch. de la guerre et Arch. nat. AF. IV, 1 670.

2. Dépêches de Durutte, 25, 28 mars et 3 avril. Arch. de la guerre.

3. Correspondance de Broussier et de Rœderer, 27, 28, 29, 30 mars. Arch. nat., AF. IV. 1 670.

4. Duvigneau à général commandant à Châlons, 17 mars. Arch. de la guerre. Rapport de Drouet (vers le 25 mars). Arch. nat., AF. IV, 1670.

5. Rapport de Drouet. Arch. nat., AF. IV. 1670.

6. Souham à Clarke, Nogent, 26 mars Allix à Clarke, Auxerre, 26 mars. Arch. de la guerre.

l'occupation étrangère, les réquisitions, le pillage, l'incendie, le viol et le massacre n'ont pas tardé à exaspérer villes et campagnes. A l'abattement a succédé la colère, à la soumission la révolte. Un grand cri de vengeance retentit de l'Yonne aux Vosges. Partout les paysans sont prêts à seconder l'armée. Où la prise d'armes n'est pas faite, elle est imminente. « Dans l'état d'exaspération où est le peuple, écrit Napoléon, on ferait marcher jusqu'aux femmes »[1]. Les Ardennes sont en pleine insurrection[2]. Dans l'Argonne, dont 750 partisans, tous déterminés et bons tireurs, occupent les défilés, 6 000 paysans ont répondu à l'appel du tocsin[3]. Dix-huit compagnies de gardes nationales, organisées militairement par le colonel Viriot, battent l'estrade dans la Meurthe et dans la Meuse. « Quinze mille montagnards, écrit cet officier, se lèveront quand nous paraîtrons. Mon mot de ralliement est Patrie et Napoléon, tous deux chers à mon cœur. Je verserai la dernière goutte de mon sang pour le grand Napoléon[4]. » Dans le Loiret, dans l'Yonne, en Saône-et-Loire, les levées en masses s'organisent. Dans l'Oise, dans la Somme, sur les confins de l'Aisne et du Pas-de-Calais, dans le Puy-de Dôme, la Loire, le Rhône, l'Ain, l'Isère, jusque dans la Gironde et le Gers, ce sont aussi des prises d'armes[5]. Les paysans des Landes massacrent les

1. Napoléon à Clarke, Saint-Dizier, 23 mars. Arch. nat., AF. IV, 906. (Lettre non citée dans la *Correspondance*).

2. Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères, Russie, 5.

3. Rapport de Drouet, 25 mars. Arch. nat., AF. IV, 1670.

4. Colonel Viriot à commandant de Châlons. 17 mars. Arch. de la guerre.

5. Procès-verbal du major commandant Montargis. 21 mars. Allix à Clarke. Auxerre, 24 et 25 mars. Rovigo à Montalivet, 25 mars. Avice à Hullin, Beauvais, 25 mars. Merlin à d'Aigremont, Montdidier. 25 mars. Préfet du Puy-de-Dôme à Clarke, 26 mars. Montholon à Clarke, 26 mars. Clarke à Hullin, 28 mars. Saint Vallier à Clarke, 15, 19, 21 mars, etc., etc. Arch. de la guerre. Cf. Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères. — Le directeur d'une usine écrit à Clarke le

détachements anglais et brûlent les maisons des royalistes, le peuple de Bordeaux prépare une contre-révolution [1]. A Nancy où est le grand dépôt d'approvisionnement de l'armée de Silésie, à Langres où sont les principaux magasins de l'armée de Bohême, les habitants n'attendent que la venue d'un escadron français « pour assommer la garnison [2] », et déjà les gouverneurs de ces deux places prennent en tremblant leurs dispositions de retraite [3]. De Toul à Chaumont, de Saint-Mihiel à Bar-sur-Aube, des bandes de paysans armés de fusils de chasse, de fourches, de faux, de bâtons, parcourent toutes les routes, tous les chemins. En trois jours, du 25 au 28 mars, ils amènent aux quartiers généraux un millier de prisonniers, des prolonges de munitions, des bestiaux, des canons [4]. A vingt-quatre heures de date et de deux endroits différents, le maréchal Oudinot et le général Piré adressent ces lettres à Berthier : «... Il est incompréhensible, écrit Oudinot, qu'on ne profite pas de l'élan des paysans de la Lorraine et du Barrois. Il ne faut point laisser refroidir la chaleur de ce peuple qui ne respire que vengeance [5]. » « Je suis assailli, dit Piré, par des

24 mars : « 1 500 à 2 000 paysans s'étaient réunis à Clermont (Oise) pour marcher à l'ennemi qui était à trois lieues. On les a renvoyés. Partout on demande des munitions. Le moment n'est donc pas encore venu où on sonnera le tocsin dans toute la France et où 30 millions de Français écraseront 200 000 barbares!

1. Général Napier, *Hist. de la Guerre de la Péninsule*, XIII, 123-124. Cf. *Lettres de Lynch*, 30-36, 39.

2. Defrance à Berthier, Saint-Dizier, 24 mars. Piré à Berthier, Chaumont, 26 et 27 mars. Arch. de la guerre.

3. Piré à Berthier, Chaumont, 23 mars. Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères, Russie, 25. — La garnison de Nancy se préparait à se retirer sur Deux-Ponts, celle de Langres sur Vesoul.

4. Maire de Joinville à Berthier, 24 mars. Commandant de Bar-sur Aube à Berthier, 26 et 28 mars. Piré à Berthier, Chaumont, 26 mars. Arch. de la guerre. Proteau à Berthier, Vassy, 26 mars. Henrion a Berthier, 26 et 28 mars. Arch. nat., AF. IV, 1670. Cf. Vitrolles, *Mémoires*. 255-258.

5. Oudinot à Berthier. Saint-Dizier, 28 mars. Arch. de la guerre.

paysans qui me demandent des armes et de la poudre pour marcher à l'ennemi. Le sang français se fait sentir dans toutes les veines et je crois le moment arrivé où l'empereur peut se servir de la nation et n'employer l'armée que pour lui servir de guide et d'auxiliaire. Rien ne serait si facile que d'établir dans trois jours l'insurrection dans tout le Bassigny. Le feu se communiquerait rapidement à la Lorraine, à l'Alsace, à la Franche-Comté, à la Bourgogne. Toutes les têtes sont montées. On a vu passer des colonnes immenses de voitures emmenant le résultat des pillages. Les paysans veulent reprendre leurs bestiaux, leurs effets ; ils veulent se venger des coups qu'ils ont reçus, des outrages faits à leurs femmes et à leurs filles... Je propose à l'empereur de faire sonner le tocsin à une heure et à un jour fixés dans toutes les communes de la Haute-Marne. Nous marcherons sur Langres et sur Vesoul. Les paysans savent qu'ils trouveront là beaucoup de butin et peu de résistance. Le mouvement une fois donné se communiquera à tous les cantons pillés par les Cosaques... Nous avons peu d'armes, mais nous en prendrons à l'ennemi. Tout ce que je demande, ce sont des ordres et des cartouches[1]. »

Ainsi, tout était prêt pour cette « Vendée impé-

1. Piré à Berthier, Chaumont, 27 mars, Arch. de la guerre. — Dans cette lettre, Piré demande des commissions en blanc pour les officiers retraités qui commanderaient les levées en masse. C'était aussi l'avis de Rovigo et de Clarke. Le duc de Feltre écrivait le 26 à l'empereur : « Je ne pourrai pas encadrer les levées en masse dans les cadres de la ligne. Il faut pour les commander d'anciens militaires du pays. On obtiendra des résultats beaucoup plus considérables des bonnes dispositions que montre presque partout la population en ne la contrariant pas dans la direction qu'elle veut suivre. » Arch. de la guerre.

Dans une autre lettre du 28, Piré répète sa proposition et demande une proclamation de l'empereur « qui ferait un bien grand effet ». Cf. aussi sur les dispositions belliqueuses des campagnes la lettre du général Defrance, Saint-Dizier, 24 mars; le *Journal* de Fabvier, p. 7, le *Journal du 5e corps de cavalerie*, 69, 73, etc.

riale » — à mieux dire pour cette Vendée nationale — qui était la suprême terreur des Alliés[1].

Depuis le début de la campagne, deux idées opposées prédominaient tour à tour, selon l'heure et la circonstance, dans l'esprit de l'empereur : défendre ou abandonner Paris. Il avait dit : « Si l'ennemi arrive sous Paris, il n'y a plus d'empire. » Il avait écrit : « Jamais Paris ne sera occupé de mon vivant. » Il avait écrit encore : « Il ne faut point abandonner Paris, il faut s'ensevelir plutôt sous ses ruines[2]. » Mais il avait aussi, à plusieurs reprises, donné des ordres précis pour le départ de l'impératrice et du gouvernement[3] ; et quand, le 21 mars, il avait continué sa marche vers la Marne, il savait que ce mouvement qui pouvait sauver Paris risquait aussi de le livrer. Enfin, selon un témoin véridique, Napoléon n'avait pas cessé « de prévoir cette éventualité et il s'était familiarisé avec les résolutions qu'elle comporterait[4]. »

Il semble, en effet, que le capitaine l'emportait décidément sur le souverain. Napoléon, du moins depuis le 15 mars, s'était résigné à sacrifier Paris. Il conservait cependant l'espoir de n'avoir point à faire un si dangereux sacrifice. L'heure en avait inopinément sonné, et il se reprenait à hésiter. Tout porte à croire cependant que si Napoléon n'eût pris alors conseil que de lui-même, il eût persisté dans sa résolution. Mais il y a son entourage ! il y a son état-major dont le mécontentement et le découragement, qui

1. Relation de Diebitsch, 25 mars. Arch. de la guerre. Journal de Langeron. Arch, des affaires étrangères, Russie, 25.

2. Mollien, *Mémoires*, IV. *Correspondance de Napoléon*, 21 080, 21 210.

3. *Correspondance de Napoléon*, 21 210, 21 497. *Correspondance du roi Joseph*. X, 44, 45, 47, 77.

4. Fain, 203.

se sont déjà manifestés à la nouvelle de la rupture du congrès, vont s'accroître à l'annonce de ce parti désespéré. Il y a les ducs de Vicence et de Bassano qui jugent la question au point de vue politique. Il y a Berthier, il y a Ney, il y a Lefebvre, il y a vingt généraux qui ont leur famille, leur hôtel dans Paris menacé, qui sont las de combattre et qui comprennent que manœuvrer en Lorraine c'est éterniser la guerre. L'empereur cède [1]. A onze heures du soir, le major-général expédie les ordres. Il est décidé que les troupes se mettront en marche le lendemain vers Paris par Bar-sur-Aube, Troyes et Fontainebleau [2]. Cette route, un peu plus longue que celle de Sézanne, donne aux troupes le double avantage de n'avoir pas à forcer le passage de la Marne à Meaux et de cheminer constamment le flanc droit couvert par la Seine.

Le mouvement commença dans la matinée du 28 mars. A dix heures, l'empereur prêt à quitter Saint-Dizier se mettait à table, lorsque des paysans de Saint-Thiébaut amenèrent sur des charrettes, au quartier impérial, des prisonniers d'importance qu'ils avaient faits sur la route de Nancy à Langres. Il y avait parmi ces prisonniers le comte de Weissenberg, ambassadeur d'Autriche à Londres. Le baron de Vitrolles voyageait avec lui, mais bien que très glorieux d'avoir été reçu à Châtillon par le comte de Stadion, à Troyes par le czar et le prince de Metternich, et à Nancy par

1. Fain, 203. Cf. Koch (II, 554-555), contemporain des événements et dont le récit supplée aux discrètes réticences du secrétaire de l'empereur.

Oudinot qui était à Bar-sur-Ornain, Macdonald qui était à Perthes ne furent point consultés. D'après la lettre précitée du duc de Reggio, il semble qu'il eût conseillé de rester en Lorraine. Quant au duc de Tarente, sa lettre du 30 mars (Arch. de la guerre) témoigne pour lui. Il déclare à Berthier qu'il est trop tard pour sauver Paris et qu'il faut ou se concentrer à Sens ou tenir la campagne en Alsace et en Lorraine.

2. Registre de Berthier (ordres et lettres du 27 mars, 11 heures du soir). Arch. de la guerre.

le comte d'Artois, il s'était abstenu de décliner ses noms et qualités. Il avait de l'esprit, il comprenait que la mission de traître et d'espion qu'il venait de remplir ne serait point trop payée par douze balles dans le corps. Ce personnage endossa la livrée d'un domestique de l'ambassadeur autrichien et parvint à s'évader [1].

L'empereur vit peut-être l'action de sa destinée dans la capture de Weissenberg. Il fit déjeuner l'ambassadeur avec lui, et à la suite d'un assez long entretien, il le chargea d'une mission confidentielle pour l'empereur d'Autriche; il s'engageait de nouveau, sans doute, à accéder aux conditions des Alliés [2]. Le duc de Vicence remit à Weissenberg, qui partit dans une voiture donnée par l'empereur, une lettre pour le prince de Metternich [3]. Cette lettre et ces paroles, comme d'ailleurs la lettre de Caulaincourt, du 25 mars, devaient rester sans réponse. Metternich, qui conspirait depuis Prague la chute de Napoléon, avait désormais tout à fait levé le masque.

Entre cinq et six heures du soir, l'empereur arriva à Doulevent [4] où il fut rejoint par un émissaire de Lavallette, son ancien aide de camp d'Égypte, alors directeur général des Postes. Cet homme était porteur

1. Fain, 205. Vitrolles, *Mémoires*. I, 256, 266. — Piré, dans sa lettre du 26 mars (Chaumont), disait qu'il envoyait un peloton de chasseurs à la poursuite de personnages de considération. Les paysans avaient devancé nos cavaliers et, informés que des relais avaient été commandés sur cette route pour le comte d'Artois, ils avaient cru prendre le prince et avaient voulu amener eux-mêmes à l'empereur cette précieuse capture.

2. Cf. Caulaincourt à Metternich, 25 et 28 mars, et à Hauterive, 28 mars. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 668 et 670.

3. Fain, 206. Caulaincourt à Metternich, 28 mars, et à Hauterive, 28 mars. Arch. des affaires étrangères, 668 et 670. — La lettre de Caulaincourt à Metternich est datée : *Doulevent*, 28 mars. Il semble donc que Weissenberg fit route, de Saint-Dizier à Doulevent, avec l'état-major impérial.

4. Registre de Berthier (ordres de Courcelles — 6 kilomètres en deçà de Doulevent — 28 mars, 4 heures et demie du soir.) Arch. de la guerre.

d'un billet chiffré. La dépêche — le seul écrit que l'on eût reçu de Paris, depuis six longs jours[1] — dévoilait les menées « des partisans de l'étranger » et finissait par ces mots : « La présence de l'empereur est nécessaire, s'il veut empêcher que sa capitale soit livrée à l'ennemi. Il n'y a pas un moment à perdre[2]. » Il n'y avait pas un moment à perdre. Napoléon le pensait autant que Lavallette ; mais force lui était de continuer à marcher militairement, car peut-être des partis ennemis se trouvaient-ils encore entre la Seine et l'Aube. L'empereur des Français ne pouvait pas risquer de se faire enlever par les Cosaques ! Il dut donc passer la nuit à Doulevent. Le lendemain, l'empereur se mit en marche de bon matin avec la garde[3]. A la grand halte, au pont de Dollencourt, on rencontra toute une troupe de courriers. Les communications étant coupées, plusieurs de ces courriers avaient été contraints de s'arrêter trois jours à Nogent et à Montereau. Ils apportaient une liasse de lettres du roi Joseph, du ministre de la guerre, de Montalivet. Il y a des projets, des nouvelles des départements, des demandes d'argent ; il y a des rapports sur la bataille de Limonest, sur l'occupation de Lyon, sur les combats de Fère-Champenoise, sur l'évacuation de Sézanne et de Coulommiers[4]. Mais tout cela, c'est dejà de l'histoire ancienne. C'est sur

1. Fain dit : « depuis dix jours » ; cela semble une exagération. Les communications entre l'armée et Paris furent libres jusqu'au 22 mars par Sézanne et Sommepuis. La dernière lettre de l'empereur reçue par Clarke est du 22 (Clarke à Napoléon, 25 mars. Arch. de la guerre). Donc, réciproquement, les dépêches de Paris durent parvenir à l'empereur jusqu'au 22 mars, peut-être même jusqu'au 23. Les communications redevinrent libres par Nogent, Troyes et Bar à dater du 25. Mais les courriers ne sachant pas que cette contrée fût évacuée par l'ennemi attendirent à Montereau et à Nogent jusqu'au 27 et au 28 mars.

2. Fain, 207. Cf. Lavallette, *Mémoires*, II, 90.

3. Registre de Berthier (ordres du 29 mars, 3 heures du matin).

4. Joseph à Napoléon, 22, 25 mars 26 et 27 mars (*Correspondance*, X, 20, à 212). Clarke à Napoléon, 23, 24, 25, 26 mars. Arch. de la guerre.

les lettres datées de la veille que l'empereur jette avidement les yeux.

Il apprend que Meaux est au pouvoir de l'ennemi, que l'on combat à Claye, que Marmont et Mortier se dirigent sur Paris [1]. Il y a de moins en moins de temps à perdre. Le général Dejean, aide de camp de l'empereur, quelques heures plus tard le général de Girardin, aide de camp du major-général, partent à franc étrier pour aller annoncer au roi Joseph le retour rapide de Napoléon [2]. On presse la marche des troupes, on double l'étape. Dans la nuit on atteint Troyes. La garde a fait quinze lieues depuis le lever du soleil. L'armée rallie aussi vite qu'elle peut. Ney s'arrête à Dollencourt, Macdonald à Nully; Oudinot qui fait l'arrière-garde bivouaque près de Doulevent [3].

A Troyes, l'empereur prend à peine le temps de dormir. Le matin du 30 mars, il remet à Berthier le commandement de l'armée et lui donne ses instructions pour la conduire à Fontainebleau. Vers huit heures et demie, Napoléon part à cheval, escorté seulement par les escadrons de service [4]. Il compte

1. Mortier reçut à Nangis le 28 mars une lettre désespérée de Clarke, datée du même jour, 10 heures du matin, annonçant la prise de Meaux et la marche des Alliés sur Claye « où il n'ose espérer qu'on tienne ». Le duc de Trévise fit faire douze copies de cette lettre et les envoya par douze cavaliers à l'empereur (Arch. nat., AF. IV, 1670). Napoléon reçut au moins une de ces copies au pont de Dollencourt. Cf. Registre de Berthier (à Macdonald, pont de Dollencourt, 29 mars, 3 heures après-midi). Berthier exagère quelque peu en disant : « Les ducs de Raguse et de Trévise qui n'ont pas souffert (*sic*) et ce qu'on a pu ramasser à Paris sont en bataille avec une nombreuse artillerie sur les hauteurs de Claye. L'opinion de la ville est bonne. »

2. Fain, 208; Relation de Gourgaud dans *Bourrienne et ses erreurs*, II, 327.

3. Fain, 208. Registre de Berthier (ordres et lettres du 29 et du 30 mars). Macdonald à Berthier, Nully, 30 mars, 4 heures du matin. Ordres de Gressot Saint-Dizier, 29 mars, 8 heures du matin. Ney à Berthier, Troyes, 30 mars, 4 heures et demie après-midi. Arch. de la guerre. — Dans sa lettre, Macdonald se plaint de cette marche forcée : « Les villages sur nos flancs et sur nos derrières sont remplis de traînards. Si nous ne marchons pas avec un peu d'ordre nous formerons une longue queue et l'apparition de quelques Cosaques suffira pour notre dissolution. »

4. Fain, 208. Relation de Gourgaud, 328. Registre de Berthier (ordres et lettres du 30 mars 6 heures un quart du matin, 8 heures et demie, 9 heures, 10 heures).

coucher à Villeneuve-sur-Vanne[1]. Mais l'impatience le dévore. Il se reposera plus tard. En poste, si l'on brûle le pavé, on peut être à Paris dans la nuit même. L'empereur abandonne son escorte et se jette avec Caulaincourt dans un cabriolet d'osier. Drouot, Flahaut et un autre aide de camp montent dans une deuxième carriole; dans une troisième prennent place l'officier d'ordonnance Gourgaud et le maréchal Lefebvre, qui doit organiser la défense des faubourgs avec la population ouvrière. Les chevaux courent à toute vitesse sur la route de Paris[2].

— Tous les historiens font partir Berthier avec Napoléon. C'est une erreur que refutent le récit de Gourgaud, et, implicitement, les ordres mêmes de Berthier.

1. Registre de Berthier (à Macdonald, à Ney, à Oudinot, Troyes, 30 mars-10 heures du matin : « L'empereur couche ce soir à Villeneuve-sur-Vanne, se dirigeant sur Fontainebleau. Suivez l'empereur le plus près possible. »

2. Fain, 208. Relation de Gourgaud dans *Bourrienne et ses erreurs*, II, 328. — Pendant la route, le vieux duc de Dantzig, enthousiaste de la mission que venait de lui confier l'empereur et dont il se sentait tout rajeuni, rappela à Gourgaud qu'il était resté très populaire dans le peuple de Paris comme ancien sergent aux gardes françaises.

LIVRE SEPTIÈME

I

LA RÉGENCE ET LA DÉFENSE DE PARIS

Depuis le départ de Napoléon pour l'armée, le gouvernement appartenait nominalement à l'impératrice, investie de la régence par lettres patentes du 23 janvier, effectivement au roi Joseph, nommé lieutenant-général de l'empereur, à l'archi-chancelier, conseil de Marie-Louise, et aux ministres de l'Intérieur, de la Guerre et de la Police. A la vérité, si occupé, si absorbé qu'il fût par ses pressants devoirs de général en chef, l'empereur laissait rarement passer un jour sans écrire à Joseph, à Clarke, à Montalivet, à Rovigo sur toutes sortes de questions militaires, administratives et politiques[1]. Mais loin de Paris, imparfaitement renseigné par des rapports quelquefois trop optimistes, plus souvent trop alarmants, il ne pouvait donner que des avis, des conseils, des instructions et non des ordres précis et formels, Il en résultait que sauf pour ce qui regardait les renforts et les munitions à envoyer à l'armée impériale, les messages à faire passer aux commandants des

1. *Correspondance de Napoléon*, XXVII, *passim.*

autres armées et aux gouverneurs des places fortes, Napoléon était mal obéi, à peine écouté. On discutait, on différait, on éludait ses ordres. « Je ne suis plus obéi, écrivait l'empereur, le 26 février, à Montalivet. Vous avez tous plus d'esprit que moi, et sans cesse on m'oppose de la résistance en m'objectant des *mais*, des *si*, des *car* [1]... » De fait, beaucoup des mesures prescrites par Napoléon présentaient de grandes difficultés. Mais ces difficultés, les ministres ne tentaient rien pour les aplanir ou y parer ; ils estimaient plus commode de les signaler au quartier impérial. Si Joseph et les ministres repoussaient comme impossibles à exécuter la plupart des projets de l'empereur, au moins auraient-ils dû en concevoir de plus praticables, eux qui présents à Paris connaissaient l'opinion, les besoins, les ressources de la capitale. C'était ce que voulait l'empereur. Il écrivait : « Vous me faites des rapports ! Ce n'est pas ainsi qu'il faut agir, c'était bon quand j'étais à Paris. » Il écrivait : « ... On dirait que vous dormez à Paris. » Il écrivait : « Ne me parlez que des choses indispensables. Faites prendre tous les décrets par la régence [2]. » Malheureusement, Napoléon, en imposant ses idées à ses conseils et en asservissant toutes les volontés à la sienne, avait détruit l'esprit d'initiative. Selon le mot de Talleyrand, il avait trop gouverné. Dans les années de gloire, on se reposait sur le génie ou sur la fortune de l'empereur, et l'on exécutait aveuglément ses ordres. Les revers avaient affaibli la confiance. On n'obéissait plus, et comme on était déshabitué de penser et d'agir par soi-même, on ne savait que ne rien faire.

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 375.

2. Correspondance de Napoléon, 21 336, 21 415, et lettre à Clarke, Saint Dizier, 23 mars. Arch. nat., AF. IV, 906. (Non citée dans la *Correspondance*.)

Marie-Louise, qui était une femme et qui avait vingt-trois ans ; Cambacérès, grand juriste et politique sagace, mais philosophe toujours préparé à accepter le fait accompli ; Joseph, esprit faible et sans ressort, dévoué à son frère seulement en raison de la communauté de leurs intérêts, et n'ayant d'espoir que dans la paix ; Montalivet, administrateur habile et intègre, mais esprit modéré, ennemi de toute mesure extra-légale ; Rovigo, sans clairvoyance et sans énergie ; Clarke, enfin, commis scrupuleux, scribe infatigable, sorte de Berthier inférieur, plus apte à transcrire des ordres qu'à en donner, ces divers personnages ne pouvaient constituer le comité de Salut public que les circonstances imposaient. Au reste, organiser la défense de Paris était une tâche presque impossible, qui consistait à faire tout avec rien. A une pareille mission, le zèle, l'intelligence, l'activité n'eussent pas suffi. Il fallait la foi et le génie.

Paris où depuis la fin de décembre 1813 refluaient toutes les recrues, tous les cadres, toutes les armes, toutes les munitions, tous les approvisionnements[1], avait l'aspect d'une ville de guerre : partout des uniformes ; sans cesse des défilés, des exercices, des revues ; les rues pleines de soldats, l'air rempli de batteries de tambours, d'appels de trompettes et du grondement continu des canons roulant sur le pavé. Malgré ce tumulte, Paris était moins une place forte qu'un immense dépôt de troupes se vidant à mesure qu'il se remplissait. Chaque jour, de nombreux détachements arrivaient du nord, de l'ouest et du centre de la France ; chaque jour partaient

1. *Correspondance de Napoléon*, XXVII, 21 056, 21 068, 21 084, et *passim*. Correspondance de Clarke, de décembre 1813 à mars 1814. Arch. de la guerre. *Correspondance de Joseph*, X, *passim*.

des colonnes pour rejoindre l'armée[1]. Tous les après-midi, la foule s'installait sur les chaises des grands boulevards, dans l'attente de ces défilés quotidiens. C'était un tel mouvement de troupes, que les beaux esprits disaient qu'on faisait continuellement passer et repasser les mêmes soldats, comme des figurants de théâtre, afin de donner confiance aux Parisiens[2].

Il aurait mieux valu pour la sécurité de Paris que les mêmes troupes eussent passé et repassé, sortant par la barrière de Fontarabie et rentrant par la barrière du Roule, car dans ce renouvellement continu, ce qui partait était bon ou passable, et ce qui restait ne valait rien. A peine les conscrits étaient-ils armés et habillés, à peine savaient-ils charger leur fusil et faire par le flanc, que selon les ordres pressants de l'empereur, qui ne cessait de demander des renforts, on les dirigeait sur l'armée[3]. Ces départs journaliers des hommes à peu près en état de marcher et de combattre expliquent comment les situations du général Hullin, commandant la 1re division militaire, portent un si grand nombre d'indisponibles.

1. Voici sur le mouvement des troupes quelques chiffres pris dans les rapports journaliers du général Hullin. Arch. nat., AF. IV, 1 534.

	ARRIVÉS A PARIS	PARTIS DE PARIS
Le 20 janvier.	475 hommes	1 434 hommes.
Le 24 —	1 450 —	3 450 —
Le 31 —	1 640 —	350 —
Le 3 février	1 600 —	4 450 —
Le 7 —	2 400 —	3 600 —
Le 11 —	2 620 —	1 458 —
Le 16 —	2 500 —	1 350 —
Le 23 —	600 —	2 250 —
Le 28 —	1 790 —	2 650 —
Le 4 mars	1 040 —	2 300 —
Le 9 —	880 —	3 350 —
Le 11 —	868 —	460 —

2. Rodriguez, *Relation de ce qui s'est passé à Paris*, 8. Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, I, 145 et *passim*.

3. *Correspondance de Napoléon*, XXVII, *passim*. *Correspondance de Joseph*, X, *passim*. Clarke à Hullin et à Préval, février et mars. Arch. de la guerre.

En moyenne, il y avait dans l'infanterie de ligne un homme disponible sur trois[1]. Dans les dépôts de la jeune garde, la proportion des hommes prêts à marcher était plus faible encore. La situation du 6 mars accuse 7 861 indisponibles sur un effectif de 10 721 hommes[2]. Au grand dépôt de remonte de Versailles c'était pis, car là il fallait compter non seulement avec les maladies, l'instruction, l'armement et l'habillement, mais aussi avec le harnachement et les chevaux. Le 10 mars, l'effectif était de 18 577 officiers et soldats, dont il y avait à défalquer en malades et en hommes non armés et non instruits 11 458 hommes. Mais, pour monter les 7 119 disponibles, on avait seulement 3 615 chevaux[3]. Il n'y avait donc en fait que 3 615 hommes disponibles sur 18 577 portés à l'effectif, c'est-à-dire un sur six.

1. Situations journalières de Hullin. Arch. nat., AF. IV, I 534.

	EFFECTIFS	DISPONIBLES
Le 1er janvier.	11 722 hommes.	4 804 hommes.
Le 8 —	12 988 —	7 780 —
Le 23 —	7 758 —	2 234 —
Le 2 février	8 243 —	2 134 —
Le 9 —	10 570 —	3 678 —
Le 11 —	12 759 —	4 627 —
Le 14 —	14 991 —	5 521 —
Le 22 —	16 063 —	7 960 —
Le 23 —	16 832 —	8 170 —
Le 26 —	15 495 —	4 688 —
Le 1er mars	17 751 —	6 408 —
Le 5 —	20 714 —	5 648
Le 9 —	22 135 —	3 490 —
Le 12 —	20 543 —	4 246 —
Le 14 —	19 969 —	3 899 —

Nous ne donnons les chiffres que pour l'infanterie. Dans les troupes de cavalerie et d'artillerie qui, non compris les cavaliers du grand dépôt de Versailles, se montaient jusque vers le milieu de mars, à 8 000 hommes environ pour toute la 1re division militaire, Paris, Versailles, Soissons, Compiègne, Beauvais, Orléans, etc., la proportion des disponibles était de 2 sur 3.

2. Situation des dépôts de la garde au 6 mars. Arch. nat., AF. IV, 1670.

3. Situation du grand dépôt de cavalerie de Versailles, au 10 mars. Arch, nat., AF. IV, 1667.

Bien que compris dans le commandement de la 1re division militaire, les dépôts ne faisaient partie de la garnison de Paris qu'accessoirement et éventuellement. Les hommes en état de combattre étant sans cesse dirigés sur les armées, on risquait que le jour d'une attaque il ne restât dans les dépôts que des indisponibles. Paris ne pouvait guère compter pour sa défense que sur les 1 200 fantassins et cavaliers de la vieille garde, commis spécialement par l'empereur à la garde de l'impératrice et du roi de Rome [1], sur les 800 gendarmes à cheval de la Ville, les compagnies de vétérans, les Invalides, les sapeurs pompiers, enfin sur sa garde nationale.

La garde nationale de Paris eût constitué une force réelle si on l'eût organisée plus tôt et si le recrutement en eût été moins exclusif. Cette garde ne fut appelée à l'activité que par décret du 8 janvier, la dernière de toutes celles de la France [2]. Un tel retard dénonce les préventions que l'empereur et surtout ses ministres avaient contre la milice parisienne, les défiances et les craintes qu'elle inspirait à ceux qui avaient vu le 20 juin, le 10 août et le 13 vendémiaire. Néanmoins, dans l'idée primitive de l'empereur, la garde nationale de Paris devait se recruter, comme celle des provinces, comme l'armée elle-même, dans toutes les classes de la population, sans distinction de pauvres et de censitaires [3]. Il disait, prétend-on : « Dans la position où je suis, il n'y a pour moi de noblesse que dans la canaille et de canaille que dans la noblesse que j'ai faite [4]. » — Paroles prophétiques,

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 134. Meneval, II, 57.

2. *Moniteur* du 9 janvier.

3. Rovigo, VI, 293, 396. Cf. Pseudo-Bourrienne, IX, 311-313, et *Corresp. de Napoléon*. 21 460.

4. Pseudo-Bourrienne, IX, 310.

si l'on songe à la conduite qu'allaient tenir envers lui beaucoup des membres de cette jeune noblesse! — Mais l'empereur hésita à prendre sur lui d'armer le peuple des révolutions. Il réunit en conseil privé les princes de sa famille, les trois dignitaires, les ministres, les présidents du sénat et du conseil d'État, l'inspecteur général de la gendarmerie, et leur soumit la question. La réponse ne pouvait pas être douteuse. On rappela le rôle de la garde nationale pendant la période révolutionnaire. L'empereur se laissa convaincre. Il fut arrêté que la milice ne se recruterait que parmi les hommes dont la situation présenterait toutes les garanties d'ordre et « qui seraient disposés à la fois à défendre les murailles et à faire respecter leur domicile[1] ».

Cette mesure, malheureuse comme toutes celles qui sont dictées par la peur, avait un double inconvénient : d'une part, la garde nationale allait être composée des gens les moins capables de faire le métier de soldat et en même temps les plus hostiles au gouvernement : propriétaires et boutiquiers ruinés par la guerre[2]; d'autre part, le recrutement étant limité à la classe la moins nombreuse de la population, la milice allait se trouver réduite au tiers de ce qu'elle

1. Rovigo VI, 393-396. Cf. Rapport de police, 22 janvier et lettre de Pasquier à Montalivet, 16 mars, Arch. nat., F. 7, 6 603 et F. 9, 753. *Correspondance de Napoléon*, 21 375 : « La France serait tout entière sous les armes sans la pusillanimité des ministres. » 21 356 : « ... Si j'avais écouté mes ministres, je n'aurais pas formé de garde nationale et je me serais défié de Paris. » — C'est vraisemblablement pour maintenir à la garde nationale un recrutement homogène et afin qu'aucune brebis galeuse ne puisse se glisser dans le troupeau, que le décret du 8 janvier porte : « Nul ne pourra se faire remplacer dans le service de la garde nationale si ce n'est le père par le fils, le beau-père par le gendre, l'oncle par le neveu, le frère par son frère. » Cette exception est spéciale à Paris; dans toutes les autres villes de l'Empire, on pouvait se faire remplacer par qui on voulait, ou, à mieux dire, par qui voulait.

2. « La classe marchande qui va en partie composer la garde nationale est celle où il y a le plus de mécontents. » Rapport de police, 22 janvier, Arch. nat., F. 7, 6 603. Cf. Rovigo, VI, 294; et lettre de Pasquier à Montalivet, 16 mars. Arch. nat., F. 9, 753.

aurait pu être. En un pareil moment, c'était une faute capitale que de dédaigner quarante mille bras d'ouvriers dont beaucoup avaient porté le fusil [1]. D'après les calculs, la garde nationale censitaire, formée à douze légions, devait donner un effectif minimum de 24 000 baïonnettes. Déjà ce n'était point assez pour défendre Paris, mais il s'en fallut de la moitié que ce chiffre fût atteint. Le 11 février, la garde nationale comptait 6 000 hommes, le 27 février 8 000 et le 16 mars 11 500 dont 3 000 armés de piques [2]. D'ailleurs, si multipliées qu'eussent été les demandes d'exemption, si ingénieux les moyens employés par les mécontents du faubourg Saint-Germain pour se dérober « au ridicule de monter la garde [3] », ce n'étaient pas tant les hommes qui manquaient que les armes et les effets d'habillement qui faisaient défaut [4]. Les gardes des compagnies d'élite, chasseurs et grenadiers, étaient tenus de s'armer et de s'habiller à leurs frais. Ils se présentèrent avec des fusils de chasse, des carabines et des mousquetons de divers calibres. C'était un petit noyau de combattants [5]. Mais

1. Rovigo, VI, 294. — Comme on le verra plus loin, les fusils manquaient pour armer ces quarante mille bras. Il semble donc qu'on soit fondé à dire qu'il n'y avait pas faute à ne pas s'en servir puisqu'il y avait impossibilité. Mais au conseil tenu dans les premiers jours de janvier, on ne parle point des difficultés de l'armement. La question de principe fut seule posée, et elle fut mal résolue.

2. *Corresp. de Joseph*, X, 92, 164, 201 lettres à Napoléon, 11 février, 27 février et 16 mars). Cf. Joseph à Montalivet, 15 février. Arch. nat., F. 9, 753.

3. Lettres diverses à Montalivet, Clarke, Pasquier, etc., du 1er février au 5 mars, Arch. nat., F. 7, 6 605, et F. 9, 753; et Montalivet à Rogivo, 25 mars. Arch. nat., F. 7, 4 290.

4. « Tout le monde montre du zèle, mais les armes sont rares. » « Votre Majesté sait que ce qui manque malheureusement aux troupes ce sont des fusils. La garde nationale éprouve le même besoin. » « Je harcèle sans cesse Clarke pour les fusils. Les fusils manquent et même les fusils de chasse. » « L'invincible difficulté du manque d'armes existe toujours. » Joseph à Napoléon, 2 février, 7 février, 8 février, 22 février, 3 mars (*Corresp. de Joseph*, X 43, 61, 65, 152, 175). Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 134 : « La grande difficulté pour la garde nationale est le manque d'armes. » 24 janvier.

5. *Moniteur*, 9 janvier. Billets de service. Arch. nat., F. 7, 6 605. Rapport de Peyre à Hullin, Paris, 4 mars. Arch. de la guerre.

comment habiller, équiper, armer les fusilliers des compagnies du centre? La Ville ni l'Intérieur n'avaient de budget pour cela, et d'ailleurs l'argent manquait au Trésor comme dans la caisse municipale. Plusieurs crédits, dont l'un de 60 000 francs, furent ouverts successivement en janvier et en février[1]. Ces sommes étaient dérisoires si l'on songe que l'habillement et l'équipement d'un garde étaient évalués à 157 francs, l'armement à 100 francs[2].

Les arsenaux étaient vides. On a vu que dans la plupart des dépôts on comptait un fusil pour trois hommes[3]. A Paris, au commencement de février, il y avait 11 000 fusils en état. Clarke les conservait pour la ligne et la jeune garde. Il y avait en outre 30 000 fusils au fort de Vincennes, mais tous étaient hors de service. Des ouvriers de la manufacture de Charleville arrivèrent pour les réparer, escortant huit cents voitures chargées de pièces de monture. A mesure que ces fusils sortaient des ateliers, le ministre de la guerre les distribuait dans les dépôts[4]. Il était plus naturel, en effet, de donner des fusils aux troupes de ligne, qui attendaient d'être armées pour aller combattre, que de les réserver pour la garde nationale, destinée, tout le monde l'espérait et elle surtout, à un service pacifique.

Cette question de l'armement de la milice était la

1. Procès-verbaux du conseil des ministres. Arch. nat., AF.* IV, 99. *Rapports et projets de décrets relatifs aux paiements des dépenses de la garde nationale*, br. in-8°, 1814. — D'après les diverses pièces reproduites dans cette brochure, les dépenses du premier établissement de la garde nationale ne paraissent pas s'être élevées à 500 000 francs, crédits qu'on voulut dépasser en mars et qu'on essaya de couvrir par la taxe extraordinaire de 750 000 francs, votée par le conseil municipal le 8 mars, mais non perçue.

2. Montalivet à Malquet, 8 janvier. Arch. de Laon. *Corresp. de Joseph*, X, 187,

3. **1814**, 12-13.

4. *Corresp. de Joseph*, X, 66, 67. Rapport de Pasquier, 3 février. Arch. nat., AF. IV, 1 534.

constante préoccupation du roi Joseph, de Montalivet, de Rovigo, du Préfet de la Seine Chabrol, du maréchal Moncey commandant en chef la garde nationale. On mit tout en œuvre, on eut recours à tous les expédients pour se procurer des fusils. On commença par retirer des lycées les fusils d'exercice. Puis on voulut prendre ceux des élèves de l'École polytechnique, sous prétexte que ces jeunes gens, servant dans l'artillerie, n'avaient pas besoin d'être armés. Le commandant de l'École réclama ; les polytechniciens gardèrent leurs fusils[1]. Informé qu'il y avait des fusils dans les magasins de commerce de Nantes et du Havre, Rovigo pensa à les faire acheter ; mais c'étaient des fusils de traite qui risquaient d'éclater à chaque coup[2]. Le 13 février, l'empereur écrivit à son frère que les paysans ayant ramassé sur les champs de bataille 40 000 fusils abandonnés par l'ennemi, il fallait envoyer des commissaires pour les leur reprendre. Le lendemain, Chabrol sur l'ordre de Joseph dépêcha à cet effet en Champagne un premier commissaire, M. de Froidefonds, auditeur au conseil d'État[3]. Mais quelques jours après, on dit aux Tuileries que cette recherche des fusils aurait l'air d'un désarmement, qu'on paralyserait la défense en enlevant aux paysans les moyens de résister aux Cosaques. On arrêta le départ des autres commissaires. M. Froidefonds, envoyé seul, revint le 6 mars, rapportant 480 fusils ; encore ces armes ne furent-elles point

1. Lettre de Fontanes, Chabrol, Cessac du 2 au 10 février. Arch. nat., F. 9, 734. Rovigo à Clarke, 10 février. Arch. nat., F. 7, 4291.

2. Clarke à Rovigo, 17 février. Arch. nat., F. 7, 6603.

3. *Correspondance de Napoléon*, 21256. Joseph à Montalivet, 16 février et Chabrol à Froidefonds, 16 février. Arch. nat., F. 9, 753. — Napoléon exagérait, comme de coutume. Si les Alliés avaient abandonné 5 ou 6 000 fusils, c'était le maximum. De ces 5 ou 6 000 fusils, 1 000 avaient servi à l'armement, sur le terrain même, de deux bataillons de gardes nationales mobilisées.

distribuées à la garde nationale, Clarke les retint pour l'armée [1]. A défaut de fusils, Joseph fit fabriquer 6 000 piques. La plupart des miliciens refusèrent ou n'acceptèrent qu'avec répugnance ces armes d'un autre âge, bien qu'on les eût décorées de flammes tricolores du meilleur effet, et que pour relever le prestige des porteurs de piques, on parlât de créer une garde d'honneur du roi de Rome sous le nom pompeux de lanciers de la garde nationale [2].

Le manque d'armes arrêta l'exécution du projet de Napoléon, qui consistait à faire une nouvelle levée de gardes nationales dans la population parisienne, et spécialement parmi les ouvriers sans travail. L'empereur voulait d'abord appeler 30 000 hommes, mais il y renonça sur les observations du roi Joseph « qu'il serait impossible de doubler la garde nationale sans la dénaturer et que, d'ailleurs, il y avait l'invincible difficulté du manque d'armes [3]. » Plus tard, le 10 mars puis le 14 mars et le 23 mars encore, il revint à cette idée, tout en réduisant sa demande de 30 000 à 12 000 hommes [4]. On consulta le préfet de police, dont la juste vision des choses était, à ce qu'il semble, étrangement troublée par la panique qui régnait depuis quelques jours. Le baron Pasquier répondit que ce qui existait de garde nationale n'était en état de porter les armes d'aucune façon ; qu'à la moindre alarme, les gardes refuseraient tout service, qu'ils étaient disposés à la rébellion ; et que par conséquent

1. Rovigo à Chabrol, 20 février et à Maurice Mathieu, 6 mars. Arch. nat., F. 9, 753.

2. Chabrol à Montalivet, 11 et 15 mars, et rapport au roi Joseph, 18 mars. Arch. nat., F. 9, 754, et F. 9, 755.

3. *Corresp. de Joseph*, X, 156. *Correspondance de Napoléon*, 21 360.

4. *Correspondance de Napoléon*, 21 460, 21 487. et Napoléon à Clarke, Reims, 15 mars et Saint-Dizier, 23 mars. Arch. nat., AF. IV, 906 (lettres non citées dans la *Correspondance*).

il fallait se garder d'augmenter cette milice, déjà fort mauvaise, au moyen d'éléments plus mauvais encore. « Par-dessus tout, ajoutait Pasquier, il faut craindre d'émouvoir la population de Paris. On ne sait où on la pourrait conduire. Une fois agitée elle serait facilement entraînée par toutes les factions. Elle est très malheureuse. Il serait extrêmement aisé de la pousser aux mesures de désespoir contre ceux qui la gouvernent, et il ne manquerait pas de gens aidant à mettre ces dispositions à profit. La plus vile populace même, qu'on peut peut-être émouvoir pendant deux fois vingt-quatre heures dans le sens du gouvernement, au troisième jour marcherait peut-être dans un sens tout à fait contraire. La licence à laquelle il faudrait ouvrir la porte faciliterait extrêmement ce changement de scène [1]. »

Pasquier aurait dû se borner à dire que puisque déjà les fusils faisaient défaut aux gardes nationales appelées à l'activité, il était inutile de lever un nouveau contingent qu'on serait dans l'impossibilité absolue d'armer. C'était là le meilleur, le seul argument à opposer au projet de l'empereur. Les autres raisons invoquées par le préfet de police décèlent plutôt la pusillanimité qu'un bon jugement. « Ce n'était pas la population, a dit justement Odilon Barrot dans un discours célèbre, qui manquait à son gouvernement, c'était le gouvernement qui manquait à la population [2]. » Il n'était pas vrai que la garde nationale « ne fût en état de porter les armes d'aucune sorte », ni qu'elle dût « refuser tout service à la moindre alarme ». Bien que son recrutement, établi sur le cens, fût très vicieux, la garde nationale de

1. Rapport de Pasquier à Montalivet, 16 mars. Arch. nat., F. 9. 753.

2. Discours sur les fortifications de Paris. *Moniteur* du 29 janvier 1841.

Paris était animée d'un assez bon esprit. Si elle était peu disposée, sans doute, à s'élancer hors des murailles contre l'ennemi, elle était déterminée à les bien défendre [1]. Quant à « la vile populace », comme dit avec un dédain tout aristocratique le futur duc de Louis-Philippe, il n'était pas vrai non plus qu'elle fût prête à seconder l'invasion par une révolution. Les rapports secrets de police, que cependant devait bien connaître Pasquier, et les rapports journaliers de Pasquier lui-même, pendant les mois de janvier, février et mars 1814, témoignent que la population ouvrière était, malgré tout, restée bonapartiste, et que les conspirateurs et les « ennemis de l'intérieur » ne se cachaient pas dans les faubourgs. Presque chaque jour, pendant cette période, on signale des propos, des placards, des complots royalistes, et c'est à peine si trois ou quatre fois [2] les agents mentionnent quelque parole qui puisse faire appréhender « un mouvement jacobin », comme on disait alors. Les événements d'avril allaient prouver, de reste, que les révolutions ne se font pas toujours par le peuple. Napoléon jugeait bien, qui écrivait au roi Joseph : « Le peuple a de l'énergie et de l'honneur. Je crains que ce ne soient certains chefs qui ne veulent pas se battre [3]. »

1. Cf. *Correspondance du Roi Joseph*, X, 43, 131, 153 et *passim*. Rapports de Pasquier et de Hullin, 24 janvier, 4 février, 20 février et *passim*. Arch. nat., AF. IV, 1534.

On verra plus loin que la garde nationale tint, et au delà, les espérances, d'ailleurs fort modérées, que l'on fondait sur elle. Le 30 mars, bien que découragée par le départ de l'impératrice et du roi de Rome, travaillée par les meneurs, laissée sans ordres et sans direction, pour ainsi dire abandonnée à elle-même, elle se conduisit honorablement. On trouva même 3 à 4 000 volontaires sur 12 000 hommes pour sortir de l'enceinte.

2. Rapports de police, 6 février, 8 février. Rapport de Pasquier, 10 février. Arch. nat., F. 7, 6 603, 5 737 et AF. IV, 1 534.

3. *Correspondance de Napoléon*, 21 477. Cf. 21 356 : « Les ministres ont en général peu de tête. » 21 423, 21 415 : « On dirait que vous dormez à Paris. » 21 363 et *passim*.

S'il y avait des hommes et pas de fusils pour l'infanterie, pour l'artillerie il y avait des canons mais point d'hommes. Vincennes renfermait 700 bouches à feu de tout calibre, la plupart pièces de siège et de place. Quant aux pièces de campagne, beaucoup manquaient d'avant-trains [1]. On fit entrer à Paris 342 canons [2]. Mais dès que l'on avait pu organiser une batterie, on l'envoyait à l'armée : vingt-huit batteries, soit 156 pièces, partirent ainsi [3] ; 186 bouches à feu restèrent dans Paris. C'était plus encore qu'on n'en pouvait utiliser, car les ouvrages extérieurs n'existaient qu'à l'état de projet, et les canonniers étaient en très petit nombre. On avait compté sur plus de vingt compagnies d'artillerie : canonniers gardes-côtes, canonniers de la marine, canonniers hollandais, invalides, enfin élèves des Écoles polytechnique, de droit et de médecine [4]. Mais les deux compagnies hollandaises avaient été affectées à la garnison de Vincennes, les quatre compagnies de la marine étaient entrées dans les divisions du duc de Padoue et du général Souham [5] ; enfin, devant l'attitude honteuse d'un certain nombre d'élèves des Écoles de droit et de médecine, qui avaient accueilli par des

1. *Corresp. de Joseph*, X, 67, 80. *Corresp. de Napoléon*, 21 194. Cf. Lettre de Daumesnil au gouvernement provisoire, 8 avril. Arch. de la guerre.

2. Clarke à Hullin, 25 et 29 mars. Arch. de la guerre. Rapport de Lespinasse à Montalivet, 26 mars. Arch. nat., F. 9, 754. Rapport de Peyre sur les barrières de Paris, 4 mars. Arch. de la guerre.

3. Clarke à Hullin, 25 mars. Arch. de la guerre. Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 194, 21 224, 21 294 et *passim*.

4. *Correspondance de Napoleon*, 21 134, 21 198, 21 294. Décret du 24 janvier sur l'organisation de l'artillerie de la garde nationale. Arch. nat., F. 9, 754. Daumesnil au gouvernement provisoire, 8 avril. Arch. de la guerre.

5. Clarke à Hullin, 29 mars, et Daumesnil au gouvernement provisoire, 8 avril. Arch. de la guerre. Cf. *Corresp. de Napoléon*, 21 281. *Mémoires de Marmont*, VI, 208, 213. Rapport à Clarke, 8 mars. Arch. de la guerre. — C'étaient ces canonniers de la marine qui, ayant laissé leurs pièces à la prolonge le soir du 9 mars, les perdirent dans le hurrah d'Athies.

huées le général de Lespinasse, chargé de les commander, on avait renoncé à l'organisation de ces compagnies[1]. Réduite aux gardes-côtes, aux invalides, aux polytechniciens et à quelques volontaires de la garde nationale, l'artillerie parisienne atteignait à peine l'effectif d'un millier d'hommes. Parmi les 12000 gardes nationaux non armés, on aurait pu sans doute former des artilleurs, mais comme il est beaucoup plus difficile d'improviser des canonniers que des fantassins, on ne voulut même pas y essayer. Sur les 186 pièces, 54 furent placées aux barrières ; les 132 autres canons furent parqués au Champ de Mars[2], en attendant qu'on élevât des ouvrages destinés à les recevoir et qu'il tombât du ciel des artilleurs pour les servir.

Au mois de janvier 1814, les fortifications de Paris, si l'on peut ainsi dire, consistaient dans le mur d'octroi, qui n'était pas même achevé sur tout son périmètre. L'empereur, revenant à l'idée qu'il avait eue dès l'ouverture de la campagne de 1805, voulut faire de Paris une véritable place forte. Le comité du génie présenta un projet. Des redoutes seraient établies sur les sommités qui commandent Paris ; d'autres seraient élevées à la tête des faubourgs, qui seraient barricadés, crénelés et reliés par des tranchées. De tels travaux auraient nécessité beaucoup de temps et beaucoup d'argent. L'empereur, en outre, appréhendait d'alarmer la population parisienne par la perspective d'un siège à soutenir. Il ne voulait pas

1. Le doyen de la faculté de médecine à Clarke, et Lespinasse à Clarke, 7 février. Arch. nat., F. 7, 6605.

2. Clarke à Montalivet et à Hullin, 14 février, 25 et 29 mars. Rapport de Peyre sur les barrières de Paris, 4 mars. Arch. de la guerre. Lespinasse à Montalivet, 26 mars. Arch. nat., F. 9, 754. — Toutes ces pièces n'étaient pas d'ailleurs destinées à Paris. Clarke devait continuer à envoyer des batteries à l'armée, au fur et à mesure des demandes de l'empereur.

qu'on pût croire que le vainqueur de l'Europe en fût déjà réduit à craindre pour la capitale de son empire. Napoléon rejeta le projet du comité du génie, et le 14 janvier il posa les bases d'un dispositif plus simple. On se bornerait à barricader les faubourgs extérieurs, à fermer par des palissades les parties du mur d'octroi non encore terminées, et à établir aux portes des tambours en palanques avec créneaux et embrasures prenant des flancs sur l'enceinte. Ces faibles retranchements suffiraient à mettre Paris à l'abri d'un hurrah de cavalerie, et l'empereur, au milieu de janvier, ne redoutait pas autre chose ou du moins voulait qu'on crût qu'il ne redoutait pas davantage[1]. Dès le 3 février, le génie de la garde nationale, auquel on avait adjoint un certain nombre d'ouvriers civils, avaient élevé les tambours et les palissades. Mais le comité de défense ayant clos ses séances après le départ de l'empereur pour l'armée, on ne s'occupa point de fortifier les faubourgs[2].

Ce fut seulement dans les premiers jours de mars qu'au cours d'une inspection des barrières de Paris faite par le roi Joseph, ses officiers lui démontrèrent l'insuffisance de ce semblant de fortifications. Allent, major du génie et chef du bureau militaire de Joseph, fut consulté ; il rappela — bien tard ! — qu'un plan plus sérieux avait été soumis à l'empereur[3]. Joseph n'osa pas ordonner l'exécution de ces travaux sans

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 084, 21 089 90. Procès verbal du conseil des ministres, 22 décembre 1813, Arch. nat., AF.* IV 99. Relation d'Allent dans la *Suite au Mémorial de Sainte-Hélène*, II, 52, 57, 61-62. Lavalette *Mémoires*, II, 78.

2. État des travaux de fortifications et lettres diverses. Arch. nat., 29 janvier au 3 février. Arch. nat., F. 9, 753 et F. 9, 754. Cf. Relation d'Allent.

3. Relations d'Allent, 105-106. — Selon Allent, cette inspection n'aurait eu lieu que le 14 mars. Il confond les dates de cette tournée et de la réunion du comité du génie, qui s'assembla en effet le 14 mars. Dès le 8 mars, Joseph avait écrit à l'empereur au sujet des fortifications de Paris, sur l'insuffisance desquelles ses officiers venaient d'appeler son attention.

en référer à son frère. Il lui écrivit le 8 mars, le priant d'autoriser la levée d'une nouvelle taxe de 500 000 francs, destinée aux fortifications. « Pour ne pas perdre un moment, ajoutait Joseph, je propose à Votre Majesté d'autoriser M. de La Bouillerie à en faire l'avance. » Le 11 mars, l'empereur répondit : « Il faut donner vos ordres pour qu'on commence des redoutes à Montmartre. » Mais la lettre était muette sur la taxe des 500 000 francs et sur l'avance à en faire par son trésorier. Le 12 mars, Joseph adressa une dépêche à l'empereur pour lui rappeler que le comité de défense avait présenté un projet « dont l'exécution n'avait été retardée que par le manque de fonds ». « Le plan est bien compliqué, » répondit Napoléon, le 13 mars, sans parler d'instructions à La Bouillerie relatives à l'ouverture du crédit[1]. Le 14 mars, le comité du génie se réunit de nouveau et présenta un second projet qui simplifiait le premier. Au lieu de redoutes, on élèverait des ouvrages ouverts à la gorge ; au lieu de tranchées continues, on pratiquerait quelques coupures. Le 15 mars, Joseph expédia ce projet à l'empereur et répéta dans sa lettre d'envoi : « Pour que ces travaux puissent se commencer sur-le-champ, il faut : 1° que le plan reçoive l'approbation de Votre Majesté ; 2° qu'elle autorise une avance de 100 000 francs, remboursable au trésor de la couronne sur le produit de la nouvelle contribution que le conseil d'Etat discute aujourd'hui[2]. » L'empereur ne répondit pas à cette lettre si précise et si pressante. L'heureux combat de Reims venait de lui rendre l'espoir d'attirer sur lui, bien loin de

1. *Corresp. de Joseph*, X, 188, 195-196. *Corresp. de Napoléon*, 21 461, 21 477.

2. *Corresp. de Joseph*. X, 200 Cf. 208 et Relation d'Allent. 106-110. La taxe de 500 000 francs fut réduite à 120 000 francs par le conseil d'Etat et ne fut point perçue.

Paris, tout l'effort des armées alliées. Le 22 mars, Joseph écrivit encore : « Le général Dejean (président du comité du génie) attend impatiemment l'approbation de Votre Majesté[1]. » Cette dernière lettre, si elle ne tomba pas entre les mains des coureurs ennemis, ne parvint à Napoléon que la veille de la bataille de Paris.

La conduite des habitants de Saint-Denis aurait dû servir d'exemple au roi Joseph. Complètement abandonnés dès les premiers jours de février, laissés dans une ville dépourvue de toute clôture, sans aucune garnison (on rappela dans Paris les quelques troupes qui s'y trouvaient) et sans garde nationale organisée, les habitants de Saint-Denis prirent spontanément des mesures pour se mettre à l'abri d'un hurrah de Cosaques. On forma une garde nationale dont les hommes s'armèrent et s'équipèrent à leurs frais, fondant des balles et confectionnant des cartouches avec la poudre oubliée dans les magasins de la caserne. Des officiers de la milice et des architectes, constitués en comité de défense, décidèrent les travaux à exécuter. On ferma la ville par des portes et des tambours, et on l'entoura de tranchées, de palissades et de chevaux de frise. Les vieux ormes de l'avenue Saint-Remi fournirent le bois ; les souscriptions, le fer ; les habitants donnèrent volontairement leurs bras[2].

Etait-ce demander trop au conseil de régence de l'empire d'avoir autant d'initiative qu'une municipalité de banlieue? Joseph ne devait-il pas penser dès le mois de février à l'insuffisance des fortifications? Ne devait-il pas convoquer dès cette époque le comité

1. *Correspondance du roi Joseph*. X, 208.

2. *La Défense de Saint-Denis en* 1814, par Dezobry, ancien commandant de la garde nationale, p. 10 à 14. Cf. *Correspondance du roi Joseph*, X, 188.

du génie et le presser d'étudier un nouveau plan ? Le plan arrêté, ne devait-il pas en ordonner l'exécution dans ses parties essentielles, passant outre, vu la gravité des circonstances, aux funestes hésitations de l'empereur et à ses ordres malheureusement contradictoires[1] ? Devait-il attendre l'approche des colonnes ennemies pour faire commencer les redoutes de Montmartre et de Romainville, les barricades, les palanques, les tambours de Pré-Saint-Gervais, de Pantin, de Charonne, d'Aubervilliers, les lignes de tranchées du nord de Paris, où déjà le canal projeté de Saint-Denis formait une tranchée naturelle qu'on ne songea pas à rendre tout à fait infranchissable[2] ? Joseph avait écrit à l'empereur « qu'il était arrêté par le manque de fonds ». L'argent cependant n'était pas indispensable pour bien des travaux ! Les arbres ne manquaient ni au bois de Boulogne ni au bois de Vincennes. Quant aux travailleurs, on les eût trouvés facilement au moyen de corvées commandées dans la garde nationale[3]. Pendant six semaines, les gardes auraient été plus utiles à la défense en remuant la terre qu'en faisant faction aux barrières sans armes ou avec des fusils qui, au point de vue balistique, équivalaient à des manches à balai[4]. Les miliciens qui auraient jugé trop pénibles les travaux de terrasse-

1. Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 461 et 21 477.

2. Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères, Russie, 25. — Langeron rapporte que le jour de la bataille de Paris, son artillerie n'aurait pu franchir le canal s'il n'avait trouvé un passage laissé pour les voitures. Ainsi on n'avait pas même pensé à détruire ce passage et à le remplacer par un pont volant que les dernières troupes en se retirant auraient coupé ou enlevé.

3. Les « corvées du génie » sont d'un usage constant dans les troupes de ligne. En 1870, la garde nationale fut employée aussi à ces travaux.

4. Rapport à Clarke sur l'état des barrières de Paris, 4 mars. Arch. de la guerre : « Barrière de la Rapée, 80 gardes nationaux avec 40 fusils dont les cartouches ne sont pas de calibre. — Barrière du Trône, 20 gardes nationaux avec fusils hors de service, plusieurs sans chien, » etc., etc. Cf. Dupont à Dessolles, 20 mai 1814. Arch. nat., F. 9, 763.

ment auraient d'ailleurs été autorisés, exceptionnellement pour ce service, à fournir des remplaçants. Il s'en fût trouvé dix pour un dans la population des faubourgs. Par cette mesure, on eût atteint le double but de fortifier Paris et d'occuper un certain nombre d'ouvriers sans travail. Il semble enfin que si l'on avait proposé Saint-Denis comme exemple aux communes suburbaines, on aurait obtenu de leurs habitants, qui ne furent appelés à faire partie de la garde nationale qu'au milieu de mars [1], des corvées volontaires qu'eussent commandées des officiers et des sous-officiers du génie.

Avec un peu d'initiative, il aurait donc été facile à la régence de protéger Paris par des fortifications passagères. Lui eût-il de même été possible, en multipliant les taxes de guerre, de pourvoir à l'armement complet des gardes nationales parisiennes et à celui des douze mille hommes de la levée en masse que demandait l'empereur ? C'est beaucoup plus douteux. Comment trouver tout l'argent qu'il fallait dans cette population si terriblement appauvrie, et qui déjà avait tant de peine à payer les contributions ordinaires et les énormes contributions additionnelles. A Paris, c'était alors la misère pour le grand nombre, la gêne pour les plus favorisés. Les commandes manquaient aux fabricants, le travail aux ouvriers ; dans les boutiques, on vendait à perte quand par hasard se présentait quelque acheteur. Les propriétaires ne touchaient ni loyers ni fermages. Depuis le 17 novembre 1813, les pensions et les traitements civils subissaient une retenue de 25 p. 100 ; encore étaient-ils payés en retard et par acomptes [2].

1. Cf. *Correspondance du roi Joseph*, X, 188. Chabrol à Montalivet, 7 mars. Décret impérial, 15 mars. Arch. nat., F. 9, 754.

2. Délibération du conseil des ministres, du 19 novembre 1813. Rapports journa-

Pour lever sur les Parisiens de gros impôts de guerre, il eût fallu, en tous cas, s'y prendre dès le commencement de janvier. Dans ce mois et dans celui de février, les contributions directes donnèrent à Paris 70 000 francs par jour. Au mois de mars, la gêne et la misère croissant, le rendement journalier tomba à moins de 10 000 francs[1]. Quand à bout de ressources, la régence se résolut à lever des taxes spéciales pour la défense de Paris, il était trop tard. La contribution de un million ordonnée le 22 février, en vue de fournir 2 000 chevaux d'artillerie à l'armée, fut perçue dans le délai de cinq jours[2]. Mais l'impôt extraordinaire de 750 000 francs voté le 8 mars par le conseil municipal pour les dépenses de la garde nationale (somme sur laquelle d'ailleurs les deux tiers avaient été avancés par la caisse de la Ville) ne donna rien ou presque rien, et la taxe de défense de 120 000 francs, approuvée par le conseil d'État le 16 mars, ne fut point perçue[3]. On dut ainsi renoncer à l'acquisition de 3 000 fusils de chasse en magasin

liers de Pasquier, 14 janvier. 11 février. 9 mars et *passim* : Arch. nat., AF. IV*. 99 et AF. IV, 1534. *Journal d'un prisonnier anglais*, 286. Hauterive à Caulaincourt, 7 février. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 670. — Il était naturel que les traitements civils fussent irrégulièrement payés, puisqu'on ne suffisait pas à pourvoir à la solde de la troupe et des officiers. Voir rapport de Pasquier, 10 février. Arch. nat., AF. IV, 1 534; Napoléon à Berthier 2 mars. Arch. nat., AF. IV, 906 (lettre non citée dans la *Correspondance*). Ney à Berthier, 16 mars. Arch. de la guerre.

1 Cf. *Journal d'un prisonnier anglais*, 285. *Correspondance du roi Joseph*, X. 180, 200 et *passim* ; voir enfin dans le *Dictonnaire des finances* (554-560) les recettes des contributions directes du premier trimestre de 1814 qui, bien qu'elles dussent donner, en raison des énormes augmentations décrétées en novembre 1813 et en janvier 1814, un excédent de plus de 50 p. 100 sur le premier trimestre de 1810, accusent au contraire un déficit de moitié.

2. Décret impérial (signé Marie-Louise) du 22 février 1814. Arch. nat., F. 9, 754; *Corresp. de Napoléon*, 21 194. *Corresp. du roi Joseph*, X, 150.

3. Délibération du conseil municipal du 8 mars. Chabrol à Cambacérès, 12 mars, à Montalivet, 26 mars. Arch. nat., F, 9, 753 et 754. *Correspondance du roi Joseph*, X. 187, 188, 200. *Rapports et projets de décrets sur les dépenses de la garde nationale de Paris*, in-8 (1814).

chez les armuriers, à l'établissement d'une manufacture qui devait fournir de 500 à 1 000 fusils par jour, enfin à la création d'ateliers de charité destinés à travailler aux fortifications [1].

Ce dernier projet avait été délibéré en conseil des ministres dès le 22 décembre 1813; il avait été ajourné à cause de l'épuisement du trésor, et l'empereur en avait de nouveau prescrit l'exécution le 11 mars [2]. Mais loin que l'on pût former des ateliers de charité, on laissait, faute de commandes ou plutôt faute d'argent pour solder les commandes, des fournisseurs militaires renvoyer des ouvriers par trois cents à la fois [3]. L'argent manquait totalement. Si le Trésor avait plus de quatre cents millions en obligations, bons, traites, inscriptions [4], c'était du papier; il fallait de l'or. « Rien, écrivait le roi Joseph, ne peut plus se faire par le crédit [5]. »

Seul l'empereur, grâce aux économies de sa liste civile, avait encore de l'argent comptant. Mais ce fameux trésor des caves des Tuileries, « cette poire pour la soif » comme l'appelait Napoléon, n'était pas inépuisable. Ces millions avaient bien diminué depuis trois mois que le Domaine extraordinaire subvenait à toutes les dépenses de la garde et du grand dépôt de remonte et à une petite partie de celles de l'Administration de la Guerre. Sur les soixante-quinze millions renfermés dans les caves des Tuileries, à peine s'il en restait vingt-quatre au commencement de

1. *Correspondance du roi Joseph*, X. 187. 195. 200. *Correspondance de Napoléon*, 21461. Chabrol à Rovigo (s. d.). Arch. nat., F. 9, 753.

2. Délibération du conseil des ministres du 22 décembre 1813. Arch. nat., AF. IV*, 99. *Correspondance de Napoléon*, 21 461.

3. Rapport de Pasquier, 7 février. Arch. nat., AF. IV, 1534.

4. Mollien, *Mémoires d'un ministre du trésor public*, t. IV, annexe I. Cf. *Dictionnaire des finances*, art. *Budget général de l'Etat*.

5. *Correspondance du roi Joseph*, X, 187.

mars[1]. Cette dernière ressource, Napoléon qui s'attendait à la longue durée des hostilités, la ménageait jalousement. Le baron de La Bouillerie, trésorier de la couronne, n'avançait aucune somme que sur l'ordre exprès de l'empereur, et souvent l'ordre se faisait attendre. C'est ainsi que mainte fois le général Ornano, commandant les dépôts de la garde, et le général Préval, commandant le dépôt de cavalerie de Versailles, durent arrêter, faute de fonds, la mise sur le pied de guerre des bataillons et des escadrons. Il y a pour témoigner les lettres de Joseph[2] et celles du général Préval, qui en moins d'un mois avait monté, équipé, habillé, armé douze régiments de marche : « Malgré la cessation de paiement, écrivait Préval à Clarke, je suis parvenu à obtenir un certain nombre de livraisons. J'ai encore arraché aujourd'hui 127 chevaux ; en sorte que je dois en ce moment plus de 800 chevaux, et à la pluralité des fournisseurs plus de 500 000 francs. Je suis fondé à croire que sans la cessation des paiements, je serais parvenu à fournir non 6 000 chevaux comme je m'y étais engagé, mais 9 000 ou 10 000 environ. Et j'en donne une forte preuve puisque, malgré tous les obstacles, j'aurai fourni dans le courant de mars de 7 à 8 000 che-

1. L'empereur avait donné, de la fin de novembre à la fin de février, 30 millions à la guerre, 14 millions à la garde, 2 millions au grand dépôt de cavalerie (*Correspondance de Napoléon*, 20 902, 21 067, 21 147. *Correspondance du roi Joseph*, X, 66, 128, 132, 133 et *passim*. Fain, 2 274. Meneval, II, 25. D'Hauterive à Caulaincourt, 25 février. Arch. des affaires étrangères) sans compter les sommes avancées à l'armée d'opération, pour des acomptes sur la solde des officiers et de la troupe. (Napoléon à Berthier, Jouarre, 3 mars. Arch. nat., AF. IV, 906, non citée à la *Correspondance*.) Il restait au 8 mars 24 millions. Sur ce reliquat, l'empereur donna encore au moins 4 millions à la garde et 1 500 000 francs au dépôt de cavalerie. (*Correspondance de Napoléon*, 21 537. *Correspondance de Joseph*, 193, 195.) Quand La Bouillerie quitta Paris avec l'impératrice, le 29 mars, le trésor ne comptait plus que 18 millions, sur lesquels 10 furent, comme on sait, arbitrairement confisqués pour ne pas dire volés, à Blois, par les agents du gouvernement provisoire. — États du Trésor. Arch. nat., AF. IV, 1 933.

2. *Correspondance du roi Joseph*, X, 133, 175, 186, 203, 204, 207.

vaux... » Quelques jours plus tard, il écrivait encore : « Je n'ai plus d'hommes à envoyer, car je n'ai pas d'argent... Encore faut-il aux hommes des bottes et surtout des chevaux. Selon le vieux mot du maréchal de Trivulce, je vous répète : De l'argent, de l'argent, de l'argent ! [1] »

Si Napoléon ménageait ses derniers millions même quand il s'agissait de l'armée qui était tout son espoir, à plus forte raison était-il peu disposé à épuiser le trésor des Tuileries au profit de la garde nationale et de ces fortifications de Paris dont il ne voyait malheureusement l'utilité qu'avec intermittence. La Guerre, bien qu'elle fût aidée par les fonds des autres ministères [2] et les versements du Domaine extraordinaire, ne pouvait déjà pas subvenir aux énormes dépenses de l'armement, de l'habillement, des munitions, des vivres et de la solde. Encore moins pouvait-elle payer les fusils de la garde nationale et les ateliers de charité. Paris devait donc suffire seul à sa défense. Or, au mois de mars, Paris n'avait plus rien.

Quelques jours avant son départ pour l'armée, l'empereur avait dit tout haut, à une séance du conseil des ministres, en regardant fixement le prince de Bénévent : « — Je sais bien que je laisse à Paris d'autres ennemis que ceux que je vais combattre. » Et Talleyrand, cet homme dont Murat disait « qu'il recevrait soudain un coup de pied au derrière sans que son visage en laissât rien paraître », Talleyrand était resté impassible [3]. La régence, qui ne fit pas

1. Préval à Clarke, 6 mars, 18 mars, 23 mars, 28 mars. Arch. de la guerre.

2. D'après une lettre de Napoléon à Mollien (Troyes, 26 février. Arch. nat. AF. IV, 906, non citée dans la *Correspondance*), le ministre de la police eut l'ordre de tenir un million à la disposition de l'Administration de la guerre. Il en fut ainsi vraisemblablement pour les autres ministères.

3. Mollien, IV, 118. Cf. Rovigo, *Mémoires*, VI, 298-299.

tout ce qu'elle put dans les préparatifs de défense contre l'étranger, fit-elle du moins tout ce qu'elle dut pour paralyser ces ennemis de l'intérieur que dénonçait Napoléon ? Nullement. Quand l'initiative et l'énergie manquent pour une chose, elles manquent pour toutes. Le préfet de police Pasquier, le préfet de la Seine Chabrol, le ministre de l'intérieur Montalivet, l'archichancelier Cambacérès, conseiller de la régente, le roi Joseph, lieutenant-général de l'empereur, eurent leur part de responsabilité dans l'anarchie morale qui régna à Paris sous la régence. Mais le grand coupable fut le duc de Rovigo. Ministre de la police, Savary devait tout connaître ; il ne le sut ou ne le voulut point. Il entretint l'empereur de méchants commérages de femmes et de misérables différends avec ses collègues du ministère, au lieu de le renseigner sur les mille complots qui s'ourdissaient[1]. Sceptique, temporiseur, indifférent à tout ou reculant devant tout, tremblant à l'idée d'un acte dont il eût à répondre, il ne prit aucune mesure pour parer aux événements qu'il se vantait de prévoir. Doué d'ailleurs à un haut degré d'un esprit souple, vif et délié, mais ayant aussi trop de suffisance, il s'amusa à jouer au plus fin avec plus fin que lui et, en résumé, il fut dupe de tout le monde.

Pendant que l'empereur combattait sur l'Aube et sur l'Aisne, Paris était devenu un foyer d'intrigues. « Il y avait, dit l'abbé de Pradt, je ne sais quelle odeur de conspiration répandue sur toute la ville. On disait : Cela ne durera pas ; il n'y en a pas pour longtemps, la corde est trop tendue... On s'entendait rien qu'en se regardant[2]. » Si l'on s'entendait rien qu'en

1. Napoléon à Rovigo, Jouarre, 2 mars, Reims, 14 mars ; à Cambacérès, Reims, 16 mars. Arch. nat. AF. IV, 906 (lettres non citées dans la *Correspondance*.)

2. Pradt. *Récit des événements qui ont amené la restauration de la royauté*, 32-33.

se regardant, on s'entendrait mieux encore en causant et en tenant des conciliabules. C'est à quoi ne manquaient ni les royalistes non ralliés comme Mathieu et Adrien de Montmorency, Alexis de Noailles, Etienne de Durfort, le duc de Fitz-James, l'abbé de Montesquiou, Gain de Montagnac, Guillaume de Nieuwerkerke, ni les intrigants comme Morin, Roux-Laborie familier de Cambacérès, et le concussionnaire Bourrienne ami du directeur général des postes Lavallette, ni le prince de Bénévent, vice-grand électeur de l'empire, ni Pradt, archevêque de Malines, ni l'ex-abbé Louis, conseiller d'état et baron de l'empire, ni Vitrolles, inspecteur des bergeries impériales, ni le préfet de police Pasquier qui faisait secrètement prévenir le comte d'Artois et le duc d'Angoulême de prendre des précautions pour leur vie, ni Royer-Collard, doyen de la faculté des lettres, ni les sénateurs comme Lambrecht, Grégoire, Garat, le général de Beurnonville, ni Anglès, haut fonctionnaire de la préfecture de police, ni l'avocat Bellart, conseiller municipal, ni enfin Dalberg, créé duc et doté par l'empereur, et Jaucourt, chambellan du roi Joseph[1]. Ce dernier, qui faisait très exactement son service au Luxembourg, profitait de sa situation pour apprendre le premier les nouvelles certaines des opérations militaires et pour être le premier à les rapporter à Talleyrand et à ses complices. Ce misérable espion — je parle de M. de Jaucourt — affectait de prendre le plus patriotique intérêt à la marche des armées françaises, et dès qu'il savait l'arrivée d'un courrier, il s'adressait au comte Miot, écuyer du roi Joseph, qui, plein de confiance, s'empressait de le bien ren-

1. Pradt, 32, 35 ; Vitrolles, I, 33, 38, 39 et *passim*. Miot de Melito, III, 342, 343. Rovigo, VI, 304, 314, 317, 320 à 334 et *passim*. Bourrienne, IX, 344, 345 et *passim*. Gain de Montagnac, 2, 3, 116. *Revelations de Morin*, 21 24. Pasquier, II, 197. Beauchamp, II, 248-255. *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'Etat*, XII, 369.

seigner[1]. De son côté, le conseiller d'état La Besnardière qui, premier commis aux affaires étrangères, se trouvait à Châtillon auprès de Caulaincourt, informait très exactement le prince de Bénévent de l'état des négociations[2]. Partout la trahison.

L'hôtel de la rue Saint-Florentin était le principal foyer de cette conspiration expectante. Dès le mois de novembre 1813, les mécontents, qui étaient nombreux, et les royalistes, qui étaient encore rares, avaient tourné les yeux vers le prince de Bénévent comme vers un chef désigné[3]. Trop prudent pour accepter ouvertement ce rôle et trop avisé pour ne pas penser à en profiter au cas échéant, Talleyrand se le laissa donner sans paraître consentir à le prendre. Au reste, si cet habile homme était depuis quelque temps déjà à la tête des mécontents, il n'était pas encore avec les royalistes. Une haine commune contre Napoléon l'unissait à eux; mais s'il avait le même mobile, il n'avait pas le même but. L'ex-évêque d'Autun n'était pas bien assuré de l'accueil que feraient les princes à celui qui avait célébré la messe du 14 juillet[4]; puis l'idée de devenir premier ministre sous un roi ne satisfaisait pas l'ambition du vice-grand électeur de l'Empire. Ses visées étaient plus hautes. Le roi de Rome avait alors trois ans. Pendant quinze ans, Talleyrand pouvait gouverner la France comme président du conseil de régence. Pour cela, il ne fallait qu'un événement : la mort de l'empereur. Talleyrand l'espérait. Il eût appelé providentiel le boulet qui eût frappé Napoléon, mais le prince de Bénévent ne croyait guère à la Providence.

1. Miot de Melito, III, 344.
2. Rovigo, VI, 342-343.
3. Vitrolles, I, 33; Rovigo, VI, 297, 344 et *passim*. Pradt, 35.
4. Vitrolles, *Mémoires* I, 50.

Il souhaitait charitablement au grand capitaine la mort de Charles XII ; à défaut de celle-ci, il eût sans répugnance accepté pour l'empereur la mort de Paul Ier [1].

Talleyrand se complut dans ce rêve d'une régence durant toute la campagne de 1814. La nouvelle de la proclamation du roi à Bordeaux, qui exalta les royalistes de Paris, le surprit sans le troubler [2]. Ce fut seulement le jour du départ de l'impératrice pour Blois qu'il se retourna vers les Bourbons. Jusque-là, néanmoins, le prince de Bénévent, tout en ne souhaitant pas une restauration, se garda de décourager autour de lui ceux qui la désiraient si ardemment. Comme aux souverains alliés, tous les moyens lui semblaient bons pour ébranler le colosse. Si la régence échouait, la royauté serait encore un pis aller sortable. L'important était que l'empereur tombât. Les

1. « Si l'empereur était tué, écrivait Talleyrand, le 17 ou le 18 mars, à la duchesse de Courlande, nous aurions alors le roi de Rome et la régence de sa mère. Les frères de l'empereur seraient bien des obstacles à cet arrangement par l'influence qu'ils auraient la prétention d'exercer, mais cet obstacle serait facile à lever. On les forcerait à sortir de France, où ils n'ont de parti ni les uns ni les autres... Brûlez cette lettre, je vous prie. » Le 20 mars il écrivait encore : « ... On parlait aujourd'hui d'une conspiration contre l'empereur *et l'on nommait des généraux parmi les conjurés*, tout cela vaguement. *Si l'empereur était tué*, sa mort assurerait les droits de son fils aujourd'hui aussi compromis que les siens... Tant qu'il vit tout reste incertain... *L'empereur mort, la régence satisferait tout le monde, parce qu'on nommerait un conseil qui plairait à toutes les opinions* et que l'on prendrait des mesures pour que les frères de l'empereur n'eussent aucune influence sur les affaires du pays... Brûlez cette lettre. » Lettres inédites de Talleyrand, publiées d'après les originaux conservés à l'Académie royale de Bruxelles, dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 1887, nº 2. Cf. Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, VI, 213-214. Vitrolles, *Mémoires*, I, 58 (note). *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État*, XII, 375, 393, 394. Rovigo, *Mémoires*, VI, 304, 348 ; VII, 4, 55, 110. A en croire Rovigo (VI, 352), Fouché qui se trouvait alors dans le midi de la France disait à la princesse Elisa, propre sœur de Napoléon : « Madame, il n'y a qu'un moyen de nous sauver, c'est de tuer l'empereur sur le champ. » — C'était dans l'arrière-pensée de la régence que Talleyrand s'opposait dès le mois de février au projet de faire partir l'impératrice. Voir *Correspondance de Napoléon*, 21 210. L'empereur pressentait là une trahison.

2. « Si la paix se fait, Bordeaux perd de son importance. Il la perdrait de même si l'empereur était tué. » Lettre de Talleyrand à la duchesse de Courlande, 17 ou 18 mars. *Revue d'histoire diplomatique*, 1887, nº 2.

royalistes étaient donc bien accueillis par Talleyrand. Il les encourageait, sans en avoir l'air, par ses commentaires perfides sur les nouvelles de l'armée et du congrès et par ses sombres pronostics, émis d'un air chagrin, sur l'issue de la campagne. Il leur donnait des renseignements, des conseils, des idées; il se défendait de leur prêter ouvertement son appui[1]. Fidèle à la méthode qui lui avait toujours réussi, le prince de Bénévent évitait de se compromettre avant « le lendemain des événements », selon le mot de Chateaubriand. Il ne lui convenait pas de paraître, même aux yeux de ses complices, jouer le rôle de conspirateur. « — Vous ne connaissez pas ce singe, disait le duc de Dalberg à Vitrolles. Il ne risquerait pas de brûler le bout de sa patte, lors même que les marrons seraient pour lui tout seul[2]. »

Tandis que les libéraux du Sénat, de la Chambre et des ministères restaient, comme Talleyrand, dans l'expectative, ne faisant rien qui pût les compromettre gravement, mais avivant les haines et abattant les courages, se comptant, s'entendant à demi-mot, se tenant prêts à constituer un gouvernement si l'oc-

1. Vitrolles, *Mémoires*, I, 61, 62, 67, 68 et *passim*. Cf. Pasquier, *Mém.*, II, 176. Moins pour servir les royalistes que pour précipiter la chute de Napoléon, Talleyrand au commencement de mars suggéra l'envoi d'un émissaire aux souverains alliés, afin, dit Vitrolles, « de les éclairer et de leur donner courage en relevant leurs espérances ». Mais quand il s'agit de donner à cet émissaire, qui était Vitrolles, un mot ou un signe quelconque d'introduction, le prince de Bénévent s'y refusa. Ce fut Dalberg qui écrivit avec de l'encre sympathique un billet pour Stadion qui ne contenait que les noms de deux jeunes femmes, connues jadis à Vienne, et un autre billet, plus explicite, pour Nesselrode.

Nous donnons pour la première fois le texte de ce célèbre billet, d'après la copie qui nous en a été communiquée par le comte Nesselrode, fils du chancelier de Russie : « Recevez la personne que je vous envoie de toute confiance. Écoutez-la et reconnaissez-moi. Il est temps d'être plus clair : Vous marchez sur des béquilles ; servez-vous de vos jambes et voulez (*pour* : veuillez) ce que vous pouvez. »

C'est à tort que l'on a attribué ce billet à Talleyrand. Vitrolles dit expressément qu'il fut écrit par Dalberg, d'autre part, le mot : *voulez* (pour *veuillez*) marque bien que l'auteur de ce billet était d'origine étrangere. (Dalberg était né allemand). Talleyrand, et d'ailleurs tout autre Français, aurait écrit : *veuillez*.

2. Vitrolles, *Mémoires*, I, 68.

casion s'en présentait, les royalistes étaient moins réservés et plus actifs. Le secrétaire particulier du duc de Dalberg, Hedelhofer, le comte Gain de Montagnac, Adrien de Montmorency, les deux Polignac, le baron de Vitrolles, un certain Thurot, condamné en 1809 pour détournement à l'Administration de la guerre et recueilli plus tard par Anglès, chef du 4e arrondissement de la police (Anglès avait eu, comme on voit, la main heureuse) partirent successivement pour les états-majors des souverains alliés ou la résidence des princes[1]. Pradt, qui recevait assez régulièrement les journaux anglais par l'entremise d'une dame de Bruxelles, les colportait de réunions en réunions : « ce qui, dit-il avec satisfaction, dissipait les illusions où les journaux français entretenaient le public[2]. » — Illusions, sans doute, mais illusions nécessaires à la défense de la patrie. — D'autres royalistes faisaient circuler les plus violents pamphlets venus d'Angleterre et des provinces occupées par l'ennemi[3] ; d'autres imprimaient clandestinement et semaient la nuit par les rues des placards royalistes qui promettaient avec l'oubli du passé et le maintien des droits acquis, un gouvernement constitutionnel, la suppression des droits réunis et l'abolition de la conscription[4].

Rovigo n'ignorait rien de l'attitude menaçante des

1. *Souvenirs inédits de Jomini*, II, 332, 333. Vitrolles, *Mémoires*, I. Gain de Montagnac, *Journal d'un Français*, 3, 4, 81. Rovigo, *Mémoires*, VI, 311, 316, 324 et *passim*.

2. Pradt, 45.

3. Entre autres, une brochure du marquis de la Maisonfort, publiée à Londres, et le *Fragment d'un ouvrage sur la conscription*, imprimé vraisemblablement à Nancy et portant la date du 2 mars 1814.

4. La seule nuit de la mi-carême, mille exemplaires de la proclamation du comte d'Artois furent répandus dans Paris. — Cf. Notes de police, du 13 janvier au 29 mars. Arch. nat., F. 6603, 6605, 7737, etc. Beauchamps, II, 252-253; Rodriguez, *Relation de ce qui s'est passé à Paris*, 35. Rovigo, VI, 300, 301. — Nous avons cité (**1814**, 20-21) quelques passages de ces proclamations.

libéraux, des intrigues et des menées des royalistes, ou du moins il prétentit plus tard qu'il en était parfaitement informé. Déjà, à l'en croire, il aurait prévenu le fameux complot militaire du 23 octobre 1812, si Mallet, La Horie et Guidal avaient bien voulu attendre jusqu'au 24 pour l'exécuter[1]. Il importait peu, au reste, que le duc de Rovigo prévît les conspirations et connût les conspirateurs puisque dans l'on ne sait quelles craintes chimériques, il s'était interdit par principe toute mesure de répression[2]. Aux avances fort peu équivoques de l'abbé de Pradt, il se contentait de répondre : « Ne me tenez pas ce langage ; je ne puis l'entendre. » A ces paroles que Talleyrand, qui le venait voir souvent, lui répétait sans cesse : « La France est dans un état déplorable ! Que faire en des circonstances aussi fâcheuses ? Il ne convient pas à tout le monde de rester dans une maison qui brûle. Prenez garde à vous... » il ne répondait rien[3]. Un jour, vers le milieu du mois de mars, Rovigo, entrant sans avoir été annoncé dans le cabinet du prince, surprit celui-ci en conférence avec Pradt. L'apparition soudaine du ministre de la police fut comme un coup de foudre. Les deux interlocuteurs restèrent un instant interdits et muets ; Pradt, moins maître de soi que Talleyrand, laissa voir un visage tout décomposé. « — Pour cette fois, s'écria Rovigo, je vous prends à conspirer ! » Talleyrand et Pradt se mirent à rire, et Rovigo, en bon compère, finit par rire avec eux[4].

1. Rovigo, *Mémoires*, VI, 17 à 21.

2. Rovigo, VI, 321.

3. Rovigo, VI, 347. Pradt, 38.

4. Rovigo, VI, 34. Pradt, 47. Lavallette, II, 83. — Selon Pradt (48), Rovigo lui aurait dit le 27 mars : « Il est impossible que Napoléon continue à régner : il faut qu'il abdique en faveur de son fils. » Gain de Montagnac (116) dit aussi que Rovigo voulait la régence.

Rovigo convient qu'en mainte circonstance il aurait pu faire arrêter le prince de Bénévent. Mais, dit-il, il n'y avait après tout contre lui que des préventions. L'empereur, si plein d'irritation et de défiance qu'il fût à l'égard de Talleyrand et bien que sollicité par un grand personnage, avait refusé de le faire emprisonner avant de quitter Paris. Talleyrand était vice-grand électeur, il fallait pour l'arrêter l'autorisation du roi Joseph. Et quel effet sur l'opinion! Prendre une pareille mesure, c'était risquer une révolution. Talleyrand d'ailleurs ne conspirait que contre l'empereur et non contre la dynastie. Il rendait service au chef de la police en l'informant de ce que faisait le comte d'Artois. Il contenait le faubourg Saint-Germain. Au reste, s'il avait fallu arrêter tous les conspirateurs, les prisons n'y eussent pas suffi [1]. Pauvres raisons, vaines excuses! La vérité, c'est que bien loin d'avoir jamais pensé à provoquer quelque mesure contre Talleyrand, Rovigo, dupe du maître diplomate, éluda l'ordre de l'arrêter qui lui fut envoyé par l'empereur après le combat de Montereau [2]. Certes le dévouement de Rovigo pour Napoléon est hors de doute, mais il n'en est pas de même des capacités du ministre de la police, qui se rendit haïssable aux jours de calme sans savoir se rendre utile à la veille d'une révolution.

Le duc de Bassano a marqué Savary d'un mot indélébile : « Ce fut une grande dupe. Il a toujours cru aux mystifications qu'on lui faisait. On l'a joué

1. Rovigo, VI, 297, 304, 321 et *passim*; VII, 51, 52, 53. Cf. Pradt, 37.

2. La Vallette, II, 84-85 : « J'étais dans le cabinet de Rovigo quand il reçut l'ordre d'arrêter Talleyrand... » Cf. Pradt, 37-38. « Je ne puis douter qu'il n'ait plusieurs fois retenu le bras de Napoléon levé sur Talleyrand. Il fut vivement gourmandé à Blois, m'a-t-il dit, pour ne nous avoir pas fait arrêter. » Cf. Pasquier. (*Mém.* II, 241) ; « Avant son départ de Paris, l'empereur avait pensé à faire arrêter Talleyrand. Il en fut dissuadé par Cambacérès, le duc de Vicence, et même le duc de Rovigo. »

toujours[1]. » Il y avait du Jocrisse dans cet homme d'esprit. Rovigo ne sut rien prévoir ni rien voir, rien prévenir ni rien arrêter. C'est à son insu qu'en novembre 1813 le secrétaire du duc de Dalberg était parti pour Francfort portant ces mots aux souverains alliés : « On vous attend à Paris à bras ouverts[2]. » C'est à son insu qu'en février et en mars Vitrolles et dix autres émissaires du parti royaliste se rendirent près des princes et aux états-majors des Coalisés. C'est à son insu que les 9 et 17 mars Eugène de Chabannes et le comte de Sémallé arrivèrent de Vesoul à Paris, le premier comme envoyé de Monsieur, le second comme « commissaire du roi[3] ». C'est à son insu que les royalistes recevaient des journaux étrangers, par l'entremise même d'un agent du ministère de la police[4]. Rovigo ferma les yeux sur les intrigues du palais du Luxembourg comme sur celles de l'hôtel de la rue Saint-Florentin. Il ignora que Guillaume et Charles de Nieuwerkerke composaient et tiraient eux-mêmes, sur une presse à bras, les proclamations des Bourbons, que Morin s'occupait de propagande royaliste dans la classe bourgeoise, que Chateaubriand faisait imprimer en plein Paris le plus violent réquisitoire qu'on pût écrire contre Napoléon[5]. Il ne sut pas expulser les sujets allemands qui semaient l'alarme dans les lieux publics[6]. Il ne sut pas arrêter l'affichage et la distribution des

1. Papiers du général Pelet. Arch. de la guerre (carton du colonel Branaut).

2. Jomini, *Souvenirs inédits*, II, 332, 333. — On a dit que ce message avait déterminé les souverains à brusquer les choses et à entrer immédiatement en France. Il est permis de croire, en tout cas, que ces paroles n'étaient pas de nature à arrêter leurs projets d'invasion.

3. Morin, *Révélations*, 21-23. Gain de Montagnac, 3.

4. Rovigo, VI, 351. — Rovigo apprit ce fait après la chute de l'empire.

5. Morin, *Révélations*, 23. Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, VI, 207-208.

6. Notes de police, 30 janvier, 6 février et *passim*. Arch. nat., F. 7, 6 603.

placards royalistes. Il ne sut pas empêcher l'évasion des deux Polignac, qu'il laissait quasi-prisonniers sur parole dans une maison de santé de Vincennes et qu'il recevait souvent chez lui, comme parents de sa femme, à leurs jours de sortie dans Paris[1]. Il ne fit pas même l'effort de destituer Anglès. Enfin, malgré des ordres formels, il éluda l'arrestation de Talleyrand et celle du marquis de Rivière, qui se livrait dans le Berry à la plus ardente propagande royaliste. Il est vrai que M. de Rivière avait dit jadis à Rovigo : « Je me regarde comme tellement obligé avec l'empereur que si M. le comte d'Artois lui-même arrivait dans la plaine de Grenelle avec cent mille hommes, je n'irais pas le rejoindre[2]. » Il n'en fallut pas davantage pour rassurer ce ministre de la police! Napoléon était bien fondé à écrire, le 14 mars, au duc de Rovigo : « Ou vous êtes bien maladroit, ou vous ne me servez plus[3]. »

Pendant que dans le monde politique les intrigues se multipliaient, dans la population les inquiétudes allaient croissant. Jusqu'aux premiers jours de mars, la confiance que les batailles de Champaubert et de Montmirail avaient rendue à Paris avait à peine décliné. Ceux qui ne croyaient plus à la victoire croyaient encore à la paix. Mais le manque de nouvelles certaines, puis bientôt après les mauvaises nouvelles, la bataille de Laon, l'abandon des négociations de Lusigny, la retraite de Napoléon sur Soissons et de Macdonald sur Provins, les événements de Bordeaux, enfin la rupture du congres de Châtillon et la prise de Lyon portèrent de nouveau dans

1. Rapport de police du 4 février. Arch. nat., AF. IV. 1 534.

2. Rovigo, VI, 334-335, 345.

3. Lettre de Napoléon a Rovigo. Reims, 14 mars. Arch. nat., AF. IV, 906. (Non citée dans la *Correspondance*.)

tous les esprits l'effroi et l'abattement[1]. Rédigés en vertu du décret de Troyes[2], les journaux annonçaient seulement ce que le gouvernement consentait à faire connaître, c'est-à-dire rien ou à peu près rien. Ils ne parlaient point des événements ou les exposaient de façon à en dissimuler la gravité. Mais on ne se laissait pas abuser. Bien que les nouveaux bulletins publiés fussent presque analogues aux précédents, et que parfois on tirât encore le canon aux Invalides[3], le public distinguait entre les victoires comme Vauchamps et les batailles comme Craonne[4]. Pour renseigner Paris, il y avait, à côté des journaux, les lettres de l'armée, les indiscrétions fortuites ou voulues des familiers des Tuileries et du Luxembourg, enfin l'agence de mauvaises nouvelles de l'hôtel Talleyrand. Il y avait aussi les gazettes étrangères, dont Pradt et ses amis colportaient à l'envi les mensonges. Selon les rédacteurs du *Times*, du *Globe*, du *Courrier*, du *Morning Chronicle*, l'abandon

1. Rapports journaliers de Pasquier, du 3 au 12 mars. Notes et rapports de police et lettres de préfets, du 3 au 30 mars. Arch. nat., AF. IV, 1 534 ; F. 7, 3 737 ; F. 7, 3 772 ; F. 7, 4 289 et 4 290. — Les préfets et les commissaires généraux de police mentionnent spécialement l'effet désastreux produit dans presque tous les départements par la révolution de Bordeaux et surtout par la prise de Lyon.

2. Ce décret rendu à Troyes le 4 février et non inséré au *Bulletin des lois* portait formation d'un comité pour la surveillance et la rédaction des journaux. Le comte Boulay (de la Meurthe) en était président ; les cinq membres étaient : Desrenaudes, conseiller de l'Université ; Pellenc, censeur ; Étienne, Tissot et Gay, rédacteurs en chef du *Journal de l'Empire*, de *la Gazette de France* et du *Journal de Paris*. L'article III était ainsi conçu : « Tous les articles des journaux relatifs aux mouvements des armées, à l'esprit public et à la politique extérieure seront rédigés par ce comité ou lui seront fournis. Aucun article sur lesdits objets ne pourra être imprimé sans être revêtu en minute de l'approbation dudit comité. » Arch. nat., F. 7, 4 379.

3. Rapport de police, 9 mars. Arch. nat., F. 7, 3 737 ; *Corresp. de Joseph*, X, 200.

4. La bataille de Craonne, connue le 9 mars, ne fit monter la rente que de 25 centimes, de 51 à 51,25 ; et le lendemain, 10 mars, le *Moniteur* ayant annoncé cette affaire, comme « une bataille très glorieuse », mais non décisive, la rente tomba à 49,50. — La prise de Reims, connue le 15 mars, laissa les cours à 49,25. — Le mouvement de l'empereur vers l'Aube, signalé dans le *Moniteur* du 22 mars comme présentant déjà de grands succès, ne trouva pas confiance à la Bourse. La rente descendit de 49 à 48,75.

du plateau de Craonne par les Russes n'avait été qu'une habile manœuvre destinée à attirer l'empereur dans la plaine de Laon. A Laon, les Français complètement battus avaient perdu 60 000 hommes, 70 canons, nombre de généraux, parmi lesquels Macdonald et Sébastiani. L'empereur se repliait sur Rouen, avec une armée réduite à 30 000 soldats ; Blücher, vainqueur de Napoléon, et Schwarzenberg, vainqueur d'Oudinot, marchaient concentriquement sur Paris par la route de Soissons et par la route de Provins[1].

Déjà en février les alarmistes avaient répandu de pareilles nouvelles. Mais il y avait alors, pour les démentir, les lettres particulières des officiers, les bulletins précis du quartier impérial, les présentations de drapeaux pris à l'ennemi, les colonnes de prisonniers défilant chaque jour sur les boulevards. Au milieu de mars, on ne voyait plus passer que des blessés français, amenés en charrettes aux barrières, en bateaux sur la Seine. D'autres rentraient à pied dans Paris, isolément ou par petits groupes : fantassins qui s'appuyaient sur leur fusil en guise de béquille ; cavaliers qui, la tête couverte, sous le casque, de linges ensanglantés, et le bras passé dans la bride, cheminaient lentement à côté de leurs chevaux blessés comme eux. Refusés dans les hôpitaux qui regorgeaient, dans les casernes où le règlement défendait de les recevoir, ils erraient par les rues, demandant du pain[2].

1. Le *Times*, le *Globe*, le *Morning Chronicle*, l'*Ambigu*, le *Courrier*, le *Journal de Stuttgart*, des 8, 12, 14, 15, 16, 17 mars. Le *Morning Chronicle* disait même que Schwarzenberg avait remporté une victoire à Charenton !

2. Rapports de police, 9 et 11 février et *passim*. Arch. nat., AF. IV, 1534. Daru à Clarke, 9 mars. Arch. de la guerre. *Correspondance du roi Joseph*, X, 142. Rodriguez, 25 ; — Chateaubriand, dans son fameux pamphlet : *Buonaparte et les Bourbons*, fait de l'entrée des blessés à Paris ce tableau romantique : «... des chars

Pendant les douze années du consulat et de l'empire, Paris n'avait connu de la guerre que les victoires ; de la guerre, il n'avait entendu que les salves et les *Te Deum*, il n'avait vu que les retours triomphaux, les éblouissants défilés de soldats, vainqueurs et superbes, les milliers de canons ennemis traînés dans les arsenaux, les brassées d'étendards portés aux Invalides. Maintenant la guerre approchait. C'était le vrai canon qui tonnait à dix lieues de Paris. Chaque jour arrivaient des convois de blessés donnant à tous l'horrible vision des champs de carnage au lendemain des batailles.

Le gouvernement ne se dissimulait pas l'effet désastreux que la vue des blessés produisait sur la population. Dès le 11 février, le ministre de l'Intérieur avait écrit à Clarke pour que les convois fussent arrêtés aux barrières et dirigés sur la Normandie et l'Orléanais. Daru avait proposé de créer des hôpitaux hors des murs, de façon que les blessés et éclopés n'eussent plus à traverser Paris. Le roi Joseph voulait transformer en une vaste ambulance soit l'hôtel des Invalides, soit la caserne de Courbevoie. Napoléon, qui avait le don de penser à tout, prescrivit de répartir les malades et les blessés entre Versailles, Saint-Germain, Rouen, Évreux et Chartres[1]. Le désarroi régnait dans les services. On ne donna pas suite à ces projets, comme à tant d'autres d'ailleurs. Les blessés continuèrent d'affluer dans Paris où les hôpitaux encombrés de malades, qui gisaient sur la paille dans les corridors, les chapelles, les salles de bains, les appartements des directeurs,

que *l'on suivait à la trace du sang*, remplis de conscrits *sans bras et sans jambes*, jetant des cris et priant les passants de les achever. »

1. Montalivet à Clarke, 11 février. Arch. nat., AF. IV, 1 534. Daru à Clarke 2 mars. Arch. de la guerre. *Correspondance du roi Joseph*, X, 142-144.

ne pouvaient tous les recevoir. Du 15 janvier au 10 mars, le nombre des soldats malades s'était élevé de 1 685 à 8 375. On craignait le typhus[1].

Comme s'il n'y avait point dans Paris assez d'inquiétudes réelles, le « bureau de l'esprit public », ainsi que l'on disait alors, semblait prendre à tâche de provoquer des terreurs chimériques sous le vain prétexte de pousser à la défense. Chaque jour, les gazettes et les émissaires de la police répétaient que le sort de Moscou était réservé à Paris ; que les Alliés y entreraient la torche à la main[2]. Les généraux et les soldats ennemis et les journaux étrangers proféraient, il est vrai, ces odieuses menaces. Les Prussiens et les Cosaques parlaient du pillage de Paris comme d'une chose qui leur était due et promise. Le général autrichien Colloredo disait : « La destruction de Paris serait un bienfait pour la France[3]. » On lisait dans le *Times* : « Si Blücher et les Cosaques entrent à Paris, quelle merci lui feront-ils ? et pourquoi lui en feraient-ils aucune ? Epargneront-ils les précieux monuments des arts ? Oh ! non ! non ! Ces guerriers indignés s'écrieront que c'est le jour de la vengeance et de la destruction... En frappant Paris, ils frapperont au cœur la nation française. Peut-être au moment où nous

1. Rapports de Pasquier, 9 février et 1er mars, et rapports de Hullin, 16 janvier et 10 mars. Arch. nat. AF IV, 1534.

2. *Journal de l'empire*, *Gazette de France*, *Journal de Paris*, du 15 février au 28 mars. Cf. d'Hauterive à Caulaincourt, 28 février, et Caulaincourt à d'Hauterive, 2 mars. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 670. Rodriguez, 27, 28.

3. Cf. Rapports d'auditeurs en mission et de préfets, dépositions de prisonniers, etc. Arch. nat. AF. IV, 1668. AF. 7, 3772. F. 7, 4290 et F. 7, 4291.

« Paris sera anéanti si l'ennemi y entre. C'est une chose que les généraux ennemis ont promise à leurs soldats qui frémissent de joie en parlant de Paris. Aucune puissance humaine n'arrêterait le pillage et l'incendie. Je suis fixé là-dessus par tous les détails que j'ai recueillis des conversations des généraux ennemis et des propos des soldats. » Rapport à Rovigo d'un commissaire général de police envoyé en mission. La Ferté-sous-Jouarre, 8 mars. Arch. nat., F. 7, 4290. Un autre rapport parle de « petits barils de mèches incendiaires apportés de Russie par les Cosaques » ! A force de vouloir inspirer la terreur on était soi-même terrorisé.

écrivons, cette cité fameuse est-elle déjà réduite en cendres[1]. »

Mais si les haineuses gazettes anglaises prêchaient l'incendie de Paris, si les généraux alliés montraient comme une proie cette ville à leurs troupes, si les soldats s'y promettaient le viol et le butin, était-ce une raison pour reproduire ces articles dans les journaux français, pour colporter ces propos dans tous les lieux publics ? Ne servait-on pas l'ennemi en répandant la terreur ? Comme l'écrivait le comte d'Hauterive à Caulaincourt, « au lieu de donner du courage tout cela en fait perdre[2] ». Sans doute, on espérait ranimer le patriotisme défaillant et pousser les Parisiens à la résistance ; mais puisque cependant on n'avait point d'armes, ces appels devaient de toute façon rester vains. A qui s'adressaient-ils ? au peuple ? Le gouvernement de la régence qui méprisait et redoutait injustement la population ouvrière ne lui demandait que de rester tranquille. Les fusils manquaient, et eussent-ils abondé que Joseph, Rovigo, Pasquier et autres pusillanimes personnages eussent hésité à les remettre aux ouvriers. C'était donc la bourgeoisie qu'on voulait exalter. On ne réussissait qu'à la terroriser. La bourgeoisie ne pouvait prêter les mains à une guerre d'extermination ni consentir à faire de Paris un autre Saragosse. Les belles phrases des journaux : « La terre sacrée que l'ennemi a envahie sera pour lui une terre de feu qui le dévorera... L'ennemi trouvera sa tombe dans les rues de Paris... Il faut s'ensevelir sous les ruines de Paris... » étaient fort mal

1. *Times*, 15 mars. — Les journaux anglais et allemands de février et de mars et le *Journal de Bruxelles* sont remplis de pareils articles.

2. Hauterive à Caulaincourt 28 février. Arch. des affaires étrangères, fonds France, 670. — Caulaincourt, répondait le 2 mars : « Vous avez raison sur les journaux qui ne servent qu'à consterner la France... »

accueillies, et la malignité publique les rapprochait avec à-propos de certain article du *Moniteur* du 21 mai 1809, où il était démontré que la défense d'une capitale comme Vienne est odieuse[1]. (C'était vraisemblablement celui-là même qui avait jadis rédigé cet article qui le rappelait dans ces jours de trahison : qui, sinon l'auteur, aurait pu s'en souvenir ?) La garde nationale comptait nombre d'hommes résolus à se battre aux barrières. A ceux-là, qui avaient l'honneur comme seul mobile, il était puéril de parler d'incendie. Quant aux couards et aux traîtres, ils s'étaient inébranlablement marqué leur conduite. Ils pensaient qu'en somme on ne brûlerait pas tout Paris, et que ceux qui recevraient le plus de coups seraient ceux qui s'exposeraient à en recevoir.

Vers le milieu de la deuxième quinzaine de mars, Paris retomba dans son abattement et ses angoisses des premiers jours de février. La situation était pire encore, car toute espérance de paix avait disparu, et l'on soupçonnait que l'empereur était trop loin de la capitale pour y devancer l'ennemi[2]. Si l'on avait su Napoléon à proximité, les alarmes eussent été moins grandes. On n'avait plus aucune confiance dans ses lieutenants, mais on croyait encore que lui pouvait faire un miracle[3]. L'émigration reprit, les affaires s'arrête-

1. Pasquier à Rovigo, 16 mars. Arch. nat., F. 9, 733.

2. Les nouvelles se répandaient grâce aux indiscrétions perfides des Dalberg, des Jaucourt, des Pradt, des Bourrienne, des Anglès, car les journaux gardaient le silence sur la dissolution du congrès de Châtillon comme sur l'interruption des communications avec l'empereur. Le 22 mars, le *Moniteur* parlait des affaires du 19, à Plancy et à Châtres et de la retraite des Alliés sur Bar-sur-Aube ; les jours suivants, il ne donnait aucune nouvelle. Le 28, il disait : « L'armée occupe Doulevent, Chaumont, Brienne. Elle est en communication avec Troyes, et les patrouilles vont jusqu'à Langres. » Mais il ne disait pas que les Alliés se trouvaient entre l'armée et Paris.

3. Rapport de Pasquier, 11 mars. Arch. nat., AF. 1534. « On remarque que l'œil se porte partout là où se trouve l'empereur et que l'on n'a confiance que dans le

rent, les théâtres furent désertés, on ferma les boutiques, on enfouit son or, le change des billets de banque remonta à 60 et 70 pour 1 000, la rente descendit à 48, à 47, à 46, à 45. Des attroupements se formaient sur les boulevards, sur les quais, sur les places, attendant anxieusement les nouvelles du jour, discutant avec passion les nouvelles de la veille. Les proclamations des Bourbons se multipliaient. On en jetait la nuit sur le seuil des portes. D'autres placards, d'un caractère différent mais non moins grave, engageaient les citoyens à s'assembler dans leurs sections pour inviter collectivement les députés à traiter de la paix au nom du pays. Des réunions dans ce sens eurent lieu chez des sénateurs et des députés [1].

Les 27 et 28 mars, des paysans, fuyant avec leurs bestiaux et leurs meubles chargés sur des charrettes, arrivèrent en masse aux barrières. Cet exode révéla l'approche de l'ennemi [2]. Etait-ce un parti, une colonne isolée ? était-ce un corps d'armée ? La population était dans le doute. Le gouvernement ne pouvait plus ignorer que ce fût toute l'armée coalisée. Depuis le 22 mars, Joseph était instruit du mouvement des maréchaux Mortier et Marmont sur Châlons, qui découvrait la route de Soissons, et du mouvement de l'armée impériale sur Vitry, qui découvrait la route de Coulommiers [3]. Du 23 au 28 mars, on ne reçut directement ni à la Guerre ni aux Tuileries ni au

succès de ses armes. » Cf. Lettre à Rovigo, F. 7, 4290 : « ... On ne peut espérer qu'à l'armée où commande l'empereur et l'on est fondé d'attendre des revers là où il ne commande pas. »

1. Rapports de police, 17, 21, 23, 25, 26, 27, 28 mars. Arch. nat., F. 7, 6605 et F. 7, 3737. *Journal d'un prisonnier anglais.* (*Revue britannique*, 1826, IV, 284-287). Rodriguez, 34, 35, 40. Cf. Gain de Montagnac, 116.

2. Rapports de police, 27 et 28 mars. Arch. nat., F. 7, 3737.

3. Berthier à Joseph, Arcis-sur-Aube, 21 mars et Joseph à Napoléon, 22 mars (*Correspondance du roi Joseph*, X, 207, 208). Cf. Joseph à Hullin, 23 mars. Arch. de la guerre.

Luxembourg aucune nouvelle de l'empereur[1]. Mais le 24 mars, Blücher, dans le dessein évident d'intimider la régence, fit remettre aux avant-postes, près de la Ferté-Milon, la lettre de Napoléon à l'impératrice que les Cosaques avaient saisie sur un courrier, dans la nuit du 22 au 23[2]. Cette lettre exposait sommairement les projets de l'empereur et sa marche sur Saint-Dizier. De la position des armées et du fait même que le courrier qui portait la dépêche du quartier impérial avait été pris, il était difficile de ne pas inférer que l'ennemi se trouvât placé désormais entre Napoléon et Paris. Le 26 mars, la nouvelle de la défaite de Marmont à Fère-Champenoise « par des forces extrêmement considérables » et de la retraite du général Compans vers la Ferté-Gaucher[3], vint confirmer cette supposition.

Il n'y a plus à compter sur des ordres de Napoléon ; il faut agir par soi-même. Joseph s'inquiète, s'agite, multiplie les ordres, mais il ajourne encore la construction des redoutes, « jusqu'à ce que l'empereur approuve le plan qui lui a été soumis[4] ». En attendant, on fera seulement des clôtures aux faubourgs extérieurs et des tranchées en travers des chemins. Pour ces travaux, le ministre de l'intérieur ouvrira

1. Joseph à Napoléon, 26 et 28 mars (*Correspondance du roi Joseph*, X, 211 et 214). — La lettre à Clarke datée de Sommepuis, 22 mars (*Correspondance de Napoléon*, 21 529) était parvenue au ministère dans l'après-midi du 23 (Clarke à Michal, 23 mars. Arch. de la guerre). Le 26 ou le 27, une lettre de Fain, du 25 était arrivée à Lavallette (*Correspondance du roi Joseph*, X, 214), mais c'était tout. Le courrier porteur de la longue et si intéressante lettre de Napoléon à Clarke, datée de Saint-Dizier, 23 mars (Arch. nat., AF, IV, 906), trouvant les routes directes coupées, chercha un autre chemin et n'arriva à Paris que le 27 ou le 29 mars quand les communications eurent été rétablies par Troyes.

2. Clarke à Napoléon, 25 mars, 1 heure du matin. Arch. de la guerre. Cf. Rovigo, *Mémoires* VI, 356-359 ; Meneval, *Souvenirs* II, 37-38. — On a vu (**1814**, 351) comment cette lettre était tombée aux mains de l'ennemi.

3. Compans à Clarke, Sézanne, 25 mars, 10 heures du soir. Arch. de la guerre.

4. Joseph à Hullin, 23 mars. Arch. de la guerre.

d'urgence un premier crédit de 15 000 francs sur la taxe de défense votée le 15 mars mais non perçue. Joseph ordonne au directeur de l'artillerie de s'entendre avec le général Hullin pour mettre en position, sur les hauteurs, un certain nombre de batteries. Il décide que la garde nationale sera entièrement chargée de la garde des barrières, de façon à laisser les troupes disponibles combattre aux avancées. Il s'occupe aussi de faire dresser l'état exact des hommes sans armes et celui des fusils restant dans les arsenaux. Enfin il enjoint à Clarke et à Lavallette de multiplier les courriers « pour porter à l'empereur les nouvelles de ce qui se passe et le rappeler dans la capitale[1]. » De l'avis de tous, et surtout de l'avis du roi Joseph, n'est-ce pas ce qui importe surtout ?

Clarke, lui, agit comme s'il doutait encore de la réalité. Il semble se refuser à comprendre que désormais tout doit être sacrifié à la défense de Paris. Il hésite à laisser établir l'artillerie en position, car, dit-il, « il n'aura plus de batteries organisées à envoyer à l'empereur[2] ». En même temps qu'il presse le retour des corps de Marmont et de Mortier dans Paris, il affaiblit la garnison de la ville en dirigeant sur l'Oise une colonne d'infanterie et le 11e de marche de cavalerie[3]. Clarke semble, d'ailleurs, plus disposé à charger les autres des rôles héroïques que jaloux de les prendre lui-même ; il adresse au général Ledru-Desessarts, qui commande à Meaux, cette adjuration désespérée : «Au nom du ciel, général, qu'on n'évacue

1. Joseph à Hullin, 23 mars. Le sous-directeur des parcs à Hullin, 24 mars. Rapport du premier inspecteur du génie, 25 mars. Arch. de la guerre. *Correspondance du roi Joseph*, X, 210-213. Relation d'Allent, 110-134.

2. Clarke à Hullin, 25 mars. Arch. de la guerre.

3. Clarke à Joseph, 27 mars. Arch. de la guerre.

pas Meaux qui défend les approches de Paris. Qu'on y tienne de la manière la plus opiniâtre, qu'on y tienne comme les Espagnols ont tenu à Sarragosse. C'est ainsi qu'on sauvera Paris [1]. » C'était le 27 mars que Clarke écrivait cette lettre ; le 28 on apprit que Ledru-Desessarts et Compans, forcés dans Meaux, se repliaient sur Ville-Parisis [2]. Les illusions n'étaient plus possibles. Sous deux jours l'ennemi serait devant Paris.

Avant même de s'occuper des dernières dispositions de défense, Joseph, lieutenant général de l'empereur et frère de Napoléon, avait à prendre la plus grave des déterminations. Dans ces circonstances terribles, l'impératrice et le roi de Rome devaient-ils rester à Paris ? Joseph avait des ordres précis de Napoléon, mais ces ordres étaient tels qu'il ne voulut pas assumer la responsabilité de les exécuter sans soumettre la question au conseil de régence. Les trois grands dignitaires, Cambacérès, Lebrun et Talleyrand, le président du Sénat Lacépède, le grand juge Molé, et tous les ministres [3] à l'exception des ducs de Bassano et de Vicence, absents de Paris, se réunirent aux Tuileries le 28 mars, à huit heures et demie du soir, sous la présidence de l'impératrice [4].

1. Clarke à Ledru-Desessarts, 27 mars. Arch. de la guerre.

2. Ledru-Desessarts à Clarke, Meaux, 27 mars, 9 heures du soir. Cf. Clarke à Mortier, 28 mars, 10 heures du soir. Arch. nat., AF. IV, 1670. — En même temps que la lettre de Ledru-Desessarts, Clarke recevait le rapport de Marmont, daté de Provins, 27 mars, 7 heures du soir, où se trouvaient ces mots : « Le mouvement de l'ennemi sur Paris n'est pas douteux. »

3. Ministres à portefeuille : Montalivet (intérieur), Clarke (guerre), Daru (administration de la guerre), Decrès (marine), duc de Gaëte (finances), Mollien (trésor public), Rovigo (police), Bigot de Préameneu (cultes), Sussy (commerce). Ministres d'État : ducs de Cadore et de Massa, Regnault, Boulay de la Meurthe, Merlin de Douai, Muraire, comte de Cessac, Fermont.

Selon Pasquier (*Mémoires*, II, 142), Jérome faisait partie du conseil de Régence. Mais l'un des *Mémoires du roi Jérome* dit expressément le contraire. (VI, 470.) Il semble bien, en effet, que ni Jérome, ni Louis n'étaient membres du Conseil.

4. Rovigo, VI, 363-364. Mollien IV, 129. Meneval, II, 45. Lettres inédites de

Joseph fit connaître au conseil le motif de la convocation, puis il donna la parole au ministre de la guerre. Clarke exposa la situation telle qu'elle était, sans chercher à en voiler les périls. Il rappela que l'empereur était au delà de la Marne, coupé de Paris par l'armée ennemie qui avait sur lui plusieurs marches d'avance. Il montra les fortifications à peine ébauchées, la garde nationale composée de 12 000 hommes dont 6 000 armés de piques ou de mauvais fusils, la garnison se montant à 20 000 hommes, y compris les troupes de Compans et de Ledru-Desessart qui, la veille, s'étaient si mal conduites à Meaux. Quant aux corps de Marmont et de Mortier, qui étaient réduits d'un tiers et qui, au moment où le ministre parlait, étaient encore sur la route de Provins, arriveraient-ils à Paris avant l'ennemi ? En mettant les choses au mieux, on aurait 43 000 soldats et miliciens à opposer aux armées alliées [1]. « Si Clarke, dit Rovigo,

Talleyrand, 28 et 29 mars (*Revue d'histoire diplomatique* 1887) Regnaud de Saint-Jean-d'Angely à Moncey, 28 mars. Arch. de la guerre.

1. Rovigo, *Mémoires* VI, 364-366. Meneval, II. 130. — Rovigo ne dit pas le chiffre des troupes que donna Clarke. Si le ministre était renseigné comme il le devait être et s'il fut exact dans sa déposition, il dut énumérer les effectifs suivants :

Paris : disponibles des dépôts de la ligne, 3 000 ; disponibles des dépôts de la garde, 5 500 ; infanterie et cavalerie de la vieille garde, affectées à la garde du roi de Rome, 1200 ; 12e de marche de cavalerie, 400 ; gendarmes d'élite, 800 ; vétérans, 500 ; canonniers de la marine, de la garde, de la ligne, canonniers hollandais à Vincennes, 1 000 ; artillerie de la garde nationale (volontaires, invalides et élèves de l'Ecole polytechnique), 800 ; sapeurs pompiers et élèves de l'Ecole d'Alfort, et de Saint-Cyr, gardes nationales de la banlieue, 1 200 ; gardes nationales, 12 000. Total 26 400.

Corps de Meaux : infanterie de Ledru-Desessarts, 3 400 ; infanterie de Compans, 1 200 ; cavalerie de Vincent (isolés et 8e et 10e de marche), 1 000. Total : 5 600 hommes.

Corps de Marmont et de Mortier : 11 200 hommes. (Clarke n'avait point ce dernier chiffre. Il devait évaluer ces deux corps d'armée entre 10 et 15 000 hommes.) Total général : 43 200 hommes.

Cf. Ornano à Clarke, 24 mars. Clarke à Hullin, 29 mars. Ledru-Desessarts à Clarke, 26 mars. Situation des 6e corps d'armée et des divisions de la garde sous Mortier, 29 mars. Situation de la subdivision de Seine-et-Marne, 26 mars. Journal de Vincent. Arch. de la guerre. *Correspondance de Napoléon*, 21 134, etc., etc.

n'ajouta rien qui pût augmenter les inquiétudes, il ne dit rien non plus de propre à les calmer[1]. » Clarke devait parler ainsi. Il ne faisait pas une proclamation au peuple ou à l'armée, il faisait un rapport au conseil des ministres. Sans doute il aurait pu ajouter, en son nom personnel, qu'avec quarante mille hommes une résistance de deux ou trois jours dans Paris, même contre des forces triples, n'était pas impossible. Mais comme ministre de la guerre, il avait le devoir absolu de donner exactement le chiffre des effectifs, d'exposer sans rien en cacher l'état des fortifications et de l'armement.

Les paroles de Clarke n'ébranlèrent pas le conseil. Plusieurs des membres parlèrent tour à tour, assurant que le départ de l'impératrice désintéresserait les citoyens de la défense de Paris en leur prouvant que tout espoir était perdu. Ils insistèrent sur les dangers qu'il y aurait à laisser la capitale, si l'ennemi y entrait, en proie à toutes les intrigues. La population, le gouvernement, la police, tout le monde pensait, tout le monde disait, tout le monde répétait, que Paris pris, il n'y aurait plus d'empire. Plusieurs fois Napoléon lui-même l'avait dit. Rovigo, revenu un peu tard

1. Rovigo très irrité contre Clarke depuis l'affaire du général Mallet, charge extrêmement le ministre de la guerre. Il dit que Clarke cacha qu'il avait [illegible] fusils dans les arsenaux. Or on a vu que dans les premiers jours de février il y avait à Paris 11 000 fusils en état et, à Vincennes, 30 000 fusils à réparer. Si l'on songe qu'en février et en mars on arma les divisions Charpentier, Boyer de Rebeval, Porret de Morvan, Arrighi, Souham, Lefebvre-Desnoëttes, Compans, Ledru Desessarts, etc., on reconnait qu'en admettant que les 30 000 fusils aient été tous réparés il devait en rester à peine 2 ou 3 000 non employés. Ce furent ces 2 ou 3 000 fusils qui furent distribués le soir du 29 mars et le 30 au matin à la garde nationale. Pour accuser Clarke sur ce point, il faudrait accuser avec lui Joseph et le général Daumesnil. Il faudrait accuser Rovigo lui-même, qui eût été bien avisé de ne pas attendre la publication de ses *Mémoires* pour révéler l'existence de ces [illegible] fusils ignorés. Rovigo reproche aussi à Clarke d'avoir enlevé d'autorité à la préfecture de la Seine les chevaux de trait qu'on était parvenu à y réunir. Mais ces chevaux, le ministre de la guerre ne les prenait pas pour ses carrosses apparemment. C'était pour le service des batteries de campagne que l'empereur ne cessait de demander.

de ses préventions, assura que l'on pouvait compter d'une façon absolue sur le dévouement et le concours efficace des ouvriers. Talleyrand, qui conservait encore l'arrière-pensée de gouverner pendant la minorité de Napoléon II, fut de l'avis général ; il déclara que seule la présence de l'impératrice à Paris pouvait arrêter une révolution[1]. L'énergique Boulay de la Meurthe proposa de conduire l'impératrice et le roi de Rome dans les faubourgs, à l'Hôtel de Ville et d'appeler Paris aux armes. A condition que l'on eût des fusils à donner, l'idée était bonne. Marie-Louise n'avait pas l'âme de son aïeule Marie-Thérèse, mais elle aurait su en simuler le rôle dans la partie décorative. On pouvait tout faire avec cette poupée, même une grand chose. Le spectacle de cette femme jeune et belle, bravant les boulets et l'incendie, portant dans ses bras le fils de Napoléon et appelant son peuple à la défense de Paris, eût exalté la population.

On demanda à voter. L'archichancelier recueillit les voix. Tous les membres du conseil à l'exception de Clarke, qui opina pour la retraite, et de Joseph qui s'abstint, — comme il s'était défendu de parler afin de n'influencer personne, — votèrent contre le départ de l'impératrice[2]. Clarke, qui était au courant de la lettre de l'empereur, que Joseph allait bientôt produire[3], reprit la parole et dit qu'il ne fallait pas

1. Rovigo, VI, 366-371 ; Mollien, IV, 130. Lettres inédites de Talleyrand, 29 mars (*Revue d'histoire diplomatique* 1887.) — Mais quel poids pouvait avoir aux yeux de Joseph l'opinion de Talleyrand, s'il se rappelait ces mots écrits par Napoléon le 8 février : « Si Talleyrand est pour quelque chose dans l'opinion de laisser l'impératrice à Paris, c'est une trahison qu'il doit comploter. Je vous le répète, méfiez-vous de cet homme... » *Correspondance*, 21 210.

2. Rovigo, VI, 368. Cf. Meneval, II, 48.

3. Cette lettre, datée du 16 mars avait été communiquée le 18 par Joseph à l'impératrice, à Cambacérès et aux ministres de la guerre et de la marine. Joseph à Napoléon, le 18 mars (*Correspondance du roi Joseph*, 204). Clarke se souvenait si bien de la lettre que dans son discours il en reproduisit les termes mêmes : « Le fils d'Hector livré aux Grecs... »

exposer l'impératrice et le roi de Rome à tomber entre les mains de l'ennemi, qu'on s'exagérait les dangers d'un départ de Paris, que le pouvoir de l'empereur le suivrait partout et que tant qu'il resterait un village où lui ou son fils serait reconnu, c'est là que serait la capitale, là que se rallieraient tous les bons Français. La discussion s'engagea de nouveau. Un second vote eut lieu qui donna le même résultat que le premier. « Il n'y eut pas, dit Rovigo, une seule voix de moins que dans le précédent[1]. »

Joseph exhiba alors une lettre de l'empereur, du 16 mars, portant l'ordre formel de faire partir l'impératrice et le roi de Rome si Paris était menacé. « Rappelez-vous, écrivait Napoléon, que je préférerais savoir mon fils dans la Seine que dans les mains des ennemis de la France. Le sort d'Astyanax, prisonnier des Grecs, m'a toujours paru le sort le plus malheureux de l'histoire[2]. » Joseph ne lut que cette seule lettre. Il aurait pu en lire plusieurs autres, toutes exprimant la même volonté[3]. Celle-là suffisait. Les membres du conseil demeurèrent atterrés. Ils maintinrent cependant leur opinion, disant avec raison que si le conseil avait pleins pouvoirs pour décider, l'impératrice resterait à Paris, mais que puisqu'il existait des ordres de l'empereur, il fallait y obéir. Ils ajou-

1. Rovigo, VI, 368-369.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 497.

3. « L'intérêt du pays est que l'impératrice et le roi de Rome ne restent pas à Paris... Je préférerais qu'on égorgeât mon fils plutôt que de le voir jamais élevé à Vienne comme prince autrichien. » *Corresp.*, 21 210 (Nogent, 8 février). — Dans sa lettre à Napoléon du 5 février (*Corresp. de Joseph*, X, 44-45), Joseph fait allusion à un ordre analogue ou à des instructions verbales de l'empereur prescrivant le départ de l'impératrice. De même dans les lettres du 6 février, du 8 février, du 9 février. — Les mots de la lettre de l'empereur du 7 février, « Tenez ferme aux barrières de Paris » (*Corresp.*, 20 196) qu'on a tenté d'opposer à ces instructions n'y sont nullement contradictoires. D'abord il s'agissait là de repousser un parti ennemi et non une armée ; ensuite, dans l'idée de l'empereur, on pouvait défendre Paris sans y laisser pour cela Marie-Louise.

tèrent que ces ordres ne souffrant pas la discussion, il avait été inutile de les appeler à en délibérer. On procéda, pour la forme, à un troisième vote, et l'archichancelier, après avoir recueilli les suffrages, déclara que l'impératrice partirait le lendemain, à huit heures du matin, pour Tours par Rambouillet et Chartres. Lui-même accompagnerait la souveraine que suivrait aussi La Bouillerie avec le Trésor. Pour les ministres et les dignitaires, ils resteraient à Paris avec le roi Joseph jusqu'au moment où celui-ci leur ferait signifier l'ordre de départ. La séance fut levée à deux heures dans la nuit [1].

A l'issue du conseil, presque tous les ministres s'arrêtèrent dans le salon d'attente pour parler librement. Chacun à l'envi déplorait la résolution à laquelle il avait été contraint de souscrire. « — Si j'étais ministre de la police, dit quelqu'un à Rovigo, demain matin Paris serait insurgé et l'impératrice ne partirait pas. » Rovigo répliqua qu'en effet il n'ignorait pas les dispositions de Paris, qu'il serait très facile de mettre le peuple en mouvement ; mais qu'il ne lui convenait pas d'assumer une pareille responsabilité, alors que tous les ministres réunis n'avaient point voulu prendre celle de faire rester l'impératrice dans la capitale. « — Je déplore comme tout le monde, dit-il, la funeste résolution qui vient d'être arrêtée, mais je ne veux point me charger seul de ce que vous n'avez pas su faire tous ensemble [2]. » C'était chez tous le même manque d'initiative, la même terreur des responsabilités.

On se sépara, et il n'y eut, dit un témoin, aucun

1. Clarke à Joseph, 29 mars, 3 heures du matin. Arch. de la guerre. Lettre précitée de Talleyrand, 29 mars. Rovigo, VI, 370-372. Meneval, II, 48-49. Mollien, IV, 131. *Supplément aux Mémoires* de Gaudin, 164.

2. Rovigo, *Mémoires*, VI, 372-373.

membre du conseil qui en sortant des Tuileries ne dît un sincère adieu à son collègue, tant on était persuadé que c'était le dernier acte du gouvernement auquel on avait été associé. « — Voyez, conclut Talleyrand en quittant le duc de Rovigo, quelle chute dans l'histoire ! Donner son nom à des aventures au lieu de le donner à son siècle !... Mais il ne convient pas à tout le monde de se laisser engloutir sous les ruines de cet édifice[1]. » Depuis une heure, l'empire semblait perdu ; depuis une heure, le prince de Bénévent avait pris son parti de la royauté.

1. Rovigo, *Mémoires*, VI, 378-379.

II

LES ALLIÉS DEVANT PARIS

A peine le départ de l'impératrice était-il résolu que Joseph retomba dans ses perplexités. Le conseil de régence n'avait voté cette mesure qu'en la condamnant, et jamais les dangers de l'abandon de Paris n'étaient apparus aussi clairement au frère de Napoléon. Le plus douloureux combat se livrait dans son esprit, dans sa conscience. Rester à Paris, c'était trahir la volonté de l'empereur ; quitter Paris, c'était le trahir lui-même. Ne sentant pas sa responsabilité suffisamment couverte par les ordres de Napoléon, et encore moins par le vote illusoire du conseil, Joseph tenta une dernière démarche auprès de l'impératrice. A l'issue de la séance, lui et Cambacérès suivirent Marie-Louise dans ses appartements particuliers. Ils firent valoir les arguments qu'eux-mêmes, un instant auparavant, avaient annulés en produisant la lettre de l'empereur, ils montrèrent de nouveau les terribles conséquences que pouvait entraîner l'abandon de Paris, ils dirent enfin que seule l'impératrice avait autorité pour décider[1]. Marie-Louise

1. Meneval, *Souvenirs*, II, 49-50. — On a publié dans la *Corresp. de Joseph*, X, 14-17, un autre récit de cet entretien d'après une note manuscrite de Meneval qui en avait été témoin. Quoi qu'en dise Rapetti, ces deux récits ne diffèrent que par la rédaction ; le fonds, les détails sont les mêmes. On lit dans les *Souvenirs :* « Joseph dit à l'impératrice que seule elle pouvait prescrire le parti à prendre », et dans la note : « Joseph proposa à l'impératrice de souscrire à l'ordre qu'elle donnerait en qualité de régente. » C'est une distinction un peu subtile que cherche là à établir Rapetti. Pour justifier le roi Joseph, qui d'ailleurs n'a pas besoin de l'être sur ce point,

s'alarmait de quitter les Tuileries[1]. Mais c'était vraiment trop demander à cette enfant couronnée qu'un pareil acte de volonté. Elle répondit au roi que « lui et l'archichancelier étaient ses conseillers obligés, et qu'elle ne prendrait pas sur elle de donner un ordre contraire aux instructions de l'empereur et au vote du conseil privé, sans avoir leur avis conforme et signé ». Cette proposition n'était pas du goût de Joseph. L'entretien en resta là, et il fut convenu que le départ aurait lieu à l'heure fixée. Le roi, cependant, dit qu'il irait, au point du jour, hors de Paris afin d'inspecter les positions et de chercher des nouvelles des maréchaux Mortier et Marmont. Il demanda que l'impératrice ne se mît en route que quand il serait de retour aux Tuileries. Après quelques heures de sommeil, Joseph se rendit en effet aux avant-postes, mais soit qu'il se fût laissé retarder dans sa tournée, soit qu'il n'eût rien de nouveau à dire à l'impératrice, il ne revint pas au palais et n'y envoya aucun message[2].

On employa le reste de la nuit aux préparatifs de départ. Dès sept heures du matin, l'impératrice en costume de voyage, une espèce d'amazone de couleur brune, se tenait dans son appartement avec le roi de Rome, la duchesse de Montebello, Mme de Montesquiou et Mmes de Luçay, de Castiglione et Montalivet. Dans les salons contigus attendaient les personnes désignées pour accompagner la souveraine :

puisqu'il avait des ordres précis et réitérés de l'empereur. Rapetti s'efforce d'insinuer que la responsabilité du départ de Paris incombe à Marie-Louise. L'allégation est puérile. Il tombe sous le sens que si quelqu'un pouvait prendre une résolution énergique, c'était Joseph et non point cette très jeune femme.

1. Meneval, II, 52. Cf. Miot de Melito, III, 348. Lettre de Marie-Louise à Joseph, Rambouillet, 29 mars (*Correspondance de Joseph*, X, 214) : « Je suis bien triste... Je désire bien que vous puissiez m'écrire de revenir à Paris ; ce serait une des nouvelles qui me causeraient le plus de joie. »

2. Meneval, II, 49-51. Cf. Clarke à Marmont, 29 mars. Arch. de la guerre.

le comte de Beauharnais, chevalier d'honneur, les chambellans de Gontaut et d'Haussonville, Beausset, préfet du palais, le prince Aldobrandini, premier écuyer, Meneval, secrétaire des commandements, Corvisart et Auvity. Chacun gardait un silence oppressé. Le moindre bruit, l'ouverture d'une porte troublait tout le monde. On s'attendait à chaque minute à voir paraître le roi Joseph. Vers huit heures, les officiers de la garde nationale de service au palais demandèrent à être admis en présence de l'impératrice. Ils supplièrent la souveraine de ne pas abandonner Paris, promettant de la défendre jusqu'à la mort. « Marie-Louise touchée jusqu'aux larmes de leur dévouement allégua la volonté de l'empereur. Pourtant elle retardait d'heure en heure son départ et cherchait à gagner du temps. Elle espérait, sans oser se l'avouer, qu'un événement fortuit la forcerait à rester à Paris. » Un peu avant neuf heures, un officier donna ordre de rentrer aux écuries aux nombreuses voitures qui stationnaient devant le pavillon de Flore. Quelques minutes après, Cambacérès étant arrivé, un domestique courut porter contre-ordre. Pressée par les uns de hâter son départ, par les autres de le différer, l'impératrice attendait toujours le retour du roi Joseph. « Elle rentra un moment dans sa chambre à coucher, jeta avec humeur son chapeau sur le lit et se laissa tomber dans une bergère. Là, appuyant la tête sur ses deux mains, elle se prit à pleurer. On l'entendait répéter au milieu de ses sanglots : — Mon Dieu ! qu'ils se décident donc, qu'ils mettent un terme à cette agonie. » Joseph ne paraissait pas, et déjà Clarke avait envoyé un aide de camp pour inviter l'impératrice à se mettre en route. A dix heures et demie, un second aide de camp se présenta, disant qu'il n'y avait plus un instant à

perdre, que si l'on tardait encore on s'exposerait à tomber dans des partis de Cosaques. L'impératrice s'abandonnant à sa destinée quitta les Tuileries. Il fallut en arracher le petit roi de Rome. « — N'allez pas à Rambouillet, disait-il en pleurant à sa mère. C'est un vilain château. Restons ici. » L'enfant se débattait dans les bras de M. de Canisy ; il se cramponnait aux portes, à la rampe de l'escalier, criant de toute la force de sa petite voix : « — Je ne veux pas quitter ma maison ! je ne veux pas m'en aller ! Puisque papa n'est pas là, c'est moi qui suis le maître [1]. »

Les voitures défilèrent lentement, comme si l'on espérait encore un contre-ordre. En tête s'avançaient dix lourdes berlines vertes aux armes impériales, puis venait la voiture du sacre, couverte de toile, puis la colonne interminable des fourgons. Douze cents cavaliers et fantassins de la vieille garde formaient l'escorte. Quoiqu'il fût déjà tard dans la matinée, une centaine de curieux seulement stationnaient devant le guichet du Pont-Royal. Ils gardèrent le plus profond silence, comme au passage d'un convoi funèbre. Pas un mot, pas un cri, pas un geste pour saluer, maudire ou retenir les fugitifs. Chez ceux qui partaient et chez ceux qui restaient, c'était le même abattement. Le cortège suivit les quais en longeant le mur du jardin. Aux Champs-Élysées, l'impératrice se pencha hors de la voiture pour regarder ce grand Paris, où elle était entrée avec crainte, où elle avait trouvé quatre années de bonheur, qu'elle quittait le cœur déchiré et les yeux pleins de larmes, et qu'elle devait si vite oublier [2] !

1. Meneval, *Souvenirs*, II, 51-53 ; Cf. 56-57. Cf. la Note de Meneval dans la *Correspondance du roi Joseph*, X, 16-17. *Mémoires* de la générale Durand, 165. *Journal d'un prisonnier anglais* (*Revue britannique*, 1826, IV, 290-291).

2. Meneval, *Souvenirs*, II, 53-54. *Journal d'un prisonnier anglais*, 291. — La *Correspondance intime* de Marie-Louise, publiée à Vienne en 1887, ne laisse

Quand Joseph rentra dans Paris, le départ de l'impératrice était un fait accompli. Le roi se trouvait délivré des angoisses de l'indécision, et sa conscience ne l'accusait point. S'il n'avait pas fait au delà de ce qu'il devait en substituant, avec le magnanime courage des responsabilités, sa volonté à celle de Napoléon, il avait du moins rempli son devoir en obéissant à des ordres formels et réitérés. Sur un point, cependant, Joseph ne s'était pas conformé aux instructions de l'empereur. Dans l'idée de Napoléon, le départ de l'impératrice était inséparable de la translation immédiate du gouvernement au delà de la Loire. Les ordres, à ce sujet, n'étaient pas moins précis que ceux qui concernaient l'impératrice : « Si l'ennemi s'avançait en forces sur Paris, avait écrit Napoléon le 16 mars, faites partir dans la direction de la Loire la régente, mon fils, les grands dignitaires, les ministres, les officiers du sénat, les grands officiers de la couronne... » Le 8 février, il avait déjà écrit : « Faites partir l'impératrice et le roi de Rome pour Rambouillet. Ordonnez au sénat, au conseil d'État de se réunir sur la Loire. Laissez à Paris ou le préfet, ou une commission spéciale, ou un maire[1]. » Or, le 28 mars, quand à l'issue du conseil les ministres et les grands dignitaires demandèrent s'ils devaient quitter Paris, il fut résolu que seuls Cambacérès et La Bouillerie, avec le Trésor, accompagneraient l'impératrice ; les autres personnages auraient à attendre que l'ordre de départ leur fût transmis par le grand juge. Miot de Mélito raconte que très surpris

aucun doute sur les sentiments d'extrême affection que la jeune souveraine portait à l'empereur. D'après ces lettres la fille de François Ier, en épousant Napoléon, avait cru se sacrifier aux intérêts de la politique. D'abord, elle s'était considérée comme une victime ; mais elle n'avait pas tardé à être parfaitement heureuse.

1. *Corrrespondance de Napoléon*, 21 497, 21 210. Cf. 21 189 et *Correspondance du roi Joseph*, X, 44, 46 et *passim*.

de cette décision, il en manifesta dans la nuit même son étonnement au roi Joseph. qui ne sut lui donner que de vagues explications [1].

L'ordre de l'empereur était là, clair et formel, et comme dicté dans une vision de l'avenir. Tous, Joseph même, devaient quitter Paris [2]. Que le roi prît sur lui d'y rester, puisqu'il portait l'uniforme des grenadiers de la garde et qu'on allait se battre, cela se conçoit. Qu'il ne désignât point un commissaire impérial. cela se comprend encore. car il lui était bien difficile de faire un choix, alors que l'empereur lui-même n'avait pu s'y résoudre, refusant nettement le duc de Rovigo et renonçant au Roi Louis. qu'il avait semblé disposé à accepter d'abord [3]. Mais que Joseph ajournât le départ du gouvernement. voilà qui s'explique avec peine. Ne devait-il pas penser que dans le désarroi et la confusion d'un assaut, les ordres du grand juge parviendraient difficilement. et qu'en tout cas, il serait fort aisé de s'y dérober ? Le roi croyait peut-être que le danger n'était pas si pressant. qu'il y avait chance de repousser l'ennemi. Mais on avait bien dérangé l'impératrice, le roi de Rome, Cambacérès ; on pouvait bien déranger les ministres et M. de Talleyrand, quitte à les faire revenir à Paris trois jours plus tard, comme il semble que la chose avait été arrêtée pour Marie-Louise [4]. Faut-il conclure de cet étrange ajournement que Joseph voulait rester à Paris dans le dessein de traiter avec les Alliés au nom de la France. afin de rendre définitif, sous Marie-Louise régente, son titre provisoire de lieutenant général de l'empire ? Pour cela, la présence des

1. Miot de Melito. *Mémoires*, III, 349-350.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21 497. « Ne quittez pas mon fils. »

3. *Correspondance de Napoléon*, 21 186, 21 190, 21 210.

4. *Correspondance du roi Joseph*, X, 214. Cf. lettre de Marie-Louise, précitée.

ministres, surtout celle du sénat, était nécessaire. On sait qu'au commencement de mars, des personnes de l'entourage de Joseph et même des sénateurs lui avaient fait des ouvertures dans ce sens. Le jour du départ de l'impératrice, ils les renouvelèrent. Mais ceux-là mêmes qui ont dévoilé ces intrigues portent témoignage que le frère de l'empereur n'y voulut point tremper [1] ; et pendant les vingt-quatre heures que Joseph resta seul à Paris, chef du gouvernement et de l'armée, non seulement il ne tenta rien pour entrer en pourparlers avec les Alliés, mais tous les parlementaires furent refusés aux grand'gardes [2]. Dans le conseil du 28 mars, le roi pécha seulement par imprévoyance. Il n'en commit pas moins une grande faute. En remettant au lendemain ce qu'il était si simple d'ordonner pour le jour même, Joseph se fit le complice involontaire des événements qui suivirent.

La nouvelle du départ de l'impératrice qui se répandit dans Paris, déjà si alarmé, y jeta la consternation. Quel espoir conserver puisque le gouvernement lui-même désespérait ? Pourquoi prendre les armes puisqu'il était le premier à donner l'exemple de la désertion ? Ainsi pensaient tous ceux qui, en obéissant aux illusions du patriotisme, avaient jusqu'au dernier jour cru impossible cette chose monstrueuse : les Cosaques à Paris. Dans la masse de la population beaucoup souffraient d'avoir à subir cette honte ; mais chez le plus grand nombre, la terreur l'emportait sur l'humiliation. La fille de celui qui était regardé comme le plus puissant monarque de la Coalition abandonnant Paris, il semblait que disparût

1. Rovigo, VII, 4-5. Cf. **1814**, 251-252.

2. Récit de Peyre, cité par Pons de l'Hérault, Appendice, 496.

avec elle la sauvegarde de la capitale. La fuite de Marie-Louise livrait Paris au pillage, à l'incendie, à toutes les violences, à tous les désastres. Paris était voué au sort de Moscou[1] !

Le canon que l'on entendait gronder vers Bondy, les habitants de Romainville, de Pantin, d'Aubervilliers qui passaient éperdus les barrières, l'appel aux armes distribué dans les rues et commençant par ces mots : « Nous laisserons-nous piller, nous laisserons-nous brûler ? » n'étaient point faits pour calmer les frayeurs. Nombre de gens quittèrent Paris. Les routes de Rouen, de Chartres, de Dreux, étaient encombrées de voitures de toute espèce : berlines, cabriolets, chars à bancs, remplis de femmes et d'enfants, fourgons remplis de meubles. A la Bourse, sur les boulevards, dans les faubourgs, la foule s'amassait, exprimant son indignation du départ de la régente. « Ce fut la première fois, rapporte un témoin que j'entendis le peuple accuser l'empereur. » Vers quatre heures, on afficha cette proclamation du roi Joseph : « Citoyens de Paris, une colonne ennemie s'avance sur la route d'Allemagne ; l'empereur la suit de près à la tête d'une armée victorieuse. Le conseil de régence a pourvu à la sûreté de l'impératrice et du roi de Rome. Je reste avec vous. Armons-nous pour défendre cette ville..... L'empereur marche à notre secours. Secondez-le par une courte et vive résistance, et conservons l'honneur français. » La proclamation n'était pas mal conçue, car c'était rassurer la population de dire qu'on n'aurait affaire qu'à une colonne et que l'empereur arrivait à marches forcées. Malheureusement, le départ de l'impératrice démentait ces

1. *Journal d'un prisonnier anglais*, 292-293. Pons, 151. Rodriguez, 36-41. *Révélations* de Morin, 24. Cf. Marmont à Napoléon, Paris, 31 mars, 4 heures du matin. Arch. nat., AF. IV, 1670.

affirmations. De plus, Joseph n'était point populaire. On accueillit mal sa proclamation, et ceux qui avaient encore le cœur de plaisanter colportèrent aussitôt ce méchant quatrain[1] :

Le roi Joseph pâle et blême
Pour nous sauver reste avec nous.
Croyez, s'il ne nous sauve tous,
Qu'il se sauvera bien lui-même.

Les sentiments de la foule sont multiples. Dans ces groupes irrités ou abattus, quelques patriotes, (d'autres témoins disent : des émissaires de la police, et il y avait certainement des uns et des autres) cherchaient à relever les courages et parvenaient à se faire écouter. Ils montraient des régiments et des batteries qui défilaient dans la direction de la barrière du Nord. Ainsi, disaient-ils, on a l'intention de combattre, et le départ de l'impératrice n'implique pas le dessein de livrer Paris. Quand les Russes ont abandonné Moscou, ils n'avaient préalablement pris aucune mesure de défense. Si donc on s'occupe de défendre Paris, c'était qu'on ne veut pas l'abandonner, et si l'on se prépare à la résistance, c'est que la résistance paraît possible. Les forces de l'ennemi sont peu nombreuses, des renforts sont en marche pour secourir Paris, l'empereur lui-même, qui ne voudra pas laisser prendre sa capitale, va arriver avec la garde. La conclusion de toutes ces paroles, conclusion qui trouvait nombre d'approbateurs parmi les ouvriers, c'était que la population courût aux armes et secondât énergiquement l'armée et la garde nationale. Mais les alarmistes ripostaient : Napoléon est en déroute, Joseph

1. Giraud, 81. *Journal d'un prisonnier anglais*, I 293. Rovigo, VII, 5, 6. — Il y eut dans les premiers jours d'avril des caricatures sur Joseph. On le montrait détalant au grand galop en criant : « Courage ! Je vais chercher des renforts. » Biblioth. nat., Cabinet des Estampes, E. B. 138.

est un lâche, Clarke un traître. La défense ne servira qu'à exaspérer les Alliés, qui sont plutôt des libérateurs que des ennemis. On a tout à gagner à la chute du tyran. Ce sera une délivrance. Il n'y aura plus ni guerre, ni conscription, ni impôts. Et l'on rappelait les proclamations royalistes affichées sur les murs et jetées sous les portes durant les dernières nuits. Toutes les opinions se manifestaient. Chez les uns, il y avait de l'énergie et encore de l'espoir, chez d'autres régnait l'épouvante; mais le sentiment qui dominait était la stupeur. Au reste, bien que l'on sût l'ennemi presque sous Paris, on ne croyait pas à une bataille pour le lendemain. Les théâtres ouvrirent. A Feydeau, il n'y avait que vingt personnes dans la salle, mais aux Français, où l'on jouait *Gabrielle de Vergy*, on fit encore une recette de 380 francs [1].

Informés de l'approche des Alliés, et par les lettres de Compans et par les dépêches qu'envoie d'heure en heure l'officier du génie en observation sur la tour de Montmartre [2], Joseph et le ministre de la guerre arrêtent les dernières mesures. Joseph qui a reconnu le terrain dans la matinée donne la disposition pour le lendemain [3]. Clarke veille à tous les détails. Il écrit soixante lettres. Il exhorte Compans à disputer le terrain pied à pied, « ... le salut de l'État dépendant peut-être de pouvoir contenir l'ennemi deux ou trois jours ». Il presse le retour des maréchaux Marmont et Mortier, puis il leur transmet les instructions du roi Joseph. Il rappelle la colonne

1. Rapports de police, 28 mars et 29 mars. Arch. nat. F 7, [illegible]. Béranger, *Ma Biographie. Journal d'un prisonnier* [illegible]. Arch. de la Comédie-Française. — La moyenne des recettes en 1812 était de [illegible] fr. En 1814 pendant l'invasion la moyenne [illegible].

2. Compans et Fauquet à Clarke, 29 mars. Arch. de la guerre.

3. Joseph à Clarke, et Clarke à Marmont, à Mortier, à Compans, 29 mars. Arch. de la guerre.

d'infanterie en marche vers Beauvais. Il ordonne à Hullin de former sur-le-champ six bataillons de guerre dans les dépôts de la ligne, d'armer un bataillon d'officiers sans emploi, d'interroger les prisonniers amenés de Ville-Parisis, d'envoyer une garnison à Saint-Denis, de l'infanterie au fort de Vincennes, les élèves d'Alfort au pont de Charenton. Il mande à Ornano d'endivisionner tous les hommes des dépôts de la garde et de les poster en avant des faubourgs, à Fririon de faire occuper par les élèves de Saint-Cyr les ponts de Sèvres, de Saint-Cloud et de Neuilly, à Préval de diriger sur Paris ce qu'il a de disponible : « ... il importe peu que les cavaliers soient équipés pourvu qu'ils soient montés et armés. » Il nomme aux commandements vacants. Il invite Chabrol à hâter la levée des mobilisés de la Seine. Il avise Daru que des troupes vont se concentrer sous Paris auxquelles il faut assurer des vivres, et il l'informe qu'il manque des capotes aux élèves de l'école polytechnique, qui bivouaquent depuis la veille. Il ordonne au général d'Aboville d'établir quatre-vingt-quatre pièces en position sur les hauteurs de Montmartre et de Belleville et à la tête des faubourgs et d'organiser huit batteries de réserve [1].

Le duc de Feltre, par malheur, portait trop tard son activité sur la défense de Paris. On aurait pu y tenir deux ou trois jours, même avec le petit nombre de soldats dont on disposait ; mais, pour cela, ce n'était pas le 29 mars, presque sous le canon de l'ennemi, qu'il eût fallu préparer la résistance. C'était au mois de février qu'on aurait dû tout commencer, c'était dans la dernière semaine de mars, alors que le manque de nouvelles de l'empereur provoquait tant d'inquiétudes, qu'on aurait dû tout finir. Le 29 mars seule-

1. Correspondance de Clarke, 29 mars, Arch. de la guerre.

ment, on s'occupait sérieusement de défendre Paris! Pouvait-on en douze heures non seulement établir des ouvrages, mais pouvait-on même, vu le manque de chevaux, transporter quatre-vingt-quatre bouches à feu sur les hauteurs de Belleville et de Montmartre? Pouvait-on sans cadres, presque sans canonniers, organiser huit batteries légères? Pouvait-on lever et incorporer deux mille mobilisés, monter trois mille cavaliers, armer douze mille fantassins et gardes nationaux, faire rejoindre tous les disponibles des dépôts du Havre, de Rouen, de Tours, d'Orléans?

Tandis que Clarke donnait ces ordres tardifs, dont un grand nombre, soit manque de temps, soit confusion, soit négligence, ne furent pas exécutés[1], les colonnes ennemies s'approchaient de Paris. Certains retards s'étaient cependant produits dans la concentration des différents corps alliés. Après le double combat de Fère-Champenoise, le vieux Blücher ayant retrouvé l'ardeur, bien que n'ayant pas recouvré la santé, avait pressé la marche de ses troupes. L'armée de Bohême, au contraire, avait cheminé avec une extrême lenteur le 26 mars et surtout le 27, Schwarzenberg voulant que l'on défilât sur la route de Paris comme à une revue du Prater[2]. Le 28 mars seulement, les Austro-Russes atteignirent les bords de la Marne, et le grand quartier général s'établit à Quincy, où le prince de Schwarzenberg donna les ordres pour la journée du lendemain[3].

1. Entre autres, l'ordre d'assurer des vivres aux troupes de Marmont et de Mortier. Fabvier (*Journal des opérations du 6e corps d'armée*) rapporte « qu'en arrivant à Charenton, les troupes ne trouvèrent pas une seule ration ». Dans une note de Brucy, citée par Pons (p. 468), il est dit que la direction générale des vivres n'était pas instruite de l'arrivée de ces deux corps d'armée. Dans ce cas, la faute incomba à Daru, car il avait été avisé par Clarke.

2. Relation de Diebitsch. Arch. de la guerre, à la date du 24 mars. — Le grand quartier général s'établit le 25 mars à Fère-Champenoise, le 26 à Treffaux, le 27 à Coulommiers. Ordres de Schwarzenberg, cités par Schels, II, 64, 85, 118.

3. Ordres de Schwarzenberg, Quincy, 28 mars, cités par Plotho, III, 396.

Les Coalisés avaient résolu d'attaquer Paris par le Nord. On conçoit leurs raisons. De ce côté, ils seraient protégés par la Marne contre un mouvement de Napoléon dans leur dos et, en cas d'échec, ils auraient une ligne de retraite assurée sur les Pays-Bas. Aux yeux des généraux alliés, il n'y avait point une heure à perdre si l'on voulait s'emparer de Paris avant le retour de l'empereur. Aussi, négligeant toute reconnaissance préalable, ils arrêtèrent que les troupes marcheraient au plus vite, en trois fortes colonnes, de façon à tout balayer sur leur passage. La colonne de droite composée du gros de l'armée de Silésie (corps York, Kleist, Langeron et infanterie de Woronzoff), qui ayant déjà traversé la Marne avait repoussé les divisions Compans et Ledru-Desessarts au delà de Claye, prendrait par Mory et Le Mesnil et viendrait s'établir, à la hauteur de Saint-Denis, à cheval sur la route de Lille. La colonne du centre, formée des corps Rajewsky et des gardes et réserves de Barclay de Tolly, passerait la Marne à Meaux et se dirigerait sur Bondy par Claye. La colonne de gauche, enfin, comprenant les corps de Gyulai et du prince de Wurtemberg, passerait également la Marne à Meaux et longerait la rivière jusqu'à Neuilly. Afin de parer à une attaque éventuelle de Napoléon, les corps de Sacken et de Wrède resteraient à Meaux et à Trilport, jetant des avant-postes vers la Ferté-sous-Jouarre, Rebais et Coulommiers[1].

Selon ces ordres, le 29 mars à la pointe du jour les Russes de Rajewsky et de Barclay, ayant avec eux le czar et le roi de Prusse, passèrent la Marne et rejoignirent à Claye les Prussiens de Kleist et

1. Ordres de Schwarzenberg et de Blücher pour la journée du 29 mars, Quincy et Meaux, 28 mars, cités par Plotho, III, 396-397. Cf. Relation de Diebitsch. Arch. de la guerre, et Journal de Langeron. Arch. top. de Saint-Pétersbourg, 29 103.

d'York. Ceux-ci, dont les avant-postes occupaient Ville-Parisis, tiraillant avec les grand'gardes de Compans qui tenait toujours à Vert-Galant, cédèrent la route de Bondy aux nouveaux arrivants et marchèrent par leur droite sur Mory. (Déjà Langeron et Woronzoff étaient engagés sur le chemin du Tremblay.) Pendant que l'on opérait ces mouvements, un parlementaire, le colonel Blücher en personne, se présenta aux avant-postes français. Reçu par le général Vincent, Blücher fit connaître l'objet de sa mission. Il était, dit-il, chargé par le czar de porter à Paris des propositions de paix et de traiter de l'occupation de la capitale. Le général en ayant référé à Compans, celui-ci ordonna de renvoyer le parlementaire. Blücher alors remit deux pièces à Vincent : une lettre cachetée pour le ministre de la guerre, et une proclamation de Schwarzenberg au peuple de Paris[1].

Cette proclamation, rédigée par Pozzo di Borgo, n'était rien moins qu'un appel à une révolution. Malgré leur nombre, malgré leurs succès, malgré leurs conquêtes, malgré leur approche de Paris, dépourvu de défenseurs, et malgré l'éloignement de Napoléon, les Alliés ne se sentaient pas encore assez forts pour triompher ! Il leur fallait l'aide des Français eux-mêmes, la trahison, la révolte, la guerre civile. « C'est à la ville de Paris, disait Schwarzenberg, qu'il appartient, dans les circonstances actuelles, d'accélérer la paix du monde. Son vœu est attendu avec l'intérêt que doit inspirer un si immense résultat ; qu'elle se prononce et dès ce moment l'armée qui est devant ses murs devient le soutien de ses décisions... Parisiens, vous connaissez la conduite de

1. Compans à Clarke, Vert-Galant, 29 mars, 8 heures du matin. Journal de Vincent. Arch. de la guerre.

Bordeaux. Vous trouverez dans cet exemple le terme de la guerre[1]... »

Compans indigné rendit avec mépris la proclamation au colonel Blücher. Pour la lettre adressée à Clarke, il ne crut pas devoir la refuser et il la transmit incontinent[2]. On ne sait d'ailleurs quels en étaient les termes ni qui l'avait signée ; si l'on a pris prétexte de ce commencement de correspondance pour accuser Clarke d'intelligence avec l'ennemi, le soupçon paraît peu fondé. Vraisemblablement cette lettre n'était qu'une simple sommation de rendre Paris. Il est sans doute difficile de s'expliquer pourquoi la lettre fut écrite au ministre de la guerre au lieu d'être adressée au lieutenant général de l'empereur. Mais quand bien même cette mystérieuse missive eût contenu une invitation à trahir, le fait seul de l'avoir reçue ne constitue pas une trahison. Or il n'y a aucun témoignage que Clarke y ait répondu.

Durant les pourparlers entre le colonel Blücher et les généraux français, un second parlementaire se présenta, demandant un armistice de quatre heures. Compans, qui ne cherchait qu'à gagner du temps[3], y consentit très volontiers mais sous la condition ordinaire que, pendant la suspension d'armes, les troupes conserveraient de part et d'autre leurs positions sans faire aucun mouvement[4].

1. Arch. nat., F. 7. 4292. — Pasquier (*Mém.*, II, 243-244) assure que le czar et le roi de Prusse durent intervenir auprès de Schwarzenberg pour l'engager à signer ce manifeste où pour la première fois les Alliés se déclarèrent ouvertement en faveur des Bourbons. C'est vraisemblable, car il devait avoir quelque scrupule à engager la volonté de son souverain qui était, après tout, père de l'impératrice des Français. Mais Schwarzenberg lui-même était ennemi déterminé de Napoléon et peu favorable à l'idée d'une régence.

2. Compans à Clarke, 29 mars. Arch. de la guerre. Cf. Schels, II, 136.

3. « Gagner du temps, c'est ce dont nous avons le plus besoin pour donner celui à l'empereur d'arriver au secours de la capitale. » Clarke à Compans, 29 mars. Arch. de la guerre.

4. Compans à Clarke, 29 mars. Journal de Vincent. Arch. de la guerre.

Tout était perfidie dans la démarche des Alliés. S'ils demandaient un armistice, ce n'était pas pour faciliter les négociations ; c'était pour gagner du terrain sans avoir à le conquérir. A peine le feu avait-il cessé aux avant-postes, en vertu de la suspension d'armes, que les vedettes de Vincent lui signalèrent sur sa droite la marche d'un corps d'infanterie venant de Lagny, et sur sa gauche la présence d'un gros de cavalerie se dirigeant vers Gonesse. A ces nouvelles, les Français craignant d'être enveloppés se mirent en retraite. Les troupes alliées qu'ils avaient devant eux s'ébranlèrent pour les attaquer dès qu'ils s'aperçurent du mouvement. L'infanterie de Compans se replia sur Paris, par la forêt de Bondy et par la route de Metz, combattant sans relâche et disputant le terrain pied à pied. La cavalerie de Vincent se porta au grand trot en avant de la Villette où elle arrêta et refoula les trois mille chevaux du général Emmanuel qui préparaient un hurrah sur ce faubourg[1].

Vers cinq heures du soir, le czar et Frédéric-Guillaume atteignirent avec le gros des troupes russes les hauteurs de Clichy en l'Aulnoy. Le vent soufflait du Nord, le temps était clair, il n'y avait pas un nuage au ciel. Paris apparut au loin dans un embrasement de soleil couchant. A ce spectacle une grande acclamation : Paris ! Paris! jaillit de toutes les poitrines. Les rangs furent rompus, les soldats s'avancèrent en désordre pour apercevoir cette ville si fameuse, but glorieux et terme présumé de la campagne, cette capitale de la France qui depuis quatre siècles n'avait pas été approchée par les armées ennemies. « Toutes nos misères, rapporte un officier de l'état-major du czar, fatigues, blessures, priva-

1. Journal de Vincent. Arch. de la guerre. Cf. Journal de Langeron. Arch. top. de Saint-Pétersbourg, n° 29 103.

tions, nuits glacées aux bivouacs, marches du Dnieper à la Seine, parents et compagnons d'armes tombés sous la mitraille, humiliations de tant de défaites, tout était oublié. Nous étions dans un enthousiasme qui ne devait jamais s'évanouir et dont le souvenir est impérissable... Si officiers et soldats avaient ces transports d'orgueil et de joie, que devaient ressentir les deux souverains : Frédéric-Guillaume qui avait subi six ans le joug de fer de l'insatiable conquérant, et notre grand Alexandre qui porte encore saignante au cœur la blessure reçue dans les allées de Kamennoy-Ostrow, en apprenant la prise de Moscou [1] ! »

Dans la soirée, Langeron s'établit au Bourget, Kleist et York prirent position à Aulnay, avec des grand'gardes à Drancy ; l'infanterie de Woronzoff occupa Villepinte, que Blücher choisit pour son quartier général. Le corps de Rajewsky s'avança jusqu'à Noisy-le-Sec, et les gardes et réserves s'échelonnèrent entre Ville-Parisis et Bondy. Seules les troupes du prince de Wurtemberg et de Gyulai, ayant dû attendre, pour déboucher par le pont de Meaux, le passage des autres corps d'armées, restèrent en arrière. Au lieu de venir occuper Neuilly-sur-Marne, elles bivouaquèrent à Aunet et à Nanteuil [2]. Les deux souverains et le prince de Schwarzenberg logèrent au château de Bondy, d'où furent expédiés pendant la première partie de la nuit les ordres pour le lendemain. Dès cinq heures du matin, toutes les troupes devaient commencer leur mouvement. La colonne de droite aurait à attaquer la butte Mont-

1. Danilewsky, II, 139-140. — Sous quelque drapeau qu'ils marchent, les soldats ont la même âme et les mêmes sentiments. C'est dans des termes presque identiques que Ségur (II, 33, 35) rapporte l'impression de la Grande Armée en découvrant Moscou : « Dangers, souffrance, tout fut oublié... »

2. Journal des opérations de Barclay de Tolly, et Journal de Langeron, Arch. top. de Saint-Pétersbourg, nos 29 188 et 29 103. Schels, II, 141. Plotho, III, 399.

martre, la colonne du centre à s'emparer du plateau de Romainville et des sommités de Belleville; la colonne de gauche, que l'on supposait arrivée à la hauteur de Neuilly-sur-Marne, s'avancerait entre Charenton et Vincennes, pour occuper les ponts, masquer le château et venir menacer la barrière du Trône[1].

Au grand quartier général, on ne se dissimulait pas que la journée serait meurtrière, mais on espérait qu'elle serait courte. Autant par humanité que par crainte de la guerre des rues, Alexandre voulait éviter, s'il était possible, une entrée de vive force dans Paris. Il comptait pour cela sur un assaut impétueux donné à Montmartre et à Belleville. L'occupation de ces positions dominantes, où l'on tiendrait la ville sous le canon, amènerait sans doute les défenseurs à capituler[2].

La Coalition avait Bordeaux, Lyon, Reims, la moitié de la France. Napoléon trompé par une audacieuse manœuvre errait en Champagne avec des débris d'armées. Le czar était à Bondy. Des fenêtres du château, il voyait s'éteindre les dernières lumières de Paris et s'allumer, innombrables, les feux des bivouacs russes. Il était à la veille de terminer cette terrible guerre, à la veille d'effacer l'outrage de Moscou violée. Mais ce jour tant désiré et si longtemps attendu, maintenant qu'il était tout proche, l'empereur de Russie ne l'envisageait pas sans un trouble profond, sans une poignante inquiétude. Qui, mieux qu'Alexandre Ier, savait qu'une grande capitale peut devenir le tombeau d'une grande armée? Si bien

1. Ordres de Schwarzenberg, cités par Schels, II, 175. Lettres de Wolkonsky à Rajewsky et à Blücher, citées par Bogdanowitsch, II, 337-338. Journal de Langeron, Arch. de Saint-Pétersbourg. Schülz, XIII, vol. I, 177.

2. Lettre de Wolkonsky à Blucher, Bondy, 29 mars, 11 heures du soir. Journal des pièces envoyées, Arch. top. de Saint-Pétersbourg, n° 29 190. Cf. Danilewsky, II, 422.

retranchées, si bien armées, si tenacement défendues qu'il supposât les hauteurs de Montmartre et de Belleville, il ne doutait pas que ces positions ne fussent emportées dans la journée. Dût-on y laisser vingt mille cadavres, on resterait maître du terrain. Mais le peuple de Paris allait-il se défendre ? Là était l'inconnu et là le péril. Quel imprévu redoutable dans une guerre de rues ! L'avantage du nombre est en partie supprimé par l'impossibilité des déploiements, un seul canon commande un débouché, l'assaillant ignore les points où la défense a concentré ses forces, les colonnes éparses marchent comme à l'aventure, hors de la main et de la vue des commandants en chef, les courages qui s'exaltent devant les premières barricades, s'énervent, se lassent, faiblissent devant les secondes et les troisièmes, quand les pavés et les meubles pleuvent des fenêtres et que les balles jaillissent des soupiraux. Le czar savait qu'il ne fallait espérer, en tout cas, emporter les approches de Paris et Paris même dans une seule journée. Pour se rendre maître de la ville, si l'on était contraint d'y entrer de vive force, deux jours au moins, trois jours peut-être seraient nécessaires. Or, trois jours, deux jours même, perdus devant les barrières pouvaient entraîner un désastre. Sans vivres et sans munitions, que ferait cette immense armée, coupée de sa ligne manœuvre ? De la Seine à l'Aisne, tout le pays était ruiné, ravagé, affamé. En admettant qu'on réussît a se ravitailler du côté de l'Oise[1], où trouver cartouches et gargousses pour remplir les gibernes et les caissons vidés par soixante heures de combat ? Si, enfin, Paris tenait deux jours seulement, sa résistance permettrait aux troupes disséminées dans

1. Danilewsky (II, 422) rapporte que jusqu'au 6 avril, bien que l'armée alliée eût toutes les ressources de Paris, elle eut beaucoup de difficultés à s'approvisionner.

les dépôts voisins de renforcer la garnison, et, chose tout autrement redoutable, cette résistance donnerait le temps à Napoléon de venir défendre sa capitale. Où était-il le géant des batailles? Depuis l'avant-veille, on était sans nouvelles de lui à l'état-major des Coalisés, ou du moins les nouvelles que l'on recevait étaient si contradictoires qu'on n'y pouvait rien discerner. Mais on ne doutait pas qu'il ne marchât à grandes journées vers Paris[1].

En proie à tant d'inquiétudes, le czar veilla fort tard. Tandis que tout dormait au château de Bondy et dans les bivouacs, il s'entretenait avec Nesselrode et le prince Wolkonsky, et prenait toutes les mesures pour parer au danger qu'il appréhendait. Nesselrode reçut l'ordre de profiter du moindre arrêt dans le combat pour entrer en pourparlers sur la capitulation. « — Il faut, dit Alexandre, que Paris se rende demain[2]. » D'après les instructions du czar, et presque sous sa dictée, Wolkonsky écrivit dix lettres. Sa dépêche adressée à Blücher portait : « Il est de la plus haute importance d'assurer nos lignes de communications avec les Pays-Bas; ce qui ne peut se faire qu'en occupant Compiègne et La Fère. Vous voyez donc la nécessité de s'emparer au plus tôt de Compiègne. » Les mêmes recommandations étaient faites au prince de Saxe-Weimar : « Nous sommes devant Paris et nous espérons nous en emparer demain. Mais il est, malgré tout, de la plus haute importance, pour assurer nos communications, de

1. Sur les craintes du czar et sur la situation critique où se fussent trouvées les armées alliées si Paris eût tenu quelques jours, voir les lettres de Wolkonsky, Bondy, 29 mars (citées plus loin). Relation de Diebitsch. Arch. de la guerre (à la date du 21 mars). Danilewsky, II, 142-143. Plotho, III, 402. Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères, Russie, 25. Cf. le discours du maréchal Soult, *Moniteur* du 23 janvier 1841.

2. Danilewsky, *Feldzug in Frankreich*, II, 142.

tenir libre la route de Compiègne. Le général Bülow en est chargé, mais il est trop faible en hommes. Sa Majesté désire que vous lui envoyiez immédiatement des renforts. » Wolkonsky mandait à Sacken de ne laisser qu'un seul pont sur la Marne « et de bien garder la rive gauche en envoyant des détachements au loin ». A Czernischew, à Ilowaisky, à Seslavine, à Kaizarow, à tous les chefs de corps volants entre la Marne et la Seine, il adressa des instructions analogues. Ils devaient redoubler d'activité et de vigilance, faire des exemples sévères pour arrêter le soulèvement des paysans, multiplier les patrouilles et les reconnaissances afin de ne point se laisser surprendre par une marche de Napoléon sur Paris. « Voilà, écrivait le chef d'état-major du czar, voilà ce qu'il faut empêcher avant tout[1]. »

Ainsi, dans cette nuit du 29 mars, Alexandre pensait moins aux triomphes qu'aux périls du lendemain. Ce n'était point sur Paris qu'il tenait les yeux fixés, c'était sur la route de Troyes où s'avançait Napoléon et sur la route de La Fère qui pouvait devenir l'unique ligne de retraite des armées alliées.

1. Lettres de Wolkonsky à Blücher et à Saxe-Veimar, Bondy, 29 mars, 11 heures du soir et 30 mars, 1 heure du matin (Journal des pièces envoyées. Arch. top. de Saint-Pétersbourg) et lettres du même à Ilowaisky, etc., citées par Danilewsky, II, 143-144.

III

LA BATAILLE DE PARIS

Le 30 mars, à quatre heures du matin, Paris fut réveillé par les roulements du tambour ; sur tous les points, on battait la générale. En peu d'instants, une partie de la population se trouva dans la rue, en quête de nouvelles. On annonçait l'attaque de l'ennemi. Le jour qui allait se lever verrait-il la destruction de Paris ? Des groupes nombreux d'ouvriers, auxquels se mêlaient des miliciens qui n'avaient pu encore obtenir des fusils, se portèrent devant l'hôtel du général Hullin, aux cris : « Des armes ! des armes ! » Pendant que la foule grossissait place Vendôme, les gardes nationaux, des pains et de grosses brioches fichés au bout des baïonnettes, se rendaient dans les lieux de rassemblement qui leur avaient été assignés pour les alertes. Ils allaient ensuite, par fractions constituées, doubler les postes des différentes barrières. La garde du mur d'octroi était le seul service que l'on eût cru devoir ou pouvoir exiger des miliciens. Ceux qui sortirent hors des barrières pour seconder l'armée étaient des volontaires. Il y en eut plusieurs milliers, et parmi eux un certain nombre de jeunes élégants qui, le matin, avaient tenu conseil chez Tortoni pour décider « s'il ne serait pas ridicule de se battre ». On vit aussi des gens du peuple s'avancer sans armes sur le champ de bataille

ramasser les fusils des morts et faire le coup de feu[1].

Toutes les troupes étaient en avant de Paris ; les unes déjà établies sur les positions, les autres en marche pour les venir occuper. A la gauche la cavalerie du général Ornano et celle du général Vincent, déployées entre Saint-Ouen et la Chapelle, couvraient la butte Montmartre, où des chevaux de fiacre réquisitionnés hissaient des canons et qui avait seulement pour défenseurs un détachement de sapeurs pompiers et quelques compagnies de garde nationale. Au centre, les deux divisions Michel et Boyer de Rebeval, formées la veille avec les dépôts de la vieille garde et de la jeune garde, tenaient le terrain depuis la Villette jusqu'aux pentes nord de Belleville, ayant de forts avant-postes devant Aubervilliers et devant Pantin, dont les batteries de position du Rouvroy et de la butte Chaumont commandaient les débouchés. La division Compans et la divison Ledru Desessarts étaient massées sur la butte Beauregard. A la droite, la cavalerie de Bordesoulle et de Merlin protégeait les abords de Charonne et des buttes du cimetière Mont-Louis et de Fontarabie, dont vingt-quatre pièces de canon garnissaient les crêtes. Le château de Vincennes avait une garnison peu nombreuse mais suffisante commandée par le général Daumesnil. Des détachements mixtes de gardes nationaux, de vétérans, d'élèves d'Alfort et de cadres de la ligne occupaient Saint-Maur et Charenton. Six compagnies de grenadiers de la garde nationale et les élèves de l'École polytechnique, avec vingt-huit canons, défendaient la

1. *Journal d'un officier anglais prisonnier sur parole* (*Revue Britannique*, V, 85, 87). Relation anonyme dans la *Suite au Mémorial*, II, 285-286. Rodriguez, 48-54. Giraud, 83, 85. Béranger, *Ma Biographie*, 141. Lavallette, II, 89. Rovigo, VII, 10-11. Dispositif en cas d'alerte. Cf. Ordonnance de Louis XVIII relative à la garde nationale, 5 août 1814. Arch. nat., F. 9, 754. F. 9, 761.

barrière du Trône. Le corps de Marmont marchait rapidement de Saint-Mandé sur Romainville, afin de remplir au plus vite, en s'établissant sur le plateau, le vide qui existait dans la ligne de bataille, et le corps de Mortier levait ses cantonnements de Picpus pour venir prendre position, en seconde ligne, de Montmartre au canal de l'Ourcq[1].

Soldats de Marmont et de Mortier, soldats des dépôts, gardes nationaux, vétérans, canonniers invalides, élèves des Écoles polytechnique et d'Alfort, Paris avait quarante-deux mille hommes[2] environ

1. Ordres de Clarke, 29 mars. Journal de la division Boyer de Rebeval. Journal de Vincent. Arch. de la guerre. Marmont. *Mémoires*, VI, 240-242, *Journal d'un officier anglais*, 93-94, 99.

2. 1° Garnison de Paris proprement dite : Ornano (disponibles des dépôts de la garde). division Michel : 3 600 hommes dont (3 000 envoyés le 28 mars à Claye rentrèrent le 29 dans la soirée sous le commandement d'Ornano) ; division Boyer de Rebeval : 1 800 hommes. Cavalerie de Dautancourt : 800 hommes (y compris les escadrons polonais envoyés le 27 à Claye). Hullin : disponibles des dépôts de la ligne (qui d'après les ordres de Clarke durent renforcer les troupes de Compans et de Ledru-Desessarts) : 3 000 ; garde nationale parisienne : 12 000 (presque tous enfin complètement armés, car on avait distribué le matin même deux ou trois mille fusils) ; artillerie de la garde parisienne (volontaires, polytechniciens et invalides) : 800. Canonniers de la marine, de la garde, de la ligne, canonniers hollandais : 1 000. Gendarmerie d'élite : 800. Vétérans : 500. Total : 23 200 hommes.

2° Garnisons de Saint-Denis, Vincennes, postes des ponts de Charenton, Saint-Maur, Neuilly, etc. (vétérans, cadres de la ligne, détachements de jeune garde, élèves d'Alfort et de Saint-Cyr, gardes nationales de la banlieue) : 2 500 hommes environ dont moitié sont déjà comptés ci-dessus dans la garnison de Paris : soit 1 200 hommes.

3° Corps de Compans arrivé de Meaux : division Compans, 1 200 ; division Ledru Desessarts, 3 400. Cavalerie de Vincent, Cosaques polonais et 12e de marche de grosse cavalerie : 1 400. Total : 6 000 hommes, dont il y a à réduire au moins 15 pour 100 pour les pertes des 27, 28 et 29 mars. Reste 5 100 hommes.

4° Corps de Marmont : divisions Lagrange, Ricard et Arrighi : 3 300. Cavalerie de Merlin et de Bordesoulle : 1 400 hommes. Total : 4 700.

5° Corps de Mortier : divisions Christiani, Curial et Charpentier : 4 600. Cavalerie de Belliard (division Roussel et 7e et 9e de marche) : 1 900. Total : 6 500 hommes. — Total général : 41 800 hommes.

Situations du 29 mars. Correspondance de Clarke, 27, 28 et 29 mars. Ledru-Desessarts à Clarke, 26 mars. Ornano à Clarke, 24 mars. Journal de Vincent. Journal de Boyer de Rebeval, etc. Arch. de la guerre. Cf. le tableau annexé au tome VII des *Mémoires* de Marmont, lequel tableau est du reste sur une infinité de points contredit par les documents des archives. — Si l'on se reporte à la page 460 de **1814** on verra que le total des forces françaises le 28 mars s'élevait à 43 200 hommes. Cette différence en moins s'explique par le départ des troupes

pour sa défense extérieure et intérieure. Les Alliés étaient cent dix mille[1].

Bien que le roi Joseph eût lui-même reconnu le terrain et qu'il eût cru devoir conserver, comme lieutenant de l'empereur, un commandement en chef qui sans doute l'embarrassait fort, il avait laissé toute initiative aux ducs de Raguse et de Trévise quant au choix des positions. Ses ordres, transmis par Clarke, indiquaient d'une façon générale le front à défendre, de la Marne à la Seine. Mais des principaux points à occuper, il n'était pas question. Le roi et le ministre s'en remettaient à l'expérience des deux maréchaux[2]. Marmont connaissant l'importance stratégique de Romainville y envoya pendant la nuit une reconnaissance, et sur le rapport de l'officier que les Russes ne s'y étaient pas établis, il mit incontinent ses troupes en marche dans la direction du plateau. On prit par Charonne et Bagnolet. Au petit jour, comme la tête de colonne arrivait à la hauteur du château de

formant l'escorte de l'impératrice et par les pertes subies par Compans à Meaux, Ville-Parisis et Vert-Galant. Les dépôts de la garde donnèrent d'ailleurs plus de disponibles qu'Ornano n'en promettait. On comptait sur 5 500 pour le 28 mars, et il y en eut 6 200 le 30 mars.

1. Armée de Bohême : gardes et réserves : 26 000 hommes ; Rajewsky, 12 800 ; Wurtemberg : 15 000 : Gyulai : 10 500. Total : 64 300 hommes. (Le corps de Wrède (20 000) était resté à Meaux et environ 6 000 Cosaques battaient l'estrade entre la Marne et la Seine.

Armée de Silésie : York : 10 000 ; Kleist : 8 000 ; Langeron : 17 000 ; Woronzoff : 12 000. Total : 47 000 hommes. La cavalerie de Winzingerode (10 000 hommes) avait été détachée à la suite de Napoléon, le corps de Sacken réduit à 8 000 hommes était à Meaux avec les Bavarois ; le corps de Bülow — porté à une vingtaine de mille hommes — occupait Laon, La Fère et était employé aux sièges de Soissons et de Compiègne.

Les forces des Alliés devant Paris s'élevaient donc à 111 300 fusils et sabres. Cf. Bogdanowitsch, II, 159-160 ; Schels, II, 169-171 ; Plotho, III (Annexes). Schülz, XIII, 180-183 ; Danilewsky, II, 150, etc. — Ce chiffre de 111 000 combattants est un chiffre maximum. Plusieurs des historiens précités ne portent qu'à 100 000 hommes les deux armées alliées en ligne devant Paris. On voit par là quelles pertes avaient subies les Alliés pendant ces deux mois de campagne. Sauf les gardes et réserves, tous les corps d'armée étaient réduits de près de moitié.

2. Clarke à Marmont et à Mortier, 29 mars, 4 heures du soir et 11 heures du soir. Arch. de la guerre.

Romainville, une vive fusillade partit soudain des bois environnants. Barclay de Tolly, — le czar, dit-on, — avait eu la même idée que Marmont : devancer l'ennemi à Romainville. A cinq heures du matin, la 1re brigade de la division Helfreich s'était postée dans ce village, tandis que la 2e brigade s'établissait à Pantin [1].

Marmont n'abandonna pas son dessein d'occuper Romainville, qui était une des clés du plateau. Sans hésiter, il ordonna l'attaque, passant de la défensive qu'il avait cru d'abord devoir garder à une vigoureuse offensive. Au centre, la division Lagrange, déployée des deux côtés de la route et ayant pour réserve, dans le parc de Brière, la division Ricard, s'avança contre Romainville. A la droite, Arrighi établit ses troupes au Moulin de Malassise et jeta deux bataillons dans Montreuil. A la gauche Compans et Ledru-Desessarts gagnèrent par les crêtes nord du plateau le bois de Romainville, tandis que la division Boyer de Rebeval marchait sur Pantin [2]. Il était entre six heures et demie et sept heures du matin, quand le combat s'engagea à la fois sur le plateau et dans le vallon. Les Russes surpris, et encore en petit nombre, cédèrent partout le terrain, abandonnant les premières maisons de Pantin, le bois de Romainville et les abords du village. On se croit maître des positions. Mais les premiers renforts arrivent à l'ennemi.

1. Fabvier, *Journal du 6e corps*. Marmont, *Mémoires*, VI, 241 242. Schels, II, 186, 188. Danilewsky, II, 143. — Marmont, qui accuse tout le monde, dit dans ses *Mémoires* qu'il fut trompé par l'officier chargé de la reconnaissance, « lequel ne se rendit pas à Romainville et fit son rapport comme y ayant été ». « C'est un véritable crime, » ajoute Marmont. Voici qui est bien dit, mais la vérité c'est que l'officier alla parfaitement à Romainville et fit un rapport exact. Il ne pouvait cependant prévoir que cette position non occupée à minuit le serait à 5 heures du matin.

2. Journal de Boyer de Rebeval, Arch. de la guerre. Marmont, *Mémoires*, VI, 142. Fabvier, *Journal*, 66-67.

La division Menzenzow, qui débouche de Romainville, contient Lagrange. Le prince Eugène de Wurtemberg avec deux divisions pénètre dans Pantin, et en débusque les tirailleurs de Boyer de Rebeval qui se replient les uns vers Pré-Saint-Gervais, où s'est massé le gros de leur division, les autres vers les Maisonnettes qu'occupe une des brigades du général Michel. Les succès des Russes s'arrêtent là. Sur les hauteurs les fantassins de Compans et de Ledru-Desessarts, fortement établis dans le bois, menacent la gauche de Romainville, que les soldats de Marmont s'apprêtent de nouveau à attaquer de front. Dans le vallon, le prince Eugène n'ose avancer ses colonnes hors de Pantin, sous le feu croisé des batteries du Rouvroy, de Pré-Saint-Gervais et de la butte Beauregard. Pensant que toute tentative de ce côté restera inutile tant que le premier mamelon n'appartiendra pas aux Russes, il laisse pour tenir Pantin la seule brigade Helfreich et la division de cuirassiers de Kretow et porte ses deux divisions à l'appui des défenseurs de Romainville. L'une entre dans le village par le chemin de Noisy-le-Sec; l'autre, ayant le prince à sa tête, escalade le versant nord du plateau afin de prendre de flanc les Français qui occupent le bois. Ceux-ci résistent; par trois fois, ils rejettent les assaillants sur les pentes et jusque sous les murs du parc de Romainville[1].

Pendant cette première phase du combat, le maréchal Mortier, qui avait dû laisser défiler les colonnes de Marmont pour se mettre lui-même en marche, prenait ses positions. D'après les ordres de Joseph, le duc de Trévise devait occuper le secteur compris

1. Journal de Barclay de Tolly, Arch. topogr. de Saint-Pétersbourg, 29 188. Journal de Boyer de Rebeval, Arch. de la guerre. *Mémoires* du prince Eugène de Wurtemberg, III, 281. Cf. Marmont, *Mémoires*, VI, 242-243 et Fabvier, *Journal*, 67.

entre la Villette et Montmartre, mais jugeant à l'intensité du feu que l'ennemi portait tout son effort sur Romainville, il résolut de soutenir la gauche de Marmont. La division Curial vint renforcer aux Maisonnettes la brigade Secrétant, et la division Charpentier se massa en réserve au pied de la butte Chaumont. Ainsi, il ne restait à Mortier pour défendre le nord de Paris que la seule division Christiani, qui s'établit à la Villette et à la Chapelle, appuyant la brigade Robert postée à Aubervilliers, et la cavalerie de Belliard qui se déploya dans la plaine de Saint-Denis, prolongeant la droite des escadrons d'Ornano[1].

Il était déjà dix heures[2], et loin que la situation fut désespérée ou même compromise, le succès, selon l'expression d'un combattant, « paraissait incertain[3]. » Marmont et Compans se maintenaient avec un avantage marqué aux abords de Romainville. Dans la vallée de l'Ourcq, les jeunes soldats de Boyer de Rebeval, soutenus par la brigade Secrétant, occupaient de nouveau Pantin. En vain quatre régiments de cuirassiers russes avaient débouché du village, croyant faire miracle. Embarrassés par les fossés et les clôtures et mitraillés par les batteries du Rouvroy, les côtes-de-fer de Kretow n'avaient pu fournir la charge; ils étaient rentrés au galop dans Pantin, les Maries-

1. Journal de Boyer de Rebeval. Arch. de la guerre. Marmont, *Mémoires*, VI, 248. Schels, II, 189.

2. Pour le récit de cette bataille, les indications horaires ont une grande importance. Celles que nous donnons et que nous n'avons adoptées qu'après une très attentive confrontation des relations et des rapports authentiques, tant étrangers que français, et en tenant compte du temps nécessaire aux mouvements des troupes, sont, croyons-nous, exactes, à un quart d'heure près. Dans la plupart des ouvrages français, les opérations préparatoires et, par suite, les diverses phases de l'action sont avancées d'une heure, quelquefois de deux. Les ouvrages allemands et russes sont sur ce point, comme sur d'autres, beaucoup plus véridiques.

3. Journal de Boyer de Rebeval. Arch. de la guerre.

Louises à leurs trousses [1]. Au nord de Paris, l'affaire ne se dessinait pas mieux pour l'ennemi. Soucieux et impatient d'en finir avec la capitale, dernier boulevard de la France et de l'Empire, l'état-major allié avait donné des ordres pour une attaque générale, sans s'inquiéter de savoir si la concentration des différents corps s'était opérée. En outre, des retards vraiment extraordinaires s'étaient produits dans la transmission des ordres. L'ordre de marcher sur Montmartre à cinq heures du matin, expédié la veille de Bondy dès onze heures du soir, ne parvint au maréchal Blücher que passé sept heures [2]. Affaibli par la fièvre, Blücher avait perdu toute initiative. D'ailleurs, sauf le corps de Langeron qui occupait le Bourget, ses troupes se trouvaient encore assez loin de Paris : York et Kleist cantonnaient à Aulnay-lès-Bondy, Woronzoff à Villepinte. Langeron entendant le canon à sa gauche prit sur lui de s'avancer vers Pantin sans attendre des instructions. Durant cette marche, il fut rejoint par un aide de camp de Blücher qui lui communiqua l'ordre de se porter sur Aubervilliers (le feld-maréchal avait enfin reçu la dépêche du czar). Langeron fit aussitôt faire demi-tour à la colonne ; mais grâce à tous ces retards, son avant-garde n'arriva que vers dix heures devant Aubervilliers, où elle fut accueillie par un feu meurtrier [3]. Pour la colonne de gauche, elle était encore, à cette heure-là entre Chelles et Neuilly-sur-Marne [4]. Jamais grande

1. Journal de Barclay de Tolly. Journal de Boyer de Rebeval. Bogdanowitsch, II, 169.

2. Mémoires de Langeron. Arch. des Aff. étrang. Cf. l'ordre de Blücher, Villepinte, 30 mars, 8 heures du matin, cité par Schels, II. 203.

3. Mémoires de Langeron, Arch. des Aff. étrang. Journal de Langeron. Arch. top. de Saint-Pétersbourg.

4. Schels, II, 207-208.

attaque ne fut ordonnée avec tant de précipitation, exécutée avec si peu d'ensemble.

Joseph, Clarke, Hullin et leurs états-majors étaient depuis six heures du matin au Pavillon rouge, sur la butte des Cinq-Moulins à Montmartre. Ils entendaient à leur droite le canon et les feux de pelotons, et voyaient s'élever des nuages de fumée au-dessus du canal de l'Ourcq. Devant eux, tout était tranquille. « Ma chère amie, écrivait à huit heures Joseph à la reine, on se tiraille depuis le matin ; il n'y a encore rien de sérieux, mais nous sommes au commencement de la journée. » D'ailleurs, quoiqu'il n'y eût encore « rien de sérieux », le commandant en chef des armées de Paris conseillait vivement à sa femme de partir sans délai pour rejoindre l'impératrice [1]. Peu après l'envoi de ce billet, Joseph aperçut une colonne russe débouchant du Bourget. De dix à onze heures, on vit cette colonne, qui était celle de Langeron, aborder Aubervilliers, et d'autres masses ennemies s'avancer de Blancmesnil et d'Aulnay-lès-Bondy. C'est alors qu'arriva à Montmartre le sieur Peyre [2], architecte de la 3e division de la Préfecture de la Seine, capitaine ingénieur des sapeurs-pompiers et futur chevalier de Saint-Vladimir ; un brave homme, au demeurant, mais bien malheureusement mêlé à ces grands événements.

Dans la soirée de la veille, Peyre avait rencontré à la barrière de Pantin le général Hullin en tournée d'inspection. Celui-ci venait d'apprendre, avec un mécontentement qu'il ne dissimulait pas, que le com-

1. *Correspondance du roi Joseph*, X, 215. Cf. Miot de Melito, *Mémoires*, III, 252-253. — La reine, dit Miot, s'obstinait à ne point partir. Les femmes ont parfois de ces résolutions. Il fallut, pour l'y décider, un ordre formel apporté vers 10 heures par le général Expert. A midi, le Luxembourg était désert.

2. Peyre (Joseph) était neveu de Joseph Peyre, ancien architecte du roi, et cousin-germain d'Antoine-François Peyre, membre de l'Académie des Beaux-Arts.

mandant de la grand'garde avait par deux fois refusé de recevoir un parlementaire russe. Il chargea Peyre d'interroger cet officier sur les motifs de son refus et, s'il était possible, de rejoindre le parlementaire et de le ramener aux avant-postes. Hullin, il semble, aurait pu choisir pour cette mission, déjà singulière en elle-même car on n'a pas coutume de courir la nuit après un parlementaire, un officier de son état-major ou du moins un officier de l'armée. Peyre partit avec un seul gendarme, et n'ayant pu obtenir de renseignements à la grand'garde qu'on venait précisément de relever (il paraît qu'en 1814 les grand'-gardes étaient relevées au milieu de la nuit !) l'aventureux architecte n'hésita pas à sortir des lignes françaises et à se diriger vers les avant-postes de l'ennemi [1].

Il advint ce qui était présumable Peyre tomba au milieu d'une patrouille de Cosaques dont le chef le voyant sans trompette et sans ordre écrit refusa de le reconnaître comme parlementaire et le fit purement et simplement prisonnier. On le conduisit d'abord à Noisy, puis sur ses protestations, il fut mené vers six heures du matin à Bondy, où Danilewsky, après avoir causé quelques instants avec lui, l'informa qu'il allait prendre les ordres du czar. Alexandre qui ne désirait rien tant qu'entrer en communication avec Paris reçut lui-même le capitaine Peyre dans la grande galerie du château. Aux questions du souverain, Peyre répondit que l'impératrice avait en effet quitté Paris et que l'on y était disposé à se défendre. Interrogé

1. Tout ce récit est pris presque textuellement dans la lettre (justificative) de Peyre, Paris, 2 avril 1814 et dans le certificat (également justificatif délivré à Peyre par Hullin, Paris, 31 mars, 2 heures du matin (pièces citées par Pons, 492 sq.). — Le soin que prit Peyre d'aller relancer Hullin dans la nuit même du 30 au 31 mars pour obtenir ce certificat, témoigne, de reste, qu'il jugeait lui-même sa conduite comme pouvant prêter aux plus fâcheuses interprétations. Il fut décoré par le czar le 1er avril.

sur les forces de la garnison, il garda le silence. Le czar, alors, le chargea de dire au commandant en chef que c'étaient non point quelques milliers d'hommes, comme on l'avait dit à Paris, mais les deux grandes armées alliées qui étaient en ligne. « — Nous serons toujours prêts à traiter, ajouta-t-il, même si l'on se bat dans les faubourgs ; mais si l'on nous oblige à forcer l'enceinte, nous ne serons plus maîtres d'arrêter nos troupes et d'empêcher le pillage. » En manière de conclusion, le czar remit au capitaine-ingénieur une vingtaine de copies de la proclamation royaliste de Schwarzenberg. Peyre ne voulant les accepter que sous pli cacheté, on en fit un paquet[1].

Alexandre appela le comte Orlow et lui donna l'ordre d'accompagner l'officier français et de pénétrer avec lui comme parlementaire jusqu'au roi Joseph pour hâter la reddition de Paris. « — Partez, monsieur, dit-il à Peyre, le sort de votre ville est dans vos mains. » Puis se tournant vers Orlow et prenant soudain un air inspiré, il prononça avec solennité ces émouvantes paroles : « — Allez, je vous autorise à faire cesser le feu quand vous le jugerez convenable et sans aucune responsabilité. Vous pourrez arrêter les attaques les plus décisives, même la victoire, pour sauver Paris. Quand Dieu m'a donné la puissance et a fait le succès de mes armes, il a voulu que j'assure la paix du monde. Si nous pouvons arriver à ce but sans répandre plus de sang, nous nous en féliciterons ; autrement, nous poursuivrons la lutte jusqu'au bout... Dans les palais ou sur les ruines, l'Europe couchera ce soir à Paris[2]. »

Peyre, suivi de son gendarme d'ordonnance, et

1. Lettre de Peyre précitée. Danilewsky, II, 151-152.

2. Fragment des Mémoires de Michel Orlow. Arch. top. de Saint-Pétersbourg, 47 346. Lettre de Peyre précitée.

Orlow, avec un autre officier et deux trompettes, arrivèrent à Pantin vers neuf heures du matin, en plein combat. A la vue des parlementaires, le feu cessa un instant ; mais comme les cavaliers se trouvaient encore entre les deux lignes, la fusillade reprit du côté des Français. Peyre et son gendarme piquèrent vers Paris, tandis que les Russes, un moment hésitants et tout aussitôt chargés par un peloton de chasseurs à cheval, regagnèrent Pantin au triple galop [1]. Peyre se rendit d'abord place Vendôme, et ne trouvant pas Hullin à l'état-major, il le rejoignit sur la butte Montmartre. Conduit par le général en présence de Joseph, à qui il remit les proclamations de Schwarzenberg, il rapporta ce qu'il avait vu et entendu, dénombrant les forces des Alliés et répétant les paroles à la fois si conciliantes et si terriblement menaçantes de l'empereur de Russie. Comme pour confirmer le dire de Peyre, la plaine, au loin, s'emplissait de Prussiens [2].

Alors Joseph sentit passer en lui le frisson de la peur. Il ne craignait sans doute ni les balles ni la mort du soldat qu'il avait plusieurs fois résolument affrontées ; mais son âme débile défaillait devant le mâle et terrible devoir de la responsabilité. Il n'eut point cette héroïque vision : Paris résistant quand même ; les soldats se repliant des hauteurs sur les faubourgs, des faubourgs derrière les barrières, des barrières dans les rues ; les gardes nationaux les moins belliqueux entraînés à combattre par l'exemple et la nécessité ; le peuple exaspéré, faisant arme de tout, élevant des barricades, transformant chaque maison en forteresse, opposant la masse au nombre et la

1. Fragment des Mémoires d'Orlow. Lettre de Peyre.

2. Lettres de Peyre et de Hullin.

flamme à la flamme ; puis la nuit suspendant la lutte, et Napoléon arrivant avec la vieille garde, exaltant les courages, imposant à l'ennemi, le chassant peut-être, au moins traitant de la paix sur les ruines encore menaçantes des quartiers dévastés. Il vit les barrières forcées après une vaine résistance, faite seulement pour irriter l'ennemi ; il vit les troupes en déroute, la milice jetant ses armes, la population épouvantée fuyant en troupeaux, les Alliés ivres de fureur se ruant au pillage, au massacre et à l'incendie ; et lui, Joseph, maudit dans l'histoire pour avoir, par intérêt dynastique, voué d'un cœur léger Paris à la destruction.

Le roi assembla aussitôt le conseil de défense, moins sans doute pour y chercher des avis énergiques que des encouragements à la reddition. Il y avait là Clarke, Hullin, les ministres de la marine et de l'administration de la guerre, le premier inspecteur du génie, le général Maurice Mathieu, le major Allent, d'autres encore. Depuis un mois, tous ou presque tous désespéraient, et l'extrême péril ne ranima pas leur courage. D'un avis unanime, dit-on, le conseil reconnut la nécessité de la capitulation[1]. Joseph chargea deux de ses aides de camp — l'un était le général Strolz — de porter ce billet écrit, en double original, aux maréchaux Marmont et Mortier[2] : « Si M. le duc de Raguse et M. le duc de Trévise ne peu-

1. D'après le récit de Peyre et de Hullin, le roi n'aurait pas assemblé le conseil et se serait décidé de lui seul. L'auteur des *Mémoires du roi Joseph* (X, 23) affirme qu'il y eut conseil, et la chose paraît vraisemblable.

2. Ni Peyre ni Hullin ne parlent du billet adressé à Mortier. Peyre parle seulement du billet pour Marmont auprès duquel il accompagna l'aide de camp du roi sur l'invitation de celui-ci. Joseph désirait que Peyre répétât au duc de Raguse ce qu'il avait dit à lui-même. Il paraît certain d'ailleurs qu'un billet fut également envoyé à Mortier ; mais tandis que le duc de Raguse reçut cet ordre vers 1 heure de l'après-midi, le duc de Trévise, cependant beaucoup plus rapproché de Montmartre, ne le reçut qu'après 5 heures du soir.

vent plus tenir leurs positions, ils sont autorisés à entrer en pourparlers avec le prince de Schwarzenberg et l'empereur de Russie qui sont devant eux. Ils se retireront sur la Loire[1]. » Quelques instants plus tard, le lieutenant général de l'empereur, abandonnant Montmartre, prenait, le premier, le chemin de la Loire[2].

Tant de raisons qu'eût Joseph pour se persuader que la résistance était impossible, il se résigna cependant bien vite à ne la point prolonger. Avant d'envoyer à Marmont cet ordre démoralisant, au moins devait-il attendre que l'investissement du nord de Paris, qui commençait à peine, fût achevé, et que le plateau de

1. Dans les *Mémoires* de Marmont et dans les *Mémoires d'un homme d'État* (t. XII) ce trop fameux billet porte : « Montmartre, 10 heures du matin. » De même Fabvier dit dans son *Journal* que Marmont reçut le billet à 11 heures et demie. Dans les *Événements de* 1814 *par un aide de camp du roi Joseph*, et dans les *Mémoires du roi Joseph*, ce billet est daté : « Montmartre, midi un quart. » Cette heure de midi un quart a prévalu dans l'opinion de presque tous les historiens (Thiers cependant évite de prononcer). Nous pensons en effet que la date de midi un quart doit être adoptée de préférence à celle de 10 heures, et cela pour cette raison que Peyre qui avait quitté le czar à 8 heures et demie (Peyre dit 9 heures et demie, mais il est contredit sur ce point par Orlow et Danilewsky) ne put aller de Bondy à Pantin, de Pantin à la place Vendôme et de la place Vendôme au sommet de Montmartre (environ quatre lieues à travers les lignes de troupes et les rues encombrées de Paris) en moins d'une heure et demie ou même de deux heures. Il faut aussi compter le temps que prirent nécessairement le rapport verbal de Peyre, les hésitations de Joseph, la séance du conseil, si courte qu'elle pût être. Ainsi, de l'instant où Peyre quitta le czar à Bondy à celui où Joseph le chargea d'accompagner le général Strolz, il dut s'écouler au moins trois heures. Conséquemment, ce ne put être avant 11 heures trois quarts ou midi que le roi écrivit.

Au reste la question horaire, sur laquelle on a longuement discuté pour condamner ou excuser Joseph, importe beaucoup moins qu'il ne le semble. Entre 11 heures et midi, Marmont n'était pas plus compromis qu'à 10 heures. Le duc de Raguse occupait encore sa première position, sa droite à Malassise, sa gauche au bois de Romainville et il n'avait encore en présence, lui dont les troupes s'élevaient (y compris les divisions Boyer, Michel, Ledru, Compans et Vincent) à 13 000 hommes, que les 12 500 hommes de Rajewsky et les 1 500 cuirassiers de Kretow.

2. Marmont (lettre à Napoléon 31 mars, 4 heures et demie du matin. Arch. nat., AF. IV, 1670) dit que Joseph quitta Montmartre à midi. Peyre dit implicitement à midi et demi. Il semble que le roi ne se mit en route qu'entre 1 heure et 1 heure et demie. A deux heures, en tout cas, il n'y avait plus personne sur la butte des Cinq-Moulins. Joseph se retira par les boulevards extérieurs, la barrière du Roule et le bois de Boulogne d'où il se dirigea sur Versailles et Rambouillet. Cf. Miot de Melito, III, 356 et Rovigo, VII, 20-22.

Romainville, où les défenseurs se maintenaient encore avec avantage, fût au pouvoir de l'ennemi [1]. Surtout quand la bataille est la fin du duel, la suprême et dernière rencontre où se décident irrévocablement les destins de la patrie, ce n'est pas au « deuxième moment » de l'action, pour employer le mot technique, et quand pas un pouce de terrain n'a encore été cédé, que l'on donne l'ordre de parlementer au cas où les positions ne seraient plus tenables. Puisque la veille on s'était résolu à défendre Paris, il fallait que la défense ne se réduisît pas à un glorieux et meurtrier simulacre ; il fallait qu'elle fût sérieuse et pût devenir efficace. Il suffisait pour cela de résister jusqu'au lendemain [2],

1. D'après de nombreux témoignages (*Événements de 1814 par un aide de camp du roi Joseph*, 167 ; *Biographie de Joseph-Bonaparte*, 69 ; Rovigo, VII, 12 ; Bourrienne, X, 15, etc., *Journal d'un officier anglais*, 96), témoignages qui ont imposé à trop d'historiens français, plusieurs officiers de l'état-major de Joseph auraient rapporté au roi les nouvelles les plus alarmantes du duc de Raguse ; Allent, qui suivait avec la longue-vue les opérations du plateau de Romainville, aurait déclaré que la situation était désespérée ; enfin Marmont lui-même aurait envoyé un billet, tracé au crayon, portant qu'il était impossible de prolonger la résistance et demandant l'autorisation d'entrer en pourparlers.

Sans doute, Joseph dut dépêcher des officiers afin de savoir ce qui se passait à l'est de Paris. Mais ces officiers ne purent rapporter à midi que ce qu'ils avaient vu vers 11 heures, c'est-à-dire Marmont n'ayant pas perdu un pouce de terrain, contenant et attaquant même l'ennemi qui se trouvait encore en forces égales aux siennes. Quant à la légende du major Allent, suivant de Montmartre, avec une longue-vue, les mouvements des troupes sur le plateau de Romainville, il suffit pour en faire justice de comparer les deux altitudes.

Enfin Marmont ne reconnait nullement avoir fait dire au roi que la situation était critique. Loin de là, il prétend (*Mémoires*, VI, 247), et Fabvier (*Journal du 6e corps*) témoigne, qu'à la réception du billet de Joseph, bien qu'il eût perdu la position qu'il occupait à l'heure où écrivait le roi, il envoya Fabvier à Montmartre pour dire ceci : « Si le reste de la ligne n'est pas en plus mauvais état que notre côté, rien ne presse encore de prendre ce fatal parti. Nous avons l'espoir d'attendre la nuit qui pourra apporter quelque changement important à nos affaires. » Mais, ajoute Fabvier, « le roi n'était plus à Montmartre. » Le témoignage de Fabvier nous paraît difficile à récuser, d'autant que ces paroles sont confirmées par les faits : 1° à 1 heure, la situation, bien que plus compromise qu'à 11 heures, n'était point désespérée ; 2° Marmont qui reçut le billet de Joseph vers 1 heure ne se décida à parlementer qu'à 4 heures. S'il eût sollicité dès 10 heures l'autorisation de capituler, il n'eût pas attendu si longtemps pour s'en servir.

2. « Si l'on eût été fermement décidé à défendre la ville à toute extrémité, on eût pu arrêter les armées alliées un ou peut-être deux jours, et permettre à Napoléon d'arriver. » Plotho, *Der Krieg in Frankreich*, III, 402. — « Si nous eussions perdu un seul jour et que Napoléon n'en eût pas perdu deux, il aurait eu le temps d'entrer

c'est-à-dire sept heures, car il était midi, et, vraisemblablement, la nuit interromprait la lutte. Joseph eut peut-être raison de croire que l'on ne pourrait pas tenir ces sept heures en dehors de l'enceinte, mais il eut tort de se laisser intimider par les menaces du czar que Peyre lui rapporta : « Si l'on nous oblige à forcer l'enceinte, avait dit Alexandre, nous ne serons plus maîtres d'arrêter les troupes. » Soit calcul, soit emportement, les paroles du czar avaient dépassé sa pensée. Les ordres les plus précis et les plus formels étaient donnés aux commandants de corps d'armée de ne point chercher à forcer les barrières. L'empereur de Russie les rendait responsables « si un seul de leurs soldats pénétrait dans Paris[1] ».

Pendant que Joseph sonnait à Montmartre le glas de l'empire, les vaillants dont il décidait le sort continuaient intrépidement la lutte. A midi — à midi seulement — les premières réserves russes et prussiennes de Barclay de Tolly entrèrent en ligne[2]. Jusque-là, Marmont n'avait eu devant lui que les 13 000 hommes du corps de Rajewsky[3]. Barclay porta à Romainville et à Montreuil les 9 000 grenadiers russes des géné-

dans Paris. Sa présence et *la terreur qu'il inspirait encore* eussent sans doute doublé les forces de la défense. La bataille eût été plus balancée, plus meurtrière, Paris eût pu éprouver un sort funeste. Peut-être aussi aurions-nous été repoussés ou tout au moins retardés assez pour que l'armée de Fontainebleau fût arrivée à Paris. *Alors notre position eût été fort incertaine.* Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères, Russie, 25. — « Si Paris eût tenu, les armées ennemies prises en queue par l'armée impériale, auraient été obligées de se retirer avec perte. » Lettre du maréchal Soult, citée dans le *Moniteur* du 23 janvier 1841. — Cf. Danilewsky, II, 142, 143.

1. Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères, Russie, 25. Cf. Danilewsky, II, 142. Bogdanowitsch, II, 190.

2. Journal de Barclay de Tolly. Cf. Schels, II, 193.

3. Divisions Helfreich et Menzenzow, moins une brigade à Pantin (sous le prince Gortschakow), 4 000 hommes ; divisions Schachowskoï et Pischnisky (sous le prince Eugène de Wurtemberg), 7200 hommes. La cavalerie de Pahlen, 1 400 hommes, observait la gauche. Les cuirassiers de Kretow, 1 500 hommes, étaient à Pantin avec une brigade de la division Helfreich.

raux Tzokolow et Paskéwitsch et dirigea sur Pantin la garde royale prussienne. Cette magnifique troupe, de 4000 hommes dans le rang, n'avait pas été engagée depuis le passage du Rhin ; elle brûlait de combattre. Elle entra dans Pantin au pas de charge et en débusqua vivement les soldats de Boyer de Rebeval et de Secrétant. Le village nettoyé, le général Alobserstern voulut mener plus loin son succès. En vain le prince Eugène lui représenta les dangers qu'il y avait à s'aventurer dans le vallon, il forma ses troupes en trois colonnes qui débouchèrent simultanément de Pantin. Aucune n'alla loin. Fusillés de front par les feux de bataillons de Secrétant et mitraillés d'écharpe par les batteries du Rouvroy et de Pré-Saint-Gervais, les Prussiens s'arrêtèrent net sous cette nappe de fer et de plomb, qui abattit sept cents hommes. Les projectiles pleuvaient si drus que tous les arbres de la route furent coupés et qu'il n'en resta pas un tronc où l'on ne put compter huit ou dix traces de balles. Rentrés dans le village, les Prussiens tentèrent une seconde attaque ; mais salués de la même façon, ils durent se replier après de nouvelles pertes[1].

Sur le plateau, entre midi et une heure, les attaques de l'ennemi avaient plus de succès. Renforcées par les 4500 grenadiers de Tzokolow, les deux divisions que Rajewsky avait sous son commandement immédiat reprirent l'offensive et refoulèrent les soldats de Lagrange au sommet du plateau[2], tandis que le prince Eugène, atterrissant enfin sur les premières crêtes avec les deux autres divisions, délogeait du bois

1. *Mémoires* du prince Eugène de Wurtenberg, III, 283-284 ; *Journal d'un prisonnier anglais*, 93. Cf. Schels, II, 196-197. — Dans cette journée la garde royale prussienne perdit 1353 hommes, dont plus de 50 officiers.

2. D'après les rapports, il semble que la division Lagrange se trouvait alors refoulée au point coté 117 sur la carte de l'État Major.

de Romainville les fantassins de Compans et de Ledru-Desessarts. En même temps, la colonne de Paskéwitsch (4 500 grenadiers) filait par le chemin de Montreuil, chassait de ce village les deux bataillons de grand'garde et venait menacer, à Malassise, puis à Bagnolet, où elle s'était retirée, la division du duc de Padoue. Au sud de Charonne, la cavalerie du comte de Pahlen débordait la ligne des escadrons de Bordesoulle et du général Vincent, rappelé sur ce point dès huit heures du matin par ordre de Marmont, et allait les charger de flanc lorsque le feu de la batterie établie à la butte de Fontarabie força les Russes à arrêter leur mouvement.

Vivement pressé sur son front et fortement menacé sur sa droite, Marmont craignit de voir sa retraite compromise. Il replia ses troupes pour leur faire prendre une position en arrière. Le duc de Padoue se porta au parc Saint-Fargeau et à la tête de Ménilmontant; Lagrange et Ledru-Desessarts, dépassant dans leur marche rétrograde la réserve de Ricard, toujours postée dans le parc de Brière, reformèrent leurs troupes sur la butte Beauregard; la division Compans s'établit au sommet de Pré-Saint-Gervais, dont les deux brigades de Boyer de Rebeval continuaient d'occuper toujours les rampes [1].

Le mouvement de retraite des Français qui, la plupart déployés en tirailleurs, se replient par petits groupes, enhardit l'ennemi à une poursuite vigoureuse. La division Pischnisky et les cuirassiers de Kretow, rappelés de Pantin, où ils ont fait si piteuse besogne, s'élancent en même temps à la charge. Pour permettre à ses troupes désunies de se rallier,

1. Journal de Barclay de Tolly. Arch. de Saint-Pétersbourg. Journal de Boyer de Rebeval. Journal de Vincent. Arch. de la guerre. Cf. Marmont, *Mémoires*, VI, 243; Fabvier, *Journal*, 68.

Marmont se porte en avant à la tête d'une des brigades de Ricard. Une batterie établie près du bois de Romainville ouvre le feu à petite portée. La mitraille brise la faible colonne. Tous les Français se retirent en désordre — en pleine déroute, disent les rapports russes — mêlés aux cuirassiers qui sabrent et aux fantassins de Pischnisky qui jouent de la baïonnette. Arrighi, duc de Padoue, est blessé, le général Clavier est fait prisonnier. Marmont lui-même court risque d'être cerné, lorsque le colonel Ghensener, ralliant deux cents hommes, débouche du parc de Brière, que fuyards et vainqueurs ont dépassé, et tombe à l'arme blanche sur les Russes. Pris à dos, ceux-ci se troublent et battent en retraite à leur tour. Ainsi dégagés par la résolution d'un seul homme et la vaillance de deux cents, les cinq divisions françaises s'établissent, sans être inquiétées, dans les nouvelles positions[1].

C'est à cet instant, vers une heure, que Marmont reçut le billet de Joseph, l'autorisant à entrer en pourparlers. Bien qu'il eût déjà perdu beaucoup de terrain depuis que le roi avait écrit, Marmont enivré par le combat ne désespérait point. Il croyait, dit-il, pouvoir prolonger la résistance jusqu'à la nuit. Il dépêcha un aide de camp à Joseph qu'il supposait encore à Montmartre, et, en attendant de nouvelles instructions du roi, il se prépara à repousser d'autres attaques[2].

1. Journal de Barclay de Tolly. *Mémoires de Marmont*, VI, 243-244. *Journal de Fabvier*, 68-71. Cf. Schels, II, 195-196.

2. *Mémoires de Marmont*, VI, 244-245. *Journal de Fabvier*, 69.

Selon Marmont, d'accord avec Fabvier, le billet daté de 10 heures fut reçu entre 11 heures et demie et midi. Mais, d'une part, tout semble indiquer que ce billet fut écrit à midi (voir **1814**, p. 500 note 1), et, d'autre part, d'après le tableau des positions des troupes, tracé par Marmont et Fabvier, à l'instant où, disent-ils, arriva l'aide de camp du roi, il est manifeste qu'on en était à la fin du troisième moment de l'action, c'est-à-dire entre une heure et une heure et demie.

Le Journal de Barclay de Tolly et les historiens allemands, particulièrement

L'ennemi lui donna un peu de répit. Barclay de Tolly jugeant que la nouvelle position de Marmont, à la fois dominante et resserrée, ne pourrait être enlevée de front qu'avec de grandes pertes, décida d'en remettre l'attaque au moment où d'autres troupes seraient disponibles pour l'aborder sur les deux flancs. Il s'ensuivit une sorte de trêve. De une heure jusque près de deux heures, le combat se borna sur ce point à un duel d'artillerie [1], auquel prirent part inopinément, mais sans effet, les batteries de l'École polytechnique.

Ces vingt-huit pièces, qui étaient au parc sur la place du Trône, formaient une réserve destinée à se porter, au premier ordre, sur les points les plus menacés [2]. Depuis le matin, le commandant Evain entendait la canonnade à sa gauche, et le bruit qui se rapprochait graduellement témoignait que l'ennemi gagnait du terrain. La journée s'avançait, Evain ne recevait pas d'ordres. Dans la confusion régnante,

Wagner, permettent de bien préciser les divers moments de la bataille de Romainville-Belleville-Pantin.

1er moment (de 6 heures et demie à 8 heures). Arrivée des Français sur le plateau, manœuvres préparatoires. Les Français avancent vers Romainville et se logent dans Pantin.

2e moment (de 8 heures à 11 heures et demie). Entrée en ligne de tout le corps Rajewsky. Pantin repris par les Russes, puis repris par les Français. Sur le plateau et dans le bois de Romainville, combat acharné et indécis où les Français se maintiennent dans leurs positions avancées. — C'est pendant cette période de l'action que Joseph se décide, sans aucun motif sérieux, car l'ennemi n'a pas encore l'avantage, à autoriser la capitulation.

3e moment (de midi à 1 heure). Arrivée des gardes et réserves. Les Prussiens réoccupent Pantin. Débandade sur le plateau. Marmont prend un nouvelle position aux parcs de Brière et Saint-Fargeau et à Pré-Saint-Gervais. — C'est alors qu'il reçoit le billet de Joseph.

4e moment (de 2 heures à 4 heures). Après une sorte de trêve tacite d'une heure, l'ennemi fait une attaque générale et s'empare de toutes les positions sur les flancs de Marmont. Le maréchal, débordé, se replie dans Belleville sa première ligne à la hauteur de la rue qui mène à Ménilmontant. — Il se décide à envoyer des parlementaires.

1. Journal de Barclay de Tolly. Cf. Bogdanowitsch, II, 173, 175. Schels, II, 199-201.

2. Clarke à Hullin, 27 mars; à Daru, 29 mars. Arch. de la guerre.

personne ne pensait à lui en donner, ni Marmont, par la bonne raison qu'il ignorait l'existence de cette réserve d'artillerie, ni Joseph qui se préparait à quitter Montmartre, ni Hullin ni Moncey qui se trouvaient à l'autre extrémité de Paris. Evain, estimant à juste titre que ces vingt-huit pièces laissées sans emploi pourraient servir efficacement à la défense, les porta en avant. Comme la tête de colonne arrivait à la croisée de la route de Vincennes et du chemin de Charonne, l'artillerie parisienne fut aperçue par le comte Pahlen qui, après son infructueuse tentative, sur la droite de Bordesoulle, avait replié ses escadrons entre le village de Vincennes et les rampes de Montreuil. Cette énorme batterie avait pour tout soutien un peloton de gendarmes à cheval ; Pahlen la jugea de prise facile. Evain crut de son côté imposer à l'ennemi par le feu. Il commença à canonner avec une dizaine de pièces. Une batterie légère de Pahlen, aussitôt démasquée, renvoya boulet pour boulet, tandis qu'un régiment de uhlans prit le grand trot afin de venir aborder de flanc les polytechniciens, par un quart de conversion. Le major Evain avait déjà plusieurs pièces démontées ; il vit le mouvement menaçant des uhlans, il ordonna la retraite. Mais si les canonniers étaient valeureux, les conducteurs, tous charretiers ou cochers de voitures publiques, étaient absolument malhabiles aux manœuvres. Des pièces et des caissons versèrent, le désordre entraîna des retards ; les uhlans tombèrent lance en arrêt sur le convoi. Ils allaient emmener canons et prisonniers lorsque les chevau-légers de Vincent et les dragons du colonel Ordener débouchèrent au galop de charge du pied de Mont-Louis, sautant les fossés et franchissant les clôtures des jardins. Les Russes sabrés durent lâcher prise. Ils gardèrent cependant neuf canons, six caissons et quelques

prisonniers. L'un des polytechniciens, conduit à l'état-major du czar, demanda à Lowenstern « des lettres de recommandation pour la Sibérie afin d'y donner des leçons de mathématiques ». Après cette échauffourée, les batteries du major Evain regagnèrent la place du Trône[1].

A peu près au même moment, la colonne de gauche des Alliés (IIe et IVe corps de l'armée de Bohême) arriva enfin sous Paris, avec plus de six heures de retard. Les exploits du prince de Wurtemberg se bornèrent, dans cette journée, à débusquer de Nogent, de Saint-Maur et de Charenton, quelques faibles détachements qui occupaient ces villages, et à cerner — à distance respectueuse — la citadelle de Vincennes. Les Austro-Wurtembergeois se déployèrent entre Bercy et Montreuil, couvrant la gauche des Russes[2].

Si le prince de Wurtemberg avait mis fort peu de célérité dans sa marche, les manœuvres de Blücher, dont Barclay de Tolly attendait le développement avec tant d'impatience pour donner l'assaut décisif, n'avaient guère été plus rapides. Aux retards causés par le manque total d'instructions dans la matinée, aux lenteurs inhérentes à un déploiement de trente mille hommes débouchant par une seule route, s'était jointe la confusion des contre-ordres et des contre-marches. Selon un officier russe, « on piétinait sur place, on marchait à pas de tortue[3] ». Vers onze heures du matin, comme Langeron était aux prises devant Aubervilliers avec la brigade Robert, il reçut

1. Journal de Barclay de Tolly. Journal de Vincent. Arch. de la guerre. Mémoires de Lowenstern, cités par Bogdanowitsch, II, 180 ; *Journal d'un prisonnier anglais*, 99-100. — Une trentaine de polytechniciens furent atteints de coups de lance ; pas un ne succomba.

2. Schels, II, 208-213. Bogdanowitsch, II, 173-178.

3. Journal de Chrapowitsky, cité par Bogdanowitsch, II, 172.

directement l'ordre du czar de marcher sans délai sur Saint-Denis et Montmartre. Langeron répondit qu'il était engagé et qu'il attendait, pour quitter sa position qu'un autre corps de l'armée de Silésie vint l'y relever. York n'arriva guère que passé midi et demie, au moment où Langeron, après trois heures de combat, s'emparait d'Aubervilliers. Les Prussiens s'y établirent, et Langeron, se dirigea sur Montmartre. York, qui voyait les forces alliées croître autour de lui, car Kleist se déployait à sa droite et Woronzoff se formait en seconde ligne, prit ses dispositions pour attaquer la Villette et la Chapelle. Mais ce mouvement subit encore un retard, par suite d'un nouvel ordre de Blücher qui enjoignit à York de faire passer ses troupes sur l'autre rive du canal de l'Ourcq, afin de prolonger la droite de l'armée de Bohême. Les deux divisions de Katzler et du prince Guillaume firent par le flanc et franchissant le canal près de Pantin, marchèrent sur la ferme du Rouvroy d'où elles réussirent à déloger une grand'garde. Les Prussiens ne purent toutefois s'avancer au delà, contenus par la batterie en position près de cette ferme[1].

Deux heures approchaient. Les différents corps d'armée, désormais à hauteur, avaient pris leur formation de combat. Barclay de Tolly ordonne l'assaut général. Sur tous les points l'attaque d'ensemble commence ardente et furieuse. Les deux divisions du prince Eugène, soutenues par huit bataillons de grenadiers russes, s'élancent du plateau de Romainville et abordent de front Pré-Saint-Gervais, le parc de Brière et le parc Saint-Fargeau. Le terrain assez découvert et en pente douce, formant glacis, favorise

1. Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères et Journal de Langeron, Arch. de Saint-Pétersbourg. Ordre de Blücher, midi, cité par Schels II, 204. Plotho, III, 412-413.

le tir de la défense. Tous les coups portent. Les Russes tombent sous la mitraille comme les blés sous la faux. Il y en a toujours. Ils avancent baïonnettes croisées. Six fois ils entrent dans les parcs, six fois ils en sont chassés. « Pour rallier nos soldats, dit Fabvier, il nous suffit de leur montrer Paris d'une main et de l'autre l'ennemi[1]. »

Cette terrible attaque de front, qui menace d'échouer, est malheureusement trop bien secondée par les attaques de flanc. A gauche, la colonne des deux divisions russes Menzenzow et Paskéwitsch descend de Bagnolet, se glisse dans la gorge de Charonne, subit sans se rompre ni s'arrêter les charges de la cavalerie de Bordesoulle et les meurtriers feux d'enfilade de la batterie du Père-Lachaise, gravit les pentes de Ménilmontant, repousse les artilleurs et les tirailleurs de la garde nationale, prend les canons et s'établit solidement sur la butte. A droite, tandis que s'avancent le long du canal les divisions de Katzler et du prince Guillaume, débouchent de Pantin sur les Maisonnettes la garde royale prussienne et les deux divisions de la garde impériale russe de Jermolow, neuf mille hommes qui sont l'élite et la suprême réserve de l'armée du czar : les régiments Empereur Paul, Semenow, Ismaïlow, Preobrajensky. Les deux batteries de position du Rouvroy et de Pré-Saint-Gervais, qui depuis le matin n'ont pas cessé de tirer, se trouvent sans munitions, ou à mieux dire les boulets dont on les a ravitaillées ne sont point de calibre. Le tir devient incertain. Les masses ennemies s'emparent de la batterie du Rouvroy et défilant sous le feu, désormais peu efficace, de celle de Pré-Saint-Gervais, assaillent les

1. Journal de Barclay de Tolly, Arch. de Saint-Pétersbourg, 29 188. Fabvier, *Journal*, 68.

Maisonnettes. Le général Michel, sorti la veille de son lit où le retenait une blessure reçue à Montmirail, est blessé de nouveau. D'une brigade, ses troupes sont réduites par le feu à un bataillon. Pour surcroît, Mortier vivement pressé à la Villette vient d'y rappeler les divisions Curial et Charpentier jusque-là placées en réserve au pied de la Butte Chaumont. Après une courte mais valeureuse défense, les conscrits de la garde abandonnent les Maisonnettes et se replient sur la barrière de Pantin. Maîtres du terrain, les Prussiens descendent le canal pour aller prendre Mortier de flanc à la Villette, les Russes s'engagent entre la butte Chaumont et la butte Beauregard, où ils se divisent en deux colonnes. L'une escalade la Butte Chaumont, surgit à l'improviste sur la droite de la batterie du colonel Paixhans et s'empare des pièces. L'autre gravit les pentes de Beauregard et vient attaquer à revers dans Pré-Saint-Gervais les divisions Compans et Boyer de Rebeval. Ces troupes se trouvent entre deux feux. Elles se frayent passage à la baïonnette et regagnent Belleville, abandonnant dix-sept canons qu'elles ne peuvent emmener à travers les murs et les clôtures des jardins[1].

Marmont se voit ainsi débordé sur sa droite par Ménilmontant, sur sa gauche par Beauregard et Chaumont. Déjà les canons russes, et les canons français, tombés au pouvoir de l'ennemi, sont braqués sur sa position, des colonnes s'avancent pour l'y forcer. La résistance, outre qu'elle ne pourrait

1. Journal de Barclay de Tolly, Arch. de Saint-Pétersbourg. Journal de Boyer de Rebeval, Arch. de la guerre : Schels, II, 213-221. — La division Boyer, qui comptait 1 800 hommes le matin du 30 mars, n'avait plus que 1 122 fusils le 2 avril. La brigade Secrétant (plus tard Pinguern), qui défendait les Maisonnettes, sous les ordres de Michel, était réduite de plus de 1 200 hommes à 331. Situations, Arch. de la guerre et Arch. nat., AF. IV, 1 670.

être que de courte durée, contreviendrait désormais aux instructions de Joseph en exposant Paris aux horreurs d'un sac. Il est quatre heures. Le duc de Raguse se décide à user de l'autorisation qu'il a reçue depuis plusieures heures, et dont il n'a parlé à personne pour ne point abattre les courages. Trois parlementaires sont envoyés sur la ligne des tirailleurs[1]. En même temps, le maréchal replie ses troupes dans Belleville. La position actuelle n'est plus tenable. En s'obstinant à la vouloir conserver, on risquerait d'y être cerné et forcé, et l'on n'aurait plus qu'à se rendre. Marmont veille à la rentrée de ses bataillons décimés, quand on vient l'avertir que les Russes arrivant de la butte Beauregard débouchent dans la grande rue de Belleville qui mène a Ménilmontant. La moindre hésitation, le moindre retard, et la retraite est coupée. Marmont rallie une soixantaine d'hommes — « la faiblesse de cette troupe, dit-il, ne pouvait être aperçue de l'ennemi dans un pareil défilé » — et il charge à leur tête les grenadiers de Jermolow. Le maréchal a son cheval blessé, son uniforme déchiré par les balles. A ses côtés le général Ricard est gravement contusionné, le général Pelleport reçoit un coup de feu à bout portant, vingt hommes tombent sous les balles et les baïonnettes ; mais les Russes font demi-tour, laissant les soldats de Marmont s'établir en arrière de Belleville, leur première ligne à la hauteur de l'église. Là, les Fran-

1. Marmont à Napoléon. Paris, 31 mars, 4 heures et demie du matin. Arch. nat., AF. IV, 1 670. Cf. Marmont, *Mémoires*, VI, 245-246 ; Fabvier, *Journal du 6e corps*, 71-72. (Les rapports russes disent : 4 heures). — Dans sa lettre à l'empereur, Marmont dit qu'il ne se décida à capituler qu'après s'être concerté avec Mortier. Le fait paraît peu probable, vu l'éloignement des deux maréchaux et l'extrême difficulté des communications. Marmont, vraisemblablement, se contenta de dépêcher un aide de camp au duc de Trévise pour le prévenir qu'il jugeait le moment venu d'user de l'autorisation de Joseph, et il envoya les parlementaires sans attendre la réponse de son collègue.

çais peuvent encore soutenir la lutte jusqu'au retour des parlementaires[1].

Sur les autres points du champ de bataille, les succès des alliés n'étaient pas moins décisifs. A la Villette et à la Chapelle, Mortier avait été attaqué vers deux heures par les corps de Kleist, d'York et de Woronzoff. D'abord l'artillerie de la garde, en position à la tête des villages et sur les restes des anciennes redoutes de 92, arrêta l'ennemi. Mais à la suite d'une charge malheureuse des dragons français qui, ramenés sur les batteries par les hussards de Brandebourg, y jetèrent la confusion et la panique, les Prussiens prirent les pièces. A leur tour, ils firent jouer trois batteries de 12, dont le feu intense prépara l'assaut. Les boulets, enfilant les rues où se trouvaient massés les fantassins et ricochant contre les murailles, faisaient des trouées sanglantes dans les rangs. La canonnade cessa : les colonnes s'élancèrent. Kleist dirigeait l'attaque de la Chapelle ; York, ayant Woronzoff en deuxième ligne, l'assaut de la Villette. Mortier qui commandait en personne dans ce faubourg s'y défendit avec acharnement. Il semblait qu'il y fût inforçable, lorsque, malgré leur héroïque résistance, les cent cinquante chasseurs vétérans, qui gardaient le premier pont du canal de l'Ourcq, furent culbutés par la garde royale prussienne, débouchant des Maisonnettes. Mortier allait être pris de flanc et même à revers. Il donna l'ordre de battre en retraite sur la barrière de la Villette. Le maréchal se retira comme un lion, lentement et toujours menaçant. Les Prussiens ayant voulu le serrer

1. Marmont à Napoléon, 31 mars, 4 heures et demie du matin. Arch. nat., AF, IV, 1670. Fabvier, *Journal*, 70-71. Marmont, *Mémoires*, VI, 246-247. Pelleport, *Mémoires*, II, 115-116. Cf. Journal de Barclay de Tolly, Arch. de Saint-Pétersbourg.

de trop près, un bataillon de Christiani les chargea à la baïonnette et leur prit quatre canons. Pendant ce combat, York eut un mot superbe digne de Ney ou de Napoléon. Un de ses soldats tomba frappé par une balle presque contre son cheval : « — Pourquoi, dit York, s'approchait-il si près de moi ? » A la Chapelle, Charpentier et Robert résistèrent avec la même ténacité, jonchant de leurs morts et de ceux de l'ennemi toutes les rues du village. Ils n'évacuèrent leur position que sur l'ordre de Mortier, déjà en retraite lui-même. Charpentier forma ses troupes en avant de la barrière de Saint-Denis[1].

A la même heure, l'infanterie du comte de Langeron attaquait Montmartre. Après avoir pris Aubervilliers, Langeron s'était dirigé sur Saint-Ouen et Clichy-la-Garenne, de façon à aborder Montmartre par le seul point où il jugeait cette position accessible[2], c'est-à-dire par les pentes ouest. Chemin faisant, il réfléchit qu'il devrait aussi s'emparer de Saint-Denis. Kapzewitsch fut chargé de cette opération qui semblait facile mais qui allait donner bien des mécomptes. Seule entre toutes les communes suburbaines, la ville de Saint-Denis avait spontanément pourvu à sa défense dès la mi-février. On avait élevé quelques retranchements ; la garde nationale formée de volontaires comptait cinq cents hommes ; enfin, le matin même du 30 mars, sur les instances réitérées d'un député de la municipalité, le général Hullin s'était décidé à envoyer une demi-compagnie d'artillerie avec quatre pièces de quatre et douze mille cartouches, et quatre cents voltigeurs de la jeune garde sous les ordres du commandant Savarin. Kap-

1. Plotho, III, 412-414, Droysen, *York's Leben*, III, 386.

2. Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères, Russie, 25 ; et Journal de Langeron. Arch. de Saint-Pétersbourg, 29 103.

zéwitsch avait six mille hommes et trente-six canons. Son parlementaire n'ayant pas été reçu, ses canons firent brèche à la muraille du parc de la Légion d'honneur, et il donna l'assaut. Deux fois les colonnes russes furent repoussées. Le général envoya un second parlementaire, qui, pas plus que le premier, ne réussit à être introduit dans la place. Savarin, bien qu'ayant épuisé presque toutes ses munitions, n'était point d'humeur à capituler. Comme un membre de la municipalité lui conseillait d'entrer en pourparlers puisqu'il n'avait plus de cartouches : « — Et nos baïonnettes ! dit Savarin. Je ne me rendrai qu'après qu'elles seront toutes émoussées. » Kapzéwitsch, voyant qu'il n'aurait pas raison de cet entêté, laissa un régiment en observation devant Saint-Denis et se hâta de se porter sur Montmartre pour seconder l'attaque de Langeron[1].

Un pareil déploiement de forces n'était point nécessaire. Cette position qui, bien armée et occupée en nombre, eût défié tant d'attaques, n'était qu'un épouvantail. Le départ du roi Joseph avait entraîné la retraite des quelques compagnies de garde nationale qui se tenaient sur les buttes. Il n'y restait plus qu'une soixantaine de canonniers, fort insuffisants pour le service de 30 bouches à feu, et environ 250 sapeurs-pompiers de la garde impériale. Langeron, ayant refoulé par ses masses la cavalerie des généraux Belliard et Dautencourt en bataille devant les buttes, et éteint par le feu de ses 80 canons celui de leur batterie légère, lance ses colonnes à l'assaut entre Clignancourt et la Hutte au Garde. Les Russes

1. *Défense de Saint-Denis* en 1814, par G. Dezobry, ex-commandant de la garde nationale, pp. 8-26 ; Mémoires et Journal de Langeron. — Le commandant Savarin ne se rendit que le lendemain, 31 mars, quand il apprit officiellement la capitulation de Paris. « Je le reçus, dit Langeron, avec la considération que méritaient sa bravoure et sa fermeté. »

reçoivent deux salves dont les coups portent trop haut; ils atteignent les crêtes, presque sans pertes, et tuent les canonniers sur leurs pièces. « — Ils sont trop! » dit l'un d'eux en mourant. Pendant ce temps, la cavalerie d'Emmanuel et l'infanterie de Rudzewitsch rejettent sur les barrières de Batignolles, de Monceaux et de Neuilly, les tirailleurs de la garde nationale disséminés dans la plaine[1].

Moncey voit l'ennemi menacer l'enceinte de Paris. Lui vivant, il n'y entrera pas sans combat. Le maréchal organise la défense, il fait rassembler les hommes, mettre les canons en batterie, il distribue les postes, harangue les officiers et les gardes dont le départ du roi Joseph, déjà connu, et les progrès trop visibles de l'armée alliée ont ébranlé le courage. « — Il faut nous défendre, dit le vieux soldat. Même si nous sommes réduits à céder, à la fin, aux forces énormes de l'ennemi, du moins devons-nous lui imposer par une énergique résistance pour obtenir une capitulation honorable. » Les chaleureuses paroles de Moncey, leur accent de sincérité, raniment les miliciens. Les volontaires se présentent en foule pour aller prendre position à la tête de Batignolles. Telle est leur exaltation qu'ils refusent de s'embusquer dans les maisons, selon les ordres de Moncey. « Nous n'avons pas peur, disent-ils, nous ne voulons pas nous cacher. » Paroles d'hommes qui n'ont jamais fait la guerre, mais qui sont capables de la bien faire. « — Croyez-vous, s'écrie Allent, que le doyen des maréchaux puisse vous conseiller une lâcheté! » Alors ils se mettent à l'abri des balles[2].

1. Journal et Mémoires de Langeron. Relation anonyme dans la *Suite au Mémorial*, II, 285-287. Schels, II, 228-229.

2 Koch, II, 499. Beauchamp, II, 223-224. *Journal d'un prisonnier anglais*, 90-91; Relation anonyme dans la *Suite au Mémorial*, II, 285.

La barrière de Clichy semblait le point le plus menacé. Moncey s'y établit. Aux autres barrières, ses aides de camp coururent par son ordre exhorter les miliciens à combattre. Partout les officiers du maréchal trouvèrent les hommes bien disposés. Aux Ternes, à Batignolles, au Roule, à l'Etoile, des volontaires tiraillaient à cinq cents mètres au delà de l'enceinte contre des partis de cavalerie. Un détachement de la 4e légion qui occupait la barrière de Monceaux était moins déterminé. L'aide de camp de Moncey, voyant dans la plaine deux escadrons français serrés de près par l'ennemi, invita les gardes nationaux à se porter à leur secours. La moindre démonstration eût suffi pour les dégager. Les gardes hésitèrent. Enfin, émus par les reproches indignés et les ardents appels de l'officier, ils se mettaient en marche, lorsque le duc de Fitz-James sortit des rangs. « — Le service demandé, dit-il, en se tournant vers le front de la compagnie, est contraire à l'institution de la garde nationale ». L'argument du duc de Fitz-James leur paraissant sans réplique, les miliciens formèrent les faisceaux. Un autre Fitz-James, qui n'était pas duc, (il était ventriloque de son état) se fit tuer ce jour-là, en enfant perdu, dans la plaine de Saint-Ouen[1].

Cependant les premiers bataillons de Langeron délogent du faubourg de Batignolles les chasseurs et grenadiers de la garde nationale, qui se replient en deçà de la barrière de Clichy. Là, tout le monde prend son poste, sous l'œil vigilant du maréchal Moncey. Les invalides avancent les canons dans les

1. *Journal d'un prisonnier anglais*, 100-102 ; Beauchamp, II, 221. Relation anonyme précitée, 285 ; Koch, II, 502-503. — C'est Beauchamp qui cite les paroles du duc de Fitz-James, tout en l'en glorifiant. Celui-ci n'ayant point réclamé contre les louanges, bien humiliantes à notre sens, de l'historien royaliste, on est en droit de regarder la chose comme véridique.

embrasures du tambour; les meilleurs tireurs se placent aux créneaux, d'autres s'embusquent aux fenêtres et sur la plate-forme du grand bâtiment du rond-point; la masse des gardes se range des deux côtés de la rue de Clichy. Moncey craignant qu'avec quelques boulets les Russes n'aient facilement raison du tambour en charpente ordonne de construire un second retranchement en arrière du premier. Charrettes, madriers, pavés s'amoncellent; des hommes venus en curieux, des femmes mêmes et des enfants aident ardemment au travail sous les balles qui commencent à siffler. (Un peu plus bas, des ouvriers et quelques sapeurs-pompiers de garde à la caserne du Mont-Blanc ébauchent sans ordres une autre barricade). Un feu nourri et sûr accueille la tête de colonne ennemie. La défense s'annonce de façon à contenter le vieux soldat de Marengo et de Saragosse « qui n'attend pas tant des gardes nationaux ». Mais les généraux russes n'ont pas l'ordre de donner l'assaut; ils ont au contraire l'ordre formel du czar de ne point aborder les barrières. Rudzewitsch et Langeron lui-même s'élancent sous la nappe de plomb au-devant de leurs hommes; ils les arrêtent. Les Russes se postent dans les maisons du faubourg et sur les premières pentes d'où ils continuent à tirailler contre les miliciens[1].

L'insulte de la barrière de Clichy termina cette bataille qui ne fut qu'une suite de combats engagés sans ensemble par les assaillants et soutenus sans direction par les défenseurs. La bataille de Paris, dont les conséquences politiques ont été si grandes, a donc marqué à peine dans l'histoire militaire. Il faut rappeler cependant que par le nombre des

1. Mémoires de Langeron. Arch. des affaires étrangères. *Journal d'un prisonnier anglais*, 90, 92, 101, 103. *Relation* d'Allent (*Suite au Mémorial*, II. 162).

troupes en ligne et les pertes subies des deux côtés, (9 000 hommes tués ou blessés chez les Alliés, 9 000 environ chez les Français [1]) la bataille de Paris fut la plus importante et la plus meurtrière de toutes celles de la campagne de France. Malheureusement, Napoléon n'y commandait pas.

L'appréhension du danger cause plus de trouble et d'effroi que le danger même. La population parisienne qui s'épouvantait dès les premiers jours de février au seul nom des Cosaques, et qui tremblait les 27, 28 et 29 mars à l'idée du pillage et de l'incendie, recouvra son sang-froid quand elle entendit le canon. Pendant la bataille, les grands boulevards avaient leur aspect accoutumé, à cette différence que la plupart des boutiques étaient fermées et qu'il passait peu de voitures. Mais la foule était plus nombreuse, plus animée, plus remuante que d'ordinaire. C'était le boulevard aux jours de fête et de changement de gouvernement : un flux et un reflux de promeneurs, de groupes stationnant et discutant, toutes les chaises occupées, tous les cafés remplis. Le temps était couvert et doux. A Tortoni, les élégants dégustaient des glaces et buvaient du punch en regardant trottiner les grisettes et défiler, sur la chaussée, quelques prisonniers qu'escortaient des gendarmes, et d'innombrables blessés, transportés sur des civières et des prolonges et dans des fiacres mis en réquisition. La

1. Les documents étrangers portent les pertes des Russes à 7 000 hommes et celles des Prussiens à 2 000, dont 80 officiers. Journal de Barclay de Tolly. *Mémoires* du prince Eugène de Wurtemberg III, 291 ; Plotho, III, 411-416 ; Bogdanowitsch, II. 192 : Schels, II. 237-238.

Par la comparaison entre les situations du 29 et 30 mars et celles du 1er et 2 avril, on arrive au total de 8 800 hommes tués blessés ou disparus, chez les Français, sans compter les pertes de la garde nationale qu'on évalue à 300 ou 500 hommes (Situations. Arch. de la guerre, et Arch. nat., AF. IV, 1667 et 1670). Mais il faut remarquer que parmi ces manquants il y avait un assez grand nombre de traînards qui rejoignirent les corps les 3 et 4 avril, ainsi que l'indiquent les situations du 5 avril.

foule ne paraissait nullement consternée. Chez quelques-uns il y avait de l'inquiétude, chez d'autres de la curiosité ; chez la plupart la tranquillité et même l'indifférence dominaient. L'amour-propre national aidant, — à mieux dire peut-être la vanité parisienne, — on regardait le combat livré à Romainville comme une affaire sans importance et dont l'issue d'ailleurs n'était point douteuse. Si l'on faisait remarquer que le bruit du canon se rapprochait, ce qui semblait indiquer les progrès de l'ennemi, il ne manquait pas de gens pour répliquer d'un air entendu : « C'est une manœuvre ; les Russes jouissent de leur reste. » La quiétude générale fut cependant troublée entre deux et trois heures. Un lancier ivre descendit au grand galop le faubourg Saint-Martin en criant : « Sauve-qui-peut ! » Une panique se produisit. Chacun s'enfuit en courant. Les ondulations de la foule s'étendirent jusqu'au Pont-Neuf et aux Champs-Élysées. Mais cette fausse terreur fut passagère, les boulevards se remplirent de nouveau [1].

Dans les quartiers du Nord et de l'Est, on croyait aussi à la défaite de l'ennemi, mais l'agitation et le trouble étaient extrêmes. Les rues des faubourgs Montmartre, Poissonnière, Saint-Denis, Saint-Martin, Saint-Antoine fourmillaient de monde, bien que les gardes nationaux eussent l'ordre de laisser circuler seulement les citoyens en uniforme. Pas plus que la consigne, les boulets qui commencèrent à siffler de ce côté de Paris à partir de quatre heures de l'après-midi n'arrêtaient les curieux. Il se produisait un remous dans la foule quand tombait un projectile, puis on continuait sa marche ou l'on reprenait sa place ; les enfants jouaient avec les

1. *Journal d'un prisonnier anglais* (*Revue britannique*, V, 86, 89, 91, 105) Rodriguez, 49, 53, 54, 66. Relation anonyme (*Suite au Mémorial*, II, 285-286).

boulets qu'ils poussaient du pied. Aux abords des barrières, toutes les boutiques étaient fermées; de pauvres meubles que les habitants pris de peur avaient précipitamment descendus, sans savoir où et comment ils les transporteraient, s'amoncelaient sur les trottoirs. Des femmes étourdies par les détonations incessantes, épouvantées à l'idée des violences qui les menaçaient, couraient sans but dans tous les sens, éperdues, presque folles, s'appelant les unes les autres et poussant de grands gémissements. Leur sensibilité exacerbée s'épanchait en soins aux blessés qui arrivaient du champ de bataille. Chaque entrée de maison devenait ambulance. Les femmes déchiraient à l'envi mouchoirs, fichus, tabliers pour faire des bandes et des compresses [1]. Avec une ferme confiance dans la résistance de Paris, le sentiment qui dominait chez la masse de la population ouvrière était une sombre colère de n'y pouvoir prendre part. Le peuple avait attendu des fusils sur la place Vendôme, devant l'hôtel du général Hullin, depuis six heures jusqu'à onze heures du matin; il était rentré furieux dans les faubourgs, proférant le cri de : Trahison ! L'irritation se lisait sur les visages, la foule était agitée et menaçante. « Le faubourg Saint-Antoine, dit Rovigo, était prêt à tout, sauf à se rendre [2]. »

Bien que l'on fût aux barrières à proximité des combattants, on n'était pas là mieux renseigné que sur les boulevards. Nul ne savait rien et tout le monde donnait des nouvelles. On disait tantôt que le roi Joseph était en fuite, tantôt, au contraire, qu'il avait

1. Rodriguez, 54-56. *Journal d'un prisonnier anglais*, 86, 92. Pelleport, *Mémoires*, II, 116-117.

2. Rovigo, VII, 19, 20. Lavallette, II, 89. Giraud, 84-86. Béranger, *Ma Biographie*, 141. Cf. les discours à la Chambre des députés sur les fortifications de Paris *Moniteur* du 22 au 30 janvier 1841.

refusé de recevoir les parlementaires de l'ennemi. A entendre les uns, toute l'armée alliée, deux cent mille hommes, prenait part à la bataille; à écouter les autres, les Français n'avaient devant eux qu'une faible colonne, qui déjà rétrogradait mais qui avait sa retraite coupée par l'empereur. Si l'on voyait revenir des Français blessés, on voyait aussi entrer des prisonniers et sortir de nouvelles troupes qui montraient beaucoup d'ardeur. Un escadron de carabiniers croisa dans le faubourg Poissonnière une petite colonne de prisonniers; les cavaliers dirent tout haut à la foule : « — Attendez, nous allons vous en envoyer bien d'autres ! » Deux fois dans la journée, à onze heures et à trois heures, le bruit courut que le roi de Prusse était prisonnier et qu'on allait le faire passer sur les boulevards pour le montrer aux Parisiens. Deux fois aussi, on dit que l'empereur venait d'entrer dans Paris. La population l'attendait depuis le matin et ne doutait pas de son arrivée. Apercevait-on dans la plaine quelque général monté sur un cheval blanc et suivi d'un groupe d'officiers, chacun criait : « Le voilà ! le voilà ! » Il n'était pas besoin de prononcer de nom, tout le monde savait de qui l'on parlait. Le cri volait de bouche en bouche, et « l'on se préparait au spectacle d'une victoire[1] ».

Cette nouvelle du soudain retour de Napoléon n'était pas sans quelque fondement. Vers une heure, le général Dejean arriva de Troyes, à franc étrier, avec mission d'avertir les chefs de la défense que l'empereur le suivait à moins d'une demi-marche. Dejean descendit d'abord au Luxembourg, puis il alla à Montmartre[2]. Mais déjà la capitulation était

1. Béranger, *Ma Biographie*, 141. Rodriguez, 49-51. *Journal d'un prisonnier anglais*, 92, 102, 105.

2. Miot de Mélito, III, 354-355. Rovigo, VII, 20-22.

résolue, et Joseph avait gagné le Bois de Boulogne. Les grands dignitaires, les ministres, les sénateurs, toutes les autorités avaient reçu l'ordre de quitter Paris incontinent. Cet ordre, donné par Joseph vers midi, fut transmis aux intéressés entre une et deux heures par le grand juge et l'architrésorier[1]. Les ministres, quelques conseillers d'Etat et quelques sénateurs, prirent le chemin de Chartres. Mais d'autres personnages, qui croyaient avoir avantage à rester dans Paris, éludèrent ces ordres qu'il eût fallu donner dès l'avant-veille.

Moins disposé à partir que quiconque, Talleyrand n'osait cependant ne point obéir. Il était le plus en vue des membres du gouvernement, il se savait très soupçonné. Un manque d'obéissance, qui chez tout autre paraîtrait indolence, serait chez lui regardé comme une trahison. Sans doute il risquait peu, puisque l'empereur et l'empire semblaient condamnés. Toutefois Napoléon n'était pas désarmé, et les souverains n'avaient pas prononcé en dernier ressort. Si par miracle l'empereur restait sur le trône, le prince de Bénévent se trouverait plus que compromis. Il était dans sa nature de se prémunir contre toutes les éventualités, même les plus improbables. Il voulait toujours être en règle. Pour sortir d'embarras, Talleyrand alla trouver sa dupe ordinaire, le duc de Rovigo. Après lui avoir représenté que les véritables intérêts de l'empereur, de la dynastie, du pays, exigeaient qu'il restât à Paris, il termina en demandant au ministre de la police l'autorisation de ne point rejoindre l'impératrice. Savary, cette fois, fit montre d'énergie. Il répondit à Talleyrand que, loin de l'autoriser à rester, il lui intimait l'ordre de partir

2. *Correspondance du roi Joseph*, X, 216. Miot de Mélito, III, 353-354.

sur-le-champ, et que, de plus, il allait surveiller son départ[1]. C'était bien parler, mieux eût valu agir. Le prince feignit de se rendre à l'invitation sans réplique de Rovigo. Il rentra rue Saint-Florentin, prit quelques mesures pressées ; puis, à cinq heures, il se mit en route pour Rambouillet. Dans Paris, le carrosse du vice-grand électeur, que précédait un écuyer, alla fort lentement. Il importait d'assurer à ce départ la notoriété publique, et il importait plus encore de donner à certain émissaire le temps d'arriver au poste de la barrière d'Enfer qu'occupaient des gardes nationaux. Il avait fait diligence. Quand la voiture de Talleyrand approcha de la grille, le chef de poste s'avança à la portière et eut l'audace de demander ses passeports au prince de Bénévent. Sur la réponse de celui-ci qu'il n'en avait point (Talleyrand n'eut garde d'exiber l'ordre du Grand-Juge qui valait tous les passeports du monde) l'officier déclara, en s'excusant, que la consigne lui défendait de le laisser passer. En vain quelques gardes nationaux, qui n'étaient pas dans le secret, se récrièrent et dirent que la consigne n'était pas faite pour le prince vice-électeur, Talleyrand ne voulut point profiter de ces bonnes dispositions. Il revint au plus vite rue Saint-Florentin, bien heureux de la réussite du stratagème[2]. Encore une fois, il avait atteint son but sans se compromettre. Il s'était mis en route, et s'il avait dû arrêter son voyage, c'était forcé et contraint. La faute retombait sur un chef de poste malavisé.

1. Rovigo, VII, 21-23, 55-57.

2. Meneval, II, 58-59 ; 22-23, 66-67. Vitrolles, I, 311, Rovigo, VII. Cf. Lettres inédites de Talleyrand (*Revue d'histoire diplomatique*, 1886, p. 248)

D'après les *Mémoires* de Pasquier, (II, 231-232) le chef du poste de la barrière d'Enfer, était M. de Rémusat, surintendant des spectacles, chambellan et capitaine de la garde nationale. Il avait été prévenu par Mme de Rémusat du service que Talleyrand attendait de lui.

Il y avait des coupables plus haut placés : Joseph qui, au mépris des instructions de son frère, avait différé jusqu'à la dernière heure d'ordonner le départ des membres du gouvernement; le duc de Rovigo qui, au lieu de sommer Talleyrand d'obéir, aurait dû le mettre en voiture et le faire escorter jusqu'au delà des barrières. C'est grâce à l'imprévoyance de Joseph et à la faiblesse de Rovigo que l'homme qui était devenu le plus dangereux ennemi de l'empereur put rester dans Paris abandonné. Comme l'a dit énergiquement Pons de l'Hérault, la régence ne sut rien organiser, pas même la fuite.

IV

LA CAPITULATION DE PARIS

Quand le duc de Raguse s'était résigné, vers quatre heures de l'après-midi, à entrer en pourparlers, balles et boulets sifflaient autour de Belleville. Des trois parlementaires qu'il envoya, le premier fut grièvement blessé ; le second, le colonel Labédoyère, eut son cheval et son trompette tués ; seul l'aide de camp du général Lagrange parvint à franchir la ligne ennemie[1]. Il fut aussitôt conduit devant le czar qui, descendu de cheval, veillait à l'établissement d'une nouvelle batterie. Le parlementaire demanda un armistice ; ses pouvoirs n'allaient pas au delà. Alexandre ne voulait ni ne pouvait accepter une pareille proposition ; en y consentant, il eût abandonné les avantages, si chèrement achetés, de cette terrible journée. Il n'avait pas sacrifié neuf mille de ses soldats pour conclure une suspension d'armes qui permît aux Français de se retirer en deçà de l'enceinte et d'y attendre vingt-quatre heures, sans être inquiétés, le retour de Napoléon. Cependant le czar n'était pas moins pressé d'occuper Paris que Marmont d'obtenir un armistice. L'occasion de négocier, occasion attendue depuis la veille avec tant d'impatience, se

1. Marmont. *Mémoires* VI. 245. Fabvier *Journal* du 6e corps. 72. *Journal d'un prisonnier anglais* (*Revue Britannique*. V. 97). — Selon l'officier anglais, on envoya quatre parlementaires, et ce fut M. de Quélen, aide de camp du général Compans et frère de l'archevêque de Paris qui parla au czar.

présentait, Alexandre n'eut garde de la repousser. Il donna l'ordre à son aide de camp favori, le comte Orlow, d'accompagner le parlementaire auprès du maréchal Marmont.

Comme ces deux officiers arrivaient sous une pluie de balles à cinquante mètres de la première ligne française, Orlow[1] remarqua un général qui se tenait au milieu des tirailleurs et qui en apercevant les parlementaires fit cesser le feu. C'était Marmont. « — Je suis le duc de Raguse, » dit-il en s'avançant à la rencontre d'Orlow. « — Et moi, le colonel Orlow, aide de camp de l'empereur de Russie. » L'entretien fut de courte durée, les deux interlocuteurs ayant également hâte d'arrêter le combat. « — Le désir de Sa Majesté, dit Orlow, est de conserver Paris à la France et au monde. » « — C'est là aussi notre espoir. Quelles sont vos conditions ? » « — Le feu cessera immédiatement. Les troupes françaises se retireront en deçà de l'enceinte. Une commission militaire se réunira le plus tôt possible pour arrêter les bases de la capitulation. » « — J'y consens. Le duc de Trévise et moi nous vous attendrons à la barrière de Pantin. Nous allons donner des ordres pour faire cesser le feu sur toute la ligne... Au revoir. » Orlow remonta à cheval et partit au galop ; puis revenant sur ses pas, il dit au maréchal : « — Les hauteurs de Montmartre sont-elles au nombre des points que vos troupes doivent évacuer ? » (Les Alliés redoutaient toujours Montmartre qu'ils regardaient comme l'Acropole de Paris). Marmont réfléchit un instant : « — Sans doute, répondit-il, puisque Montmartre est en dehors de l'enceinte[2]. » Ni le duc de Raguse

1. Relation d'Orlow. Archiv. topographiques de Saint-Pétersbourg, n° 47346.

2. Relation d'Orlow. Arch. top. de Saint-Pétersbourg. Cf. les *Mémoires* de Marmont où le récit est beaucoup plus sommaire.

ni Orlow ne savaient alors que Langeron était au moment de s'emparer de cette position, presque sans coup férir.

Pendant ces premiers pourparlers, un autre parlementaire, le général Lapointe, chef d'état-major de Mortier, franchit la ligne ennemie. Un peu avant quatre heures, le général Dejean qui avait perdu une partie de l'après-midi à chercher le roi Joseph à Montmartre et dans le bois de Boulogne[1], avait rejoint le duc de Trévise en avant de la barrière de la Villette. Aux paroles de Dejean, que l'empereur arrivait, qu'il fallait à tout prix contenir l'ennemi jusqu'au lendemain, le maréchal avait répondu en montrant ses troupes décimées et rejetées sur les barrières. Puis, bien que par un retard inexplicable il n'eût point encore reçu l'ordre de Joseph, il avait pris sur lui de demander au prince de Schwarzenberg un armistice *in statu quo*. Pour obtenir la suspension d'armes, Mortier s'appuyait sur ce fait, dont venait de l'instruire Dejean, que Napoléon avait fait directement à l'empereur d'Autriche des ouvertures de paix qui ne pouvaient manquer d'être acceptées. Le général Lapointe remit le billet, que Mortier avait écrit sur un tambour, à un aide de camp de Schwarzenberg. Le prince jugeant avec raison que les Alliés seraient dupes s'ils accordaient une suspension d'armes qui ne fût pas aussitôt suivie de la reddition de la ville, répondit à Mortier par cette lettre assez impertinente : «... L'union intime et indissoluble, qui règne entre les souverains alliés m'est un sûr garant que les

1. Cf. Miot de Mélito, III, 356. Rovigo, VII, 13-14. — Rovigo assure que Dejean rejoignit le roi Joseph au Bois de Boulogne et le conjura de revenir à Paris et de révoquer ses ordres. Joseph s'y refusa, disant qu'il était trop tard, et que d'ailleurs Dejean n'avait qu'à s'adresser aux maréchaux. — Malheureusement pour la mémoire de Joseph, le fait a été affirmé par une lettre publique du général Dejean, du 4 juillet 1822.

négociations que vous supposez avoir été entamées isolément, n'ont pas eu lieu... La Déclaration des Puissances alliées que j'ai l'honneur de vous envoyer ci-jointe, en est une preuve incontestable[1]. » Ainsi éconduit, le général Lapointe regagna la barrière de la Villette, tandis que les commissaires nommés par le czar allaient, de leur côté, à la barrière de Pantin pour arrêter les bases de la capitulation. C'étaient le comte Nesselrode, le colonel Orlow et le comte Paar, aide de camp de Schwarzenberg.

Ils trouvèrent Marmont seul. Mortier bien que prévenu par un officier du duc de Raguse, n'était pas encore au rendez-vous. Après quelques instants d'attente, les commissaires sur la proposition de Marmont se rendirent à la barrière de la Villette, puis dans le faubourg de la Chapelle où enfin ils joignirent le duc de Trévise. On entra dans un cabaret situé près de la barrière de Saint-Denis et portant pour enseigne : *Au petit Jardinet*[2]. Nesselrode exigea que la ville fût livrée aux Alliés et que toutes les troupes françaises missent bas les armes. Révoltés de ces insultantes prétentions, Marmont et Mortier déclarèrent avec indignation que plutôt que d'y souscrire, « ils s'enseveliraient sous les ruines de Paris ». En vain Nesselrode démontra que si le czar voulait garder prisonniers leurs vaillants soldats, c'était afin de contraindre Napoléon à faire la paix, l'argument toucha peu les deux maréchaux. On en était là de la discussion, lorsque soudain, au milieu du grand silence qui

1 Lettres de Mortier et de Schwarzenberg, 30 mars, cit. par Rovigo, VII, 14-16. Lettre de Steewart à Castlereagh ; Des hauteurs de Belleville, 30 mars (au soir), insérée dans la *Correspondance de Castlereagh*, V, 414. — La pièce diplomatique que Schwarzenberg joignit à sa lettre était la Déclaration de Châtillon, du 20 mars.

2. *Journal d'un prisonnier anglais*, 97-98. — Le mois suivant, l'avisé cabaretier fit peindre cette inscription : « *Au Petit Jardinet, l'an 1814, ici le 30 mars, (jour à jamais prospère pour le bonheur de notre nation) la plus sage capitulation aux Français rendit un père. Thouront, marchand de vins traiteur.* »

depuis la cessation du feu avait succédé au fracas de la bataille, gronda une terrible canonnade. Les commissaires alliés se regardèrent un instant avec stupeur. Ils craignaient que ce ne fût le canon de l'empereur. C'était la prise de Montmartre, un officier vint bientôt les en avertir. L'ordre d'arrêter le feu n'était pas encore parvenu à l'émigré Langeron qui continuait ses faciles exploits [1].

Les commissaires alliés cherchèrent à se prévaloir de la possession de ces hauteurs pour faire accepter leurs conditions. Mais Marmont objecta qu'il avait consenti dès quatre heures à l'abandon de Montmartre. Que cette position eût été cédée en vertu de l'armistice ou enlevée d'assaut, il importait peu à ses yeux. Pour les maréchaux, d'ailleurs, la reddition de Paris était un fait acquis. Ils ne disputaient plus que pour sauver leurs soldats ; sur ce point, ils demeuraient intraitables. Nesselrode et ses collègues se rendirent à Belleville pour tenter de fléchir la volonté du czar. A sept heures ils étaient de retour, apportant de nouvelles propositions qui, bien que moins humiliantes, n'étaient guère plus acceptables ; les troupes évacueraient Paris avec armes et bagages, mais elles devraient se retirer par la route de Rennes. C'était un désarmement déguisé, car de ce côté les corps des deux maréchaux ne pouvaient être d'aucun secours à Napoléon. Les ducs de Raguse et de Trévise s'élevèrent contre la prétention de leur imposer un itinéraire: « — Paris, dit Marmont, n'est pas bloqué et il ne saurait l'être. Quand même vous m'attaqueriez cette nuit, je défendrais Paris rue par rue, et je ne pourrais jamais être repoussé que sur la rive gauche de la Seine, où je resterai maître de prendre la route de Fontaine-

1. Relation d'Orlow. Cf. Marmont, *Mémoires*, VI, 248. Mémoires de Langeron. Arch. des Affaires étrangères.

bleau. Pourquoi donc vouloir obtenir par un armistice, dont les conditions blessent l'honneur de deux vieux soldats, ce que vous ne pourriez obtenir par la force ? » Et après un silence, le maréchal reprit d'une voix visiblement émue : « — Messieurs, le sort vous favorise, le succès de cette journée est grand pour vos armes, les suites en seront incalculables. Soyez modérés et ne nous poussez pas, le duc de Trévise et moi, aux dernières résolutions [1]. »

Les commissaires russes, Orlow surtout, reconnaissaient la justesse de ces paroles, mais liés par leurs instructions, ils croyaient ne devoir rien céder. Si alors les maréchaux eussent pris prétexte de cette résistance pour rompre la négociation, peut-être eussent-ils été bien inspirés. Ils connaissaient le message du général Dejean, ils savaient l'empereur à quelques lieues de Paris, enfin, la nuit étant venue, ils devaient comprendre (Orlow allait l'avouer lui-même) que l'assaut serait différé jusqu'au lendemain. On risquait, il est vrai, un bombardement. Cent pièces de canon étaient braquées contre la ville, et l'aimable Müffling, très impatient, faisait déjà demander au czar s'il fallait « allumer Paris ». Alexandre répondit négativement, disant qu'il ne voulait qu'intimider les Parisiens [2]. Mais au cas où, après avoir profité de trois heures d'armistice, Marmont se fût dérobé à l'obligation qu'il avait moralement prise de rendre Paris, la colère n'eût-elle pas emporté l'empereur de Russie ?

La discussion durait depuis plus d'une heure, lorsque Mortier se retira. « — Je laisse le duc de

1. Relation d'Orlow. Arch. top. de Saint-Pétersbourg. Cf. Marmont, VI, 248.

2. *Journal d'un prisonnier anglais*, 255. Mémoires de Langeron, Arch. des Aff. étrangères. — L'officier anglais assure tenir le propos du général Müffling lui-même avec qui il entra en relation durant l'occupation de Paris.

Raguse continuer les pourparlers, dit-il, et choisir le parti qu'il jugera convenable. Quant à moi, je suis obligé de prendre des mesures pour la défense de Paris. » Le brave Mortier devenait diplomate à son tour. Il disait : la défense de Paris, quand il pensait : l'évacuation de Paris[1]. Devenu très inquiet, Orlow représenta à Nesselrode que les troupes alliées ne pouvant attaquer la ville en pleine nuit, les Français auraient toute liberté pour se retirer par la route qui leur conviendrait. Il conclut qu'il fallait ou souscrire sur l'heure à la demande des maréchaux ou suspendre les pourparlers pendant qu'une nouvelle démarche serait faite auprès du czar. Mais craignant que Marmont, irrité de tant de retards et de difficultés, ne revînt à l'idée de défendre Paris, Orlow déclara qu'il resterait son otage jusqu'à la ratification de l'armistice. Nesselrode quitta le maréchal en l'assurant que le feu ne reprendrait pas avant que le colonel Orlow n'eût regagné les avant-postes russes[2].

Les choses ainsi arrêtées, Marmont emmena le comte Orlow dans son hôtel de la rue Paradis. Cette nuit-là, l'hôtel du duc de Raguse avait un air de fête. On ne peut dire qu'il y eut soirée, ni réception ; mais une foule de personnages remplissaient les salons. Tandis que la masse de la population parisienne était restée tout le jour et s'était même endormie dans l'ignorance des résultats de la bataille, les ordres de départ transmis par le Grand-Juge à plus de deux cents personnes, le

1. L'évacuation de Paris, du moins par les troupes de Mortier, commença bien avant la ratification de la capitulation. Les signatures ne furent échangées qu'à 2 heures du matin, et dès 11 heures du soir, Belliard, avec l'avant-garde de cavalerie du corps de Mortier, avait déjà atteint la Cour de France. Cf. Marmont à Napoléon, 31 mars, 3 heures et demie du matin. Arch. de la guerre. *Mémoires de Belliard*, II, 172. Fain, 209. Relation de Gourgaud, dans *Bourrienne et ses erreurs*, II, 329.

2. Relation d'Orlow. Cf. Lettre de Nesselrode à Orlow, Bondy, 30 mars (1 heure du matin), citée par Bogdanowitsch, II, 197.

rapport de Peyre au conseil municipal, les dernières instructions des ministres à leurs chefs de service, avaient renseigné le monde de la politique [1]. On savait le départ du roi Joseph et des membres du gouvernement, on savait la victoire des Alliés, on savait que le duc de Raguse, investi de pleins pouvoirs, traitait aux avant-postes de la capitulation de Paris. Ce qu'on ne connaissait pas, et ce qu'on était pourtant bien anxieux de connaître, c'étaient les clauses de cette capitulation. Aussi tous les gens qui par leur situation, ou leurs relations personnelles avec le maréchal Marmont et avec la famille de son beau-frère Perregaux, croyaient avoir leurs entrées dans l'hôtel de la rue Paradis, y étaient venus comme au foyer des nouvelles. Il y avait là Chabrol, préfet de la Seine, Pasquier, préfet de police, Lavallette, directeur général des Postes, le général de Girardin, aide de camp de Berthier, arrivé de Troyes à huit heures du soir, Bourrienne, le baron Louis, Laffitte, des sénateurs, des députés des membres du conseil municipal, des chefs de légion de la garde nationale [2].

Quand Marmont entra, l'uniforme déchiré, les bottes maculées de boue et de sang, les mains et le visage noirs de poudre, on crut voir apparaître la Bataille personnifiée. L'admiration pour l'intrépide soldat émut tous les cœurs et courba tous les fronts. Chacun s'approcha du maréchal, lui prodiguant les félicitations et

1. *Journal d'un prisonnier anglais*, 92. Cf. *Mémoires de Marmont*, VI, 21-26. — Après avoir accompagné le général Strolz auprès de Marmont, Peyre s'était rendu à l'Hôtel de Ville, où l'appelait son service et où le conseil municipal était assemblé. Selon Pons de l'Hérault (190-191), et la chose est vraisemblable, Peyre rapporta les détails de sa mission aux magistrats municipaux. Cf. le récit de Peyre et Beauchamp, II, 233.

2. Relation d'Orlow. Arch. top. de Saint-Pétersbourg, 47 346. Lavallette, *Mémoires*, II, 92. Pseudo-Bourrienne, X, 17-18. Marmont, *Mémoires*, VI, 249.

On a vu (**1814**, 414) que le 29 mars, peu après le départ, du pont de Dolleucourt, d'un premier envoyé, qui était le général Dejan, le général de Girardin avait été dépêché par Berthier, pour annoncer à Joseph le retour rapide de l'Empereur.

les éloges, l'exaltant et l'encensant à l'envi. Jamais vainqueur peut-être n'avait reçu pareille ovation. Mais le vaincu de la journée ce n'était pas Marmont, c'était Bonaparte. On commençait à ne plus dire Napoléon.

Non seulement on admirait Marmont, on le bénissait presque. Il avait résisté assez tard pour sauver l'honneur de Paris et il avait capitulé assez tôt pour épargner à la ville les horreurs du sac. En réalité, c'était au roi Joseph qu'on devait la reddition de Paris ; mais qui pensait à lui, sinon pour accuser sa couardise ? Dans un égarement passionné, on faisait honte à Joseph de l'acte dont on faisait honneur à Marmont. Sauf le comte de Lavallette et le général de Girardin qui s'élevaient contre la capitulation et défendaient encore la cause de l'empire, on parlait avec abandon de la chute inévitable de Napoléon, du prochain retour des Bourbons. Laffitte se montrait un de leurs plus chauds partisans. Comme Marmont, évidemment troublé, lui objectait les dangers d'une restauration pour les chefs de l'armée, dont la gloire serait prise à crime par les émigrés, le banquier répliqua : « — Eh ! monsieur le maréchal, avec des garanties écrites, avec un ordre politique qui fondera nos droits, qu'y a-t-il à redouter [1] ? » Déjà un mois auparavant, le beau-frère de Marmont, le jeune Perregaux, qui par parenthèses était chambellan de l'empereur, avait répondu par ces mots aux mêmes objections : « — Dans tous les cas, Macdonald et toi, vous serez certainement dans l'exception [2]. »

La conversation en était là, lorsque le duc de Raguse quitta brusquement le salon. Un très grand

1. Marmont, VI, 249-250. Lavallette, II, 92-93. Pseudo-Bourrienne, X, 17-21.

2. Marmont, VI, 203.

personnage demandait à lui parler en particulier. C'était Talleyrand. Marmont le reçut dans la salle à manger où il avait soupé avec Orlow. Talleyrand aborda le maréchal sous un prétexte. Il venait s'informer si les communications avec Rambouillet étaient encore libres. Après cette entrée en matière, il commença à parler des malheurs publics, des difficultés de la situation. « J'en convins avec lui, rapporte Marmont, mais sans dire un mot sur le remède à employer. Le prince cherchait l'occasion de me faire une ouverture, mais quoique je pressentisse d'étranges événements, il ne pouvait pas me convenir d'y concourir, et dès lors un secret m'eût été à charge. » Ces ouvertures furent-elles faites? Ce secret fut-il échangé? Entre gens d'esprit, on s'entend à demi-mot. « Le prince de Talleyrand, dit Marmont, se retira, ayant échoué dans sa tentative[1]. » Marmont le croyait peut-être; il se trompait. A la fin de cet entretien, s'il n'était pas tout à fait gagné aux Bourbons, du moins sa fidélité à Napoléon était ébranlée. L'ovation dont il avait été l'objet et la démarche de Talleyrand, il n'en fallait pas tant pour troubler la raison du maréchal sous une montée d'orgueil. Cet homme fait de vanité et d'envie, cet ambitieux que ni grades, ni titres, ni dotations n'avaient rassasié, parce qu'il voyait toujours sur le même rang que lui ses compagnons d'armes, les Ney, les Davout, les Mortier, les Victor, les Suchet, et au-dessus de lui, Napoléon, arrivait enfin au premier rôle. Il devenait l'arbitre de la France ; il était le maître de son maître, car Talleyrand le lui avait fait entendre s'il ne le lui avait pas dit, il tenait dans sa main les destinées de

1. Marmont, VI, 250. Cf. Relation d'Orlow et Lavallette, II, 93. « Tout fut dit pour moi, raconte Lavallette, Talleyrand venait *pour envelopper* le maréchal. »

l'empereur. Ce jour de défaite, (Marmont se l'avouait-il ?) fut le plus heureux de sa vie.

En se retirant, Talleyrand passa par le salon. Il croyait utile d'adresser quelques paroles à un personnage qu'il savait y trouver. A la vue du prince de Bénévent, que l'on croyait sur la route de Rambouillet, il se fit un mouvement parmi les assistants; on se porta à sa rencontre, dans l'espérance d'apprendre ce qu'il pensait de la situation. Orlow, qui par discrétion n'avait pas voulu s'approcher, se trouvait seul à l'autre extrémité du salon. Sans daigner répondre aux muettes interrogations de la foule empressée, Talleyrand s'avança en claudicant vers l'officier russe; puis ayant repris son grand air, compromis par la marche, il lui dit d'un ton presque solennel : « — Monsieur, veuillez bien vous charger de porter aux pieds de Sa Majesté l'empereur de Russie l'expression du profond respect du prince de Bénévent. » « — Prince, répondit Orlow, qui ne se montra pas dans la circonstance moins diplomate que Talleyrand, je porterai, soyez-en sûr, ce blanc seing, à la connaissance de Sa Majesté. » Un imperceptible sourire effleura les lèvres de Talleyrand qui salua et sortit [1].

A deux heures du matin, le comte Paar apporta une lettre de Nesselrode, autorisant Orlow à souscrire aux conditions exigées par les maréchaux. La capitulation, dont les clauses avaient été arrêtées en principe au cabaret du Petit Jardinet, fut rédigée, sans discussion, dans le cabinet de Marmont. Le maréchal rentra au salon où presque tout le monde était resté, et dans un émouvant silence il donna à haute voix lecture de la pièce. A la demande du duc de

1. Relation d'Orlow. Arch. top. de Saint-Pétersbourg, 47 346.

Raguse, ses deux aides de camp, les colonels Fabvier et Denys (Danrémont), signèrent en son nom ; Orlow et Paar signèrent au nom du czar et du prince de Schwarzenberg [1].

Les clauses de la capitulation portaient seulement sur l'évacuation de la ville et la durée de l'armistice. Marmont et Mortier avaient voulu stipuler des sûretés pour Paris. Mais, sur l'avis d'Orlow qui dans ces pourparlers s'était montré un sincère ami de la France, les deux maréchaux s'étaient contentés d'un article ainsi rédigé par le colonel russe : « La ville de Paris est recommandée à la générosité des hautes puissances alliées. » Non seulement il n'y aurait ni pillage, ni violences; mais le czar, avait dit Orlow, voulait même épargner aux Parisiens « l'humiliation de voir un jour les clés de leur ville dans quelque musée d'Europe [2] ». Les détails de l'entrée des souverains, du logement et de la nourriture de leurs troupes, de la police de la ville, restaient cependant à régler. Ces soins incombaient aux magistrats municipaux, seules autorités demeurées dans Paris depuis la retraite du gouvernement. Le préfet de la Seine et

1. Relation d'Orlow, et lettre de Nesselrode à Orlow, Bondy, 30 mars, citée par Bogdanowitsch, II, 197.

Voici le texte de la capitulation de Paris :

« Article premier. — Les corps des maréchaux ducs de Trévise et de Raguse évacueront la ville de Paris, le 31 mars, à 7 heures du matin. — Art. 2. Ils emmèneront avec eux l'attirail (*sic*) de leurs corps d'armée. — Art. 3. Les hostilités ne pourront recommencer que deux heures après l'évacuation de la ville, c'est-à dire le 31 mars, à 9 heures du matin. — Art. 4. Tous les arsenaux, ateliers, établissements et magasins militaires seront laissés dans le même état où ils se trouvaient avant qu'il fût question de la présente capitulation. — Art. 5. La garde nationale ou urbaine est totalement séparée des troupes de ligne, elle sera conservée, désarmée ou licenciée, selon les dispositions des puissances alliées. — Art. 6. Le corps de la gendarmerie municipale partagera entièrement le sort de la garde nationale. — Art. 7. Les blessés et maraudeurs restés après 7 heures à Paris seront prisonniers de guerre. — Art. 8. La ville de Paris est recommandée à la générosité des hautes puissances alliées.

« Fait à Paris, le 31 mars 1814, à 2 heures du matin. » (Suivent les signatures.)

2. Relation d'Orlow, Arch. topogr. de Saint-Pétersbourg 47 346.

plusieurs conseillers municipaux convinrent d'aller en députation auprès du czar. Orlow s'offrit à leur servir de guide. Ils partirent pour Bondy avec le préfet de police, le gouverneur de la banque de France, le major Allent et les adjudants-commandants de la garde nationale, Tourton et Alexandre de Laborde[1]. Pendant qu'ils faisaient route, un glorieux bûcher, dressé dans la cour de l'Hôtel des Invalides, achevait de consumer quatorze cent dix-sept drapeaux pris à l'ennemi par les soldats de la République et de l'Empire[2].

A Bondy, Orlow introduisit la députation parisienne dans la grande galerie du château, où Nesselrode la vint recevoir, et il monta à la chambre du czar. Le souverain était couché mais ne dormait point : « — Quelles nouvelles m'apportez-vous ? » « — Sire, la capitulation de Paris. » Le czar saisit l'écrit

1. Relation d'Orlow. Cf. Marmont, *Mémoires*, VI, 250. Schels, II, 246-247. — D'après Pons, 296, l'abbé de Pradt avait demandé à faire partie de la députation, disant qu' « il était essentiel qu'un prêtre fût adjoint à la représentation qui allait saluer le vainqueur. » On le renvoya à sa messe.

2. Éloge du maréchal Sérurier prononcé à la Chambre des Pairs par le maréchal Suchet, le 9 mars 1820. (*Moniteur* du 10 mars).

Cette même nuit du 30 mars le général d'Aboville fit noyer les poudres et en partie évacuer les munitions du magasin de Grenelle qui renfermait 245 000 kilogrammes de poudre, 28 000 gargousses et 5 millions de cartouches.

Le 5 avril, on lut dans le *Journal des débats* : « Le général de Girardin avait porté au ministre de la guerre l'ordre de Bonaparte de faire sauter la poudrière de Grenelle. Cet ordre fut envoyé par un officier au major d'artillerie Maillard de Lescourt qui en éluda l'exécution. Sans un bon Français, ce Corse faisait sauter Paris ! » Le 7 avril, Maillard de Lescourt dans une lettre au *Journal des débats*, confirma ce récit tout en le rectifiant implicitement sur un point capital. Dans sa lettre, il n'est plus question du ministre de la guerre, ni de Girardin, ni de Napoléon. Lescourt dit simplement que l'officier qui le 30 mars « à neuf heures du soir » lui donna *verbalement* l'ordre de faire sauter la poudrière était « un colonel à cheval qui lui était inconnu ». Tout cela n'est pas clair. Un tel ordre ne saurait en aucune circonstance être donné *verbalement*. A l'exécuter dans ces conditions, un subordonné encourrait une trop grande responsabilité.

Pasquier (*Mémoires* II, 236) dit : « Tout ayant été soigneusement examiné et approfondi, il a été démontré que le prétendu ordre n'avait pas été donné, et que le récit avait été inventé par un homme (Lescourt) qui avait cherché à se faire valoir ». On peut supposer aussi qu'un colonel, exaspéré par la capitulation de Paris, s'avisa de donner cet ordre à Lescourt de sa propre autorité. C'est ce qui me paraît le plus vraisemblable.

que lui tendait Orlow et le lut plusieurs fois. « — Je vous félicite, reprit-il ; votre nom est attaché à un grand événement. » Il se fit ensuite donner des détails sur la mission que l'aide de camp avait si bien remplie, puis il lui demanda s'il avait vu le prince de Bénévent. Orlow ayant rapporté les paroles échangées avec Talleyrand dans le salon de Marmont, le czar dit : « — Ce n'est encore qu'une anecdote, mais cela peut devenir de l'histoire. » Alexandre glissa sous son oreiller la capitulation de Paris et s'endormit d'un profond sommeil [1].

1. Relation d'Orlow, Arch. topog. de Saint-Pétersbourg, 47 346.

V

LA COUR-DE-FRANCE

Dans cette nuit du 30 mars, à l'heure où le maréchal Marmont, l'âme gonflée d'orgueil, recevait de l'élite du monde parisien des hommages et des félicitations comparables aux honneurs du triomphe, un homme descendait d'un méchant cabriolet devant la station de poste de la Cour-de-France, et pendant qu'on relayait, il trompait son impatience en marchant à grands pas sur la route de Paris[1]. Cet homme brûlant de fièvre, dévoré d'inquiétudes, souffrant toutes les angoisses, voulant à la fois supprimer l'espace et arrêter le temps, c'était Napoléon.

Depuis Villeneuve-sur-Vanne, où l'empereur a quitté ses chevaux et son escorte pour prendre une carriole de poste, les mauvaises nouvelles se sont succédé de relai en relai. A Sens, on a appris que l'ennemi approche de Paris ; à Fontainebleau, que l'impératrice est partie pour la Loire ; à Essonnes, que la bataille est engagée[2]. Une troupe de cavaliers arrive au trop devant la Cour-de-France. L'empereur crie : Halte ! Le chef, Belliard, qui vient d'après les

1. Fain, 203. Relation de Gourgaud dans *Bourrienne et ses erreurs*, II, 329. Itinéraire du général Flahaut (communiqué par M. Frédéric Masson). — D'après Fain, l'empereur arriva à la Cour-de-France à 10 heures. Gourgaud dit : à 11 heures, et c'est plus vraisemblable. L'ordre donné à Caulaincourt est daté du 31 mars, c'est-à-dire du 30 après minuit. *Correspondance de Napoléon*, 21 546.

La Cour-de-France était le nom de la station de poste de Fromenteau, située à deux postes un quart de Paris (soit quatre lieues et demie).

2. Fain, 203. Relation de Gourgaud.

ordres de Mortier préparer les cantonnements, reconnaît cette voix si connue. Il saute à bas de cheval. L'empereur l'entraîne seul sur la route, dans une marche rapide. Nombreuses, brèves, pressées, saccadées, les questions se précipitent. « — Comment êtes-vous ici ?... Où est l'ennemi ?... Où est l'armée ?... Qui garde Paris ?... Où est l'impératrice, le roi de Rome ?... Joseph ? Clarke ?... Mais Montmartre !... Mais mes soldats !... Mais mes canons ! » Belliard, à qui de nouvelles questions coupent sans cesse la parole, fait le récit succinct de la journée. Il dit l'intrépide défense des troupes, la conduite honorable de la garde nationale, les forces écrasantes de l'ennemi, enfin l'évacuation de la ville en vertu d'une convention qui est au moment d'être ratifiée. Mais il parle aussi de Montmartre dépourvu d'ouvrages et d'artillerie, du manque de munitions, du roi Joseph absent du champ de bataille. Alors Napoléon laisse éclater sa colère : « — Tout le monde a donc perdu la tête ! Voilà ce que c'est que d'employer des hommes qui n'ont ni sens commun ni énergie... Ce cochon de Joseph qui s'imagine être en état de conduire une armée aussi bien que moi !... Et ce J... F... de Clarke qui n'est capable de rien, si on le sort de la routine des bureaux ! » Toujours parlant et toujours marchant, l'empereur a fait plus d'une demi-lieue. Il s'arrête et s'adressant à Caulaincourt et aux autres officiers qui l'ont suivi à quelque distance : « — Vous entendez, messieurs, ce que vient de dire Belliard ! Allons, il faut aller à Paris. Partout où je ne suis pas, on ne fait que des sottises... Caulaincourt, faites avancer ma voiture. » Belliard objecte respectueusement à l'empereur qu'il est trop tard, qu'à cette heure la capitulation doit être signée et Paris évacué, que les troupes ne peuvent rentrer dans la ville

puisqu'elles l'ont quittée en vertu d'une convention. Caulaincourt appuie les raisons du général. Napoléon ne veut rien entendre. Il se grise de ses paroles. Il ira à Paris, il fera sonner les cloches, illuminer la ville, tout le monde prendra les armes. Et il continue à marcher vers Paris, réitérant l'ordre de faire avancer ses voitures[1].

On était arrivé près d'Athis, à trois kilomètres de la Cour-de-France, quand, au loin, sur la route, qu'éclairait par intervalles la lueur vacillante des feux des bivouacs ennemis placés sur la rive gauche de la Seine, on aperçut une colonne d'infanterie. C'était l'avant-garde de Mortier, commandée par le général Curial. Napoléon se sent ébranlé. Néanmoins il n'abandonne pas tout espoir d'aller à Paris. Il sait que Marmont occupe encore la ville, que la garde nationale est sous les armes. Peut-être la capitulation n'est-elle pas signée. Dans ce cas, le duc de Raguse devra rompre les pourparlers et continuer la défense. Le général Flahaut, muni de ces instructions pour Marmont, part bride abattue sur un cheval de troupe. Si d'ailleurs il est trop tard pour combattre, sans doute il n'est pas trop tard pour traiter. De retour à la maison de poste, l'empereur envoie le duc de Vicence auprès des souverains alliés, l'investissant de « tout pouvoir pour négocier et conclure la paix ». Puis, renfermé dans une chambre de l'auberge, il attend impatiemment des nouvelles, les yeux fixés sur ses cartes[2].

1. *Mémoires de Belliard*, II, 172-179. Cf. Fain, 209. Relation de Gourgaud. Cf. *Journal des Débats*, du 6 avril 1814.

2. Fain, 212-213 ; *Correspondance de Napoléon*, 21 546. Relation de Gourgaud. Note de Flahaut, citée dans la brochure de Frédéric Masson : *Le général comte Flahaut*, 17-18.

D'après les *Mémoires* du général de Ségur, livre éloquent, mais où les choses sont trop souvent relatées par ouï-dire, l'empereur avait envoyé Caulaincourt aux

Au point du jour arrive un courrier du duc de Vicence. Il annonce que la capitulation a été signée et que les Alliés entreront à Paris dans la matinée[1]. Peu après revient le général Flahaut, avec cette lettre de Marmont : « Sire, le général Flahaut m'annonce la présence de Votre Majesté à Villejuif. Il m'a demandé si je croyais que les Parisiens fussent disposés à se défendre. Je dois dire à Votre Majesté la vérité tout entière. Non seulement il n'y a pas de disposition à se défendre, mais il y a une résolution bien formelle de ne point le faire. Il paraît que l'esprit a changé du tout au tout depuis le départ de l'impératrice ; et le départ du roi Joseph à midi et de tous les membres du gouvernement a mis le comble au mécontentement. Je ne puis plus douter que, quelque effort que l'on fît, on ne pourrait tirer aucun parti de la garde nationale pour combattre... A cinq heures, je mets mes troupes en mouvement, afin qu'elles n'aient pas sur les bras, après neuf heures, la cavalerie qui aurait pu passer au pont de Sèvres pour nous inquiéter dans notre marche[2]. »

Le maréchal Marmont exagérait en mal l'état des esprits. Il y avait toutefois dans ses paroles beaucoup

Alliés non pas pour traiter, mais pour gagner du temps en feintes négociations, et permettre ainsi à l'armée de se concentrer à Fontainebleau. Ce n'est là qu'une hypothèse mal fondée. Il nous paraît hors de doute que dans la nuit du 30 au 31 mars, l'empereur était tout prêt à traiter, comme d'ailleurs il était déjà prêt à traiter dans la journée du 25 mars ainsi qu'en témoignent de reste les lettres de Caulaincourt à Metternich et la lettre de l'empereur remise à Weissemberg. (**1814**, 400 et 412). Au sujet de la sincérité de la mission de Caulaincourt auprès du czar, voir Marmont, VI, 252, et la lettre de Steewart à lord Bathurst, Paris, 1er avril, dans la *Correspondonce de Castlereagh*, V, 417.

1. Fain, 213.

2. Marmont à Napoléon. Paris, 31 mars, 4 heures et demie du matin. Arch. nat., AF. IV, 1670.

Ces mots de la lettre : « Le général Flahaut m'annonce la présence de Votre Majesté à Villejuif » semblent témoigner que l'aide de camp de l'empereur croyait et avait dit à Marmont que Napoléon n'avait pas arrêté sa marche vers Paris. Villejuif n'est qu'à une lieue des barrières.

de vérité. La veille, le matin encore, dans l'après-midi même, l'arrivée soudaine de Napoléon eût transformé en soldats ces gardes nationaux auxquels, mieux que Marmont, Belliard avait su rendre justice. La présence de l'empereur eût rendu la confiance à tous, animé les braves, entraîné les hésitants. Mais le 31 mars, alors que la capitulation était connue dans la plupart des légions et que la garde nationale avait pris son parti de cette nécessité, c'eût été trop demander aux miliciens de reprendre ces armes qu'ils venaient de déposer, un grand nombre avec douleur, un plus grand nombre encore avec soulagement.

Aux troupes, inlassable chair à canon, sublime limon de France, pétri et animé par Napoléon, on pouvait encore tout demander. Les hommes auraient voulu revenir au feu. Après leur tenace défense de dix heures aux abords de Paris, contre des forces quadruples, ils espéraient une revanche dans un combat de rues où disparaîtrait l'avantage du nombre. On leur avait donné l'ordre d'évacuer Paris. Ils défilaient, sombres et farouches, avec des murmures dans les rangs. Les soldats accusaient les chefs, l'armée accusait la garde nationale [1]. Mais, dans sa lettre à l'empereur, Marmont se gardait de parler de l'armée, qui d'ailleurs était tenue d'évacuer la ville en vertu de la capitulation ; il ne parlait que de la garde nationale.

Napoléon, accablé, rebroussa chemin vers Fontainebleau. Il s'établit dans les petits appartements du premier étage du château, le long de la galerie de François Ier [2].

1. Cf. *Journal d'un prisonnier anglais*, 102. Rodriguez, 73. Giraud, 98. Pons de l'Hérault, 262-263.

2. Fain, 213-217. Relation de Gourgaud, II, 332. *Journal des Débats*, du 6 avril 1814.

La colère qui avait saisi l'empereur au récit du général Belliard n'était pas feinte, comme le jour où il disait à Bourrienne, en se touchant le menton : « Je n'avais de colère que jusque-là. » Mais son emportement le rendait trop injuste envers Joseph et envers Clarke. Si le roi et le ministre avaient eu peu d'énergie et moins encore d'initiative, ils n'étaient pas, pour cela, seuls responsables de la prise de Paris. Napoléon devait aussi s'accuser de ce suprême désastre.

Pendant tout le mois de janvier, l'empereur était resté hésitant entre le désir de fortifier la ville et la crainte d'alarmer la population. Circonvenu par les ministres qui appréhendaient d'armer les ouvriers, il avait donné à la garde nationale parisienne le plus vicieux recrutement. En partant pour l'armée, le 25 janvier, il avait laissé Paris sans aucune défense. Depuis deux mois qu'il tenait la campagne, il avait appris par des lettres, des dépêches, des rapports journaliers, que les choses étaient à peu près dans le même état. que la garde nationale n'atteignait pas la moitié de l'effectif demandé, que les fusils manquaient pour les hommes, les artilleurs pour les canons, les plans, les ordres et l'argent pour l'établissement des ouvrages. Le 13 mars encore, l'empereur avait écrit au roi Joseph : « Avant de commencer les fortifications de Paris il faut connaître le plan » ; et à la lettre de Joseph du 15 mars, où celui-ci lui demandait de donner son approbation au plan, il n'avait pas répondu[1]. Il savait, car tout le monde, depuis Joseph jusqu'au dernier des agents de police, l'avait mainte fois répété, que l'occupation de Paris serait la fin de l'empire. Lui-même avait dit : « Si

1. *Correspondance de Napoléon.* 21477. *Correspondance du roi Joseph*, X. 200.

l'ennemi arrive aux portes de Paris, il n'y a plus d'empire. » Lui-même avait écrit : « Il ne faut pas abandonner Paris, il faut plutôt s'ensevelir sous ses ruines [1]. » Or, malgré tout, Napoléon avait abandonné sa capitale à la routine de Clarke et à la faiblesse de Joseph. Il avait successivement retiré de Paris, pour les besoins de ses opérations, tout ce que la place renfermait de disponibles en troupes, en chevaux, en batteries organisées. Comme résigné même à l'idée de la prise de Paris, il avait envoyé les ordres les plus précis pour le départ de l'impératrice et du roi de Rome, — désertion qui porta le dernier coup à l'opinion et enleva toute ardeur à la garde nationale en lui enlevant toute confiance. Le 20 mars, enfin, Napoléon avait rappelé à lui les corps de Marmont et de Mortier, jusque-là chargés de couvrir Paris, pour les entraîner avec toute son armée dans une manœuvre d'une sublime audace qui pouvait réussir (on a vu qu'il s'en fallut de peu) mais qui, si elle échouait, le perdait sans retour.

La bataille d'Arcis-sur-Aube avait montré à l'empereur que Schwarzenberg ne redoutait plus de l'attaquer, qu'il n'était plus disposé, comme à la mi-février, à reculer au moindre mouvement de l'armée française. Dans ces conditions, les chances de succès de la marche en Lorraine diminuaient. Si le soir de la seconde journée d'Arcis Napoléon s'était mis en retraite sur Paris avec toutes ses troupes, qui avaient pour défiler les deux grandes routes de Coulommiers et de Provins, il y serait arrivé quatre jours avant les Alliés [2], et il y aurait concentré cent mille

1. Mollien, *Mémoires*, IV, 118. *Corresp. de Napoléon*, 21 210 ; cf. 21 089

2. Peut-être les arrière-gardes françaises, qui fussent restées vraisemblablement en position derrière l'Aube jusque dans la soirée du 22 mars, eussent-elles été inquiétées par la cavalerie légère dès la journée du 23, mais Schwarzenberg n'eût pas

hommes[1] Quatre jours, c'était un siècle pour Napoléon. L'ennemi n'eût pas trouvé les faubourgs sans barricades, les routes sans abatis et sans tranchées, les hauteurs sans épaulements et sans canons. Clausewitz prétend que Napoléon ne voulut pas s'exposer à subir devant les Parisiens une seconde défaite de Leipzig[2]. Si l'on songe que le 30 mars, trente-cinq mille hommes, la plupart arrivés la veille après huit jours de marche et d'actions meurtrières, combattant sous des chefs découragés, sans plan arrêté, sans direction générale, chaque corps pour son compte, résistèrent dix heures à cent mille Russes,

prononcé son mouvement sur Paris avant de connaître la position de Blücher. Or il ne reçut des nouvelles de l'armée de Silésie que le 23 vers midi. Les alliés se seraient mis en route le 24, et comme ils eussent été sans cesse dominés, pendant leur marche, par l'idée d'une rencontre fortuite avec Napoléon, ils se fussent avancés avec une grande circonspection, c'est-à-dire beaucoup plus lentement qu'ils ne le firent du 25 au 29 mars, alors qu'ils savaient l'armée impériale sur les confins de la Lorraine.

1. Le soir du 21 mars, les troupes, sous les ordres directs de Napoléon, y compris la division Leval (du corps Oudinot), arrivée à 2 heures, comptaient encore 24 500 hommes, défalcation faite des pertes de la journée et de la veille. En se repliant sur Paris, l'empereur eût rallié dans sa route : 1° les corps Oudinot, Macdonald et Gérard, soit 24 000 hommes (défalcation faite de la division Leval citée plus haut) ; 2° les 1 500 fantassins de Compans, qui occupaient Sézanne ; 3° les 7e, 8e et 9e et 10e de marche de cavalerie qui venaient de Paris ; 4° les 3 500 hommes de Ledru-Desessarts, à Meaux ; 5° les corps de Marmont et de Mortier dont l'effectif était encore de 16 500 hommes avant la fatale journée de Fère-Champenoise. Dans le cas d'une retraite de l'empereur sur Paris, ce double combat, qui coûta plus de 5 000 hommes aux deux maréchaux et deux divisions entières à Macdonald n'aurait pas eu lieu.

L'empereur eût donc ramené dans Paris 71 500 hommes. Si l'on ajoute à ces 71 500 hommes les troupes, les dépôts et la garde nationale formant la garnison de Paris, soit 26 500 hommes, on atteint un total de 98 000 hommes. En rappelant de Montereau la division Souham (3 780 fusils) et de Sens la division Allix (2 418), l'empereur eût eu 104 000 hommes. Voir, pour les détails des effectifs et les références, **1814**, 283-284 et 460, note 1.

Nous devons dire, d'ailleurs, que si les Alliés avaient cru trouver Napoléon et son armée devant Paris au lieu de les savoir sur leurs derrières, ils auraient pu amener pour cette bataille décisive environ 40 000 hommes de plus : 20 000 hommes de Wrede, 10 000 cavaliers de Winzingerode ; 8 000 hommes de Sacken ; 6 000 Cosaques de Seslavine (voir **1814**, 490, note 1). Mais 100 000 hommes appuyés à Paris et commandés par Napoléon en auraient bien valu 150 000 commandés par Schwarzenberg.

2. Clausewitz, *Der Feldzug von* 1814, II, 418. Cf. Mémoires de Langeron, Arch. des affaires étrangères, Russie, 25 ; et rapports de prisonniers russes, Corbeny, 7 mars. Arch. nat., AF. IV, 1 668.

Prussiens et Autrichiens, il est permis de croire que cette même bataille de Paris, livrée contre cent cinquante mille Alliés par cent mille Français bien reposés, établis dans de bonnes positions, ayant une artillerie formidable, se secondant mutuellement, manœuvrant sous le commandement de Napoléon et pénétrés de son feu, n'eût pas été un Leipzig.

LIVRE HUITIÈME

I

L'ENTRÉE DES ALLIÉS A PARIS

Le 31 mars l'empereur de Russie donna audience, à son réveil, à la députation parisienne. Arrivés à Bondy au point du jour, les représentants de la municipalité et les officiers de la garde nationale avaient eu déjà avec Nesselrode une longue conférence, à la suite de laquelle les ajudants-commandants Tourton et Laborde étaient repartis pour Paris. Tourton y rentrait avec le prince Apraxine afin de régler les détails de la remise des barrières par la garde nationale aux troupes alliées. La mission d'Alexandre de Laborde était d'un ordre différent. Pris à part et interrogé par Nesselrode sur l'opinion politique de Paris, il avait répondu : « — Les hommes les plus intelligents penchent pour la régence ; l'ancienne noblesse désire les Bourbons sous conditions, et le reste de la nation les acceptera sans déplaisir, avec un pouvoir limité. Mais d'ailleurs M. de Talleyrand est l'homme le mieux au courant de l'état des esprits, c'est lui qu'il faut consulter. » A ces derniers mots, Nesselrode avait demandé si le prince de Bénévent était à Paris, et sur la réponse qu'il s'y trouvait encore dans la nuit,

bien qu'il fût question de son départ pour Tours, le ministre russe avait chargé Laborde d'aller prier ce précieux personnage de ne pas quitter la capitale. « — Au besoin, avait ajouté Nesselrode, il faudrait employer la force pour le retenir[1]. » On sait qu'il n'était pas nécessaire de mettre un factionnaire à la porte de l'hôtel de la rue Saint-Florentin pour contraindre M. de Talleyrand à rester dans Paris.

Le czar accueillit la députation avec une extrême bienveillance. « — Napoléon, dit-il, a envahi mes États sans aucun motif, et ce n'est que par un juste arrêt de la Providence que je me trouve sous les murs de Paris. J'espère n'avoir pas d'ennemis dans cette ville ; et dans le reste de la France, je n'en ai qu'un seul. » Le baron Thibou réclama une sauvegarde pour la Banque de France. « — Cela n'est pas nécessaire, reprit Alexandre avec une certaine solennité, puisque je prends la ville entière sous ma protection. » Les députés obtinrent tout ce qu'ils demandaient, la conservation des musées et des monuments publics, le respect des citoyens et des habitations particulières, le maintien de la garde nationale et de la gendarmerie. Sur plus d'un point même, le czar alla au-devant de désirs qu'on n'aurait pas osé formuler. Il assura que les soldats ne logeraient pas chez l'habitant et que la ville de Paris aurait seulement à pourvoir à l'approvisionnement des troupes[2].

Le duc de Vicence dut attendre le départ de la députation pour être introduit près du czar. Parti de la Cour-de-France entre une heure et deux heures du

1. *Journal d'un prisonnier anglais* (*Revue Britannique*, V, 270-271). Relation d'Orlow, Arch. topogr. de Saint-Pétersbourg, 47 346. Schels, *Die Operaz. der verbündeten Heere gegen Paris*, II, 246-247. — L'officier anglais prisonnier assure tenir ce récit de Laborde lui-même.

2. *Journal d'un prisonnier anglais*, 269-270. Schels, II, 247. Rovigo, VII, 74-75.

matin, au plus tard, Caulaincourt n'était arrivé au château de Bondy que passé sept heures. On peut s'étonner qu'il eût fait si peu de diligence. N'était-ce pas à lui, car ses pouvoirs de commissaire de l'empereur étaient en forme[1], de se présenter au quartier général des Alliés avant ou tout au moins avec la municipalité parisienne? Les choses auraient peut-être tourné d'une autre façon, si le czar n'avait pas eu comme première impression Paris abandonné par tout gouvernement, et les magistrats municipaux affectant de ne pas se souvenir que Napoléon fût encore le souverain de la France? Caulaincourt n'arriva-t-il à l'Hôtel de Ville qu'après le départ de la députation, ou les membres de cette députation refusèrent-ils de reconnaître les pouvoirs dont l'avait investi l'empereur? C'est là un point qui reste obscur[2]. Quoi qu'il en soit, le duc de Vicence ne fut reçu par le czar que quand étaient réglés tous les détails de l'occupation de Paris. Pendant sa mission en Russie, Caulaincourt avait gagné l'amitié de l'empereur. Alexandre l'accueillit cordialement, mais il ne voulut écouter aucune ouverture. Sans lui enlever cependant tout espoir, il lui déclara que lui et ses Alliés étaient désormais peu disposés à faire la paix avec Napoléon. Au reste, l'entretien fut de courte durée. Bien qu'il ne dût entrer dans Paris qu'à onze heures et qu'il en fût neuf à peine, l'empereur était impatient de se mettre en route. Il congédia Caulaincourt en l'invitant à revenir causer avec lui à

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 547 : «... Ordonnons à toute autorité de reconnaître le duc de Vicence en qualité de commissaire et d'administrateur de notre bonne ville de Paris, et de le seconder en tout ce qu'il fera.... »

2. D'après les *Souvenirs du duc de Vicence*, livre rédigé par Mme de Sorr, Caulaincourt arrêté aux avant-postes russes ne put voir le czar que dans la nuit du 31 mars au 1er avril, à l'hôtel Talleyrand. C'est une des nombreuses erreurs de cet apocryphe, où l'on trouve cependant quelques détails confirmés par des documents moins suspects.

Paris[1]. Au moment où le cœur brisé comme général français et comme dévoué serviteur de Napoléon, Caulaincourt quitta Bondy, il put voir de la cour du château le cheval destiné au triomphateur. Le duc de Vicence reconnut-il le beau cheval gris-pommelé qu'il avait jadis offert au czar[2] alors qu'ambassadeur à Saint-Pétersbourg, il représentait la France victorieuse et le maître du monde ?

A Paris, cependant, durant la première partie de la matinée, beaucoup de gens ignoraient encore les succès de l'ennemi et la capitulation[3]. La veille, la canonnade avait cessé à quatre heures du côté de Belleville, à cinq heures du côté de Montmartre, mais du côté des barrières du Roule et de l'Étoile, la mousqueterie s'était continuée jusque passé neuf heures[4]. On attribuait à la tombée du jour plutôt qu'à un armistice la cessation graduelle du feu. Seuls les habitants des quartiers du Nord étaient à peu près renseignés ; ils avaient vu les troupes défiler tristement sur les boulevards extérieurs, l'ennemi établir des postes à quelques pas des barrières, et des soldats russes valser dans les cabarets des faubourgs avec de malheureuses femmes, tandis que jouait la musique des régiments

1. Cf. Steewart à lord Bathurst, Paris, 1er avril (Castlereagh, *Letters and dispatchs*, V, 417). Rovigo, VII, 77 ; *Journal d'un prisonnier anglais*, 270.

D'après Rovigo et le prisonnier anglais, le czar aurait déclaré à Caulaincourt qu'il était absolument résolu à ne pas traiter avec Napoléon. Il semble peu vraisemblable qu'Alexandre ait parlé aussi catégoriquement. L'invitation qu'il fit à Caulaincourt de venir le revoir à Paris dans la soirée, et surtout la discussion qu'il soutint quelques heures plus tard contre Talleyrand et les partisans des Bourbons témoignent qu'il hésitait encore. Dans sa lettre, Steewart dit simplement que le czar ne voulut pas donner de réponse à Caulaincourt, et c'est là la vérité.

Pasquier (*Mém.* II, 249, 251) prétend que Caulaincourt ne put être reçu par le czar à Bondy. Mais il y a la lettre de Steewart qui fait foi. Entre le témoignage de *Mémoires* composés de longues années après l'événement, et celui d'une lettre, écrite le lendemain, aucun historien ne saurait hésiter.

2. Bogdanowitsch, II, 205.

3. Rodriguez, 72. *Journal d'un prisonnier anglais*, 105-106. Cf. Béranger, *Ma Biographie*, 145.

4. Mémoires de Langeron. Arch. des Aff. étrangères, Russie, 25.

Empereur Paul et Semenow[1]. Mais sur les autres points de Paris, on était dans la plus complète ignorance et, l'on s'attendait, non sans inquiétude, à voir la lutte reprendre le lendemain. Dès dix heures du soir, la ville où théâtres, boutiques, cafés avaient portes et devantures closes, était silencieuse, endormie, comme morte. « Pendant cette nuit, dit un contemporain, le repos ressemblait au silence des tombeaux[2]. » Au point du jour, on fut étonné de n'entendre point le canon. Les rues s'emplirent de monde, chacun allait aux nouvelles. Vers neuf heures, le bruit commença à se répandre que la capitulation était signée et que la municipalité, très bien accueillie par l'empereur de Russie, avait obtenu de lui toutes les sauvegardes pour les personnes et les propriétés. Le czar, disait-on, a déclaré qu'il prend Paris sous sa protection[3].

Au milieu des exagérations passionnées des Mémoires contemporains, il est aisé de pénétrer les vrais sentiments de la majorité des Parisiens quand ils apprirent ces nouvelles. Ce ne fut ni la joie indécente que laissèrent éclater les royalistes, ni la sourde colère qui mordit le cœur de quelques patriotes. Ce fut une grande détente des esprits et des nerfs. Sans admettre, avec les rapports des gens de police qui, à force de le répéter en étaient arrivés à le croire, que tous les Parisiens redoutaient un incendie méthodique, pareil à celui de Moscou, il paraît cependant hors de doute que la population avait de terribles craintes. Non seulement les journaux français, mais les

1. Mémoires de Langeron. Béranger, *Ma Biographie*, 142-143. Relation anonyme, *Suite au Mémorial*, II, 291.

2. Relation de Grille, *Suite au Mémorial*, II, 177. Cf. *Journal d'un prisonnier anglais*, 93.

3. Rodriguez, 73-74, Cf. Béranger, *Ma Biographie*, 143.

gazettes anglaises dont on reproduisait les abominables menaces, prophétisaient l'incendie de Paris ; non seulement les articles des *Débats*, du *Journal de Paris*, de la *Gazette de France*, mais les dépositions des conseils municipaux de plus de vingt villes, relataient les atrocités des Cosaques et des Prussiens. Devant ces irrécusables témoignages, la population pouvait-elle ne pas craindre que, à la suite d'un assaut, les soldats ennemis ne se ruassent à la curée de Paris ? Depuis deux mois, le pillage, le viol, le massacre, l'incendie, tous les forfaits, toutes les épouvantes hantaient et troublaient les esprits. Soudain, en une minute, cette longue angoisse s'arrêtait. En même temps aussi s'évanouissait l'espoir incertain de la victoire. Mais le retour à la sécurité compensait bien des espérances déçues, bien des amertumes, bien des humiliations. Au reste, on ne raisonnait pas. On respirait.

Les royalistes exultaient. Ils préparaient à l'ennemi vainqueur une entrée triomphale qui allait de ce jour de deuil faire un jour de honte. A l'approche des Alliés, les conciliabules s'étaient multipliés parmi les fidèles de la royauté. Pendant le combat, ils avaient attendu avec anxiété la défaite des Français. Dans la soirée, ils avaient été des premiers à connaître l'armistice et à savoir que les maréchaux discutaient les clauses de la capitulation. Le comte de Douhet, dépêché par Semallé, commissaire de Monsieur, put sortir de l'enceinte, traverser la ligne ennemie et gagner les cantonnements de Langeron. Après avoir vu le général, il revint avec cette réponse qu'un mouvement royaliste était nécessaire pour fixer la détermination des souverains. Aussitôt les meneurs du parti décidèrent une manifestation publique pour le lendemain. « Il importait de convaincre le czar et ses

Alliés que le vœu des Français, comprimé trop longtemps, n'avait jamais cessé d'être favorable à la cause du roi. » Dans la nuit, MM. de Boisgelin, d'Avaray, de Juigné et autres portèrent le mot d'ordre à ceux des royalistes que l'on savait les plus zélés et les plus résolus [1].

Vers dix heures du matin un premier groupe d'une vingtaine de jeunes gens, ayant cocardes et écharpes blanches, se forma sur la place de la Concorde. Les passants étonnés s'attroupèrent. Alors M. Gaston de V. tirant de sa poche la proclamation de Schwarzenberg (Nesselrode en avait distribué nombre d'exemplaires aux membres de la députation parisienne) la lut à haute voix. Il termina cette lecture en criant : « Vive le roi ! » acclamation qui fut aussitôt répétée par ses compagnons. La foule resta muette, paraissant ne point comprendre ce que tout cela signifiait. Le duc de Choiseul-Praslin, qui passait en grande tenue de colonel de la garde nationale, s'arrêta pour adresser quelques remontrances aux manifestants. Ils n'en tinrent pas compte, mais ils ne laissaient pas néanmoins d'être embarrassés. La froideur de la foule les glaçait eux-mêmes, et ils paraissaient ne soutenir qu'avec peine le rôle qu'ils s'étaient imposé. Il fallut un renfort de royalistes pour les ranimer : Thibaut de Montmorency, Sosthène de la Rochefoucauld, Charles de Crisenoy, Léon de Lévis, le duc de Fitz-James en uniforme de garde national, Louis de Chateaubriand, neveu de l'écrivain, le comte de Morfontaine, le marquis de Pimodan. Une dizaine étaient à cheval, entre autres le banquier Finguerlin, Archambaut de Périgord, frère

1. Morin, *Révélations*, 25. Beauchamp II, 254, 257-258, 268-269. Giraud, 101. *Lettre d'une Française le 31 mars* 1814. Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, I, 146.

puîné de Talleyrand, et Guerry de Maubreuil; celui-ci, ex-officier, avait attaché à la queue de son cheval sa croix de la Légion d'honneur. La foule s'étant peu à peu dissipée, les royalistes pensèrent à donner ailleurs la même représentation. Après s'être divisés en plusieurs groupes, ils se mirent en marche vers les boulevards, la place Vendôme, le faubourg Saint-Honoré. Ils allaient, portant des mouchoirs au bout de leurs cannes, criant à tue-tête : « Vive le roi! Vivent les Bourbons! A bas le tyran! » et offrant à tous les passants cocardes et brassards. Quelques personnes les acceptaient, s'en paraient et se mêlaient aux manifestants. D'autres, en plus grand nombre, refusaient ces insignes ou ne les prenaient que pour les jeter. « Otez ces cocardes, disaient-ils. N'avons-nous pas un gouvernement? Pourquoi en changer? » Et les clameurs étouffaient les acclamations[1].

Dans les quartiers avoisinant les boulevards jusqu'à la rue Richelieu, les opinions ne se traduisaient que par des paroles, des protestations et des cris. Dans les autres quartiers, les menaces et les coups répondaient aux provocations des royalistes. Devant la Porte Saint-Martin, M. de Douhet et ses deux compagnons sont renversés de cheval, battus, foulés aux pieds. C'en est fait d'eux sans l'arrivée d'une patrouille de garde nationale. Rue Montmartre, Holbach, Morin et Lemercier veulent distribuer des insignes et des proclamations. On crie : « A bas les traîtres! A bas les royalistes! » On les entoure, on leur arrache leurs cocardes, on les entraîne sous les coups à la mairie du IIIe arrondissement où les gardes nationaux les maintiennent en arrestation. Sur

1. *Journal d'un prisonnier anglais*. 255-257. Pradt. *Restauration de la Royauté*, 57-58. Béranger. *Ma Biographie*, 143-147. Beauchamp, II, 265-270, 277-278. Morin, *Révélations*, 26-29.

la place de Grève, le colonel Thomasow, envoyé à l'Hôtel de Ville comme fourrier du czar, avec un piquet de Cosaques, se trouve en présence d'un rassemblement considérable. Le comte de Forbin qui s'est offert comme guide à l'officier russe porte la cocarde blanche. « A l'eau l'émigré! Vive l'empereur! Mort aux Cosaques! » Deux officiers d'un corps de partisans s'élancent le sabre nu. L'un provoque Forbin : « — Si tu es bon Français, défends-toi. » L'autre court sus aux Cosaques, criant d'une voix tonnante : « — A moi, Français! l'empereur est arrivé! Main basse sur les ennemis! » La foule l'entend et se rue en avant, les cavaliers sont jetés à bas de leurs montures, noyés dans le flot. On va les massacrer, déjà un Cosaque a reçu trois blessures, lorsque les gardes nationaux du poste de l'Hôtel de Ville accourent, baïonnettes croisées, écartent la foule et délivrent les Russes et leur guide mal inspiré. Celui-ci est conduit au poste à grands coups de crosse. Il veut réclamer. Les miliciens le font taire : « — Nous avons des ordres, le duc de Vicence est ici. L'empereur va arriver. On verra dans deux heures s'il fait bon dans Paris. » Aux faubourgs Saint-Antoine, Saint-Marcel et Saint-Jacques, d'où commençent à descendre d'épaisses colonnes de populaire, les esprits sont agités, les visages sombres et menaçants[1].

Le gouvernement sur la route de Blois, l'armée sur la route de Fontainebleau, les préfets de la Seine et de police occupés uniquement de l'entrée des souverains, des vivres à fournir aux troupes, des billets de logement à distribuer aux officiers, la gendarmerie et la police désarmées par le manque

1. Morin, *Révélations*, 27-28. Beauchamp, II, 261-262. Cf. Rodriguez, 74. — Morin donne dans les annexes le procès-verbal de son arrestation.

d'ordres, les gardes nationaux divisés d'opinions, les uns arborant la cocarde blanche aux cris de : « Vive le roi! » les autres menaçant de faire feu sur les cavalcades royalistes, Paris était dans une absolue anarchie. Les gens prudents craignaient l'effusion du sang et les plus terribles désordres; il leur tardait que les baïonnettes de l'ennemi vinssent remplacer l'autorité disparue [1].

A onze heures, les Cosaques rouges de la garde, rangés par quinze hommes de front et précédés d'un corps nombreux de trompettes, franchirent la barrière de Pantin. Après eux, chevauchaient les cuirassiers, les hussards et les escadrons de volontaires de la garde royale prussienne, les dragons et les hussards de la garde impériale russe. Le czar s'avançait, ayant à sa droite le prince de Schwarzenberg, représentant l'empereur d'Autriche, à sa gauche le roi de Prusse, à sa suite un état-major de plus de mille officiers de toute nation et de toute arme. Derrière l'état-major, les troupes d'infanterie défilaient avec les batteries divisionnaires : d'abord deux régiments de grenadiers autrichiens, puis le corps entier des grenadiers russes et la garde royale prussienne, enfin les deux divisions de la garde impériale russe. Les chevaliers-gardes et quarante-sept escadrons de cuirassiers russes fermaient la marche [2]. Bien que presque tous ces hommes eussent combattu la veille, ils semblaient avec leurs uniformes propres et leurs armes brillantes sortir des casernes de Berlin et de Saint-Pétersbourg. La plupart étaient de haute stature et respiraient la vigueur et la santé [3]. Quel contraste

1. Rodriguez, 74. Beauchamp, 270, 273-274. Cf. *Journal d'un prisonnier anglais*, 257-258.

2. Danilewsky, II, 183-184. Schels, II. 251-252. Cf. *Journal d'un prisonnier*, 258.

3. Lettre de Steewart, 1er avril (Castlereagh, *Letters and dispatchs*, V, 419); *Journal d'un prisonnier anglais*, 259. Rodriguez, 77-78.

avec les pauvres Maries-Louises qui, payant plus de bravoure que de mine, avaient si souvent provoqué la pitié par leur misère et leurs visages pâlis! Sans doute les troupes de ligne russes et prussiennes, qui entrèrent moins pompeusement dans Paris par différentes barrières et allèrent s'établir sur les routes d'Orléans et de Fontainebleau [1], n'avaient point l'aspect triomphant des régiments d'élite qu'Alexandre avait voulu montrer seuls aux Parisiens. Mais à voir ces colosses de la garde russe et à se rappeler les Maries-Louises, on pensait à une guerre d'ogres contre des enfants.

Attendus dans Paris depuis si longtemps et avec tant d'impatience par les royalistes, les Alliés leur réservaient la meilleure des surprises. Tous portaient le brassard blanc. D'un seul coup, cent mille brassards blancs venaient s'ajouter aux cinq ou six cents cocardes blanches de la première heure.

Le matin de la bataille de la Rothière, le 1er février, un officier anglais ayant, dit-on, été blessé par un Cosaque, on avait ordonné à tous les officiers et soldats des armées alliées de porter un brassard blanc afin d'éviter une confusion entre tant d'uniformes différents [2]. Qui avait suggéré cette idée? Il ne semble pas que ce fût un ennemi des Bourbons. On peut s'étonner que les Alliés aient attendu d'être en France pour adopter un signe de reconnaissance dont ils n'avaient pas senti la nécessité à Dresde et à Leipzig, où pourtant des troupes allemandes combattaient à côté des Français. On peut s'étonner aussi que le czar qui le 28 janvier, à Langres, avait invité les émigrés

1. Ordres de Schwarzenberg et de Blücher, pour la journée du 31 mars, cités par Schels, II, 445-446.

2. Danilewsky, I, 61. Mémoires de Langeron, Arch. des Aff. étrangères, Russie, 25.

à ne point arborer leurs couleurs dans les lignes alliées[1] ait, trois jours après, fait prendre ces couleurs à toute son armée. Jomini, qui connaissait l'hostilité du czar à une restauration, lui fit remarquer que la population française prendrait ce signe de ralliement pour un emblème royaliste. « — Qu'est-ce que cela me fait! » répondit l'autocrate[2]. Quoi qu'il en soit, les Alliés et en particulier les Russes[3] gardèrent le brassard blanc pendant toute la campagne. Ils le portaient à leur entrée dans Paris.

Ce bout de linge eut son influence. Quand la foule que la curiosité avait portée sur les boulevards vit déboucher les premiers soldats alliés avec cet insigne au bras, l'opposition aux cocardes blanches, si marquée le matin, faiblit soudain. Beaucoup de gens qui avaient d'abord repoussé les emblèmes royalistes s'en parèrent spontanément, les uns les prenant comme une sauvegarde contre les brutalités des Cosaques, les autres les portant en signe de paix. Un historien russe remarque que bien que le brassard blanc des troupes n'eût aucune signification politique, il profita néanmoins au parti des princes parce qu'il créa une double confusion. En voyant ces insignes, les Parisiens furent persuadés que l'Europe s'était armée pour les Bourbons; et en arborant, par crainte ou par esprit de conciliation, des couleurs qu'ils réprouvaient au fond du cœur, ils persuadèrent aux Alliés que les royalistes étaient nombreux[4]. Méprise des

1. Castlereagh à lord Liverpool, Langres, 30 janvier. (*Letters and dispatchs*, V, 213-214.)

2. Danilewsky, I, 61.

3. « A Troyes, la plupart des officiers et soldats russes portaient l'écharpe blanche. Le czar la portait ainsi que tout son état-major. Un officier russe disait que c'est pour annoncer Louis XVII. Les Prussiens ni les Autrichiens ne portaient pas l'écharpe. » Rapport de Harel, Troyes, 1er mars. Arch. nat., AF. IV, 1668. — Cette question du brassard blanc reste fort obscure.

4. Bogdanowistch, II, 208. Cf. Pradt, 69; *Journal d'un prisonnier anglais*, 259.

deux côtés, qui amena une nouvelle journée des dupes.

Dans la rue du faubourg Saint-Martin où la grande colonne des Alliés s'engagea d'abord, il y avait peu de monde sur les trottoirs et aux fenêtres. Les rares spectateurs gardaient le silence ; leur physionomie était plutôt hostile. Un même silence accueillit les Russes quand ils débouchèrent sur les boulevards. La foule, qui était considérable, ne manifestait d'autre sentiment que celui que révélait sa présence, la curiosité[1]. Passé la Porte Saint-Denis, quelques cris, encore timides, de : « Vive l'empereur Alexandre ! Vivent les Alliés ! » commencèrent à se faire entendre. A ces premières acclamations, le czar salua et dit très haut : « — Je ne viens pas en ennemi. Je viens vous apporter la paix. » On applaudit ; la foule cria : « Vive la paix ! » et derechef : « Vive Alexandre ! Vivent les Alliés ! » Les royalistes mêlèrent à ces vivats les cris répétés de : « Vivent les Bourbons ! A bas le tyran ! » Ils se multipliaient de la voix et du geste, animaient leurs voisins, se pâmaient devant les grenadiers russes, suivaient l'état-major, se démenaient de toute façon et faisaient, chacun, du bruit comme quatre. A mesure que les souverains s'avançaient vers les quartiers élégants, à mesure les boulevards prenaient l'aspect d'une voie triomphale. Les acclamations croissaient en nombre et en force. Aux balcons et aux fenêtres où pendaient des bannières blanches, improvisées avec des draps de lit et des serviettes de tables, les femmes criaient en agitant leurs mouchoirs. Aux premiers rangs des

— Gain de Montagnac (16) rapporte que les Cosaques laissaient circuler librement aux environs de Paris toutes les personnes qui portaient un brassard blanc.

1. Mémoires de Langeron, Arch. des Aff. étrang. Danilewsky, II, 188. Cf. Pradt. 59. Morin, *Révélations*, 27-29.

curieux apparaissaient les cocardes et les écharpes blanches. On admirait la belle tenue et la précision des mouvements de l'infanterie, les chevaux superbes des cuirassiers et des Cosaques de la garde. On entendait ces mots : « — Ils n'ont pas l'air méchant ! » « — Et voilà pourtant ces débris d'armée dont nous parlaient les bulletins de Bonaparte ! Ces Russes sont donc des revenants ! » « — Que l'empereur Alexandre est beau ! » « — Comme il salue gracieusement ! » « — Il faut qu'il reste à Paris, ou qu'il nous donne un souverain qui lui ressemble. » « — Il nous rend les Bourbons. » Les officiers souriaient à la foule. « — Vous voyez que nous ne mangeons pas les gens, » disaient-ils. Et toujours augmentaient les cris : Vivent les Alliés ! Vive Alexandre ! Vive Guillaume ! Vivent les Bourbons ![1]

Sans doute un grand nombre de gens ne voyaient pas sans douleur et sans humiliation ce triomphal défilé des troupes ennemies. Les uns pensaient à une revanche prochaine de Napoléon ; les autres s'animaient contre lui, rejetant sur son insatiable ambition cette honte que son génie avait été impuissant à empêcher[2]. Les patriotes ne protestaient que par leur silence. Paris était au pouvoir des Alliés ; ce n'était pas l'heure pour les vaincus de se venger par de vaines clameurs. Si le cri de : « Vive Alexandre ! » était inconvenant, celui de : « A bas Alexandre ! »

1. Steewart à Catlsereagh, Paris, 1er avril (Castlereagh, *Letters and dispatchs*, V, 419. (Mémoires de Langeron, *Journal d'un prisonnier anglais*, 259-261). Danilewsky, II, 88. Rodriguez, 75, Beauchamp, II, 284-287. *Lettres d'une Française*, 2. *Gazette de France*, 7 avril. Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, I, 146-148. Béranger, *Ma Biographie*, 144-145.

2. Béranger (*Ma Biographie*, 144-145) et Chateaubriand (*Mémoires d'outre-tombe*, VI, 226) se rencontrent dans cette même révolte de patriotisme. « J'étais stupéfait et anéanti au dedans de moi-même comme si l'on m'arrachait mon nom de Français pour y substituer le numéro sous lequel je devais désormais être connu dans les mines de Sibérie. » De qui sont ces belles paroles ? de Béranger sans doute ? Elles sont de Châteaubriand.

eût été puéril. Le mieux était de se taire, et le mieux surtout eût été de rester chez soi, afin de ne point grossir la foule dont l'affluence ajoutait au triomphe de l'ennemi. Mais en 1814, on ne comprit point la dignité des rues désertes et des fenêtres closes. La curiosité l'emporta. A entendre les historiens royalistes et les rapports étrangers, Paris tout entier était dans l'enthousiasme. L'enthousiasme fut très grand, en effet; il ne fut pas général. Quelques milliers d'hommes qui crient au milieu d'une foule muette suffisent pour abuser sur les sentiments de cette foule. Non, tous les Parisiens ne pouvaient oublier que ces soldats, si brillants sous les armes, avaient du sang français à leurs baïonnettes et que les cadavres des Maries-Louises et des gardes nationaux tués la veille n'étaient pas encore enterrés. Ils ne pouvaient ne pas sentir que dans Paris occupé par l'ennemi, l'air même n'appartient plus aux citoyens.

Arrivés aux Champs-Elysées, où la revue d'honneur devait avoir lieu, les deux souverains et le prince de Schwarzenberg se placèrent du côté droit de l'avenue, à la hauteur de l'Élysée. Les troupes défilèrent devant eux, tandis que la foule qui avait reflué des boulevards continuait ses vivats et ses acclamations. Pour mieux voir le défilé, des femmes prièrent des officiers de l'état-major de leur céder un instant leurs chevaux ; d'autres montèrent en croupe derrière des Cosaques de la garde. On a nommé parmi ces éhontées la belle comtesse Edmond de Périgord, plus tard duchesse de Dino. Le czar se pencha vers Schwarzenberg et lui dit en riant : « — Pourvu qu'on n'enlève pas ces Sabines ! » Tous les regards cherchaient Alexandre. Les officiers à qui les spectateurs demandaient de le leur désigner ne cessaient de répondre : « — Cheval blanc, panache

blanc[1]. » Ce jour-là, la mode était toute au blanc.

Après la revue, l'empereur de Russie descendit à l'hôtel Talleyrand. Dès sept heures du matin, Nesselrode avait envoyé un officier au prince de Bénévent, pour l'avertir de l'honneur que le czar comptait lui faire en prenant comme résidence l'hôtel de la rue Saint-Florentin. Pendant le défilé des troupes, le ministre russe vint causer avec Talleyrand des détails du logement et de beaucoup d'autres choses plus importantes[2]. Nesselrode, partisan décidé d'une restauration, n'eut pas de peine à convaincre un homme déjà convaincu. Pendant toute la campagne, Talleyrand avait rêvé une régence de Marie-Louise où il eût eu le premier rôle comme président du Conseil. Mais peu à peu ces secrètes espérances étaient tombées : d'abord, l'empereur qui était le principal obstacle n'avait pas été tué; puis l'impératrice, en abandonnant Paris, avait pour ainsi dire abdiqué; enfin, la veille, pendant et après la bataille de Paris, Talleyrand avait vu l'opinion royaliste gagner du terrain dans le monde de la politique et de la finance. La proclamation de Schwarzenberg et la conversation que Nesselrode avait eue le matin avec Alexandre de Laborde, entretien rapporté par celui-ci, avaient confirmé le prince de Bénévent dans l'opinion que les Alliés voulaient les Bourbons. Il n'en fallait pas tant pour décider ce fidèle serviteur des événements. Quand le czar arriva rue Saint-Florentin, il semble que les graves questions qu'on allait débattre étaient réglées d'avance entre Nesselrode et Talleyrand[3].

1. Lettre de Steewart à lord Bathurst, Paris, 1er avril, précitée. Danilewsky, II, 188. *Journal d'un prisonnier anglais*, 261-262, 275. Rodriguez, 76, 81. Bogdanowitsch, II, 207.

2. Pradt, 63. *Journal d'un prisonnier anglais*, 271.

3. Pradt, 63. Rovigo, VII, 81. Cf. le récit d'Alexandre de Laborde dans le *Journal d'un prisonnier anglais*.

On se réunit dans le grand salon du premier étage, où devait un jour mourir Talleyrand. Le roi de Prusse et le prince de Schwarzenberg s'assirent ayant à leur droite Dalberg, Nesselrode, Pozzo di Borgo et le prince Lichtenstein, à leur gauche le prince de Bénévent. Le czar marchait de long en large. Il s'arrêta et dit qu'il y avait trois partis à prendre : faire la paix avec Napoléon en prenant toutes sûretés contre lui; établir la régence de l'impératrice Marie-Louise; rappeler les Bourbons. On a prétendu qu'Alexandre avait aussi proposé Bernadotte ou la République. Cela n'est pas improbable[1]. Talleyrand redoutait par-dessus tout le maintien de l'Empereur. La régence qui eût comblé ses espérances, Napoléon mort, lui semblait précaire et défavorable à ses intérêts, Napoléon encore vivant. Il prit la parole et persuada sans peine l'assistance prévenue que la paix avec Napoléon n'offrirait aucune garantie. « — La régence, dit-il, ne serait guère moins dangereuse pour le repos de l'Europe puisque l'empereur régnerait sous le nom de Marie-Louise. » Talleyrand conclut que tout serait expédient hormis les Bourbons « qui représentaient un principe ». Ce mot heureux ne pouvait que faire impression sur le czar, qui lui aussi représentait un principe. Alexandre objecta néanmoins qu'il ne voulait pas violenter la France dont l'opinion ne lui paraissait pas en faveur des Bourbons. Il rappela que sauf chez quelques anciens émigrés, il avait vu partout, en province, de l'hostilité à une restauration. La révolution de Bordeaux, les cocardes blanches du boulevard des Italiens, les suppliques que lui avaient remises les belles Parisiennes sur la place de la Concorde, tout s'effaçait dans

1. Cf. la Réponse du czar aux questions posées par le cabinet de Vienne, citée aux pages 100-101 de **1814**.

l'esprit du czar au souvenir des gardes nationaux de Fère-Champenoise tombés sous la mitraille en criant : Vive l'empereur ! Cette scène héroïque l'avait profondément impressionné. Il la retraça devant le conseil. Talleyrand fit venir du renfort. Pradt et le baron Louis entrèrent dans le salon, et, interrogés par le czar, ils déclarèrent que la France était royaliste, mais que l'incertitude des événements avait jusqu'alors empêché les populations de se déclarer. « — Paris a commencé aujourd'hui, ajoutèrent-ils; son exemple sera décisif et répété partout. » Le czar se laissa convaincre[1].

Le coup d'État était décidé. Il restait à trouver les moyens de l'exécuter. Talleyrand y avait pourvu. Il exposa aux souverains que le Sénat, où son influence était grande et où les mécontents étaient nombreux, prononcerait la déchéance de Napoléon, à condition toutefois qu'il fût assuré aux sénateurs que jamais l'empereur ne remonterait sur le trône. Talleyrand connaissait le courage du Sénat : il savait que sans garanties écrites la Chambre haute ne se compromettrait point. « — Puisqu'il en est ainsi, dit Alexandre, je déclare que je ne traiterai plus avec Napoléon. » Talleyrand ou l'abbé de Pradt représenta au czar que cet engagement était insuffisant, car le Sénat ne serait point garanti par là contre l'éventualité de la régence de Marie-Louise. « — Eh bien ! reprit le czar, après avoir interrogé du regard Schwarzenberg, qui acquiesça d'un signe de tête, eh bien ! j'ajouterai : ni avec aucun membre de sa famille[2]. »

1. Pradt, 64. Lettre de Steewart à lord Bathurst, Paris, 1er avril (Castlereagh, *Letters and dispatschs*, V, 416). *Journal d'un prisonnier anglais*, 274. Vitrolles, *Mémoires*, I, 312.

2. Pradt, 62-71. Vitrolles, I. 312-313. Lettre précitée de Steewart à lord Bathurst. *Journal d'un prisonnier anglais*, 273-274.

On rédigea aussitôt une déclaration portant que les souverains alliés ne traiteraient plus avec Napoléon et invitant le Sénat à désigner un gouvernement provisoire qui pût préparer une nouvelle constitution. Il semble que le sens et même les termes de ce manifeste, avaient été arrêtés deux heures auparavant par Talleyrand et Nesselrode[1]. On n'improvise pas un pareil chef-d'œuvre. Non seulement la déclaration affranchissait le Sénat de toute crainte, mais elle lui dictait sa conduite. C'était une sauvegarde, en même temps c'était un ordre. Cette assurance que les conditions de la paix seraient favorables si la France avait « un gouvernement sage » (euphémisme pour : les Bourbons) engageait les citoyens, même les plus hostiles à « ce gouvernement sage », à l'accepter par abnégation patriotique, comme rançon de la France. Ce mensonge : « Les souverains accueillent le vœu de la nation » ménageait l'amour-propre français. Cette promesse : « Les souverains garantiront la constitution que la nation française se donnera[2], » rassurait les libéraux contre les empiétements de l'ancien régime.

Tandis que le czar ou, à dire vrai, Talleyrand réglait avec quelques traits de plume le destin de la France, les troupes alliées prenaient leurs bivouacs dans Paris, la cavalerie aux Champs-Élysées, l'infanterie le long des quais, et les officiers accouraient sur les boulevards, aux Tuileries, au Palais-Royal[3]. Pour terminer dignement ce jour de fête, le vicomte Sosthène de la Rochefoucauld, le marquis de Maubreuil et autres

1. On dit que la déclaration fut rédigée par Roux-Laborie. Dès que le czar l'eut signée, Roux-Laborie l'apporta à l'imprimeur Michaud qui en fit tirer 10 000 exemplaires en quelques heures.

2. Déclaration de l'empereur Alexandre, Paris 31 mars, 3 heures après-midi, *Moniteur* du 1er avril.

3. *Journal des Débats*, 1er avril. Rodriguez, 81-82.

gentilshommes pensèrent à jeter bas aux pieds de l'ennemi vainqueur la statue du grand soldat d'Austerlitz. Une barrique de vin et quelques pièces de cent sous suffirent à recruter des travailleurs de bonne volonté. Ils forcèrent la porte du piédestal, malgré l'opposition de plusieurs personnes et atteignirent le faîte du monument. Sur la plate-forme, on frappait à coups de masse les tenons de la statue ; sur la place, on tirait les cordes passées autour du cou et du torse. La figure pencha légèrement en avant ; la statuette de la Victoire tomba de sa main. Nouvelles rasades, nouveaux efforts. Napoléon resta debout. Alors un misérable se hissa sur les épaules de la statue et souffleta deux fois la face de bronze [1].

Il fallut que les Russes vinssent rappeler Paris à la pudeur. Un bataillon du régiment Semenow, envoyé par le czar, fit évacuer la place Vendôme et s'y établit [2]. Le surlendemain, d'après les ordres du gouvernement provisoire, la statue fut voilée avec des toiles d'emballage. Le 8 avril, des ouvriers enlevèrent la figure de son haut piédestal. On parlait de la remplacer par une statue de la Paix sous les traits de l'empereur Alexandre [3].

Dans cette soirée du 31 mars, Paris resta morne. C'est un témoignage que les saturnales des royalistes au défilé de l'armée alliée furent passagères et toutes locales. On était encore inquiet, défiant et peu

1. *Journal d'un prisonnier anglais*, 261, 263, 276. Rodriguez, 87, 88. *Journal des Débats*, 1er avril. Béranger, *Ma Biographie*, 146-147.

2. Förster, *Befreiungskriege 1813-1815*. 1015. *Journal d'un prisonnier anglais*, 261. — Déjà le vicomte de La Rochefoucauld avait demandé au grand-duc Constantin des soldats russes pour jeter bas la statue, et le prince avait accueilli plus que froidement sa requête. Les soldats russes arrivèrent, mais non point pour faire ce que souhaitait le jeune Sosthène. Ce personnage en voulait aux statues. Ce fut lui, comme on sait, qui fit plus tard mettre des feuilles de vigne en papier aux marbres du Louvre.

3. *Journal des Débats*, 9 avril. *Journal de Gain de Montagnac*, 166.

d'humeur à sortir de chez soi, une fois le jour tombé. Les théâtres et les boutiques restèrent fermés. Les officiers étrangers à qui l'on avait représenté le Palais-Royal comme un enfer de plaisirs sans pareil au monde, se croyaient mystifiés dans ces galeries où manquaient les lumières et l'éclat des étalages, le bruit des maisons de jeu et des cafés à orchestre, le va-et-vient des filles cheveux au vent et gorge nue. — Le 31 mars, ce furent les prostituées qui donnèrent aux femmes de la noblesse l'exemple de la décence publique. — Seuls les restaurants et les cafés étaient ouverts, à l'exception du fameux café Lemblin où se réunissaient d'ordinaire les officiers de la garde[1].

Le lendemain, 1er avril, l'ennemi trouva meilleur accueil. La nuit s'était passée tranquille, sans troubles et sans molestations. A peine si les patrouilles mixtes, où un officier de la garde nationale commandait un sous-officier et un piquet de grenadiers de la garde nationale et un sous-officier et un piquet de troupes alliées, avaient eu à arrêter quelques ivrognes et quelques pillards et à intervenir dans quelques rixes. Les journaux du matin étaient remplis des déclarations les plus rassurantes : la proclamation de Schwarzenberg : « La tranquillité de la ville sera l'objet des soins des Alliés... » la déclaration du czar : « Il faut que la France soit grande et forte... » la proclamation des préfets de la Seine et de police : « La sûreté des personnes et des propriétés est garantie par Sa Majesté l'empereur Alexandre. » Sur les murailles, on lisait les mêmes proclamations. On se sentait en complète sécurité. Dans les quartiers ouvriers, le peuple restait sombre et farouche ; mais

1. *Journal d'un prisonnier anglais*, 266-267. Cf. Rodriguez, 89, 100. *Gazette de France*, 4 avril.

le Paris où l'on s'amuse reprit son train ordinaire, les spectacles furent affichés, tous les magasins ouvrirent. L'or si rare depuis quelques mois coulait à flots des mains des officiers alliés, au grand contentement des boutiquiers qui, sans doute par patriotisme, majoraient tous les prix. Les magasins ne désemplissaient pas. Dans les cafés et les restaurants, on avait peine à suffire au service. Le soir, la queue se forma devant les théâtres deux heures avant le commencement du spectacle [1].

A l'Opéra, le 2 avril, il y eut représentation de gala en l'honneur des souverains. L'affiche portait : *Par ordre : Le Triomphe de Trajan*. Sur l'observation de Pasquier qu'il se trouvait dans cette pièce célèbre, écrite à la gloire de Napoléon, des allusions qui seraient des plus pénibles pour Alexandre et surtout pour Frédéric-Guillaume, on donna la *Vestale*. Le théâtre fit 9085 francs de recette, et il refusa du monde. (Depuis trois mois la moyenne des recettes ne dépassait pas 2500 francs [2].) Le spectacle était dans la salle. Que de toilettes, que d'épaules nues, que de diamants ! Ah ! les beaux officiers et les beaux uniformes ! Les royalistes en frac, quelques-uns en tenue de garde national, avaient la cocarde blanche au chapeau. Des loges, les femmes faisaient pleuvoir sur le parterre des nœuds de rubans blancs, en criant : « Vive le roi ! » On répondait : « Vivent les Bourbons ! » A l'entrée du czar et du roi de Prusse, qui prirent place dans une loge d'amphithéâtre, l'orchestre entama l'air de *Vive Henri IV !* Tout le monde se leva. Les acclamations éclatèrent retentissantes, unanimes, prolon-

1. *Journal d'un prisonnier anglais*, 277-279. Rodriguez, 90, 168. *Moniteur*, *Journal de Paris*, *Journal des Débats*, 1er avril ; *Gazette de France*, 4 avril. — Voir dans les journaux du 6 avril le curieux *Avis de la préfecture de police*, enjoignant aux marchands de ne point abuser de l'ignorance des Alliés.

2. Archives de l'Opéra.

gées. « — A bas l'aigle ! cria quelqu'un qui remarqua l'emblème impérial au-dessus de la loge de Napoléon. « Otez l'oiseau ! » Mille voix répétèrent : « A bas l'aigle ! » Un machiniste le couvrit d'une draperie blanche. La représentation commença. Pendant chaque entr'acte, l'orchestre reprenait l'air de *Vive Henri IV!* La salle réclama les paroles. Le ténor Lays parut à l'avant-scène, mais au lieu de chanter le refrain populaire, il prostitua l'air du grand Henri en l'adaptant à cet abject impromptu[1] :

Vive Alexandre,
Vive ce roi des rois !
Sans rien prétendre,
Sans nous dicter ses lois,
Ce prince auguste
A ce triple renom
De héros, de juste,
De nous rendre au Bourbon.

La salle trépignait d'enthousiasme. Le chanteur dit le second couplet :

Vivent Guillaume
Et ses guerriers vaillants !
De ce royaume
Il sauve les enfants.
Par sa victoire
Il nous donne la paix,
Et compt' sa gloire
Par ses nombreux bienfaits.

Écoutez, paysans de France errants autour de vos villages en ruines ; écoutez, femmes violées par les Prussiens et les Cosaques ; écoutez, veuves, orphelines, mères vêtues de deuil ; écoutez, vétérans, Maries-Louises, gardes nationaux, écoutez soldats

1. *Journal des Débats*, 3 avril. *Journal d'un prisonnier anglais*, 279-280. Rodriguez, 133-134. Pasquier, II, 278.

mutilés, écoutez, soldats vaincus ! Et vous, cadavres de la Rothière, de Craonne, d'Arcis-sur-Aube, de Fère-Champenoise, entendez, sous la terre trempée de sang où vous a couchés la mitraille, entendez le chant triomphal de l'Opéra de Paris :

Vivent Guillaume
Et ses guerriers vaillants!...

II

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE A PARIS
LA RÉGENCE A BLOIS
NAPOLÉON A FONTAINEBLEAU

« Bien taillé, maintenant il faut coudre, » disait Catherine de Médicis. En dictant au czar la déclaration que les Alliés ne traiteraient plus avec Napoléon, le prince de Bénévent « avait bien taillé », mais il s'agissait de mener à bonne fin l'ouvrage commencé. Talleyrand n'y perdit pas de temps. Dans la soirée du 31 mars, il vit chez lui ou fit voir chez eux les membres les plus influents du sénat. Avant de convoquer officiellement, en sa qualité de vice-grand électeur et de vice-président du sénat, la haute assemblée pour le lendemain, il tenait à s'assurer de l'entière soumission des sénateurs. Il importait qu'il n'y eût en séance ni hésitation ni discussion, que l'on s'entendît pour ainsi dire sans parler, et que tout fût réglé d'avance. Dans la même soirée, Talleyrand choisit les membres du gouvernement provisoire qu'il se proposait de faire nommer avec lui par le sénat. C'étaient le duc de Dalberg et le marquis de Jaucourt, les deux grands amis du prince de Bénévent, qui l'avaient fidèlement suivi dans son zèle et dans sa haine pour Napoléon ; l'abbé de Montesquiou, royaliste déterminé, homme d'intrigues, naguère surnommé par Mirabeau « le petit serpent » ;

le général Beurnonville, comte de l'empire et sénateur, mais gardant depuis dix ans rancune à l'empereur de ne lui avoir point donné le bâton.

Tandis que Talleyrand, protagoniste du drame, s'occupait d'accomplir la révolution, les comparses, Pradt, Roux-Laborie, le marquis de La Grange y préparaient l'opinion. Le 31 mars au soir, ils firent afficher la Déclaration du czar et le manifeste de Schwarzenberg, et d'accord avec Sacken, le nouveau gouverneur de Paris, ils remplacèrent par des gens à eux les rédacteurs de journaux qu'avait nommés l'empereur. Michaud fut installé au *Moniteur*, Salgues et Berryer succédèrent, à la *Gazette de France* et au *Journal de Paris*, à Tissot et à Jay. Bertin rentra en possession du *Journal de l'Empire*, qui reparut le 1er avril sous son ancien titre de *Journal des Débats*. Morin fut nommé directeur de la presse ; il s'était rendu digne de cette position par les coups qu'il avait reçus dans la journée en distribuant des manifestes royalistes. Il donna l'ordre que les journaux du lendemain rendissent compte des événements de façon à faire prévoir la chute de l'empire et le rappel des Bourbons par le vœu de la population. On obéit militairement. Le 1er avril, les gazettes reproduisirent les proclamations des Alliés, rappelèrent les cris enthousiastes qui avaient salué les souverains et contèrent à l'envi les manifestations royalistes des boulevards et de la place de la Concorde [1]. En asservissant la presse, Napoléon l'avait préparée à toutes les besognes. C'était une digne fin pour le journalisme de l'empire, que la honteuse apologie de l'ennemi entrant en triomphe dans Paris.

A trois heures et demie, le sénat se réunit. Le corps

1. Morin, *Révélations*, 35. Pradt, 62, 72. Vitrolles, I, 314, 312, 326. Journaux de Paris des 1er, 2 et 3 avril.

comptait cent quarante membres, dont quatre-vingt-dix environ se trouvaient à Paris. Soixante-quatre, parmi lesquels deux maréchaux d'empire, Sérurier et le duc de Valmy, se rendirent à la convocation illégale du prince de Bénévent. Talleyrand prononça ou plutôt récita une courte harangue, miracle d'amphigouri et de platitude, qu'avait, dit-on, composée l'abbé de Pradt. Il était question là de « liberté de vote », de « généreux essor laissé aux sentiments », de « patriotisme éclairé », d'une « délibération fermant la porte à tout retard » et « du rétablissement de l'action de l'administration, le premier de tous les besoins ». L'objet même de la délibération était à peine indiqué, mais il n'était besoin ni d'explications pour renseigner les sénateurs ni d'éloquence pour les persuader. Ils étaient instruits et résolus d'avance, Le sénat décida sans discussion qu'il serait établi un gouvernement provisoire chargé de pourvoir à l'administration et d'élaborer un projet de constitution. On nomma Talleyrand et les quatre membres qu'il avait désignés. Cela fait, le sénat s'ajourna au même jour, à neuf heures du soir, pour la signature du procès-verbal[1].

Le nouveau gouvernement s'occupa sans tarder de mettre ses amis dans les différents ministères avec le titre de commissaires délégués. Henrion de Pensey eut les cultes; Laforest, les affaires étrangères; Beugnot, qui ne s'attendait pas à cet honneur, l'intérieur; le général Dupont (Dupont-Baylen. comme on l'appelait) la guerre; Malouet, la marine; le baron Louis, les finances; Anglès, la police générale; Bourrienne prit les postes. On nomma le général Dessolles, l'ancien chef d'état-major de Moreau, commandant de

1. *Actes du Sénat conservateur*, III (Bibliothèque du Sénat). Pradt, 72.

la garde nationale, et le général Ricard, ex-divisionnaire de Marmont, blessé légèrement à la bataille de Paris, commandant de place. Chabrol et Pasquier furent maintenus à la préfecture de la Seine et à la préfecture de police. Quand on eut nanti tout le monde, on s'aperçut qu'il ne restait rien à donner à l'abbé de Pradt. On le fit grand chancelier de la Légion d'honneur[1].

Pendant la séance du sénat, le conseil général et le conseil municipal réunis délibérèrent à l'Hôtel de Ville sur une proposition de l'avocat Bellart. Le jour de la bataille de Paris, il s'était engagé solennellement, en présence de sa famille, à délivrer la France du joug de Napoléon. Bellart soumit à ses collègues une proclamation débutant par un véhément réquisitoire contre l'empereur, où il était traité de criminel et d'ennemi public, et se terminant en ces termes : « Les deux conseils déclarent renoncer formellement à toute obéissance envers Napoléon Bonaparte, et ils expriment le vœu le plus ardent pour que le gouvernement monarchique soit rétabli dans la personne de Louis XVIII. » Le conseil, qui sur vingt-quatre membres en comptait quatorze présents, hésita d'abord à assumer la responsabilité d'une pareille publication. Comme les sénateurs, les membres du conseil municipal étaient garantis contre le juste ressentiment de l'empereur par la déclaration du czar, qu'il ne traiterait plus avec lui. Mais la parole du czar n'était elle-même garantie que par cent mille baïonnettes, et l'épée de Napoléon pouvait encore faire un miracle. L'éloquence emportée de Bellart raffermit les courages. La proclamation fut signée par treize membres sur quatorze. Le baron Thibou, sous-gouverneur de la Banque, s'abstint, disant qu'il dési-

1. Pradt, 74-76. Beugnot, II, 77. Morin, *Révélations*, 35-36.

rait le succès de cette démarche, mais qu'attendu ses obligations personnelles envers l'empereur, il ne pouvait s'y associer. Le préfet de la Seine, Chabrol, dit de même que sa reconnaissance pour l'empereur lui défendait de contresigner la proclamation, qu'il approuvait d'ailleurs et dont il autorisait l'impression et l'affichage[1].

Avant la philippique de Chateaubriand : *Buonaparte et les Bourbons*, qui ne parut que le 5 avril et où le grand écrivain allait dire entre autres vérités que Napoléon « avait fait rétrograder la guerre jusqu'à l'enfance de l'art[2] », le virulent manifeste de Bellart donna le ton aux journalistes et aux pamphlétaires. Des gazettes, des brochures, des chansons, des affiches à la main, des placards imprimés, jaillit un vomissement d'insultes. Bonaparte était un lâche, un infâme, un assassin, un charlatan, un funambule, le plus inepte des hommes, le pire des tyrans, le dévorateur de l'humanité. C'était Robespierre, c'était Cromwel, c'était Attila, c'était un ogre, un chef de brigands — l'assimilation n'avait rien de flatteur pour les Français, — un tigre à face humaine sorti des antres de la Corse, un monstre gorgé de sang portant d'une main la torche d'Hérostrate et de l'autre le sabre de Genséric. On chansonnait la mère de

1. *Journal d'un prisonnier anglais*, 67, 68. *Journal des Débats*, 2 avril.

2. Grâce au grand nom de Chateaubriand, cet écrit qui égale en violence tous les pamphlets de 1814 eut un immense retentissement, et, dans une certaine mesure, influença l'opinion « Louis XVIII déclara, dit Chateaubriand dans les *Mémoires d'outre-tombe* (VI, 239), que ma brochure lui avait plus profité qu'une armée de cent mille hommes. Il aurait pu ajouter qu'elle fut pour lui un certificat de vie. J'appris à la France ce que c'était que l'immense famille royale. C'est comme si j'avais fait le dénombrement des enfants de l'empereur de la Chine, tant la république et l'empire avaient relégué les Bourbons dans le passé. »

Après avoir parcouru *Buonaparte et les Bourbons*, où Napoléon est traité de criminel, de fou, de bourreau, d'incapable, etc., etc., il est curieux de relire ces deux lignes de la préface de la première édition d'*Atala* : «... On sait ce qu'est devenue la France jusqu'au moment où la Providence a fait paraître un de ces hommes qu'elle envoie en signe de réconciliation, lorsqu'elle est lassée de punir. »

l'empereur : « Madame Lajoie, la femme aux dix amants. » Des caricatures montraient *le Sabot corse en pleine déroute* : une toupie portant la tête de l'empereur et fouettée à tour de bras par les souverains étrangers ; *Autant en emporte le vent :* l'aquilon (le vent du nord) dispersant de son souffle les décrets, les proclamations, les bulletins de victoire ; *la Cravate à Papa :* le petit Roi de Rome passant une corde au cou du buste de Napoléon. Le *Journal des Débats* écrivait que Napoléon était, non point un nom de chrétien, mais un nom de démon, et il citait doctement un texte des *Acta Sanctorum*. D'autres gazettes affirmaient que l'usurpateur avait usurpé jusqu'à son nom. Il ne s'appelait pas Napoléon, il s'appelait Nicolas. Et l'on s'amusait fort de Nicolas, le général Nicolas, le gros Nicolas : « .... La France, tu ne l'auras pas, Nicolas ! » On trouvait dans Bonaparte l'anagramme : *Nabot paré ;* on composait des distiques de cet ordre :

Enfin ! grâce à Napoléon,
On ne parle plus de Néron[1].

Jamais à Paris on n'avait eu tant d'esprit !

En instituant un gouvernement provisoire, le sénat avait par cela même déclaré qu'il y avait interrègne. Mais l'acte du sénat n'impliquait pas absolument que la France ne pût point rentrer sous le régime impérial avec une régence de Marie-Louise et une constitution nouvelle. Cette équivoque laissait des espé-

1. Placards des 1er et 4 avril, cités par Rodriguez, 110, 113, 124, 158. *Journal d'un prisonnier anglais*, 74, 75. *Journal des Debats*, *Journal de Paris*, *Gazette de France*, du 3 au 8 avril. Caricatures du Cabinet des Estampes. Q. B. 138-139. *Napoléon ou le Corse dévoilé*, 7. *La Lanterne magique*, 51. *La Voix du cœur*, 2. *Vision de Bonaparte*, 10. *Les Sépulcres de la Grande-Armée*. *La vie de Nicolas*, etc., etc. — Ces pamphlets étaient en si grand nombre qu'on dit que l'empereur en passant à Lyon, le 23 avril, en fit acheter pour la somme de 1 100 fr. Fabry, *Itinéraire de Bonaparte à l'île d'Elbe*, 26.

rances aux Bonapartistes et leur permettait d'agir sur la population très hésitante et auprès d'Alexandre, dont la subite conversion à la légitimité était sujette à un retour. Pour entraîner Paris et la province, le peuple et (on s'en flattait) l'armée, pour déterminer les irrésolus, pour désarmer les opposants, enfin pour consommer la révolution, il fallait que la déchéance de Napoléon et de sa famille fût solennellement déclarée. Le sénat fut convoqué à cet effet par le gouvernement provisoire dans la soirée du 2 avril. Barthélemy présidait. Dès l'ouverture de la séance, Lambrecht émit une proposition de déchéance. Plusieurs sénateurs appuyèrent la motion, qui aussitôt mise aux voix fut adoptée sans discussion. On demanda seulement que l'acte de déchéance fût précédé de considérants. L'assemblée chargea Lambrecht de les rédiger et s'ajourna au lendemain midi pour la lecture. C'était aller trop lentement au gré d'un sénateur qui exposa que, vu l'importance de la mesure prise, le président devait, dès le soir même, inviter le gouvernement provisoire à faire connaître au public la déchéance de Bonaparte. Barthélemy rédigea un message qui fut envoyé aux journaux et imprimé dans la nuit[1].

Le lendemain, 3 avril, Lambrecht donna lecture des considérants. C'était un acte d'accusation : Napoléon avait violé son serment et attenté aux droits du peuple en levant des hommes et des impôts contrairement aux constitutions, en détruisant l'indépendance des corps judiciaires, en supprimant la liberté de la presse, en ajournant arbitrairement le corps législatif, en rendant les décrets de Fismes « qui tendaient à faire considérer comme nationale une

1. *Actes du Sénat conservateur*, III (Bibliothèque du Sénat). *Moniteur*, *Journal des Débats*, *Gazette de France*, du 3 avril.

guerre purement dynastique », enfin en abusant sans cesse du pouvoir et en mettant le comble aux malheurs de la patrie. Après une courte délibération, le décret de déchéance fut voté à l'unanimité. Dans ce sénat qui pendant dix ans s'était, selon l'énergique expression de Taine, « prostitué dans l'obéissance avec une servilité byzantine[1] », dans cette assemblée qui, à la veille de la campagne de Russie, avait entendu sans protestation ces paroles de Lacépède : « La conscription n'enlève que le luxe de la population[2] », pas un homme de bon sens ne songea à faire remarquer que si le rapport était la condamnation de Napoléon, c'était aussi la condamnation du sénat. Ces abus de pouvoir, ces attentats aux droits du peuple, ces violations de la constitution, n'en était-il pas le complice, ce sénat que Napoléon allait marquer d'un mot indélébile : « Un signe était un ordre pour le sénat qui toujours faisait plus qu'on ne désirait de lui[3]. »

Les contemporains jugeaient le sénat de l'empire comme l'a jugé la postérité. Talleyrand n'ignorait pas combien cette assemblée était décriée et méprisée. Pour donner plus d'autorité à la déchéance, il s'avisa de la faire prononcer aussi par le corps législatif, à qui de tardives velléités d'indépendance, en décembre 1813, avaient concilié l'estime de la classe bourgeoise. Une centaine de députés se trouvaient à Paris. Soixante-dix-neuf se réunirent le 3 avril, sur l'invitation du gouvernement provisoire. Le corps législatif montra plus de dignité que le sénat. Il lui était loisible de rappeler, dans son arrêté, les fautes et les abus de pouvoir de l'empereur. Il se contenta de

1. Taine. *Napoléon Bonaparte* (*Revue des Deux-Mondes*, 1887, II, 19).

2. *Moniteur* du 16 mars 1812.

3. Proclamation à l'armée, 5 avril. *Correspondance de Napoléon*, 21 557.

prononcer la déchéance avec le seul considérant que Napoléon avait violé le pacte constitutionnel. Encore le vice-président, Henri de Montesquiou, s'abstint de signer le procès-verbal. Il avait refusé de prendre le fauteuil en l'absence du duc de Massa, président, qui avait suivi l'impératrice. Le second vice-président, Félix Faulcon, dirigea les débats[1].

Malgré les décrets, malgré les manifestes, malgré les journaux, Paris tardait à se prononcer pour les Bourbons[2]. La cocarde blanche ne multipliait point. Hors du périmètre du café Tortoni, du Palais Royal et de l'église Saint-Thomas-d'Aquin, les personnes qui portaient des emblèmes royalistes étaient insultées et maltraitées[3]. Nesselrode avait demandé que la garde nationale prît la cocarde blanche. Au rapport, le chef d'état-major Allent consulta les chefs de légion. Six dirent qu'à peu d'exceptions près, les gardes obéiraient. Les six autres chefs déclarèrent qu'il y aurait péril à exiger l'abandon de la cocarde nationale. On ajourna la mesure[4]. Dans la soirée du 1er avril, un groupe de douze royalistes, armés et portant des torches, avaient lu publiquement dans divers endroits de Paris, depuis la place Vendôme jusqu'à la place Royale, la proclamation de Louis XVIII. Cette lecture avait été accueillie par quelques cris de : « Vive le roi ! » et par des cris plus nombreux de :

1. *Moniteur*, *Journal des Débats*, etc., du 4 avril. *Journal d'un prisonnier anglais*, 69-70.

2. Rapport général de police sur les événements antérieurs au 14 avril. Arch. nat., F. 7. 3 773.

3. *Journal d'un prisonnier anglais*. VI, 67 : « A quatre heures de l'après-midi le 2 avril, je ne rencontrai pas, du boulevard du Temple au boulevard des Italiens, vingt personnes qui eussent des cocardes blanches. »

Cf. l'avis du général Sacken, gouverneur de Paris (journaux du 2 avril) portant « défense expresse que personne puisse être offensé et molesté pour faits d'opinion politique et pour les signes extérieurs qu'il pourrait porter. »

4. *Journal d'un prisonnier anglais* (*Revue Britannique*, IV, 261.), Cf. Koch, II, 537.

« Vive l'empereur![1] » Au sénat, dans le gouvernement, l'accord faisait défaut. On s'était entendu sans peine pour renverser, on s'entendait plus difficilement pour édifier. Les libéraux se montraient disposés à accepter les Bourbons mais avec des garanties constitutionnelles. Les royalistes n'admettaient pas « ces capitulations imposées à la royauté ». Ils trouvaient qu'on tardait bien à rappeler Louis XVIII dans sa bonne ville de Paris. Talleyrand avait grand'peine à concilier tout le monde, calmant les défiances des uns et modérant les impatiences des autres. Dans la crainte que le langage exalté de la presse en faveur des Bourbons ne provoquât une réaction, ordre fut donné aux journaux de modérer leur zèle royaliste[2].

Si l'occupation de Paris par les Alliés profitait aux restaurateurs, aux directeurs de théâtres et aux boutiquiers du Palais-Royal, pour cela les travaux n'avaient point repris, et les ouvriers demeuraient mécontents et menaçants[3]. On continuait à faire de la politique sur les trottoirs, selon l'habitude qu'avait prise pendant les trois derniers mois la population désœuvrée. Ici l'on vantait les Bourbons et l'on décriait Bonaparte. Là, on se déchaînait contre le gouvernement provisoire, contre Talleyrand, contre le sénat, contre Marmont qui avait livré Paris, contre la garde nationale qui n'avait point secondé l'armée,

1. Rapport sur l'état de Paris, transmis par le préfet de Seine-et-Marne, le 3 avril. Archives de la guerre.

2. Lettre de l'abbé de Montesquiou trouvée aux Tuileries dans le cabinet du duc de Blacas (*Journal de l'Empire* du 16 avril 1815). Morin, *Révélations*, 47. Vitrolles, *Mém.*, I, 312, 314, 319 et *passim*.

3. Rapport général de police sur les événements de Paris antérieurs au 14 avril. Arch. nat., F. 7. 3773. Cf. Béranger, *Ma Biographie*, 145-146. — Le 1er avril, un convoi de prisonniers passant sous l'escorte de soldats allemands provoqua des clameurs et des menaces dans la foule. Le chef du détachement craignant pour sa sûreté fit presser le pas à la colonne. Dans les faubourgs, les soldats étrangers ne venaient qu'en nombre.

contre Clarke qui avait laissé le peuple sans armes, l'artillerie sans munitions, les soldats avec des cartouches remplies de son. La France avait été vendue aux étrangers. L'empereur avait été trahi[1]. « Si tout le monde avait fait comme le général Daumesnil, disait-on, nous n'en serions pas là. » Et l'on citait la belle réponse de Daumesnil, qui tenait toujours à Vincennes, au parlementaire de Barclay de Tolly : « Je ne rendrai la place que sur l'ordre de Sa Majesté l'Empereur. Les Russes m'ont enlevé une jambe. Il faut qu'ils me la rapportent ou qu'ils viennent me prendre l'autre[2]. » D'autres orateurs en plein vent disaient que tout n'était pas fini, que Paris serait le tombeau des Alliés, qu'il y avait plusieurs centaines de soldats de la vieille garde cachés dans les faubourgs pour soulever le peuple dès que tonnerait le canon de Napoléon. On n'écoutait pas ces prophéties sans terreur, car les gens paisibles en étaient arrivés à redouter l'approche de l'armée impériale autant qu'ils avaient redouté, le mois précédent, l'approche des Cosaques. Déjà le bruit courait que les Alliés avaient subi une défaite à quelques lieues de Paris. Le patriotisme et la politique faisaient des exaltés dans les deux partis, mais la masse de la population ne pensait qu'à la paix et, elle était prête à se donner ou à se rendre à celui qui signerait le traité. Tous ceux qui jugeaient sans passion regrettaient que les Alliés ne voulussent pas traiter avec Napoléon, puisque leur refus semblait retarder la conclusion

1. Rodriguez, 92-93, 95. — On vendit dans les premiers jours d'avril une caricature où Marmont, représenté sous la figure d'un général Janus, disait à la fois : « J'ai promis de défendre Paris, » et : « J'ai promis de livrer Paris. » Biblioth. nat. Cabinet des Estampes. Q. B. 138.

2. Rapport sur l'état de Paris, 3 avril. Arch. de la guerre. — La réponse de Daumesnil, qui paraît ainsi parfaitement authentique, est devenue comme on sait : « Rendez-moi ma jambe, je vous rendrai la place. »

de la paix et exposer Paris à de nouveaux périls[1].

De fait, à s'en rapporter aux apparences, Talleyrand, avec toute son habileté, n'avait encore réussi qu'à retarder la fin de la crise, en compliquant une lutte nationale par une révolution. Il y avait désormais deux pouvoirs en France, sans compter, hélas ! un troisième pouvoir : celui de l'étranger. A Paris, c'était le gouvernement provisoire, maître de la ville, en possession de toute l'administration, soutenu par le sénat, la chambre, le conseil municipal, mais issu d'un coup d'État parlementaire accompli à la sommation de l'ennemi, discuté par plus de la moitié de la population parisienne, sans relation avec la province, et jouissant d'une autorité toute locale qui s'arrêtait aux glacis de la citadelle de Vincennes. A Blois[2], c'était la régence en fuite, logée par billets de logement, éperdue, consternée, mais jouant l'assurance, lançant des proclamations, réorganisant les différents services comme si elle avait l'avenir à elle, et tenant encore la France partout où n'était pas l'ennemi.

Les frères de l'empereur, les ministres, l'archichancelier Cambacérès, qui passait dans les rues de Blois, encombrées de chevaux au piquet, de voitures et de fourgons, en grand uniforme avec le cordon de

1. Rapport général de police sur les événements antérieurs au 14 avril. Arch. nat., F. 7 3773. Lettre de Steewart à lord Liverpool, 4 avril (Castlereagh. *Letters and dispatches*. V, 436). Rodriguez, 101-102 et *passim*. *Journal d'un prisonnier anglais*, 63, 75 et *passim*. Cf. la note officieuse publiée dans le *Journal des Débats* du 5 avril : « On invite les Parisiens à se défier des espions de Buonaparte ; ils les reconnaîtront aux regrets qu'ils donnent à la chute de la tyrannie et aux alarmes qu'ils cherchent à répandre sur son retour. » — Cette note témoigne qu'on s'inquiétait des voix qui s'élevaient en faveur de Napoléon. Il est inutile de dire que pour le *Journal des Débats* et pour les partisans des Bourbons, tous ceux qui parlaient en faveur de l'empire étaient des espions.

2. Le gouvernement devait primitivement être transféré à Tours, mais sur un ordre de l'empereur du 31 mars la régente et ses ministres vinrent s'établir à Blois. *Correspondance du roi Joseph*, X, 216-217. Meneval, *Napoléon et Marie-Louise*, II, 59.

la Légion d'honneur, avaient perdu presque tout espoir[1]. On ne laissait pas, pour cela, de prendre des mesures qui pussent aider aux derniers efforts de Napoléon. Rovigo lui-même semblait avoir recouvré le zèle et l'énergie. Par ses soins, tous les journaux de Paris, toutes les dépêches, tous les manifestes du gouvernement provisoire étaient interceptés, les émissaires de Talleyrand, les envoyés des souverains alliés étaient arrêtés. C'est ainsi que l'existence du gouvernement provisoire resta ignorée à Rouen jusqu'au 3 avril dans la soirée, à Valenciennes jusqu'au 4, au Mans jusqu'au 7, à Grenoble et à Bordeaux jusqu'au 11, à Toulouse jusqu'au 13, à Nîmes, à Avignon, à Brest jusqu'au 15[2]. Montalivet mandait aux préfets de presser la levée de 1815 ; il rédigeait, contre-signait et expédiait une proclamation de l'impératrice-régente aux Français, proclamation où tout en taisant le sénatus-consulte de déchéance, Marie-Louise annonçait l'occupation de la capitale par l'ennemi et le retour de l'empereur sous Paris. Le manifeste se terminait ainsi : « C'est de la résidence que j'ai choisie qu'émaneront les seuls ordres que vous puissiez reconnaître. Toute ville au pouvoir de l'ennemi cesse d'être libre ; toute direction qui en émane est le langage de l'étranger... Vous serez fidèles à vos serments. Vous écouterez la voix d'une princesse qui fut remise à votre foi et qui fait toute sa gloire d'être Française. Mon fils était moins sûr de vos cœurs au temps de nos prospérités[3]. » Clarke avait retrouvé sa plume infatigable. Nombreux et

1. *Correspondance du roi Joseph*, X, 217-221. Meneval, II, 67. Rovigo, VII, 165-166. Miot de Mélito. III, 365.

2. Rovigo, VII, 165. *Journal d'un prisonnier anglais*, 266, 268. Lettres des préfets à Rovigo, 6 au 15 avril. Arch. nat., F. 7. 4289, Jourdan à Clarke, 5 avril. Arch. de la guerre.

3. *Journal d'un prisonnier anglais*, 267.

répétés, ses ordres partaient de Blois comme ils étaient partis de Paris : ordres aux commandants des divisions militaires de diriger les conscrits et les isolés sur Orléans; ordre au général Fririon, commandant les dépôts, de former autant de bataillons de marche qu'il aurait de fois huit cents disponibles : ordres aux préfets du Loiret, de Loir-et-Cher, d'Indre-et-Loire, d'assurer les subsistances militaires ; ordres au général Préval qui s'était replié de Versailles à Mantes, avec les quinze mille hommes du grand dépôt de cavalerie, de reprendre à Caen ou à Saumur les opérations de la remonte; ordre au général Chasseriau d'élever des ouvrages de campagne à Orléans, à Gien et à Montargis, et de défendre jusqu'à la dernière extrémité cette ligne qui protégeait les communications entre le gouvernement de la régence et le quartier impérial [1].

Revenu à Fontainebleau dans la matinée du 31 mars, l'empereur, de son côté, avait pris des dispositions de défense en attendant que la concentration de ses troupes lui permît, s'il le fallait, d'aller attaquer l'ennemi devant Paris. Napoléon ne désespérait point que Caulaincourt ne réussît dans la mission dont il l'avait chargé auprès du czar, mais il agissait comme si cette négociation devait échouer [2]. D'ailleurs pour l'obtention même d'un traité, il importait que l'empereur ne parût point désarmé. C'était en imposant encore aux Alliés par une armée concentrée et réorganisée, établie sur un terrain favorable et résolue à un suprême effort, qu'il y avait chance pour lui de signer la paix et de garder le trône. Les officiers de son intimité, Drouot, Flahaut et Gourgaud, conseillèrent à l'empereur de se replier sur la Lorraine. Il

1. Correspondance de Clarke, 2, 3, 4 et 5 avril, Arch. de la guerre.
2. Marmont, VI, 252. Cf. Fain, 213, 231. Vitrolles, I, 311-312.

ne le voulut point, disant que « sa présence près de Paris contiendrait les intrigants[1] ». A Fontainebleau, la position était bonne. L'armée se trouverait couverte sur la droite et sur ses derrières par la Seine et l'Yonne, sur son front par l'Essonne, dont le cours lui permettait de refuser sa gauche. A Essonnes, il y avait une poudrerie, à Corbeil un magasin de farine.

Les premières troupes arrivées, celles de Paris et de Versailles, s'établirent le 31 mars derrière l'Essonne : Marmont, en première ligne, à Corbeil et à Essonnes; Mortier et Belliard en seconde ligne, entre Essonnes et Fontainebleau ; le colonel Vertillac, avec 2250 hommes des dépôts de Seine-et-Oise, à Milly. La garnison de Fontainebleau se composait de deux bataillons de vétérans et de quelques détachements de gendarmes, de douaniers et de fantassins. Le lendemain, une partie de la cavalerie de l'armée impériale atteignit Fontainebleau. Les trois divisions de la garde, sous Sébastiani, prirent position autour de Moret, le corps de Saint-Germain se porta à Melun et à Fossart, les gardes d'honneur de Defrance vinrent à Saint-Germain-sur-École. Mais il fallait encore trois jours pour que la concentration s'achevât. Le reste de l'armée, qui s'avançait de Troyes à marches forcées, était échelonné sur une ligne de vingt lieues, entre Saint-Liébault et Villeneuve-la-Guyard[2].

Dans l'après-midi du 1er avril, l'empereur vint inspecter les positions du duc de Raguse, à qui Berthier avait donné l'ordre, le matin, d'élever quelques

1. Relation de Gourgaud, dans *Bourrienne et ses erreurs*, II, 331. Cf. Registre de Berthier (à Marmont, 1er avril, 6 heures du matin). Arch. de la guerre.

2. Ney, Macdonal, Dulauloy, Vertillac, Defrance, à Berthier, 31 mars et 1er avril. Registre de Berthier (ordres du 1er avril). Arch. de la guerre. Emplacements de l'armée au 1er avril, Arch. nat., AF. IV, 1667.

redoutes. L'empereur s'entretenait avec Marmont, et louant la belle défense de ses troupes à Belleville, il l'invitait à préparer un travail de récompenses pour le corps d'armée, lorsque Fabvier et Danrémont, les deux signataires de la capitulation, arrivèrent de Paris. Ils apprirent à l'empereur, avide de nouvelles, l'entrée triomphale des Alliés, les manifestations royalistes, enfin la déclaration du czar de ne plus désormais traiter avec l'empereur. Ce récit troubla Napoléon. Il déclara à Marmont, non sans amertume, que puisque la paix devenait impossible pour lui, il lui fallait continuer la guerre à tout prix. « — C'est, dit-il, une nécessité de ma position. » Rentré à Fontainebleau, il donna des ordres pour presser la concentration et la réorganisation de l'armée et la répartition des bouches à feu du grand parc entre les corps qui n'étaient plus au complet de canons[1].

Dans l'entourage de l'empereur, on remarquait son air assombri, sa profonde tritesse, son abattement. Il ne se ranimait qu'en voyant ses soldats. Le 2 avril, il assista dans la cour du Cheval-Blanc à la parade de la garde montante. Les deux bataillons le saluèrent d'une longue acclamation; son visage s'illumina. « Tel, dit un témoin, nous avions vu Napoléon aux jours de gloire et de prospérité, aux Tuileries, à Schœnbrunn, à Postdam, tel il nous apparut encore à Fontainebleau[2]. »

Ce jour-là, le duc de Vicence revint de Paris. Après sa courte entrevue avec le czar au château de Bondy, il avait eu deux autres audiences à l'hôtel Talleyrand, malgré les efforts des membres du gouvernement

1. Marmont, VI, 252-253. *Relation* de Gourgaud, dans *Bourrienne et ses erreurs*. II, 332. *Correspondance de Napoléon*, 21 549. Registre de Berthier (ordres du 2 avril). Arch. de la guerre.

2. Koch, II, 568. *Mémoires de Constant*, VI, 71-73.

provisoire[1]. Caulaincourt s'était de nouveau offert à signer sur-le-champ un traité de paix aux conditions exigées à Châtillon par les Alliés et acceptées en principe le 25 mars par Napoléon. Il avait plaidé avec chaleur et émotion la cause de l'empereur et opposé ses droits et les droits de la France, peuple et armée, aux prétentions des quelques milliers de partisans que comptaient les Bourbons. Le czar avait répondu par son argument accoutumé : « La paix avec Napoléon ne serait qu'une trêve, » et Caulaincourt désespérant de fléchir sa résolution, ayant parlé de Napoléon II, Alexandre avait repris : « — Mais que faire de l'empereur ? Le père est un obstacle invincible à la reconnaissance du fils. » L'autocrate cependant se sentait ébranlé. Si peut-être il ne regrettait point sa déclaration du 31 mars, du moins il s'avouait à lui-même qu'il s'était engagé trop vite. Au reste, il se savait tout-puissant. Il pouvait défaire ce qu'il avait fait. Sans rien promettre de certain à Caulaincourt, il l'avait congédié en lui disant de rapporter l'abdication de Napoléon et qu'ensuite « on verrait pour la régence ». Le duc de Vicence répéta ces paroles à l'empereur et lui fit entendre que l'abdication était la seule ressource. Napoléon écouta d'abord avec calme cette proposition, à laquelle vraisemblablement il ne s'attendait que trop depuis la veille. Mais il ne put contenir son indignation jusqu'à la fin de l'entretien. Il repoussa durement les instances de Caulaincourt qui se retira. Napoléon avait pris son parti. Il allait livrer sa dernière bataille[2].

1. Pradt, 62. Cf. la note officieuse des journaux de Paris du 2 avril (*Moniteur*, *Journal des Débats*, etc.).

2. Cf. Steewart à lord Bathurst, 1er avril (Castlereagh. *Letters and dispatches*, V, 416). Fain, 231-232. Registre de Berthier à Macdonald, 3 avril au matin). Arch. de la guerre. Vitrolles. I, 317 : « Rien n'était arrêté dans la pensée du czar » (3 avril). — Consulter aussi les *Souvenirs du Duc de Vicence*, II, 1-31, mais avec toute la réserve que comporte cet apocryphe.

Le 3 avril, à dix heures et demie, la division de la vieille garde de Friant et la division de jeune garde de Henrion, arrivées la veille à Fontainebleau, se massèrent dans la cour du Cheval-Blanc pour une revue de l'empereur. Formée en colonnes par bataillons, la vieille garde (les chasseurs en première ligne, les grenadiers et les gendarmes à pied en deuxième ligne) occupait la moitié de la cour, la droite au perron. En face, la jeune garde était rangée dans le même ordre. Les troupes attendirent plus d'une heure sous les armes ; les officiers qui voyaient passer les personnages de l'entourage de l'empereur remarquaient « leur mine allongée, surtout celle du duc de Vicence[1] ».

A midi l'empereur parut sur le perron avec le prince vice-connétable, les maréchaux Ney et Moncey, les généraux Bertrand, Drouot, Flahaut, Belliard et une foule d'aides de camp et d'officiers d'ordonnance. Les troupes présentèrent les armes, les tambours battirent aux champs. Napoléon les fit taire d'un geste et descendit les degrés, l'air agité, le visage monté en couleur, les yeux battus, le chapeau posé légèrement de travers. Il commença la revue ou plutôt l'inspection par le 1er régiment de chasseurs qui tenait la droite. Il faisait ouvrir les rangs, s'arrêtait devant chaque homme, lui parlait familièrement, le questionnait sur son âge, ses services, semblait interroger sa force et sa bonne volonté — « qui n'étaient pourtant pas douteuses », dit un témoin, — provoquait par des paroles encourageantes des demandes de récompenses et donnait la croix à presque tous ceux qui la réclamaient. Du 1er de chasseurs, il passa au 2e, puis au 1er de grenadiers, et ainsi jusqu'à la gauche. Pendant cette inspection,

1. Agenda du général Pelet, Arch. de la guerre.

qui fut très longue, l'empereur n'était suivi que par Berthier et Drouot et deux officiers d'ordonnance. Les maréchaux et l'état-major se tenaient groupés au bas du grand perron[1].

La revue terminée, l'empereur se plaça au milieu de la cour et fit appeler les officiers et les sous-officiers de la division. Lorsqu'ils eurent formé le cercle, il dit d'une voix haute et vibrante : « — Officiers, sous-officiers et soldats de ma vieille garde, l'ennemi nous a dérobé trois marches. Il est entré dans Paris. J'ai fait offrir à l'empereur Alexandre une paix achetée par de grands sacrifices : la France avec ses anciennes limites, en renonçant à nos conquêtes, en perdant tout ce que nous avons gagné depuis la Révolution. Non seulement il a refusé ; il a fait plus encore : par les suggestions perfides de ces émigrés auxquels j'ai accordé la vie, et que j'ai comblés de bienfaits, il les autorise à porter la cocarde blanche, et bientôt il voudra la substituer à la cocarde nationale. Dans peu de jours, j'irai l'attaquer à Paris. Je compte sur vous.... »

L'empereur, s'attendant à un cri de ses grognards, s'arrêta un instant. Il se fit dans la vaste cour un grand et terrible silence. Surpris, ému, interdit, Napoléon trouva cependant la force de reprendre : « — Ai-je raison ? » A ce mot s'éleva une immense acclamation, pleine d'enthousiasme et grosse de menaces : Vive l'empereur ! A Paris ! A Paris ! « On s'était tu, dit avec une sublime simplicité le général Pelet, parce que l'on croyait inutile de répondre. » L'empereur ranimé poursuivit : « — Nous irons leur prouver que la nation française sait être maîtresse chez elle, que si nous l'avons été longtemps chez les

1. Agenda du général Pelet. Arch. de la guerre. Cf. Lettre de Drouot à Napoléon, 3 avril, Arch. nat., AF. IV, 1670.

autres, nous le serons toujours chez nous, et qu'enfin nous sommes capables de défendre notre cocarde, notre indépendance et l'intégrité de notre territoire! Communiquez ces sentiments à vos soldats[1]. »

Une nouvelle acclamation, plus forte encore que la précédente, accueillit ces derniers mots. Les officiers retournèrent vers les troupes, firent former le cercle dans chaque compagnie, et répétèrent la harangue qu'ils venaient d'entendre. Les vivats retentissants, les furieux cris de vengeance se succédaient comme des coups de tonnerre, à mesure que chaque cercle était rompu. Les soldats électrisés juraient d'aller mourir sur les ruines de Paris[2].

On reforma les rangs. La vieille garde défila aux cris vingt fois répétés par chaque bouche : Vive l'empereur! Vive l'empereur! A Paris! A Paris! Pendant le défilé, la musique des grenadiers jouait le *Chant du Départ* et la *Marseillaise*[3], ces airs de victoire que presque tous ces vieux soldats, débris de tant d'armées, avaient entendus l'autre siècle à Zurich, à Marengo et à Hohenlinden.

1. Agenda du général Pelet. — Cette allocution est reproduite, d'après l'agenda de Pelet, dans la *Correspondance de Napoléon*, 21 550.

2. Agenda du général Pelet. Arch. de la guerre. — Koch (II, 570) mentionne de même la résolution des soldats de « terminer leur carrière sous les décombres de la capitale ». Cf. Pasquier. *Mém.* II, 295.

3. Agenda du général Pelet. Arch. de la guerre.

III

LA DÉFECTION DE MARMONT

Napoléon était vaincu et déchu. Il n'était pas désarmé. Il avait encore soixante mille baïonnettes[1] pour déchirer les décrets du sénat, et les Alliés, malgré leur énorme supériorité[2] numérique, ne

1. Marmont (débris du 6e corps ; division Arrighi (sous Lucotte) ; débris des divisions Ledru-Desessarts et Compans ; division Souham ; 1er corps de cavalerie sous Bordesoulle) : 12465. — Mortier (débris des divisions Christiani, Curial, Charpentier, Michel ; division Boyer de Rebeval ; division de dragons de Roussel) : 5979. — Macdonald (débris du 11e corps) : 2 714. — Oudinot (7e corps, réduit des deux tiers) : 5529. — Gérard (2e corps, réduit de moitié) : 3000. — Ney (division Lefol, formée avec la division Janssens et la brigade Pierre Boyer) : 2270. Vieille garde de Friant, renforcée de 2 bataillons de gendarmes, division Henrion (vieille et jeune garde) réserve d'artillerie de la garde : 9176. — Cavalerie de la garde : 4600. — 2e corps de cavalerie : 1 560. — 5e corps de cavalerie : 2 645. — 6e corps de cavalerie : 3 195. — Gardes d'honneur de Defrance : 540. — Corps d'infanterie polonaise sous le général Krazinsky (formé du régiment de la Vistule, enlevé à Ney, et d'autres détachements) : 1650. — Vertillac. (dépôts de la ligne.) 2250. — Garnison de Fontainebleau (gendarmes, dépôts, douaniers) : garnison de Melun, corps francs du colonel Simon, de De Bruynes, etc., etc., 1 500. Total : 59073. Ne sont naturellement pas comprises dans ce chiffre : la division Allix, à Sens, 2418 hommes ; les garnisons de Tours, 890 ; de Blois, 1 200 hommes de la garde ; d'Orléans, de Gien, de Montargis et les troupes massées en avant de Rouen, 3 800, et enfin tous les dépôts de France, les garnisons des places fortes et les armées de Soult, de Suchet, d'Augereau, de Maison, etc.

Situations du 1er au 5 avril. Arch. de la guerre. Registre de Berthier (ordres des 31 mars et 1er avril). Jourdan à Clarke, 4 mars ; Vertillac à Berthier, 1er avril ; Clarke à Chasseriau, 4 avril. Arch. de la guerre. Emplacement des troupes, le 1er et le 4 avril. Arch. nat., AF. IV, 1667. Cf., aux Arch. de la guerre, l'état sommaire des troupes françaises en 1814 et le rapport à Dupont de Vieusseux, l'un des chefs de division du ministre de la guerre, Paris, 11 avril : « On peut évaluer à 60 000 hommes les différents corps sous les ordres immédiats de l'empereur. »

2. En défalquant des 110 000 hommes présents à la bataille de Paris, les 9 000 tués ou blessés dans cette bataille, et en ajoutant les corps de Wrède, 20 000 hommes, de Sacken, 9 500 hommes, rappelés de Meaux et une partie des corps de Bülow, 10 000 hommes environ, appelés de Soissons et de Compiègne, on trouve pour les armées alliées le total de 140 000 hommes, sans compter 5 à 6 000 Cosaques tenant la campagne entre la Seine et la Marne.

paraissaient point pressés d'aller forcer le lion dans son antre. Au lieu de marcher droit sur Fontainebleau, dès le 1er avril, pour y écraser la poignée de soldats qui gardaient alors Napoléon, ils s'étaient bornés à prendre des positions défensives derrière l'Orge, entre Juvisy et Palaiseau [1], laissant ainsi à l'empereur le temps de se reconnaître, à son armée le temps de se concentrer. Devenu l'arbitre souverain de la politique et de la guerre, Alexandre était résolu à combattre si Napoléon l'attaquait, mais il n'était point disposé à provoquer une bataille qui, heureuse pour les Français, rejetterait son armée sous le canon de Vincennes et dans les rues insurgées de Paris [2], et qui, favorable aux Alliés, ne terminerait cependant pas la guerre puisque Napoléon aurait toujours la possibilité de la continuer derrière la Loire ou en Lorraine. Le czar était dans la joie du triomphe. Il avait atteint son but, puisqu'il était entré à Paris à la tête de sa garde. Il avait glorieusement terminé la guerre nationale. Il hésitait, si même il n'y répugnait, à sacrifier ses soldats dans

1. Ordres de Schwarzenberg, 1er avril; ordres de Barclay de Tolly (remplaçant Blücher), 2 avril, cités par Plotho, III, 423-428.

2. La Garde nationale de Paris, assurément, ne demandait pas à se battre. Mais la population ouvrière était toujours fort irritée. Il y avait dans la capitale un grand nombre de soldats et d'officiers cachés. Qui peut assurer qu'à la vue des soldats étrangers repoussés en désordre dans Paris, le sentiment national n'eût pas repris ses droits? Les Alliés, en tout cas, le craignaient (voir la lettre de sir Charles Steewart à lord Liverpool, 4 avril, dans la *Correspondance* de Castlereagh, V, 440). Déjà Müffling avait fait commencer des ponts à Bercy pour épargner aux troupes de traverser Paris (*Journal d'un prisonnier anglais*, VI, 75). A en croire même Koch (II, 573) et Pons de l'Hérault (72), « les souverains effrayés des suites que pourrait avoir une bataille sous Paris, résolurent de l'évacuer par prudence et d'aller prendre position à Meaux. » Mais il n'y a aucune trace d'une pareille détermination dans les ouvrages allemands et russes. L'établissement de ponts à Bercy et le rappel sous Paris des corps de Wrède et de Sacken, qui étaient précisément à Meaux, prouvent au contraire que les Alliés étaient décidés a accepter la bataille sous Paris. A la vérité, dans le *Moniteur* du 5 avril, des lettres de créance du czar à Pozzo di Borgo commencent en ces termes: « En m'éloignant de Paris... ». Mais si le czar le 4 avril prenait à toute éventualité ses dispositions pour quitter Paris, c'était dans l'intention d'aller se mettre à la tête de ses troupes, en avant de cette ville.

une guerre purement politique et pour une cause qui jusque-là lui avait été indifférente. Il temporisait, espérant que les choses s'arrangeraient désormais sans effusion de sang. Telle avait été la raison de ses paroles à Caulaincourt.

Au gouvernement provisoire, on ne s'abusait pas. Le tronçon d'épée resté dans la main de Napoléon était encore un obstacle à la restauration royaliste et un danger pour ceux qui avaient provoqué la déchéance de l'empereur et s'étaient emparé du pouvoir[1]. Au mois de mars, Talleyrand avait pensé, et même écrit, que la mort de l'empereur comblerait ses espérances[2]; au mois d'avril, pensait-il encore, malgré ce qui s'était passé, que cet événement serait bien opportun? En tout cas, dans son entourage immédiat, un homme eut cette idée-là pour lui. C'était Roux-Laborie, secrétaire du gouvernement provisoire.

Le jour de l'entrée des Alliés dans Paris, Guerry de Maubreuil, marquis d'Orsvault s'était signalé entre tous les royalistes par son exaltation. Il avait attaché la croix de la Légion d'honneur à la queue de son cheval, et, avec Sosthène de La Rochefoucauld, il avait recruté une bande de misérables pour renverser la statue de l'empereur. Ce Maubreuil était un vaillant mais c'était un déclassé. Après avoir bravement gagné la croix en Espagne, comme capitaine de cavalerie, dans une charge commandée par Lassalle, il était devenu écuyer du roi Jérôme et s'était fait, peu après, chasser de la cour de Westphalie et de l'armée. De retour à Paris, ce fils de preux — nombre de ses ancêtres étaient tombés sur les champs de

1. Pasquier. *Mém.*, II, 286 ; cf 294.

2. Lettres de Talleyrand à la duchesse de Courlande, 18 (?) et 20 mars. *Revue d'histoire diplomatique*, I, 247.

bataille — avait achevé de se ruiner d'argent et d'honneur par des spéculations sur la fourniture des armées et par une vie de désordre et de débauches[1]. Perdu de dettes et « prêt, comme il s'en vantait, à risquer dix fois sa vie pour reprendre le rang qu'il était destiné à occuper dans le monde avant la révolution », Maubreuil était de ces gens à qui l'on peut tout proposer. Roux-Laborie, qui était en relations suivies avec lui, jugeait bien l'homme. Dans la journée du 2 avril, il lui écrivit plusieurs billets de suite, le pressant de venir à l'hôtel Talleyrand, siège du gouvernement provisoire. A huit heures du soir, Maubreuil arriva rue Saint-Florentin. Roux-Laborie lui dit sans ambages : « — Il s'agit de nous débarrasser de Napoléon. Lui mort, la France, l'armée, tout est à nous. Voilà ce qu'on attend de votre grand courage, de votre grand caractère et de votre grande ambition. » Il ajouta qu'en argent et en honneurs, la récompense serait proportionnée au service. Maubreuil hésita un instant, le temps qu'il fallait pour donner quelque valeur à son acceptation. Il demanda, en outre, de l'argent et un avancement de deux grades pour les complices qu'il se flattait de trouver dans l'armée. Laborie promit tout. On se donna rendez-vous au lendemain. Maubreuil passa la nuit à chercher des hommes de sa trempe, mais quand le 3 avril dans la matinée, il revint à l'hôtel Talleyrand, il n'avait encore recruté qu'un certain Dasies. Le secrétaire du gouvernement lui donna un dernier rendez-vous pour neuf heures du soir. Maubreuil n'y manqua pas plus qu'au précédent. « — Nous avons, mon cher, de grandes nouvelles, lui dit alors Laborie... Votre expédition doit être différée, et si en

1. *Journal d'un prisonnier anglais*, 58-59. *Notice historique sur Maubreuil*, in-8°, 1827, pp. 2 à 8. *Mémoires du Roi Jérôme*, VI, 400-401.

définitive elle n'a pas lieu, on ne vous en saura pas moins bon gré[1]. » L'assassinat n'était plus nécessaire ; la trahison suffisait.

Dans la nuit du 30 mars, Talleyrand avait eu, on l'a vu, un entretien plus que suspect avec le duc de Raguse, et la démarche avait assez bien réussi pour que l'on y donnât suite. Dès la soirée du 31 mars, le prince de Bénévent et ses amis, Pradt, le baron Louis, Pasquier, Dessolles, Beurnonville, s'occupèrent d'achever la conversion de Marmont à leur cause et de gagner avec lui les principaux chefs de l'armée[2].

1. Instruction du procès Maubreuil, Arch. de la guerre, à la date du 3 décembre 1814. (Cf. Clarke à Blacas, 19 mars 1815. Arch de la guerre.) Rapport de Thourct et Brière de Valigny, substituts du procureur impérial, juin 1815. Conclusions du procureur impérial, 16 juin. (Cités dans les *Mém.*, de Rovigo, VII, 223-229 et 234-240). Cf. Vitrolles, *Mém.*, II, 75-77 et 79-80, et Pasquier. *Mém.*, II, 286-288, et 374.

« Le 3 avril dans la matinée, rapporte Pasquier (II, 286) le duc de Dalberg m'a expliqué qu'un certain nombre d'individus déterminés, conduits par un vigoureux b... s'approcheraient de Napoléon et en délivreraient la France. » Pasquier ajoute qu'il fut si ému de la révélation de ce projet, dont il fut informé dans la même journée par un billet de Lavallette et par une note de l'inspecteur Foudras, qu'il écrivit au duc de Bassano, à Fontainebleau, pour lui conseiller d'engager l'empereur à se faire bien garder. Pasquier donne même le texte de sa lettre à Bassano (*Mém.*, II, 287-288).

Talleyrand, comme on s'y pouvait attendre, a nié dans ses *Mémoires*, (III, 319-322) toute participation à ce complot qui d'ailleurs, prétend-t-il, n'a jamais existé que dans l'imagination d'un fou ou d'un maniaque. Mais, il ne suffit pas de nier, il faut donner les motifs de la dénégation. Or la défense de Talleyrand est gauche, embarrassée, pitoyable. Au reste on peut invoquer à la décharge de Talleyrand que dans ses interrogatoires de 1814, Maubreuil n'a pas dit qu'il eût vu le Prince. Il dit seulement qu'il savait par Roux-Laborie que « Talleyrand avait été informé de sa bonne volonté et qu'il en était enchanté. » Il est vrai que Vitrolles rapporte autrement le récit que lui fit Maubreuil. Il dit en substance (*Mém.*, II, 76-77) : « Maubreuil ne se fiant pas à Laborie voulut voir Talleyrand. Laborie lui répondit que le Prince était trop occupé mais que Maubreuil n'avait qu'à s'asseoir dans le salon d'attente et qu'en passant Talleyrand lui ferait un salut de la main avec un sourire qui l'assurerait de leur parfaite intelligence. Et, quelques instants après, le Prince passa, en effet, et en souriant, salua de la main. » Vitrolles semble n'accorder qu'une demi-crédibilité au récit de Maubreuil. Il conclut, cependant (II, 79) : « Avant tout, Talleyrand n'avait voulu être compromis en rien, mais il avait bien pu risquer le salut et le sourire qui ne laissaient aucune trace. » Pasquier, (*Mém.*, II, 375) dit qu'il n'y a aucun doute que Maubreuil fut présenté à Talleyrand par Laborie, mais que Talleyrand devait ignorer absolument le complot en question. — Il est tout de même bien difficile d'admettre que Talleyrand ne connût rien d'un projet combiné par son secrétaire et dont son confident le duc de Dalberg avait parlé à Pasquier si délibérément comme de la chose la plus naturelle du monde.

2. Steewart à Liverpool, Paris, 4 avril (Castlereagh, *Letters and dispatches* V, 439), Pradt, 73. Cf. Marmont VI, 254, et correspondances entre Sacken, Dupont et Pas-

Des émissaires furent dépêchés, porteurs de la proclamation de Shwarzenberg et de la déclaration d'Alexandre. Le 2 avril, on fit passer aux avant-postes quelques journaux et nombre d'exemplaires de l'Adresse du gouvernement provisoire à l'armée : « Soldats, la France vient de briser le joug sous lequel elle gémit depuis tant d'années. Vous n'avez jamais combattu que pour la patrie; vous ne pouvez plus combattre que contre elle sous les drapeaux de l'homme qui vous conduit... Vous n'êtes plus les soldats de Napoléon, le sénat et la France entière vous dégagent de vos serments[1] ». Beaucoup d'officiers reçurent ces proclamations comme elles le méritaient. L'un deux, le major Leclerc-Dutat, de qui le parlementaire exigeait un reçu, le rédigea en ces termes : « Reçu trois imprimés destinés à soulever le peuple et les soldats contre l'obéissance qu'ils doivent à leur bien-aimé souverain Napoléon le Grand[2]. » Allix répondit à Tettenborn, qui lui demandait un entretien pour lui donner des explications sur les proclamations du gouvernement provisoire : « Le général de division commandant à Sens ne croit pas que les pamphlets qui ont été remis à ses avant-postes soient susceptibles d'aucune explication[3]. »

Malheureusement pour l'honneur de l'état-major général, tous les chefs de l'armée ne répondirent pas de la même façon. Le 2 avril, le duc de Raguse reçut la proclamation de Schwarzenberg, et, peu

quier pour sauf-conduits à donner à des émissaires. Arch. de la guerre du 1er au 4 avril.

1. Adresse du gouvernement provisoire, Arch. de la guerre, 2 avril. — Sur la même feuille se trouve une adresse au peuple français, conçue à peu près dans les mêmes termes.

2. Copie du reçu du major Dutat, Pont-sur-Yonne, 4 avril, Arch. de la guerre.

3. Allix à Napoléon, Sens, 5 avril, Arch. de la guerre.

après, un numéro de la *Gazette de France*. Il fit passer ces deux écrits à Berthier sans trouver dans sa lettre d'envoi un mot pour s'indigner[1]. Il paraissait considérer les événements de Paris comme les choses les plus naturelles du monde. Le lendemain, 3 avril, l'ancien aide de camp de Marmont en Égypte, Charles de Montessuy, se présenta au quartier général d'Essonnes, accoutré d'un uniforme de Cosaque. Il apportait au duc de Raguse l'acte de déchéance et des lettres du prince de Schwarzenberg, du général Dessolles, du baron Pasquier et de plusieurs autres personnages qui l'invitaient « à se ranger sous les drapeaux de la bonne cause française[2] ». Dans ces lettres, on ne faisait appel qu'au patriotisme du maréchal; mais Montessuy, devenu soudain royaliste ardent, était chargé de les commenter en parlant à sa vanité et à son ambition. Sauver la France, rétablir une dynastie huit fois séculaire, quelle gloire, quel magnifique couronnement de carrière ! Si l'on s'était adressé à lui, c'est que de tous les maréchaux il était le seul qui avec son intelligence supérieure pût discerner où était le vrai devoir et sacrifier ses affections à l'intérêt public. En rendant la paix à la France, il s'assurerait l'infinie reconnaissance du pays ; en donnant le trône aux Bourbons, il aurait toutes les récompenses et tous les honneurs que peuvent envier un grand capitaine et un grand citoyen réunis en un seul homme.

Marmont était encore sous l'impression de l'accueil triomphal que l'élite de Paris, rassemblée dans son hôtel de la rue Paradis, lui avait fait le soir de la bataille. Il entendait encore les murmures d'admi-

1. Marmont à Berthier, Essonnes, 2 mars. Arch. de la guerre.

2. Schwarzenberg à Marmont, *Moniteur*, 7 avril. Marmont, *Mém.*, VI, 254-256.

ration qui avaient salué son entrée. Il se voyait encore recevant Talleyrand, venu pour traiter avec lui de puissance à puissance. Les paroles de Montessuy, les lettres de tant de personnages, ces prières, ces promesses, ces adjurations qui lui témoignaient qu'il était l'arbitre des événements, achevèrent d'exalter son orgueil. Il se crut un nouveau Monck. Dans le moment, il était un être providentiel. Dans peu de jours, il serait le premier en France après le roi qui lui devrait son trône. Dans la postérité, il serait un grand homme. Marmont dit qu'il a accepté les propositions de Schwarzenberg pour sauver la France ; ses ennemis prétendent que ce fut pour conserver la dotation du duché de Raguse. Marmont trahit — car livrer à l'ennemi une position et un corps d'armée s'appelle trahir — uniquement par vanité, par la vanité de jouer un grand rôle qu'il s'imagina être un rôle glorieux.

Montessuy quitta Essonnes dans la journée avec la promesse verbale de Marmont[1]. Le soir même, ou le lendemain de très bon matin, le duc de Raguse écrivit cette lettre au prince de Schwarzenberg : « J'ai reçu la lettre que votre Altesse m'a fait l'honneur de m'écrire ainsi que tous les papiers qu'elle renfermait. L'opinion publique a toujours été la règle de ma conduite. L'armée et le peuple se trouvent déliés du serment de fidélité envers l'empereur Napoléon par le décret du sénat. Je suis disposé à concourir à un rapprochement entre le peuple et l'armée, qui doit prévenir toute chance de guerre civile et arrêter l'effusion du sang français. En conséquence, je suis prêt à quitter avec mes troupes

1. Steewart à Liverpool, 4 avril (Castlereagh, *Letters* V, 441). Cf. Mémoires de Langeron, Arch. des Aff. étrangères, Russie, 25, et Bogdanowitsch (II, 352) qui mentionne une lettre de Montessuy à Schwarzenberg du 3 avril, relative à l'acceptation de Marmont.

l'armée de Napoléon, aux conditions suivantes dont je vous demande la garantie par écrit [1]. » Les conditions que Marmont réclamait étaient : la première, que les troupes se retireraient librement en Normandie avec armes, bagages et munitions ; la seconde, « que si par suite de ce mouvement, Napoléon tombait entre les mains des Alliés, la vie et la liberté lui seraient garanties dans un espace de terrain et dans un pays circonscrit au choix des puissances alliées et du gouvernement français. [2] » Ainsi, non seulement le duc de Raguse offrait d'abandonner son poste ; il ne reculait même pas à l'idée de livrer l'empereur à ses pires ennemis pourvu que la liberté lui fût garantie « dans un espace de terrain circonscrit ». Peut-on croire qu'il n'y eût pas quelque ironie dans cette réponse de Schwarzenberg : « ... J'apprécie la délicatesse de l'article que vous me demandez relativement à la personne de Napoléon. Rien ne caractérise mieux cette belle générosité naturellement française et qui distingue particulièrement Votre Exellence [3]. »

A Fontainebleau, on ne savait rien de ces négociations. Le 4 avril, dans la matinée, Macdonald approchait avec ses trois corps d'armée qui allaient s'établir : le 11e à Chailly, le 7e à Fontainebleau, le 2e à Pringy, la cavalerie le long de la rivière d'École. Le corps de Marmont occupait Essonnes et Corbeil; le corps de Mortier, Menecy ; la division Lefol, Billy; la vieille garde, avec la division Henrion et la réserve d'artillerie, Tilly; la cavalerie de la garde, Auvernaux et Nainville ; la division Defrance, Fontenay-le-

1. Marmont à Schwarzenberg, (3 avril au soir ou 4 avril au matin.) *Moniteur*, 6 avril. — Selon Pasquier (II, 292) cette lettre aurait été écrite dès le 3. « La négociation de Montessuy avec Marmont ne fut pas longue » dit-il, assez méchamment.

2. Lettre précitée de Marmont à Schwarzenberg.

3. Schwarzenberg à Marmont, 4 avril. *Moniteur*, 7 avril.

Vicomte; la cavalerie légère du 2e corps, Melun, et la grosse cavalerie, Saint-Germain-sur-École[1]. L'empereur avait toutes ses troupes concentrées. On était à la veille de la bataille. Déjà les ordres étaient donnés pour transférer le quartier impérial au château de Tilly[2]. A midi, l'empereur assista, selon sa coutume, à la parade de la garde montante. Le bataillon défila en criant : Vive l'empereur[3] !

Dans l'armée, les soldats, les officiers de troupe, les jeunes brigadiers étaient ardents et indomptables, exaltés par les revers comme ils l'eussent été par les victoires. Il n'en allait pas de même chez les maréchaux et les divisionnaires, ducs et comtes de l'empire, las de la guerre et ayant épuisé toutes les récompenses. Ceux-ci n'avaient plus rien à espérer des hasards des combats et, se sentant vieillir, ils voulaient jouir en repos des grades, des honneurs, des dotations dont ils avaient si peu profité jusqu'alors, toujours en campagne ou en missions lointaines. Combien qui, comme Marmont, n'avaient point, en dix années, passé trois mois à Paris ! A Prague, en 1813, Belliard, interrogé par l'empereur sur les sentiments de l'armée, avait eu la hardie franchise de répondre : « Vos généraux désirent le repos pour jouir des bienfaits de Votre Majesté. Jusqu'à présent, vous ne leur en avez pas laissé le temps. » La guerre, qu'ils avaient tant aimée, les grands commandements devant l'ennemi qu'ils avaient été si jaloux d'obtenir, ne leur donnaient plus les satisfactions de jadis. Cette guerre sans succès et sans solde ne leur apportait que fatigues et dangers. Ces grands commandements se rédui-

1. Ordres de Macdonald, Fontainebleau, 4 avril, midi ; ordres de Ney, Fontainebleau, 4 avril. Arch. de la guerre. Emplacements de l'armée au 4 avril, Arch. nat. AF. IV, 1667.

2. Registre de Berthier (ordres du 3 avril). Arch. de la guerre.

3. Fain, 232 233. Cf. Koch, II, 569.

saient à rien, par suite de la diminution des effectifs. Ney, pendant toute la campagne, avait eu le commandement d'un brigadier, et avec ces jeunes troupes, braves, mais dépourvues de toute instruction, il avait dû faire le métier d'un caporal. Puis, l'expérience des généraux leur montrait l'inutilité d'une lutte plus longue, ou plutôt ils prenaient pour les conseils de leur expérience les suggestions de leur esprit découragé. Et d'ailleurs ils étaient aussi effrayés à la pensée de la victoire qu'à celle de la défaite. A quel prix serait-on vainqueur? La veille, ils n'avaient pas entendu sans épouvante les soldats vociférer : « A Paris! A Paris! » Ils voyaient le carnage dans les rues, l'incendie allumé par les boulets français, les habitations pillées par l'ennemi en déroute, Paris saccagé et en ruines — Paris où ils avaient leurs hôtels, leurs femmes, leurs enfants! Et après cette cruelle victoire, où s'arrêteraient-ils : au Rhin ou seulement au Niemen? Juifs-Errants de la guerre, étaient-ils donc destinés à combattre toujours[1]?

Mais pour découragés, inquiets et mécontents qu'ils fussent, les officiers généraux n'étaient cependant pas disposés à passer à l'ennemi comme s'y préparait le duc de Raguse. S'ils ne prévoyaient pas sans terreur une bataille dans Paris, ils n'envisageaient pas sans crainte la restauration des Bourbons. Ils redoutaient la non-

1. Cf. Agenda du général Pelet, et Ney à Berthier, 15 mars. Arch. de la guerre. *Relation de Gourgaud* dans *Bourrienne et ses erreurs*, II, 232. Fain, 232, 234, 244, Segur, *Mém.*, VII, 151-152 et *passim*. Marmont, *Mém.*, VI, 272-273, 284-285. *Mémoires de Belliard*, I, 128.

Nous parlons, cela s'entend, d'une façon générale. Certes, il y avait des divisionnaires et des brigadiers qui gardaient leur ardeur, nommément Gérard, Leval, Ornano, Allix, Pelet, Curély, Petit, Lucotte, etc. (Agenda de Pelet, *Relation de Gourgaud*, etc.), et aussi sans nul doute, Mortier, Belliard, Dulauloy, Drouot ; et il y avait en revanche, des troupes où le découragement et la lassitude produisaient des désertions, par exemple dans le 1er corps de cavalerie (Bordesoulle) et le 11e corps d'infanterie (Macdonald). Registre de Belliard (lettres du 3 et 4 avril) et Macdonald à Berthier, 30 mars. Arch. de la guerre.

activité, la réforme, l'exil peut-être. A un changement de dynastie, ils préféraient un changement de règne. Le bruit de l'abdication de Napoléon en faveur du roi de Rome, dénouement conseillé par le duc de Vicence et dont l'empereur avait eu l'imprudence depuis la veille de s'entretenir avec son entourage, s'était répandu dans les états-majors. On parlait ouvertement de l'abdication sur les degrés de l'escalier en fer à cheval, jusque dans la galerie contiguë à l'appartement de Napoléon. Ce parti convenait à tout le monde, car la régence c'était la paix, et c'était aussi le maintien du même régime, des mêmes institutions, la conservation des grades, des honneurs, des dotations. Mais il fallait compter avec la volonté de Napoléon, et ces ordres, ces revues, ces préparatifs de combat témoignaient trop qu'il ne voulait pas abdiquer. L'inquiétude se changea en irritation. Pendant la parade, un groupe de maréchaux et de généraux discutaient très vivement à quelques pas de Napoléon. Tandis que les soldats criaient : Vive l'empereur! le maréchal Ney dit tout haut, de cette voix qui dans les batailles dominait le canon : « — Il n'y a que l'abdication qui puisse nous tirer de là[1]! »

Napoléon n'entend pas, ou il feint de ne point entendre; il remonte dans ses appartements. Mais les maréchaux s'encouragent et s'excitent mutuellement ils se grisent de leurs paroles. Ney, Lefebvre, Moncey suivent l'empereur et font irruption dans son cabinet où il vient de rentrer avec Berthier, Bassano, Caulaincourt et Bertrand. Sous le regard de l'empereur, le prince de la Moskowa perd un peu de son assurance. Mais il se sent soutenu par les deux maréchaux qui l'accompagnent, engagé envers la foule des généraux qui sont restés dans la cour du palais, et aux-

1. *Journal des Débats*, 9 avril. Fain 233. Cf. *Relation de Gourgaud*, précitée.

quels il a promis d'enlever l'abdication comme on enlève une redoute. Il se bat mentalement la charge. Il s'approche de Napoléon et lui demande s'il a des nouvelles de Paris. Sur la réponse négative de l'empereur, qui cependant est aussi bien informé que Ney[1], le maréchal reprend qu'il a, lui, des nouvelles, et qu'elles sont bien mauvaises, que le sénat a prononcé la déchéance. Napoléon ne s'émeut pas encore. Pendant cette campagne, les maréchaux n'ont-ils pas déjà tenté de lui faire la loi[2]? Il réplique que le sénat n'a point de pouvoirs pour cela, que la nation seule en aurait. « — Quant aux Alliés, ajoute-t-il, je vais les écraser sous Paris. » A ces mots, Ney, puis Lefebvre se récrient : « — La situation est désormais désespérée ; c'est un malheur de n'avoir pas conclu la paix plus tôt. Il n'y a plus que l'abdication. » L'empereur gardant son sang-froid s'efforce de convaincre ses maréchaux, il fait le dénombrement des troupes qu'il a entre l'Essonne et l'Yonne, des dépôts qui vont rejoindre, des armées du Nord, de Lyon, des Pyrénées, il démontre le vice de la position des Alliés, il expose son plan d'attaque, il dit que dans les circonstances le moindre succès sous Paris changera la face des choses. Il parle à des statues. En vain cherche-t-il autour de lui, un encouragement, un signe d'approbation, un mot de cœur. Un silence glacé répond seul à ses paroles et à ses regards. Ney, Lefebvre, Moncey, se sont trop avancés pour reculer. Ils ne sauraient désormais faiblir devant aucune con-

1. Marmont, comme s'il voulait par là excuser la trahison qu'il méditait, avait pris soin de faire parvenir à l'empereur, dans la nuit, le sénatus-consulte de 3 avril avec ses considérants. Fain, 233.

2 A Nogent, le 21 février, Ney et Oudinot, poussés par Kellermann, s'étaient mis en tête de forcer Napoléon à conclure la paix. Mais l'entretien s'était terminé par une semonce de l'empereur et un déjeuner à sa table. A Saint-Dizier, le 26 mars, les murmures et les récriminations de son état-major avaient certainement contribué à décider l'empereur à revenir sous Paris. Ségur, VI, 402-404. Fain, 203.

sidération. Le plus que Berthier, vieilli et usé, las de la guerre, sans la moindre espérance, puisse faire pour Napoléon, c'est de ne point seconder ses camarades, qu'il ne laisse pas d'approuver en secret. Bassano sait que la voix de celui qu'on a appelé « l'homme de la guerre », et qui n'a jamais combattu, ne saurait qu'irriter les porteurs d'épée. Caulaincourt qui le premier a parlé de l'abdication à l'empereur, et qui la lui a représentée comme le seul moyen de sauver la dynastie, ne peut donner raison à son maître, sous peine de se démentir. Combien ce terrible silence, plus effrayant que toutes les récriminations, que toutes les menaces mêmes, dut étreindre le cœur de Napoléon ! Quelle douleur et quelle humiliation ! Dans l'*Expiation*, Victor Hugo a montré la Bérézina et Waterloo, il a oublié Fontainebleau.

On en était là, lorsqu'un officier d'ordonnance introduisit Macdonald et Oudinot qui arrivaient à l'instant de Villeneuve-la-Guyard avec les têtes de colonnes de leurs corps d'armée. L'empereur espérant trouver un appui en Macdonald accourt à sa rencontre. Mais Macdonald qui quatre jours auparavant, encore déterminé à se sacrifier, lui et son armée, dans une dernière bataille, a écrit à Berthier une lettre conseillant le plan même que Napoléon vient d'exposer[1], Macdonald a été gagné par un message de Beurnonville[2]. Sa visite n'a d'autre but que de sommer l'empereur de faire la paix. Il est d'accord,

1. « Je serais d'avis que l'empereur marchât par Sens et appelât à lui tous les corps et détachements par Melun et Fontainebleau. Si Paris succombe nous marcherons à l'ennemi ou nous nous rabattrons sur le duc de Castiglione. Nous livrerons une bataille décisive sur un terrain choisi après avoir reposé nos troupes, et si la Providence a marqué notre dernière heure, nous succomberons honorablement... Si mon opinion ne prévaut pas, il serait plus sage de nous jeter avec nos débris en Alsace et en Lorraine. » Macdonald à Berthier, Nully, 30 mars. Arch. de la guerre. — L'opinion de Macdonald avait donc prévalu, à cette réserve qu'au lieu de concentrer ses troupes à Sens, Napoléon les avait concentrées à Fontainebleau.

2. Macdonald, *Souvenirs*, 264. Marmont, *Mémoires*, VI, 255.

assure-t-il avec tous ses généraux[1]. Il dit : « — Je vous déclare que nous ne voulons pas exposer Paris au sort de Moscou. Notre parti est pris ; nous sommes résolus à en finir. » L'empereur, cependant, affectant une assurance qui n'est plus en lui, reprend la parole, expose encore une fois ses projets et déclare que malgré l'opinion des maréchaux il attaquera l'ennemi. A ces mots qui prennent dans la circonstance un caractère de défi, Ney perd toute retenue et s'écrie que l'armée ne marchera pas sur Paris. « — L'armée m'obéira, » dit Napoléon en élevant la voix. « — Sire, répond Ney sur le même ton, l'armée obéit à ses généraux. [2] »

Un autre que Napoléon eût pensé au Palatin et au palais Michaïloff. Mais Napoléon n'était ni un Galba ni un Paul Ier. Il imposait encore assez aux maréchaux, si emportés qu'ils fussent, pour n'avoir pas de violences à redouter, et il connaissait ses soldats. Leurs acclamations de la veille et du jour, qui résonnaient encore à ses oreilles, lui témoignaient que leur esprit n'avait pas changé. Il savait qu'ils obéiraient à leur vrai chef, à celui qu'ils appelaient non pas : « Sire » mais : « mon empereur. » Il savait qu'il lui suffisait d'un ordre à l'officier de garde pour faire arrêter sur-le-champ les maréchaux qui avaient osé le menacer. Il savait qu'il trouverait des généraux non seulement, ainsi qu'il le disait « sous des épaulettes de laine », mais dans la foule des jeunes colonels comme Labédoyère et des jeunes chefs de bataillon comme Gérard. Mais l'énergie a des limites. Pour continuer la guerre, Napoléon a dû lutter depuis trois mois contre ses ministres et contre ses généraux. La

1. Macdonald (*Mém.*, 263) prétend que Gérard était le plus animé contre Napoléon. Cette assertion me paraît infirmée par la lettre de Gérard que je cite plus loin (**1814**, 633.)

2. Cf. *Journal des Débats*, 9 avril. Fain, 234. Macdonald, 265-266. Ségur, VII, 150-157. Pasquier, II, 299.

lassitude l'envahit à son tour. Au moment de marcher sur Paris, il hésite à sacrifier le reste de son armée dans une bataille qui ne sera peut-être qu'un suprême désastre. La veille le quartier impérial a été marqué au château de Tilly [1], et l'empereur est resté à Fontainebleau. Il penche néanmoins vers l'action, et pour l'y déterminer, il ne faudrait qu'une parole chaleureuse de ses vieux compagnons d'armes, un mot qui prouvât qu'ils ont encore la foi. Cette parole ne vient pas. Au contraire ils le découragent, ils se mutinent. Toujours faible envers eux, Napoléon répugne à un acte de rigueur qui les déshonorerait. Puis, changer d'un coup, en présence de l'ennemi, tous les commandants de corps d'armée et nombre de divisionnaires, est une bien grave mesure. D'un autre côté, Caulaincourt, le plus dévoué de ses serviteurs, n'a pas perdu toute sa peine en lui parlant d'une abdication en faveur du roi de Rome. L'idée d'une régence de l'impératrice, parti qui permettra peut-être à Napoléon de ressaisir un jour le pouvoir et qui, en tout cas, sauve son œuvre : l'empire français, n'est plus si éloignée de sa pensée qu'il ne puisse s'y résigner. Napoléon prend soudain sa résolution. Sans daigner répondre aux outrageantes paroles de Ney, il congédie sèchement les maréchaux, qui se retirent quelque peu étonnés eux-mêmes de leur audace, et il reste seul avec Caulaincourt. Après une courte conférence, l'empereur écrit un acte d'abdication conditionnelle, réservant les droits de Napoléon II et de la régence de l'impératrice [2].

1. Registre de Berthier (à Macdonald), 3 avril. Arch. de la guerre.

2. « Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France et même la vie, pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence de l'impératrice, et des lois de l'empire. » *Correspondance de Napoléon*, 21 555. Cf. Fain, 234. *Journal des Débats* du 9 avril.

Le duc de Vicence, ministre des Affaires étrangères, ex-plénipotentiaire de l'empereur à Châtillon et *persona grata* au czar, était naturellement désigné pour porter à Paris l'acte d'abdication ; mais Napoléon voulut lui adjoindre deux maréchaux. Comme l'armée était alors le principal appui de l'empire, il importait que deux de ses chefs allassent témoigner son inébranlable fidélité. L'empereur — on voit par là combien son âme était inaccessible à la rancune — désigna d'abord le maréchal Ney, celui-là même qui lui avait tenu un si rude langage quelques instants auparavant. Il pensa ensuite à Marmont, le plus cher de ses compagnons d'armes, son aide de camp d'Égypte. Les pouvoirs du duc de Raguse allaient être dressés, lorsqu'on fit remarquer à l'empereur qu'il vaudrait mieux employer dans cette mission le maréchal Macdonald, qui aurait d'autant plus d'influence qu'il était connu pour avoir vécu moins près de sa personne. Napoléon décida que le duc de Tarente serait son troisième plénipotentiaire; mais il voulut qu'en traversant Essonnes, Caulaincourt et les maréchaux rapportassent à Marmont ce qui s'était passé. Le duc de Raguse resterait libre de rester à la tête de son corps d'armée ou de remplir la mission à laquelle l'inaltérable affection de l'empereur l'avait primitivement destiné. S'il préférait aller à Paris, on lui enverrait à l'instant des pouvoirs en forme. Après avoir reçu ces dernières instructions, Caulaincourt, Ney et Macdonald partirent en voiture, accompagnés de Rayneval et de Rumigny comme secrétaires [1].

A Essonnes, il se préparait d'autres événements. Marmont ayant reçu dans la matinée l'acte de garantie du prince de Schwarzenberg avait décidé son mou-

1. Fain, 235-236. Macdonald, 268-269.

vement pour le soir[1]. Il voulait profiter de l'obscurité pour tromper les troupes sur le but de leur marche. Quant aux généraux, qui ne pouvaient être dupes, il fallait les rendre complices. Marmont les avertit de son projet, non point ensemble, comme il le prétend, mais un à un, pressentant chacun avant de se livrer soi-même et lui faisant donner sa parole d'honneur de ne rien révéler quoi qu'il pensât. Fabvier, mis le premier au courant de la proposition des membres du gouvernement provisoire et interrogé sur la réponse qu'il convenait de faire à leur émissaire, répondit, en montrant la grosse branche d'un arbre du jardin : « — Mais il me semble que la réponse devrait être là[2]. » Marmont changea de conversation. Son chef d'état-major Meynadier et ses généraux Digeon, Souham, Merlin et Ledru-Desessarts montrèrent, sans doute, quelque surprise, mais il ne semble pas qu'il ait eu trop de peine à les convaincre. Il ne parla pas à Lucotte dont il redoutait la probité

1. La lettre de garantie est datée du 4 avril (*Moniteur*, 7 avril). Dans ses *Mémoires*, Marmont prétend qu'il n'était pas engagé le 4 avril et que cette pièce (ainsi, sans doute, que sa première lettre à Schwarzenberg et la réponse de celui-ci!!!) fut faite et antidatée sur sa demande, « afin de cacher la confusion qui avait existé et de donner une apparence de régularité à ce qu'avait produit la peur. » Tous les documents démentent cette assertion :

1° Les ordres de Schwarzenberg et de Barclay du 4 avril, cités par Plotho, III, 431-432. Ces ordres-là qui n'ont pas été antidatés, apparemment, portent : « Le maréchal français Marmont, ayant promis de passer de notre côté,... les troupes (alliées) se tiendront prêtes *à l'entrée de la nuit...* »

2° La lettre de sir Charles Steewart à lord Liverpool, du 4 avril (Castlereagh, *Letters and dispatches*, V, 436), où la défection de Marmont est annoncée comme certaine et où il est fait mention de la lettre de garantie.

3° La lettre de Montessuy du 3 avril, mentionnée par Bogdanowitsch (II, 352), annonçant à Schwarzenberg l'adhésion de Marmont.

4° Les deux lettres de Bordesoulle : l'une citée par Du Casse, où on lit que Marmont dit le 4 au matin à ce général qu'il était résolu à effectuer son mouvement dès le soir; l'autre citée par Marmont (à sa décharge, croit-il!), où on lit :... « Le mouvement que nous étions convenus de suspendre jusqu'à votre retour... » Or on ne convient de suspendre un mouvement que quand ce mouvement a été résolu.

5° Les *Mémoires* de Pasquier (II, 292-293), où il est dit que dès le 4 au matin l'on connut au gouvernement provisoire, l'acceptation de Marmont.

2. Ségur, *Mém.*, VII, 165.

militaire. Avec Bordesoulle, la scène fut vive. Après lui avoir fait donner sa parole d'honneur qu'il garderait le secret, Marmont dit qu'un gouvernement étant établi à Paris et que le sénat ayant prononcé la déchéance, il avait fait une convention avec le prince de Schwarzenberg pour traverser ses lignes avec le corps d'armée et le conduire en Normandie, mais que les soldats n'auraient là aucun rapport avec les Alliés et qu'ils ne recevraient d'ordres que du gouvernement provisoire. Bordesoulle ne put se contenir : « — Quoi ! monsieur le maréchal, vous avez fait un pareil traité ! » Marmont rappela au général qu'il avait sa parole. « — Je la tiendrai, mais ne comptez pas sur ma cavalerie. » « — Vous ferez ce que vous voudrez, mais je suis décidé à prendre les armes à six heures sous prétexte d'une revue, et je passerai. » Bordesoulle se récria de nouveau : « — Comment ! mais vous ouvrez la route de Fontainebleau, vous mettez l'empereur à la merci de l'ennemi !... Et que deviendra le corps de M. le duc de Trévise que vous allez découvrir ? » Marmont, peu ému de ces questions, répondit qu'il avait stipulé la sûreté de Napoléon et donna mensongèrement à entendre que le maréchal Mortier était informé du mouvement. « — Réfléchissez, conclut-il, et venez à quatre heures m'apporter votre résolution. » Comme Bordesoulle se retirait, le duc de Raguse qui n'était pas sans inquiétudes du côté de Fontainebleau, le rappela. « — Répondriez-vous de moi, si deux cents chevaux venaient pour m'enlever ? » « — Monsieur le maréchal, dit Bordesoulle, vous ne m'avez pas consulté sur ce que vous avez fait, vous ne devez donc pas vous adresser à moi si vous avez quelque chose à craindre. » Et il sortit[1].

1. Lettre de Bordesoulle écrite en 1830 à Mortier, comme membre de la commission des maréchaux, et citée par Du Casse, *le Maréchal Marmont devant l'his-*

Vers quatre heures du soir, les plénipotentiaires de l'empereur arrivèrent à Essonnes. Ils rapportèrent au duc de Raguse ce qui s'était passé à Fontainebleau, dirent l'objet de leur mission et répétèrent les paroles si amicales et si flatteuses dont Napoléon les avait chargés pour lui[1]. Marmont fut profondément troublé. Si endurci qu'il fût à l'égard de Napoléon, il ne pouvait se défendre d'être ému à la pensée qu'au moment même où il trahissait son souverain, son vieux compagnon d'armes, celui-ci oubliant et les Arapiles et Athies et Fère-Champenoise, lui donnait un suprême témoignage d'affection et de confiance. Puis les arguments spécieux dont Marmont couvrait sa défection, la crainte de la guerre civile, le bien de la patrie, le salut de la France, tombaient devant ce fait que Napoléon abdiquait. Le maréchal se trouvait dans le pire embarras. Opérer le mouvement projeté, c'était trahir pour le plaisir de trahir puisque l'abdication rendait ce mouvement inutile. C'était aussi se compromettre irrémédiablement, car si le czar adhérait aux propositions de Napoléon, quelle situation aurait le maréchal sous la régence de Marie-Louise ? Se soustraire aux engagements en restant à Essonnes avec son corps d'armée, était également dangereux : d'un moment à l'autre l'empereur pouvait être instruit des négociations et faire arrêter son lieutenant. Aller à Paris comme plénipotentiaire ? Aux yeux du czar, qui sans nul doute connaissait les pourparlers, quel rôle jouerait Marmont en ve-

toire (94-100). — L'authenticité de cette lettre, destinée à renseigner la commission des maréchaux, ne paraît pas douteuse. Elle contient des recommandations particulières et des détails indifférents aux faits même qu'elle relate, qui repoussent tout soupçon de pièce fabriquée.

1. Marmont, VI, 261. Macdonald, *Souv.* 269. Lettre de Bordesoulle à Mortier, précitée. Cf. Fain, 236, et récit de Macdonald dans les *Mémoires de Belliard*, I, 186.

nant défendre une cause qu'il s'était engagé à abandonner ?

Interdit et perplexe, ne sachant quel parti prendre, Marmont hésitait à répondre aux commissaires de l'empereur. Enfin, soit qu'un mot imprudent de Bordesoulle, qui assistait à l'entrevue, lui fît craindre que le général ne révélât son projet[1], soit qu'un reste d'honneur le contraignît à parler, soit encore que troublé au point de ne pouvoir prendre seul une résolution, il eût besoin de conseils, il se décida à avouer ses négociations avec Schwarzenberg. Caulaincourt et ses deux compagnons se récrièrent, disant que la moindre division de l'armée serait sa perte et celle de la France. Mais Marmont ayant aussitôt repris qu'il « n'était nullement engagé, qu'il comptait rompre à l'instant toute négociation personnelle et ne se point séparer d'eux[2] », ils reprirent leur calme. Ils demandèrent de nouveau au duc de Raguse s'il voulait les accompagner à Paris. Marmont y consentit avec empressement, non point assurément, comme il le prétend, « parce que sa parole pouvait être d'un grand poids auprès des Alliés » mais parce qu'il avait hâte de mettre entre lui et la prévôté du quartier impérial les cent mille hommes de l'armée ennemie. La preuve, c'est qu'il ne fit pas demander à Fontainebleau les pouvoirs qui étaient préparés pour lui et qu'à Paris, il ne se mêla pas aux négociations. Caulaincourt et les maréchaux comprenant la difficulté du rôle de Marmont comme plénipotentiaire, après ses pourparlers avec Schwarzenberg, n'insistèrent pas pour que le duc de Raguse deman-

1. Lettre précitée de Bordesoulle à Mortier. -- Bordesoulle était revenu chez le maréchal afin de lui donner réponse au sujet de sa coopération. En apprenant l'abdication, il aurait dit à Marmont : « Voilà qui vous tire de peine. »

2. Marmont, VI, 261. Lettre précitée de Bordesoulle. Récit de Macdonald dans les *Mém. de Belliard*. Cf. Macdonald, *Souv.* 270-271.

dât ses pouvoirs. D'un autre côté, ils le pressèrent de les accompagner à Paris parce que sa conduite passée leur paraissant plus que suspecte, ils voulaient en l'emmenant le mettre dans l'impossibilité de poursuivre l'exécution de son projet[1].

Avant de quitter Essonnes, Marmont remit le commandement au général Souham, le plus ancien divisionnaire. Il lui dit le motif de son départ et lui prescrivit de ne faire aucun mouvement jusqu'à son retour[2]. Mais en même temps que le duc de Raguse rentrait ainsi dans le devoir, il en sortait en donnant à son chef d'état-major l'ordre, absolument inexplicable, de faire assembler sur l'heure les troupes pour leur apprendre l'abdication de l'empereur[3]. Cette abdication étant conditionnelle et devant rester se-

1. D'après Rapetti (*Défection de Marmont*, 150-151), les commissaires de l'empereur n'auraient au contraire emmené Marmont que pour désarmer Napoléon, c'est-à-dire pour l'empêcher d'attaquer l'ennemi pendant les pourparlers. Il nous paraît impossible d'admettre cette explication. D'abord, l'empereur pouvait, en l'absence de Marmont, nommer un autre officier général au commandement du 6ᵉ corps. Ensuite l'empereur ne pouvait vouloir tomber sur les Alliés alors que les plénipotentiaires traitaient de la paix. Thiers (XVII, 711) prétend que l'abdication était une feinte. C'est façon d'interpréter. Que l'abdication ait été une feinte en ce sens que Napoléon croyait qu'elle serait repoussée et que les maréchaux, exaspérés reviendraient à lui, cela est possible et même probable. Mais qu'il ait engagé ces négociations pour endormir l'ennemi et l'attaquer pendant un armistice implicite, la chose est contredite par les documents. On verra au chapitre suivant : 1° qu'aussitôt après le départ des plénipotentiaires, Napoléon envoya à Marie-Louise une lettre l'invitant à écrire à l'empereur d'Autriche pour obtenir son intervention ; ce n'était pas l'idée d'un homme qui veut se battre ; 2° que l'empereur dans la soirée du 4 avril ne donna aucun ordre de mouvement ce qu'il aurait certainement fait s'il avait eu le dessein d'attaquer le 5, c'est-à-dire pendant les négociations.

2. Marmont, VI, 261-262. Macdonald, *Souvenirs*, 271. Cf. lettre de Bordesoulle à Marmont, 5 avril, citée par Marmont, VI, 348-349.

3. Lettre précitée de Bordesoulle à Mortier. Cf. Lettre de Lucotte à Napoléon, Corbeil, 4 avril. Arch. nat., AF. IV. Relation de Gourgaud, dans *Bourrienne et ses Erreurs*, II, 332.

D'après Bordesoulle, c'est lui-même qui aurait suggéré à Marmont de donner cet ordre, « afin de calmer les esprits et d'arrêter les désertions ». — C'était un singulier moyen car tous les documents témoignent que jamais les esprits ne furent plus agités et les désertions plus nombreuses qu'après l'abdication. Quoi qu'il en soit des allégations de Bordesoulle, Marmont eut tort d'écouter cet officier. Son expérience des choses eût dû le mettre en garde contre une proposition échappée, sans mauvais vouloir, à un général.

crète tant que les clauses n'en auraient pas été acceptées, c'était une véritable trahison que de la rendre publique. Il n'en fallait pas davantage pour démoraliser l'armée. Ou Marmont avait décidément l'esprit bien léger, ou plutôt ses remords n'étaient point sincères. Il n'avait que suspendu son mouvement ; il n'y avait point renoncé. Il le préparait encore à toute éventualité. Si l'empereur retirait son abdication, la fidélité des troupes n'en aurait pas moins été ébranlée et elles seraient disposées à faire défection. Marmont voulait que, quoi qu'il advînt, Napoléon ne pût plus compter sur le 6e corps.

Cet ordre vraiment extraordinaire fut aussitôt transmis aux généraux et communiqué par eux à tous les régiments[1]. Seul, le général Lucotte, commandant la division du duc de Padoue en l'absence de son chef blessé sous Paris, ne voulut point, écrivit-il à Napoléon, « se soumettre à cette humiliation ». Il assembla ses troupes à la tête de leurs bivouacs et dit seulement : « Soldats, l'empereur consent à tous les sacrifices pour donner la paix à la France. Vous lui obéirez en tout ce qu'il exigera de vous. » Les soldats crièrent : Vive l'empereur[2] !

Les plénipotentiaires qui avaient quitté Essonnes vers six heures s'arrêtèrent à Petit-Bourg, près Chevilly, au quartier général de Schwarzenberg. Caulaincourt, Ney et Macdonald avaient à informer le prince de l'objet de leur mission et à lui demander de les autoriser à passer ses lignes. Le duc de Raguse avait une chose plus difficile à obtenir qu'un sauf-conduit. C'était le retrait de ses enga-

1. Lettre précitée de Bordesoulle à Mortier.

2. Lucotte à Napoléon, Corbeil, 4 avril (au soir). Arch. nat., AF. IV, 1 670. Lucotte ajoute dans sa lettre : « Sire, je ne sais plus à qui m'adresser. La division que je commande me suivra. Daignez m'indiquer mon chemin. Je suivrai toujours celui de l'honneur et de la fidélité. »

gements écrits. Il vit Schwarzenberg en particulier. Il prétend « qu'il se dégagea sans peine des négociations commencées, et que le prince, appréciant les motifs qui le faisaient changer de conduite, donna l'assentiment le plus complet à sa résolution[1] ». Les choses allèrent-elles aussi facilement ? Sans doute, Schwarzenberg ne pouvait faire reconduire Marmont à Essonnes par quatre uhlans pour le forcer à amener son corps d'armée à Versailles. Mais vraisemblablement le généralissime autrichien ne manqua pas de rappeler au duc de Raguse qu'il s'était engagé par écrit et de lui annoncer que le czar et les membres du gouvernement provisoire en étaient déjà instruits[2]. Au cas où les négociations échoueraient, Marmont, même s'il ne pouvait pas ou ne voulait plus livrer ses troupes n'en serait pas moins convaincu de trahison par la publication de sa lettre[3]. Son honneur militaire était désormais à la merci d'un Talleyrand ou d'un Roux-Laborie.

Talleyrand apprit vers neuf heures du soir la prochaine arrivée des commissaires de l'empereur. Il causait avec Vitrolles et tenait à la main une lettre

1. Marmont, VI, 262. Questionnaire de Gourgaud à Fabvier, cité par Rapetti (349-350). Macdonald, *Souv.* 273. Récit de Macdonald dans les *Mém. de Belliard*, I, 188. — Selon Macdonald, Marmont affecta de ne pas avoir à parler à Schwarzenberg, prétendant toujours qu'il n'était pas engagé. Il resta d'abord seul dans la voiture mais il en sortit bientôt et eut un entretien secret avec Schwarzenberg.

2. Cf. Pasquier. (II, 292) : « Nous reçumes la nouvelle le 4 avril d'assez bon matin. »

3. C'est ainsi qu'on put lire le 5 avril en tête du *Journal des Débats* cette grosse nouvelle : « M. le maréchal Marmont, duc de Raguse, a abandonné le drapeau de Bonaparte pour embrasser la cause de la France et de l'humanité. Il est arrivé à Paris, il y sera immédiatement suivi du corps d'armée qu'il commande, et que l'on porte à douze mille hommes. »

Cette publication dont on peut attribuer l'idée soit à Talleyrand, soit à Laborie, soit à Morin, avait un double avantage : non seulement elle compromettait Marmont, mais elle montrait un maréchal de France et un des principaux lieutenants de l'empire passant du côté du gouvernement provisoire. C'était une adhésion qui n'était pas sans valeur, dans le cas même où les troupes ne suivraient pas leur chef.

pour le comte d'Artois. Il la remit prudemment dans sa poche en disant : « — Ceci est un incident. Mais il faut voir comment ça se dénouera... Vous ne sauriez partir en ce moment. L'empereur Alexandre a de l'inattendu[1]. » Le prince de Bénévent manda aussitôt à l'hôtel Saint-Florentin les membres du gouvernement provisoire, les ministres et le général Dessolles, commandant de la garde nationale. Ils arrivèrent les uns après les autres, déjà un peu effarés de cet appel nocturne. Quand ils furent instruits du motif de la convocation, quand ils surent que les maréchaux étaient sur la route de Paris, porteurs d'un acte d'abdication en faveur du roi de Rome, ils passèrent du trouble à l'effroi et de l'effroi à la consternation [2]. Admis en présence du czar, ils lui représentèrent que la France voulait les Bourbons, que la paix avec Napoléon ne serait qu'une trêve et que la régence ne serait que l'empire déguisé : « — La régence n'est qu'un mot, dit Dessolles, le tigre est derrière. » Ils ajoutèrent que le czar ne pouvait revenir sur sa déclaration du 31 mars, car ils s'étaient fiés à ses paroles, et ils se trouveraient en grand péril si la régence était proclamée. Plusieurs d'entre eux commençaient à regretter de s'être compromis, et ils plaidaient alors beaucoup moins pour les Bourbons que pour eux-mêmes. Le général Dessolles, particulièrement ému, insista si fort sur les engage-

1. Vitrolles, *Mém.*, I, 347. — Selon Pasquier (*Mém.*, II, 303), Talleyrand fut prévenu par M. de Saint-Simon. Cela est possible, mais il l'avait été auparavant par l'aide-de-camp de Schwarzenberg qui arrivait de Petit-Bourg afin d'obtenir du czar l'autorisation pour les maréchaux de traverser les lignes alliées. Macdonald, *Souv.*, 272-274.

2. « La terreur de la nuit durait encore le matin. » Lettre de l'abbé de Montesquiou trouvée aux Tuileries dans le cabinet du duc de Blacas (*Moniteur* du 16 avril 1815). — « Le gouvernement provisoire fut sur le point de se dissoudre... Anglès fit charger sa voiture de voyage. » Rovigo, VII, 108, 111. Cf. Pseudo Bourrienne, X, 96-97 et Vitrolles, I, 348.

ments du czar vis-à vis de ceux qui s'étaient déclarés contre Napoléon, que l'autocrate blessé répondit avec une certaine hauteur : « — Quoi qu'il arrive, nul n'aura à se repentir de s'être fié à moi [1]. »

Les commissaires de l'empereur arrivèrent entre minuit et une heure du matin. Alexandre congédia les membres du gouvernement provisoire. Le duc de Vicence et les maréchaux Ney et Macdonald furent introduits [2]. Ils donnèrent lecture de l'acte d'abdication, puis ils plaidèrent tour à tour, avec conviction et ardeur, la cause de la dynastie impériale. Ney et Macdonald mirent en avant la volonté de l'armée, toujours dévouée à son chef et prête à tenter les dernières chances de la guerre. Ils firent valoir les avantages de la régence qui, tout en assurant la paix, garantirait les intérêts de chacun et concilierait les opinions de la majorité de la population française. Caulaincourt rappela au czar qu'il avait proclamé que la France serait libre de choisir son gouvernement. Macdonald, qui se montra surtout ardent dans cette discussion et dont la parole avait d'autant plus d'autorité qu'il était connu pour avoir reçu moins de faveurs de Napoléon que les autres maréchaux,

1. Cf. Pasquier, II, 303, 305-308, Vitrolles, I, 348-350. Rovigo, VII, 108-115. Pseudo-Bourrienne, X, 97. — Ces témoignages sont assez contradictoires. Il se peut comme le dit Pasquier, que l'entrevue entre le czar et les membres du gouvernement provisoire ait eu lieu pendant l'audience même des maréchaux. Le czar aurait interrompu l'entretien et les aurait invités à passer avec lui dans un autre salon pendant qu'il aurait communiqué à Talleyrand et à ses amis les propositions de l'empereur. Macdonald, cependant, ne parle pas de cette interruption d'audience.

2. Marmont (VI, 262) prétend faussement qu'il assista à l'entretien avec le czar comme plénipotentiaire. Seuls Caulaincourt, Ney et Macdonald furent reçus par Alexandre. Lettres de Ney, Fontainebleau, 5 avril 11 heures et demie du soir. (*Moniteur* du 7 avril). Steewart à Castlereagh 5 avril, (*Letters and dispatches*, V. 441.) Macdonald, 274-277, Vitrolles, I, 348. — Peut-être Marmont est-il venu à l'hôtel Talleyrand soit avec Caulaincourt et les maréchaux vers une heure du matin (comme le rapporte Pasquier, II, 308,) soit pour les retrouver vers 3 heures du matin comme le dit Fabvier dans un document cité par Rapetti. (*Défection de Marmont*, 352.) Mais il ne vit pas le czar.

invoqua encore les sentiments de l'armée : « — L'armée, dit-il, ne peut voir qu'avec effroi le retour de la royauté qui est étrangère à ses services et étrangère à sa gloire[1]. »

Selon presque tous les témoignages, Alexandre fut ébranlé[2]. Il est en effet permis de le croire, si l'on réfléchit à la situation où se trouvait le czar et si l'on comprend bien son esprit et son caractère. Le 4 avril, à Paris, Alexandre était plus disposé à traiter avec Napoléon qu'il ne l'était le 10 février à Châtillon. Si l'Angleterre dont la politique à vue longue ne regardait les résultats du présent que comme une garantie pour l'avenir, si l'Autriche, asservie aux traditions monarchiques, si la Prusse, vindicative même après la victoire, pouvaient n'être pas satisfaites par une régence, Alexandre qui réunissait en lui le grand souverain, l'illuminé et le héros de poème épique, avait atteint son but : il était entré dans Paris à la tête de sa garde, il avait effacé l'outrage de Moscou. Le czar ayant renoncé à introniser Bernadotte n'avait guère plus de préférences pour les Bourbons que pour Marie-Louise. Durant toute la campagne, il s'était montré fort réservé à l'égard des partisans des princes ; le 31 mars il avait élevé de graves objections contre le rétablissement de la monarchie, et s'il avait signé sa déclaration, c'était circonvenu et entraîné par Talleyrand, Pradt

1. Récit de Macdonald (dans les *Mém., de Belliard*, I, 189-190). Vitrolles, I, 349. Rovigo, VII, 125. Cf. Macdonald, *Souv.*, 275-277. Pasquier II, 304-305, 307.

2. «... L'empereur de Russie était fort ébranlé. » Lettre de l'abbé Montesquiou trouvée aux Tuileries dans les papiers du duc de Blacas. (*Journal de l'Empire*, du 16 avril 1815.) — On ne saurait s'étonner que le czar se soit trouvé un moment ébranlé. »(Vitrolles, I, 349.) — « Alexandre paraissait ébranlé. » (Beauchamp, II, 363) — « L'empereur de Russie, frappé de toutes ces raisons, fut ébranlé. » Macdonald, *Souv.* 276. — Ce même mot « ébranlé » se trouve partout. Cf. *Journal d'un prisonnier anglais* (*Revue britannique*, VI. 76). Pasquier, II, 304-305, 309 et Bernhardi, IV, 2e part., 283.

et Louis. Depuis cinq jours, les promesses du prince de Bénévent, les assurances des royalistes que la France entière désirait les Bourbons et qu'on attendait qu'une déclaration des Alliés pour se prononcer ouvertement, ne s'étaient pas réalisées. La cause de l'ancienne dynastie avait fait peu de progrès. La garde nationale refusait de prendre la cocarde blanche, la population hésitait, les proclamations à l'armée restaient sans effet — puisque Marmont lui-même semblait reprendre sa parole — le sénat et les royalistes n'étaient point d'accord. Vitrolles accusait les temporisations de Talleyrand et Talleyrand s'irritait des impatiences de Vitrolles. Enfin, derrière l'Essonnes, il y avait soixante mille soldats dont le dévouement à l'empereur compliquait infiniment les choses. La régence de Marie-Louise qui eût mis fin à tous ces embarras pouvait convenir à la raison comme au caractère chevaleresque d'Alexandre. Dailleurs n'avait-il pas promis d'écouter le vœu de la France ? Or Macdonald qu'il honorait, Ney qu'il admirait, Caulaincourt qu'il aimait d'une ancienne et profonde amitié, lui assuraient que la France voulait la régence. Le témoignage de ces trois hommes ne valait-il pas celui de Talleyrand, de Pradt et de l'ex-abbé Louis, qu'après tant de palinodies le czar ne pouvait plus estimer ? Malgré tout, le czar était bien éloigné encore de se rendre au vœu des mandataires de Napoléon. Si peut-être, personnellement, il penchait pour la régence, ses engagements avec les royalistes, le souvenir de sa déclaration et surtout les intentions bien manifestes de ses alliés combattaient ses propres sentiments. Assurément Alexandre n'était point résolu à abandonner les Bourbons, mais il hésitait. C'était déjà beaucoup pour la cause impériale.

L'entretien qui avait commencé passé minuit durait depuis plus de deux heures, et les maréchaux, augurant trop bien des hésitations d'Alexandre, croyaient déjà au succès de leur mission[1]. « — Messieurs, dit enfin le czar, je vais faire connaître à mes alliés vos propositions et je les appuierai. Il me tarde d'en finir car il y a des soulèvements de paysans en Lorraine. Une colonne de mes troupes y a perdu trois mille hommes et sans avoir vu un seul soldat français. Revenez à neuf heures. Nous terminerons[2]. »

Les membres du gouvernement provisoire et les ministres attendaient avec anxiété dans un salon contigu la fin de la conférence. Quand les envoyés de Napoléon sortirent, ils s'avancèrent pour leur parler. Ils furent plus que froidement reçus. Caulaincourt faillit se porter à des voies de fait envers l'abbé de Pradt qui plaisantait avec autant d'esprit que de bon goût sur la situation de l'empereur. Ce grand chancelier de la Légion d'honneur se déroba par un escalier de service. Macdonald dit à Dupont : « — L'empereur vous a traité avec sévérité, mais vous avez bien mal choisi votre moment pour vous venger ». Le général de Beurnonville lui tendit la main. Il la refusa. « — Votre conduite, dit-il, me fait oublier une amitié de trente ans[3]. »

Pendant ce bruyant colloque, un aide de camp de Schwarzenberg sortit de chez le czar en lui parlant à voix basse. Macdonald entendit ces mots : *totum corpus*. L'aide de camp venait d'apporter à Alexandre la nou-

1. « Les négociations semblaient promettre les plus heureux résultats... » *Lettre* de Ney, Fontainebleau, 5 avril, 11 heures et demie du soir. (*Moniteur*, 7 avril) et récit de Macdonald (*Mém. de Belliard*, I, 189).

2. Macdonald, *Souv.*, 277-278.

3. Ségur, VII, 179. Pseudo Bourrienne, X, 100-101. Macdonald, *Souv.*, 278.

velle que le corps de Marmont tout entier passait dans les lignes autrichiennes[1].

Un incident fortuit avait amené cet événement. Entre six et sept heures du soir, comme la nouvelle de l'abdication venait d'être communiquée aux troupes, qui l'avaient accueillie avec une grande agitation[2], un ordre de Berthier à Marmont, l'invitant à se rendre sur-le-champ chez l'empereur, était arrivé à Essonnes[3]. En l'absence du duc de Raguse, le chef d'état-major Meynadier transmit le message au général Souham. Cet ordre, qui n'avait rien de personnel à Marmont, puisque les mêmes instructions étaient adressées à tous les commandants de corps d'armée et de divisions indépendantes[4], commença d'inquiéter Souham. Son inquiétude se changea en effroi, quand il apprit qu'un officier d'ordonnance de l'empereur, le chef d'escadrons Gourgaud, demandait à lui parler. Dans son trouble, Souham oubliait que c'était l'usage au quartier impérial d'envoyer les ordres en double expédition. Il refusa de recevoir Gourgaud. Le général portait un secret trop dangereux pour se sentir en sûreté. Il s'imagina que tout le monde, et l'empereur le premier, connaissait la culpabilité de Marmont et de ses lieutenants, et que Napoléon le mandait à Fon-

1. Macdonald, *Souv.*, 279. Cf. Vitrolles, I, 350. — C'est l' « événement imprévu » auquel Ney fait allusion dans sa lettre du 5 avril (*Moniteur* du 7 avril). «... un événement imprévu ayant tout à coup arrêté les négociations... »

2. «... Je remarquai un redoublement d'inquiétudes. « Lettre précitée de Bordesoulle à Mortier. — « Les têtes sont désorganisées. » Lettre précitée de Lucotte à Napoléon.

3. « L'intention de l'empereur est que vous vous rendiez ce soir au palais de Fontainebleau à 10 heures, 4 avril. » Registre de Berthier. Cf. *Correspondance de Napoléon*, 21 553. Relation de Gourgaud et Questionnaire de Gourgaud à Fabvier.

4. *Correspondance de Napoléon*, 21 553 ; Registre de Berthier (à Marmont, Mortier, Oudinot, Belliard, Gérard, Corbier, Dulauloy, Friant, Sébastiani, Trelliard, Ornano, etc.). — Comme on le verra au chapitre suivant, il s'agissait de provoquer une Adresse contre les Bourbons dans tous les corps d'armée.

tainebleau. à défaut du duc de Raguse absent, pour le faire arrêter. « — Il me ferait fusiller, le b.....! » dit-il aux généraux qu'il réunit aussitôt. Meynadier, Digeon, Ledru-Desessarts, Bordesoulle, Merlin, Joubert. (Lucotte ne fut pas averti, et d'ailleurs il fût resté à son poste[1]) se sentaient complices au même degré que Souham. Ils partagèrent ses craintes. « — Le maréchal, dit Souham, s'est mis en sûreté à Paris. Je suis plus grand que lui, je ne suis pas d'humeur à me faire raccourcir. » On décida qu'à l'exemple de Marmont, il fallait se mettre à l'abri. Les généraux pouvaient fuir. A la désertion ils préférèrent la défection. Ordre fut donné à toutes les troupes, infanterie, cavalerie, artillerie, équipages, de prendre les armes. Souham dépêcha un officier au prince de Schwarzenberg pour l'avertir de l'exécution du mouvement projeté. Comme on pense, le général en chef des armées alliées s'y prêta de bonne grâce[2].

Fabvier connaissait les desseins qu'avait conçus son chef et auxquels il avait semblé renoncer. Quand il vit les troupes prendre les armes, il ne douta pas que l'on ne se disposât à passer outre au contre-ordre du maréchal. Il joignit Souham et l'interpella vivement, ainsi que les autres généraux, les conjurant de rester à Essonnes jusqu'au retour du duc de Raguse, ou au moins jusqu'à la réception d'un nouvel ordre qu'il s'offrait d'aller chercher. Mal reçu par ses supérieurs qui lui imposèrent silence, Fabvier sauta en selle et partit au triple galop pour Paris

1. Ordre du jour du Lucotte, Corbeil, 5 avril (*Moniteur* du 7 avril) : «... Les braves ne désertent jamais, il doivent mourir à leur poste. »

2. Relation précitée de Gourgaud (citée par Marmont, VI, 348). Lettres de Bordesoulle a Marmont, 5 avril et a Mortier (cité par Rapetti, le *Maréchal Marmont devant l'Histoire* 94-100). Questionnaire de Gourgaud a Fabvier (Cité par Rapetti, *Défection de Marmont*, 349-352). Marmont, *Mém.*, VI, 263. Récits de Magnien (*Mém., de Belliard*, I, 182-186), et du colonel Combes (cité par Rapetti, 348) ; Thielen, 465.

afin de prévenir le maréchal[1]. Il traversa sans peine les lignes ennemies. Déjà Marmont y était trop bien connu pour que le titre d'aide de camp du duc de Raguse ne fût pas le meilleur des sauf-conduits.

Les troupes se mirent en mouvement vers onze heures[2]. Elles marchèrent d'abord sans aucune défiance, croyant aller occuper de nouvelles positions. Ordre était donné aux officiers de se tenir exactement à leurs places réglementaires et de faire garder le plus strict silence dans les rangs. Cette précaution empêchait chacun de se communiquer ses inquiétudes. D'ailleurs les vedettes et les avant-postes ennemis se repliaient des deux côtés de la route à l'approche des Français. Le capitaine Magnien, adjoint à l'état-major, Combes, alors lieutenant-adjudant-major, et quelques officiers eurent cependant des soupçons. Ils quittèrent la colonne et repassèrent l'Essonne. A l'arrière-garde, un escadron de lanciers polonais tourna bride. Arrivés près de Juvisy, les soldats commencèrent à s'étonner du bruit d'armes et de chevaux qu'ils entendaient à leur droite et à leur gauche. Ils pensèrent que c'était de la cavalerie française. Au lever du jour, quelle surprise ! On était dans les lignes ennemies. Des cuirassiers russes chevau-

1. Questionnaire de Gourgaud à Fabvier. Cf. Marmont, *Mém.*, VI, 263.

2. Marmont (*Réponse à la Proclamation du Golfe Juan*) dit : 4 heures du matin C'est une erreur qui a été reproduite par presque tous les historiens et qui a donné lieu à cette autre erreur que le czar n'apprit cette nouvelle qu'assez tard dans la matinée du 5 avril. Je m'en rapporte à des témoignages plus sûrs : 1° D'après le questionnaire de Gourgaud à Fabvier, Fabvier, arriva à une heure du matin à Paris ayant quitté Essonnes quand déjà le corps d'armée se préparait à se mettre en marche, ou même selon Marmont, était en marche. Or il y a 30 kilomètres d'Essonnes à Paris. A grande allure, — car on conçoit que Fabvier ne ménagea pas son cheval — mais en pleine nuit il faut au moins deux heures pour ce trajet; 2° Bordesoulle dit qu'à 11 heures un quart les troupes étaient en mouvement ; 3° Magnien, Combes Thielen parlent « de la nuit noire » ; 4° Lucotte dans son ordre du jour dit : « *Cette nuit*, l'armée a quitté Essonnes » ; 5° La lettre de Berthier à Mortier datée de 3 heures du matin, témoigne qu'à cette heure-là Napoléon était averti de la défection du 6e corps. Or il y a 30 kilomètres d'Essonnes à Fontainebleau.

chaient sur les deux flancs de la colonne, les Autrichiens et les Bavarois prenaient les armes à la tête des bivouacs et rendaient aux Français les honneurs militaires. Des murmures, des cris de trahison éclatèrent dans les rangs; des huées accueillirent les généraux qui tentèrent de calmer l'effervescence. Mais les troupes étaient en colonne et entourées d'ennemis, elles ne pouvaient se concerter sur le parti à prendre. Chaque section était isolée. Puis, le soldat est crédule comme l'enfant. On s'imagina qu'on allait s'unir aux Autrichiens pour maintenir l'empereur sur le trône. Les malheureux soldats continuèrent leur marche dans la direction de Versailles[1].

La cause des Bourbons était gagnée. La défection du 6e corps désarmait Napoléon, physiquement et moralement. Il lui devenait impossible de livrer une dernière bataille sous Paris, et ses mandataires n'étaient plus fondés à invoquer la volonté de l'armée. Qu'étaient des paroles devant le fait d'un corps entier qui désertait? Toutes les hésitations du czar tombèrent. « — Vous le voyez, dit-il d'un ton inspiré à Pozzo di Borgo, c'est la Providence qui le veut. Elle se manifeste, elle se déclare. Plus de doute, plus d'hésitation[2]. » Pour Alexandre, l'empire avait désormais accompli ses destinées.

Ce même jour, 5 avril, vers neuf heures du matin, Caulaincourt, Ney et Macdonald furent de nouveau reçus par le Czar. Le roi de Prusse était avec lui.

1. Récits précités de Magnien et de Combes. Koch, II, 582, Thielen, *Feldzug der verbündeten Heere*, 465. Cf. Ordres du jour de Schwarzenberg et de Barclay, 4 avril, cité par Plotho, III, 431-432. — C'est Thielen, qui, officier d'ordonnance de Schwarzenberg et chargé par celui-ci d'accompagner le 6e corps à Versailles, rapporte que les Français croyaient s'unir aux Autrichiens.

2. *Pasquier*, *Mém*, II, 311. Cf. Lettre de Ney, 5 avril (*Moniteur* du 7 avril), Ravigo *Mém.*, VII, 127. Fain, 243. Macdonald. *Souv.*, 283. — Seul de tous les contemporains, Vitrolles proteste que la défection du 6e corps n'eut aucune influence sur la décision du czar. C'est nier la logique des événements.

Frédéric-Guillaume, en sa bonne grâce tudesque, commença par apostropher les maréchaux, disant que les Français avaient fait le malheur de l'Europe. Alexandre l'arrêta : « — Mon frère, dit-il ce n'est pas le moment de revenir sur le passé. » Puis abordant le sujet même de la conférence, il déclara nettement que lui et ses alliés ne pouvaient admettre l'abdication de Napoléon en faveur de son fils. Ils exigeaient une abdication pure et simple. Quant à l'empereur Napoléon, il conserverait « le titre sous lequel il était généralement connu » et aurait la souveraineté de l'île d'Elbe[1]. Caulaincourt et les deux maréchaux ne s'attendaient que trop à la revirade du Czar, car eux aussi connaissaient l'abandon d'Essonnes par le 6e corps. Ils l'avaient appris de Marmont lui-même comme ils achevaient de déjeuner de très bon matin, chez le prince de la Moskowa. Son air égaré, ses paroles haletantes trahissaient sa confusion[2] : « — Je donnerais un bras, s'écria-t-il, pour que cela ne fût pas arrivé. » Ney répliqua durement : « — Un bras ? dites la tête, ce ne serait pas trop[3]. »

Peut-être Marmont avait-il alors quelques remords. Mais ses velléités de conscience tombèrent vite devant les félicitations des membres du gouverne-

1. Macdonald, *Souvenirs*, 280-282. Cf. Pasquier II, 310-311. Rovigo, VII, 129-130 Vitrolles, 350-351.

2. Macdonald, 297. Cf. Marmont, VI, 263.

Marmont avait été averti dans la nuit, chez le maréchal Ney, par le colonel Fabvier, et aussitôt il était allé avec Fabvier à l'hôtel Talleyrand pour y communiquer cette grave nouvelle aux plénipotentiaires de l'empereur (Questionnaire de Gourgaud à Fabvier, cité par Rapetti, *Défection de Marmont*, 350-352). Mais, ou il ne les avait plus trouvés ou, se ravisant il ne leur avait rien dit. Marmont prétend toutefois (*Mém.*, VI, 263) qu'il ne vit Fabvier que le 5 avril vers huit heures du matin. Mais d'une part, il est impossible d'admettre que Fabvier parti vers onze heures d'Essonnes ne soit arrivé à Paris qu'à huit heures. D'autre part le témoignage de Fabvier est précis et formel : 1° Il arriva à Paris vers une heure ; 2° il trouva Marmont seul chez le maréchal Ney, alors que les plénipotentiaires étaient chez le czar ; 3° Marmont et lui allèrent aussitôt à l'hôtel Talleyrand.

3. Ségur, *Mém.*, VII. 176.

ment provisoire. Si le duc de Raguse eût senti la honte dont allait le couvrir à jamais la défection d'Essonnes, il n'eût pas perdu une heure pour rejoindre son corps d'armée et le ramener dans les lignes françaises par la route de Rambouillet, qui était encore libre. S'il craignait d'exposer ses soldats à un combat avec les masses de cavalerie ennemie qu'on aurait envoyées à leur poursuite, il pouvait courir à Fontainebleau, se jeter aux pieds de l'empereur et lui « apporter sa tête », comme il se l'était promis la veille[1]. Napoléon, sans doute, eût pardonné à son repentir, et sinon Napoléon, la postérité. Mais le duc de Raguse avait trop d'orgueil pour s'humilier. Ce qu'il avait fait était bien fait. Il avait sauvé la France, son crime était une action d'éclat. Il provoqua l'insertion au *Moniteur* de sa correspondance avec Schwarzenberg[2], et il mit cette proclamation à l'ordre de son corps d'armée : « C'est l'opinion publique que vous devez suivre, et c'est elle qui m'a ordonné de vous arracher à des dangers désormais inutiles[3]. »

Après avoir envoyé cette proclamation, le maréchal quitta Paris pour aller passer ses troupes en revue. Celles-ci étaient arrivées à Versailles, fort inquiètes et fort irritées ; et la vue des cocardes blanches que portaient quelques habitants avait allumé les colères. Des officiers, en défilant, jetaient bas du plat de l'épée les chapeaux des royalistes[4]. Les hommes, cependant, ayant à peine dormi deux

1. « Je rédigeai une lettre à l'empereur dans laquelle je lui annonçais qu'après avoir rempli les devoirs que m'imposait le salut de la patrie, j'irais lui apporter ma tête. » Marmont, *Mémoires*, VI, 260. — Cette lettre ne fut pas envoyée a l'empereur. On pourrait même douter qu'elle eût jamais été écrite si Ségur n'en donnait le texte dans ses *Mémoires*, VII, 168-169.

2. *Moniteur* du 7 avril. Cf. Marmont, *Mémoires*, VI, 266.

3. Ordre du jour au 6e corps d'armée, Paris, 5 avril. *Moniteur* du 7 avril.

4. Thielen, *Feldzug der verbündeten Heere gegen Paris*, 465.

heures dans la nuit et ayant fait plus de dix lieues, tombaient de fatigue. Ils se laissèrent conduire à leurs cantonnements. Mais il y eut des conciliabules entre les officiers et entre les soldats. On se désabusait et on s'excitait mutuellement. Il n'était plus douteux que les généraux n'eussent livré le corps d'armée à l'ennemi. Soudain ordre fut donné aux troupes de se préparer pour une revue. Les soldats, qui savaient que Versailles était occupé par la cavalerie russe, crurent qu'on allait les désarmer. Ils s'assemblèrent tumultuairement sur la place d'Armes, criant à la trahison et proférant des menaces contre les généraux. Des officiers se jugeant déshonorés par cette trahison, dont leurs chefs les avaient faits les complices inconscients, arrachaient leurs épaulettes ; des soldats brisaient leurs fusils. Souham, Bordesoulle et plusieurs généraux s'approchèrent pour calmer la troupe ; leur présence l'exaspéra. D'abord ce furent des huées et des vociférations ; puis comme les généraux ne se retiraient pas assez vite, on les salua d'une centaine de coups de fusils et de pistolets. Ils s'enfuirent jusqu'à la porte de Versailles. Alors les soldats coururent par bandes furieuses dans les rues désertées. Les habitants se barricadaient dans leurs demeures, et les cuirassiers russes se gardaient de sortir du quartier de cavalerie. Des officiers parvinrent à rallier les soldats sur la place d'Armes. Une proposition de rejoindre l'armée impériale fut acclamée ; on déféra le commandement au colonel Ordener, du 30e régiment de dragons, et la colonne se mit en marche sur la route de Rambouillet aux cris de : Vive l'empereur ! A bas les traîtres [1] !

1. Lettre précitée de Bordesoulle à Mortier. Thielen, 465. Marmont. *Mémoires*, VI, 266-267. Cf. Rovigo. VII, 138. Pseudo-Bourrienne, X, 106-107. Koch, II, 605.

Souham avait envoyé plusieurs messages à Marmont pour l'informer de la sédition. Le maréchal les reçut sur la route. « A chaque quart de lieue, dit-il, les nouvelles se succédaient de plus en plus alarmantes. » Les généraux, dans un grand désarroi, étaient réunis à la porte de Versailles, Marmont leur dit qu'il fallait rejoindre les troupes. « — Gardez-vous-en bien, monsieur le maréchal, s'écria un général, les soldats vous tireront des coups de fusil. » Le duc de Raguse n'avait pas peur des coups de fusil, et dans sa conscience oblitérée, il n'appréhendait même pas de se montrer aux soldats qu'il avait livrés à l'ennemi. « — Libre à vous, répondit-il, de rester ici ; quant à moi, mon parti est pris : dans une heure ou je n'existerai plus ou j'aurai fait reconnaître mon autorité, » Et il piqua des deux pour rejoindre la colonne. Toutefois, pendant quelque temps, il se contenta de la suivre à distance ; il ne craignait pas pour sa vie, mais il jugeait que dans l'exaspération où se trouvaient les troupes, ses paroles ne seraient pas écoutées. « Il y avait, conte-t-il, beaucoup de soldats ivres, il fallait leur donner le temps de recouvrer la raison. » (Ivres ! De quelle ivresse étaient ivres ces braves qui en marchant sur Fontainebleau dictaient son devoir au maréchal Marmont ?) Après avoir cheminé au pas pendant une demi- lieue, le duc de Raguse envoya en avant un aide de camp qui rapporta que les troupes paraissaient plus calmes. Marmont laissa encore s'écouler quelques instants ; puis ayant dépêché deux nouveaux aides de camp, le premier pour annoncer sa prochaine arrivée, le second pour donner l'ordre aux officiers de faire faire halte et de se réunir par brigade à la gauche de leurs troupes il rejoignit la queue de la colonne et mit pied à terre devant le pre-

mier groupe d'officiers. Vraisemblablement le maréchal fut d'abord mal accueilli, mais il savait comme il faut parler aux soldats. Il leur montra son bras en écharpe, il rappela les combats qu'ils avaient livrés ensemble, les périls partagés, les efforts communs. « — Depuis quand, osa-t-il dire, êtes-vous autorisés à vous défier de moi ? » Les officiers déjà ébranlés ne pensèrent pas à lui répondre que c'était depuis le jour où il avait trahi le devoir militaire. Marmont continua en assurant que les troupes n'avaient jamais dû être désarmées, qu'elles étaient l'honneur et la sauvegarde du pays et que Napoléon ayant abdiqué, elles devaient obéir au gouvernement de la France. « — Votre honneur, s'écria-il. m'est aussi cher que le mien propre. » Hélas ! quelle idée de l'honneur se faisait le duc de Raguse ! Sans se laisser intimider par les murmures menaçants qui partaient des rangs, le maréchal recommença la même parade de beaux sentiments devant les différents cercles d'officiers. Les chefs se laissèrent convaincre, ils calmèrent leurs soldats. Les troupes résignées se mirent silencieusement en marche pour aller prendre de nouveaux cantonnements [1].

Tout fier d'avoir consommé sa trahison... (« Je peux difficilement exprimer ma satisfaction, dit-il, de ce succès aussi complet, prix d'un ascendant, mérité d'avance, sur mes troupes, ») le maréchal Marmont revint au galop annoncer la bonne nouvelle à l'hôtel Talleyrand. Les inquiétudes y étaient extrêmes. La révolte des troupes menaçait de tout remettre en question. Quel effet eût produit chez les souverains et chez les diplomates alliés, à l'armée de Fontainebleau, dans Paris, dans la France

1. Marmont, *Mémoires*. VI ; 266-268. Cf. Lettre précitée de Bordesoulle à Mortier, Thielen, 465.

entière, un pareil exemple de fidélité à Napoléon[1] ! Marmont fut reçu en triomphateur. « Il me semble encore, dit Bourrienne, voir arriver le maréchal chez M. de Talleyrand, au moment où tout le monde avait fini de dîner. Je le vois seul, à table, devant un petit guéridon sur lequel on l'avait servi au milieu du salon ; chacun de nous allait le complimenter. Il fut le héros de la journée[2]. »

Le triomphe fut d'un jour, l'expiation dura plus de trente années. Comme Marmont lui-même le dit à une heure de douloureux emportement, il garda « du 1814 sur son uniforme » . Dans le peuple, dans l'armée, à la cour, aucune injure, aucun outrage ne fut épargné au duc de Raguse. Sous la première Restauration, on disait ragusade pour trahison, et l'on appelait la compagnie de gardes du corps que commandait Marmont : la compagnie de Judas. En 1815, Napoléon flétrit comme traître son ancien compagnon d'armes et le raya de la liste des maréchaux. En 1830, le duc d'Angoulême dit du commandant malheureux de l'armée de Paris : « Il nous a trahi comme il a trahi l'autre ! » La clameur de la conscience publique poursuivit Marmont au delà des frontières. A Venise, quand le vieux maréchal, songeant à la France où il aurait voulu aller mourir, passait tristement sur le quai des Esclavons, les enfants du peuple le montraient au doigt et criaient : « Voici celui qui a trahi Napoléon[3] ! »

1. Marmont. VI, 269. Pseudo-Bourrienne X, 108-109. Cf. Pasquier, II, 313 « Ainsi fut terminée une crise qui aurait pu avoir de grandes conséquences. »

2. Pseudo-Bourrienne, X, 108-109. Marmont, VI, 269.

3. « *Ecco colù ga tradi Napoleon!* »

IV

L'ABDICATION

C'était contraint par ses maréchaux que Napoléon avait abdiqué en faveur du roi de Rome ; mais le sacrifice accompli, il s'était sincèrement résigné. Aussitôt après le départ des plénipotentiaires, il écrivit une lettre à l'impératrice, l'autorisant à prier l'empereur d'Autriche d'intervenir dans les négociations entamées avec le czar[1]. Tout en s'efforçant par cette démarche de faciliter la mission de ses envoyés, l'empereur doutait du succès. Il ne comptait pas pour cela en être réduit à la discrétion de l'ennemi. En signant l'abdication, l'empereur avait eu cette arrière-pensée que si ses conditions n'étaient pas acceptées par les Alliés, les chefs de l'armée reviendraient à lui. Les maréchaux lui avaient imposé son abdication. En les chargeant d'en porter l'acte, Napoléon les forçait à faire leur cause de la sienne. Il les savait désireux de la régence autant qu'hostiles à la royauté. L'abdication refusée, ils ne pourraient plus que combattre.

Dans l'hypothèse du rejet de ses propositions, l'empereur, vers la fin de la journée du 4 avril, dépêcha

1. Lettre du duc de Cadore à Marie-Louise, Joigny, 7 avril. Arch. nat., AF. IV, 1670. Fain, 236. Cf. Meneval, II, 66. — Le duc de Cadore avait été désigné pour cette mission par Napoléon à Marie-Louise comme ancien ambassadeur à Vienne où il avait été fort bien traité par l'empereur François. Il partit le 6 avril. Le 7, Marie-Louise envoya encore le comte Regnault de Saint-Jean-d'Angély et le 8 Saint-Aulaire et Bausset.

aux commandants de corps d'armée et de divisions indépendantes l'ordre de se rendre au palais à dix heures du soir[1]. Sûr du dévouement des troupes qui, à Fontainebleau, n'avaient pas cessé de l'acclamer, Napoléon l'était moins de celui des généraux. Il voulait provoquer dans l'armée une adresse, une sorte de plébiscite qui affermît tous les esprits et engageàt toutes les consciences. A l'heure indiquée, les officiers généraux furent reçus par l'empereur. Il leur apprit l'état des choses et leur demanda s'ils voulaient abandonner la cocarde tricolore et servir les Bourbons. Sans doute, tous l'assurèrent de leur fidélité. On arrêta qu'une adresse serait signée dans les différents corps d'armée[2].

1. *Correspondance de Napoléon*, 21 553. Registre de Berthier (ordres à Marmont, Mortier, Oudinot, Moncey, Belliard, Gérard, Sébastiani, etc., etc., Fontainebleau, 4 avril). Arch. de la guerre. — On a vu que cet ordre imprévu détermina Souham et ses camarades à passer dans les lignes ennemies avec le corps de Marmont.

2. Rien n'a transpiré jusqu'ici de cette réunion de généraux chez l'empereur dans la soirée du 4 avril. Aucun auteur de *Mémoires*, pas même Fain ni Gourgaud, aucun historien n'en a parlé. Tout ce que l'on sait, et par la *Correspondance de Napoléon* et par le Registre de Berthier, c'est qu'il y eut convocation. Un document que nous ne prétendons pas avoir découvert (il est cité par Rapetti, 370), mais dont nous révélons du moins l'importance (Rapetti n'y attache aucun intérêt) permet de connaître le but et le résultat de cette réunion. C'est cette lettre de Gérard, commandant le 2e corps d'armée, à l'un de ses divisionnaires, le général Duhesme :

« Fontainebleau, 5 avril. Des malveillants ont profité de la présence de l'ennemi à Paris pour manifester le désir de voir revenir sur le trône la dynastie des Bourbons... L'empereur voulant connaître le vœu de l'armée à cet égard, je vous prie de réunir les officiers de tout grade de votre division et de leur demander leur sentiment. Si, comme je le pense, ils ne veulent pas sacrifier vingt années de gloire et de travaux, il sera fait une adresse dans le corps d'armée qui sera signée de tous et qui exprimera énergiquement qu'ils n'admettront jamais un Bourbon... Je vous prie de me faire connaître le résultat de cette convocation qui devra avoir lieu au point du jour. »

Ainsi la lettre de Gérard à Duhesme s'accorde avec la lettre de la *Correspondance* (21 553), et l'explique. Gérard est mandé le 4 avril à 10 heures du soir au palais avec les autres commandants de corps d'armée. L'empereur exprime aux généraux son désir de connaître le vœu de l'armée. Aussitôt après l'entretien, entre minuit et une heure (c'est pourquoi Gérard date sa lettre du 5 avril), le commandant du 2e corps écrit à ses divisionnaires, et il ordonne que la convocation ait lieu au point du jour (c'est-à-dire le 5). Cette lettre n'est donc point, comme le croit Rapetti, « une manifestation individuelle. » C'est au contraire la conséquence d'une décision prise en commun d'après le désir de l'empereur, décision qui dément absolument l'hypothèse de plusieurs historiens d'une attaque pour le lendemain 5 avril.

Une lettre du général Lucotte, portant que selon les instructions de Marmont l'abdication venait d'être mise à l'ordre et que la plus grande agitation régnait chez les troupes, puis le rapport verbal de Gourgaud sur le départ du duc de Raguse pour Paris et sur l'absence du général Souham de son quartier général avaient commencé à inquiéter l'empereur. Mais il ne s'alarma pas cependant de ces étranges nouvelles[1]. Il attribua ce qui se passait au camp d'Essonnes à des malentendus. Comment Napoléon eût-il pu penser qu'un maréchal d'empire et onze mille soldats français allaient déserter leur poste et passer à l'ennemi !

Entre une heure et deux heures du matin arrivèrent successivement à Fontainebleau le lieutenant Combes, le capitaine Magnien et plusieurs officiers polonais, qui avaient quitté la colonne de Souham. Reçus par l'aide de camp de service, ils furent vite introduits chez l'empereur. Napoléon, tantôt marchant les mains derrière le dos, tantôt s'arrêtant, les interrogeait avec un calme extraordinaire. Il ne pouvait croire à la défection du duc de Raguse. Enfin, lorsque devant tant de témoignages il ne lui fut plus possible de douter, il s'assit, muet et le regard fixe. Puis après un long silence, il dit, comme achevant une phrase commencée tout bas : « — L'ingrat ! Il sera plus malheureux que moi[2]. »

La ligne de l'Essonnes était découverte, on risquait

Cette adresse fut-elle signée? C'est plus que douteux. D'une part tous les généraux ne furent sans doute pas aussi empressés que Gérard à communiquer le désir de l'empereur à leurs sous-ordres. D'autre part, la défection de Marmont, connue dès le lendemain matin, paralysa les dernières bonnes volontés.

1. Lucotte à Napoléon, Corbeil. 4 avril. Arch. nat., AF. IV. 1670 Relation de Gourgaud, dans *Bourrienne et ses erreurs*, II, 334.

2. Relation précitée de Gourgaud. Fain, 237. Récit de Combes (cité par Rapetti, 349), Récit de Magnien dans les *Mémoires de Belliard*, I, 182-186.

d'être attaqué. Le plus pressé n'était pas de récriminer. L'empereur envoya Belliard aux avant-postes avec ce qu'il put ramasser de cavalerie. Ordre fut dépêché au duc de Trévise de porter son quartier général à Essonnes[1]. Bientôt une lettre du général Krazinski vint témoigner à l'empereur qu'il n'était cependant pas abandonné par toute l'armée. « Sire, écrivait ce général, des maréchaux vous trahissent. Les Polonais ne vous trahiront jamais. Tout peut changer, mais non leur attachement. Notre vie est nécessaire à votre sûreté. Je quitte mon cantonnement sans ordre pour me rallier près de vous et vous former des bataillons impénétrables[2]. »

Le lendemain, 5 avril, ou peut-être dans cette nuit même, Napoléon écrivit le bel ordre du jour à l'armée où perce tant d'amertume et de découragement, et qui semble moins une proclamation faite pour enflammer des troupes qu'un appel à la postérité[3]. A midi, il passa en revue dans la cour du Cheval-Blanc les débris du 7e corps. Les vieux soldats d'Espagne de la division Leval l'acclamèrent, comme la veille et l'avant-veille l'avaient acclamé les bataillons de la garde. Mais la défection du duc de Raguse lui enlevait onze mille hommes. Avec sa petite armée ainsi réduite, il ne pouvait plus combattre sous Paris si ses propositions étaient rejetées. Il se prépara à se retirer derrière la Loire. A trois heures, la vieille garde

1. *Mémoires de Belliard*, I, 186. Registre de Berthier (à Mortier, 5 avril, 3 heures du matin). Arch. de la guerre.

2. Krazinski à Napoléon, Chevannes, 5 avril. Arch. nat., AF. IV, 1670. — Le brave général arriva en effet à Fontainebleau vers midi.

3. Fain, 236. *Correspondance de Napoleon*, 21557. — En comparant cette proclamation avec l'allocution du 3 avril, il est facile de voir que bien des événements se sont accomplis et que bien des espérances sont tombées. Koch (II, 601-602) assure que cet ordre du jour ne fut lu aux troupes que le 6 avril, c'est-à-dire après l'abdication définitive. La chose paraît vraisemblable.

bivouaquée autour de Tilly, reçut l'ordre de rentrer à Fontainebleau et d'aller s'établir sur la route d'Orléans[1]. Ce n'était que le commencement d'un mouvement général. Napoléon avait conçu son plan de retraite ; il attendait pour l'exécuter des nouvelles de Paris. Vers la fin de la journée, comme sans doute il ne pouvait plus lutter contre le pressentiment que la trahison de Marmont entraînerait la rupture des négociations, il donna ses ordres. La garde, formant la tête de colonne avec le corps de Gérard, se mettrait en route pour Malesherbes, le 6 avril au point du jour. Les autres troupes suivraient le mouvement dans la matinée. Le corps de Mortier, faisant l'arrière-garde, marcherait de Menecy sur Fontainebleau où il cantonnerait pendant la nuit. Le 7 avril, la tête de l'armée serait à Pithiviers et l'arrière-garde entre Fontainebleau et Malesherbes[2].

Dans la soirée, entre neuf et dix heures,[3] les trois commissaires de l'empereur revinrent à Fontainebleau. Ils dirent le résultat de leur mission. La défection du 6e corps avait paralysé la bonne volonté d'Alexandre. Il n'acceptait pas l'abdication en faveur du roi de Rome, et le sénat allait proclamer le comte

1. Agenda du général Pelet. Arch. de la guerre.

2. *Correspondance de Napoléon*, 21556. Registre de Berthier (ordres à Drouot, Gérard, Lefol, Oudinot, Molitor, Mortier, Piré, etc., Fontainebleau, 5 avril, 11 heures du soir).

Il y a généralement concordance horaire, à une demi-heure près, entre les ordres de la *Correspondance* et les mêmes ordres transcrits dans le registre de Berthier. Jamais il n'y a plus de deux heures de différence. Ainsi l'ordre de l'empereur dut être donné au plus tôt à 9 heures du soir. Il fut écrit, en tous cas, avant l'arrivée des maréchaux.

Nous lisons avec surprise dans une note de la *Correspondance :* « Ce mouvement ne fut pas exécuté par suite de la défection du 6e corps. » Or ce fut au contraire par suite de la défection du 6e corps que ce mouvement fut ordonné.

3. Macdonald (*Souv.* 283) dit : une heure du matin, mais la lettre de Ney à Talleyrand (citée dans le *Moniteur* du 7 avril) où il rapporte le résultat de l'entrevue avec Napoléon, porte : « Fontainebleau, 5 avril, 11 heures et demie du soir. »

de Provence sous le nom de Louis XVIII. Le czar garantissait à Napoléon la souveraineté de l'île d'Elbe [1]. On offrait à César l'empire de Sancho Pança!

Surtout depuis l'événement d'Essonnes, l'empereur est préparé au refus du czar. Il déclare qu'il en appellera aux armes. « — La guerre, dit-il, n'offre rien désormais de pire que la paix. » Puis, avec un grand calme, il expose son plan de retraite derrière la Loire, montrant ses cartes et faisant le dénombrement des forces qui restent pour la résistance. Il y a encore les cinquante mille hommes de l'armée impériale; il y a l'armée d'Augereau, il y a celles de Soult, de Suchet, de Maison, du prince Eugène; il y a les dépôts, les forteresses, les populations prêtes à s'insurger. « On peut peut-être encore tout sauver. » L'empereur espérait que les maréchaux, désabusés sur les intentions des Alliés et hostiles aux Bourbons par sentiment et par intérêt, reprendraient ardemment l'épée. Illusions! Après avoir tenté de faire substituer la régence à l'empire, les maréchaux avaient pris leur parti de la royauté. Il ne leur avait fallu pour cela qu'une journée passée à Paris et deux entretiens avec le czar. Las de donner des raisons à des gens qui étaient déterminés à n'en point écouter, Napoléon se résigna ou parut se résigner. Il congédia les plénipotentiaires en ajournant au lendemain la remise de son acte d'abdication[2].

1. L'offre de l'île d'Elbe avait été faite par le Czar au cours de la seconde audience, dans la matinée du 5 avril. Voir **1814**, 626.

D'après la lettre précitée de Ney à Talleyrand, ce maréchal serait revenu le premier à Fontainebleau et aurait vu l'empereur seul; — d'après Fain (243) c'est Caulaincourt qui vit d'abord Napoléon; — d'après Macdonald (283) les trois plénipotentiaires partis ensemble revinrent ensemble rendre compte de leur mission. Cela parait plus probable.

2. Ney à Talleyrand, Fontainebleau, 5 avril, 11 heures et demie du soir (*Moniteur* du 7 avril). Fain, 242-244. Macdonald, 283-287. Récit du *Journal des Débats*, du 9 avril.

Cet engagement était-il sincère? Napoléon qui depuis le matin prévoyait le rejet de ses propositions et qui avait pris des mesures en conséquence, se rendit-il si facilement aux volontés de ses maréchaux? Renonça-t-il si vite au mouvement sur Pithiviers, dont à cette heure même le major-général transmettait les ordres? Perdant soudain tout espoir et toute énergie, révoqua-t-il incontinent ses ordres de marche? Ou, toujours résolu, les maintint-il et ne furent-ils pas obéis? Ce qui paraît certain, c'est que les ordres furent transmis, qu'il n'y fut pas donné contre-ordre par écrit et que le mouvement, qui devait s'opérer à la pointe du jour, ne fut point commencé [1].

Le trouble était dans tous les esprits. La défection du 6e corps avait indigné l'armée. On parlait de « l'infâme Marmont », on l'appelait « traître » et « déserteur ». Mais tout en condamnant son action, les généraux discutaient les mobiles qui l'avaient guidé. La résistance ne paraissait plus possible. Le duc de Raguse ne voulait-il pas sauver l'armée de la destruction et la France de la guerre civile? L'enthousiasme qu'avait provoqué chez les troupes, le 3 avril, la harangue de l'empereur n'avait point pénétré les états-majors, et, depuis cette revue, les nouvelles de Paris étaient venues augmenter l'abattement. On n'ignorait pas que les maréchaux avaient arraché son abdication à l'empereur. Cet acte de violence n'était point fait pour raffermir la discipline, d'autant que ceux qui l'avaient commis étaient la gloire de l'armée : Ney, le brave

1. D'après l'agenda de Pelet (Arch. de la guerre), l'ordre parvint à la 1re division de la vieille garde (général Friant). Il est présumable qu'il parvint aussi à d'autres divisions et corps d'armée. Dans le registre de Berthier, il n'y a pas de transcription de contre-ordre au mouvement; les ordres susdits sont simplement biffés à l'encre rouge, comme révoqués. Mais le major-général a pu, pour couvrir la non-exécution de ces ordres, les marquer comme révoqués quoiqu'ils ne l'aient pas été.

des braves, le sévère Macdonald, Oudinot, l'ancien commandant du corps des grenadiers, qui comptait plus de blessures que d'années de service. Puis l'abdication, toute conditionnelle qu'elle était, retirait à l'empereur de son autorité. Il n'était plus empereur que conditionnellement. Jusqu'à quel point pouvait-il encore commander? Lucotte lui-même, dans l'énergique ordre du jour où il flétrissait la conduite de Marmont, semblait, tout en affirmant sa volonté de rester à son poste, se dégager du serment d'obéissance à l'empereur : « Les premiers corps de l'État représentent aujourd'hui la France, écrivait-il... Nous servirons la patrie sous tout gouvernement que la majorité de la nation adoptera[1]. »

Dans la soirée du 5 avril, les généraux tinrent une assemblée secrète. Plusieurs d'entre eux, nommément le général Pelet considérant la convocation comme illégale, refusèrent de s'y rendre. Quelles résolutions furent arrêtées dans la réunion ? On le peut soupçonner : A deux heures du matin le général Friant — le général Friant commandant la 1re division de la vieille garde! — avertit Pelet que les commandants de corps d'armée étaient résolus à ne faire aucun mouvement et qu'on n'avait plus à attendre d'ordres de l'empereur[2]. Enfin, dans la matinée du 6 avril, Ney, Macdonald et Caulaincourt enjoignirent au major-général de ne transmettre aucun des ordres que Napoléon pourrait donner en ce qui concernait des mouvements de troupes[3].

Ce même jour, 6 avril, l'empereur réunit une der-

1. Ordre du jour de Lucotte. Corbeil, 5 avril (*Moniteur* du 7 avril). Cf. sur l'état des esprits : Agenda de Pelet, Arch. de la guerre. Macdonald, 287. Koch, II, 594-595. Fain, 244, 247 et *passim*. Curély, 405-407.

2. Agenda du général Pelet, des chasseurs à pied de la vieille garde. Arch. de a guerre.

3. Macdonald, *Souvenirs*, 287-288.

nière fois ses maréchaux. Il fit un suprême appel à leur cœur, parlant encore de continuer la lutte derrière la Loire. Les maréchaux n'écoutaient plus que leur raison. La scène de la veille, qui elle-même avait été la répétition de celle de l'avant-veille, se renouvela. Ney, Oudinot, Macdonald, Lefebvre mettaient moins de feu dans la discussion — il n'en était plus besoin! — mais ils n'y apportaient pas moins de résolution. Ils exposèrent froidement à Napoléon qu'il n'avait plus que des débris d'armées, qu'il était cerné et que réussît-il à atteindre la Loire, ses derniers efforts n'aboutiraient qu'à la guerre civile. Les maréchaux étaient bien déterminés à obtenir l'abdication. Les grands officiers de l'empire avaient condamné l'empire.

Depuis cinq jours, Napoléon n'a vu autour de lui que découragement et menaces, abandon et trahison. Ses appels ne sont pas écoutés, ses ordres ne sont pas obéis. Non seulement il a perdu ses conquêtes, non seulement il va perdre son empire, mais ceux qui lui arrachent l'épée ce sont ses compagnons de guerre, ses frères d'armes, jaloux de ne point attendre un jour pour saluer un nouveau maître. Aux plus terribles retours de la fortune se joignent les plus cruelles blessures de l'amitié violée. L'empereur a souffert toutes les humiliations, toutes les amertumes, toutes les douleurs. Qu'est désormais le dernier sacrifice! « — Vous voulez du repos? dit Napoléon à ses capitaines. Eh bien! ayez-en donc! » Et il écrivit l'acte d'abdication : « Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à ses serments, déclare qu'il renonce pour lui et ses héritiers aux trônes de France et d'Italie, parce qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même

celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France[1]. »

La grande nouvelle connue dans les quartiers généraux, la désertion commença. Chacun trouvait un prétexte pour aller à Paris; celui-ci dans l'intérêt de ses troupes, celui-là pour chercher de l'argent, cet autre pour voir sa femme malade. Le palais de Fontainebleau, hier encore plein d'officiers, se vide peu à peu. Le duc de Bassano, quelques aides de camp, quelques généraux semblent seuls savoir que Napoléon est encore vivant. « On aurait cru, dit le général Pelet, que Sa Majesté était déjà enterrée[2]. » Le 6 avril, au moment même où le maréchal Ney rapportait tout triomphant à Paris l'abdication de l'empereur, le sénat proclamait Louis XVIII. Ce fut le signal de la course à l'adhésion. Entre les généraux s'établit une joute de vitesse où chacun s'efforçait de devancer les autres pour donner son approbation publique aux actes du gouvernement provisoire et pour protester de son dévouement au roi. Le *Moniteur* ne suffit point à insérer les proclamations de Jourdan, d'Augereau, de Maison, les lettres de Lagrange, de Nansouty, d'Oudinot, de Kellermann, de Lefebvre, de Hullin, de Milhaud, de Latour-Maubourg, de Ségur, de Berthier, de combien d'autres encore[3]! Le ministre de la guerre Dupont avait adressé le 7 avril une circulaire à tous les officiers généraux, les invitant « à faire connaître le plus promptement possible leur adhésion personnelle[4] ». Belliard, n'ayant point reçu cet avis par suite de quelque erreur, s'inquiéta et s'émut. Pour-

1. Fain, 246-250. Cf. Macdonald, *Souvenirs*, 288. Rovigo, VII, 159; — Dans le texte original de l'abdication, il y a deux ratures. L'empereur avait voulu écrire d'abord: « ... qu'il ne soit prêt à faire au bien de la nation. »

2. Agenda du général Pelet. Arch. de la guerre. Fain, 245, 259, 261-262.

3. *Moniteur* du 7 au 14 avril.

4. Lettre circulaire de Dupont, 8 avril. Arch. de la guerre.

quoi l'avait-on oublié quand on avait pensé à tous ses camarades? Il ne perdit pas une heure pour écrire au ministre : « Votre Excellence a adressé aujourd'hui une lettre à tous les généraux de division de l'armée pour leur demander leur adhésion au nouvel ordre de choses. Je n'ai pas reçu de lettre. Je pense que c'est une erreur. Je m'empresse donc, monsieur le comte, de vous envoyer mon adhésion au nouveau gouvernement[1]. » C'est par cette lettre que se termine le registre de correspondance de l'aide-major-général Belliard.

Les soldats se montrèrent moins pressés d'oublier leur empereur, moins ardents à abandonner le drapeau de Valmy et d'Austerlitz. La mise à l'ordre de l'abdication provoqua dans l'armée l'étonnement et la colère. Le 7 avril, les régiments de la garde sortirent la nuit des quartiers de Fontainebleau, en armes et portant des torches; ils parcoururent les rues de la ville et les abords du château, aux cris de : « Vive l'empereur! A bas les traîtres! A Paris![2] » Le jour des adieux, ces vieux soldats ne criaient plus : Vive l'empereur! mais leur face crispée, leurs yeux où roulaient les larmes, leur sombre silence, rompu par des sanglots quand Napoléon embrassa l'aigle vaincue, disaient l'amour, la douleur et les colères de l'armée. A Orléans, les troupes envahirent la ville, proférant des menaces, poussant des acclamations et forçant les habitants terrorisés à répéter leurs vivats. Le 9 avril, à l'entrée de l'impératrice qui arrivait de Blois, le 13 avril encore, les mêmes scènes se renouvelèrent. Le maire de Clermont-Ferrand ayant proclamé les Bour-

1. Registre de Belliard, 10 avril. Arch. de la guerre. — Belliard, d'ailleurs resta à Fontainebleau le dernier des grands divisionnaires de l'empire. Il était présent aux adieux de Napoléon à la vieille garde.

2. Agenda de Pelet. Arch. de la guerre.

bons et fait par la ville une marche avec le drapeau blanc, la garnison sortit des casernes, dispersa le cortège et brûla le drapeau sur la grande place. Le surlendemain, on chantait un *Te Deum*, le drapeau blanc placé sur l'autel. Des chasseurs entrent à cheval pendant l'office, enlèvent le drapeau, le traînent par les rues[1]. A Briare, une division d'infanterie répandit la terreur dans toute la contrée par ses menaces contre les partisans du nouveau régime. Dans la 19e division militaire (Lyon), les troupes méconnaissaient l'autorité des chefs. Chaque jour c'étaient avec les soldats alliés, dont les cantonnements étaient proches, des rixes particulières qui menaçaient de devenir générales[2]. Le corps du maréchal Augereau était disposé à se mutiner, on craignait que le passage de l'empereur ne déterminât la sédition : tous les régiments furent cantonnés dans des villes et des villages éloignés de la grande route[3]. A Rennes, à Laval, à Cherbourg, à Orléans, à Tours, à Chartres à Nevers, les troupes refusèrent de prêter serment au roi. A Lons-le-Saulnier, à Mayenne, à Poitiers, à Moulins, elles brûlèrent le drapeau blanc[4]. A Paris, les soldats passaient leur colère sur les étrangers. Ils arrachaient les brindilles vertes dont les Autrichiens ornaient leurs shakos, les médailles de campagne que les Russes portaient sur la poitrine. Chaque jour, c'étaient des querelles et des rixes. Le 29 avril, il y eut un vrai combat dans le jardin du Palais-Royal ; quelques personnes furent grièvement blessées. Le 8 mai, des Cosaques

1. Rapports de police, 11, 13, 14 et 17 avril. Arch. nat., F. 7, 3773

2. Rapport de police, 23 avril. Arch. nat., F. 7, 3773. Général Delaroche à Dupont, Lyon, 16 avril. Arch. de la guerre.

3. Général Marchand à Dupont, Grenoble, 17 avril. Cf. *Itinéraire de Doulevent à l'île d'Elbe* par Fabry (écrit royaliste), 28-29.

4. Rapports de police du 17 au 27 avril. Arch. nat., F. 7, 3773. La Rochejacquelein à Dupont, 16 mai. Arch. de la guerre.

furent sabrés dans une guinguette. « Sur le passage du roi, dit Chateaubriand, les grenadiers de la garde laissaient voir leurs dents comme des tigres. Quand ils présentaient les armes, c'était avec un mouvement de fureur, et le bruit de ces armes faisait trembler[1]. »

A Anvers, à Metz, à Mayence la garnison tenta un soulèvement. A Lille, les troupes furent trois jours en pleine révolte. Durant la nuit du 13 avril, on commença à crier : Vive l'empereur! dans les casernes. Le 14, les hommes s'assemblèrent tumultuairement sur la place d'Armes. On fit feu sur les chefs; un officier reçut un coup de baïonnette. Livrées à elles-mêmes, les troupes forcèrent les portes de la ville, en criant qu'elles allaient rejoindre l'empereur. Douai et Thionville virent de pareilles séditions. A Landau, les soldats faillirent écharper le général Schramm et les délégués civils qui venaient annoncer la déchéance de Napoléon[2]. Presque partout, les soldats montrèrent les mêmes colères et commirent les mêmes violences. Ils jetaient au ruisseau les nouvelles cocardes, brûlaient les drapeaux blancs, insultaient le nom de Louis XVIII, maltraitaient les royalistes, se mutinaient contre les officiers et disaient : « Nous ne nous battrons jamais que pour notre empereur[3]! »

Dans la population, le nouveau gouvernement fut

1. Ordre du jour de Dessolles. *Moniteur* du 20 mai. *Journal d'un prisonnier anglais* (*Revue britannique*, VI, 85, 86, 89). Châteaubriand, *Mémoires d'outre-tombe* VI, 311.

2. Carnot à Dupont, Anvers, 16 avril. Ordre du jour de Morand 15 avril. Maison à Dupont, 14 et 16 avril. Général commandant Douai à Dupont, 15 avril. Arch. de la guerre. Lettre de Montesquiou à Blacas (*Journal de l'Empire* du 16 avril 1815). Rapport de police, 23, 25, 27 avril, Arch. nat., F. 7. 3773.

3. Correspondance générale du 9 au 27 avril. Arch. de la guerre. Rapports de police, Arch. nat., F. 7, 3773, *passim*. Cf. Lettre de Montesquiou *Journal de l'Empire* du 16 avril 1815) : « La mutinerie de la troupe croît sensiblement. Les soldats tiennent des propos effroyables. La plus grande partie de l'armée est en insurrection, l'autre est incertaine, ce qui veut dire qu'on est sans troupes. »

accepté « sans déplaisir », comme l'avait prédit Alexandre de Laborde à Nesselrode, mais non avec la joie unanime décrite par les écrivains royalistes. A Paris, le peuple des faubourgs resta hésitant, plutôt hostile, encore sous l'influence du régime impérial. Les ouvriers excitaient les soldats contre les Alliés, et les secondaient dans les rixes qu'eux-mêmes avaient provoquées. Ils s'amusaient à attacher des cocardes blanches à l'oreille des chiens errants ; puis à grands coups de fouet, ils les chassaient ainsi décorés par les rues et les quais. Parfois, le soir, des bandes de populaire parcouraient les faubourgs Saint-Antoine, Saint-Marceau, Saint-Martin en chantant des chansons pour l'empereur. Au spectacle, le public cherchait des allusions dans toute phrase qui pouvait s'appliquer à la situation du moment. Des bravos assourdissants éclatèrent à ce vers de *Tancrède :*

Un héros qu'on opprime attendrit tous les cœurs [1].

Les acclamations, les vivats dont furent salués le comte d'Artois et Louis XVIII à leur entrée à Paris, le 12 avril et le 3 mai, les nouveaux gardes nationaux à cheval qui, à la tête des cortèges, agitaient frénétiquement leurs sabres de parade et donnaient l'impulsion aux cris, l'émotion de braves gens qui pleuraient de joie, n'abusèrent pas tout le monde sur la part que prenait la masse des citoyens à ces ovations et à cette allégresse. « Cela n'était point assez général, rapporte un officier anglais, témoin non suspect, pour nous rassurer sur les dispositions des Français. » Le jour de l'entrée triomphale de Monsieur, un Prussien dit à ce même officier : « Je ne crois pas

1. Rapport général de police, 14 avril. Bulletins de police, avril-juin. Arch. Nat., F. 7, 3738. *Journal d'un prisonnier anglais* (*Revue britannique*) VI, 84-90.

que les Bourbons puissent rester six mois en France après le départ des Alliés. » Le lendemain de l'entrée solennelle du roi, on vendait clandestinement deux caricatures. L'une représentant un troupeau d'oies grasses montant gravement les marches des Tuileries, tandis que s'envolait un aigle; dans l'autre, on voyait près d'un village incendié le gros Louis XVIII en croupe derrière un cosaque, dont le cheval galopait sur des cadavres de soldats français[1].

Dans les provinces, les municipalités multipliaient les adresses, les royalistes illuminaient leurs maisons, mais le peuple plus las qu'enthousiaste montrait moins d'entraînement que de surprise[2]. Il y avait bien des défiances à l'égard du nouveau roi et de l'ancien régime. Comme ces soldats qui conservaient dans le havresac la cocarde tricolore, combien d'ouvriers et de paysans conservaient au fond du cœur le souvenir de Napoléon! Le 10 avril, un royaliste disait à l'abbé de Montesquiou que de Moulins à Paris, il n'avait vu quelques cocardes blanches qu'à Nevers[3]. En avril et en mai, les préfets de trente départements signalent l'esprit d'opposition. On arrache les cocardes, on enlève les drapeaux blancs, on lacère les affiches officielles, on placarde des manifestes séditieux. Le 1er mai, le préfet de Strasbourg écrit: « L'opinion Bonapartiste résiste. » Le 6, le général Boudin écrit: « Les campagnes et une grande partie des villes de l'Yonne sont en opposition avec les amis du roi. » L'irritation des paysans du Jura est telle que jusqu'au mois de juin les royalistes n'osent pas porter la cocarde blanche.

1. *Journal d'un prisonnier anglais*, 81, 82 89. Cf. Rodriguez, 201-203.

2. *Moniteur*, du 15 avril au 30 mai. Rapport de police générale, aux mêmes dates, Arch. nat. F. 7, 3773.

3. Lettre de Montesquiou, *Journal de l'Empire*, 15 avril 1815.

Aux portes du théâtre de Bordeaux, des ouvriers crient : A bas les traitres[1] !

A Nemours, à Montargis, à Nevers, dans toutes les villes et dans tous les villages jusqu'à Moulins, Napoléon en route pour l'île d'Elbe fut acclamé, les commissaires des Alliés furent insultés. « On jurait après nous, dit le commissaire prussien Waldbourg-Truchsess, on nous adressait mille invectives, tandis qu'au contraire on ne se lassait pas de crier : Vive l'empereur. » A Lyon, la population était restée dévouée à Napoléon ; une grande masse de peuple l'attendit toute la journée du 23 avril. Il n'arriva qu'à onze heures du soir. Quelques groupes de fidèles, que cette longue attente n'avait pas découragés, le saluèrent d'un dernier cri[2]. Dans le Comtat et en Provence, l'accueil fut tout différent, mais les insultes et les violences du « bon peuple d'Orgon » n'effacent pas l'ovation de la « canaille de Nevers » Elles témoignent seulement les ardentes passions qui commençaient à diviser la France.

Dans l'Ouest, il y a des royalistes exaltés ; mais les ouvriers des villes sont hostiles aux Bourbons, et dans nombre de villages, les Bleus l'emportent sur les Blancs. Dupont écrit, le 8 mai : « On craint la guerre civile[3]. »

En parlant des cinq représentations d'*Esther* à Saint-Cyr, Saint-Simon a écrit : « Toute la France y passa. » C'était par une hyperbole analogue que l'abbé de Pradt avait dit au czar : « Toute la France

1. Corresp. des Préfets et Relations de police, avril-juin. Arch. Nat. F. 7 3738 et F. 7 3773. Correspondance générale, avril-mai. Arch. de la guerre.

2. Waldbourg-Truchsess. *Itinéraire de Napoléon à l'île d'Elbe*, 15, 18, 20. Cf. Fabry, *Itinéraire de Buonaparte*, 22-23, 26-27. *Voyage de Napoléon à l'île d'Elbe*. (*Revue britannique*, VII, 53-54.)

3. Rapports de police, avril, Arch. Nat. F. 7, 3773. Dupont à Ruty, 8 mai, Arch. de la guerre.

veut les Bourbons. » La France entière désirait ardemment la paix, mais sauf mille ou cent mille personnes — il n'importe — les Français ne pensaient pas aux Bourbons, aussi étrangers au pays, disait Wellington, que s'ils n'y eussent jamais régné, et aussi inconnus de la génération nouvelle, disait Chateaubriand, que les enfants de l'empereur de la Chine. Ruinée et saignée par tant de guerres, la France accepta sans l'avoir appelé un gouvernement qui lui apportait la paix et lui promettait l'abolition des impôts détestés. L'ancienne dynastie ne pouvait cependant redevenir subitement populaire. Les circonstances de son retour étaient trop odieuses à la fierté française. Sans doute c'était Napoléon qui était la cause de l'invasion, et non Louis XVIII. Mais dans sa dernière campagne, Napoléon avait mené une guerre nationale, et, vaincu après la plus admirable des résistances, il partait pour l'exil. Les Bourbons avaient souhaité le succès de l'ennemi ; ils étaient entrés à sa suite sur le territoire français ; maintenant, ils profitaient de ses victoires. On identifiait l'avènement des Bourbons avec le triomphe de la Coalition, et les manifestes d'Hartwell, de Vesoul et de Bordeaux n'avaient point été écrits, il faut l'avouer, pour empêcher cette confusion.

Les Alliés ne se trompèrent pas sur les vrais sentiments de la France. Quand Alexandre combattait le 31 mars les raisons de Talleyrand, c'est qu'il reconnaissait que l'agitation royaliste était toute superficielle. Quand Metternich disait le 10 avril « qu'avant deux ans la guerre reprendrait », c'est qu'il savait que l'opinion publique était loin d'être encore fixée. Mais les Alliés se laissèrent facilement abuser, trop heureux de paraître écouter les vœux des Français en prêtant la main à une restauration qu'imposait l'intérêt de l'Europe. Alexandre avait écrit qu'après

la victoire, on traiterait avec Napoléon si la nation ne se déclarait pas contre lui, ou que l'on convoquerait une grande assemblée qui serait appelée à désigner librement le gouvernement de la France. Après la victoire, Alexandre se borna à consulter Talleyrand, Pradt et Louis, et suffisamment renseigné à son gré, il proclama que les souverains « ne traiteraient plus avec Napoléon ni avec sa famille ». Dans la nuit du 4 avril, le czar ébranlé par les paroles de Macdonald et emporté par le sentiment du droit des nations, fut peut-être au moment de consentir à la régence. La nouvelle de la défection du 6e corps vint à point l'arrêter dans ce mouvement généreux qui eût terriblement déçu ses alliés. Napoléon II avait trois ans, Napoléon Ier n'en avait que quarante-cinq. La régence n'aurait été qu'un interrègne ou un masque, la paix n'aurait été qu'une trêve. Or, comme les maréchaux de l'Empire, l'Europe était lasse de combattre. Elle voulait, selon le mot de Metternich, « un état de paix durable fondé sur l'équilibre entre les puissances. » La royauté se trouvait être la solution la plus simple, la plus prompte et la plus sûre, en même temps que la plus conforme aux principes des cours alliées. Si la restauration de l'ancienne monarchie n'avait pas été le but de la guerre, elle n'en devait pas moins être la conséquence de la victoire, puisque Napoléon vaincu mais non proscrit cette victoire n'eût rien terminé.

Paris, 1884-1887.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE QUATRIÈME

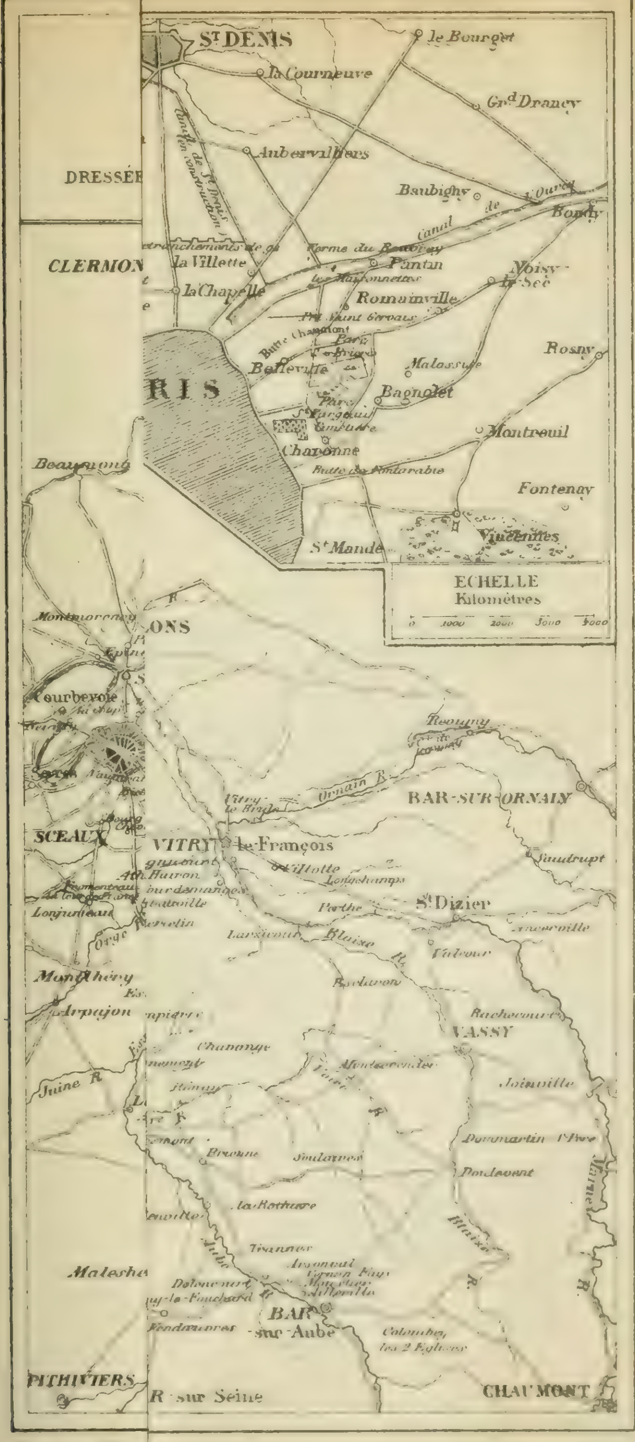
LIVRE CINQUIÈME

LIVRE SIXIÈME

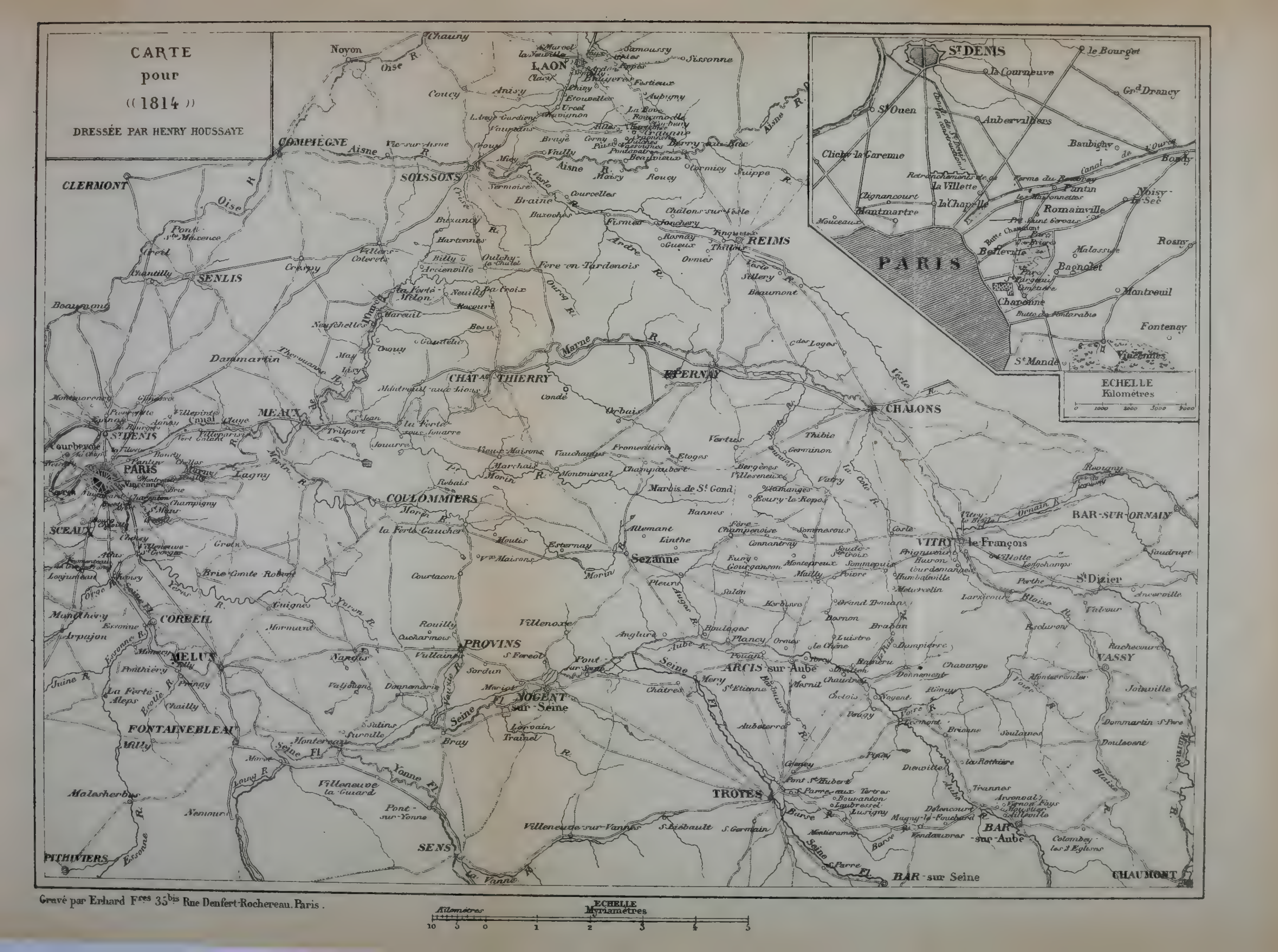
LIVRE SEPTIÈME

LIVRE HUITIÈME

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

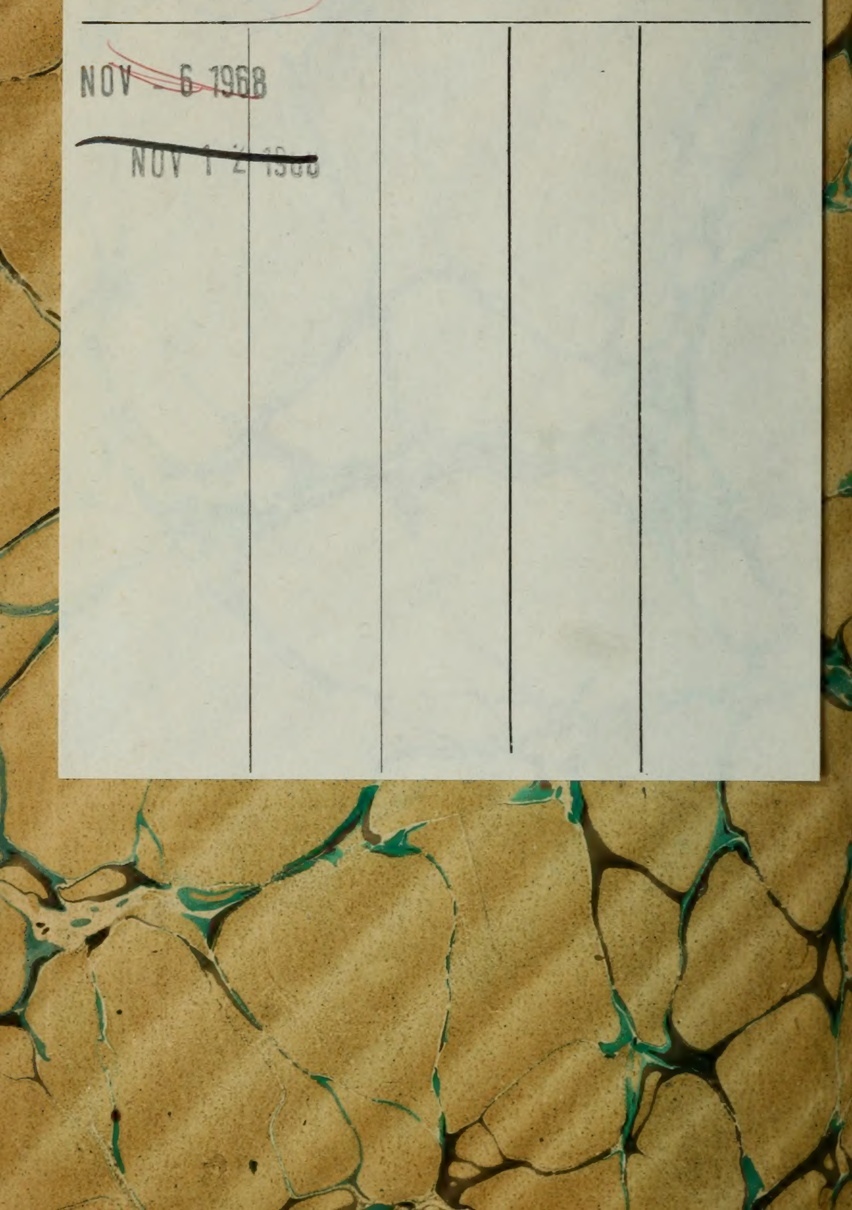


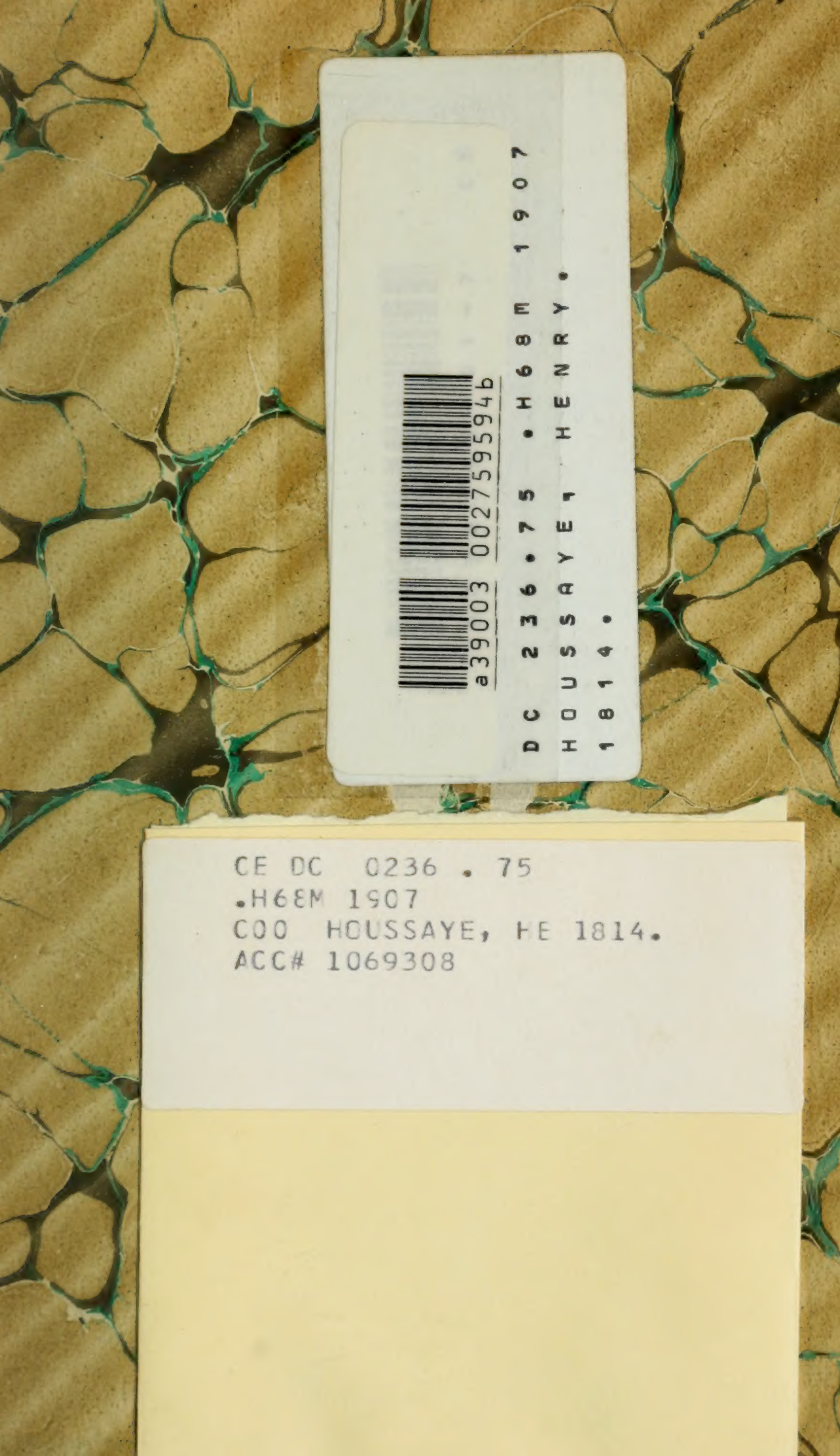
Gravé par Erha

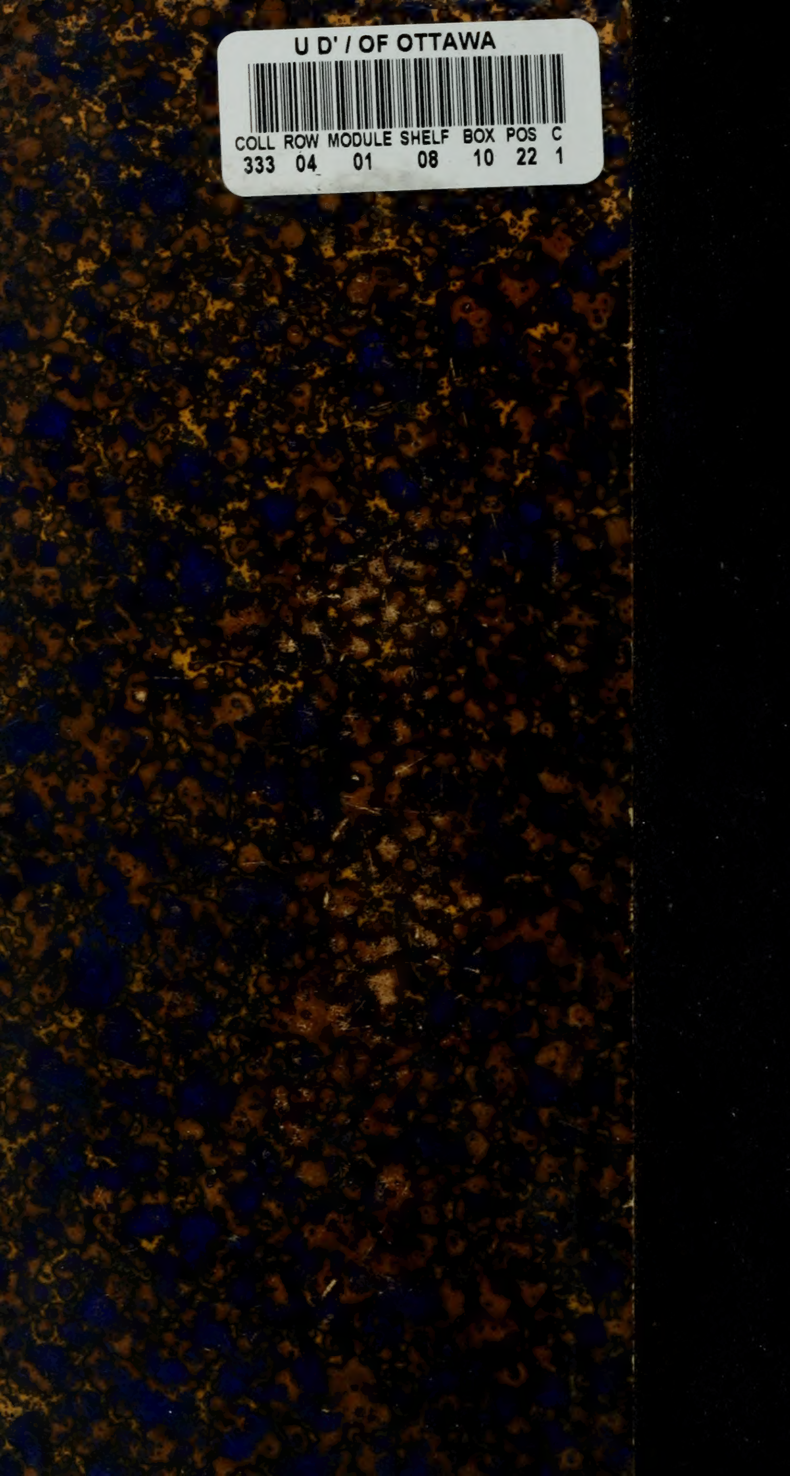


Gravé par Erhard Fres 35bis Rue Denfert-Rochereau. Paris.

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY ET FILS




a39003 002759594b
DC 236.75 .H68M 1907
HOUSSAYE, HENRY,
1814.
CE DC 0236 . 75
.H68M 1907
COO HOUSSAYE, HE 1814.
ACC# 1069308



U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 04 01 08 10 22 1